

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA LIQUIDATION (“Winding-Up”)
des
SOCIÉTÉS
en
DROIT ANGLAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 14 Mars 1932, à 2 heures

PAR

ALOÏSIUS de MELLO

Avocat au Barreau d'Angleterre (Membre de Gray's Inn, Londres)

MEMBRES DU JURY

Président : M. H. LEVY-ULLMANN, Professeur

Suffragants { MM. Maurice PICARD } Professeurs
André ROUAST

LIBRAIRIE M. LAC

ÉDITEUR

26, rue Monsieur-le-Prince, 26, PARIS (VI^e Arr.)

1932

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA LIQUIDATION ("Winding-Up")

des

SOCIÉTÉS

en

DROIT ANGLAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 14 Mars 1932, à 2 heures

PAR

ALOÏSIUS de MELLO

Avocat au Barreau d'Angleterre (Membre de Gray's Inn, Londres)

MEMBRES DU JURY

Président : M. H. LEVY-ULLMANN, Professeur

Suffragants { MM. Maurice PICARD } Professeurs
 André ROUAST }

LIBRAIRIE M. LAC

ÉDITEUR

26, rue Monsieur-le-Prince, 26, PARIS (VI^e Arr.)

1932



BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES EN LANGUE ANGLAISE

- E.-T. BALDWIN. — Bankruptcy and Bills of Sale, 11^e édition, 1915 (Stevens et Haynes, Londres).
- BUCKLEY (Lord Wrenbury). — Law and Practice under the Companies Acts, 11^e édition, 1930, par W. Gordon Brown, R.J.T. Gibson, et D.B. Buckley (Stevens et Sons, Londres).
- W.F. CRAIES. — Statute Law, 3^e édition, 1923, par J.-G. Pease, et J.-P. Gorman (Sweet et Maxwell, Londres).
- H. FLETCHER-MOULTON. — Companion to the Companies Acts, 1929, (Effingham Wilson, Londres).
- Sir F. GORE-BROWN. — Hand-Book on the Formation, Management, and Winding-up of Joint-Stock Companies, 37^e édition, 1930, par T.-E. Haydon et H.-W. Jordan (Jordan et Sons, Londres). La 18^e édition de cet ouvrage fut traduite en français par G. Giraudet et A. Méliot, en 1896.
- Earl of HALSBURY. — Laws of England, 1907 à 1914, 31 Tomes et supplément annuel (Butterworth et Co., Londres).
- D.-G. HEMMANT. — The Companies Act, 1929, 9^e édition, 1930 (Jordan et Sons, Londres).
- F. HORNER. — The new Company Law, 1930 (Simpkins, Marshall et Co., Londres).
- Lord LINDLEY. — Treatise on the Law of Companies, 6^e édition, 1902, 2 Tomes (Sweet et Marwell, Londres).
- Treatise on the Law of Partnership, 9^e édition, 1924 (Sweet et Maxwell, Londres).
- Lord MACAULAY. — History of England.

- L. MADDOCK. — Manual of Company Law and Practice, 1931 (Pitman et Sons, Londres).
- E. MANSON. — Short View of Bankruptcy Law, 3^e édition, 1929 (Sweet et Maxwell, Londres).
- Sir P.-B. MAXWELL. — Interpretation of Statutes, 7^e édition, 1929, par G.-F.-L. Bridgman (Sweet et Maxwell, Londres).
- Sir T. ERSKINE MAY, Constitutional History of England, 2 Tomes.
- MUIR-MACKENZIE and A. CLARKE, The Bankruptcy Act, 1914, and the Deeds of Arrangement Act, 1914, 7^e édition, 1915, par Chalmers et Hough (Waterlow et Sons, Londres).
- Sir FRANCIS B. PALMER, Company Law, 14^e édition, 1931, par A. F. Topham et A. R. Tylour (Stevens et Sons, Londres).
- — — Company Precedents, 14^e édition, 1932, 3 Tomes, par les mêmes (Stevens et Sons, Londres).
- Sir F. POLLOCK, Digest of the Law of Partnership, 12^e édition, 1930 (Sweet et Maxwell, Londres).
- R. RINGWOOD, Law of Bankruptcy, 16^e édition, 1930, par A. Roper (Sweet et Maxwell, Londres).
- J. W. SMITH, Leading Cases on Various Branches of the Law, 13^e édition, 1929, par T. W. Chitty, A. T. Dennison, et C. P. Harvey, 2 Tomes (Sweet et Maxwell, Londres).
- A. STIEBEL, Company Law and Precedents, 2 Tomes, 3^e édition, 1930 (Sweet et Maxwell, Londres).
- J.-A. STRAHAN et N. H. OLDHAM, Law of Partnership, 5^e édition, 1927 (Sweet et Maxwell, Londres).
- A.-F. TOPHAM, Principles of Company Law, 8^e édition, 1931 (Sweet et Maxwell, Londres).
- O.-D. TUDOR, Leading Cases on Mercantile and Maritime Law (Londres, 1883).
- Sir A. UNDERHILL, Principles of the Law of Partnership, 4^e édition, 1931, par Milner Holland (Butterworth et Co., Londres).
- F. J. VARLEY, The Companies Act, 1929 (Effingham Wilson, Londres).
- E. VAUGHAN WILLIAMS, Law and Practice of Bankruptcy, 14^e édition, 1932, par W. N. Staple et J. B. Blagden, (Sweet et Maxwell, Londres).
- Divers Recueils de Jurisprudence (indiqués à la Table III ci-annexe).

Comptes-Rendus, Rapports, etc.,
publiés par H. M. STATIONERY OFFICE, Londres

Official Reports of Parliamentary Debates.

- Report of Bankruptcy Committee, 1908 (Muir-Mackenzie Report).
— — — 1924-5 (Hansell Report).
— Company Law Amendment Committee, 1918 (Wrenbury
Report).
— — — — 1925-6 (Greene
Report).

II. — OUVRAGES EN FRANÇAIS ET EN D'AUTRES LANGUES

- L. ADOLPH, Liquidation des Sociétés Commerciales (Paris, 1927).
— Manuel Pratique des Sociétés Anonymes Etrangères
(Paris, 1913).
AMOUROUX-MENARD, Mme J., Voies d'Exécution en Droit Anglais
(Thèse, Paris, 1930).
B. AUGER et MARQUIS, Les Companies Acts 1908 à 1917, Textes et
Commentaires (Paris, 1926).
G. BONELLI, Trattato del Fallimento, 3 Tomes, (Milan, 1923).
J. BRAESCO, Caractères généraux de la Société dite « Partnership »
(Thèse, Paris, 1923).
H. W. CAMERLYNCK, La Loi anglaise de 1929 sur les Sociétés par
actions (Thèse, Paris, 1930).
A. CURTI, Die englische Aktiengesellschaft nach neuen Recht (J.
Springer, Berlin, 1930).
— Manuel de Droit Civil et Commercial anglais, 2 Tomes (Paris,
1927).
DESTRUELS, Traité pratique de Liquidation des Sociétés anglaises
limited (Paris, 1902).
A. DOLBEAU, Manuel Formulaire à l'usage des Liquidateurs amia-
bles, 2^e édition, (Paris, 1925).
H. DUVIVIER, Traité de la Faillite des Sociétés Commerciales (Paris,
1888).

- FERNAND-LAURENT, Etude Comparée des législations anglaise et française sur les Sociétés par actions (Thèse, Paris, 1919).
- FITTING, Das Reichs Konkursrecht und Konkursverfahren (1904).
- FRANKL, Der Konkurs der offenen Gesellschaft (1891).
- DE FRANQUEVILLE, Le Gouvernement et le Parlement britanniques, 2 Tomes (Paris, 1887).
- Le Système Judiciaire de la Grande-Bretagne, 2 Tomes (Paris, 1893).
- L. GOIRAND et L. PERRIER, Commentaire théorique et pratique de la Loi du 4 mars 1889 sur la Liquidation Judiciaire (Paris, 1889).
- A. HAMOT, De la Faillite et de la Liquidation des Sociétés françaises (Thèse, Paris, 1903).
- E. HEILFRON et G. PICK, Grundriss des Civilprozessrechts und Konkursrechts, 4^e édition (1926-7, Berlin).
- Lehrbuch des Bürgerliches Rechts (Berlin).
- Lehrbuch des Konkursrechts, 2^e édition (Berlin 1913).
- C. HOUPIN et H. BOSVIEUX, Les Sociétés Civiles et Commerciales, 6^e édition, (Paris, 1928).
- J. KOHLER, Lehrbuch des Konkursrechts (1891).
- Leitfaden des deutschen Konkursrechts (1903).
- M. LECOMTE, Etude comparée des principales législations européennes en matière des Faillites (Paris, 1879).
- Traité théorique et pratique de la Liquidation Judiciaire (Paris, 1890).
- LÉVI, Liquidation des Sociétés commerciales (Thèse, Paris, 1882).
- Prof. H. LÉVY-ULLMANN, Introduction aux Sciences Juridiques, Tome I (Le Système Traditionnel anglais), Paris, 1928.
- LOCRÉ, Législation civile, commerciale et criminelle de la France, 31 Vol. (Paris, 1829 à 1832).
- Prof. C. LYON-CAEN, La Loi anglaise sur la Faillite du 25 août, 1883 (dans la « Collection des Principaux Codes étrangers »), Paris, 1888.
- Prof. C. LYON-CAEN et Prof. L. RENAULT, Faillites, Banqueroutes et Liquidations (Tomes VII et VIII de leur « Traité de Droit Commercial »), 4^e édition (Paris, 1914).
- Les Sociétés (Tome II, en 2 parties, du dit Traité), 5^e édition, revue et mise à jour par A. Amiaud, (Paris, 1926).

- U. MANARA, Delle Società di commercio irregolari e del loro fallimento (1898).
- M. et A. MÉLIOT, La nouvelle Loi anglaise du 21 décembre 1908 sur les Sociétés (Paris, 1909).
- L. MOLINA, Manuale teorico-pratico del Curatore di Fallimento e del Commissario giudiziale nel Concordato preventivo e nella procedura del Piccolo Fallimento (Milan, 1904).
- MONTÉGU, Essai sur la Liquidation des Sociétés en Droit français (Thèse, Paris, 1884).
- R. GAY DE MONTELLA, Suspension de Pagos y Quiebras (Tome VI de son Tratado de Legislacion comercial espanola), Madrid, 1918.
- A. PAVITT, Les Compagnies limited anglaises et les sociétés anonymes françaises (Paris, 1891).
- P. PELLERIN, La loi anglaise sur les Sociétés par actions (Paris, 1910).
- Prof. J. PERCEROU, Failmites, Banqueroutes et Liquidations Judiciaires (faisant partie du « Traité général, théorique et pratique, de Droit Commercial » de Prof. E. Thaller), 2 Tomes, Paris, 1907 à 1913.
- Prof. P. PIC, Des Sociétés commerciales, 2^e édition, 1926, 3 Tomes avec supplément, 1930 (faisant partie du « Traité général, théorique et pratique, de Droit Commercial » de Prof. E. Thaller).
- Traité théorique et pratique de la Faillite des Sociétés commerciales (Paris, 1887).
- A. RAMELLA, Trattato sul Fallimento, 2^e édition (Milan, 1928).
- R. ROUSSEAU, Traité théorique et pratique des Sociétés commerciales, françaises et étrangères, 5^e édition, 1921, avec supplément 1928 (Paris).
- ROY, La liquidation des Sociétés de Commerce (Thèse, Lyon, 1906).
- A. SRAFFA, Il Fallimento delle Società commerciali (1897).
- Prof. E. THALLER, La Faillite en Droit comparé, 2 Tomes (Paris, 1887).
- L. VIROLET, La nouvelle législation anglaise de 1907 sur les Sociétés par actions (Paris, 1908).
- WILMOWSKI, Deutsche Reichs Konkursordnung (1906).

Revues, etc.

Annales de Droit Commercial et Industriel.

Bulletin de la Ligue pour la Réforme de la Législation des Sociétés.

Bulletin de la Société d'Etudes Législatives.

Journal des Faillites et des Liquidations Judiciaires, françaises et étrangères.

Journal des Sociétés Civiles et Commerciales.

Revue des Sociétés.

II

Table alphabétique de la Jurisprudence
citée au cours du présent ouvrage

	Page
Abbott v. Burbage. (1835). 2 Bingham. N. C. 444.....	115
Adam v. Newbigging. 34 Ch. D. 582; 13 A. C. 308.....	74
Addison. <i>Ex parte</i> . 3 Mont. & Ayr. 434.....	114
Akhurst v. Johnson. (1818) 1 Swaust. 85.....	88
Alabama New Orleans Co. <i>In re</i> . (1891). 1 Ch. 213.....	460
Albion Steel & Wire Co. (1878). 7 Ch. D. 51.....	130
Alderson v. Temple (1767). 4 Burr. 2235.....	177
Alexander. <i>Ex parte</i> . 2 Mont. & Ayr.	208
— v. Automatic Telephone Co. (1900). 2 Ch. 56.....	419
Alfred Melson & Co. (1906). 1 Ch. 811.....	332
Allison, Johnson & Foster, Ltd. <i>Re. Ex parte</i> Burkenshaw (1904). 2 K.B. 327. 340. 373	373
Amalgamated Properties of Rhodesia. <i>Re</i> . (1917). 2 Ch. 115.....	321
— Syndicate. <i>Re</i> . (1897). 2 Ch. 600.....	312
American Pioneer Leather Co. <i>Re</i> . (1918). 1 Ch. 556.....	313
Anderson. <i>In re</i> . (1911). 1 K. B. 896.....	68
Anderson's Case. 17 Ch. D. 373.....	408
Anglo-Baltic & Mediterranean Bank v. Banker & Co, Ltd. (1924). 2 K.B. 410	355
Anglo-Continental Corporation of Western Australia. <i>Re</i> . (1898). 1 Ch. 327.....	439, 441
— Supply Co (1922). 2 Ch. 723.....	469
Anglo-Greek Steam Co. <i>Re</i> . (1886). 2 Eq. 1.....	312, 313
Argyll's Ltd., v. Coxeter (1913). 29 T. L. R.	438
Arthur Average Assen., <i>Re</i> (1875). 10 Ch. App. 542.....	32
Artola Hermanos. <i>In re, Ex parte</i> Châle. (1890). 24 Q. B. D. 640.....	68
Astle v. Wright. 23 Beav. 77.....	89
Atkins. <i>Ex parte</i> (1820). Buck. 179.....	261
Atwood v. Maude (1888). 3 Ch. 369.....	89
Australian Joint-Stock Bank. <i>Re</i> . (1897). W. N. 48.....	312
Aylmer. <i>Re, Ex parte</i> Bischoffsheim (1887). 4 Morr. 152.....	144
Bailey v. Thurston & Co, Ltd. (1903). 1 K. B. 137.....	164
Bank of Gibraltar. <i>Re</i> (1865). 1 Ch. App. 69.....	326, 343
— South Australia. <i>Re</i> (1895). 1 Ch. 578.....	321
Banks. <i>Ex parte, Re</i> Dowling (1877). 4 Ch. D. 689.....	163

Baring v. Dix, (1786), 1 Cox, 213.....	76
Barnard, <i>In re</i> , (1931), W. N. 257.....	492
Barnes, <i>Ex parte</i> , (1896), A. C. 146.....	451
— v. Youngs (1898), 1 Ch. 414.....	66
Barnett's Case, (1875), 19 Eq. 449.....	434
Barrow's Case, (1880), 28 W. R. 34.....	414
Barton, <i>Ex parte</i> , <i>Re</i> Phillips, (1900), 7 Man. 277.....	112
Baxter v. West, (1860), 1 Dr. & Sm. 173.....	75
Beall, <i>Re</i> (1894), 2 Q. B. 135.....	240
Bean, <i>Ex parte</i> , (1852), 1 D. M. & G. 486.....	166
Beaujolais Wine <i>Re</i> , <i>Ex parte</i> Wragge, (1877), 3 Ch. 15.....	346
Beckham v. Drake (1849), 2 H. L. Cas. 579.....	164
Belfield v. Bourne, (1894), 1 Ch. 521.....	70
Bentinck v. Fenn, (1887), 12 A. C. 652.....	120
de Berenger v. Hamel (1829), 4 B. & J. 287.....	76
Bevan v. Nunn, 9 Bingh. 107.....	115
Birch v. Cropper, (1889), 14 A. C. 535.....	440
Bird v. Bird's Patent Sewage Co, (1874), 9 Ch. 388.....	468
— v. Philpott, (1900), 1 Ch. 822.....	161, 279
Birmingham Banking Co. <i>In re</i> , (1867), 36 L. J. Ch. 150.....	360
Bisgood v. Henderson's Transvaal Estates, Ltd., (1908), 1 Ch. 743.....	462
Bishop, <i>Ex parte</i> , <i>Re</i> Tonnies (1873), 8 Ch. App. 718.....	179
— & Sons, Ltd., <i>In re</i> , (1900), 2 Ch. 254.....	332
Black & Co's Case, (1872), 8 Ch. App. 254.....	434, 437
Blackburn, <i>Ex parte</i> , <i>Re</i> Cheeseborough, (1871), 12 Eq. 358.....	178
Blain, <i>Ex parte</i> , (1879), 12 Ch. D. 522.....	104, 117
Blanchard, <i>Re</i> , <i>Ex parte</i> Hattersley, (1878), 8 Ch. 601.....	169
Blériot Aircraft Manufacturing Co, <i>Re</i> , (1916), 32 T. L. R. 253.....	313
Blissett v. Daniel (1851), 10 Ha. 493.....	65
Blithman, <i>Re</i> , (1858), 2 Eq. 23.....	68
Bloxam's Case, (1867), 36 L. J., Ch. 687.....	406
Bond, <i>Ex parte</i> , (1738), 1 Atk. 98.....	259
Borough of Portsmouth Tramways Co, Ltd., (1892), 2 Ch. 362.....	321, 323
Bowes v. Hope Life Insurance Soc., (1865), 11 H. L. Cas. 389.....	322
Bowker v. Burdekin, (1843), 11 M. & W. 128.....	114
Bowkett v. Fuller's United Electric Works, (1923), 1 K. B. 160.....	354
Brandon v. Mc Henry, (1891), 1 Q. B. 538.....	279
Brazilian Rubber Co. Ltd., <i>In re</i> , (1911), 1 Ch. 425.....	121
Brelsford, <i>In re</i> , (1932), 1 Ch. 24.....	260
Bridgwater Navigation Co, <i>In re</i> , (1889), 14 A. C. 535; (1891), 2 Ch. 317.....	439, 440
Bridport Old Brewery Co., <i>In re</i> , (1867), 2 Ch. 101.....	340
Brinsmead & Sons, <i>In re</i> T. E., (1897), 1 Ch. 45, 406.....	313
British American Skate Manufg. Co., Ltd.....	419, 441
— — Trustee Corp'n. v. Cowper, (1894), A. C. 399.....	460
— Equitable Bond Corp'n., <i>In re</i> , (1910), 1 Ch. 574.....	323
— Guardian Co., (1880), 14 Ch. 335.....	418, 422
Broome, <i>Ex parte</i> , (1811), 1 Rose, 69.....	262
Brown v. Oakshott, 24 Beav. 351.....	245
— & Tykian's Case, (1874), 18 Sol. Jo. 781.....	351
Burchell v. Wilde, (1900), 1 Ch. 551.....	87
Burr, <i>In re</i> , (1892), 2 Q. B. 167.....	144
Burt v. Moulton, 1 My. & Cr. 525.....	187
Butchart, v. Dresser, 10 Ha. 453.....	82
Butcher, <i>Ex parte</i> , <i>Re</i> Mellor, (1880), 13 Ch. D. 465.....	173
— v. Stead, (1875), 7 H. L. Cas. 846.....	179

	Page
Calisher's Case, (1868), 5 Eq. 214.....	434
Callao Bis. Co., <i>Re</i> , (1889), 42 Ch. D. 169.....	343
Caloric Engine Co., <i>Re</i> , (1885), 52 L. T. 846.....	343
Cambrian Peat Co., <i>Re</i> , (1874), 31 L. T. 773.....	341
Canning Jarrah Timber Co., <i>Re</i> , (1900), 1 Ch. 708.....	468
Cannon v. Trask, (1875), 20 Eq. 669.....	419
Carmichael v. Evans, (1904), 1 Ch. 486.....	66, 75
Carriage Co-operative Supply Assocn., (1884), 27 Ch. D. 322.....	421, 433
Carter, <i>Ex parte</i> , (1826), 2 Gl. & J. 233.....	261
Châle, <i>Ex parte</i> , <i>In re</i> Artola Hermanos, (1890), 24 Q. B. D. 640.....	68
Chalmers, <i>Ex parte</i> , (1883), 8 Ch. 289.....	115
Charles Hodge Colliery Co., <i>Re</i> (1883) 14 Ch. D. 259.....	320, 322
Cheeseborough, <i>Re</i> , <i>Ex parte</i> Blackburn, 12 Eq. 358.....	178
Cheeseman v. Price, (1865), 35 Beav. 142.....	76
Christie, <i>Re</i> , (1900), 1 Q. B. 15.....	199
Christy v. Hayman, Christy & Lilley, Ltd., (1919), 1 Ch. 283.....	359
Churton v. Douglas, (1859), Johns. 174.....	87
City Equitable Fire Fire Ins. Co., <i>Re</i> , (1925), Ch. 407.....	421
City of London Ins. Co., Ltd., <i>In re</i> , (1932), W. N. 8.....	408
Civil, Naval & Military Tailors, Ltd., <i>Re</i> , (1899), 1 Ch. 215.....	451
Clandown Colliery Co., <i>Re</i> , (1915), 1 Ch. 369.....	322, 332
Clarke, <i>Ex parte</i> , 1 D. & Ch. 544.....	125
Clarkson v. Davies, (1923), A. C. 100.....	461
Clay, <i>Ex parte</i> , (1802), 6 Ves. 813.....	257
Clement's Case, (1868), 13 Eq. 179n.....	406
Clough, <i>Re</i> , 31 Ch. D. 324.....	86
Cobham, <i>Ex parte</i> , (1780), 1 Bro. C. C.....	252
Cohen v. Mitchell, (1890), 25 Q. B. D. 262.....	166
Collie, <i>re</i> , <i>Ex parte</i> Findlay, (1881), 17 Ch. D. 334.....	258
Collinge, <i>Ex parte</i> , (1864), 4 De G. J. & S. 533.....	261
Colonial Bank v. Whinney, (1887), 30 Ch. D. 274 ; 11 A. C. 426.....	167, 168
Columbian Fireproofing Co., (1910), 2 Ch. 120.....	359
Consolidated South Rand Mines Co., <i>Re</i> , (1909), 1 Ch. 491.....	326
Contract Corporation, <i>Re</i> , (1868), 3 Ch. 105.....	351, 405
Cook, <i>Ex parte</i> , (1830), Mont. 228.....	261
Cook, <i>Ex parte</i> , (1715), 2 P. Wms. 500.....	256
v. Chas. A. Vogeler & Co., (1901), A. C. 120.....	114, 117
Coolgardie Consol. Gold Mines, (1897), 76 L. T. 269.....	313
Cooper, <i>Ex parte</i> , <i>Re</i> Zucco, (1875), 10 Ch. 510.....	179, 184
Coventry & Dixon's Case, (1880), 14 Ch. D. 670.....	415
Craven v. Edmondson, (1830), 6 Bingh. 734.....	188
Crawcour v. Salter, (1881), 16 Ch. D. 30.....	169
Crawshay v. Maule, 1 Swans. 523.....	245
Crichton's Oil Co., <i>Re</i> , (1902), 2 Ch. 86.....	439
Craggkston Colliery Co., <i>Re</i> , (1906), 2 Ch. 327.....	332
Crighton Coal Co., <i>Re</i> , (1906), 2 Ch. 32.....	322
Crofton v. Pool, (1830), 1 B. & Ad. 568.....	163
Crumlin Viaduct Works Co., (1879), 11 Ch. D. 755.....	429
Cruikwell v. Lye, (1810), 17 Ves. 335.....	87
Crystal Reef Gold Mining Co., (1892), 1 Ch. 108.....	325
Cullerne v. London & Suburban Building Soc., <i>Re</i> , (1890), 25 Q. B. D. 485; 39 W. R. 88.....	418, 423
Cumming & West, <i>In re</i> , (1929), 1 Ch. 534.....	269

Debtor, <i>In re</i> A, (1927), 1 Ch. 410.....	421, 433
de Berenger v. Hamel, (1829), 4 B. & J. 287.....	76
Destin, <i>In re</i> , <i>Ex parte</i> Ormiston, (1871), 24 L. T., N. S. 197.....	128
Diamond Fuel Co., <i>Re</i> , (1879), 13 Ch. D. 400.....	325
Dickson v. Cass, (1830), 1 B. & Ad. 343.....	188
Dive, <i>Re</i> , Dive v. Rockbuck, (1909), 1 Ch. 328.....	423
Dixon & Coodes, <i>Re</i> , (1887), 5 Morr. 291.....	144
Dominion Tar & Chemical Co., <i>In re</i> , (1929), 1 Ch. 748 ; 2 Ch. 387.....	440
Doré Gallery, <i>Re</i> , (1891), W. N. 98.....	325, 326
Dowling, <i>Re</i> , <i>Ex parte</i> Banks, (1877), 4. Ch. D. 689.....	163
Draper, <i>Re</i> J. W., (1911).....	419
Driffeld Gaslight Co., <i>Re</i> , (1898), 1 Ch. 451.....	441
Druitt's Case, (1872), 14 Eq. 6.....	405
Duckworth, <i>Re</i> , (1867), 2 Ch. App. 578.....	434
Dyer, <i>Ex parte</i> , (1901), 1 K. B. 710.....	113
Earl of Lewes v. Barnett, (1877), 6 Ch. 252.....	129
Ebbs v. Boulnois, 10 Ch. 479.....	277
Eberle's Hôtels v. Jones, (1887), 18 Q. B. D. 459.....	253, 254
Edgington v. Fitzmaurice, 29 Ch. D. 459.....	74
Electric Tel. Co. of Ireland, <i>Re</i> , 22 Beav. 471.....	76
Elliott v. Clayton, (1851), 16 Q. B. 581.....	163
Emden v. Clarke, (1882), 17 Ch. D. 768.....	163
Esparto Trading Co., <i>Re</i> (1879), 12 Ch. D. 191.....	119
Essel v. Hayward, 30 Beav. 158.....	75
Etheridge v. Central Uruguay Ry., (1913), 1 Ch. 425.....	463
Etic, <i>Re</i> , (1928), Ch. 861.....	421
European Banking Co., <i>Re</i> , (1866), 2 Eq. 521.....	321
Evans & Co., <i>Re</i> J. H., (1892), W. N. 126.....	332
— <i>Ex parte</i> , <i>Re</i> Marseilles Extension Ry. Co., (1870), 11 Eq. 151...	360
— v. Coventry, (1857), D. M. & G. 835.....	418
Farlow, <i>Ex parte</i> , (1811), 1 Rose. 421.....	235
Featherstonhaugh v. Fenwick, (1810), 17 Ves. 308.....	245, 246
Ferns, v. Carr, (1885), 28 Ch. D. 409.....	88
Findlay, <i>Ex parte</i> , <i>Re</i> Collie, (1881), 17 Ch. D. 334.....	258
Finley, <i>Re</i> , (1888), 21 Q. B. D. 485.....	243
Fletcher, <i>Re</i> , <i>Ex parte</i> Suffolk, 9, Morr. 8.....	178
Flintoff, <i>Ex parte</i> , (1844), 3 M. D. & G. 726.....	256
Flitcroft's Case, (1882), 21 Ch. D. 519.....	418, 421, 433
Food Controller v. Cork, (1923), A. C. 647.....	437
Ford, <i>In re</i> , (1900), 1 Q. B. 261.....	260
Forde, <i>Ex parte</i> , <i>Re</i> Sparkes, (1881), W. N. 117.....	208
Foss, Bilborough & Co., <i>Re</i> , (1911), 2 Ch. 161.....	360
Fox, <i>Ex parte</i> , (1871), 6 Ch. App. 183.....	469
— v. Hanbury, (1776), Cowp. 445.....	81
Freeland v. Stanfield, (1854), 2 Sm. & G. 479.....	88
Fricker's Case, (1871), 13 Eq. 178.....	408
Galbraith v. Grimshaw, (1910), A. C. 508.....	68
G. E. B., <i>In re</i> , (1903), 2 K. B. 340.....	253, 434
General Motor Cab Co., <i>Re</i> , (1913), 1 Ch. 377.....	166
— Phosphat Corporation, <i>Re</i> , (1893), W. N. 142.....	332

German Date Coffee Co., <i>Re</i> , (1882), 20 Ch. D. 169.....	313, 326
Gibbert v. Gonnard, (1885), 54 L. J., Ch. 439.....	160
Gibbs, <i>Ex parte</i> , 1 Mon. 105.....	235
Gold Hill Mines, <i>Re</i> , (1883), 23 Ch. D. 210.....	310
Goldsmith, <i>Re</i> , <i>Ex parte</i> Taylor, (1887), 18 Q. B. D. 299.....	178
Good, <i>Ex parte</i> , <i>Re</i> West, (1882), 21 Ch. D. 868.....	204
Goodall, <i>Ex parte</i> , 2 Gl. & J. 281.....	235
Gorringe v. Irwell, (1886), 34 Ch. D. 128.....	430
Gosling v. Gaskell, (1897), A. C. 575.....	353
Grant-Richards, <i>In re</i> , (1907), 2 K. B. 33.....	269
Gray v. Smith, 43 Ch. D. 208.....	87
Graydon, <i>Re</i> , (1896), 1 Q. B. 417.....	163
Great Western Coal (Forest of Dean) Co., <i>Re</i> , (1882), 21 Ch. D. 769 ; (1886), 31 Ch. D. 496. 321	417
— Wheel Polglooth Co., <i>Re</i> , (1883), 53 L. J., Ch. 42.....	417
Griffith, <i>Ex parte</i> , <i>Re</i> Wilcoxon, (1883), 23 Ch. D. 69.....	178
Grissell's Case (1866), 1 Ch. App. 528.....	434
Guillemain, <i>Ex parte</i> , <i>Re</i> Oriental Bank Corporation, (1885), 28 Ch. D. 640	353
Gutta-percha Corporation, <i>Re</i> . (1900). 2 Ch. 665.....	327
Hague v. Rolleston, 4 Burr. 2171.....	187
Hall, <i>In re</i> J. W., (1909), 1 Ch. 251.....	440
Hamil v. Stokes, (1817), Dan. 20.....	88
Hammond, <i>Ex parte</i> , (1873), 16 Eq. 614.....	276
Harding, <i>Ex parte</i> , (1868), 2 Eq. 31.....	353
Hardy v. Fothergill, (1886), 13 App. Cas. 351.....	431
— v. Metrop. Land Co., (1872), 7 Ch. App. 427.....	418
Hargreaves, <i>Ex parte</i> , (1788), 1 Cox. 410.....	260
Harken v. Phillips, (1883), 2 Ch. D. 14.....	341
Harman v. Fisher, (1774), Cowp. 117.....	177
Harris, <i>Ex parte</i> , 2 V. & B. 210.....	258, 259, 260
Harrison v. Tennent, 21 Beav. 482.....	75, 76
Hart, <i>Ex parte</i> , <i>Re</i> Wigzell, (1921), 2 K. B. 835.....	182
Hasluck v. Clark, (1898), 2 Q. B. 28 ; (1899), 1 Q. B. 699.....	430
Hastings Corpn. v. Letton, (1905), 1 K. B. 375.....	443
Hattersley, <i>Ex parte</i> , <i>Re</i> Blanchard, (1878), 8 Ch. D. 601.....	169
Haven Gold Mining Co., <i>Re</i> , (1882), 20 Ch. D. 151.....	313, 326
Haycroft — — (1900), 2 Ch. 230.....	326, 341
Hayman, <i>Ex parte</i> , <i>Re</i> Pulsford, (1878), 8 Ch. 11.....	173
Health Promotion, Ltd., <i>In re</i> , (1932), 1 Ch. 65.....	430
Hendrey, <i>Re</i> , (1876), 1 Ch. D. 533.....	404
Herbert v. Sayer, (1844), 5 Q. B. 965.....	160
Hernaman, <i>Ex parte</i> , (1848), 12 Jur. 643.....	256
Hesketh, <i>Ex parte</i> , <i>Re</i> Sales Hôtel Co., (1896), 78 L. T. 365.....	415
Hester, <i>Re</i> , (1888), 6 Morr. 85.....	144
— & Co. <i>Re</i> , (1881), 44 L. T., N. S. 757.....	468
Hickman, <i>Re</i> , <i>Ex parte</i> Strawbridge, (1883), 25 Ch. D. 266.....	145
Higgins, <i>Ex parte</i> , (1858), 3 D. & J. 33.....	255
Hill, <i>Ex parte</i> , <i>Re</i> Bird, (1883), 23 Ch. D. 695.....	178
— v. East & West India Dock Co., (1884), 9 A. C. 461.....	425
Hill's Waterfall Co., <i>Re</i> , (1896), 1 Ch. 947.....	419
Hiram Maxim Lamp Co., <i>Re</i> , (1903), 1 Ch. 70.....	434
Hirsche v. S. m., (1894), A. C. 654.....	418
Hodgson, <i>Ex parte</i> , (1783), 2 Bro. C. C. 5.....	256
Homes, <i>Ex parte</i> , 3 V. & B. 137.....	235
Hooker's Cream Milk Co., <i>Re</i> , (1879), 23, Sol. Jo. 231.....	345

	Page
Hooley, <i>Re</i> , (1899), 2 Q. B. 579.....	243
Horn v. Baker, (1808), 2 Sm.L. Cas.	166
Howard v. Crowther, (1841), 8 M. & W. 601.....	164
Hugginson, <i>Re</i> , <i>Ex parte</i> Attorney-Gen., (1899), 1 Q. B. 325.....	443
Imperial Bank of China, <i>Re</i> , (1866), 1 Ch. App. 339.....	326
— Land Co. of Marseilles, (1870), 10 Eq. 298.....	414, 417
— Mercantile Credit Ass., (1868), 5 Eq. 264.....	412
Industrial Contract Corporation (1899).....	314
Irish Club Co., <i>Re</i> , (1906), W. N. 127.....	3
Jack v. Kipping, (1882), 9 Q. B. D. 113.....	253
Johnson, Engelhardt & Cie. v. Prinzenhaag, & Quidard & Cie. (1928).....	356
Joint-stock Discount Co., v. Brown, (1869), 8 Eq. 381.....	360, 418
— Trust & Finance Corp., (1912), Sol. Jo. 272.....	422
Joy v. Campbell, (1891), 1 Schol. & L. 328.....	166, 169
Jubilee Sites Syndicate, <i>Re</i> , (1899), 2 Ch. 201.....	314, 313
Kaslo Slovan Mining Corp., <i>Re</i> , (1910), W. N. 13.....	325
Katherine et Cie., Ltd., <i>In re</i> , (1932), 1 Ch. 70.....	425
Kaye, <i>Ex parte</i> , 9 Morr. 269.....	261
Kellock's Case, (1868), 3 Ch. App. 769.....	128
Kemptner, <i>Re</i> , (1893), 8 Eq. 286.....	66
Kendall v. Hamilton, (1879), 1 A. C. 504.....	255
Kinatan Rubber Ltd., <i>Re</i> , (1923), 1 Ch. 124.....	439
Kingston Cotton Mills, <i>Re</i> , (1896), 2 Ch. 279.....	418
Knowles v. Scott, (1891), 1 Ch. 723.....	383
Knox v. Gye, & 5 H. L. Cas. 656.....	172
Krasnapolsky Restaurant Co., <i>Re</i> , (1892), 3 Ch. 174.....	313, 322, 332
Kron Colliery Co., <i>Re</i> , (1882), 20 Ch. D. 142.....	321
Labouchère v. Dawson, 13 Eq. 322.....	87
Lamplugh Ore Co., <i>Re</i> , (1927), 1 Ch. 308.....	426
Lands Allotment Co., <i>Re</i> , (1894), 1 Ch. 616.....	422
Laye, <i>In re</i> , (1913), 1 Ch. 298.....	159
Leary v. Shout, (1861), 33 Beav. 582.....	75
Leeds Estate Co. v. Shepherd, (1887), 36 Ch. D. 787.....	119
— & Hanley Theatre of Varieties, Ltd., <i>Re</i> , (1902), 2 Ch. 809.....	419, 420, 433
Lewes, Earl of, v. Barnett, (1877), 6 Ch. 252.....	129
Liberator Building Syndicate, <i>Re</i> , (1894), 71 L. T. 406.....	417
Lickbarrow v. Mason, (1794), 1 Sm. L. Cas. 681.....	165
Lingham v. Biggs, (1797), 1 Bos. & Pul. 82.....	166
Lister, <i>Re</i> , (1926), 1 Ch. 163.....	243
Liverpool Civil Service Assn., <i>Re</i> , (1874), 9 Ch. 511.....	351
Llynir Coal & Iron Co., <i>Re</i> , (1871), 7 Ch. D. 28.....	243
Loch v. Blackwood, Ltd., (1924), A. C. 783.....	313
Lomas, <i>Ex parte</i> , 1 Mon. & Ayr. 525.....	235
London & Calcutta Marine Ins. Co., <i>In re</i> , (1879), 11 Ch. D. 144.....	444, 448
— County Coal Co., <i>In re</i> , (1866), 3 Eq. 355.....	313
— General Bank, (1895), 2 Ch. 116.....	415, 418
— Mercantile Disc. Co., <i>In re</i> , (1865), 1 Eq. 277.....	326, 346
— Provincial Coal Co., (1877), 5 Ch. D. 525.....	419

	Page
Lord v. Great Eastern Ry. Co., (1908), 2 K. B. 54, 76.....	253
Lovell & Christmas v. Beauchamp, (1894), A. C. 607.....	125
Lovering, <i>Ex parte</i> , <i>Re</i> Murrell, (1883), 24 Ch. D. 31.....	173
Mace v. Gadeil, (1774), Cowp. 232.....	166
Madam Tussaud & Sons, <i>Re</i> , (1927), 1 Ch. 657.....	439, 441
Martin v. Pewitress, (1765), 4 Burr. 2477.....	177
Massey v. Allen, (1878), 9 Ch. D. 164.....	465
Mason v. Bogg, 2 My. & Cr. 445.....	429
Maude, <i>Ex parte</i> , (1867), 2 Ch. 550; (1870), 6 Ch. App. 51... 261, 408, 441,	443
Maugham, <i>Re</i> , (1885), 14 Q. B. D. 956.....	241
McKay's Case, (1875), 2 Ch. D. 1.....	415, 416
Measures Bros. v. Measures, (1910), 2 Ch. D. 248.....	353
Medical Battery Co., <i>Re</i> , (1894), 1 Ch. 444.....	332
Mellor, <i>Re</i> , <i>Ex parte</i> Butcher, (1880), 13 Ch. D. 465.....	173
Melson et Co., <i>Re</i> , Alfred, (1906), 1 Ch. 841.....	332
Mercer v. vans Collina, (1897), 67 L. J., Q. B. 424.....	163
Mersey Steel & Iron Co. v. Naylor, Benzon, (1884), 9 Q. B. D. 648... 351,	430
Metcalfe's Case, (1879), 13 Ch. D. 236.....	417
Metropolitan (Brush) Electric Co., <i>Re</i> , (1885), 51 L. T. 817.....	405
Milan Tramways Co., <i>Re</i> , <i>Ex parte</i> Theys, (1882), 25 Ch. D. 587; (1884), 9 A. C. 434: 429, 433, 434	321
Milford Docks Co., <i>Re</i> , (1883), 23 Ch. D. 292.....	322
Moor v. Anglo-Italian Bank, <i>Re</i> , (1879), 10 Ch. 681.....	262
Moore, <i>Ex parte</i> , (1826), 2 Gl. & J. 166.....	202, 374
— Gold Mining Co., <i>Re</i> Sir John, (1879), 12 Ch. D. 325.....	81
Morgan v. Marquis, 9 Exch. 145.....	172
Morley, <i>Ex parte</i> , <i>Re</i> White, (1873), 8 Ch. App. 1026.....	235
Morris, <i>Ex parte</i> , (1831), 1 Mon. 505.....	446
— v. Harris, (1927), A. C. 252.....	173
Murrell, <i>Re</i> , <i>Ex parte</i> Lovering, (1883), 24 Ch. D. 31.....	422
National Bank of Wales, <i>Re</i> , (1899), 2 Ch. 629.....	327, 122
— Co. for Distribution of Electricity, (1902), 2 Ch. 34.....	418
— Funds Co., <i>Re</i> , (1876), W. N. 192.....	325
— Savings Bank Assocn., <i>Re</i> , (1886), 1 Ch. 547.....	423
— Trustees Co. of Australia v. General Finance Co., (1905), A.C. 373	419
Neath Harbour Works, <i>Re</i> , (1887), 35 W. R. 826.....	65
Neilson v. Mossend Iron Co., <i>Re</i> , (1886), 11 A. C. 298.....	440
New China Antimony Co., <i>In re</i> , (1916), 2 Ch. 115.....	376
— De Kaap, Ltd., (1908), 1 Ch. 589.....	161
— Land Development Assocn. & Gray, <i>In re</i> , (1892), 2 Ch. 138...	332
— Oriental Bank Corpn., <i>Re</i> , (1892), 3 Ch. 563.....	113, 178
— Prance & Garrard's Trustee v. Hunting, (1897), 1 Q. B. 607; 2 Q. B. 19; (1899), A. C. 120.....	254
— Quebrada Co. v. Carr, (1869), 4 C. P. 651.....	74
— Sombroso Phosphate Co. v. Erlanger, (1877), 5 Ch. 73.....	439
— Transvaal Co., <i>Re</i> , (1891), 2 Ch. 750.....	420
— Travellers' Chambers Ltd., <i>Re</i> , (1895), T. L. R. 589.....	202, 374
Newall, <i>Ex parte</i> , (1884), 14 Q. B. D. 177.....	360
Newton v. Anglo-Australian Investment Co., (1895), A. C. 244.....	117
Notley, <i>Ex parte</i> , (1833), 1 Mon. & Ayr. 46.....	

	Page
Oakes v. Turquand, (1867), 2 H. L. Cas. 325.....	71
Official Receiver v. Cook, (1906), 2 Ch. 661.....	161
Ogle, <i>Ex parte</i> , (1830), Mont. 350.....	258
Olathe Silver Mining Co., <i>Re</i> , (1884), 27 Ch. D. 278.....	320
Oriental Bank Corpn., <i>Re</i> , (1885), 28 Ch. D. 631.....	351, 353
Orleans Motor Co., <i>Re</i> , (1911), 2 Ch. 41.....	359
Oxrend, Gurney & Co. v. Gibbs, (1872), H. L. 180.....	422
Oxford Benefit Society, <i>Re</i> , (1886), 35 Ch. D. 502.....	419
Oxled Motor Co., <i>Re</i> , (1921), 3 K. B. 32.....	341
Padstow Total Los. Assocn., <i>Re</i> , (1882), 20 Ch. D. 137.....	32
Palm-r v. Day, (1895), 2 Q. B. 618.....	254
Panama Royal Mail Co., <i>Re</i> , (1890), 5 Ch. App. 318.....	358
Paris Skating Rng., <i>Re</i> , (1877), 5 Ch. D. 959.....	321
Parke Ward & Co., <i>Re</i> , (1926), Ch. 828.....	351, 419
Parker, <i>Re</i> , <i>Ex parte</i> Turquand, (1884), 11 Q. B. D. 105.....	169
Parkes Garage, <i>In re</i> , (1929), 1 Ch. 139.....	359
Patent Floor cloth Co., <i>Re</i> , (1869), 8 Eq. 664.....	340
Payne v. Cork Co., (1900), 1 Ch. 308.....	463, 468
Hornby, (1858), 25 Beav. 280.....	116
Pearce v. Foster, 17 Q. B. D. 536.....	75
Pearson, <i>Re</i> , (1892), 2 Q. B. 263.....	104, 117
Pearson's Case (1877), 5 Ch. 336.....	417
Pease v. Hewitt, (1882), 31 Beav. 22.....	89
Peek v. Gurney, (1874), 6 H. L. 377.....	74, 422
Pelly, <i>In re</i> , (1882), 2 Ch. 492.....	121, 433
Pen-Y-van Colliery Co., <i>Re</i> , (1877), 6 Ch. D. 177.....	321, 345
Peruvian Amazon Co., <i>Re</i> , (1913), 29 T. L. R. 384.....	313
Pevenil Gold Mns., <i>Re</i> , (1898), 1 Ch. 122.....	327
Philips, <i>Re</i> , <i>Ex parte</i> Barton, (1900), 7 Man. 277.....	112
Pini v. Roncoroni, (1892), 1 Ch. 633.....	86
Ponsford, <i>Re</i> , (1904), 2 K. B. 701.....	149
Powell, <i>Ex parte</i> , 1 Madd. 68.....	235
Pratt v. Inman, (1889), 13 Ch. D. 175.....	430
Prinzenhaag v. Johnson, Engelhardt & Cie., et Quitard & Cie. (1928),...	356
Prismall v. Lovegrove, (1862), 6 L. T., N. S. 328.....	166
Professional Building Soc., <i>Re</i> , (1871), 6 Ch. 856.....	326
Pugh & Sharman's Case, (1872), 13 Eq. 566.....	405
Pulsford, <i>Re</i> , <i>Ex parte</i> Hayman, (1878), 8 Ch. 11.....	173
— v. Devenish, (1903), 2 Ch. 625.....	383, 438, 441
Pyle Works, <i>Re</i> , (1890), 41 Ch. D. 531.....	53
Quitard et Cie., v. Prinzenhaag, et Johnson, Engelhardt & Cie., (1928).	356
Quilter, <i>Ex parte</i> , (1851), 4 De G. & Sm. 183.....	360
Radford v. Bright, (1901), 1 Ch. 272.....	403
Ramel Syndicate, <i>Re</i> , (1911), 1 Ch. 749.....	439
Redgrave v. Hurd, 20 Ch. D. 1.....	74
Red Rock Gold Mining Co., <i>Re</i> , (1889), 61 L. T. 785.....	313
Reeve, <i>Ex parte</i> , (1804), 9 Ves. 588.....	258
Reid v. Explosives Co., Ltd., (1887), 19 Q. B. D. 264.....	353
Repertoire Opera Co., <i>Re</i> , (1895), 2 Man. 314.....	419

	Page
Reynolds, <i>Ex parte</i> , 5 Ves. 707.....	208
Rica Gold Washing Co., <i>Re</i> , (1879), 11 Ch. D. 36.....	325, 328
Richardson, <i>Ex parte</i> , (1833), 3 D. & Ch. 244.....	117
Roberts, <i>Re</i> , (1900), 1 Q. B. 122.....	163
— & Cooper, <i>Re</i> , (1929), 2 Ch. 388.....	440
Rogers, <i>Re</i> , (1894), 1 Q. B. 425.....	163
Rose v. Hart, (1818), 2 Sm. L. Cas. 296.....	253
Ross, <i>Ex parte</i> , <i>Re</i> Fisher, (1817), Buck. 125.....	254
Rowland & Crankshaw, <i>Re</i> , (1866), 1 Ch. App. 421.....	173
Rowlandson, <i>Ex parte</i> , (1730), 3 P. Wms. 405.....	259
Royal British Bank, <i>Re</i> , 28 L. T., O. S. 224.....	47
Rubber & Produce Investment Trust, <i>Re</i> , (1915), 1 Ch. 382.....	403
Ruffin, <i>Ex parte</i> , (1801), 6 Ves. 119.....	246
Russell v. Russell, (1878), 14 Ch. D. 471.....	66
Russian Commercial & Industrial Bank v. Comptoir d'Escompte de Mulhouse, (1925), A. C. 148.....	478
Rust v. Cooper, (1777), Cowp. 629.....	177
de Ruviñé's Case, (1877), 5 Ch. D. 306.....	417
Ryall v. Rowles, (1718), 1 Ves. 318; 1 Atk. 164.....	172
Saffery, <i>Ex parte</i> (1877), 4 Ch. 555.....	116
Sailing-ship "Kontum" <i>Re</i> , (1897), W. N. 58.....	312
Sales Hôtel Co., <i>Re</i> , <i>Ex parte</i> Hesketh, (1896), 78, L. T. 365.....	416
— & Botanical Gardens Co., <i>Re</i> , (1897), W. N. 174.....	422
Sandown Park Colliery Co., Ltd., <i>Re</i> , (1914), 1 Ch. 589.....	468
Sartoris Estate, <i>In re</i> , (1892), 1 Ch. 11.....	159
Schouend v. Hucks, (1889), L. J., Q. B. 147.....	243
Sharp v. Jackson, (1899), A. C. 420.....	113, 179
Shaw v. Holland, (1900), 2 Ch. 305.....	419
Shaw, <i>Ex parte</i> , 2 Q. B. D. 463.....	408
Sheen, <i>Ex parte</i> , <i>Re</i> Wright, (1877), 6 Ch. D. 235.....	173
Silkstone & Haigh Moor Coal Co. v. Edey, (1900), 1 Ch. 167.....	383
Sillitoe, <i>Ex parte</i> , (1823), 1 Gl. & J. 382.....	262
Simpson, <i>Ex parte</i> , De Gex 9.....	115
Sir John Moore Mining Co., <i>Re</i> , (1879), 12 Ch. D. 325.....	202, 374
Smith, <i>Ex parte</i> , (1885), 14 Q. B. D. 394.....	261
Snowball, <i>Ex parte</i> , (1872), 7 Ch. 534.....	115
Southall v. Brit. Mutual Life Ass. Co., (1871), 6 Ch. App. 614.....	335, 467
Sovereign Life Ass. Co. v. Dodds, (1892), 2 Q. B. D. 573.....	430
Sparkes, <i>Re</i> , <i>Ex parte</i> Forder, (1881), W. N. 117.....	208
Spottiswoode, Dixon & Hunting Ltd., <i>Re</i> , (1912), 1 Ch. 410.....	448
Springbok Agric. Estates Ltd., <i>Re</i> , (1920), 1 Ch. 563.....	440
Stacey v. Hill, (1901), 1 K. B. 660.....	244
Standard Gold Mining Co., <i>Re</i> , (1895), 2 Ch. 545.....	245
Staniforth v. Fellowes, (1814), 1 March. 184.....	254
Stanton, <i>Re</i> F. & E. (1928), 1 K. B. 464.....	317
— — — — (No. 2) (1929), 1 Ch. 180.....	359
— v. Collier, (1854), 23 L. J., Q. B. 116.....	164
State of Wyoming Syndicate, <i>Re</i> , (1901), 2 Ch. 431.....	341
Stewart v. Gladstone, (1885), 10 Ch. D. 626.....	66
Stewart's Case, 1 Ch. App. 571.....	408
Strang, <i>Ex parte</i> , (1870), 5 Ch. App. 492.....	434
Strawbridge, <i>Ex parte</i> , <i>Re</i> Hickman (1883), 25 Ch. D. 266.....	145
Suburban Hôtel Co., <i>Re</i> , (1867), 2 Ch. 737.....	326

	Page
Suffolk, <i>Ex parte</i> , <i>Re</i> Fletcher, (1891), 9 Morr. 8.....	178
Swan's Case, (1870), 10 Eq. 675.....	407
Tadman v. d'Epineuil, (1882), 20 Ch. D. 217.....	430
Tait, <i>Ex parte</i> , (1872), 13 Eq. 311.....	129
Tait, <i>Ex parte</i> , (1809), 16 Ves. 193.....	256, 258
Tattersall v. Groote, (1800), 2 Bos. & Pul. 134.....	88
Taylor, <i>Ex parte</i> , <i>Re</i> Goldsmid, (1887), 18 Q. B. D. 299.....	178
— v. Neate, (188), 39 Ch. D. 538.....	86
Teale, <i>Re</i> , (1912), 2 K. B. 367.....	186, 188
Teede v. Bishop, (1901), L. J., Ch. 409.....	341
Telescriptor Syndicate, <i>Re</i> , (1903), 2 Ch. 175.....	447
Thomas & Co., <i>Re</i> , William, (1915), 1 Ch. 325.....	463
— v. Todd, (1926), 2 K. B. 511.....	353
— v. United Butter Cos. of France, (1909), 2 Ch. 484.....	469
Thomason v. Frere, 10 East. 418.....	187
Tiessen v. Henderson, (1899), 1 Ch. 861.....	340
Tipperary Bank, <i>Re</i> , (Hansard's Parl. Deb.).....	17
Tonnies, <i>Re</i> , <i>Ex parte</i> Bishop, (1873), 8 Ch. App. 718.....	179
Tooke v. Hollingsworth, (1793-1795), 5 T. R. 215.....	160
Topham, <i>Ex parte</i> , <i>Re</i> Walker, (1873), 8 Ch. 614.....	178
Townsend v. Jarman, (1900), 2 Ch. 698.....	87
Trower & Lawson's Case, (1872), 11 Eq. 8.....	406
Trust and Investment Corp. of South Africa, <i>Re</i> , (1892), 3 Ch. 332.....	450
Turquand, <i>Ex parte</i> , <i>Re</i> Parker, (1885), 14 Q. B. D. 636.....	169
— v. van der Plank, 10 M. & W. 180.....	115
Tussaud (Madam) & Sons, <i>Re</i> , (1927), 1 Ch. 657.....	439, 441
Twogood, <i>Ex parte</i> , (1805), 11 Ves. 517.....	254
Union Bank of Manchester, <i>Ex parte</i> , (1871), 12 Eq. 354.....	167
Varieties Ltd., <i>Re</i> , (1893), 2 Ch. 255.....	326
Vawdrey v. Simpson, (1896), 1 Ch. 166.....	70
Vingoe & Davis, <i>Re</i> , (1894), 1 Man. 416.....	178
Wakefield Rolling Stock Co., <i>Re</i> , (1892), 3 Ch. 165.....	440
Walker, <i>Re</i> , <i>Ex parte</i> Topham, (1873), 8 Ch. 614.....	178
Wallingford v. Mutual Soc., (1880), 5 A. C. 685.....	328
Walton, <i>Ex parte</i> , (1881), 17 Ch. D. 746.....	241
Washington Diamond Co., <i>Re</i> , (1893), 3 Ch. 95.....	131
Watkins v. Barnard, (1897), 2 Q. B. 521.....	430
Watney v. Wells, (1861), 30 Beav. 56.....	75
Watson (William) & Sons, <i>Re</i> , (1891), 2 Ch. 55.....	313
Wear Engine Works, <i>Re</i> , (1875), 10 Ch. App. 188.....	328
Webb, <i>Re</i> , (1914), 3 K. B. 384.....	114
— & Co., <i>Re</i> H. J., (1922), 2 Ch. 369.....	137
Welton v. Saffery, (1897), A. C. 299.....	140, 441
West, <i>Re</i> , <i>Ex parte</i> Good, (1882), 21 Ch. D. 868.....	204
West Coast Gold Fields, Ltd., <i>Re</i> , (1906), 1 Ch. 1.....	131
— of Canada Oil Co., <i>Re</i> , (1874), 17 Eq. 1.....	322
Westbourne Grove Drapery Co., <i>Re</i> , (1877), 5 Ch. D. 248.....	125

Whincup v. Hughes, (1871), C. P. 78.....	88
White, <i>Re, Ex parte</i> Morley, (1873), 8 Ch. App. 1026.....	472
— & Co., <i>Re</i> , (1884), 1 Morr. 77.....	204
Whitehouse & Co., <i>Re</i> , (1878), 9 Ch. D. 595.....	434
Whitfield v. Brand, (1847), 16 M. & W. 282.....	169
Wigzell, <i>Re, Ex parte</i> Hart, (1921), 2 K. B. 835.....	182
Wilcoxon, <i>Re, Ex parte</i> Griffith, (1883), 23 Ch. D. 69.....	178
Williams v. Hopkins, (1881), 18 Ch. D. 370.....	430
Willmott v. Celluloid Co., (1887), 34 Ch. D. 147.....	179, 184
Wilson v. Johnson, (1873), 16 Eq. 606.....	89
— — United Counties Bank, (1920), 1 A. C. 102.....	164
Wiltshire Iron Co., <i>Re</i> , (1868), 3 Ch. 443.....	351
Windsor Steam Coal Co., <i>Re</i> , (1928), 1 Ch. 609 ; (1929), 1 Ch. 151.....	384
Wiseman v. van de Putt, (1690), Tudor's Mer & Mar. Cases, 410.....	165
Withernsea Brick Works, <i>Re</i> , (1881), 16 Ch. D. 357.....	430
Wood v. Dodgson, 2 M. & S. 195.....	276
Wright, <i>Re, Ex parte</i> Sheen, (1877), 6 Ch. D. 235.....	173
Wryghte's Case, (1852), 5 De G. & Sm. 244.....	360
Yale, <i>Ex parte</i> , (1730), 3 P. Wms. 24 n.	276
Yenidje Tobacco Co., <i>Re</i> , (1916), 2 Ch. 426.....	313
Yorkshire Fibre Co., <i>Re</i> , (1870), 9 Eq. 650.....	360
Ystalyfera Gas Co., <i>Re</i> , (1887), W. N. 30.....	408
Zucco, <i>Re, Ex parte</i> Cooper, (1875), 10 Ch. 510.....	184
Zwischenbart, <i>Ex parte</i> , (1844), 3 M. D. & D. 671.....	115

III

Table des Recueils de Jurisprudence cités par abréviations dans la Table précédente

<i>Abréviation</i>	<i>Libellé du Recueil</i>	<i>Tribunal</i>	<i>Date</i>
A. C.	Law Reports, Appeal Cases	House of Lords : Judicial Committee of Privy Council.	A partir de 1875.
A. & E.	Adolphus & Ellis	Queen's Bench	1834-1841
Atk.	Atkyns	Chancery	1736-1754
B. & A.	Barnewall & Alderson	Queen's Bench	1818-1822.
Beav.	Beavan	Rolls	1840-1857
Bingh.	Bingham	Common Pleas	1822-1840
Bos. & Pul.	Bosanquet & Puller	Common Pleas	1796-1804
Bro. C. C.	Brown's Chancery Cases	Chancery	1778-1794
Buck.	Buck	Bankruptcy	1816-1820
Burr.	Barrow	Queen's Bench	1756-1772

Ch. App.	Law Reports, Chancery Appeals		1865-1875
Ch. D.	« « Chancery Division.	Chancery. Lunacy, et Bankruptcy	1875-1890
Cowp.	Cowper	Queen's Bench	1774-1778
Cox	Cox	Chancery	1783-1796
C. P.	Law Reports, Common Pleas		1865-1875
Dan.	Daniel	Chancery	1817-1820
D. & C.	Deacon & Chitty	Bankruptcy	1832-1835
De G.	De Gex	Appels en Bankruptcy	1844-1848
De G. & J. (ou D. & J.)	De Gex & Jones	Appels en Chancery et Bankruptcy	1857-1859
De G., M., & Sm.	De Gex, Jones & Smith	« « « «	1862-1865
De G., M., & G. (ou D. M. & G.)	De Gex, Mac Naghten & Gordon	Appels en Bankruptcy et Chancery	1851-1853
Dr. & Sm.	Drewry & Smale	Kindersley, Vice-Chancelier	1859-1865
East	East	Queen's Bench	1801-1814
F. & B.	Ellis & Blackburn	« «	1834-1857
Eq.	Equity Reports	Chancery	1853-1855
Exch.	Exchequer Reports	Exchequer	1847-1853
F. & F.	Foster & Finlason	Nisi Prius	1858-1867
Gl. & J.	Glyn & Jameson	Bankruptcy	1821-1823
Ha.	Hare	Wigram, Vice-Chancelier	1841-1853
H. L. Cas.	House of Lords Cases, Tomes 1 et 2 par Clark & Finnely, continués par Clark	House of Lords	1847-1856
Johns.	Johnson	Wood, Vice-Chancelier	1858-9
Jur.	Jurist Reports	Tous les Tribunaux	1837-1880
K. B.	Law Reports, King's Bench		Depuis 1901
K. & J.	Kay & Johnson	Wood, Vice-Chancelier	1854-1857
L. J.	Law Journal Reports	Tous les Tribunaux	Depuis 1822
Law T. (ou L. T.)	Law Times	« « «	« 1843
McN. & G. (ou M. et G.)	MacNaghten & Gordon	Chancery	1849
Madd.	Maddock	Chancery	1815-1820
Man.	Manson	Bankruptcy	Depuis 1894
Marsh	Marshall	Common Pleas	1813-1816
M. & S.	Maule & Selwyn	Queen's Bench	1813-1817
M. & W.	Meeson & Welsby	Exchequer	1836-1847
Mont. (ou Mon.)	Montagu	Bankruptcy	1829-1832
Mont. & Ayr.	Montagu & Ayrton	«	1833-1838
M. D. & D.	Montagu, Deacon & De Gex	«	1840-1844
Mont. & McA.	Montagu & McArthur	«	1828-1830
Morr.	Morrell	«	1884-1893
My. & Cr.	Mylne & Craig	Lord Cottenham et Sir John Leach	1837-1848
My. & K.	Mylne & Keene	Lord Brougham et Sir J. Leach	1831-1836

P. Wms	Peere Williams	Chancery	1695-1734
Q. B.	Law Reports, Queen's Bench Cases		1865-1875, et 1891-1900.
Q. B. D.	Law Reports, Queen's Bench Division		1875-1890
Rose	Rose	Bankruptcy	1810-1844
Scho. & Lef. Sm. & G.	Schoales & Lefroy Smale & Giffard	Chancery d'Irlande Stuart, Vice-Chancelier	1802-1804 1852-1857
Sm. L. C.	Smith's Leading Cases on Various Branches of the Law, 2 Tomes		1849.
Sol. Jo.	Solicitor's Journal and Weekly Reporter	Tous les Tribunaux Chancery	Depuis 1857 1818-1819
Swans.	Swanston		
T. R.	Term Reports	Queen's Bench	1785-1800
T. L. R.	Times Law Reports	Tous les Tribunaux	Depuis 1884
T. Merc. & Mar. Cas.	Tudor's Mercantile and Maritime Cases		1883.
Ves.	Vesey, Senior	Chancery	1746-1755
Ves. , Jun.	Vesey, junior	"	1789-1847
Ves. & B.	Ves. & Brames	"	1812-1814
W. N.	Law Reports, Weekly Notes	Tous les Tribunaux	Depuis 1865.

LA LIQUIDATION (“ Winding-Up ”)

des

SOCIÉTÉS

en

DROIT ANGLAIS

INTRODUCTION

Restée, tant par sa situation géographique qu'en raison de sa formation ethnique, presque à l'écart du continent européen, l'Angleterre a moins subi que les pays environnants l'emprise du Droit Romain. Poursuivant surtout depuis le xii^e siècle, une évolution toute autonome, elle a élaboré dans le domaine juridique, comme en matière politique, des institutions très caractéristiques.

Son système juridique, issu de l'ancien Droit germanique, présente encore aujourd'hui des marques profondes de ses origines féodales et des tendances proprement nationales qui furent les facteurs continus de son développement.

* * *

SOURCE TRIPARTITE DU DROIT ANGLAIS. — Les sources créatrices du Droit anglais sont au nombre de trois : le *Common Law* (droit coutumier), l'*Equity*, et le *Statute-law* (la législation).

A). — Le *Common Law* est l'expression concrète des coutumes du pays, non pas rédigées et consignées dans des textes destinés à être édictés par le pouvoir souverain, comme l'étaient les coutumes des diverses régions de la France au xvi^e siècle, mais traduites dans la jurisprudence des tribunaux ordinaires et dans les écrits de la doctrine. M. le Professeur Lévy-Ullmann a fort bien résumé (1) la portée du terme *Common Law* en le qualifiant de « terme évocateur, s'adressant plus au sentiment qu'à la raison, le terme plus propre à faire apparaître dans l'esprit l'ensemble des règles, maximes, coutumes, écrites ou non écrites, écloses sur le sol anglais, au cours des siècles. »

A l'enfance de tout peuple les coutumes seules ont force de loi. Elles constituent la *lex non scripta*. Le tempérament anglais, jaloux de ses traditions et conservateur à l'extrême, y a vu aussi

(1) Dans son remarquable ouvrage intitulé « Le Système Juridique de l'Angleterre », p. 10.

un élément de souplesse et d'une facilité d'adaptation qui n'aurait pas trouvé place dans le cadre rigide de la codification ; et c'est ainsi que les coutumes, telles qu'elles sont fixées par la jurisprudence ou par les juristes, s'appliquent, même aujourd'hui encore, avec force impérative.

B). — Mais le Common Law se révéla souvent fort incomplet. L'*Equity* vint en combler les lacunes. Ce sont des règles juridiques fondées sur les données de la conscience et dégagées par des juridictions exceptionnelles, notamment la juridiction (tribunal de *Chancery*) du Lord Chancelier « gardien de la conscience du Roi », dont l'intervention, à cet égard, correspond à celle du préteur dans l'ancienne Rome, *adjuvandi vel supplendi vel corrigendi juris civilis gratiâ propter utilitatem publicam* (1).

C). — Le troisième élément constitutif du Droit anglais est la législation. Elle se compose des Lois promulguées par le Souverain, après avoir été votées par les deux Chambres du Parlement. Elles sont dénommées indifféremment « *Acts of Parliament* » (pour indiquer qu'elles sont les actes juridiques du Parlement — *id quod actum est in parlamento*), ou « *Statutes* » (parce qu'elles représentent les décisions prises par le corps législatif, — *id quod statutum est in parlamento*). L'ensemble des lois votées dans chaque session de Parlement constitue le *Statute-book*. Chaque *Act* ou *Statute* y forme un Chapitre, de sorte qu'en citant une Loi (2), on se réfère au nom du Roi, en le faisant précéder de l'année de son règne dans laquelle elle fut promulguée, et suivre de l'ordre numérique du Chapitre qui est attribué à la Loi dans le *Statute-book* de la Session. Ainsi, la Loi du 9 avril 1925 sur la propriété, *Law of Property Act, 1925*, est citée comme « 15 Geo. 5. c. 20 », c'est-à-dire, le 20^e Chapitre de la 15^e année du règne du Roi Georges V. Si l'avènement du Souverain a eu lieu dans le cours d'une session de Parlement, les années de son règne peuvent ne pas coïncider avec les années civiles. Une même Loi peut ainsi correspondre à deux années différentes de son règne ; et il peut en être de même lorsqu'il y a deux sessions de Parlement correspondant à la même

(1) Dig. I. I. de *Justitia et Jure*, 7. 1.

(2) *Interpretation Act.* du 30 août 1889, art. 35.

année du règne. C'est pourquoi la récente Loi sur les Compagnies du 10 mai 1929, *Companies Act, 1929*, est citée comme suit : « 19 et 20 Geo. 5, c. 23 » c'est-à-dire, le 23^e chapitre des 19^e et 20^e sessions de Parlement du règne du Roi Georges V.

Souvent le législateur édicte une Loi qui consacre, ou qui incorpore, le Droit Coutumier jusqu'alors en vigueur (tel est le cas, en grande partie, du *Partnership Act* du 14 août, 1890), ou qui, au contraire, écarte les solutions de la jurisprudence antérieure qu'il désapprouve.

Enfin, pour si peu enclin que soit l'esprit anglais au régime des « Codes », une tendance de plus en plus marquée se révèle, depuis une cinquantaine d'années, dans le sens de la « consolidation » ou codification des lois et usages. Elle s'est attaquée, tout d'abord, à certaines matières commerciales (effets de commerce, sociétés, assurances, navigation, vente de biens meubles), et a fini par produire dans la période de l'après-guerre, notamment dans les années 1922 à 1925, une véritable floraison de législation codificative.

Malgré cette marche ascensionnelle de la *lex scripta*, l'influence du *Common Law* est toujours aussi marquée. Elle continue à tempérer l'application du Statute-law, en le précisant et en l'interprétant. En faisant apparaître les lacunes et les déféctuosités du droit présent, elle oriente les efforts du législateur dans la voie des améliorations : enfin, grâce aux tribunaux qui sont en contact journalier avec toutes les classes de la société, dans les multiples manifestations de son activité, le *Common Law* reflète l'image fidèle des besoins et des forces d'évolution du pays.

* * *

CLASSIFICATION DES SOCIÉTÉS EN DROIT ANGLAIS. —

En droit britannique, l'expression d'*association* est le genre, dont les termes *Union*, *Partnership*, *Society*, *Corporation* et *Company* ne sont qu'autant d'espèces, comportant toutes l'idée de groupement de personnes réunies en vue d'un objet ou d'un but déterminé.

La division capitale, fondée sur le caractère pécuniaire et lucratif de ce but (analogue, par suite, à celle qui sépare, en Droit français, une « association » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901,

d'une « société » prévue aux art. 1832 et s. du Code civil) distingue la *partnership* d'un côté, des *associations* en général, de l'autre. Elle est énoncée tout au commencement du *Partnership Act*, du 14 août 1890 dans les termes suivants :

ARTICLE I (1). — « La *partnership* est le rapport qui lie les personnes qui exploitent en commun une affaire ou une entreprise (1) en vue de réaliser des bénéfices (2) (*carrying on a business with a view to profit*). »

La même idée se trouve exprimée dans l'art. 357 du *Companies Act*, du 10 mai 1929.

ART. 357. — « Nulle compagnie, association, ou *partnership* réunissant plus de 20 personnes ne pourra se constituer en vue d'exploiter une affaire ou entreprise quelconque, autre que le commerce de banque, visant l'acquisition de bénéfices (2) (*has for its object the acquisition of gain*), soit par ladite compagnie, association, ou *partnership*, soit par les associés individuellement, si elle n'est enregistrée.... »

Une seconde division distingue, dans les *partnerships*, celles qui sont revêtues de la personnalité civile ou juridique, de celles qui en sont dépourvues. Ces dernières sont régies, en principe, par le *Partnership Act*, 1890 ; les premières sont, suivant leur mode de constitution, régies par des textes édictés, soit par le Parlement, soit par l'autorité royale.

Les *partnerships* dépourvues de la personnalité civile se classent en trois catégories :

(1) Le mot « business », que nous traduisons par « affaire ou entreprise », ne se limite pas aux seules entreprises de caractère commercial, mais embrasse d'après l'art. 45 de cette Loi, « toute espèce de commerce, d'occupation ou de profession », — bref, tout ce qui fournit les moyens de subsistance.

(2) Les termes *profit* dans le *Partnership Act*, et *gain* dans le *Companies Act* se rapportent non seulement à l'acquisition des bénéfices en argent, mais aussi à la suppression ou à la réduction des pertes qui pourraient résulter de certains risques (*Re Arthur Average Association* (1875) 10 Ch. App. 542 ; *Re Padstow Total Loss Association* (1882) 20 Ch. D. 137). Ils s'opposent, par conséquent, aux buts désintéressés que se proposent des *associations* purement scientifiques, littéraires, charitables, etc... — ce qui a pour effet d'écarter ces *associations* du cadre des *partnerships* ».

I. — Les *ordinary* (ou *Common Law*) *partnerships*, les sociétés simples, qui correspondent, dans l'ensemble, aux « Sociétés en nom collectif » du Droit français, et sont régies, en partie par le *Partnership Act*, 1890, et, en partie, par le Droit Coutumier. Elles ne sont astreintes à aucune publicité ;

II. — Les *limited partnerships*, qui ont été instituées par une Loi du 28 août 1907 (7 Edw. 7. c. 24) à l'imitation des « Sociétés en commandite simples » des pays latins. Elles sont, à la différence des premières, soumises à certaines conditions de publicité.

III. — Les *partnerships* de plus grande envergure parce qu'elles groupent de nombreux associés. Elles sont astreintes par cela même, dans l'intérêt des tiers, à une publicité obligatoire par voie d'enregistrement, aux termes de l'art. 357 (1) précité du *Companies Act*, 1929 (lorsque le nombre de leurs associés dépasse 20) et de l'art 358 (lorsqu'il s'agit des *partnerships* ayant pour objet le commerce de banque, et le nombre de leurs associés est supérieur à 10). A raison du nombre important de leurs associés, ces *partnerships* sont désignées dans l'usage sous le nom de « Compagnies non-incorporées ».

D'autre part, les sociétés pourvues de la personnalité civile, dénommées, en droit, « *incorporated companies* » ou « *corporations* », tout court, se divisent également, suivant la source dont elles tiennent leur « *incorporation* » (ou investiture de la personnalité juridique) en trois groupes comme suit :

I. — Celles qui ont été « incorporées » en vertu des Chartres octroyées par le Souverain dans l'exercice de ses prérogatives royales, ou en vertu des Lois particulières votées par le Parlement (« *private Acts of Parliament* »).

II. — Celles dont l'incorporation résulte de leur enregistrement fait en conformité des diverses lois générales qui ont été promulguées sur les Compagnies depuis 1844, jusque et y compris le *Companies Act*, 1929. Elles jouent dans l'économie nationale le même rôle que les « Sociétés anonymes » du Droit continental. Nous verrons plus loin que la responsabilité des associés de ces Compagnies peut s'étendre à l'intégralité du passif social (« *unli-*

(1) V. ci-dessous, p. 37.

mitted liability ») ou, au contraire, être restreinte dans certaines limites (« limited liability ») ;

III. — Celles qui ont été « incorporées » en conformité des Lois spéciales régissant les sociétés qui s'adonnent à certaines catégories d'opérations ; ainsi, la Loi sur les Compagnies d'assurances de 1909, les Lois relatives aux Compagnies de Chemins de fer, du Crédit Foncier, ou aux Caisses de Secours Mutuels.

La Table de classification ci-dessous présente, en résumé, les diverses distinctions que nous venons d'indiquer.

TABLE DE CLASSIFICATION GÉNÉRALE DES SOCIÉTÉS

Association à but pécuniaire : <i>Partnership</i>	A) sans personnalité civile.	1) - <i>Partnership simple</i> , exemptée de publicité (<i>Partnership Act, 1890</i>).
		11) - <i>Limited Partnership</i> , soumise à l'enregistrement (<i>Limited Partnerships Act, 1907</i>).
		111) - <i>Partnership</i> de 10 associés (banque) ou de 20 associés (autre entreprise), obligatoirement enregistrée (<i>Companies Act, 1927</i> , art. 357, 358).
	B) ayant la personnalité civile ; <i>Corporation</i> ou <i>Incorporated Company</i>	Incorporée : I) - par charte royale ou Loi particulière ; ou II) - par enregistrement conformément aux <i>Companies Acts</i> de 1844 à 1929 ; ou III) - en vertu des Lois spéciales (assurances, caisses de secours mutuels, chemins de fer, etc.,)
		A responsabilité illimitée ; A responsabilité limitée { par actions par garantie

Il importe de jeter un coup d'œil sur la législation relative aux divers types de sociétés indiqués dans cette Table.

A. — Les *partnerships* simples, — *ordinary* (ou *Common Law*) *partnerships*, sociétés de personnes, dont les origines remontent à la *societas* du Droit romain (1), sont une institution du Droit Coutumier (*Common Law*) anglais.

Il y a une cinquantaine d'années, elles étaient encore régies par la jurisprudence des tribunaux de *Common Law* et d'Équité. Or, cette jurisprudence évoluait, sans doute, avec le développement du commerce et du sens juridique national, mais elle n'en portait pas moins l'empreinte des divergences tenant à l'existence de deux juridictions parallèles, l'une statuant d'après les purs usages traditionnels du pays, l'autre s'inspirant des conceptions plus abstraites d'équité et de conscience. Notons qu'en outre les coutumes des marchands (le *Law Merchant*) venaient encore s'y juxtaposer pour constituer un troisième élément de déséquilibre.

Les grandes lois sur l'organisation judiciaire, les *Judicature Acts* de 1873, 1875, 1876 et 1881 (2) qui fusionnèrent les juridictions de *Common Law* et d'Equity, eurent une répercussion profonde sur le droit des *partnerships*. Elles préparèrent, en effet, la voie à la systématisation et à l'unification de cette partie du Droit anglais. Dès 1879, le Parlement fut saisi successivement de divers projets de loi ayant pour but de codifier et d'harmoniser les nombreux principes et règles formulés en cette matière depuis des siècles par les juges. Finalement, le 14 août 1890, fut voté le *Partnership Act 1890* (53 & 54 Vict. c. 39), qui régit actuellement les *partnerships* simples, mais qui est loin d'être le code complet de la matière. Cette Loi modifie sur quelques points la jurisprudence antérieure, mais n'apporte, en réalité, aucune innovation sérieuse. Elle met fin à certaines équivoques touchant des points autrefois controversés, mais elle passe sous silence bien des matières importantes, notamment la matière des fonds de commerce (*goodwill*),

(1) V. Dig. XVII. 2. *Pro socio* ; Inst. III. 25, *De societate*.

(2) Maintenant remplacées par le *Supreme Court of Judicature (Consolidation) Act*, du 31 juillet, 1925 (15 & 16 Geo. 5, c. 94).

celle de la procédure à suivre pour les actions sociales (1), et de la liquidation en cas de faillite (2) ou de décès. Par ailleurs, elle laisse expressément subsister (art. 46) les principes du Common Law et de l'Equité antérieurement en vigueur, sauf en cas d'incompatibilité avec ses dispositions expresses. Celles-ci sont, du reste, interprétées et appliquées à la lumière de la jurisprudence précédente, mais sur tous les points explicitement prévus par la Loi, c'est son texte, et non la jurisprudence, qui doit fournir la solution.

Les traits distinctifs d'une partnership simple sont les suivants :

1° Tout en étant désignée sous le nom de « firme » et ayant un nom collectif ou raison sociale, — « firm name » (art. 4) — elle n'est point, en Angleterre (3), à la différence de la « société en nom collectif » du Code de Commerce français, revêtue de la personnalité civile, et distincte de celles des associés.

2° Les associés (« partners ») sont, par voie de conséquence, co-propriétaires par indivis de l'ensemble des biens qui appartiennent à la partnership.

3° Les parts d'associés ne sont cessibles qu'avec le consentement unanime des autres associés.

4° La gestion de l'entreprise sociale n'est pas confiée à une seule personne, mais appartient, en principe, à tous les associés, chacun d'eux étant le mandataire tacite de ses co-associés, et ayant pouvoir, par suite, de contracter des engagements, d'acquérir ou d'aliéner des biens, pendant le cours normal et régulier des affaires sociales (4).

(1) La procédure pour les actions intentées par ou contre une partnership est celle prescrite par Order XLVIII A. Rule I à II. des « *Rules of the Supreme Court* », qui constituent en quelque sorte le Code de Procédure Civile pour les Juridictions supérieures en Grande-Bretagne.

(2) Quelques dispositions à la fin de la loi (art. 32 à 44) se rapportent à la « Dissolution et ses conséquences », mais la liquidation proprement dite continue à être régie par la jurisprudence, et la liquidation après faillite est régie par la loi sur les Faillites (Bankruptcy Act, 1914).

(3) En Ecosse, au contraire, la « firme » est revêtue de la personnalité civile (art. 4 (2), P. A.).

(4) Art. 24, 5° ; et cp. Code Civil fr., art. 1859 1°.

5° Enfin et surtout, chacun des associés est tenu personnellement et indéfiniment des dettes sociales, la responsabilité limitée étant chose inconnue dans le Common Law. Cependant, ces dettes sociales sont des dettes conjointes (*joint debts*) (1) de l'universalité des associés, et non point des dettes personnelles (*several debts*) de chacun d'eux. Les créanciers sociaux ne peuvent actionner que la partnership ou les associés tous ensemble, mais le jugement une fois obtenu, ils peuvent poursuivre des voies d'exécution contre les biens personnels des associés, sans limite, jusqu'au paiement intégral.

Ces partnerships, qui se sont développées d'une façon prodigieuse dans la première moitié du xix^e siècle, sans que ni leur composition ni leur organisation fussent astreintes à aucune publicité, constituaient un véritable danger pour les créanciers, de telle sorte que, dès 1862, le législateur dût intervenir. Les art. 4 et 6 du Companies Act (25 & 26 Vict. c. 89) du 7 août 1862 (2) vinrent limiter le nombre de leurs associés, selon leur but, à 10 ou à 20. Au delà de ces limites, elles prennent les proportions des « Compagnies », et sont soumises, comme telles, à la publicité par voie d'enregistrement (3).

LA LIQUIDATION (ou *winding-up* » — terme emprunté par le législateur au langage courant) d'une *partnership simple* peut se faire de deux manières, — soit à l'amiable, soit par voie judiciaire :

a) Une partnership qui groupe moins de huit associés (4)

(1) La distinction du Droit anglais entre les dettes *joint*, *several*, et *joint and several* n'est pas absolument identique à celle du Droit français (C. Civ. art. 1197 à 1216) entre les dettes « solidaires » et « personnelles ». Nous essayerons plus loin (p. 254) d'en dégager les notions essentielles, lorsque nous envisagerons la question de la collocation des divers créanciers.

(2) Aujourd'hui remplacée par les art. 357 et 358 du Companies Act, 1929. V. ci-dessus p. 33.

(3) Companies Act, 1929, art. 1 à 18.

(4) Le nombre minimum requis pour la composition d'une Compagnie dite « publique » étant, d'après l'art. 1 - 1^o du Companies Act, 1929, de sept, et, pour une « Compagnie privée », de deux.

peut être liquidée à l'amiable conformément au Partnership Act 1890 (art. 32 à 44), complété par le Common Law ;

b) Dès qu'elle se compose de huit associés au moins, elle est considérée comme une « compagnie non-enregistrée » (1) ; elle peut, comme telle, être liquidée judiciairement dans les formes et conditions prescrites au Titre X (art. 337 à 342) du Companies Act, 1929.

c) En cas de faillite, la liquidation se fait encore par la voie judiciaire conformément à la Loi sur les faillites, le Bankruptcy Act du 10 août 1914 (4 et 5 Geo. 5. c. 59) (2).

B. — Le *Limited Partnership Act* du 28 août 1907 (7 Edw. 7. c. 24) est venu introduire dans l'économie des sociétés anglaises une forme empruntée aux « sociétés en commandite » du système français (C. Com., art. 23 à 28). C'est l'expérience heureuse qui en avait été faite dans un autre pays de souche anglo-saxonne, à savoir les Etats-Unis d'Amérique, qui a suggéré son adoption dans le Royaume-Uni.

La Loi, en autorisant la constitution des « *limited partnerships* » à l'exemple des « sociétés en commandite simple » du Droit français, restreint toutefois le nombre des associés (art. 4 (2)) dans les mêmes limites que pour une partnership simple, à savoir dix associés pour le commerce de banque, vingt pour toute autre espèce de commerce. Mais, à la différence des partnerships simples, les associés dans la limited partnership se divisent en deux catégories :

a) ceux dits « *general partners* » (commandités), tenus du passif social sur tous leurs biens personnels ;

b) ceux dits « *limited partners* » (commanditaires), qui ne sont tenus des dettes sociales que jusqu'à concurrence de leurs apports individuels en nature ou en espèces. Ils ne peuvent jamais les reprendre (art. 4), ni, sous peine de perdre le bénéfice de leur responsabilité limitée, s'immiscer, soit directement, soit même indirectement, dans la gestion de la société, sauf pour en vérifier les comptes ou en apprécier la gestion (art. 6 (1)).

(1) V. ci-dessous p. 473 et s.

(2) V. ci-dessous p. 105 et s.

La distinction entre ces deux catégories d'associés est acquise par l'enregistrement de la *limited partnership* au bureau du *Registrar of Joint Stock Companies* (art. 5, 8, 15). Il faut, dans la déclaration à cet effet, affirmer expressément que la société est « limitée », et mentionner :

- a) la raison sociale de la société ;
- b) son objet ;
- c) son siège principal (*principal place of business*) ;
- d) les nom et prénoms de chacun des associés ;
- e) la date de la constitution de la société, ainsi que le terme prévu pour sa durée ;
- f) le chiffre des apports, soit en nature, soit en espèces, soit sous quelque autre forme que ce soit, de chacun des *limited partners*.

De même, toutes les fois qu'il intervient un changement à ces différents égards, notification écrite doit en être faite dans la huitaine, sous peine d'une amende de £. 1 par jour de retard (art. 9). Tout acte ou accord tendant à transformer un *general partner* en *limited partner*, ou à opérer la cession de la part sociale d'un *limited partner*, est soumis, sous peine de nullité, à une publicité par insertion dans la Gazette Officielle (art. 10). La fausseté des déclarations ci-dessus peut donner lieu à des poursuites, comportant une peine d'emprisonnement de deux ans (art. 12).

La Loi applique (art. 7) à ces *limited partnerships* la jurisprudence ainsi que la législation (le *Partnership Act* de 1890) relatives aux *partnerships* simples, avec cependant des réserves qui traduisent le rôle effacé des *limited partners*, — corollaire de leur immunité financière relative. Notons, parmi ces réserves, que :

a) les différends qui naissent entre les associés se résolvent à la majorité des voix des seuls *general partners*, et non pas de tous les associés (contra *Partnership Act*, 1890, art. 24 (8)).

b) la part sociale d'un *limited partner* est cessible avec le consentement encore des seuls *general partners*, sans qu'il soit besoin de consulter les autres *limited partners* (contra *Partnership Act*, 1890, art. 24 (7)).

c) le consentement d'un *limited partner* n'est pas requis, non plus, pour l'inscription d'un nouvel associé (contra *Partnership Act*, 1890, art. 24 (7)).

Cette innovation législative offrait certes au public anglais des avantages pratiques appréciables, ainsi que l'attestait l'expérience française, vieille de plus de cent ans, et aussi l'expérience américaine. Elle évitait notamment les frais considérables (parfois accablants pour des entreprises débutantes ou de proportions modestes) que comportaient la constitution et l'enregistrement d'une *limited company* régie par les Companies Acts. En outre, la publicité qui résultait de la nouvelle Loi était plus discrète et moins coûteuse que celle qu'entraînaient les Companies Acts. Enfin, si par hasard l'entreprise d'une *limited partnership* venait à périlcliter, le remboursement des mises était plus certain que dans une Compagnie. Sir William Holland, Député de Yorkshire, en appuyant la proposition de loi le 3 mai 1907 (1) devant la Chambre des Communes, faisait le tableau suivant des bienfaits qu'on pouvait attendre de sa promulgation :

« La proposition a pour but de permettre à un capitaliste de venir en aide à une société, moyennant une part de bénéfices, sans risquer de voir la totalité de sa fortune compromise par l'échec de l'entreprise, et sans risquer d'être tenu pour tout le passif social. Elle offre une combinaison intermédiaire entre une *limited company* et une *partnership* en ce qu'elle permet à certains associés de restreindre leur responsabilité, alors que celle des autres reste illimitée. C'est une combinaison heureuse, tant pour permettre aux familles de conserver les entreprises entre leurs propres mains que pour mettre à même les capitalistes de venir en aide à ceux de leurs amis qui ont reçu du sort l'intelligence, mais non la richesse. Le commerce pourra, de la sorte, se développer dans des proportions considérables. Le monde du commerce, en général, et celui de la banque en particulier, ont accueilli avec faveur cette proposition, appelée à faciliter l'emploi fructueux de leurs disponibilités, à ouvrir des débouchés à leurs capitaux accumulés, à encourager en somme l'esprit d'entreprise, à étendre le commerce et à accroître l'emploi de la main-d'œuvre.

Malheureusement, le public britannique, toujours fidèle à ses traditions, préfère ses « home-made products » aux institutions de provenance étrangère. Aussi, à l'engouement des premières années succéda bientôt l'indifférence provoquée par une institution

(1) Hansard's Parl. Debates (Commons), 4^e Série, Tome 173, p. 1193 et s.

rivale, d'origine purement nationale. La « *private company* » (1), qu'on a souvent qualifiée, et non sans raison, de « *partnership* avec l'adjonction de la personnalité civile » (*incorporated partnership*), imaginée à l'origine par la pratique notariale, tolérée ensuite par la jurisprudence pendant plus de trente ans, reçut enfin sa consécration législative par le Companies Act du 28 août 1907 (7 Edw 7, c. 50), qui fut promulgué simultanément avec le Limited Partnerships Act, 1907. Or, on est plus disposé, en général, à recourir aux dispositions plus souples et plus nettes des Companies Acts, et à constituer des « *private companies* » qu'à s'aventurer dans le dédale des prescriptions, à première vue, bizarres et obscures du Limited Partnerships Act 1927 (2). Les Companies Acts non seulement autorisent, mais même favorisent, la constitution de ces « *private companies* », en dispensant leurs fondateurs et dirigeants des formalités gênantes (telles que le dépôt, dès l'origine, du prospectus et, ultérieurement, des bilans et comptes annuels) auxquelles sont astreintes les « *public companies* ». D'autre part, la co-existence au sein d'un même groupement juridique de deux degrés de responsabilité, l'une limitée, l'autre illimitée, qui est de l'essence même d'une « *limited partnership* », peut tout aussi bien être assurée dans une « *private company* » au moyen de clauses statutaires, du type prévu à l'art. 146 du Companies Act, 1929, qui limitent la responsabilité des administrateurs et gérants.

Voici d'après les comptes-rendus annuels sur les Compagnies présentés par le Board of Trade au Parlement (3), la statistique la plus récente sur les « *private companies* », « *public companies* »,

(1) Correspondant à la *Gesellschaft mit beschränkter Haftung* du Droit allemand, et à la « société à responsabilité limitée » de la récente loi française du 7 mars 1925.

(2) Le Companies Act 1929, dans son art. 26, indique les caractères essentiels d'une « *private company* » comme suit :

a) Cessibilité restreinte de ses actions ; b) limitation du nombre *maximum* de ses actionnaires (le *minimum* étant de) 2 à 50 ; c) interdiction de faire appel au public pour souscrire à ses actions ou obligations.

(3) Conformément à l'art. 283 du Companies Act, 1908, et l'art. 376 du Companies Act, 1929.

et « limited partnerships » inscrites au Bureau du Registrar of Joint-Stock Companies. —

Année	Private Companies (1)		Public Companies (1)		TOTAL
	Angleterre	Ecosse	Angleterre	Ecosse	
1926	7.311	434	492	51	8.288
1927	7.834	399	578	52	8.863
1928	8.186	469	833	39	9.527
1929	8.049	391	623	36	9.099
1930	8.088	427	322	29	8.866

Limited Partnerships

Année	Angleterre		Ecosse	
	Nombre	Capital souscrit (en chiffres ronds)	Nombre	Capital souscrit (en chiffres ronds)
1908	133	£ 265.000	11	£ 6.900
1909	119	00.500	2	4.450
1910	95	69.000	6	32.000
1911	72	70.000	5	4.500
1912	73	232.000	6	3.500
1913	65	191.000	4	6.000
1914	41	75.000	3	3.300
1915	49	57.000	1	50
1916	35	28.000	2	1.500
1917	25	33.000	—	—
1918	34	34.000	4	250
1919	49	380.000	2	700
1920	39	53.500	3	104.000
1921	64	138.000	2	57.000
1922	43	43.000	3	2.500
1923	35	57.000	—	—
1924	46	85.000	3	1.030
1925	32	223.000	1	70
1926	25	30.000	2	2.500
1927	32	72.500	2	1.000
1928	28	177.000	1	100
1929	32	18.000	1	50
1930	20	63.000	—	—

(1) Ces chiffres ne tiennent pas compte du nombre des « public companies » converties en « private companies » et, à l'inverse, des « private companies » transformées en « public companies » en faisant voter une *Résolution Spéciale* tendant à modifier à cet effet leurs statuts.

Il résulte de ces chiffres :

a) que les « *private companies* » constituent environ 90 % de toutes les compagnies enregistrées en Grande-Bretagne chaque année ;

b) que, si les « *limited partnerships* » semblent avoir été sensiblement mieux accueillies en Angleterre qu'en Ecosse, leur nombre annuel n'a dépassé la centaine que dans les deux premières années, mais est, depuis lors, en décroissance progressive, et dépasse rarement 50 ;

c) qu'en Ecosse, sauf dans la première année, 1908, le maximum annuel a été de 6, chiffre qui d'ailleurs n'a pas été souvent atteint.

LA LIQUIDATION (ou *winding-up*) d'une « *limited partnership* » peut être, soit 1° amiable, auquel cas elle obéit, en principe, aux mêmes règles que la liquidation amiable d'une *partnership* simple (*Limited Partnerships Act*, 1907, art. 6 et 7) ;

soit 2° judiciaire. Celle-ci, qui jusqu'en 1914 était régie pour tout le Royaume-Uni, d'abord, par le *Companies Act* 1862, et ensuite, par le *Companies (Consolidation) Act* 1908 (Titre VIII, art. 267 à 273, intitulé « Liquidation des Compagnies non-enregistrées »), est, depuis 1914, régie par des législations différentes suivant la situation du siège principal (*principal place of business*) de la *limited partnership*. Ainsi :

a) une *limited partnership* ayant son siège principal en Angleterre est liquidée conformément à la législation sur les faillites (*Bankruptcy Act* 1914, art. 127, et *Bankruptcy Rules* 1915) ;

b) celle dont le siège principal se trouve en Ecosse est liquidée suivant les dispositions contenues dans le Titre X (art. 337, a 342 — « Liquidation des Compagnies non-enregistrées, ») du *Companies Act*, 1929 ;

c) celle qui a son siège principal dans l'Irlande du Nord ou dans l'Etat libre d'Irlande est liquidée conformément à la législation votée par les Parlements respectifs de ces deux pays.

C. — LES « COMPAGNIES NON INCORPORÉES » (*Unincorporated Companies*) et LES « COMPAGNIES INCORPORÉES » (*Incorporated Companies*).

Les compagnies commencèrent à se développer à partir du xvi^e Siècle. L'esprit d'aventure et de commerce que suscita la découverte du « Nouveau Monde » donna naissance à de nombreuses associations qui, en groupant des capitaux importants empruntés à l'épargne publique, voulaient se livrer au commerce d'exportation et d'importation avec les pays d'outre-mer. Elles n'étaient pas douées de la personnalité morale : par conséquent, elles ne jouissaient pas d'une liberté complète pour acquérir ou aliéner des biens, ou encore pour contracter des obligations. La personnalité morale en effet, d'après le Common Law, ne pouvait s'acquérir que par l'un ou l'autre de deux moyens suivants :

- 1^o En vertu de l'octroi par le Roi (comme sous l'Ancien Régime en France) d'une Charte (1) en exécution de ses prérogatives royales ;
- 2^o En vertu d'une Loi spéciale (*private* ou *special Act of Parliament*).

C'était un régime d'autorisation préalable, d'où résultait la responsabilité limitée des associés jusqu'à concurrence de leurs apports. Le domaine des opérations sociales était, en revanche, restreint aux objets limitativement énoncés dans la Charte ou la Loi.

(1) Les Chartes les plus connues dans le passé sont celles qui furent octroyées par Richard II aux « Merchant Adventurers of England » (1390) ; par Elisabeth, à la « Russia Company » (1555), aux « Senegal Adventurers (1588) ; à la « Levant Company » (1592), et à la célèbre « East India Company » (1601), qui jeta par la suite les bases de l'Empire Britannique ; par Charles II, à la « Hudson's Bay Company » (1670) ; par Guillaume III et Marie, à la « South Sea Company » (1711) de triste mémoire — sa faillite donna naissance à l'expression « Bubble Company » (*bubble* signifiant, en anglais, *bulle d'eau*) qu'on inventa pour désigner les entreprises véreuses ou qui inspiraient peu de confiance : elle provoqua, en outre, la promulgation du « Bubble Act » de 1719, interdisant ce genre d'entreprises —, par la Reine Victoria, à la « Peninsular and Oriental Steam Navigation Company » (1840), à la « British North Borneo Company » (1881), et, enfin, à la célèbre « British South Africa Company » (1889) dont les opérations provoquèrent indirectement la guerre du Transvaal (1899-1902) et l'annexion de ce pays.

Ce régime comportait certes des avantages, mais le recours à une Charte ou à une Loi spéciale entraînait des frais élevés et des retards : aussi n'en usait-on dans la pratique que fort exceptionnellement. On préférait renoncer aux privilèges spéciaux que procurait l'*incorporation*, et se contenter du moyen plus rapide, en même temps que plus économique, d'un simple contrat de société souscrit et scellé du sceau des intéressés (*deed*).

Constituées ainsi par la seule convention des parties, ces associations n'étaient, au fond, que des *partnerships* simples du *Common Law* (1), mais d'une forme plus imposante, qui tenait au nombre plus élevé des associés, ainsi qu'à l'importance des capitaux qu'elle réunissaient. C'est ce qui leur valut, dans l'usage, la désignation de « *Common Law Companies* ». Elles se distinguaient cependant des *partnerships* en ce que, d'après leur acte constitutif, en général, a) leurs parts sociales ou actions étaient librement cessibles ; b) la gestion de leurs affaires sociales était confiée à un petit nombre d'administrateurs, à l'exclusion des autres associés ; et c) les associés n'étaient pas solidairement tenus des engagements sociaux.

Le nombre de ces « Compagnies non-incorporées » du Droit Coutumier continuant toujours à augmenter, et le trafic de leurs actions ayant, d'autre part, donné lieu à des fraudes et des agiotages, le législateur dut intervenir par une première Loi en 1696-7, pour interdire la spéculation sur les actions. Puis, à la suite d'une enquête ouverte par la Chambre des Communes sur « le vilain métier d'agioteur » (*the pernicious art of stock-jobbing*), fut promulgué le célèbre « *Bubble Act* » de 1719 prohibant, sous peine de poursuites pénales, la constitution de nouvelles sociétés à l'aide de capitaux réunis par souscription publique, et la spéculation dans les actions. Malheureusement, la rédaction peu claire du texte de cette Loi en rendit l'application difficile, et les sociétés véreuses restèrent libres de faire des dupes. Finalement, après plus d'un siècle, pendant lequel les « Compagnies non incorporées » continuèrent à se développer et à se répandre, le *Bubble Act* fut formellement abrogé en 1825 et, en 1844, le législateur, de guerre lasse, dut accorder sa reconnaissance officielle à un genre de groupements qu'il avait été impuissant à étouffer, en ouvrant largement la porte

(1) Ci-dessus p. 35.

à l'incorporation des sociétés qui se constituaient partout dans le pays pour de grandes entreprises industrielles et commerciales.

Le *Joint-Stock Companies Act* de 1844 (7 & 8 Vict. c. 110) marque une étape importante dans la législation sur les Compagnies en ce qu'il posa en principe la *liberté d'association*, sous réserve d'une certaine *règlementation*, à la place du principe antérieur de l'autorisation préalable. Toute société constituée par la souscription des capitaux (*joint-stock company*), à l'exception des sociétés de banque, pouvait désormais, moyennant la simple formalité de l'enregistrement de ses statuts, acquérir la personnalité morale (*incorporation*) ; mais ses associés demeuraient solidairement responsables de ses dettes.

Simultanément avec cette Loi portant sur la constitution des sociétés il en fut promulgué une autre visant à leur *liquidation*, le *Joint Stock Companies Winding-up Act* (7 & 8 Vict. c. 111). Elle assimilait la procédure pour la liquidation des sociétés « qui ne pouvaient faire face à leurs engagements pécuniaires » à celle en vigueur pour la faillite des individus, en la faisant dépendre de l'accomplissement par la société d'un des divers actes dénommés « *acts of bankruptcy* » dans la Loi sur les faillites.

Les échecs subis par plusieurs grosses entreprises inquiétèrent vivement l'opinion. Une Loi de 1846 (9 & 10 Vict. c. 28) réglementa plus particulièrement la liquidation des Compagnies de Chemin de fer. En vertu de deux autres Lois de 1848 (11 & 12 Vict. c. 45) et de 1849 (12 & 13 Vict. c. 108), le Tribunal de Chancery devint compétent en matière de dissolution et de liquidation de toutes sociétés (tant les *partnerships* que les *joint-stock companies*) sans que la demande à cet effet émanât nécessairement de l'universalité des associés. L'année suivante (1850) les Compagnies de Chemin de fer incorporées par des lois spéciales furent également soumises à cette procédure uniforme.

Malheureusement, l'application de ces Lois fit naître des conflits de compétence, aussi fréquents qu'insolubles, entre les deux juridictions, le vieux Tribunal de Chancery, d'un côté, et le nouveau Tribunal Central pour les Faillites institué à Londres depuis 1831 (1), de l'autre. Ces conflits ne tardèrent pas à engloutir

(1) Voir ci-dessous p. 97.

une bonne partie de l'actif des Compagnies (1) sur le sort desquelles il devait être statué. Il ne fut remédié à ce mal qu'en 1862.

La période comprise entre 1850 et 1862 marque l'extension progressive de l'incorporation et du principe de la responsabilité limitée des associés à une grande variété d'entreprises, et la création de deux nouveaux modes de liquidation : la liquidation volontaire (*voluntary winding-up*) et la liquidation sous surveillance judiciaire (*winding-up under the supervision of the Court*), à côté de la liquidation judiciaire déjà en vigueur depuis la Loi de 1844.

Le Limited Liability Act de 1855 (18 & 19 Vict. c. 133) accorda aux associés de toute compagnie enregistrée et incorporée le bénéfice de la responsabilité limitée. Cette innovation provoqua des critiques très vives, auxquelles les événements ne manquèrent pas de donner prise. Les adversaires de la Loi disaient que le législateur venait d'octroyer une Charte de liberté aux aigrefins (« Rogues' Charter »).

Une Loi de l'année suivante institua la liquidation volontaire de la compagnie par ses associés, et l'année 1857, prolifique en législation relative aux compagnies, inaugura par une première Loi (20 & 21 Vict. c. 14), la liquidation sous surveillance judiciaire, qui ne fut organisée dans ses détails que l'année suivante (21 & 22 Vict. c. 50).

Entre temps, une Loi de 1857 (20 & 21 Vict. c. 49) accorda la personnalité civile aux banques moyennant enregistrement, et une autre Loi de 1858 (21 & 22 Vict. c. 91) leur reconnut aussi la responsabilité limitée.

Finalement, la grande Loi codificative, le *Companies Act* du 7 août 1862 (25 & 26 Vict. c. 89), qui vint clore cette période de libéralisme dans la législation sur les Compagnies, essaya, en refondant et remaniant les Lois précédentes, aussi de combler deux lacunes : a) elle étendit à toutes les Compagnies indistinctement, y compris les Compagnies d'assurances, le bénéfice de la personnalité morale, de la cessabilité des actions, et de la responsabilité

(1) Par exemple, de la « *Royal British Bank* » (28 L. T. Rep., O. S. 224), et de la « *Tipperary Bank* » (Hansard's Parliamentary Debates, 3^e série, Tome 145, p. 686).

limitée : *b*) elle attribua compétence exclusive en matière de liquidation des Compagnies, en principe, au Tribunal de Chancery, sauf à celui-ci, après avoir prononcé l'ouverture de la liquidation judiciaire, à renvoyer l'affaire au Tribunal des Faillites du lieu du siège social de la Compagnie en liquidation.

La période suivante, de 1862 à 1908, est une époque de réaction contre ce libéralisme. Des 18 différentes Lois qui furent votées durant cette période jusqu'à la deuxième grande Loi codificative, le *Companies (Consolidation) Act* du 21 décembre 1908 (8 Edw. 7. c. 69), — Lois qui se caractérisent par cette tendance du législateur à revenir en arrière, pour restreindre et régler de plus en plus étroitement la liberté qu'il avait concédée largement dans le passé, — nous nous bornerons à signaler, comme portant plus particulièrement sur notre matière de la liquidation, —

1° La Loi du 10 août 1870, *Joint Stock Companies Arrangement Act* (33 & 34 Vict. c. 104), d'après laquelle les règlements et transactions conclus par une Compagnie avec la majorité de ses créanciers lient la minorité, à condition d'avoir été homologués par le Tribunal (1).

2° Le *Companies Winding-up Act* du 18 août 1890 (53 & 54 Vict. c. 63), qui assimile plus complètement, à beaucoup d'égards, la procédure de la liquidation des compagnies à celle prescrite pour les faillites par la Loi du 25 août 1883 (46 & 47 Vict. c. 52) (2).

3° Enfin, deux autres Lois, l'une, du 24 décembre 1888 (51 & 52 Vict. c. 62), et l'autre, du 15 juillet 1897 (60 Vict. c. 19) qui donnent dans la liquidation des compagnies, comme dans la faillite, un rang privilégié à certaines créances dignes d'intérêt.

(1) V. ci-dessous p. 457.

(2) A part la Loi précitée de 1844, la Loi sur l'organisation judiciaire de 1875, art. 10, avait déjà prescrit que, dans la liquidation des compagnies dont l'actif serait insuffisant pour acquitter leurs dettes et les frais de liquidation, ce serait les mêmes règles que dans les faillites qui s'appliqueraient au sujet du classement et de la vérification des créances, de l'estimation de la valeur des rentes viagères, des créances futures et éventuelles et des droits respectifs des créanciers garantis et des créanciers chirographaires entre eux (V. aujourd'hui l'art. 262 du *Companies Act*, 1929, et ci-dessous, p. 426.

La reprise des affaires après la fin de la Grande Guerre (1914-1918) ayant mis en lumière les défauts du *Companies (Consolidation) Act, 1908*, et des Lois qui l'avaient modifié, le Board of Trade nomma, au début de l'année 1925, une Commission afin d'étudier les modifications qu'il y aurait lieu d'y apporter. Cette Commission, présidée par M. Wilfrid A. Greene, Avocat, présenta son rapport le 8 mai 1926. Ses conclusions et recommandations furent incorporées dans une première Loi votée le 3 août 1928 (18 & 19 Geo. 5, c. 45), dont la mise en vigueur fut cependant différée jusqu'au 1^{er} novembre 1929, afin de permettre la promulgation d'une Loi d'ensemble intégrant et codifiant toutes celles qui avaient été votées depuis 1908. En effet, une nouvelle Loi codificative, le *Companies Act, 1929* (19 & 20 Geo. 5, c. 23) fut votée le 10 mai 1929, et remplaça à partir du 1^{er} novembre 1929, date à laquelle elle devint exécutoire, toutes les Lois antérieures depuis 1908 (y compris celle du 3 août 1928), qu'elle abrogea.

C'est cette Loi de 1929 qui régit actuellement les Compagnies. Telle qu'elle est, et malgré toutes ses imperfections et les critiques qu'on pourrait lui adresser, comme d'ailleurs à toute œuvre humaine, elle représente, non pas le produit factice ou irréflecti d'une imagination féconde, mais l'aboutissement naturel, chez un peuple auquel revient l'honneur d'avoir le premier livré au monde l'idée des sociétés par actions, de cette évolution, longue et progressive, qui a marqué toutes ses institutions politiques et juridiques. C'est le fruit d'une expérience presque séculaire, et elle consacre des conceptions qui ont été éprouvées à chaque étage par le dur contact avec la réalité.

Les 85 années qui s'étaient écoulées depuis la Loi de 1844 témoignaient chez le législateur, constamment en présence de transformations économiques et d'intérêts divergents, parfois même opposés, de la volonté de concilier ces deux principes dominants : celui du « laissez-faire » et du non-interventionisme absolu, d'un côté, et celui de la réglementation et de la surveillance administrative, de l'autre. La Loi de 1929, tout en maintenant une large liberté aux dirigeants et même aux associés des divers groupements qu'elle autorise, assujettit ceux-ci toutefois à une sérieuse réglementation, qui commence même avant leur constitution et dure pendant toute leur existence juridique. Cette surveillance se traduit

par un contrôle rigoureux sur les agissements des fondateurs, des administrateurs, gérants et autres préposés, par la publicité large et minutieuse qui accompagne tous les actes les plus importants de l'organisme, par des sanctions, civiles autant que pénales, imposées aux fondateurs ou dirigeants en cas d'infractions aux prescriptions légales, par un « droit de regard » plus sérieux accordé aux créanciers, et, enfin, par l'intervention du pouvoir judiciaire pour résoudre les doutes ou les difficultés susceptibles de s'élever entre les intéressés au cours de la gestion ou liquidation, et, notamment, pour sauvegarder les intérêts des minorités devant l'oppression de la majorité. A tous ces points de vue, cette Loi constitue, dans un pays dont l'esprit n'est cependant pas très enclin au système des Codes, un véritable chef-d'œuvre législatif digne d'être imité.

La Loi est divisée en XIII Titres, dont deux surtout sont consacrés à la liquidation (*Winding-up*) (1) — le Titre V (art. 156 à 305), qui traite de la liquidation des « Compagnies enregistrées », et le Titre X (art. 337 à 342), qui règle plus particulièrement la liquidation des « Compagnies non-enregistrées ». Ces dispositions portent fortement l'empreinte du droit des faillites, mettant ainsi à exécution le principe (2) de l'assimilation des deux systèmes de liquidation qui avait été posé primitivement par la Loi de 1844, maintenu et développé ensuite par des Lois telles que le *Judicature Act* 1875 (art. 10), les *Preferential Payments in Bankruptcy and Winding-up Acts* de 1888 et de 1897, et le *Companies Winding-up Act* 1890. Aussi est-il permis de penser que le jour de l'unification des deux systèmes n'est pas très éloigné.

FORMES ET MODALITÉS DES COMPAGNIES INCORPORÉES. —

Une compagnie, afin d'acquérir les droits et les obligations d'une « compagnie incorporée », peut, à l'heure actuelle, aux termes du *Companies Act*, 1929, se faire enregistrer sous l'une ou l'autre des formes suivantes :

(1) La liquidation des Compagnies est, en outre, régie par plusieurs décrets (dont le plus important est celui du 29 août 1929, intitulé « *Companies Winding-up Rules* »), que nous énumérerons en détail plus loin.

(2) V. ci-dessus p. 46.

1° Comme une *unlimited company* (compagnie à responsabilité illimitée), dans laquelle l'acte d'association (*Memorandum of Association*) ne renferme aucune clause expresse restreignant la responsabilité de ses associés, lesquels sont, par suite, tenus solidairement et indéfiniment sur leurs biens personnels pour les engagements contractés par la Compagnie. Cette forme tend à devenir de plus en plus rare depuis le krach de la « City of Glasgow Bank » qui suspendit ses paiements en octobre 1878 (1). Les contributions prodigieuses que les liquidateurs de cette Banque durent exiger des associés pour faire face au passif avertirent le public des dangers d'une Compagnie à responsabilité illimitée. Pour apaiser les appréhensions générales, le législateur dut même faire voter une Loi spéciale le 15 août 1879 permettant aux Compagnies déjà enregistrées avec responsabilité *illimitée* de procéder à un nouvel enregistrement avec responsabilité *limitée*.

2° Comme une *Company with limited liability*, ou bien, *limited Company* tout court, Compagnie à responsabilité limitée, non pas au sens restreint de la loi française du 7 mars 1925 (2), mais dans celui, plus large, d'une Compagnie dont l'acte d'association limite expressément la responsabilité de ses associés pour les dettes sociales. Suivant la matière dont ce but est atteint, la compagnie limitée peut encore revêtir l'une ou l'autre de deux formes suivantes :

A) Ce peut être une *Company limited by shares* (Compagnie limitée par actions), dans laquelle l'acte d'association limite la responsabilité de chacun de ses associés à la somme restant à verser sur les actions qu'il possède. Ceci revient à dire qu'à aucun moment on ne peut lui réclamer, soit pour les besoins de l'explo-

(1) Cette banque fondée au capital de 25 millions de Livres sterling, avait reçu en dépôt de ses clients pour plus de 200 millions de Livres. Dans la liquidation, ses 1249 actionnaires, après avoir perdu leur capital, durent verser encore solidairement 152 millions de Livres, c'est-à-dire, pour plus de *six fois* le capital primitif, et les liquidateurs durent faire vendre les biens de 750 d'entre-eux !

(2) La société à responsabilité limitée » de la loi française du 7 mars 1925 correspond plutôt à la *private company*, une des formes de la « compagnie enregistrée » que nous avons déjà décrite ci-dessus, p. 41.

tation sociale, soit pour sa liquidation, une somme supérieure au complément à verser sur la valeur d'émission des actions dont, en vertu de son inscription sur les registres de la Compagnie (art. 157), il était propriétaire lors de l'appel de fonds, ou bien pendant l'année précédant l'ouverture de la liquidation. Ainsi, un actionnaire titulaire de 10 actions de 50 livres chacune ne peut être appelé à verser à la caisse sociale qu'une somme globale de 500 livres. S'il en acquitte une part, par exemple, 6 livres sur chaque action, il n'est débiteur que du solde, 4 livres, sur chaque action, soit 200 livres, au total. S'il aliène ses actions avant de les avoir entièrement libérées son obligation de verser le complément continue à grever les titres, et se transmet, avec eux, à l'acquéreur. Mais il n'en reste pas moins tenu de son obligation primitive, quoique d'une manière atténuée ; c'est-à-dire que, si la liquidation de la Compagnie survient *dans l'année* (1) qui suit l'aliénation, il est susceptible d'être appelé, à titre d'ancien actionnaire (« past member ») à parfaire sa mise afin de permettre au liquidateur de régler le passif social et les frais de la liquidation, ainsi que d'établir la peréquation des droits des divers actionnaires entre eux (2). Nous verrons cependant plus loin (3) que cette obligation ne peut être mise en œuvre que dans deux hypothèses : a) pour faire face aux seules dettes contractées par la Compagnie avant la date de la dite aliénation ; et b) lorsque les actionnaires actuels (« present members ») se trouvent dans l'impossibilité de les acquitter.

(1) Le but de ce délai d'un an (comme, d'ailleurs, de celui de deux ans, prévu à l'art. 3. 2° de la loi française du 24 juillet 1867, modifiée par celle du 1^{er} août 1893, à dater de la constitution définitive de la société, pendant lequel la négociation des *actions d'apport* est interdite) est de parer aux manœuvres des spéculateurs qui, surtout à la naissance des compagnies, alors que le sort de l'entreprise sociale est encore incertain, accaparent les actions et les vendent à des prix exagérés, les souscripteurs et attributaires primitifs des actions échappant ainsi à leur obligation de verser l'intégralité de leurs mises, et la Compagnie étant privée des ressources sur lesquelles elle avait compté pour son exploitation.

(2) Art. 157 (1), Companies Act, 1929.

(3) Page 391.

B) Ce peut être une *Company limited by guarantee* (Compagnie limitée par garantie), dans laquelle l'acte d'association limite la responsabilité de chaque associé non pas au chiffre inscrit sur ses titres, mais à une somme déterminée qu'il s'engage éventuellement à apporter à l'actif de la Compagnie en cas de liquidation.

Les Compagnies mutuelles d'assurances, les syndicats d'ouvriers, les cercles, « clubs », ou sociétés athlétiques, dont le but principal est tout autre que l'acquisition ou le partage des bénéfices pécuniaires, affectent généralement cette forme ; mais le nombre d'enregistrements annuels est insignifiant (environ 100 par an). La plupart de ces Compagnies tirent leurs ressources, soit des cotisations de leurs associés, soit des dons privés, et se font enregistrer avec l'autorisation du Board of Trade, sans adjonction du mot « limited » à leur raison sociale (1). Les associés fixent eux-mêmes conventionnellement, en toute liberté, la quotité de leur garantie individuelle, qui peut être de 1 livre ou bien de 1.000 livres, ou de toute autre somme quelconque, mais, grande ou petite, elle ne saurait faire partie du capital d'exploitation, ni, sous aucun prétexte, être constituée en gage pour garantir les emprunts contractés par la Compagnie (2).

Les statuts de ce genre de Compagnies contiennent, en général, une clause-type déterminant dès le début *ne varietur* le chiffre de garantie pour chaque associé, quelle que soit la valeur que puisse atteindre par la suite sa part sociale ; de sorte qu'en cas de liquidation, il ne risque que la somme ainsi garantie, et rien de plus. D'autre part, la garantie étant fixée individuellement pour chaque associé, si le nombre d'associés vient ultérieurement à se réduire, la valeur globale de la garantie, et partant les chances du remboursement intégral des créanciers, s'en trouveront proportionnellement diminuées, à moins que les statuts ou autre acte constitutif ne prévoient expressément le maintien en vigueur de la garantie d'un associé qui se retire tant qu'un autre associé ne sera pas venu la prendre en charge.

(1) Art. 14, 18, Companies Act, 1929.

(2) *Re Pyle Works* (1890) 44 Ch. D. 534 : *Irish Club Co.*, (1906) W. N. 127.

La loi autorise aussi, d'une part (1), la réunion, dans une même Compagnie, de la limitation de responsabilité par *garantie* et de la division du capital social en actions. D'autre part, une Compagnie à responsabilité *illimitée* peut avoir un capital divisé en actions. Cela donne lieu à trois autres formes subsidiaires de Compagnies :

1° Une Compagnie *limitée par garantie*, mais n'ayant pas de capital-actions (V. Table C à l'Annexe 1^{re} de la Loi) ;

2° Une Compagnie *limitée par garantie* et ayant un capital divisé en actions (V. Table D à l'Annexe 1^{re}) ;

3° Une Compagnie à *responsabilité illimitée*, mais dont le capital est divisé en actions (V. Table E à l'Annexe).

La seconde de ces combinaisons (la Compagnie limitée par garantie, tout en ayant un capital divisé en actions) mérite une mention particulière, quoiqu'elle n'ait plus de grand intérêt pratique. L'art. 2 de la Loi requiert la déclaration expresse, dans l'acte d'association, du chiffre du capital-actions de la Compagnie. Mais, comme ce capital ne peut être ni augmenté ni diminué ultérieurement qu'en observant rigoureusement les prescriptions de la Loi, il s'ensuit que, tandis que la responsabilité des associés qui découle de leurs garanties respectives est sujette à augmentation par la seule force des circonstances, la réduction du capital ne peut, au contraire, s'effectuer qu'avec l'homologation judiciaire (2). Malgré cet inconvénient, c'est cette forme sociale que continuent à revêtir encore les compagnies d'assurances qui veulent réunir de forts capitaux fournis par un petit nombre de souscripteurs, et, en même temps, intéresser les titulaires de leurs polices dans leur entreprise, en leur faisant supporter, à titre d'associés, une part minime des charges sociales ; et c'est à cette combinaison que fait allusion l'art. 157 (1) (f) lorsqu'il autorise les Compagnies —

« à délivrer des Polices d'assurance, ou à faire d'autres conventions restreignant la responsabilité individuelle de leurs associés ou n'engageant que les seuls fonds de la Compagnie. »

(1) Art. 11 et 379 ; Annexe 1^{re}, Tables C, D et E du Companies Act, 1929.

(2) Art. 55, Companies Act, 1929.

Dans la liquidation d'une Compagnie limitée par *garantie* qui a un capital divisé en actions, chaque associé est, bien entendu, tenu de verser la somme à laquelle il s'était expressément engagé en cas de liquidation et, en plus, le complément de la valeur nominale de ses actions (1).

Une dernière combinaison envisagée par la Loi, c'est celle dans laquelle, au sein d'une même compagnie *limitée* (soit par garantie, soit par actions), la responsabilité des administrateurs ou gérants est prévue comme *illimitée*, tandis que celle de tous les autres associés est *limitée* (2). Le rapport juridique ainsi créé entre les deux groupes d'associés est semblable à celui qui existe, sous l'empire du *Limited Partnerships Act, 1907* entre les *limited partners* et les *general partners*. Le *Companies Act 1929*, art. 157 (2), dispose, en outre, qu'en cas de liquidation de la Compagnie, l'administrateur ou gérant, actuel ou ancien, dont la responsabilité est ainsi stipulée comme étant illimitée, peut être tenu, en plus de sa contribution comme associé ordinaire, d'une contribution supplémentaire comme si, lors de l'ouverture de la liquidation, il faisait partie d'une « Compagnie à responsabilité illimitée » sous les réserves suivantes, qui sont analogues à celles indiquées ci-dessus pour les autres Compagnies. Un ex-administrateur ou ex-gérant ne peut être ainsi appelé à faire cette contribution supplémentaire :

a) s'il a cessé de remplir ces fonctions au moins *un an avant* l'ouverture de la liquidation ;

b) si la dette que cette contribution doit servir à acquitter a été contractée après sa sortie de fonctions ;

c) tant qu'il n'est pas établi en justice que cette contribution est nécessaire pour solder les dettes et engagements de la Compagnie, et les frais et dépens occasionnés par sa liquidation.

D. — Il reste, enfin, à signaler diverses autres catégories d'associations qui sont désignées collectivement sous le nom de « Societies », et qui ont certaines analogies avec les « Compa-

(1) Art. 157 (3), *Companies Act, 1929*.

(2) Art. 146, 147.

nies », notamment celle (1) de pouvoir être liquidées, à titre de « Compagnies non-enregistrées », conformément au Titre X du Companies Act, 1929.

1°. — Les *Building Societies* (Sociétés de Crédit foncier). Elles sont régies par deux Lois spéciales, les *Building Societies Acts*, de 1874 et de 1894. Ce ne sont point des « Compagnies », mais, étant « incorporées », elles jouissent de la personnalité civile. Leur capital est variable, la responsabilité de leurs associés est limitée.

2°. — Les *Industrial and Provident Societies* (Sociétés de Prévoyance). Elles sont régies par diverses Lois intitulées *Industrial and Provident Societies Acts*, qui ont été promulguées entre 1893 et 1913, et les ont dotées de la personnalité morale et de la responsabilité limitée. Mais elles ne constituent pas, non plus, des « Compagnies ». Aucun des associés ne peut posséder des actions dans ces sociétés pour une valeur globale de plus de L. 200.

3°. — Les *Trustee Savings Banks* (Caisses mutuelles d'Épargne). Elles sont régies par divers *Trustee Savings Bank Acts* votés de 1863 à 1904.

4°. — Les *Friendly Societies* (2). Elles sont régies par les *Friendly Societies Acts* de 1896 à 1924. Sans être incorporées, elles jouissent de divers avantages qui sont ordinairement attachés à l'incorporation, tels que la responsabilité limitée.

Les *Trade-Unions* (syndicats professionnels), qui aujourd'hui jouent un rôle de premier plan dans la vie industrielle du pays, furent longtemps tenus pour illicites par le Common Law comme tendant à entraver la liberté de travail et de commerce, et ne furent autorisés, sous certaines réserves, que par les *Trade-Unions Acts* de 1871 et de 1876. Deux autres Lois plus récentes, les *Trade Disputes Acts* de 1906 et de 1927, ont abouti au régime actuel, d'après lequel ces syndicats sont responsables des seuls actes délictueux (*torts*) de

(1) V. ci-dessous, p. 473.

(2) Analogue aux sociétés de banque populaire et de caution mutuelle en France (V. loi du 13 mars 1921 ayant pour but l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, et à la petite et à la moyenne industrie).

leurs membres qui ont pour but de provoquer des grèves illicites. L'enregistrement et la liquidation des Trade-Unions obéissent à une réglementation qui leur est propre.

Voici un tableau comparatif des compagnies *limitées* (soit par actions, soit par garantie) et des compagnies *illimitées*, enregistrées en Angleterre et en Ecosse depuis la Loi de 1862.

ANNÉE	ANGLETERRE			ECOSSE		
	Cies limitées par actions	Cies limitées par garantie	Cies illimitées	Cies limitées par actions	Cies limitées par garantie	Cies illimitées
1862-1920	169.061	2.976	692	11.149	186	111
1921	6.287	110	3	406	9	17
1922	7.849	95	48	459	13	30
1923	7.894	95	17	435	13	10
1924	7.881	69	20	467	9	14
1925	7.900	102	31	470	9	15
1926	7.647	112	42	461	17	37
1927	8.274	95	39	430	18	3
1928	8.884	109	23	499	5	2
1929	8.538	105	25	411	8	8
1930	8.275	109	26	434	17	5

Notre exposé qui portera sur la liquidation des divers types de Sociétés en Angleterre (à l'exclusion de l'Ecosse et de l'Irlande), sera divisé en quatre Parties. La Première Partie sera consacrée à la liquidation d'une *Partnership* simple, d'abord, en dehors de la faillite, et, ensuite, après faillite ; la deuxième, à la liquidation d'une « Compagnie enregistrée » ; la troisième, à celle d'une « Compagnie non enregistrée » ; et la quatrième, à celle d'une *Limited Partnership*.

Quoique cette étude ne soit pas consacrée au Droit comparé, nous permettrons, au cours des pages qui vont suivre, quelques références au Droit continental.

PREMIÈRE PARTIE

La Liquidation
d'une Partnership simple

PREMIERE PARTIE

La Liquidation d'une Partnership simple

La liquidation (*winding-up*) d'une *partnership* simple en dehors de la faillite obéit à des règles différentes de celles qui régissent sa liquidation après faillite. Nous exposerons donc ces deux procédures différentes dans deux Titres distincts.

TITRE PREMIER

Liquidation en dehors de la Faillite

La « *Partnership* », forme la plus primitive et la plus élémentaire des sociétés (elle correspond à peu près à la *Société en nom collectif* du Droit français) était régie jadis, quant à sa constitution, à son organisation, et à sa liquidation, par le Common Law, cristallisation judiciaire des usages nationaux. Le *Partnership Act* du 14 août 1890, est venu absorber, sur ce point, le Common Law, et perpétuer ces usages, en y apportant cependant quelques innovations.

La liquidation d'une *partnership* se décompose en trois opérations juridiques distinctes et successives. —

I. — D'abord, la dissolution de la société ;

II. — Ensuite, la liquidation de ses biens, c'est-à-dire, la constatation et le recouvrement de l'actif social, la détermination et l'acquittement de son passif ;

III. — Enfin, le partage du reliquat de l'actif entre les associés.

Le Partnership Act ne renferme de textes exprès que sur quelques-unes des questions que peuvent soulever ces opérations, le reste demeurant régi, comme auparavant, par le Droit coutumier.

Nous consacrons un chapitre à chacune de ces trois opérations.

CHAPITRE PREMIER

LA DISSOLUTION

Les causes qui peuvent déterminer la dissolution d'une partnership sont, pour la plupart, librement établies par les associés eux-mêmes. Lors de la constitution de la société, aussi bien que pendant le cours de son activité, les associés jouissent d'une liberté complète pour décider d'un commun accord si telle ou telle cause, qui suffit d'ordinaire pour mettre fin à l'existence sociale d'un groupement, doit amener également la dissolution du leur.

Mais, en dehors de ces conventions spéciales entre associés, le Droit anglais, à la différence du Droit français (1), distingue les motifs qui appellent la dissolution de la partnership en justice de ceux qui suffisent à la dissoudre sans aucune intervention judiciaire. Ceux qui rentrent dans la première catégorie sont énumérés à l'art. 35, Partnership Act, 1890 ; ceux qui sont compris dans la seconde font l'objet des art. 32 à 34 de cette Loi, et correspondent d'une façon générale, à ceux indiqués aux art. 1865 et suiv. du C. Civil.

Nous allons les étudier dans deux sections consécutives.

SECTION PREMIERE

LA DISSOLUTION EXTRA-JUDICIAIRE — SES CAUSES

Parmi les faits qui, d'après le *Partnership Act, 1890* (art. 32 à 34), sont susceptibles de donner lieu à la dissolution de la partnership sans qu'il soit besoin de recourir à l'autorité judiciaire, on peut distinguer encore, d'une part, ceux qui se rattachent à la volonté d'un ou de plusieurs associés, et ceux, d'autre part, qui sont indépendants de cette volonté. Il faut se rappeler toutefois que même les causes qui tiennent à la volonté des associés n'ont

(1) C. Civ., art. 1865.

cet effet absolu de dissoudre la partnership qu'autant que cela n'a pas été expressément exclu par une clause statutoire. La phrase « sauf convention contraire entre les associés » (*subject to any agreement between the parties*), par laquelle commence chacun des articles 32 et 33, s'applique aussi bien aux dispositions contenues dans les statuts de la partnership qu'au *mutuus dissensus* ou *contrarius consensus* survenant pendant le cours de la gestion sociale.

§ I. — Causes tenant à la volonté des Associés

Ces causes sont les suivantes :

1^o L'expiration du terme prévu pour la durée de la partnership, ou la consommation de la négociation en vue de laquelle elle avait été constituée.

A l'exemple de l'art. 1865, 1^o et 2^o du C. Civ., cette clause de dissolution est expressément prévue à l'art. 32 (a) et (b) du Partnership Act.

La dissolution se produit ici de plein droit. Si, toutefois, une partnership, primitivement constituée pour une durée fixe, continue à faire des opérations sociales après l'expiration de ce terme sans qu'intervienne ni un règlement des droits des associés ni une liquidation, ni un nouvel accord pour proroger la durée, le pacte social est réputé, d'après l'art. 27, tacitement prorogé pour une durée indéterminée (*partnership at will*). Il ne peut alors être dissout que par un avis de renonciation.

2^o En cas de partnership à durée illimitée, l'avis de renonciation, ou la volonté exprimée par un seul ou plus associés de ne plus demeurer en société.

Les art. 26 et 32 (c) du Partnership Act, s'inspirant des règles du Droit Romain (1) et du Code Civil (2), disposent comme suit.

ART. 26 (1). — « Si aucun terme déterminé n'a été convenu pour la durée de la partnership, tout associé peut y mettre fin à tout moment en notifiant à ses co-associés avis de renonciation. »

(1) Dig. XVII. 2. *Pro socio*, 14 et 65.

(2) Arts. 1865. 5^o ; 1869, et 1870.

Et l'art. 32 *in fine* dispose qu'une partnership —

« (c) constituée pour une durée déterminée peut être dissoute au moyen d'un avis par lequel un associé signifie à ses co-associés sa volonté de dissoudre la partnership.

« Dans ce cas, la dissolution prend effet à la date indiquée dans l'avis, ou bien, à défaut de cette indication, à la date de sa réception. »

A la différence de la cause précédente (arrivée du terme, ou consommation de la négociation), la dissolution ne s'opère pas ici de plein droit, mais résulte de la manifestation de la volonté des associés.

Quant aux conditions de validité de la renonciation, la jurisprudence (1), dans le silence de la Loi, suit encore en ceci le droit d'inspiration latine, en vertu duquel la liberté dont jouit un associé de dissoudre la société est sujette à une double limitation. Il faut que la renonciation ne soit ni de mauvaise foi, ni intempestive ; il importe, en effet, d'un côté, de protéger le patrimoine social contre les renonciations *ab irato*, et, de l'autre, de prévenir des manœuvres dolosives que peuvent parfois dissimuler une renonciation.

En ce qui concerne la forme de l'avis de renonciation, tout acte par lequel l'associé renonçant porte à la connaissance de ses co-associés sa décision est valable. Même une demande introductive d'instance en justice (*Writ of Summons*) aux fins de dissolution et liquidation, sans avis préalable, aura pour effet, aussitôt signifiée à tous les co-associés, de dissoudre la partnership rétroactivement à partir de la date de la demande. L'art. 26 (2), afin d'éviter des contestations sur la preuve de l'avis, déclare qu'un avis écrit sera *suffisant* (mais non pas nécessaire) au cas d'une partnership constituée par acte authentique ou sous sceau (*deed*).

Appendice

Des cas de dissolution de la partnership toute entière par la renonciation, il faut rapprocher les cas où, par l'expression de la

(1) *Blisset v. Daniel* (1851), 10 Ha. 403 : *Neilson v. Mossend Iron. Co.*, (1886) 11 App. Ca. 298.

volonté des associés, il y a seulement expulsion d'un seul ou même de plusieurs associés, sans que cela entraîne nullement la fin de l'existence de la société. Ces cas sont 1) la retraite volontaire d'un associé, et 2) son expulsion de la partnership par la volonté de ses co-associés.

1) La retraite d'un associé consiste dans la cession de sa part sociale à un ou plusieurs de ses co-associés. Elle peut, avec le consentement de tous les intéressés, s'effectuer à tout moment, sous réserve de ne pas être accomplie en fraude des créanciers, par exemple, lorsque la société est insolvable, car alors, d'après la jurisprudence, elle serait sujette à annulation à la demande du Syndic (1).

Souvent les statuts (*Partnership Articles ou Agreement*) renferment des clauses spéciales qui prévoient la retraite.

La loi française du 24 juillet 1867, en faisant allusion à la publicité de la retraite (art. 61), en admet aussi, par là même, la légalité.

2) L'expulsion, au sujet de laquelle la Loi française précitée est muette, sauf pour les sociétés à capital variable (art. 24), requiert pour être légale, d'après l'art. 25 du *Partnership Act*, une clause statutaire expresse.

ART. 25. — « La majorité des associés ne peuvent expulser un quelconque » d'entre eux à moins qu'une convention expresse entre eux ne les y autorise. »

En définitive, la Loi française par son silence, et la Loi anglaise par une disposition expresse et restrictive, parviennent, au fond, au même résultat, l'interdiction, en principe, de l'expulsion, à raison de son caractère humiliant.

Les clauses d'expulsion qui figurent parfois dans les statuts sont considérés par la jurisprudence comme de droit strict, et ne sauraient être invoquées pour masquer la mauvaise foi ou les dispositions malveillantes des autres co-associés (2).

(1) *Ex parte Carpenter* (1828), Mont. & McAr. I ; *Re Kemptner* (1873), 8 Eq. 286.

(2) *Stewart v. Gladstone* (1885), 10 Ch. D. 626 ; *Russell v. Russell* (1889), 14 Ch. D. 471 ; *Barnes v. Youngs* (1898), 1 Ch. 414 ; *Carmichael v. Evans* (1904), 1 Ch. 486.

§ 2. — *Causes de dissolution indépendantes de la volonté des Associés*

1° — DÉCÈS OU FAILLITE D'UN ASSOCIÉ

La partnership étant essentiellement une société par intérêt, et étant basée sur l'*intuitus personæ*, des faits, tels que la mort ou la faillite des associés, qui viennent altérer les conditions de confiance mutuelle qui ont présidé à sa constitution, mettent évidemment fin à son existence. Les associés ont voulu telle ou telle personne comme co-associé à raison de ses qualités personnelles ou de sa solvabilité ; on ne peut guère les forcer à rester en société avec les successibles d'un associé décédé, ou avec le Syndic d'un associé failli. Le Partnership Act (art. 33 (1)), suivant toujours les directives de la législation latine, dissout dans ces cas la partnership à l'égard de *tous* les associés, et sans distinguer si, de par son acte constitutif, elle est à durée fixe ou à durée illimitée.

Art. 33 (1). — « Sauf convention contraire entre les associés, toute partnership est dissoute à l'égard de tous les associés par la mort ou la faillite de l'un quelconque d'entre-eux. »

C'est là une règle qui repose sur la volonté présumée des associés. A cette présomption, toutefois, il est possible de déroger d'après le texte même de l'article précité, par des « clauses de survie » insérées dans les statuts, et prévoyant soit la continuation de la partnership entre les survivants, à l'exclusion des successibles du décédé ou du Syndic du failli, soit la continuation avec ces successibles ou le Syndic.

Deux questions, sur lesquelles le Partnership Act est muet, se posent au sujet de la faillite ; c'est de savoir (a) quel est le point de départ de la dissolution en cas de faillite d'un des associés, et (b) si la faillite d'un associé déclarée par une juridiction étrangère aurait pour effet de dissoudre une partnership en Angleterre.

(a) Le principe de l'effet rétroactif de la faillite, posé par l'art. 37 du Bankruptcy Act, 1914 (*relation back*) (1) fournit la réponse à la première question, en faisant partir la dissolution de la partnership à la date du premier *act of bankruptcy* accompli par

(1) V. ci-dessous p. 176.

l'associé ou à son encontre dans les trois mois antérieurs à la présentation de la demande de séquestre.

(b) Aucune disposition législative, par contre, ne résoud la seconde question, et la jurisprudence n'a pas encore eu à s'en occuper. Mais il est permis, en se basant sur les principes du droit international privé admis en Angleterre, de se prononcer pour la négative, à condition toutefois que le jugement déclaratif de faillite émane de la juridiction du domicile de l'associé ; sans quoi, il serait considéré comme rendu par une juridiction incompétente ; le Syndic étranger ne pourrait réclamer la part sociale de l'associé, et la société continuerait à subsister *integri status* (1).

5° — LE « CHARGING ORDER »

Une des innovations importantes instituées par le Partnership Act, 1890, dans le droit des partnerships est la voie d'exécution spéciale désignée sous le nom de *Charging order* (ou plutôt, *Order charging the partner's interest in the partnership property and profits with payment of the judgment-debt and interest thereon*). Instituée primitivement par deux Lois, les *Judgments Acts* de 1838 (1 & 2 Vict. c. 110, s. 14) et de 1850 (13 & 14 Vict. c. 2, s. 1) comme moyen de saisie-arrêt des rentes sur l'Etat et des actions émises par des Compagnies, cette voie d'exécution a été étendue aux parts sociales dans une partnership, par le Partnership Act, 1890, art. 23.

Aux termes de cet article, et de l'Ordre XLVI. Règle 14 des *Rules of the Supreme Court* (2), l'exécution ordinaire n'est plus autorisée en Angleterre à l'égard des biens d'une partnership, à moins qu'elle ne repose sur un jugement prononcé contre la partnership elle-même ; mais le tribunal peut, à la requête d'un créancier muni d'un jugement obtenu contre un associé. —

(a) rendre une ordonnance qui crée une affectation hypothécaire spéciale de la part sociale de l'associé au paiement du créancier, assurant à celui-ci un privilège jusqu'à concurrence du montant du jugement avec les intérêts ;

(1) *In re Artola Hermanos, Ex parte Châle* (1890), 24 Q. B. D. 640 ; *Re Blithman* (1868), 2 Eq. 23 ; *Galbraith v. Grimshaw* (1910), A. C. 508 ; *In re Anderson* (1911), 1 K. B. 896.

(2) V. ci-dessus, note (1), page 36.

(b) nommer un Séquestre des bénéfices dûs à l'associé en raison de sa part sociale, ou de toute autre somme lui revenant de ce chef ; et

(c) ordonner la reddition des comptes et d'autres mesures d'instruction nécessaires, ou même seulement utiles, pour assurer le paiement de la créance, tout comme si l'hypothèque eût été constituée par l'associé lui-même au profit du créancier. Les co-associés sont libres à tout moment d'effectuer le rachat ou la purge de l'hypothèque.

L'art. 33 (2) du Partnership Act, 1890, dispose, en outre, qu'à la suite d'un pareil *charging order* dirigé contre un associé pour ses dettes personnelles, ses co-associés auront la faculté de prononcer la dissolution de la partnership. Il y a là une similarité évidente entre cette cause de dissolution et la précédente (la faillite).

Le texte de l'article semble ne pas se contenter de ce que la *majorité* des co-associés (s'il y en a plusieurs) fasse la loi à la minorité, mais exige leur *unanimité*.

Il est muet sur le point de départ de la dissolution, mais vraisemblablement elle doit produire effet à la date de l'exercice par les co-associés de la faculté que l'article leur reconnaît.

3°. — L'OBJET DE LA PARTNERSHIP DEVENANT ILLICITE

Aux termes de l'art. 34 du Partnership Act, —

« Une partnership est dissoute dans tous les cas où survient un événement qui rend illicite soit la continuation de l'entreprise sociale, soit sa continuation par les associés réunis en société. »

Nous nous trouvons ici, à la différence de ce que nous avons rencontré avec les causes de dissolution énoncées aux articles précédents (art. 32 et 33), en présence d'une règle d'ordre public, invariable. La dissolution se produit de plein droit, et il ne saurait y être dérogé par la convention des associés.

Des deux hypothèses indiquées au texte, la première semble se référer au cas où la cause ou l'objet de la partnership devient, par l'effet d'une nouvelle loi, illicite, et la seconde plus particulièrement l'incapacité des associés de demeurer en société. Les

points de contact entre les systèmes juridiques français et anglais sont, à ces égards, fort nombreux (1).

L'exemple le plus frappant d'une incapacité survenante est celui de la déclaration de guerre entre deux puissances, qui comporte interdiction du commerce entre leurs sujets respectifs, ou même parfois entre les personnes domiciliées dans les pays belligérants.

Au nombre des cas de dissolution tenant à la cause ou à l'objet des *partnerships*, et fondés sur des raisons d'ordre public ou de bonnes mœurs, on peut citer notamment celui d'associations formées en vue de frauder le fisc en pratiquant la contrebande, d'aider une nation belligérante en faisant la contrebande de guerre, ou encore celui de sociétés qui font le commerce de drogues ou de produits chimiques dont l'importation ou l'exportation viendrait à être prohibée.

SECTION II

DISSOLUTION JUDICIAIRE OU QUASI-JUDICIAIRE

Lorsque les causes de dissolution qui concernent un ou plusieurs associés, ou encore la société toute entière, revêtent une certaine gravité et sont susceptibles de prêter à contestation, il importe de confier leur constatation et leur appréciation à une autorité impartiale.

Le *Partnership Act*, 1890 (art. 35) énumère les cas où l'intervention du Tribunal doit être requise à cet effet ; et, d'après le *Common Law*, la résiliation d'un contrat de société conclu sous l'influence de dol ou même de faux renseignements (*innocent misrepresentation*) ne peut être prononcée qu'en justice. En dehors de ces cas de dissolution proprement *judiciaire*, la jurisprudence (1) reconnaît un cas de dissolution *quasi-judiciaire*, c'est-

(1) Cf. *C. Civ.*, art. 1108 et 1833.

(2) *Belfield v. Bourne* (1894), 1 Ch. 521 ; *Vawdrey v. Simpson* (1896), 1 Ch. 166.

à-dire, par un arbitre. Lorsque les associés ont convenu de soumettre à un arbitre tous les différends nés entre eux, l'arbitre désigné pour statuer sur ces différends a compétence également pour prononcer la dissolution de la partnership.

En ce qui concerne la dissolution *judiciaire* proprement dite, il convient d'indiquer quelles sont les diverses juridictions compétentes avant d'aborder l'examen des hypothèses qui peuvent donner lieu à l'exercice de leurs pouvoirs.

§ 1. — *Les juridictions compétentes*

Le système juridique anglais ne distinguant pas entre les Sociétés commerciales et les Sociétés civiles, et ne possédant pas, d'autre part, de juridictions chargées spécialement de la connaissance de matières commerciales, ce sont les juridictions de droit commun qui connaissent de la liquidation des partnerships.

1. — Les divers ordres de juridiction investis de la compétence au premier degré pour la dissolution des partnerships sont :

1° Pour toute l'Angleterre, la *High Court* (qui, avec la Cour d'Appel, constitue, depuis 1875, la *Supreme Court of Judicature* du Royaume-Uni) ;

2° Les *Chancery Courts* des deux Comtés Palatins, Durham et Lancashire ;

3° Les *County Courts* établies dans les autres Comtés ;

4° Le Juge auquel est attribué la compétence spéciale *ratione materie* pour les affaires d'aliénation mentale (*Judge in Lunacy*).

1° Le *Judicature Act, 1873*, qui (1) fusionna en une seule *Supreme Court of Judicature* les diverses juridictions supérieures qui existaient auparavant en Grande-Bretagne, attribua (2) entre autres, la connaissance de toutes les causes ou affaires se rattachant à la dissolution des partnerships (à l'exception de celles

(1) Aujourd'hui remplacé par le *Supreme Court of Judicature (Consolidation) Act, 1925* (15 & 16 Geo. 5, c. 49), art. 18, 56 (1). Voir aussi *Partnership Act, 1890*, art. 23 (2).

(2) Art. 33 et 34 (3).

ayant leur siège social dans les Comtés Palatins de Durham et de Lancashire) ou à la vérification de leurs comptes; à la *Chancery Division* de la *High Court*, celle-ci formant le premier degré de juridiction de la *Supreme Court of Judicature*. La « *Chancery Division* » a, en somme, ainsi hérité de la compétence de l'ancienne « *Chancery Court* », juridiction exceptionnelle, présidée par le Chancelier du Roi.

2° Les deux « Comtés Palatins », Lancashire et Durham, ont chacun leur propre tribunal de Chancery, dont relèvent les *partnerships* (1) situés dans leurs ressorts respectifs. Les pouvoirs de la Chancery Court de Lancashire dérivent d'une loi de 1890 (53 & 54 Vict. c. 23) (2), art. 3 ; ceux de la Chancery Court du Durham proviennent d'une loi de 1889 (52 & 53 Vict. c. 47) (3).

3° D'après le *County Courts Act*, 1888 (51 & 52 Vict. c. 43), arts. 67 à 69, les County Courts des divers Comtés du Royaume-Uni (à l'exception, bien entendu, de Lancashire et de Durham) connaissent respectivement de la dissolution des *partnerships* établies dans leurs ressorts, et dont l'actif ne dépasse pas 500 livres en valeur.

4° Enfin, d'après la Loi de 1890 sur les aliénés, *Lunacy Act*, 1890 (53 Vict. c. 5), art. 108 et s., le Juge préposé aux affaires d'aliénation mentale (*Judge in Lunacy*) est investi exceptionnellement du pouvoir de prononcer la dissolution d'une *partnership* dont un associé serait atteint de démence ou de folie.

II. — Au second degré.

En vertu de la nouvelle Loi codificative du 31 juillet 1925 sur l'organisation judiciaire — *Supreme Court of Judicature (Consolidation) Act*, 1925 (15 et 16 Geo. 5, c. 49) —

1° La Cour d'Appel est la juridiction de second degré pour les décisions prononcées par les juridictions supérieures, c'est-à-dire, la *High Court* (4), les Chancery Courts de Lancashire et de

(1) Ainsi que les Compagnies enregistrées (*Companies Act*, 1929, art. 163).

(2) V. le *Partnership Act*, 1890, art. 23 (2).

(3) Qui n'est pas mentionnée dans le *Partnership Act*, 1890, sans doute, par un oubli du rédacteur.

(4) Art. 27 de la loi de 1925.

Durham (1) et le Juge préposé aux affaires d'aliénation mentale (2).

2° Les appels des jugements des juridictions inférieures, c'est-à-dire, des County Courts, sont portés devant une *Divisional Court* (3), composée de deux Juges de la High Court.

III. — Un troisième degré de juridiction est constituée par la *Cour d'Appel*, qui est également chargée de connaître des appels interjetés contre les arrêts de la « *Divisional Court* », à condition toutefois que ces appels soient autorisés préalablement, soit par la « *Divisional Court* » elle-même, soit par la *Cour d'Appel*. Il y a là une règle analogue à celle qui, en France, soumet les pourvois en Cassation à un double examen, d'abord, par la Chambre des Requêtes, et ensuite, par la Chambre Civile. Il importe, en effet, de prévenir des appels vexatoires ou simplement *ab irato*, et de ne retenir que ceux qui s'appuient sur des moyens sérieux.

IV. — Enfin, les pourvois (qui sont soumis, d'ailleurs, à la même condition d'autorisation préalable) contre les arrêts de la *Cour d'Appel* sont portés devant la *Chambre des Lords*, juridiction suprême du pays.

§ 2. — Causes de Dissolution Judiciaire

Les faits susceptibles de motiver la dissolution judiciaire sont de deux ordres : 1° Il est des faits qui sont imputables à l'un ou l'autre des associés. Etant susceptibles d'engendrer des contestations, ils requièrent l'intervention d'une autorité impartiale. 2° Il en est d'autres, moins nombreux, qui, tout en étant indépendants de la volonté des associés, n'en sont pas moins de nature à contrarier le fonctionnement normal et régulier de l'entreprise sociale.

(1) Art. 28.

(2) Art. 26 (2).

(3) Art. 24 et 63.

A). — MOTIFS TIRÉS DES FAUTES IMPUTABLES
AUX ASSOCIÉS

1° Dol (*fraud*) ou faux renseignements (*misrepresentation*).

Les déclarations dolosives, ou simplement inexactes, faites par un associé à l'effet de décider un tiers à adhérer à la société peuvent servir de fondement à une demande en résiliation du pacte social de la part de ce tiers. Ce motif présuppose deux conditions :

a) Pour qu'il y ait dol (*fraud*), il faut, tout d'abord, soit une affirmation erronée, soit une dissimulation volontaire, des faits ayant pour effet de rendre inexacte, en substance, l'affirmation (1).

b) Cette affirmation erronée ou inexacte doit porter sur un point essentiel des pourparlers ou des conventions entre les parties. Elle a pu être adressée au tiers lésé, soit directement et individuellement, soit même indirectement par voie de publications ; mais elle a dû avoir pour conséquence de déterminer ce tiers à s'associer au projet ou à l'entreprise des autres membres de la partnership (2).

Le tiers lésé peut opter entre deux voies. Il peut confirmer le contrat, et réclamer une indemnité pour le préjudice qui lui a été causé à raison des déclarations dolosives ou inexactes, ou bien (ce qui nous occupe surtout ici), répudier l'engagement qu'il a contracté sous leur influence, et demander en justice sa résiliation (*rescission*), ainsi que la restitution, avec intérêts, des à-comptes qu'il a versés sur ses parts ou actions, et la constitution d'une garantie contre les réclamations que des tiers pourraient formuler à son encontre en sa qualité d'associé (art. 41, *Partnership Act*, 1890 (3)).

L'action en résiliation du contrat de société, ou, autrement dit, en dissolution de la partnership, est recevable quand même

(1) *New Sombbrero Phosphate Co. v. Erlanger* (1877), 5 Ch. 73 : 3 A. C. 1218 ; *Peek v. Gurney* (1873), 6 H. L. 377 ; *Oakes v. Turquand* (1867), 2 H. L. 325.

(2) *Edgington v. Fitzmaurice*, 29 Ch. D. 459 ; *Redgrave v. Hurd*, 20 Ch. D. 1.

(3) *Redgrave v. Hurd*, l. c. ; *Adam v. Newbigging*, 34 Ch. D. 582 : 13 A. C. 368.

L'associé qui a émis l'affirmation taxée de dolosive ou d'erronée aurait été de bonne foi, et aurait ignoré lui-même son inexactitude.

2° Conduite préjudiciable aux intérêts sociaux.

L'art. 35 (c), P. A. 1890 autorise aussi le tribunal de prononcer la dissolution de la partnership —

« lorsqu'un associé, autre que l'associé demandeur, s'est rendu coupable d'une conduite telle que, vu le caractère de l'entreprise sociale, le tribunal l'estime préjudiciable à la continuation de cette entreprise. »

D'après la jurisprudence, il n'est pas indispensable que la conduite reprochée à l'associé ait trait directement aux affaires sociales : il suffit qu'elle soit de nature à entraver la continuation de relations amicales entre l'associé fautif et ses collègues, ou la marche régulière de l'entreprise sociale, ou encore, qu'elle nuise à la considération dont jouit la société. Il en est ainsi, par exemple, si l'associé s'est exposé à des poursuites correctionnelles pour abus de confiance, ou pour d'autres infractions qui impliquent l'indélicatesse de caractère (1), ou même, s'il s'est livré à la spéculation en Bourse (2).

3° Manquement aux obligations nées du pacte social et disparition de la confiance réciproque.

A l'exemple de l'art. 1871 du C. Civ. fr., l'art. 35 (d) du Partnership Act, 1890, prévoit la dissolution judiciaire d'une partnership —

« lorsqu'un associé autre que l'associé demandeur se refuse délibérément et obstinément à exécuter les obligations prévues à l'acte de société, ou se comporte à d'autres égards, relativement aux affaires sociales de façon que ses associés ne puissent plus demeurer en société avec lui. »

Ce texte ne vise pas de simples querelles dues à des accès de mauvaise humeur, mais des cas de mésintelligence profonde, se manifestant par des disputes continuelles (3), ou bien encore, par

(1) *Essel v. Hayward*, 36 Beav. 158 ; *Carmichael v. Evans* (1904), 1. Ch. 486.

(2) *Pearce v. Foster*, 17 Q. B. D. 536.

(3) *Baxter v. West* (1860) 1. Dr. & Sm. 173 ; *Watney v. Welsh* (1861) 30 Beav. 56-; *Leary v. Shout* (1864) 33 Beav. 582 ; *Harrison v. Tennent*, 21 Beav. 482.

l'opposition systématique d'un des associés aux mesures de gestion proposées par les autres, par la négligence habituelle dans l'administration des affaires sociales (1), ou son refus systématique de concourir aux délibérations (2).

Ici encore, comme dans le cas précédent, le texte prive l'associé en la personne duquel est née la cause de la dissolution de la faculté de s'en prévaloir.

Fort souvent, une clause statutaire permet aux associés eux-mêmes, au cas où un d'entre eux commettrait des actes prohibés, de dissoudre la société sans l'intervention judiciaire.

4° Lorsque le tribunal estime que la dissolution est, dans l'intérêt de tous, « juste et équitable ».

Ce motif, énoncé dans l'art. 35 (f). P. A. 1890, est, à la différence des motifs précédents, une innovation du législateur, inspiré d'une disposition analogue de la loi sur les Compagnies (3), destinés à élargir, au delà des cas énumérés dans les alinéas antérieurs, les pouvoirs d'appréciation du Tribunal. Ainsi, la dissolution s'imposerait lorsqu'il deviendrait impossible, soit d'atteindre l'objet en vue duquel la partnership avait été constituée, soit d'exécuter le pacte social dans toute sa teneur (4).

Deux hypothèses particulières méritent de retenir notre attention.

a) *Le mariage d'une femme associée.* Le *Married Woman's Property Act* du 10 août 1882 (45 & 46 Vict. c. 75) ayant permis à la femme mariée d'avoir un patrimoine propre, distinct de celui de son mari, et le *Married Woman's Property Act* de 1893 (56 & 57 Vict. c. 63) étant venu ensuite lui accorder, quand même elle n'aurait pas de « propres », la pleine capacité de contracter (par suite, de s'associer) en engageant ses biens aliénables à venir, il en résulte qu'à la différence de la femme française, la femme an-

(1) *Cheseman v. Price* (1865) 35 Beav. 142.

(2) *De Berenger v. Hamel* (1829) 4 B. et J. 287.

(3) V. ci-dessous pp. 305, 311, et arts. 168 (6) et 338 (1) (d) (iii) du *Companies Act*. 1929.

(4) *Barling v. Dix*, 1 Cox 213 ; *Harrison v. Tennent*, 1. c. ; et *Electric Tel Co. of Ireland*, 22 Beav. 471.

glaise peut librement, et sans aucune autorisation maritale, être associée dans une société, et que son mariage ne dissout plus de plein droit la société. Rien ne s'oppose, cependant, à ce qu'on invoque son mariage pour justifier la dissolution *judiciaire* de la société, en établissant qu'il entrave la liberté d'action de la femme dans les affaires sociales.

b) La seconde hypothèse, celle de la *cession des parts ou intérêts d'associés*, touche au principe même de la partnership, qui est essentiellement une « société de personnes », fondée sur l'*intuitus personarum*, comportant, par là même, l'incessibilité des parts sociales sans l'assentiment de tous les associés. Cependant, la question n'a pas reçu de solution définitive, ni en législation, ni en jurisprudence. Au point de vue historique, on peut distinguer deux périodes, séparées l'une de l'autre par la promulgation du Partnership Act, 1890.

1) Avant 1890, le Common Law, s'en tenant à la nature et à l'origine de la partnership, décidait que la cession des parts dans une partnership à durée *illimitée* entraînait dissolution de celle-ci ; mais il était hésitant en ce qui concernait une partnership à durée *fixe*. Admettre, en pareil cas, sa dissolution avant l'arrivée du terme prévu pour sa durée, c'était permettre à un associé de faire par un détour ce qu'il lui était défendu de faire directement. Par ailleurs, il n'aurait guère été juste de forcer ses co-associés à demeurer en société avec le nouveau cessionnaire. Aussi, la jurisprudence refusait-elle l'action en dissolution au *cédant* ou au *cessionnaire*, mais elle l'accordait aux seuls *co-associés*.

2) Le Partnership Act, 1890, ne fait aucune allusion, dans la rubrique consacrée à la dissolution (art. 32 et s.), à la cession des parts sociales. Aussi en déduit-on qu'elle ne constitue pas, en elle-même, un motif distinct de dissolution ; mais la saisie-arrêt (*charging order*) de la part d'associé étant mentionnée expressément comme cause de dissolution (1), on serait à même d'en conclure que la cession de la part sociale pourrait être comprise parmi les circonstances de fait dont le tribunal tiendra compte en appréciant ce qui est « juste et équitable ».

(1) Dans l'art. (3) ; v. ci-dessus p. 68.

B). — MOTIFS TIRÉS DES FAITS NON IMPUTABLES
AUX ASSOCIÉS

1° Incapacité ou infirmité permanente (y compris la démence ou la folie) d'un associé.

Ce motif fait l'objet, dans l'art. 35, P. A. 1890, de deux alinéas, l'alinéa *b*) énonçant le principe, et l'al. *a*) son application dans les termes suivants :

ART. 35. — « A la demande d'un associé, le tribunal pourra prononcer la dissolution d'une *partnership* :

« a) lorsqu'un associé est jugé dément après enquête (*inquisition*), ou en Ecosse, après cognition, ou que le tribunal l'estime atteint de folie permanente. Dans tous ces cas la demande en dissolution peut être introduite aussi bien pour le compte de cet associé, par son curateur (*Committee*), ou proche ami (*next friend*) ou autre personne ayant droit d'intervenir, que par un co-associé ;

« b) lorsqu'un associé quelconque, exception faite de l'associé demandeur, devient de quelque manière que ce soit définitivement incapable d'exécuter ses obligations nées du pacte social ».

En Droit anglais, la dissolution peut être prononcée à la suite, soit *a*) d'une procédure d'enquête spéciale avec un jury (dénommée *inquisition*), correspondant à celle suivie en France (1) pour l'interdiction, et aboutissant à un jugement qui, après constatation de la démence de l'associé (*lunatic so found by inquisition*), nomme un curateur à ses biens (*committee of the lunatic*) ; soit *b*) de la procédure normale, auquel cas, il faut apporter la preuve du caractère permanent ou incurable de la démence.

Ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, le Juge préposé aux affaires d'aliénation mentale est, à titre exceptionnel, investi de la compétence pour les actions en dissolution des *partnerships* auxquelles un aliéné est intéressé (*Lunacy Act*, 1890, art. 108 et s.)

L'incapacité permanente résultant des causes autres que l'aliénation mentale ne peut servir de base à une action en dissolution intentée par l'associé qui en est victime, mais seulement par ses co-associés.

(1) D'après l'art. 890 et s. du Code de Procédure Civile.

2° Exploitation de l'entreprise sociale se soldant par des pertes.

Si, par définition même, un but pécuniaire, l'acquisition des bénéfices ou la réduction des pertes inhérentes à certains risques, constitue le fondement de toute partnership, celle-ci n'aura plus aucune raison d'être dès qu'il sera certain que la continuité des pertes compromet gravement le capital de l'entreprise sociale. Mais par delà même que c'est une matière qui prête à contestation entre les associés, le législateur leur a dénié toute compétence à ce sujet, pour la confier au pouvoir judiciaire (art. 35 (e), P. A.).

La demande à cet effet peut être formulée par l'un quelconque des associés.

SECTION III

POINT DE DÉPART DE LA DISSOLUTION

PUBLICITÉ — EFFETS

Le point de départ de la dissolution dépend, en règle générale, du motif sur lequel elle a été fondée. Cependant, des dérogations viennent modifier cette règle.

1° L'art. 32 *in fine* dispose expressément que lorsqu'une partnership à durée illimitée est dissoute par avis de renonciation, la dissolution est réputée commencer à la date indiquée à cet effet dans l'avis, où, à défaut de cette indication, à la date de sa signification à tous les intéressés. Mais un associé est libre d'initier une instance en dissolution d'une partnership à durée illimitée, sans signifier, au préalable, aucun avis de renonciation ; dans ce cas, la demande introductive d'instance (*Writ of Summons*) tient lieu d'avis, et la dissolution prend effet du jour de sa signification.

2° La faillite. — Le Partnership Act étant muet à ce sujet, il semble raisonnable de faire coïncider dans cette hypothèse le point de départ de la dissolution avec le « commencement de la faillite », tel qu'il est défini par le *Bankruptcy Act* du 10 août 1914. Or, d'après l'art. 37⁽¹⁾ de cette loi (1), la faillite est réputée « commencer » : a) en principe, rétroactivement à l'époque à laquelle a

(1) V. ci-dessous, p. 176.

été accompli l'acte susceptible d'entraîner la faillite (*act of bankruptcy*) qui a donné lieu au premier jugement de la procédure, le Jugement de Séquestre (*Receiving Order*) ; ou b) s'il a été commis plusieurs de ces *acts*, à l'époque où a été accompli le premier en date d'entre eux, pourvu qu'il se place dans les 3 mois antérieurs à la demande de Séquestre (*Bankruptcy Petition*).

Puis, d'après les arts. 107 (4) et 37 (2) combinés, lorsqu'un créancier qui a obtenu un jugement forme une demande en contrainte par corps du débiteur en vertu de l'art. 5 du *Debtors' Act* du 9 août 1869, le tribunal peut, au lieu d'ordonner la contrainte par corps, prononcer un Jugement de Séquestre à l'égard des biens du débiteur. Dans ce cas, le débiteur sera considéré comme ayant commis un *act of bankruptcy* à la date de ce jugement. Si sa faillite définitive survient ultérieurement, elle produira effet comme dans l'hypothèse précédente, et sera réputée commencer au jour du Jugement de Séquestre, et s'il apparaît que le failli avait antérieurement accompli un autre *act of bankruptcy*, elle interviendrait au jour du premier en date des *acts of bankruptcy* qui aurait été accomplis dans les 3 mois précédant le Jugement de Séquestre.

3° Comme, aux termes exprès de l'art. 33 (2), P. A., l'ordonnance de saisie-arrêt (*charging order*) à l'égard d'un associé, n'est qu'une cause facultative de dissolution (1), la société ne peut être réputée dissoute que du jour où les co-associés auront exercé cette faculté.

4° Quant à la dissolution prononcée en justice, elle prend date, en principe, au jour du jugement, à moins que le dispositif ne constate que la société avait déjà été valablement dissoute par un avis de renonciation, auquel cas c'est la date de cet avis qui fixera le point de départ de la dissolution. Au cas d'une *partnership* à durée illimitée, c'est la date de la demande introductive d'instance (*Writ of Summons*) en dissolution qui fixe, à défaut d'une renonciation antérieure, la date de la dissolution.

Enfin, 5° dans l'hypothèse particulière d'aliénation mentale d'un associé, si les co-associés ont valablement dissous la société en vertu d'une clause statutaire, la dissolution remontera, quant

1) V. ci-dessus, p. 68.

à sa date, au jour où elle aura été décidée par les co-associés, et non pas au jour du jugement.

EFFETS DE LA DISSOLUTION. — 1° La Société étant dissoute, il y a lieu à la liquidation, et au partage.

2° En principe, à partir de la dissolution, le mandat réciproque des associés prend fin. Ni la société ni aucun de ses membres ne peuvent désormais entreprendre de nouvelles affaires ou contracter de nouveaux engagements pour le compte de la société. Toutefois, afin de ne pas entraver les opérations de la liquidation, la loi laisse subsister le mandat réciproque des associés, ainsi que leurs droits et obligations, dans la mesure où cela est nécessaire ou seulement utile à la liquidation. Aux termes de l'art. 38, P. A. —

« Après la dissolution de la *partnership*, le mandat de chaque associé a l'effet de lier la société, ainsi que les autres droits et obligations des associés, subsistent nonobstant la dissolution, en tant qu'ils sont nécessaires pour liquider les affaires sociales, ou pour achever les opérations en cours lors de la dissolution.

« Toutefois la société ne sera point tenue des actes d'un associé failli. Mais cette réserve ne diminue en rien la responsabilité d'un associé qui, après la déclaration de faillite, s'est représenté, ou s'est laissé volontairement représenter, comme étant encore associé avec le failli ».

Cette prorogation du mandat des associés, ainsi que de leurs droits et obligations, s'explique par les mêmes raisons pratiques que la fiction, en Droit français, de la survie de la personnalité morale d'une société dissoute. L'intérêt même des associés et la sauvegarde de leur patrimoine social commandent que la marche régulière de la liquidation se poursuive sans qu'aucune atteinte soit portée au crédit ou aux droits acquis de la société. Aussi chacun des associés peut-il, après la dissolution, payer les dettes sociales, comme, à l'inverse, il peut recevoir paiement de celles qui étaient dues à la société ; il peut vendre et convertir en argent des biens compris dans le patrimoine social (1) et, afin d'achever les opérations en cours lors de la dissolution, les donner

(1) *Fox v. Hanbury*, (1776) Cowp. 445 ; *Morgan v. Marquis*, 9 Exch. 145.

en hypothèque ou en gage, pour garantir une dette sociale contractée antérieurement à la faillite (1).

Il est à noter, toutefois, que seul le mandat des *associés solvables* est prorogé (2^e al. de l'art. précité). L'associé failli, dont le patrimoine propre est en cours de liquidation, ne saurait guère prétendre au maintien de son mandat pour aider à la liquidation de la société. Cependant, celui des associés qui, volontairement ou par négligence, en s'abstenant des notifications ou des publications nécessaires, laisserait des tiers sous l'impression (*holding out*) que l'associé failli est encore son mandataire, en supportera les conséquences, en ce qu'il sera tenu envers ces tiers des engagements contractés par le failli. Il y a là une application du principe du mandat tacite.

PUBLICITÉ DE LA DISSOLUTION. — La *partnership* constituant pas une personne juridique, aucune disposition positive ne prescrit expressément la publication des actes relatifs à sa constitution ou à son activité. Il importe, cependant, dans l'intérêt même des associés, de procéder à la publicité de sa dissolution. Les tiers en relation d'affaires avec la société et qui ignoreraient sa dissolution pourraient, sans cela, être portés à accorder du crédit à l'un quelconque des associés sous la foi de la responsabilité conjointe de tous. La cessation, par l'effet de la dissolution, de leur mandat réciproque ne peut donc être vraiment efficace qu'à la suite de sa publication, dont deux dispositions de la Loi, art. 36 et 37, font d'ailleurs ressortir les avantages.

ART. 36. — « 1^o Une personne qui fait des affaires avec une société après qu'une modification a été apportée à sa constitution est en droit, jusqu'à ce que cette modification ait été portée à sa connaissance, de considérer tous les associés apparents de l'ancienne société comme en étant encore associés.

« 2^o Une annonce insérée dans la *Gazette de Londres*, si la société a son principal établissement en Angleterre ou en Pays de Galles, dans la *Gazette d'Edimbourg*, s'il s'agit d'une société dont le principal établissement se trouve en Écosse, et dans la *Gazette de Dublin*, s'il s'agit d'une société ayant son principal établissement dans l'Irlande du Nord, servira d'avis au tiers qui n'étaient

(1) *Butchart v. Dresser*, 10 Ha. 453 ; *Re Clough*, 31 Ch. D. 324.

pas en relation d'affaires avec la société antérieurement à la date de la dissolution ou de la modification ainsi annoncée.

« 3^o Le patrimoine d'un associé décédé, d'un associé failli, ou d'un associé qui se retire de la société et dont la qualité d'associé était ignorée des tiers qui avaient des relations d'affaires avec elle n'est pas tenu des dettes sociales contractées après la date de sa mort, de sa faillite, ou de sa retraite. »

Le premier alinéa précité n'est, en réalité, que l'affirmation et l'application particulière aux sociétés du principe général que le mandat ostensible continue à produire tous ses effets tant qu'il n'est pas révoqué. L'expression générale de « modification apportée à sa constitution », dans cet alinéa et le suivant, comprend aussi bien le cas de dissolution de la société toute entière, que la retraite d'un ou de plusieurs de ses associés (v. ci-dessus p. 65).

Le troisième alinéa énonce trois dérogations au principe ainsi posé, c'est-à-dire, trois hypothèses où, malgré le défaut de publication ou de notification, le patrimoine de l'associé n'est pas tenu des dettes contractées par la Société après la dissolution ou la retraite.

a) Le *décès* d'un associé. Il était à peine nécessaire de dire que le patrimoine d'un associé décédé ne répond pas des dettes contractées par ses co-associés postérieurement à sa mort, car, d'après le droit commun anglais, ainsi que, d'ailleurs, d'après le droit commun français (C. Civ. art. 2003), tout mandat, étant donné en considération de la personne, prend fin par la mort du mandant ou du mandataire. Le législateur a cependant, par surcroît de prudence, réitéré la règle encore dans l'art. 14 (2) relativement à l'usage de la raison sociale, dans les termes suivants :

« Si, après le décès d'un associé, l'entreprise sociale est continuée sous la même raison sociale, l'emploi de celle-ci seule ou avec l'adjonction du nom de l'associé décédé ne rendra pas les administrateurs ou les exécuteurs testamentaires de celui-ci responsables des dettes contractées postérieurement au décès. »

b) La *faillite*. De même que la faillite de la partnership toute entière éteint de plein droit le mandat des associés, la faillite d'un seul d'entre eux éteint le sien (art. 33 (1) et 38, P. A.), et exempte le failli, d'autre part, des dettes contractées postérieurement par ses co-associés solvables.

c) La troisième dérogation indiquée à l'art. 36, 3° précité est plus apparente que réelle. Si un associé occulte (*dormant partner*), celui dont on ignore la qualité d'associé, se retire de la société, il n'est plus lié, même en l'absence de toute notification ou publication, par les actes de ses anciens co-associés accomplis postérieurement à sa retraite. Les tiers ne l'ayant jamais considéré comme associé, la raison d'être de la publicité ici fait défaut.

L'art. 37 autorise, en outre, chacun des associés à faire les publications nécessaires afin de prévenir les effets fâcheux que pourrait avoir le retard apporté en cette matière.

ART. 37. — « Tout associé peut rendre publique la dissolution de la société ou la retraite d'un co-associé ; il peut requérir les autres co-associés de concourir à tout acte qui serait nécessaire ou utile à cet effet et ne pourrait être fait sans leur concours. »

CHAPITRE II

LA LIQUIDATION

La liquidation d'une *partnership* peut, selon le nombre d'associés dont celle-ci se compose, revêtir l'une ou l'autre de deux formes suivantes :

1° La forme autonome du *Partnership Act 1890*, — toutes les opérations de la liquidation étant laissées à l'initiative et à la direction des associés eux-mêmes :

Ou 2° Si la *partnership* se compose de plus de 7 associés, et revêt, par là même, l'importance d'une « Compagnie non-enregistrée », la forme judiciaire, une de celles qui sont possibles pour la liquidation des « Compagnies enregistrées » (*Companies Act*, 1929, art. 337 et s.). Nous en exposerons les règles dans la Troisième Partie de cette étude, qui sera consacrée spécialement à la liquidation des « Compagnies non-enregistrées ».

Dans le présent Chapitre nous nous bornons à indiquer les règles principales de la liquidation, telles qu'elles sont édictées par le *Partnership Act*, 1890.

Cette loi ne renferme qu'un très petit nombre de dispositions relatives à la liquidation. Elles sont consacrées à des points que le législateur a cru devoir réglementer d'une manière précise au lieu de les laisser à l'incertitude de la jurisprudence. Ainsi, elle est muette au sujet de la nomination du liquidateur, ou d'autres organes de la liquidation. Chacun des associés a donc un droit égal, en raison de sa part sociale, de la prorogation de son mandat et de son droit de gestion (art. 9 à 12, et 24, 5°), à participer à la liquidation. Ils peuvent tous d'un commun accord s'en décharger entre les mains d'un ou de plusieurs liquidateurs désignés par eux, et, de fait, la pratique se répand de jour en jour de nommer comme liquidateurs des experts-comptables diplômés (*Chartered Accountants*), surtout pour la liquidation des *partnerships* où les intérêts

en jeu sont importants. Le Tribunal n'intervient que quand les différends s'élèvent entre les associés. Il nomme, par exemple, un Séquestre (*Receiver*) afin de conserver l'actif, ou bien encore, un Séquestre-Gérant (*Receiver and Manager*), pour continuer l'exploitation (1).

VENTE DE L'ACTIF.— Chaque associé est investi, de par la loi, pour la garantie de sa part sociale, d'un droit de rétention (*lien*) aussi bien sur le patrimoine social que sur les parts sociales de ses divers co-associés (art. 39). Ce droit se traduit en pratique, sauf convention contraire, par un droit de provoquer la vente de ce patrimoine en vue d'arriver, après le paiement du passif, au règlement des droits respectifs des associés entre eux. A la différence de la législation française(1), le Droit anglais n'admet pas de partage en nature ; aussi, la transformation de l'actif social en espèces aux fins de liquidation s'impose-t-elle, sauf au tribunal à déterminer, en cas de contestation, les conditions de la vente, ou même, dans l'intérêt de tous les ayants-droit, à la différer, et à nommer, jusqu'à la réalisation définitive, un Séquestre ou un Séquestre-Gérant (2).

L'actif social qui fait l'objet de la vente comprend, entre autres choses, le fonds de commerce (*goodwill*) avec tous ses éléments incorporels, tels que le droit au bail, la raison sociale, et les créances (*book-debts*).

D'abord, à la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de la partnership, chaque associé sortant qui cède sa part sociale dans le *goodwill* n'en garde pas moins, sauf stipulation contraire, le droit d'ouvrir un commerce identique pour son propre compte, même dans le voisinage, sans pouvoir être accusé de concurrence déloyale, à condition toutefois qu'il n'incite pas les clients de

(1) C. Civ. art. 826, 832 et 1872.

(2) *Taylor v. Neate* (1888) 39 Ch. D. 538 ; *Pini v. Roncoroni* (1892) 1 Ch.

l'ancienne maison à la désertier pour se fournir chez lui (1). Mais il n'a point le droit de s'intituler le continuateur de la maison dissoute (par exemple, un tel « anciens établissements X »). Seul l'acheteur a ce droit : seul il use à titre exclusif de l'ancienne raison sociale (ou nom commercial), à condition, bien entendu, que cette raison, ou ce nom ne se compose pas, en totalité ou en partie, du nom propre d'aucun des anciens associés. Cela pourrait induire les tiers à supposer qu'il est associé avec l'acquéreur (2).

Les créances (*book-debts*) de la société dissoute font également partie de son actif, et sont, comme telle, susceptibles d'être vendues ou cédées, avec le fonds de commerce ou d'une manière indépendante ; leur transport juridique sur la tête de l'acquéreur est ensuite assuré au moyen d'un acte notarié, accompagné des significations prescrites par l'art. 136, *Law of Property Act*, 1925 (15 Geo. 5, c. 20) (3).

ORDRE DE COLLOCATION DES CRÉANCIERS. PRIVILÈGE DE LA RÉPÉTITION DES « PRIMES ». — Les créanciers de la société sont, ou bien des tiers qui ne font pas partie de la société, ou bien les associés eux-mêmes. Parmi ces derniers la plupart auront fait un apport en capital : d'autres auront peut-être prêté ou avancé des valeurs, et d'autres enfin auront acheté leurs parts à prix d'argent à leurs co-associés. La question se pose alors de savoir dans quel ordre de priorité il faut régler sur l'actif disponible ces diverses catégories de créances.

1° La loi de 1890 accorde, dans certains cas, un privilège à l'associé qui a acheté sa part sociale, et a été trompé dans son at-

(1) *Churton v. Douglas*, Johns. 174 ; *Cruikwell v. Lyc*, 17 Ves 335 ; *Labouchere v. Dawson*, 13 Eq. 322. Pour parer à cet inconvénient, on insère le plus souvent dans le cahier des charges ou dans l'acte de vente notarié, une clause par laquelle chacun des associés s'engage formellement à ne pas venir concurrencer avec l'acquéreur en deçà d'une distance déterminée, ou dans la même ville.

(2) *Gray v. Smith*, 43 Ch. D. 208 ; *Burchell v. Wilde* (1900), 1 Ch. 551 ; *Townsend v. Jarman*, (1900), 2 Ch. 698.

(3) Voir ci-dessous, p. 167.

tente par suite de la dissolution prématurée de la société. Le prix d'achat, dénommé *premium* (prime), ne constitue pas un nouvel apport au capital de la société, faisant partie, comme tel, de son fonds d'exploitation, mais un versement fait à titre personnel et propre à l'associé vendeur, en rémunération de la part sociale qu'il a cédée. Il va de soi, que, dans une société à *durée indéfinie* (*partnership at will*), les associés ont dû avoir envisagé, dès l'origine, la possibilité que leur société soit dissoute à tout moment, et avoir voulu délibérément en courir le risque. Il n'y a lieu par suite, dans ce cas, à aucune restitution (1) ni à aucune réparation.

Aucune prétention à la restitution de la « prime » ne saurait non plus, sauf convention contraire (art. 33, P. A.), être formulée à raison de ce que la société, même à *durée déterminée*, serait dissoute par suite d'une *cause naturelle* telle que la mort (2) d'un des associés.

Mais la dissolution prématurée d'une société à *durée déterminée*, intervenant pour d'autres raisons que la mort (ainsi, la faillite (3) d'un associé) peut constituer une absence, totale ou partielle, de « cause » juridique (*total or partial failure of consideration*), susceptible de motiver la répétition de la prime, à moins que, aux termes de l'art. 40, P. A., la dissolution. —

a) ne soit due, en tout ou en partie, à la faute de l'associé demandeur,

ou b) ne se soit produite dans les conditions prévues par des clauses statutaires, comme ne devant donner lieu à aucun remboursement de la prime.

Par contre, la restitution s'impose entre deux associés dans le cas où : a) il n'y aurait aucune faute à reprocher ni à l'un ni à l'autre ; b) la dissolution aurait été provoquée par la faute de celui qui a reçu la prime ; il serait injuste alors de lui en laisser le

(1) *Tattersall v. Groote* (1800) 2 Bos. & Pul. 134.

(2) *Whincup v. Hughes* (1871) C. P. 78 ; *Ferns v. Carr* (1885) 28 Ch. D. 409.

(3) *Hamil v. Stokes* (1817) Dan. 20 ; *Akhurst v. Johnson* (1818) Swans. 85 ; *Freeland v. Stanfield* (1854) 2 Sm. & G. 479.

bénéfice. Il appartient au tribunal, s'il trouve la demande en répétition bien fondée, d'en apprécier la quotité, en tenant compte des stipulations statutaires et du temps couru et restant encore à courir sur la durée primitivement convenue pour la société. En règle générale, le montant restitué est proportionnel à la période qui reste encore à courir pour arriver au terme final (1).

2° Il va de soi que les associés ne sauraient être, à d'autres égards, avantagés au détriment des créanciers. Mais les associés qui sont, en même temps, créanciers jouissent, en vertu de l'art. 44 (b), d'un rang de faveur par rapport aux associés qui ne prétendent qu'à leur part sociale. Aux termes de cet article :

« L'actif social, y compris les apports faits par les associés pour suppléer aux pertes ou à l'insuffisance du capital, sera réparti comme suit :

« 1°. — Paiement des dettes dues par la société à des tiers étrangers :

« 2°. — Remboursement à chaque associé au marc le franc des sommes qu'il a avancées (par opposition au capital) ;

« 3°. — Remboursement à chaque associé au marc le franc de ce qu'il a apporté à la société en capital. »

(1) *Astle v. Wright* (1856) 23 Beav. 77 ; *Pease v. Hewitt* (1862), 31 Beav. 22 ; *Wilson v. Johnson*, (1873), 16 Eq. 606 ; *Atwood v. Maude*, (1888), 3 Ch. 369.

CHAPITRE III

LE PARTAGE

Le reliquat éventuel de l'actif, après paiement du passif, est réparti entre les associés proportionnellement à leurs droits respectifs aux bénéfices (art. 44 (b), sous les réserves suivantes :

1° Nous avons déjà signalé plus haut (1) la créance en dommages-intérêts qui pouvait naître au profit d'un associé dont l'adhésion avait été provoquée par le dol (*fraud*) ou par des renseignements mensongers (*misrepresentation*). Aux termes de l'art. 41 du Partnership Act, l'associé lésé qui obtient la résiliation judiciaire (*rescission*) de son engagement et des dommages-intérêts peut aussi demander cumulativement les garanties suivantes :

« a) un privilège ou droit de rétention (*lien*), sur le reliquat de l'actif social, après paiement du passif, jusqu'à concurrence de la somme payée par lui pour l'achat de sa part sociale et pour son apport en capital ;

b) une subrogation aux droits des créanciers sociaux qu'il a payés ;

c) une garantie fournie par l'associé qui s'est rendu coupable de dol ou a donné de faux renseignements, laquelle garantie aurait pour but de mettre l'associé à l'abri du passif social. »

2° Normalement, le partage sera fait en prenant en considération la valeur de l'actif et du passif à la date de la dissolution. Mais, dans les cas suivants, il y a lieu de tenir compte des bénéfices qui ont pu être réalisés *depuis la dissolution* :

a) lorsqu'un associé aura stipulé que son apport devait demeurer à la charge de autres associés à titre de prêt à intérêt, il aura droit à sa part de capital avec les intérêts convenus ;

b) si les autres co-associés continuent l'exploitation sociale après la mort ou la renonciation d'un associé sans lui rembourser sa part, celui-ci ou ses ayants-droit, peuvent réclamer, soit une

(1) V. ci-dessus, p. 74.

part proportionnelle des bénéfices réalisés depuis la dissolution, soit un intérêt de 5 % de sa part sociale (art. 42 (1)).

Mais, c) il n'y a pas à tenir compte, pour le partage, ni des intérêts, ni des bénéfices postérieurs à la dissolution, si les autres associés ont exercé, conformément aux conventions statutaires, la faculté de racheter la part de l'associé sortant ou décédé, et en ont dûment versé le prix (art. 42).

3° Sauf convention contraire, les pertes sont prélevées, en premier lieu, sur les bénéfices, et ensuite, sur les capitaux. En cas d'insuffisance des uns et des autres, elles sont supportées personnellement par les associés au *pro rata* de leurs droits respectifs dans le partage des bénéfices (art. 44 (a)).

4° Notons, en dernier lieu, qu'à l'exemple de l'art. 64 du Code de Commerce français, l'art. 43 du Partnership Act soumet, en règle générale et sauf convention contraire, les réclamations des associés à une prescription. Celle-ci est de six ans à partir de la dissolution de la société.

TITRE DEUXIEME

La Liquidation d'une Partnership simple après Faillite

Si le Partnership Act 1890 (1) prévoit que la faillite de l'un quelconque des associés rompt le pacte social à l'égard de tous les associés, il ne renferme aucune disposition relative au mode de liquidation de la partnership ainsi dissoute. Aussi faut-il avoir recours, en ce qui concerne cette matière si importante, à la législation spéciale des Faillites, contenue maintenant dans le *Bankruptcy Act* du 10 août 1914 et le Règlement du 28 décembre 1914 (désigné sous le nom de « Bankruptcy Rules 1915 »).

Dans le cas (le seul qui nous occupera dans le présent Titre) où la dissolution résulte de la *faillite de tous les associés*, survenue successivement ou simultanément, on se trouve en présence de la faillite de la partnership toute entière. C'est d'ailleurs, le seul moyen possible, en fait et en droit, de mettre en faillite une partnership, celle-ci étant dépourvue de la personnalité civile, distincte de celles de ses associés. L'art. 288 du Règlement précité dispose, en effet, que —

« La déclaration de faillite ne sera pas prononcée à l'égard de la *partnership* en son nom collectif, mais à l'égard de chacun de ses associés nominativement. »

L'ensemble de la procédure, ainsi que les causes qui déterminent la mise en faillite d'une partnership, sont régis par les mêmes règles que s'il s'agissait de la faillite individuelle de chaque associé. Un très petit nombre de dispositions, fort importantes cependant (Art. 33 (6), 62, 114 à 119, du Bankruptcy Act, 1914

(1) Art. 23.

Règlement de 1915, art. 120, 121, 278 à 296 et 368) traitent plus particulièrement de la faillite des partnerships.

Le Companies Act, 1929 (art. 337 à 342) prévoit, en outre, la liquidation des partnerships qui groupent plus de 7 personnes comme des « compagnies non-enregistrées ». Il en sera parlé dans la Troisième Partie de cette étude.

Suivant la méthode que nous avons adoptée jusqu'à présent, nous commencerons par un bref aperçu historique de la législation, pour indiquer ensuite, à mesure que nous parcourrons les diverses étapes de la procédure, les règles propres à liquidation de la partnership.

CHAPITRE I

APERÇU HISTORIQUE DE LA LÉGISLATION SUR LA FAILLITE

Le Droit des faillites est une des rares institutions du Royaume-Uni qui aient pris naissance, non dans le Droit Coutumier (*Common Law*), mais dans le Droit Ecrit (*Statute Law*). C'est aussi celui qui a subi les plus de remaniements. La législation qui commença sous le règne des Tudors (au xvi^e Siècle) n'échappa pas au trait caractéristique de toute législation primitive sur cette matière : elle considéra le failli comme un malfaiteur contre lequel il fallait sévir. Elle resta, d'autre part, jusqu'en 1861, applicable aux seuls commerçants.

La première loi à ce sujet, celle de 1543 (34 et 35 Henri VIII, c. 4) visait surtout le débiteur frauduleux qu'elle traitait en malfaiteur. Elle autorisait le Lord Chancelier à saisir et à vendre ses biens au profit de ses créanciers ; le partage en était opéré entre eux suivant un principe d'égalité, au *pro rata* de leurs créances respectives.

Puis, petit à petit la législation élaborait les grands principes du régime anglais des faillites. C'est ainsi qu'une Loi de 1571 (13 Eliz, c. 7) vint poser le principe que la déclaration de faillite exigeait que le débiteur ait accompli un des *acts of bankruptcy* (actes susceptibles d'entraîner la déclaration de faillite) dont elle donna une énumération. Cette Loi élargit aussi les pouvoirs judiciaires relatifs à l'interrogatoire des témoins.

La Loi de 1603 (1 Jac. 1 c. 15) prononça la nullité des aliénations faites à titre gratuit par le débiteur avant sa faillite. Celle de 1623 (21 Jac. 1. c. 19) établit le principe de la « propriété présumée », d'après lequel les biens qui sont en la « possession apparente » du failli lors du jugement déclaratif sont présumés lui appartenir en toute propriété, et faire ainsi partie de l'actif qui sera partagé entre ses créanciers.

Une Loi de 1706 (4 Ann. c. 71), quelque peu inspirée de l'Ordonnance sur le Commerce de Louis XIV (Titre XI), proclama

le principe qu'un failli déclarant et faisant abandon (*cessio bonorum*) de tout son avoir à ses créanciers, et faisant preuve de son entière sincérité et bonne foi recevrait des Commissaires de la Faillite un certificat (*certificate of conformity*) attestant qu'il s'était dûment conformé aux dispositions de la Loi. Ce certificat, une fois confirmé par le Lord Chancelier, libérait le failli désormais de toute dette contractée antérieurement à sa faillite. Dès lors, le Droit des faillites changea de caractère. Abandonnant le domaine du Droit Pénal, qui jusque-là envisageant le failli comme un criminel lui infligeait des peines sévères (la personne et les biens du failli étaient, en effet, à la merci de ses créanciers tant qu'il n'avait pas acquitté jusqu'au dernier centime de ses dettes), il commença à s'inspirer désormais de conceptions de justice et d'humanité, et essaya de concilier les intérêts des créanciers avec l'amélioration du sort du débiteur honnête, mais malheureux.

La Loi de 1721 (7 Geo. 1, c. 31) admit au passif de la faillite les créances payables à terme et non encore échues. Celle de 1732 (5 Geo 2 c. 30) punit de peines correctionnelles le failli qui se déroba à l'interrogatoire, ou dissimulait ou divertissait ses biens, et admit la compensation dans la liquidation des créances (*mutual credits and dealings*).

Au début du XIX^e siècle, la Loi de 1806 (46 Geo. 3, c. 135) dérogea à la règle de la nullité en faveur de certains paiements et de certains actes de disposition (dénommés *protected transactions*) consentis par le failli antérieurement au jugement de faillite.

Une Loi de 1813 (53 Geo. III, c. 10) dite *Lord Redesdale's Act*, créa, à côté de la procédure de *bankruptcy* (faillite) réservée aux seuls commerçants, une procédure distincte d'*insolvency* (insolvabilité) pour les non-commerçants, et dont devait connaître une juridiction spéciale, la *Court for the relief of insolvent debtors in England*. Un débiteur ne pouvait plus être emprisonné indéfiniment par ses créanciers. Il pouvait requérir du nouveau tribunal sa relaxe moyennant l'abandon de la totalité de ses biens à ses créanciers.

La loi de 1825 (6 Geo. 4, c. 16) se montra favorable à l'admission de la demande faite par le débiteur lui-même de sa propre mise en faillite, en reconnaissant, parmi les causes d'ouverture de celle-ci, l'aveu fait par le débiteur de son état d'insolvabilité. Elle

fit aussi, dans le but de prévenir le discrédit qui s'attachait à la faillite, une première tentative en vue d'introduire le concordat *préventif*. La tentative, cependant, resta infructueuse, parce que ce concordat, voté par la majorité des créanciers, n'arrêtait pas les poursuites individuelles des créanciers dissidents.

Une loi de 1831 (dite *Lord Brougham's Act* — 1 et 2 Guill. 3, c. 56) réalisa deux réformes importantes. Elle établit, d'abord, un Tribunal spécial à Londres pour connaître des faillites. Composé de 4 Juges et de 3 Commissaires, il était doté d'une compétence analogue à celle qui avait jusqu'alors été réservée au seul Lord Chancelier ; mais il ne statuait qu'à charge d'appel au second degré devant celui-ci, et au troisième degré, devant la Chambre des Lords. Elle organisa, en outre, un système officiel d'administration des biens du failli. Celle-ci fut confiée à un Syndic désigné par justice (*Official Assignee*) agissant en collaboration avec le ou les Syndics choisis par les créanciers (*Creditors' Assignees*). La propriété des biens, meubles et immeubles, présents et à venir, du failli leur était dorénavant dévolue de plein droit, par l'effet même de leur nomination (art. 25 et 26), sans que les Commissaires dussent dresser un acte formel de transport (*deed of assignment*).

Ainsi la législation anglaise arriva-t-elle petit à petit et par l'effet de sa propre évolution, à réunir les deux théories juridiques (dites la « théorie germanique » et la « théorie latine ») qui se sont disputées la pré-éminence dans le domaine de la législation sur la faillite. La première de ces théories, due à un éminent juriste espagnol, Salgado de Samosa (1) du ^{xvii}^e Siècle, mais qui a été mise en pratique surtout dans le Droit allemand (d'où sa désignation courante de « théorie germanique »), préconise l'action prédominante de la justice dans l'administration de la faillite. Au contraire, la théorie dont s'inspire la législation des pays latins (hormis l'Espagne, bien entendu) accorde une pré-éminence aux créanciers, qu'elle considère comme étant les seuls vraiment inté-

(1) Auteur d'un ouvrage intitulé *Labyrinthus Creditorum*, publié à Lyon en 1663 (v. Heilfron et Pick, *Lehrbuch des Konkursrechts*, p. 7 et 12 ; Lyon-Caen et Renault, *Traité de Droit commercial*, Tome VII, art. 52 ; Percerou, *Faillites, Banqueroutes et Liquidations judiciaires*, Tome I, p. 11).

ressés au patrimoine du failli, pour diriger, par l'entremise d'un représentant de leur choix, les opérations de la liquidation. A partir de 1831 tout l'effort du législateur va être porté sur le maintien d'un juste équilibre entre ces deux tendances divergentes.

La Loi codificative de 1849 (12 et 13 Vict. c. 106) compléta l'œuvre de 1831 en enlevant désormais au Tribunal de Chancery toute compétence en matière de déclarations de faillite, pour la réserver au Tribunal des Faillites. Elle élargit, en outre, les pouvoirs discrétionnaires de cette dernière juridiction en ce qui concernait les « Certificats de Conformité », qu'elle répartit en trois grades suivant les mérites du failli, chacun des grades ayant toutefois, pour effet de décharger le failli de ses dettes antérieures. Enfin, elle accorda de nouvelles facilités pour la conclusion des concordats, tant préventifs qu'après la déclaration de la faillite.

Les résultats pratiques de ces dispositions, pour bien inspirées qu'elles fussent, étaient loin de correspondre aux vœux du législateur ou du public. La gradation des « Certificats de conformité » laissa les débiteurs indifférents. Les facilités édictées pour les concordats se heurtèrent à un échec, du fait que les créanciers dissidents, d'après une jurisprudence restrictive, n'étaient pas considérés comme liés par un concordat majoritaire qui ne comportait pas l'abandon global (*cessio bonorum*) par le débiteur de son actif. La Loi n'avait d'ailleurs pas interdit les poursuites individuelles des créanciers pendant le cours des pourparlers engagés pour le concordat. Enfin, le monde des affaires ne cessait de réclamer pour les créanciers une voix plus importante à la liquidation, et le public, en général, revendiquait l'extension de la faillite même aux non-commerçants.

La Loi de 1861 (24 et 25 Vict. c. 134) essaya de donner satisfaction à ces desiderata. La faillite fut étendue aux non-commerçants. Puis, à partir du choix fait par les créanciers de leur Syndic (*Creditors' Assignee*), celui qui avait été désigné par la justice fut considéré comme dessaisi de tout pouvoir actif de réalisation des biens du failli, sauf pour le recouvrement des créances de 10 livres au maximum. Au « Certificat de Conformité » fut substituée une « Ordonnance de Décharge » rendue par le Tribunal, tous les intéressés ayant été entendus. Les dispositions relatives aux concordats furent remaniées de manière à ce que la minorité

dissidente des créanciers fût liée lorsque le concordat avait été approuvé par une majorité en nombre et des $3/4$ en valeur de tous les créanciers. Cette dernière prescription, arbitraire dans le principe, prêta à des abus scandaleux dans la pratique. Une fraction des créanciers était parfois contrainte d'accepter un concordat voté grâce à un arrangement occulte intervenu entre le débiteur et certains créanciers favorisés, dont les créances étaient, le plus souvent, imaginaires ou fictives. Un contrôle efficace s'imposait.

La Loi de 1868 (31 et 32 Vict. c. 104) vint subordonner la validité du concordat à la révélation complète et sincère de la totalité de l'actif et du passif du débiteur. Elle exigea que les créanciers produisissent leurs titres sous la foi du serment (*affidavit*), et accrut les pouvoirs donnés aux créanciers dissidents à l'effet de vérifier la consistance de l'actif et du passif du failli.

Mais, sur beaucoup d'autres points, le droit des faillites était encore loin de donner satisfaction. D'abord, le mécanisme en était pesant et coûteux. Puis, la libération absolue du failli et l'exonération quant à ses biens à venir de toute obligation d'acquitter les engagements librement contractés avant sa mise en faillite, alors qu'il n'avait été fourni qu'un dividende insignifiant ou peut-être même aucun dividende du tout, et sans que la faillite fût imputable nécessairement à son infortune, semblait être une grande injustice à l'égard des créanciers. L'indulgence excessive qu'elle traduisait était une prime aux spéculations imprudentes, aux habitudes de dépense et d'imprévoyance, et même à la fraude. Enfin, la matière des concordats appelait toujours une révision afin que fussent mieux sauvegardés les intérêts de l'ensemble des créanciers. Ceux-ci continuaient d'ailleurs à réclamer un droit d'intervention plus large dans toutes les opérations de la faillite.

La Loi de 1869 (32 et 33 Vict. c. 71) apporta quelques correctifs à cette situation. Supprimant les « Syndics officiels », elle confia l'administration de la faillite aux seuls Syndics élus par les créanciers, en les désignant désormais non plus sous le titre d'*assignees*, mais sous celui de *trustees*, terme emprunté à la jurisprudence du Tribunal de Chancery pour indiquer que la propriété du patrimoine du failli était transportée sur sa tête au profit exclusif des créanciers. Le rôle important ainsi dévolu aux créanciers fut encore augmenté par la création, à l'instar de la Loi écossaise de

1856 (19 et 20 Vict. c. 79), d'un nouvel organe, le « Comité de Contrôle » (*Committee of Inspection*), composé de créanciers, et nommé par eux, il eut pour mission de surveiller, dans leur intérêt, la gestion des Syndics. La Loi institua, en outre, dans l'intérêt général de la collectivité, un fonctionnaire d'ordre supérieur : le Contrôleur des faillites (*Comptroller in Bankruptcy*). Il était chargé d'examiner les comptes du Syndic après leur vérification par le Comité de Contrôle, ainsi que ses états de situation périodiques, et de mettre à exécution les sanctions légales prévues en cas de faute ou de négligence. La même loi limita aussi le jeu de la présomption de propriété en cas de créances commerciales. Elle interdit aux commerçants toute aliénation à titre gratuit. Elle déclara que les opérations de la faillite seraient closes, et que quitus serait donné au Syndic, dès que la plus grande partie de l'actif aurait été réalisée ou qu'un concordat aurait été conclu. La décharge du failli fut subordonnée, en principe, au paiement d'un dividende de 50 % sur le passif. Enfin, ces concordats furent soumis, en plus de leur acceptation par une majorité en nombre et une majorité des $\frac{3}{4}$ en valeur des créanciers, à l'approbation du Syndic et à l'homologation du Tribunal.

Une Loi distincte, le Debtors Act du 9 août 1869 (32 et 33 Vict. c. 62), énuméra les divers actes constitutifs de « banqueroute ». Elle les sanctionna par des poursuites intentées, non pas devant le Tribunal des Faillites, mais devant les juridictions de droit commun.

La Loi du 25 août 1883 (46 et 47 Vict. c. 52) organisa la procédure de la faillite d'après les principes nouveaux. Sous l'empire de la Loi de 1869, le débiteur pouvait arriver à obtenir sa décharge sans qu'aucune enquête eut établi les causes de sa faillite. Les créanciers, auxquels il appartenait seuls d'organiser une enquête à ce sujet, étaient, en général, peu disposés à en faire les frais. Les poursuites repressives étaient laissées aussi à leur seule initiative. L'intérêt bien compris de la collectivité aurait dû cependant inciter les pouvoirs publics eux-mêmes à remplir cette mission. En outre, les Syndics, qui étaient choisis par les créanciers, agissaient avec beaucoup d'arbitraire, car ils n'étaient soumis à aucune surveillance sérieuse.

La Loi de 1883 envisagea la faillite, non pas comme une affaire de pur intérêt privé, dans laquelle les créanciers et le failli cherchaient à tirer le meilleur parti possible, mais comme une situation susceptible d'avoir de graves répercussions sociales. Elle partit du principe qu'il faut d'abord en déterminer les causes afin d'y trouver des remèdes. M. Joseph Chamberlain, Président du Board of Trade, dans un discours mémorable qu'il prononçait le 19 mars 1883 (1) à la Chambre des Communes pour exposer les motifs de la Loi, traçait un parallèle entre une faillite et d'autres catastrophes, telles qu'un naufrage, un incendie, une explosion de mines ou de chaudières, une collision de chemins de fer ; et il concluait à l'institution d'un système identique d'investigation officielle :

« Mieux vaut prévenir que guérir, disait-il, et l'un des buts d'une saine législation de la faillite doit être celui de contribuer à relever le niveau de la moralité commerciale, de favoriser le commerce honnête et de réduire le nombre des faillites : bref, de conserver ce qui a pu être sauvé et de diminuer le nombre des naufrages » (*protect the salvage, and diminish the number of wrecks*).

1° Mettant à exécution ces principes, la Loi de 1883 sépare le domaine judiciaire du domaine administratif dans la liquidation des faillites. Par analogie avec la procédure suivie pour les autres sinistres (2), elle inaugura un système d'enquête impartiale, entourée de toute la publicité désirable, et qui est dirigée par un fonctionnaire, le Séquestre Officiel, dépendant d'un département de l'Etat (le *Board of Trade*), dont le chef est lui-même responsable au Parlement. Cette enquête, qui forme la première phase de la procédure, a pour but d'approfondir les

(1) Hansard's Parl. Debates, 3^e Série, Tome 277, p. 816 à 911.

(2) V. pour les explosions des chaudières, une Loi qui avait été votée l'année précédente, le *Boiler Explosions Act, 1882* (45 et 46 Vict. c. 22), art. 5 à 7 ; pour les mines, le *Coal Mines Régulation Act, 1887*, et le *Metalliferous Mines Régulation Act, 1892* ; pour les naufrages et abordages, le *Merchant Shipping Act, 1894* (57 et 58 Vict. c. 60), art. 385, 425.

causes de l'insolvabilité du débiteur afin de différencier le cas du débiteur malheureux, mais de bonne foi, de celui qui est indelicat et malhonnête. Au premier il faut éviter, en effet, le déshonneur de la faillite et faciliter le règlement ou concordat préventif (*arrangement or composition*) avec ses créanciers..

2° Toutefois, dans l'intérêt de la moralité commerciale, en général, et aussi dans l'intérêt particulier des minorités, ces règlements ou concordats ne sauraient être admis qu'après que : a) l'enquête sus-mentionnée ait été terminée et que toutes les circonstances entourant l'insolvabilité du débiteur aient été étudiées et que b) le traité passé à cet effet ait été soumis au Tribunal pour homologation.

3° S'il était, en effet, acquis depuis la loi de 1706 que le failli devait, après la clôture de la faillite, être tenu pour exonéré de ses dettes antérieures non couvertes par son actif, encore fallait-il, toujours dans l'intérêt de la moralité commerciale, ne pas trop faciliter cette exonération et la subordonner, faute de paiement d'au moins 50 % du passif, à l'absence d'actes de caractère délictueux ou frauduleux.

La procédure de la faillite se divise, par suite, d'après la Loi de 1883 (et la Loi actuelle de 1914 (2)), qui en a conservé les principes) en *deux phases distinctes*. La *première* s'ouvre avec le « jugement de Séquestre » (*Receiving Order*), en vertu duquel le « Séquestre Officiel » (*Official Receiver*) délégué par le Board of Trade auprès du Tribunal, examine la situation financière du débiteur, l'interroge en audience publique devant le Tribunal, et convoque ses créanciers en Assemblée générale afin de délibérer sur la suite qu'il convient de donner à l'affaire et, notamment, sur le projet de concordat que le débiteur pourrait leur présenter. Enfin, il fait au Tribunal un rapport qui résume ses conclusions. La *seconde* phase, celle de la faillite proprement dite, n'est ouverte que par un nouveau jugement (*Order of Adjudication in Bankruptcy*, ou bien, *Adjudication Order* tout court), lequel est rendu à la suite d'une nouvelle demande si le projet de concordat n'est pas agréé ou que les circonstances de l'insol-

(1) V. ci-dessous, p. 105 et s.

vabilité, telles qu'elles se révèlent à l'enquête, ne justifient pas l'arrêt de la procédure. Dans ce cas, il y a lieu à la désignation par les créanciers, d'un Syndic, et, s'ils le désirent, d'un Comité de Contrôle.

4° Le *Board of Trade*, qui exerçait déjà auparavant un contrôle général sur tout ce qui concernait les navires, les voies ferrées, les mines, les chaudières, et les sinistres qui s'y produisaient, fut chargé également de surveiller la marche générale de la liquidation et, plus particulièrement, la gestion des Syndics. Ce Ministère devint le dépositaire des deniers provenant de la réalisation des effets du failli, qui devaient être versés au crédit d'un compte spécial intitulé « *Bankruptcy Estates Account* », ouvert à la Banque d'Angleterre. C'est lui qui dut approuver le cautionnement fourni par le Syndic à la suite de sa nomination et avant son entrée en charge, vérifier ses comptes et prononcer son quitus à l'expiration de son mandat.

5° Quant à la « décharge » du failli, la loi de 1883 en retira la connaissance à l'Assemblée des Créanciers pour l'attribuer au Tribunal. Celui-ci reçut le pouvoir, après avoir entendu tous les intéressés, et en tenant compte du Rapport du Séquestre Officiel, de l'accorder avec ou sans sursis, ou de suspendre ses effets pendant une période plus ou moins longue.

6° Enfin, dans un but d'économie et de célérité, la Loi prescrivit une procédure sommaire pour les « petites faillites », dont l'actif ne dépassait pas £ 300.

Entre 1883 et 1914 furent votées diverses Lois d'ordre secondaire, parmi lesquelles il faut citer notamment celle du 16 septembre 1887 (*Deeds of Arrangement Act, 1887*, — 50 et 51 Vict. c. 57), qui exigea, à peine de nullité, l'enregistrement dans la huitaine de tout règlement ou concordat préventif ; celle du 24 décembre 1888 (51 et 52 Vict. c. 62) dont nous avons déjà parlé (1), et qui accorda un rang privilégié, dans la faillite comme dans la liquidation des Compagnies enregistrées, à certaines créances, telles qu'impôts, salaires et gages d'employés, indemnités d'accidents de travail, etc. ; et, enfin, celle du 18 août 1890, *Bank-*

(1) V. ci-dessus, p. 50.

ruptcy Act, 1890 (53 et 54 Vict. c. 71), qui est relative aux saisies pratiquées sur les biens du failli, aux traités de concordat avec les créanciers, et à la décharge du failli.

Mais c'est la Loi du 15 août 1913, *Bankruptcy and Deeds of Arrangement Act, 1913* (3 et 4 Geo. 5, c. 34) qui apporta les modifications les plus importantes au régime de la faillite et des concordats préventifs. La Première Partie (comprenant les art. 1 à 27) de cette Loi se rapporte à la faillite, et introduisit les innovations suivantes :

1° Alors que, précédemment, la Loi des faillites était strictement territoriale, et ne s'appliquait qu'aux personnes qui étaient domiciliées et avaient accompli des « *acts of bankruptcy* » en Angleterre, la nouvelle Loi, afin de mettre fin à une jurisprudence (1) extrêmement avantageuse pour les débiteurs indécis, s'étend aux débiteurs qui y avaient accompli des opérations par l'intermédiaire d'un représentant ou étaient simplement associés dans une société ou *partnership* opérant en Angleterre (art. 8 et 9).

2° Elle contient les dispositions protectrices des tiers qui, ignorant la faillite, ont pu conclure et réaliser des actes à titre onéreux avec le failli. Elle décide que, lorsqu'une seconde faillite d'un même débiteur viendra s'ajouter à la première, les créanciers composant la seconde masse prendront rang avec ceux qui étaient compris dans la première pour le partage des effets non distribués au cours de la première faillite (art. 11).

3° Les cessions globales de créances sont frappées de nullité comme étant contraires à l'ordre public et à l'esprit du droit des faillites, à moins qu'elles ne soient rendues publiques par l'enregistrement dans la huitaine (art. 14).

4° Les droits des bailleurs d'immeubles occupés par le failli sont restreints (art. 18), les marchés conclus avec des usuriers sont soumis à révision (art. 22) ;

5° La femme mariée qui exerce un métier ou un commerce indépendamment ou conjointement avec son mari est assujettie à

(1) *Ex parte Crispin*, (1873), 8 Ch. 374 ; *Ex parte Blain*, 11879), 12 Ch. D. 522 ; *Re Pearson* (1892), 2 Q. B. 263 ; *Cooke v. Chas. A. Vogeler and Co*, (1901), A. C. 120.

la loi des faillites, et si son mari lui avait avancé des fonds, il est primé par les autres créanciers (art. 12).

6° Les poursuites répressives sont simplifiées, les crimes et délits commis par un failli étant divisés en deux catégories selon leur gravité. Ceux rentrant dans la première catégorie, les moins graves, doivent être poursuivis, sur l'initiative du Board of Trade, devant un Magistrat ou Juge de Paix, avec faculté pour le prévenu de réclamer son jugement par la High Court avec un jury. Ceux de la seconde catégorie sont déférés au Parquet pour telles poursuites que de droit, et ils peuvent entraîner éventuellement le refus ou la suspension de la décharge (art. 1 à 6). En outre, à l'exemple du Droit français (1), l'absence des livres complets et réguliers ou d'un inventaire exact figure pour la première fois parmi les délits (art. 3), au lieu de constituer simplement, comme elle le faisait auparavant, un motif de refus ou de suppression de cette décharge (2).

La Seconde Partie de la Loi (art. 28 à 40) est consacrée plus particulièrement aux concordats préventifs (*deeds of arrangement*), matière à l'égard de laquelle les Lois les mieux étudiées et les plus soigneusement rédigées avaient toujours échoué en raison des ruses et des combinaisons habiles imaginées par les créanciers ou les débiteurs. Pour parer aux manœuvres clandestines des débiteurs et à la mauvaise foi des *trustees* chargés de l'exécution des concordats, la Loi (art. 28) en subordonna la validité à l'approbation de la majorité en nombre et en sommes des créanciers, et prescrit que les *trustees* des concordats devraient fournir caution pour la bonne gestion de leur mandat, et rendre des comptes que le Board of Trade pourrait faire examiner par des experts-comptables (art. 29, 30, 32, 33 à 36).

L'année suivante les deux matières des faillites et des concordats préventifs furent séparés, pour faire l'objet de deux Lois distinctes, mais codificatives, qui furent promulguées le même jour, le 10 août 1914. Le *Bankruptcy Act 1914* (4 et 5 Geo. 5, c. 59) refondit et codifia toutes les Lois sur la faillite qui avaient été

(1) C. Com., art. 586 — « banqueroute simple ».

(2) V. ci-dessous, pp. 273, 282.

votées depuis 1883 jusqu'à et y compris la Loi précitée du 5 août 1913 (Première Partie) ; et le *Deeds of Arrangement Act, 1914* (4 et 5 Geo. 5, c. 47), de son côté, absorba toutes les Lois portant sur les concordats en dehors de la faillite, y compris la Seconde Partie de la Loi du 5 août, 1913.

Le 18 juin 1924, le Board of Trade nomma une Commission d'Enquête pour étudier les amendements qu'il y avait lieu d'apporter au Bankruptcy Act, 1914. Cette commission, présidée par M. E.-W. Hansell, Avocat, qui s'était spécialisé dans le droit des faillites, présenta son Rapport le 22 janvier 1925 ; c'est de là qu'est née la Loi modificative du 16 juin 1926, le *Bankruptcy (Amendment) Act 1926* (16 et 17 Geo. 5, c. 7), qui a pour but surtout d'aggraver les pénalités et les poursuites de la banqueroute, et de rendre plus rigoureuses les conditions exigées pour la décharge du failli.

Le *Bankruptcy Act 1914*, tout en abrogeant les Lois antérieures sur la faillite, a cependant maintenu en vigueur les dispositions suivantes :

Arts. 32 à 34, 122, 145 et 146 de la Loi du 25 août, 1883 ;

Arts. 9 et 12 de la Loi du 18 août 1890 ;

Art. 15 de la Loi du 15 août, 1913.

C'est donc, avec ces quelques dispositions, le *Bankruptcy Act 1914*, tel qu'il est modifié par le *Bankruptcy (Amendment) Act 1926*, et complété par un Décret portant règlement de la procédure de la faillite, et rendu, en exécution de l'art. 132 de la Loi, par le Lord Chancelier d'accord avec le Board of Trade le 28 décembre 1914 (désigné sous le nom de « *Bankruptcy Rules 1915* ») (1), qui constitue le fond de la législation actuelle sur les faillites.

Si le législateur anglais a eu le mérite de régler minutieusement de nombreuses questions qui se rattachent à cette importante matière des faillites, il est cependant à regretter qu'il s'y soit

(1) Ce Décret ou Règlement, que nous citerons au cours de cet ouvrage sous l'abréviation de « R. art. 132 », a été modifié, sur plusieurs points, par les Décrets du 10 décembre 1925, du 18 mai 1926, du 2 janv. et 25 juillet 1928, du 29 sept. 1930 et du 16 décembre 1931. D'autres Décrets, notamment celui du 30 juillet 1930, se réfèrent au droit fiscal.

pris d'une manière fragmentaire en éparpillant les dispositions relatives à un même point, — dans la Loi elle-même qui contient 169 articles, dans 2 Annexes de cette Loi comportant chacune 28 articles, et, enfin, dans le Règlement, qui ne renferme pas moins de 388 articles, avec une Annexe de 202 formules. Ainsi, pour ne citer que quelques exemples typiques, la réglementation des Assemblées des Créanciers figure, en partie, dans l'art. 13 de la Loi, ensuite, dans son Annexe première (28 articles) portant la rubrique « Assemblée des Créanciers » et, enfin, dans le Règlement (art. 240 à 249). De même, la matière de la production par les créanciers de leurs titres de créance (*proof of debts*) est traitée, d'abord, dans les art. 30 à 39 de la Loi, ensuite dans l'Annexe II, et, enfin, dans les art. 250 à 263 du Règlement !

Les diverses Lois sur la propriété votées depuis 1925, contiennent aussi des dispositions importantes concernant les faillites, dont voici une liste :

1° *Settled Land Act, 1925* (15 Geo. 5, c. 18) art. 103, 104, 117 ;

2° *Trustee Act, 1925* (15 Geo. 5, c. 19) ;

3° *Law of Property Act, 1925* (15 Geo. 5, c. 20), modifié par l'art. 3 du *Law of Property Amendment Act, 1926* (16 et 17 Geo. 5, c. 11), arts. 2, 52, 110, 146, 172, 195, 205 ;

4° *Land Registration Act, 1925* (15 Geo. 5, c. 21), arts. 1, 29, 41 à 45, 57, 59, 61, 62 et les « *Land Registration Rules, 1925* » du 3 novembre 1925 (rendus en exécution de la Loi), art. 173 à 184, et Formule 58 ;

5° *Land Charges Act, 1925* (15 Geo. 5, c. 22), arts. 1 à 3, 6 à 9, et 20 ;

6° *Administration of Estates Act, 1925* (15 Geo. 5, c. 23), art. 34 et Annexe 1^{re} ;

7° *Economy (Miscellaneous Provisions) Act, 1926* (16 et 17 Geo. 5, c. 9), art. 11 à 15 ;

8° *Money-Lenders Act, 1927* (17 et 18 Geo. 5, c. 21), art. 9.

CHAPITRE II

CONDITIONS D'OUVERTURE DE LA FAILLITE

La faillite ne peut résulter que d'un jugement prononcé par une juridiction compétente. Il convient de nous occuper successivement de ses Conditions de Fond et de ses Conditions de Forme.

SECTION PREMIERE

CONDITIONS DE FOND

A la différence du Droit français, la faillite en Droit anglais n'exige pas chez le débiteur (et nous entendons par là aussi bien les associés pris individuellement que la société ou *partnership* considérée dans son ensemble) la qualité de commerçant, car il est de principe, depuis la Loi de 1861 (1) que le Droit des faillites s'applique à toutes personnes sans distinction de profession.

La personnalité morale d'une société dont on viserait la mise en faillite n'est pas, non plus, une condition indispensable en Droit anglais, car la loi qui ne reconnaît point cette personnalité à une *partnership*, ainsi que nous l'avons vu plus haut (2), admet néanmoins qu'elle puisse être mise en faillite par un détour de procédure (3).

Il est toutefois, entre le système législatif français et le système anglais, une harmonie de vues en ce qui concerne la cessation de paiements (4). Mais, par cela même que la Loi anglaise des faillites s'applique indistinctement à toute personne, sans égard à

(1) V. ci-dessus p. 98.

(2) V. ci-dessus p. 93.

(3) R. 1915, art. 279 et s.

(4) Cp. C. Com. art. 437 ; Loi du 4 mars 1889, art. 1.

sa profession, on a dû s'attacher, pour motiver la déclaration de faillite, à des faits extérieurs, autres que la simple cessation de paiements, qui sont révélateurs de l'insolvabilité, aussi bien d'un non-commerçant que d'un commerçant. D'ailleurs, à l'époque où la faillite était réservée aux seuls commerçants (c'est-à-dire depuis la Loi d'Elizabeth, 13 Eliz.c. 7 de l'année 1571, jusqu'en 1861) le Droit anglais, avec sa défiance traditionnelle pour les abstractions, avait voulu synthétiser, dans une énonciation limitative, tous les cas concrets (dits *acts of bankruptcy*) susceptibles de donner lieu à un jugement de faillite. Cette énumération, amendée et remaniée au cours des temps, est encore aujourd'hui à la base de l'édifice législatif des faillites.

Il faut donc, pour déclencher la procédure de faillite, la réunion de deux conditions de fond : d'abord, une dette d'une certaine importance ; ensuite, un *act of bankruptcy* accompli par le débiteur, ou à son encontre par un tiers, postérieurement à la naissance de la dette, et dans les trois mois qui précèdent l'introduction de la demande (1). Ces deux conditions, en principe distinctes, se confondent et n'en font plus qu'une lorsque la demande en faillite est présentée par le débiteur lui-même, le fait d'en saisir la justice étant jugé par la Loi comme équivalent à un *act of bankruptcy* (2).

§ 1. — Les « Acts of Bankruptcy »

Les divers *acts of bankruptcy* qui constituent les indices de l'état d'insolvabilité du débiteur sont limitativement énumérés à l'art. 1 (1) du *Bankruptcy Act*, 1914, et peuvent être groupés, d'après leur nature, en trois catégories :

I. — Actes qui se réfèrent à la *personne du débiteur*, et témoignent de sa volonté de se soustraire aux poursuites que ses créanciers pourraient diriger contre lui.

(1) Art. 3 et 4 (1) (c), *Bankruptcy Act*, 1914.

(2) Art. 1 (1) (f) et 6, *B. A.* 1914.

II. — Actes par lesquels le débiteur, en disposant de ses biens, cherche à les dérober aux réclamations ou aux poursuites de ses créanciers.

III. — Enfin, faits qui révèlent simplement l'embarras pécuniaire du débiteur, sans impliquer aucun acte volontaire de sa part en vue de porter préjudice à ses créanciers.

Nous allons passer en revue chacune de ces trois catégories.

I. — Les actes compris dans la première catégorie, ceux qui se rapportent à la *personne* du débiteur, sont au nombre de cinq. L'art. 1 (1) (d) de la Loi les énumère dans les termes suivants :

« Lorsque, avec l'intention de frustrer ses créanciers, ou d'ajourner leurs réclamations, le débiteur

- I) quitte l'Angleterre, ou
- II) ayant quitté l'Angleterre, il n'y retourne point, ou
- III) quitte sa maison d'habitation, ou
- IV) s'en absente de toute autre manière, ou
- V) se cache dans sa maison. »

Dans tous ces cas, c'est l'intention de frustrer les créanciers ou de leur nuire qui importe et est caractéristique de la conduite frauduleuse du débiteur, entraînant, par suite, sa déclaration en faillite.

II. — Les actes du débiteur qui sont compris dans la seconde catégorie d'*acts of bankruptcy* sont indiqués aux alinéas (a), (b) et (c), de l'art. 1 (1), B. A. 1914. Comme ces actes, qu'ils soient accomplis en Angleterre ou hors d'Angleterre, sont entachés de fraude, le législateur les a frappés d'une double sanction : les actes eux-mêmes sont annulables, et le débiteur qui les exécute est susceptible d'être déclaré en faillite.

Ces actes, au nombre de trois, sont :

1° Des actes frauduleux de cession, de donation, de livraison ou de transport des biens. Leur annulabilité remonte à une Loi de 1571, 13 Eliz. c., 5, aujourd'hui remplacée par l'art. 172 du *Law of Property Act*, 1925.

2° Des actes de cession globale de tous ses biens à un *trustee* fraudataire fiduciaire au profit de l'universalité de ses créanciers.

Pareille cession est considérée comme un aveu d'insolvabilité. Il est évident que, faite par un commerçant, elle aboutit à le priver des moyens de continuer son commerce. Mais elle est encore mal vue par le législateur pour une autre raison : elle aboutit, en effet, à orienter l'administration et le partage des biens de la *partnership* ou de ses associés, dans un sens tout autre que celui qui est prescrit par le droit des faillites, en les soustrayant aux créanciers, pour les confier à des personnes (*trustees*) désignées, non par ceux-ci, mais par le failli (1).

D'après la Loi du 10 août 1914 sur les concordats préventifs, *Deeds of Arrangement Act, 1914*, arts. 2, 3 et 24, les concordats faits au profit de l'universalité des créanciers, mais nuls par ce qu'ils ne sont pas enregistrés dans la huitaine, ou parce qu'ils ne recueillent pas l'adhésion de la majorité en nombre et en valeurs des créanciers dans les 21 jours de l'enregistrement, constituent aussi des *acts of bankruptcy*.

Il est à noter que seuls rentrent dans ce groupe d'*acts of bankruptcy* les actes qui a) portent sur la totalité du patrimoine du débiteur, et b) sont faits au profit de la masse composée de tous les créanciers sans distinction. Par conséquent, une cession faite au profit des seuls créanciers *commerçants*, à l'exclusion des créanciers *non-commerçants*, ne donnerait pas lieu à un jugement de faillite conformément au présent art. 1 (1) (a) (2).

3° Des cessions ou transports de biens (en totalité ou en partie), ou des charges réelles consenties, qui, en cas de faillite du débiteur, seraient annulables à titre de « préférences frauduleuses » (art. 44). Nous verrons plus loin (3) que ce dernier article exige trois conditions pour l'annulabilité —

a) Il faut l'insolvabilité du débiteur ;

(1) Nous retrouverons plus loin (p. 359), dans le *Companies Act, 1929*, arts. 265 (3), une disposition similaire relativement à la cession globale de l'actif social d'une Compagnie.

(2) *Re Phillips, Ex parte Barton* (1900), 7 Man. 277.

(3) V. ci-dessous, p. 177.

b) L'acte a dû avoir comme motif *déterminant* (ce qui ne veut point dire son *seul* ou unique motif) l'intention de préférer le créancier bénéficiaire à tous les autres (1) ;

c) La date de l'acte doit se placer dans les trois mois (2) antérieurs à la demande en faillite dirigée contre le débiteur, ou faite par lui-même.

III. — La troisième catégorie d'*acts of bankruptcy* consistent en des faits qui, créant, sinon une certitude, du moins une forte présomption, de l'état d'insolvabilité du débiteur, sont estimés suffisants par le législateur pour motiver une demande en déclaration de faillite. Ces faits, au nombre de quatre, sont énumérés aux al. (e), (f), (g) et (h) de l'art. 1 (1) :

1° Un jugement prononcé contre le débiteur a été suivi de voies d'exécution sur ses biens, et de la vente de ceux-ci, ou de leur détention par l'huissier saisissant pendant une période de 21 jours.

2° Un créancier qui a obtenu un jugement définitif et exécutoire contre le débiteur, a signifié à celui-ci un avertissement de mise en faillite faute de paiement (*bankruptcy notice*). Le débiteur ne s'est point conformé à cet avertissement dans les délais prescrits, et n'a pas justifié auprès du Tribunal d'une demande reconventionnelle ou en compensation, de valeur égale ou supérieure au montant du jugement, qu'il n'avait pas été en mesure d'opposer auparavant au créancier. C'est là l'*act of bankruptcy* qu'on invoque le plus souvent dans la pratique. La forme de l'avertissement est indiquée à l'art. 2 de la Loi, et à l'art. 140 du Régl. de 1915.

3° Le débiteur a lui-même déposé devant le tribunal une déclaration affirmant qu'il se trouve dans l'impossibilité d'acquitter ses dettes, ou a présenté sa propre demande en faillite. Le fait par le débiteur de se soumettre volontairement à la loi des faillites

(1) *New Prince & Garrard's Trustee v. Hanbury* (1897), 1 Q. B. 607 ; *Sharp v. Jackson* (1899), A. C. 419 ; *Ex parte Dyer* (1901), 1 K. B. 710.

(2) Cette « période suspecte » était bien plus longue autrefois : 12 mois sous l'empire de la Loi de 1849, et 6 mois sous l'empire de celle de 1869. V. ci-dessous, p. 175.

dispense, ainsi que nous l'avons déjà fait observer, de toute autre preuve d'un *act of bankruptcy* distinct de la dette (V. aussi l'art. 6 de la Loi).

4° Le débiteur donne avis à l'un quelconque de ses créanciers qu'il a cessé ou va cesser ses paiements.

Ces deux derniers *acts of bankruptcy* apparentent la loi anglaise à la législation française (C. Com. art. 437 ; Loi du 4 mars, 1889, art. 1).

Il faut ajouter à cette liste un dernier *act of bankruptcy* qui est prévu à l'art. 107 (4), Bankruptcy Act, 1914, et dont le trait distinctif est d'être un acte du pouvoir judiciaire. Il se confond avec le premier des deux jugements (1) régulièrement requis pour la déclaration de faillite. Aux termes de l'art. 107 (4). —

« Quand, en vertu de l'art. 5 du *Debtors Act* de 1869, un créancier qui a obtenu un jugement, forme une demande en contrainte par corps contre son débiteur, le Tribunal saisi peut, au lieu de faire droit à la demande, mais avec le consentement du créancier et moyennant paiement par lui des droits prescrits, rendre un jugement de Séquestre contre le débiteur, auquel cas, le débiteur sera considéré comme ayant accompli à la date de ce jugement, un *act of bankruptcy* ».

APPLICATION A UNE PARTNERSHIP. — Dans une *partnership*, le système des *acts of bankruptcy*, conjugué avec le principe du mandat tacite des associés (2), peut déterminer la mise en faillite de toute la société, ou, ce qui revient au même, de l'ensemble de ses associés. Ainsi, un acte de cession globale des biens (3), dressé pour la signature de tous les associés, mais qui, en fait, n'est signé que par un d'entre eux, peut être considéré comme constituant un *act of bankruptcy* (4) à l'égard de la *partnership* toute entière. Et si tous les associés l'ayant signé, l'un d'eux vient ensuite à être déclaré en faillite, l'acte sera, en vertu de l'art. 44, annulé à l'égard d'eux tous (5). De même, les associés qui font une cession globale de leurs biens à un tiers, à charge par celui-ci de

(1) V. ci-dessous, p. 118.

(2) Art. 5, *Partnership Act*, 1890.

(3) V. ci-dessus, p. 111.

(4) *Bowker v. Burdekin* (1843), 11 M. & W. 428.

(5) *Ex parte Addison*, 3 Mont. & Ayr. 434.

payer leurs dettes, accomplissent par là un *act of bankruptcy* (1).

Et les associés, qui, ayant convenu de cesser leurs paiements, donnent à certains créanciers des chèques afin de les favoriser au détriment des autres, accomplissent à la fois un acte de « préférence frauduleuse », annulable aux termes de l'art. 44, et un *act of bankruptcy* prévu à l'art. 1 (1) (c), susceptible d'être invoqué à l'encontre de la *partnership* toute entière (2).

De même, une hypothèque constituée sur les biens sociaux au profit des créanciers personnels d'un associé serait réputée frauduleuse, par suite, entachée de nullité à l'égard des créanciers sociaux, et elle constituerait implicitement un *act of bankruptcy*, si la *partnership* se trouvait insolvable. A l'inverse, une hypothèque constituée sur les biens propres d'un associé au profit des créanciers sociaux serait également nulle vis-à-vis de ses créanciers personnels si elle avait pour effet de diminuer les chances de paiement intégral de ceux-ci (3).

Aux actes ci-dessus mentionnés, il faut opposer ceux qui sont passés de bonne foi, et ont pour but, soit de venir en aide à la *partnership* en lui procurant les ressources nécessaires pour son exploitation, soit purement et simplement de mettre en œuvre le droit de rétention (*lien*) que possède chaque associé sur le patrimoine social (4). Ainsi, d'abord, la cession des biens personnels d'un associé à un tiers *trustee*, à charge pour celui-ci de les vendre, et, avec le produit de la vente, de liquider le passif social, n'enfreindrait pas la prohibition de l'art. 172, *Law of Property Act*, 1925 (5), et ne constituerait pas, par conséquent, un *act of bankruptcy* : a) si elle n'a pour but, en réalité, que d'aider la *partnership* à surmonter des difficultés momentanées, et b) si elle n'est pas faite en fraude des créanciers personnels de l'associé cédant (6).

(1) *Ex parte Zwilchenbart* (1844), 3 M. D. & D. 671 ; *Turquand v. Caar der Plank*, 10 M. & W. 180.

(2) *Ex parte Sampson*, De Cex, 9 ; *Beean v. Aum*, 9 Bing. 107.

(3) *Ex parte Snowball* (1872), 7 Ch. 534.

(4) Art. 39, *Partnership Act*, 1890.

(5) V. ci-dessous, p. 182.

(6) *Abbott v. Burbage*, 2 Bing. N. C. 444.

Inversement, une cession par une partnership de tout son avoir, qui ne porterait aucun préjudice aux créanciers personnels des associés, ne serait pas réputée être un *act of bankruptcy* (1).

Par identité de motifs, étant donné que chaque associé est légalement, par l'effet de l'art. 39 précité du Partnership Act, 1890, titulaire d'un droit de rétention (*lien*) sur tout le patrimoine social pour la garantie de la part qui lui en revient, une cession faite par lui de cette part à un co-associé afin d'assurer le paiement des dettes de la partnership, et de répartir le reliquat éventuel entre tous les associés, ne saurait constituer un *act of bankruptcy* à la charge de l'associé cédant, encore que celui-ci soit dépourvu de tout autre patrimoine (2).

§ 2. — La Dette

La demande en déclaration de faillite n'est recevable, et les jugements y donnant ouverture ne peuvent être prononcés, que si, en plus d'un des *acts of bankruptcy* ci-dessus examinés, il est établi qu'il subsiste un rapport de créancier à débiteur, autrement dit, une dette due par le débiteur. Cette dette doit revêtir, d'après l'art. 4, Bankruptcy Act, 1914, lorsque la demande en faillite est formée par un créancier, les caractères suivants :

a) Elle doit s'élever à 50 livres au moins en valeur. Plusieurs créanciers peuvent toutefois se grouper afin d'atteindre ce chiffre et former ensemble une même demande dirigée contre un même débiteur. La faillite exige, en effet, essentiellement des dettes d'une certaine importance.

b) Elle doit consister en une somme liquide, mais elle peut être immédiatement exigible ou à terme.

c) Elle a dû prendre naissance avant l'*act bankruptcy* qui fonde la demande, et subsister au moment où celui-ci s'accomplissait.

Est « débiteur » maintenant, aux termes des art. 1 (2) et 4 (1) (d), Bankruptcy Act, 1914, qui diffèrent sur ce point de l'an-

(1) *Ex parte Saffery*, 4 Ch. D. 555.

(2) *Payne v. Hornby*, 25 Beav. 282.

eiennne jurisprudence (1), toute personne, quelle que soit sa nationalité, qui —

1° lors de la présentation de la demande en faillite, est personnellement présente ou domiciliée en Angleterre :

ou bien, 2° dans l'année précédant la demande *a*) y a eu, soit sa résidence habituelle, soit une maison d'habitation, soit un local d'affaires ; ou *b*) y a exercé son commerce ou sa profession, soit par l'intermédiaire d'un mandataire ou d'un gérant (sauf dans le cas d'une personne domiciliée en Ecosse ou en Irlande (2), ou d'une « firme » ou *partnership* dont le principal établissement se trouve en Ecosse ou en Irlande (3) ;

ou bien 3° sous la même réserve que dans la dernière hypothèse, est actuellement, ou a été pendant l'année précédant la demande en faillite, associée dans une *partnership* faisant des affaires en Angleterre par l'intermédiaire d'un co-associé, ou d'un mandataire ou gérant.

Un associé dans une *partnership*, qui est en même temps créancier de ses co-associés, est recevable à demander leur mise en faillite (4).

SECTION II

CONDITION DE FORME — DOUBLE JUGEMENT

DEUX PHASES DE PROCÉDURE

Depuis 1883, ainsi que nous l'avons indiqué plus haut (4), la mise en faillite d'un débiteur se fait en deux temps. Le Tribunal n'est saisi, en premier lieu, que d'une demande à l'effet de séques-

(1) *Ex parte Crispin* (1873), 8 Ch. 374 ; *Ex parte Blain* (1879), 12 Ch. D. 522 ; *Re Pearson* (1892), 2 Q. B. 263 ; *Cooke v. Chas. A. Vogeler* (1901), A. C. 120.

(2) Sauf indication expresse, la Loi ne s'applique pas à l'Ecosse, ni à l'Irlande (art. 169) ; mais, à part cette réserve, elle est d'une portée générale, et s'applique à tout sujet britannique, et à tout tribunal britannique.

(3) *Ex parte Nolley* (1833), 1 Mon. & Ayr. 46 ; *Ex parte Richardson* (1833), 3 D. & Ch. 244.

(4) Ci-dessus, p. 102.

trier les biens du débiteur (1). S'il l'estime bien fondé, il rend un jugement de Séquestre (*receiving order*), nommant le Séquestre Officiel délégué auprès du Tribunal par le Board of Trade (*Official Receiver*) Séquestre du patrimoine du débiteur. Il est chargé de veiller à sa conservation et d'effectuer les recouvrements. Il doit faire une enquête sur la situation financière du débiteur et sur les causes de son insolvabilité. Il doit convoquer également les créanciers en Assemblée Générale pour délibérer sur les propositions de concordat que le débiteur serait disposé à présenter.

Ce n'est, en général, qu'à la suite de ces mesures préliminaires d'instruction que le Tribunal, saisi d'une nouvelle demande sollicitant la mise en faillite du débiteur, prononce un *second judgement*. Il statue alors sur le Rapport du Séquestre Officiel, et ce n'est que si ce second jugement (*order of adjudication in bankruptcy*, ou *adjudication order*, tout court) est prononcé que commence la véritable faillite. Ce jugement peut, il est vrai, être rendu simultanément avec le jugement de Séquestre lorsqu'une demande à cet effet est formée par le débiteur lui-même (2), mais, en règle générale, il n'est rendu qu'après, à la suite d'une demande (*application*) du Séquestre Officiel, ou du Syndic, ou d'un créancier (3).

La faillite suppose donc, en Droit anglais moderne, un double jugement, un *Receiving Order*, qui est provisoire, et un *Adjudication Order*, qui est définitif, et prononce l'ouverture de la faillite. Il en résulte qu'il y a deux phases distinctes dans la procédure de

(1) Quoique la Loi de 1914 et le Règlement de 1915 aient encore conservé l'expression de « *Bankruptcy Petition* » employée par les Lois antérieures à 1883, il importe de faire observer que, depuis les modifications profondes apportées par la Loi de 1883 à la procédure de la faillite, cette expression est devenue fort impropre. La « *Bankruptcy Petition* » ne requiert plus la mise en faillite du débiteur, mais seulement le séquestre de ses biens (v. Formules 4 et 11 dans l'Annexe du Règlement) ; le Tribunal y fait droit en prononçant un *Receiving Order*, dont il est question au texte. Puis, une seconde demande (*application for an Adjudication Order*) est nécessaire pour provoquer un Jugement déclaratif de faillite, — *Adjudication Order* (v. Formules 95 à 100 dans l'Annexe).

(2) R. art. 221.

(3) R. art. 222 à 224.

la faillite. Nous ne pouvons les étudier qu'après avoir décrit les juridictions compétentes pour prononcer ces jugements, et les modalités d'après lesquelles elles peuvent être saisies.

§ 1. — *Les Juridictions compétentes*

Le Droit des faillites étant applicable depuis 1861 à toute personne, commerçante ou non-commerçante, nous allons retrouver ici quelques-unes des juridictions que nous avons déjà rencontrées à propos de la dissolution judiciaire des *partnerships*, c'est-à-dire, au premier degré, la *High Court*, et les *County Courts* ; au second degré, la Cour d'Appel et la *Divisional Court*, avec faculté de pourvoi à la Chambre des Lords. Les *Chancery Courts* des Comtés Palatins de Durham et de Lancashire ne sont pas compétentes en matière de faillite, et il va sans dire que le *Judge in Lunacy* n'a aucun rôle à jouer ici. Voilà pour la compétence *ratione materiae*.

En ce qui concerne la compétence *ratione personæ*, elle dépend, en principe, du lieu de résidence du débiteur, ou, au cas d'une *partnership* débitrice, du lieu de son siège principal. Toute l'Angleterre est, à ce point de vue, divisée par le *Bankruptcy Act*, 1914 (art. 96 à 99, et Ann. III) en deux parties. La première constitue le « ressort de Londres » (*London Bankruptcy District*) ; elle embrasse non seulement la cité de Londres, mais aussi certaines parties de sa périphérie qui ordinairement relèvent des *County Courts* suivantes :

a) Comté de Middlesex, — ressorts des *County Courts* de Bloomsbury, Bow, Brompton, Clerkenwell, Marylebone, Shoreditch, Westminster et Whitechapel ;

b) Comté de Surrey, — ressorts des *County Courts* de Lambeth et Southwark.

Le reste du pays relève des diverses *County Courts* provinciales. La loi leur attribue, dans leurs ressorts territoriaux respectifs, la plénitude de compétence en matière de faillite (art. 96).

La *High Court* est compétente, d'après l'art. 98 (1) de la Loi, —

1° si le débiteur a résidé ou a exercé sa profession ou son commerce dans le ressort de Londres, tel qu'il est défini ci-dessus :
a) pendant la majeure partie des 6 mois antérieurs à la demande ;

ou, pendant la période la plus longue des séjours qu'il a pu faire dans plusieurs ressorts durant ces 6 mois ;

2° si le débiteur ne réside point en Angleterre ;

3° si le créancier demandeur ne peut indiquer avec certitude la résidence du débiteur.

Dans tous les autres cas, la compétence *ratione personæ* appartient à la *County Court* dans le ressort de laquelle le débiteur a résidé ou exercé sa profession ou son commerce pendant la majeure partie des 6 mois précédant la demande (art. 98 (2), B. A.) ;

Afin d'obvier aux exceptions d'incompétence, et dans un but de célérité et d'économie, la Loi dispose que —

1° la compétence en premier ressort attribué à un tribunal s'étend à toute l'Angleterre (art. 100 (1)) ;

2° le juge saisi peut à tout moment, et quelque soit l'état d'avancement de la procédure, renvoyer ou transférer l'affaire à une autre juridiction (art. 100 (2)) ;

3° si le débiteur a, pendant la majeure partie des 6 mois qui précèdent la demande, travaillé dans le ressort d'une juridiction, alors qu'il résidait dans le ressort d'une autre, la première n'en sera pas moins compétente (R. art. 147).

Depuis le 15 août 1921, la compétence de la *High Court* qui était exercée par la *King's Bench Division* de cette juridiction, est attribuée à sa *Chancery Division* (1), laquelle réunit ainsi, à l'heure actuelle, la compétence en matière de dissolution des *partnerships* (2), de liquidation des compagnies (3), et de faillite.

Dans chacune de ces juridictions (la *Chancery Division* de la *High Court*, et les *County Courts*) les affaires à juger sont réparties, suivant leur nature, leur gravité et leur urgence, entre le Juge et le Greffier, ce dernier étant, en effet, en Angleterre, investi d'importantes attributions judiciaires.

Auprès de chaque juridiction le *Board of Trade* délègue, en outre, un ou plusieurs Séquestres Officiels (*Official Receivers of debtors' estates*), qui agissent sous les ordres du Juge, tout en représentant le pouvoir administratif.

(1) W. N. (1921), pp. 287, 362 et v. ci-dessous, p. 318.

(2) *Supreme Court of Judicature (Consolidation) Act*, 1925, art. 56 (1).

(3) *Companies Act*, 1929, art. 164.

Les juridictions des degrés supérieurs sont celles que nous avons déjà indiquées à propos de la dissolution des *partnerships*.

§ 2. — *Première Phase de la Procédure (Période préparatoire)*

Modes de Saisine du Tribunal

1) Qui peut provoquer le Jugement de Séquestre ?

Des trois manières (demande émanant d'un ou de plusieurs créanciers, aveu fait par le débiteur de sa propre insolvabilité, jugement prononcé d'office par le Tribunal dont, au point de vue législatif, un Tribunal peut être amené à rendre un Jugement de Séquestre, le Droit anglais écarte la dernière. Il avait même, jusqu'en 1883, refusé au débiteur la faculté de s'adresser au Tribunal pour solliciter sa propre mise en faillite. La procédure de faillite aboutissant, dans le système anglais, à la libération pour le failli de ses obligations antérieures, il était à craindre, disait-on, que les débiteurs ne se prévalent des facilités de la « faillite volontaire » pour tenir leurs créanciers à leur discrétion, et pour leur extorquer des concessions exagérées. Le législateur a fait justice de ces hésitations, et, actuellement, le débiteur peut, non seulement requérir le Séquestre de ses biens (1), mais aussi simultanément un jugement de sa déclaration en faillite (2).

Nous n'avons plus à insister sur les conditions que doivent remplir la dette et l'*act of bankruptcy*, puisque nous les avons exposées plus haut. Une observation complémentaire toutefois s'impose. Un créancier gagiste ou hypothécaire (*secured creditor*) est, en principe, en dehors de la procédure de la faillite (3). Il n'est pas soumis à la loi de dividende ; il peut s'en tenir à sa sûreté, et se couvrir en la réalisant. Si toutefois, il juge à propos de mettre en mouvement la procédure de la faillite contre son débiteur, sa demande ne sera recevable qu'à la condition qu'elle contienne son offre de faire abandon du bien sur lequel il a un gage ou une hypothèque au profit de la masse des créanciers chirographaires,

(3) V. ci-dessous, p. 147.

(2) Règl. art. 221.

(3) V. ci-dessous, p. 147.

ou une évaluation de ce bien. Dans ce dernier cas, sa créance ne lui donnera droit de requérir le Séquestre qu'autant qu'elle dépassera le minimum prescrit de 50 livres (1).

B) *Forme de la Demande.* — 1° La demande en Séquestre (*bankruptcy petition*) doit se conformer à la teneur des Formules annexées au Règlement (2). Elle doit articuler tous les faits susceptibles de former la conviction du Juge, notamment ceux qui se rapportent a) à l'existence de la dette, et b) à l'*act of bankruptcy*. Au cas où elle émane d'un créancier, elle doit être accompagnée d'un *affidavit* justificatif, juré par le créancier lui-même ou par un mandataire ayant une connaissance personnelle des faits sur lesquels est fondée la demande (3).

Une demande formée par une *partnership* doit porter, avec la raison sociale, la signature de l'associé qui l'y a apposée : par exemple :

« B. et Cie, par X, un des associés » (4).

A l'exemple du système français (5), une demande en Séquestre de ses propres biens présentée par une *partnership* elle-même, ou un aveu de son insolvabilité doivent énoncer les noms et prénoms de tous les associés, et être accompagnés d'un *affidavit*, juré par l'associé signataire, qui atteste du consentement de tous ses co-associés (6).

Tout créancier qui a une créance de valeur suffisante pour former une demande en Séquestre contre tous les associés d'une *partnership*, est libre de limiter sa demande, à son gré, à un ou à plusieurs de ses associés, à l'exclusion des autres (7).

Enfin, toute demande relative à une *partnership* (qu'elle soit formée par elle-même ou par un tiers) doit être accompagnée aussi d'une liste nominative des associés qui figurent sur le Registre tenu

(1) Art. 2 et 4 (1) (a), B. A. 1914.

(2) C. Formule N° 11 pour la demande de créancier, N° 4 pour une demande faite par le débiteur.

(3) R. art. 152.

(4) R. art. 278.

(5) C. Com. art. 438 ; Loi du 4 mars 1889, art. 3.

(6) Art. 1 (1) (f), 6 (1), et 119, B. A. 1914 ; R. art. 281.

(7) Art. 114, B. A. 1914.

par le Registrar of Companies en vertu du *Registration of Business Names Act, 1916* (6 et 7 Geo. 5, c. 58). Cette liste communiquée au Conservateur du Cadastre, et enregistrée par celui-ci d'office, vaudra interdiction d'aliéner les biens immeubles qui appartiennent aux associés (1).

2° *Présentation*. — Le demandeur présente les pièces sus-mencionnées en plusieurs exemplaires au Greffe du Tribunal compétent. Il consigne, en même temps, entre les mains du Syndic Officiel, une provision de 7 livres 10 s. (qui est réduite, au cas d'une demande formée par le débiteur, ou par la *partnership* débitrice, à £ 5) pour frais de procédure (2). Le Greffier, avant d'y apposer le sceau du Tribunal, vérifie la sincérité des faits articulés dans la demande et dans les *affidavits*, convoquant, s'il y a lieu, à cet effet des témoins (3) ; puis, il restitue au demandeur, afin qu'il fasse les significations aux divers intéressés, tous les exemplaires, sauf un, qu'il retient pour son dossier (4). Il notifie ensuite la demande au Conservateur du Cadastre.

3° *Signification*. — Le créancier demandeur doit faire signifier sa demande à la *partnership*, mais celle-ci n'étant pas douée de la personnalité morale, rigoureusement la signification devrait ne pouvoir se faire qu'à la personne de chacun des associés. Mais, normalement, la signification à la *partnership* peut se faire par la remise d'une expédition de la demande, ainsi que des *affidavits* qui y sont annexés, soit à un des associés, soit à toute autre personne chargée de sa gestion ou de son administration, qui se trouve sur les lieux de l'établissement principal de la *partnership* en Angleterre (5). Il en est de même d'une personne qui fait des affaires sous un nom d'emprunt (6).

(1) R. art. 149 b.

(2) R. art. 149.

(3) R. art. 164.

(4) R. art. 12 et 151.

(5) R. art. 279. Cette disposition vise surtout les entreprises qui, tout en n'appartenant qu'à une seule personne, ont une enseigne commerciale qui, par l'adjonction des mots « & Company », laisse supposer l'existence de plusieurs associés.

(6) R. art. 28 ; et *Registration of Business Names Act, 1916*.

Toutefois, par dérogation à cette règle, afin d'accélérer la marche de la procédure, le Tribunal peut, si l'on prouve l'impossibilité d'une signification à la personne ou aux agents de la *partnership*, autoriser la signification à domicile (*substituted service*), soit par la remise de l'exploit entre les mains d'une personne adulte habitant les locaux de la *partnership*, soit par son envoi par la poste sous pli recommandé (1).

Procès-verbal de la signification, quelle soit faite de l'une ou de l'autre manière, est ensuite dressé, sous forme d'un *affidavit* (2).

C) *Le Jugement de Séquestre (Receiving Order)*. — Une demande formée par un associé ou par une *partnership*, tendant au Séquestre de ses propres biens donne lieu de plein droit (3) à un jugement de Séquestre (*receiving order*).

Il en est tout autrement de la demande présentée par un tiers créancier, et qui est susceptible, par conséquent, de provoquer des contestations. Elle est inscrite au rôle de l'audience 8 jours après la date de sa signification à l'intéressé. Si celui-ci (associé ou *partnership*) entend en discuter le bien fondé, il est tenu, dans l'intervalle, de déposer au Greffe, et de faire signifier au demandeur au moins 3 jours francs avant l'audience, un mémoire contenant l'exposé de ses moyens.

Les débats se déroulent en audience publique. Le Tribunal, usant d'un large pouvoir discrétionnaire, peut accorder des délais, ou des sursis au paiement. Il peut encore prononcer un non-lieu au cas où l'actif lui paraîtrait nul ou tellement insignifiant qu'il serait facilement absorbé par les frais de la procédure. Dans la pratique, toutefois, le Tribunal hésite à préjuger de la valeur de l'actif, et laisse la première phase de la procédure suivre librement son cours.

Lorsque le Tribunal estime qu'il y a lieu de faire droit à la demande, il prononce un *receiving order*, par lequel il ordonne la mise sous Séquestre des biens, suivant le cas, de l'associé ou de

(1) R. art. 156.

(2) R. art. 157.

(3) Art. 6, B. A. 1914 ; R. art. 166.

la *partnership*, et charge le Séquestre Officiel d'en prendre possession (1).

Deux faits — le caractère purement patrimonial du Séquestre, et la responsabilité solidaire et illimitée des associés — sont causes que le Séquestre qui est prononcé à l'égard de la *partnership* implique nécessairement le séquestre des biens personnels et propres de chaque associé (2). Le Règl. de 1915 (art. 285) affirme, d'ailleurs, ce principe en disposant expressément qu'un « jugement de Séquestre prononcé à l'égard d'une *partnership* produit les mêmes effets que s'il avait été rendu à l'égard de chacune des personnes qui, au moment où il est rendu, y était associée », et il n'y aurait de dérogation à ce principe, d'après la jurisprudence, qu'au profit d'un associé mineur (3), et d'une compagnie enregistrée conformément aux Companies Act 1929, qui serait elle-même associée dans une *partnership* (4).

Pour justifier un jugement de Séquestre contre toute la *partnership*, il faut, et il suffit qu'il y ait, conformément aux conditions que nous avons précédemment exposées :

a) Une dette solidaire ;

b) Un *act of bankruptcy* accompli par chacun des associés, c'est-à-dire, soit un *act* distinct et différent par chacun d'eux, soit un seul et même *act* solidaire accompli par eux tous, dans les trois mois qui précèdent la demande ;

c) Que, lors de l'accomplissement de cet *act of bankruptcy*, la dette ne fût pas éteinte (5).

(1) Art. 7, B. A. ; Formules 29, 30, du Règl.

(2) Nous verrons plus loin (p. 150) qu'il en est différemment du Jugement déclaratif de faillite (*adjudication order*), lequel est une mesure personnelle, qui est prononcée nominativement à l'égard de chaque associé, et non pas collectivement à l'égard de la *partnership* (R. art. 288), celle-ci étant dépourvue de la personnalité civile.

(3) *Lovell & Christmas v. Beauchamp* (1894), A. C. 607.

(4) V. 47^e Compte-Rendu Annuel (pour l'année 1929) du Board of Trade sur les Faillites, pp. 40, 41.

(5) *Ex parte Clarke*, 1 D. & Ch. 544.

D'autres Jugements Interlocutoires. — Le Tribunal peut, en outre, à tout moment à partir de la demande en Séquestre, et avant de statuer définitivement sur cette demande, rendre deux autres Jugements interlocutoires dans le but de sauvegarder le patrimoine du débiteur. —

a) Un Jugement intérimaire de Séquestre (*Interim Receiving Order*) à l'effet de charger le Séquestre Officiel de prendre possession d'urgence de certains biens déterminés du débiteur (1).

b) Un Jugement ordonnant la suspension des poursuites et des voies d'exécution individuelles des créanciers (2).

D). — *Minutes du Jugement de Séquestre : Signification.* — Les minutes du jugement de Séquestre (dont le dispositif spécifie tout particulièrement l'*act of bankruptcy* établi à la charge du débiteur, la date à laquelle il a été accompli, ainsi que la date de la demande en Séquestre) (3) sont rédigées par les soins du Greffier (4) qui, après y avoir apposé sa signature et le sceau du Tribunal, en envoie une expédition au Séquestre pour qu'elle lui serve de titre exécutoire (5) : et une autre, aux fins de publication dans le Journal Officiel (la *London Gazette*), au Board of Trade (6). Le jugement de Séquestre, bien que n'étant qu'une mesure provisoire, n'en produit pas moins des effets *erga omnes*. La publicité, par suite, s'en impose. Aussi, à part cette publication dans la Gazette, le Séquestre Officiel doit-il faire insérer le jugement par extrait dans un journal local approuvé par le Board of Trade (7), et le faire signifier aux personnes suivantes :

(1) Art. 8, B. A. ; R. art. 160 à 164, et Formules 13, 13 A, et 14.

(2) Art. 9, B. A.

(3) Ces trois mentions sont indispensables en vue de fixer avec précision la consistance de l'actif du débiteur (art. 37, B. A.), et le point de départ pour les nullités qui pourraient atteindre certains actes de disposition ou d'aliénation consentis par le débiteur, s'il venait ultérieurement à être déclaré en faillite (art. 40 à 47).

(4) R. art. 179, 180 ; Form. 29 à 31.

(5) R. art. 181.

(6) Art. 11, B. A. ; R. art. 186, Form. 200 (1).

(7) Art. 11, B. A. ; R. art. 186, (2), Form. 32-33.

a) Au débiteur lui-même (1), et au cas d'une *partnership*, à chacun des associés. Cette expédition avertit le débiteur qu'il a l'obligation de se présenter dans le plus bref délai possible au bureau du Séquestre Officiel et de continuer ensuite à se tenir toujours à sa disposition ;

b) Au conservateur du cadastre (2), à fin qu'il l'enregistre aux feuillets des biens ainsi frappés d'indisponibilité ;

c) Au *Sheriff* (huissier chargé de pratiquer les saisies-exécutions), afin qu'il transmette au Séquestre (3) les valeurs qui proviennent des saisies qu'il a opérées pour le compte des créanciers individuels.

Dans la pratique, le Séquestre prend la précaution de le signifier aussi à tous ceux qu'il estime susceptibles d'avoir été en relations d'affaires avec le débiteur ou de détenir des valeurs lui appartenant ; ainsi notamment :

a) aux établissements de crédit où le débiteur avait des fonds en dépôt ;

b) aux compagnies d'assurances ;

c) aux bailleurs des immeubles occupés par le débiteur ;

d) à l'Office National des Brevets (*Patent Office*) ;

e) au Receveur des Postes, pour se faire remettre le courrier et la correspondance du débiteur.

II). — *Effets du Jugement de Séquestre*. — ° Le prononcé du jugement de Séquestre donne, tout d'abord, un caractère nouveau et tout particulier à la procédure, en y faisant intervenir une nouvelle partie, l'Etat, par son représentant, le Séquestre Officiel. Celui-ci joue désormais un rôle de tout premier plan, en sa qualité de défenseur de l'intérêt public. Dans l'instance qui n'était liée jusqu'alors qu'entre le créancier (dans l'hypothèse, bien entendu, d'une demande présentée par un créancier) et son débiteur (l'associé ou la *partnership*), le Tribunal n'intervenait que pour arbitrer les différends que les parties elles-mêmes lui soumettaient. Avec l'entrée en scène du représentant de l'Etat, le rôle important dans

(1) R. art. 182.

(2) R. art. 181 (a).

(3) Art. 40, 41 B. A.

la poursuite de la procédure passe à celui-ci. Le Séquestre Officiel, gardien de l'intérêt public, va ouvrir une instruction sur l'état des affaires du débiteur ; il va mettre ses biens en sûreté, et exposer éventuellement au Tribunal, en toute impartialité, son appréciation sur la situation financière du débiteur et sur les causes qui ont déterminé son insolvabilité.

2° Le Jugement *ne dessaisit pas* le débiteur de ses biens. Il les place sous mains de justice et en assure la conservation ; il les rend indisponibles et les met à l'abri, non seulement des détournements et des dilapidations du débiteur, mais aussi des risques inhérents à son métier. Ni le débiteur ni le Séquestre Officiel ne peuvent désormais faire des actes de disposition ou d'aliénation des biens.

3° Le Séquestre représente aussi la collectivité des créanciers qui auraient des droits à faire valoir à l'égard du débiteur ou de ses biens. Dorénavant, ces créanciers ne peuvent plus, sans l'autorisation expresse du Tribunal, intenter individuellement aucune action ni poursuivre aucune voie d'exécution. Leurs actions passent au Séquestre. Toutefois, il n'en est ainsi (aux termes exprès de l'art. 7 du B. A.) qu'à l'égard des actions relatives aux « créances admissibles à la faillite ». Aussi certains créanciers demeurent-ils en dehors de l'interdiction, et libres de se prévaloir de leurs recours individuels. Tel est le cas des créanciers suivants :

a) Les créanciers qui agissent en réparation du préjudice éprouvé à la suite des actes délictueux (*torts*) du débiteur ;

b) Les créanciers gagistes ou hypothécaires (*secured creditors*), qui sont, ainsi que nous l'avons fait remarquer précédemment, en principe, en dehors de la faillite (art. 7 (2), B. A.) ;

c) Le bailleur du local ou de l'immeuble occupé par le débiteur, son privilège et son droit de pratiquer la saisie-gagerie (*distress*) étant d'ailleurs maintenus par l'art. 35 (1), B. A. ;

d) Les créanciers étrangers qui engagent des poursuites contre le débiteur devant une juridiction étrangère, car aucune loi interne anglaise ne saurait les en empêcher (1).

(1) Il en serait autrement, d'après la jurisprudence, si le créancier était un sujet britannique résidant à l'étranger (*In re Destin, Ex parte Ormiston* (1871), 24 L. T., N. S. 197), ou si, même étant de nationalité étrangère, il inter-

e) Enfin, le jugement de Séquestre ne fait aucunement obstacle aux poursuites répressives contre le débiteur. Ainsi si celui-ci subit une contrainte par corps, en vertu de l'art. 4 (3) du *Debtors' Act*, du 9 août 1869, pour défaut de paiement des sommes qu'il devait en sa qualité d'agent fiduciaire (*trustee*), il ne saurait obtenir sa libération en accomplissant un *act of bankruptcy*, ou bien en faisant une demande de Séquestre (1) ; même après le jugement de Séquestre, il continuerait à être soumis à la contrainte par corps.

Rôle du Séquestre Officiel. — Le jugement de Séquestre désigne le Séquestre Officiel comme Séquestre des biens du débiteur jusqu'à la désignation du Syndic. C'est, en somme, un Syndic provisoire, qui est chargé de la gestion du patrimoine et des affaires du débiteur, avec faculté de nommer, à la requête des créanciers, un Administrateur spécial (*Special Manager*) (2). Mais il est surtout chargé d'instruire les circonstances qui se rattachent à la situation pécuniaire et à l'insolvabilité du débiteur, et d'en rendre compte à l'Assemblée de Créanciers et au Tribunal, afin de les mettre ainsi à même de statuer en connaissance de cause sur la suite qu'il convient de donner à la procédure, c'est-à-dire, si, dans le cas où les créanciers accepteraient un concordat, il convient d'arrêter la procédure, et de rapporter le jugement de Séquestre, ou s'il faut laisser la procédure suivre son cours, et faire prononcer la faillite du débiteur.

Les mesures d'instruction consistent notamment à exiger du débiteur un Etat de Situation (*Statement of and in relation to his affairs*), à interroger le débiteur en audience publique devant le Tribunal (3) afin d'obtenir des précisions sur ses biens, ses affaires, et les causes de son insolvabilité, à convoquer une Assemblée des Créanciers (4) afin de compléter les renseignements nécessaires, de

venait dans une instance engagée en Angleterre, manifestant par là sa volonté de se soumettre au jugement des juridictions anglaises (*Ex parte Tait* (1872), 13 Eq. 311.

(1) *Earl of Lewes v Barnett*, (1877), 6 Ch. 252.

(2) Art. 10, B. A. 1914.

(3) Art. 14, B. A.

(4) Art. 13, B. A.

critiquer l'Etat de Situation déposé par le débiteur, et de délibérer, le cas échéant, sur les propositions de concordat que le débiteur jugerait utile de leur présenter.

A. — L'ETAT DE SITUATION. — Etant admis que le débiteur malheureux et de bonne foi est plus digne d'intérêts que celui qui a provoqué son insolvabilité par ses propres imprudences, ou des manœuvres répréhensibles, il s'ensuit que le débiteur doit être le premier à démontrer son honnêteté et sa sincérité. C'est pourquoi la Loi (art. 14) lui a attribué la charge de la preuve, en lui imposant le devoir de dresser son bilan et un inventaire qui résument son Etat de Situation. —

« Lorsqu'un Jugement aura été prononcé à l'égard d'un débiteur, il devra dresser et soumettre au Séquestre Officiel un Etat de Situation de ses affaires dans la forme prescrite. Cét Etat, dont la sincérité sera déclarée sous serment (*affidavit*), mentionnera en détail tout son actif et son passif, les noms, adresses, et profession de ses créanciers, les sûretés dont chacun d'eux est pourvu, et les dates auxquelles elles leur ont été données, ainsi que tout autre renseignement qui est soit prescrit par le Règlement, soit exigé par le Séquestre Officiel ».

Et l'art. 287 du Règl. dispose, en ce qui concerne plus particulièrement une *partnership*, que les associés sont tenus de déposer, en outre de l'Etat de la situation sociale de la *partnership*, chacun individuellement et pour son propre compte un Etat de Situation de ses affaires personnelles. Les associés doivent à cet effet, dès qu'ils ont reçu l'expédition du jugement de Séquestre, se présenter, conformément à l'avertissement y contenu (1), au bureau du Séquestre Officiel, qui leur remettra les formules appropriées pour la confection des divers Etats, et les instructions sur leur mode de préparation (2).

L'Etat de Situation, qui est un ensemble de documents assez volumineux, comprend 10 à 11 bordereaux détaillant comme suit la consistance de l'actif et du passif des associés et de la *partnership*, et un résumé général sous forme de bilan et d'inventaire, qui fait

(1) V. ci-dessus, p. 127.

(2) R. art. 189, 311 ; Form. 34.

ressortir le déficit (ou bien, le cas échéant, l'excédent) de l'actif sur le passif (*deficiency or surplus account*). —

Le Passif	A) Dettes dues aux créanciers chirographaires
	C) — — — partiellement garantis.
	B) — — — entièrement garantis.
	D) Dettes résultant des endossements des lettres de change.
	E) Autres dettes (y compris les dettes éventuelles ou futures.
	F) & G) Créances privilégiées (loyers, salaires, impôts, etc.).
L'Actif	H) Les biens matériels.
	I) Les créances.
	J) Les lettres de change et billets à ordre non encaissés.

Ainsi dressé, l'Etat de Situation doit être affirmé véridique sous la foi du serment, et remis en double exemplaire au Séquestre Officiel, en principe, dans un délai de 3 jours à partir du jugement de Séquestre, si c'est le débiteur lui-même qui l'a provoqué, et dans la huitaine, s'il a été prononcé à la requête d'un créancier. Toutefois, le Tribunal (1), et même le Séquestre Officiel, peuvent pour de justes motifs, proroger ces délais. D'autre part, les débiteurs qui ne peuvent pas préparer leur Etat de Situation peuvent demander au Séquestre Officiel l'autorisation de se faire aider, aux frais de la masse, par des experts comptables (2).

A défaut de confection de cet Etat de Situation, il peut intervenir un jugement déclaratif de faillite (*adjudication order*), prononcé à la poursuite, soit du Séquestre Officiel, soit d'un créancier (3).

Pour permettre aux intéressés de contrôler et de critiquer l'Etat de Situation, le Séquestre Officiel a) en dépose un exem-

(1) B. A. art. 14 (2).

(2) B. A. art. 74 (2) : B. art. 313.

(3) B. A. art. 14 (3).

plaire au Greffe du Tribunal (1) où toute personne qui justifie par écrit de sa qualité de créancier peut en obtenir communication, et b) en envoie un résumé, avec l'avis de convocation à la Première Assemblée des Créanciers, à chaque créancier qui y a été indiqué (2). L'Etat de Situation étant, en principe, remis au Séquestre Officiel dans la huitaine du jugement de Séquestre, la Première Assemblée étant convoquée habituellement dans la quinzaine de ce jugement (3) et, enfin, l'Interrogatoire Public du débiteur ne pouvant être déclaré clos qu'après les délibérations de cette Assemblée (4) les créanciers ont ainsi largement le temps et l'occasion de se documenter en vue de la Première Assemblée et de l'Interrogatoire Public.

B. — L'INTERROGATOIRE PUBLIC des débiteurs (5) est une institution toute spéciale à la procédure anglaise des faillites. Le failli a sans doute été de tout temps, en Droit anglais, soumis à un certain interrogatoire ; mais c'est la Loi de 1869 qui en a imposé la publicité, et c'est celle de 1883 qui, en divisant la procédure en deux phases, a fait de l'interrogatoire public du débiteur un élément essentiel de la première, celle de l'instruction.

L'institution a été critiquée (6). On lui a reproché sa dureté et son caractère humiliant. Mais il importe de se rappeler, d'abord, que c'est par sa franchise et sa sincérité en déclarant toutes les circonstances qui entourent son insolvabilité qu'un débiteur peut espérer se soustraire légalement à la faillite, et échapper au déshonneur qu'elle comporte. Ensuite, la faillite, même une fois déclarée, aboutit, en Droit anglais, à libérer le failli de l'excédent de ses dettes sur son actif. Il est juste que cette exonération soit réservée en récompense aux seuls débiteurs qui, après avoir été mis en présence de leurs juges, de leurs créanciers, et du public en général, ont été déclarés exempts de tout reproche. Enfin, la crainte

(1) R. art. 189.

(2) B. A. Annexe 1^{re}, art. 3.

(3) B. A. Ann. 1, art. 1.

(4) B. A. art. 15 (9).

(5) B. A. art. 15, R. art. 191 à 199.

(6) V. Thaller, *La Faillite en Droit comparé*, Tome II, § 176, p. 220.

de la publicité agit comme un puissant frein moral sur ceux qui se trouvent placés entre leurs passions et leurs scrupules, et l'interrogatoire sert à inspirer une certaine correction dans les affaires.

L'interrogatoire public vise à un triple but. —

a) Faire connaître au public, dans l'intérêt de la moralité commerciale, les principaux faits qui ont été la cause de l'insuccès du débiteur :

b) Obtenir les renseignements nécessaires pour une bonne administration de l'actif, renseignements qu'on ne pourrait guère espérer recueillir d'autres sources ;

c) Poser les bases des Rapports que le Séquestre Officiel devra éventuellement adresser au Tribunal au cas où le débiteur demanderait l'homologation de son concordat avec les créanciers (1), ou sa décharge de l'excédent de son passif (2).

L'interrogatoire public devant le Tribunal est, en général, précédé d'un *interrogatoire privé* auquel procède le Séquestre Officiel dans son propre bureau, et qui porte sur des points particuliers comme :

1° les actes de disposition que le débiteur a consentis, ou les *acts of bankruptcy* qu'il a accomplis, dans les 3 mois antérieurs à la demande en Séquestre (3), ainsi que les saisies qui ont été pratiquées sur ses biens par des créanciers ;

2° l'argent en espèces, les titres, les bijoux ou les valeurs mobilières qui n'ont pas encore été remis au Séquestre Officiel ;

3° les baux ou autres conventions se rattachant aux locaux occupés par le débiteur.

En ce qui concerne une *partnership*, ce sont les mêmes règles qui s'appliquent. Si le jugement de Séquestre n'est rendu qu'à l'égard d'un seul associé, c'est celui-ci seul qui est tenu de se soumettre à l'interrogatoire public. Si, par contre, il est rendu à l'égard de la *partnership* toute entière, chacun des associés sera interrogé devant le Tribunal.

(1) Art. 16 (8) et 21, B. A.

(2) Art. 26.

(3) Art. 37.

PROCÉDURE DE L'INTERROGATOIRE. — Le Tribunal, sur la demande du Séquestre Officiel, fixe un jour (après l'expiration du délai prévu pour le dépôt de l'Etat de Situation) pour l'interrogatoire public, et rend une ordonnance réquérant la comparution du débiteur (1). Le Séquestre Officiel signifie l'ordonnance au débiteur, en envoie avis aux créanciers, et la fait publier par une insertion dans la Gazette ainsi que dans un journal local (2). Si le débiteur enfreint cette ordonnance, il peut être amené devant le Tribunal sur mandat. De même, si, ayant comparu, il ne s'explique pas avec toute la franchise requise, il risque de voir son interrogatoire ajourné indéfiniment, et lui-même déclaré d'office en faillite (3).

L'interrogatoire est, en général, présidé par le Greffier (4), mais c'est le Séquestre Officiel qui y prend la part la plus active, en sa qualité de délégué du Board of Trade. Il ouvre l'interrogatoire. Le débiteur y répond sous la foi du serment. Le Syndic, s'il en est nommé un avant la clôture de l'interrogatoire, peut y prendre part également, ainsi que tout créancier qui a produit son titre, soit par lui-même, soit par son représentant dûment autorisé (5). Le Président du Tribunal peut, bien entendu, demander au débiteur toutes explications nécessaires. Le débiteur est tenu de répondre à toutes les questions posées (sauf naturellement à celles qui seraient exclues par le Président), et ce d'une manière, non point, évasive, mais de façon à apporter tous les éclaircissements et renseignements désirables sur sa conduite, l'état de ses affaires, et de ses biens, sous peine de contrainte par corps. Il ne peut surtout pas exciper de ce que certaines questions seraient de nature à l'incriminer, c'est-à-dire, à lui faire faire l'aveu d'une conduite délictueuse ou criminelle ; ce moyen, admis d'ordinaire dans le système juridique anglais, est étranger à la procédure de la faillite (6). Les

(1) R. art. 191, Form. 66, 67.

(2) R. art. 193.

(3) R. art. 195.

(4) Art. 102 (2) (b), B. A.

(5) R. art. 194.

(6) V. ci-dessous p. 240.

questions comprises dans l'interrogatoire ont surtout pour but d'obtenir des explications sur les points suivants :

- a) différence entre l'actif et le passif ;
- b) tenue de la comptabilité ;
- c) origine et importance des dettes, et, s'il y a lieu, motifs, et circonstances dans lesquelles on été consentis des hypothèques, des gages, ou des privilèges ;
- d) billets à ordre, lettres de change, et autres effets de commerce qu'a tirés ou endossés le débiteur ou l'associé.

Le procès-verbal qui est dressé des réponses, et, après lecture, signé par le débiteur interrogé, est versé au dossier. Ainsi conservées, les dépositions comprises dans le procès-verbal seront utilisées dans le courant de la procédure. Elles pourront, au besoin, servir de preuve contre le débiteur (mais non pas contre des tiers) dans toute procédure ou poursuite ultérieure, sauf toutefois dans les poursuites intentées contre lui pour fraudes en sa qualité de mandataire, banquier, ou autre agent, en vertu de l'art. 85 du *Larceny Act, 1861*.

C. — LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS. — Aux termes de l'art. 13 (1), *Bankruptcy Act, 1914* :

« Aussitôt que possible après le jugement de Séquestre rendu contre un débiteur, une Assemblée Générale des Créanciers (ci-après désignée sous le nom de « *Première Assemblée des Créanciers* ») sera tenue pour délibérer sur toute proposition de concordat ou d'arrangement, ou sur l'opportunité de déclarer le débiteur en faillite, et, d'une manière générale, sur le mode d'administrer l'actif du débiteur ».

L'Assemblée se réunit, en règle générale, dans la quinzaine qui suit le jugement de Séquestre (1), sur convocation du Séquestre Officiel. A cet effet un avis *public* est inséré au moins 6 jours à l'avance dans la Gazette et dans un journal local (2), et un avis *individuel* est adressé à chacun des créanciers indiqués dans l'Etat de Situation. Ce dernier avis porte à la connaissance du créancier

(1) B. A. Ann. 1, art. 1.

(2) Ann. 1, art. 2.

le délai dans lequel il doit produire les titres de sa créance pour pouvoir voter, ainsi que les principaux sujets qui sont mis à l'ordre du jour de l'Assemblée, à savoir :

1° l'opportunité de demander la mise en faillite du débiteur, par suite, de désigner un *trustee* (syndic) et de déterminer le taux d'indemnité qui lui sera alloué, à moins que l'Assemblée n'en préfère laisser le soin au Comité de Contrôle (1) ;

2° la nomination d'un Comité de Contrôle, composé des créanciers ou de leurs mandataires (2).

L'avis de convocation est accompagné aussi :

a) de formules d'*affidavits* de production, et de procurations (générales et spéciales) que le créancier remplira à son gré (3) ;

b) d'un résumé de l'Etat de Situation, faisant ressortir la différence entre l'actif et le passif, les causes de l'insolvabilité du débiteur, et contenant d'autres observations que le Séquestre Officiel aura cru devoir y ajouter (4) ;

c) d'un résumé des termes de la proposition de concordat ou d'arrangement, si le débiteur en a présenté un (5).

Le débiteur est lui-même sommé trois jours à l'avance d'avoir à se présenter (6), afin de s'expliquer devant les créanciers et de leur fournir les renseignements nécessaires. Il est légalement obligé d'assister à l'Assemblée, même s'il ne reçoit pas la sommation.

Si le jugement de Séquestre a été prononcé à l'égard d'une *partnership*, les créanciers sociaux comme les créanciers personnels de chaque associé doivent être convoqués simultanément à l'assemblée (7), chacune de ces masses étant, aux termes de l'art. 33 (6), B. A., intéressée au patrimoine social comme à celui de chaque associé.

(1) B. A. art. 19.

(2) B. A. art. 20.

(3) B. A. Ann. 1, art. 17.

(4) Ann. 1, art. 3.

(5) B. A. art. 16 (2).

(6) R. art. 240.

(7) R. art. 291.

Les créanciers ne peuvent prendre part aux délibérations qu'autant qu'ils sont présents en personne ou par mandataire, et qu'ils aurent préalablement produit leurs créances. Il faut donc étudier d'abord, les modes de production, puis la vérification des procurations des créanciers, avant de nous occuper des délibérations de l'assemblée.

I. — PRODUCTION DES CRÉANCES. (*Proof of Debts*): —

La Loi distingue nettement entre la production aux fins de *vote*, et la production aux fins d'obtention de *dividende*. Les deux actes ne sont pas équivalents. Une créance peut fort bien être admise au vote (surtout à la Première Assemblée, dont la réunion et les délibérations sont forcément assez rapidement menées) sans que cela implique qu'au point de vue légal, elle doive incontestablement venir au partage de l'actif et recevoir un dividende.

Aux termes de l'art. 8 de l'Ann. 1^{re} du B. A., —

« Ne peut voter comme créancier à la Première Assemblée ou aux Assemblées ultérieures que celui qui aura prouvé à son profit l'existence d'une créance admissible à la faillite, et dont la production aura été dûment effectuée avant la date fixée pour la réunion de l'Assemblée ».

C'est là une disposition qui, ainsi qu'il ressort, d'ailleurs, des exemples contenus dans les articles suivants (art. 9 à 13), est destinée à restreindre aux seuls créanciers véritablement intéressés le droit de décider du sort du débiteur ou de son patrimoine. Aussi, certains créanciers n'ont-ils, en raison de la nature de leurs créances, qu'un droit de vote limité : —

1° Les créanciers dont la créance est indéterminée ou n'est pas liquide, ou est simplement éventuelle, sont exclus (Ann I, art. 9).

2° Les créanciers gagistes ou hypothécaires (*secured creditors*) doivent, pour pouvoir voter, soit abandonner leur sûreté, soit l'évaluer, et leur vote ne saurait compter que pour l'excédent de la créance non couvert par la valeur estimée de la sûreté (Ann I, art. 10) ;

3° De même, le porteur d'une lettre de change ou d'un billet à ordre doit, pour participer au vote, opérer la déduction de l'estimation de son droit de recours contre les autres co-débiteurs tenus solidairement (Ann. I, art. 11).

Toutéfois, si le jugement de Séquestre a été prononcé à l'égard d'un des associés d'une *partnership*, le créancier de la dette dont était tenu cet associé solidairement avec un ou plusieurs de ses co-associés peut participer au vote dans toutes les assemblées des créanciers (1).

Il faut ajouter qu'un créancier qui est primé par d'autres en ce qui concerne le partage et le droit aux dividendes est, par là même, primé par eux quant au droit de vote. Ainsi, a) d'après les arts. 2 et 3 du *Partnership Act, 1890*, celui qui a avancé des capitaux ou vendu un fonds de commerce au débiteur, moyennant promesse de recevoir une part des bénéfices résultant de l'entreprise, n'a droit aux bénéfices et au vote qu'autant que les autres créanciers auront été désintéressés ; b) le *Bankruptcy Act, art. 36*, contient des dispositions analogues à l'encontre d'un des conjoints qui a prêté de l'argent à l'autre pour les besoins de son commerce (2) ; et c) un associé ne peut, en principe, concourir avec les autres créanciers soit de la *partnership*, soit de ses co-associés.

Le délai imparti aux créanciers pour produire prend fin, en général, à midi, la veille du jour fixé pour la réunion (3). Passé ce délai, le créancier qui n'a pas produit ne peut assister à l'assemblée.

Le trait le plus frappant de toute cette réglementation, c'est que le législateur n'ait pas associé les créanciers au Séquestre Officiel dans la tâche, fort difficile et fort délicate, de la vérification des créances produites. A la différence du système prescrit par la législation française (4), d'après lequel la vérification se fait à l'Assemblée, et contradictoirement, tous les créanciers étant appelés à se contrôler mutuellement, ici c'est le Séquestre Officiel (comme ce sera plus tard le Syndic de la faillite) seul, et indépendamment des intéressés, qui examine les créances produites, et statue sur leur admissibilité. Dans la pratique, il prend parfois la précaution, dès

(1) Ann. art. 19 ; Cf. C. Com. fr. art. 542.

(2) V. ci-dessous p. 269.

(3) R. art. 253.

(4) C. Com. art. 491 à 563 ; Loi du 4 mars 1889, art. 11 à 13 ; V. *Thaller, La Faillite en Droit Comparé*, T. II, 178.

la réunion de l'Assemblée, d'interroger les créanciers (chacun d'eux a pu, du reste, d'après l'art. 7 de l'Ann. 1^{re}, se faire communiquer l'affidavit de production des autres, avant la réunion) et le débiteur, pour savoir s'ils ont des objections ou contestations à présenter.

Cette vérification n'est d'ailleurs que provisoire, et aux seuls fins de vote à l'assemblée qui va bientôt se réunir. La vérification définitive aux fins de *dividende* ne se fera qu'ultérieurement, au cours de la Seconde Phase de la procédure par les soins du Syndic ou du Séquestre Officiel lui-même (si celui-ci vient à être maintenu dans ses fonctions après la faillite). Le plus souvent, du reste, le Séquestre Officiel n'aurait ni le temps ni des bases d'appréciation suffisantes, avant la Première Assemblée, pour statuer définitivement sur la validité des créances produites. En cas de doute, il admet la créance à titre provisoire (1) au vote, osés réserve d'appel au Tribunal, ou encore de la décision du Syndic, sur son admissibilité aux dividendes, — ce qui entraîne des retards, des incertitudes, et parfois même des frais.

H. — LA VÉRIFICATION DES PROCURATIONS (*Proxies*)

— Les créances une fois vérifiées, il importe encore de n'admettre aux délibérations de l'assemblée que les créanciers dont les créances ont été reconnues valables à cet effet, ou leurs mandataires dûment autorisés. C'est encore le Séquestre Officiel lui-même qui procède à la vérification des procurations ; mais ici le besoin se fait beaucoup moins sentir d'associer les divers créanciers au travail du Séquestre.

Les procurations générales (*general proxies*) avaient, sous l'empire de la Loi de 1869, donné lieu à des abus scandaleux. Elles s'achetaient et se vendaient couramment, tout comme les votes dans les élections parlementaires et les sièges à la Chambre des Communes avant la grande réforme électorale de 1832 (2). Un homme d'affaires, qui était de connivence avec le débiteur, exploitant habilement l'apathie et la crédulité des créanciers, recueillait

(1) Ann. 1, art. 14.

(2) V. T. Erskine May, *Constitutional History of England*, Tome 1. p. 410

des procurations générales de ces derniers, et assurait ainsi au débiteur, dans l'intérêt duquel, en réalité, il agissait, l'acceptation de ses offres d'arrangement amiable ou de concordat. Si la faillite venait à être prononcée, il parvenait, grâce à la prépondérance des votes dont il disposait en vertu de ses nombreuses procurations, à s'assurer la situation lucrative de Syndic. Les dispositions ci-après contenues dans les art. 16 à 22 de l'Annexe I^{re} ont eu pour but de parer à ces pratiques.

a) Toute procuration (générale ou spéciale) doit être écrite de la propre main du créancier sur les formules qui lui sont envoyées à cet effet par le Séquestre Officiel avec l'avis de convocation (art. 16, 17).

b) Une procuration générale (*general proxy*) n'est valable que si elle est donnée en faveur d'un gérant, commis, ou autre employé permanent du créancier (art. 18) (1).

c) Toute procuration doit être déposée aux fins de contrôle entre les mains du Séquestre Officiel (ou, au cas d'une assemblée convoquée après la déclaration de faillite), du Syndic avant l'assemblée pour laquelle elle a été donnée (art. 20).

d) Est privé de ses honoraires le Syndic qui se sera fait désigner comme tel au moyen des sollicitations, directes ou indirectes (art. 21).

e) Afin de supprimer, enfin, le trafic dans les procurations, et de permettre aux créanciers absents de faire enregistrer leurs votes en toute confiance et dans le sens qu'ils désirent, il est prévu (art. 22) que des procurations, générales ou spéciales, peuvent être données au Séquestre Officiel, fonctionnaire qui agit sous la double surveillance du Tribunal et du Board of Trade.

(1) Le Règlement de 1929 sur la liquidation des « Compagnies enregistrées. » (ci-dessous, p. 396-397) est cependant revenu sur cette restriction apportée à la forme des procurations, et son article 147 (remplaçant l'art. 142 du Règlement de 1909) autorise maintenant le créancier à donner une procuration générale à toute personne, sans distinguer si elle est son employée ou non. Cette modification s'est inspirée, dit-on, de raisons pratiques, mais il n'y avait vraiment pas de motifs sérieux pour faire une différence entre la faillite, d'un côté, et la liquidation d'une Compagnie enregistrée, de l'autre.

III. — LES DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE. — L'Assemblée est présidée par le Séquestre Officiel lui-même ou par son délégué (Ann. I, art. 7). Le débiteur est tenu de s'y présenter, encore qu'il n'ait pas été touché par la sommation (R. art. 240).

Les créanciers, ou le Président peuvent lui demander telles ou telles explications qu'ils jugent utiles, mais en dehors de là, les principaux sujets sur lesquels l'assemblée aura à délibérer(et qui auront, d'ailleurs, été indiqués dans l'avis de convocation) sont :

1° La proposition de concordat préventif ou d'arrangement que le débiteur a pu présenter, aux termes de l'art. 16 (1), B. A., dans les 4 jours du dépôt de son Etat de Situation.

2° En l'absence, ou en cas de rejet par l'assemblée, d'une telle proposition, il y a lieu de statuer par voie de résolution ordinaire (1), sur l'opportunité —

a) de faire déclarer le débiteur en faillite ;

et b), dans ce cas, d'élire un Syndic de la faillite, en fixant d'avance son taux d'indemnité, à moins qu' l'assemblée ne préfère en laisser la détermination au Comité de Contrôle (B. A. art. 19 et 82 (1)) ;

c) de nommer un Comité de Contrôle, composé de 3 à 5 membres élus parmi les créanciers ou leurs mandataires (B. A. art. 20).

PROPOSITION DE CONCORDAT OU D'ARRANGEMENT. — Pour que la proposition soit acceptable, la Loi actuelle (art. 16 (2)) exige qu'elle réunisse les voix d'une majorité *en nombre* et d'une majorité des 3/4 *en sommes* de tous les créanciers (même absents) qui ont produit (2).

(1) Une « résolution ordinaire » signifie, d'après l'art. 167, B. A., une délibération prise à la majorité *en sommes* des créanciers présents ou dûment représentés et ayant voté. En France, on le sait, les majorités se comptent *par têtes*, et non pas *en sommes*.

(2) La Loi de 1883 (art. 18) exigeait, pour l'acceptation d'un projet de concordat, deux assemblées consécutives de créanciers, la première votant une résolution *spéciale* (c'est-à-dire prise à une majorité *en nombre*, et une majorité *en sommes* des créanciers *présents ou représentés*), la seconde votant à la

Deux dispositions (art. 292 et 293) du Règlement visent particulièrement les projets de concordats distincts qu'on rencontre dans le cas d'un jugement de Séquestre rendu à l'égard d'une *partnership*, c'est-à-dire le projet relatif aux dettes sociales, et ceux qui sont relatifs aux dettes propres de chacun des associés. Aux termes de l'art. 293 :

« Lorsque des propositions distinctes de concordat ou d'arrangement sont présentées par une *partnership* et par ses associés individuellement, celle qui est adressée aux créanciers sociaux sera prise en considération et mise au vote par ceux-ci indépendamment de chacune des masses des créanciers personnels des associés, et celle qui s'adresse à chaque masse des créanciers personnels sera prise en considération et mise au vote par la masse appropriée, indépendamment du reste des créanciers. Les propositions peuvent différer entre elles, tant quant à leur caractère qu'à leur montant. »

L'art. 292 dispose comme suit :

« La masse sociale et chaque masse personnelle peuvent séparément accepter des propositions de concordat ou d'arrangement. Autant que les circonstances le permettent, une proposition acceptée par la masse sociale peut être homologuée conformément à la Loi, sans que celle présentée par les associés individuels à leurs masses respectives personnelles soit acceptée. »

Et l'art. 293 *in fine* conclut ainsi :

« Lorsqu'une proposition de concordat ou d'arrangement aura été homologuée, le jugement de Séquestre ne sera rapporté qu'en ce qui concerne le patrimoine à l'égard duquel seul la masse intéressée aura accepté le concordat ou l'arrangement. »

Nous allons suivre le cours des délibérations de l'assemblée des créanciers, en distinguant selon qu'elle opte pour le rejet ou

majorité des $\frac{3}{4}$ en nombre des créanciers qui avait produit leurs créances, et non pas à la majorité des créanciers présents. La Loi du 18 août 1890, art. 3 (dont le texte est, en substance, reproduit par la Loi actuelle de 1914, art. 16) a, dans un but de simplification et de célérité, supprimé la nécessité de deux assemblées, et y a substitué une majorité en nombre, mais des $\frac{3}{4}$ en sommes, des créanciers qui ont produit.

pour l'acceptation de l'offre de concordat, mais en nous rappelant que la justice, qui a ouvert la *première phase* de la procédure, interviendra toujours en dernier lieu, soit pour en prononcer la clôture définitive, soit pour y substituer la *seconde phase*, celle de la faillite.

A. *Premier Cas.* — L'Assemblée accueille favorablement le projet de concordat et vote son acceptation dans les conditions prescrites (majorité en nombre, et majorité des $3/4$ en sommes, des créanciers produisant). Tout n'est pas encore fini, car, pour que le traité soit valable, il faut qu'il reçoive l'homologation du Tribunal, prononcée à la diligence du débiteur, ou du Séquestre Officiel (1).

La demande faite à cet effet doit être notifiée 3 jours francs avant l'audience (2) aux créanciers qui ont produit. Chacun d'eux, bien qu'il ait voté à l'assemblée pour l'acceptation, est néanmoins libre de se déjuger et de s'y opposer.

Afin de permettre au Tribunal d'être muni de tous les éléments d'appréciation, l'audience ne peut avoir lieu qu'après la clôture de l'interrogatoire public. Il statuera alors après avoir entendu tous les intéressés et surtout sur le Rapport du Séquestre Officiel qui a été déposé au moins 4 jours avant l'audience (3) et donne ses conclusions, non seulement sur le traité, mais aussi sur la conduite du débiteur (4).

Le concordat est donc susceptible de terminer la *première phase* de la procédure ; la « décharge » du failli sera, d'autre part, le dénouement de la *seconde phase*. C'est pourquoi la Loi et la jurisprudence ont assimilé ces deux actes au point de vue des conditions moyennant lesquelles ils peuvent recevoir l'approbation du Tribunal. Ainsi, le refus d'homologation du concordat est *obligatoire* pour le Tribunal (1) :

(1) B. A. art. 16 (5).

(2) R. art. 203.

(3) R. art. 205.

(4) B. A. art. 16 (8).

(5) Le Bankruptcy Act, 1926, art. 1, a toutefois supprimé les cas de refus obligatoire de décharge (en modifiant le texte de l'art. 26 (2) du B. A. 1914).
V. ci-dessous p. 274.

a) lorsque les termes du traité ne paraissent pas justes ou avantageux pour l'ensemble des créanciers (1) ; par exemple, s'ils ne leur assurent pas un avantage supérieur à celui qui leur aurait été procuré par le jeu régulier de la procédure de faillite (2).

b) s'il est établi à la charge du débiteur l'un quelconque des faits (3) énumérés à l'art 26 (3), alors que, d'autre part, le traité ne prévoit pas le paiement du 1/4, au moins, des dettes chirographaires (4) ;

c) si le traité ne garantit pas le paiement intégral (5) des créances qui ont un rang privilégié (6) d'après l'art. 33, des faits et dépenses de la procédure, ainsi que des droits et pourcentages payables au Séquestre Officiel et au Board of Trade, conformément au tarif en vigueur (7). Cette exigence s'explique par les motifs mêmes qui ont déterminé le législateur à accorder un privilège à ces créances.

Dans tous les autres cas, la liberté du Tribunal est entière. Ainsi, notamment, il peut accorder ou refuser l'homologation, lorsqu'il s'agit d'un débiteur qui, étant insolvable, a fait une donation à cause de mariage du genre visée à l'art. 27 B. A. (8). Mais en dehors de toute prescription législative, par cela même qu'il appartient au Tribunal, saisi d'une demande en homologation, de sauve-

(1) B. A. art. 16 (9).

(2) *Re Aylmer, Ex parte Bischoffsheim* (1887), 4 Morr. 152 ; *Re Dixon & Coodes* (1887), 5 Morr. 291 ; *Re Hester* (1888) 6 Morr. 85.

(3) Il s'agit de faits (tels que défaut de comptabilité, continuation des opérations commerciales après avoir acquis la certitude de son état d'insolvabilité, faillite provoquée par des spéculations imprudentes et hasardeuses, préférences illégitimes accordées à certains créanciers, actions judiciaires intentées ou contestées sans motifs valables) qui, relevés à la charge d'un failli, entraîneraient le refus de sa *décharge*, sa suspension pendant une certaine période, ou la subordonneraient à des conditions rigoureuses.

(4) B. A. art. 16 (10).

(5) B. A. art. 16 (19).

(6) V. ci-dessous p. 257.

(7) V. Tarif du 30 juillet 1930, W. N. (1930), 265, et R. art. 209.

(8) *Re Burr* (1892), 2 Q. B. 467 ; *Re Webb* (1914), 3 K. B. 387.

garder les intérêts non seulement des créanciers, mais du commerce en général et de l'ordre public, il ne sanctionnera pas un traité qui violerait, par exemple, le principe capital de l'égalité entre les créanciers, en assurant un dividende plus élevé à certains créanciers qu'à d'autres. De même, si, tout en étant avantageux pour les créanciers, le traité a pour motif véritable, en prévoyant la faillite, de dissimuler des opérations illicites ou suspectes que la procédure de la faillite aurait pour effet de dévoiler, le Tribunal hésitera à l'homologuer (1).

EFFETS DE L'HOMOLOGATION. — Le concordat, une fois homologué, et revêtu du sceau du Tribunal, lie tous les créanciers (même les dissidents) et le débiteur. Il en résulte les conséquences suivantes :

1) La faillite est conjurée. Le débiteur échappe à l'expropriation (2), aux incapacités politiques, et à la déconsidération qu'elles comportent.

2) Le Séquestre est tenu, après avoir reçu paiement de ses frais et droits, de remettre au débiteur la possession des biens qui étaient immobilisés entre ses mains en vertu du jugement de Séquestre. Le débiteur pourra ainsi se procurer les fonds nécessaires pour payer les sommes stipulées dans le concordat.

3) Le Tribunal est tenu de rapporter le jugement de Séquestre.

Toutefois, pas plus qu'une ordonnance de décharge (avec laquelle, d'ailleurs, elle a beaucoup de points de ressemblance) (3), l'homologation du concordat ne saurait, par elle-même, et sans jugement spécial à cet effet, libérer le débiteur des sommes qu'il doit à raison (4) d'une condamnation soit en dommages-intérêts, pour séduction ou pour adultère, soit pour le paiement d'une pension alimentaire à la suite d'une action en recherche de paternité.

(1) *Ex parte Strawbridge, re Hickman* (1883), 25 Ch. D. 266.

(2) Art. 18, B. A.

(3) V. ci-dessus, p. 143.

(4) Art. 16 (13), B. A.

SANCTIONS DU CONCORDAT. — L'exécution du concordat est sanctionnée, à la demande de tout intéressé (y compris le Séquestre Officiel, ou un créancier), —

1^o par les voies d'exécution ordinaires à l'encontre du débiteur et de ses garants, ainsi que par la contrainte par corps (*attachment or committal for contempt of court*) (1) ;

2^o par un jugement déclarant le débiteur en faillite et annulant le concordat (2). Dans ce cas, le patrimoine du débiteur sera de nouveau transmis *de plano* au Séquestre (3).

B. Deuxième Cas. — Si l'assemblée des créanciers rejette le traité de Concordat, elle peut en même temps (et c'est ce qui arrive le plus souvent) voter une résolution décidant que le débiteur doit être déclaré en faillite. Elle procède alors (4) à la désignation d'un Syndic (*trustee*) et fixe son taux de rémunération, à moins qu'elle ne préfère laisser la solution de ces questions au Comité de Contrôle (*Committee of Inspection*) qu'elle va bientôt élire. Faute de désignation par les créanciers ou par le Comité de Contrôle dans les 4 semaines qui suivent le jugement déclaratif de faillite (ou, s'il y a des pourparlers engagés pour un concordat, dans la huitaine qui suit la clôture de ces pourparlers), le Board of Trade désignera un Syndic.

L'art. 294 du Règlement prévoit qu'en cas de faillite d'une *partnership*, le Syndic désigné par les créanciers sociaux ou par le Board of Trade, en vertu de l'art. 19 (6) ou de l'art. 78 (3) du B. A., sera également le Syndic des faillites individuelles des associés.

(1) Art. 16 (15), B. A.

(2) V. ci-dessous p. 149.

(3) Un concordat ou arrangement amiable peut être conclu aussi bien après qu'avant le jugement déclaratif de faillite dans les mêmes conditions que ci-dessus. A la différence du Droit français (C. Com. art. 504, 529), qui n'admet qu'une seule tentative de ce genre, de telles propositions peuvent être renouvelées et mises en délibération aussi souvent que les intéressés l'estiment utile.

(4) Art. 19, B. A.

§ 3. — *Seconde phase de la Procédure*

Jugement déclaratif de Faillite (« Adjudication Order »)

Si le concordat a été envisagé par le législateur comme l'aboutissement normal et légitime de la *première phase* de la procédure, à tel point que son échec ou son inexécution donne ouverture presque automatiquement à la *seconde phase* (celle de la faillite proprement dite), ce n'est cependant pas le seul fait qui puisse motiver la déclaration de faillite.

Conformément à sa méthode traditionnelle, le législateur britannique a énuméré, dans plusieurs textes de la Loi, ainsi que du Règlement, des cas où la faillite apparaît, soit comme la sanction de la non-exécution par le débiteur de ses obligations légales, soit comme la suite naturelle d'une période essentiellement transitoire, dont aucune raison ne commande plus le maintien ; ainsi, lorsque le débiteur sollicite lui-même sa propre mise en faillite (1), le temps d'attente qui a été institué entre les deux phases de la procédure peut évidemment, sans aucun inconvénient, être supprimé.

Parmi les hypothèses donnant lieu à l'ouverture de la faillite on peut distinguer, d'une part, celle où le jugement déclaratif est *obligatoire* pour le juge en raison de la conduite même du débiteur ou d'autres circonstances de fait, et, d'autre part, celles où il est simplement *facultatif*. Voici une liste des cas prévus par les textes.

A. — Le Tribunal peut, tout d'abord, à la demande (même orale) du *débiteur*, faite lors du prononcé du Jugement de Séquestre, rendre un jugement le déclarant en faillite (1).

B. — Lorsque la demande émane soit du Séquestre Officiel (ou du Syndic), soit d'un créancier, voici la distinction qui résulte des textes. —

I. — Le Tribunal doit *obligatoirement* prononcer un jugement déclaratif de faillite, —

1° si la Première Assemblée des Créanciers a voté une résolution à cet effet (2) ;

(1) R. art. 221.

(2) B. A. art. 18. .

2° si le concordat ou l'arrangement proposé par le débiteur n'a pas reçu l'approbation des créanciers ou l'homologation du Tribunal dans les 15 jours qui suivent la clôture de son interrogatoire public, ou dans tout autre délai plus long fixé par le Tribunal.

II. — Le Jugement déclaratif de Faillite est *facultatif* pour le Tribunal dans les suivants —

1° lorsque le débiteur ne remet pas au Séquestre Officiel son Etat de Situation dans les délais réglementaires ou se refuse à lui fournir les autres renseignements supplémentaires qu'il demande (1) ;

2° lorsque les créanciers ne se présentent pas en nombre suffisant, 3 au moins, pour former un *quorum* (2) et délibérer valablement (3) ;

3° lorsque le Séquestre démontre au Tribunal que le débiteur a pris la fuite ou n'a l'intention de présenter aucune offre de concordat ou d'arrangement à ces créanciers (3) ;

5° lorsque la Première Assemblée des Créanciers n'a accepté aucun concordat ou arrangement (4) ;

5° lorsque l'interrogatoire public est ajourné par la faute du débiteur, qui refuse de fournir des renseignements complets, s'abstient de comparaître devant le Tribunal pour subir l'interrogatoire, ou ne se conforme pas aux injonctions judiciaires qui lui sont adressées en ce qui concerne sa comptabilité, les opérations qu'il a faites, l'état de son patrimoine, et sa conduite en général — dans tous ces cas, le jugement déclaratif peut être prononcé à tout moment, sans même que le débiteur soit prévenu (5) ;

(1) B. A. art. 14 (3).

(2) B. A. Ann. 1, art. 24 ; R. art. 249.

(3) R. art. 222.

(4) R. art. 223.

(5) R. art. 224.

6° en cas de défaut de paiement par le débiteur, à l'échéance, d'un quelconque des à-comptes convenus dans le traité de concordat (1) ;

7° lorsque des difficultés légales ou toutes autres circonstances rendent contraire à l'équité la mise à exécution du concordat, ou la retardent (2) ;

8° lorsque l'homologation du concordat par le tribunal avait été obtenue au moyen d'une fraude (2) ;

Dans ces deux derniers cas, le Tribunal peut prononcer la résiliation du concordat pour l'avenir, sans préjudice toutefois de la validité des actes déjà accomplis.

FORME DE LA DEMANDE. — Le Tribunal doit être saisi par une nouvelle demande, mais comme elle n'est, en réalité que la suite de la demande de Séquestre, elle se fait sous une forme moins solennelle, dite d'*application for adjudication* (3). Celle qui est présentée par le débiteur lui-même, lors du jugement de Séquestre (4) peut même être orale, au lieu d'être écrite, et celle qui est formée par le Séquestre Officiel doit contenir son Rapport sur les affaires et la conduite du débiteur, ainsi que sur les causes de son insolvabilité, telles qu'elles ressortent de l'instruction (5).

Aucun texte ne prescrit expressément la signification de cette demande au débiteur. Elle n'est pas, par suite, obligatoire, mais la jurisprudence (6) préfère qu'elle lui soit signifiée de nouveau.

FORME DU JUGEMENT ; PUBLICITÉ ; SIGNIFICATION. — Si un jugement de Séquestre, qui, par sa nature même, ne concerne que le patrimoine, peut être prononcé à l'égard du patrimoine d'une *partnership* débitrice, il n'en est pas de même d'un Jugement déclaratif de faillite (*adjudication order*), qui vise essentiellement la personne du débiteur. Une *partnership*, n'étant pas une

(1) B. A. art. 16.

(2) B. A. art. 16 (16) et 21-3.

(3) R. art. 222 et s., Form. 96 à 100.

(4) R. art. 221.

(5) Form. 100.

(6) *Re Ponsford* (1904), 2 K. B. 704.

personne civile, ne saurait, par suite, faire collectivement l'objet d'un *adjudication order* (1). Aussi le Règ. (art. 288) dispose-t-il que —

« Le jugement déclaratif de faillite (*adjudication order*) ne sera point prononcé à l'égard de la *partnership* en son nom collectif, mais à l'égard de chacun des associés nominativement »,

dont les noms seront connus en vertu de l'article 281 du Règ. (2), ou bien, du *Registration of Business Names Act, 1916*. Néanmoins la faillite de la *partnership* résulte pratiquement d'un tel *adjudication order* (le texte des art. 292 à 296 du Règlement, du reste, la suppose), et, en réalité, il y aura lieu de procéder à la liquidation des biens (déjà sous séquestre de la *partnership*, en raison de ce que la faillite prononcée à l'égard de chaque associé implique nécessairement, dans la liquidation de leurs biens propres, celle de leurs parts sociales dans l'actif et le passif de la *partnership*.

Tout comme le jugement de Séquestre, le jugement déclaratif de faillite est soumis à une large publicité. Le Greffier est tenu d'en envoyer avis immédiatement au Séquestre Officiel (3), ainsi qu'au Board of Trade aux fins d'insertion dans la Gazette, et dans un journal local (4). Signification du jugement doit, en outre, être faite à la diligence de la partie poursuivante (Séquestre Officiel ou créancier) à la personne de chaque associé, à moins que le Tribunal, ayant la preuve de l'absence d'un ou de plusieurs d'entre eux, n'en prescrive la signification de quelque autre manière (5).

(1) V. ci-dessus p. 93.

(2) V. ci-dessus p. 128.

(3) R. art. 225 ; 357.

(4) B. A. art. 18 (2).

(5) R. art. 183.

CHAPITRE III

EFFETS DU JUGEMENT DÉCLARATIF DE FAILLITE

Le jugement déclaratif de faillite (*adjudication order*) produit des effets à l'égard des associés, de la *partnership*, et enfin, à l'égard des tiers.

1° Chacun des associés qui est déclaré en faillite subit des restrictions à sa liberté individuelle et à sa vie matérielle. Il encourt aussi des incapacités politiques qui sont prévues aux art. 32, 33 du B. A. de 1883, et à l'art. 9 du B. A. de 1890. Mais, à la différence du Droit français, il ne perd pas le droit de vote.

Il est, en outre, dessaisi de ses biens. Ce dessaisissement (et cela différencie encore le Droit anglais de la législation française) (1) revêt la forme radicale et accentuée de l'*expropriation*, et il remonte, quant à son point de départ, à des dates qui sont bien antérieures au jugement (2).

Enfin, la faillite des associés entraîne la dissolution de toute autre *partnership* dans laquelle l'un quelconque d'entre eux peut être associé (3).

2° La *partnership* qui est composée exclusivement des associés déclarés en faillite est elle-même en faillite, avec toutes les conséquences que cette situation comporte. Cela résulte, d'ailleurs, du texte même des art. 288, 292 à 296 précités du Règ. (4), la forme nominative du jugement à l'égard des associés étant due à ce que la personnalité morale fait défaut à la *partnership*.

3° Enfin, à l'égard des tiers, le jugement déclaratif de faillite produit des effets, non seulement pour l'avenir, mais encore dans le passé.

(1) C. Com. art. 443.

(2) B. A. art. 18 (1), 37, 38, 40 à 44, 53.

(3) *Partnership Act*, 1890, art. 33 (1).

(4) Ci-dessus pp. 93, 142, 150.

Quant au passé, les divers actes de disposition qui ont été consentis par les associés faillis ou par la *partnership* au profit des tiers au cours de la « période suspecte » (variant en durée, selon les cas, de 3 mois à 2 ans, ou même, à 10 ans) sont frappés de nullité.

Pour l'avenir :

1° Il y a arrêt des poursuites et des saisies individuelles, sauf autorisation expresse du Tribunal, ce qui résultait d'ailleurs déjà du jugement de Séquestre (1). Seul le bailleur de l'immeuble occupé par le failli peut de plein droit pratiquer une saisie-gagerie (*distress*) pour 6 mois de loyers échus (2).

2° Le principe de l'exigibilité des créances à terme n'est admis en Droit anglais que sous une forme atténuée. Les créanciers titulaires de telles créances peuvent se présenter dans la faillite des associés ou de la *partnership*, à la différence du Droit français (3), sous déduction de la part qui correspond à la période restant à courir, ou, au cas d'une créance portant intérêts, sous déduction des intérêts à 5 % (4).

Il va de soi que l'hypothèque de la masse, de même que la nullité des inscriptions d'hypothèque ou de privilège prises après le jugement, n'ont aucune raison d'être dans un système législatif qui sauvegarde suffisamment les intérêts des créanciers en transportant la propriété même des biens dont le failli est dépouillé sur la tête du Séquestre Officiel ou du Syndic, au profit des créanciers.

L'enregistrement au cadastre, en vertu de la récente législation foncière (5), d'une opposition de créanciers (*Creditors' notice*) ou d'une *bankruptcy inhibition*, protège effectivement les créanciers contre les aliénations faites par le failli.

(1) B. A., art. 7.

(2) B. A., art. 35.

(3) C. Com. art. 444 ; C. Civ. art. 1188, 1913 ; Loi du 4 mars 1889, art. 8, 24.

(4) B. A., art. 20, 22.

(5) *Land Registration Act*, 1925, arts. 29, 41 à 45, 57, 61 ; *Land Charges Act*, 1925, art. 3 ; *Land Registration Rules* 1925, arts. 174 à 184.

Un autre effet reconnu par la législation française (1) à la déclaration de faillite est écarté du système anglais. Non seulement la faillite n'arrête point, en Droit anglais, le cours des intérêts pour les créances chirographaires, mais quelques dispositions expresses (2) admettent formellement des intérêts courus après la date du jugement déclaratif, à condition que la liquidation accuse un excédent d'actif après paiement du passif.

Il résulte de ce que l'*adjudication order* qui vise, en réalité, une *partnership*, est prononcé (pour les raisons de forme légales que nous avons expliquées), nominativement à l'égard de chaque associé qu'il y a, en plus de la *masse sociale* comprenant les créanciers sociaux de la *partnership*, des *masses distinctes* qui comportent, outre les *créanciers sociaux* (qui, par là même, sont aussi *créanciers personnels* de chaque associé) les *créanciers personnels de chaque associé*. Il y a donc autant de masses qu'il y a de faillites plus une (celle de la *partnership*), et, dans chacune de ces faillites, c'est la masse seule correspondant à cette faillite qui est appelée à jouer un rôle (3).

Mais malgré cette *pluralité* de masses, il y a *unité* dans l'administration. Celle-ci se manifeste notamment par l'identité du Syndic, qui est le même pour elles toutes, et aussi, dans la mesure du possible, par celle du Comité de Contrôle (4).

Il convient d'étudier successivement 1° l'expropriation des faillis, et 2° les nullités de la « période suspecte ».

Nous réserverons l'étude des incapacités et des déchéances politiques qui frappent chaque failli pour un Chapitre ultérieur (5), où nous parlerons également des crimes et délits susceptibles d'être commis dans les faillites.

(1) C. Com. art. 445.

(2) B. A. art. 33 (8), 66 (1), et Ann. 11, art. 21, 22.

(3) R. art. 291 à 296.

(4) R. art. 294.

(5) V. Chapitre IX.

CHAPITRE IV

L'EXPROPRIATION DU FAILLI

Le dépouillement du failli de tous ses biens, avec, comme corollaire, leur transmission au Séquestre Officiel ou au Syndic au profit de la masse des créanciers, était ignoré des lois primitives sur la faillite. Pendant longtemps, les Commissaires désignés par le Lord Chancelier pour chaque faillite opéraient, sans qu'il y eût aucune mutation de propriété, la vente des biens du failli, pour en répartir le produit entre les créanciers.

C'est au commencement du XVIII^e Siècle (1706) que la Loi 4 Anne, c. 17; dans le double but de rendre les biens du failli indisponibles entre ses mains, et, en même temps, d'en faciliter la vente au cas où le failli se serait enfui du Royaume, ou resterait introuvable, vint (par un souvenir de la *cessio bonorum* du Droit romain) (1) poser en principe qu'à la suite d'un jugement déclaratif de faillite, il devait y avoir lieu à un transport de la propriété des biens par acte écrit à un *assignee* (cessionnaire) désigné par les créanciers comme leur mandataire à l'effet de les administrer et de les vendre, pour en distribuer le prix entre eux proportionnellement à leurs créances respectives. L'évolution de la législation subséquente tendit à faire sous-entendre cet acte de transport ; mais le principe de l'expropriation-transmission fut maintenu intact dans toutes les Lois qui furent votées sur la matière. Il est aujourd'hui énoncé dans les arts. 18 (1), 38, 53 et 167 du *Bankruptcy Act*, 1914, et constitue un des traits distinctifs du Droit anglais des faillites, par opposition aux systèmes juridiques des autres pays européens.

Aux termes de l'art. 18 (1) *in fine*, —

« Les biens du failli sont partageables entre les créanciers et transmis à un Syndic (*Trustee*) » ;

(1) V. Dig. 42.3, *De cessione bonorum*.

Et l'art. 53 reprend la même idée en disant :

« (1) Jusqu'à la nomination d'un Syndic, le Séquestre Officiel joue le rôle de Syndic, pour l'application de la présente Loi. Aussitôt après le jugement déclaratif de faillite, l'actif du failli passe au Syndic.

« (2) Par suite de la nomination du Syndic, les biens du failli lui sont immédiatement transmis.

« (3) Les biens du failli passent d'un Syndic à l'autre (sous le nom de Syndic est compris le Séquestre Officiel, quand il remplit les fonctions de Syndic), et chacun d'eux en demeure investi pendant la durée de ses fonctions, sans qu'il soit besoin d'un acte spécial de cession ou de transmission de propriété.

« (4) Le certificat de nomination d'un Syndic doit, au point de vue de toutes les lois en vigueur dans l'Empire britannique qui prescrivent l'enregistrement ou la transcription des cessions ou des transmissions de propriété, être considéré comme un acte de cession ou de transmission de propriété, et il peut être enregistré ou transcrit à ce titre ».

Il est intéressant de constater que, déjà dans le système juridique des villes italiennes du Moyen-Age où, en effet, le droit moderne des faillites a pris naissance, le dessaisissement du failli se traduisait par son expropriation et le transport de ses biens sur la tête de ses créanciers. Ainsi Casaregis dit (Disc. 53, N° 16) :

« Decocti actiones et jura ipso jure transeunt in creditores in vim cessionis legalis. »

Et, en France, le projet du Code de Commerce élaboré par le Conseil d'Etat (Section de l'Intérieur) en l'an X contenait (1) un art. 7 ainsi conçu :

« Les créanciers sont saisis de plein droit à compter du jour de la faillite de tous les biens mobiliers, droits et actions du failli ouverts avant la faillite ou pendant sa durée. »

— ce qui évalait, en somme, à l'expropriation du failli.

(1) V. Compte-rendu de la Séance du Conseil d'Etat du 26 février 1807, dans Loaré, *Législation Civile, Commerciale et Criminelle de la France*. Tome XIX, pp. 78 à 91.

Mais si cette expropriation-transmission des biens s'explique en Angleterre par des raisons tirées de l'évolution juridique toute spéciale du pays, il n'en est pas moins vrai que, dans la pratique, elle a l'inconvénient d'introduire des complications dans la liquidation de la faillite, en multipliant parfois inutilement les formalités. Ainsi, une vente nécessite, conformément aux art. 48 et 55 (1), deux transferts de propriété, d'abord, un du failli au Syndic, et, ensuite, un autre, de celui-ci à l'acquéreur. De même, en cas de concordat après faillite, il faut transporter de nouveau au failli la propriété de ses biens (1), et annuler l'effet de la première transmission résultant de plein droit de l'art. 18 (1) précité, pour lui permettre de se procurer les fonds nécessaires pour acquitter les versements prévus au traité.

Le système de la Loi de concours allemande du 17 mai 1898 semble, à la fois, plus logique et plus pratique, en ce qu'il garantit les intérêts des créanciers sans porter atteinte au droit de propriété du failli. Par l'effet de la faillite, les créanciers n'acquèrent collectivement (à l'exemple de la *missio in possessionem* et du *pignus prætorium* du Droit romain) (2) qu'un droit réel de gage (*Beschlagrecht*) (3) sur l'ensemble du patrimoine du failli.

Mais la question capitale qui se pose est celle de savoir quels sont, au juste, les biens et les droits dont le failli est ainsi dépouillé au profit de ses créanciers.

L'objectif principal du droit des faillites étant le paiement intégral et égalitaire des créanciers du failli par la totalité de son patrimoine, le législateur britannique a tenu à englober dans la masse tout ce qui était légitimement susceptible d'avoir influé sur l'appréciation faite par les créanciers de la solvabilité du failli au moment où ils lui faisaient crédit. Aussi, d'après les art. 38 et 167, du Bankruptcy Act, la consistance de cette masse est-elle extrêmement étendue. Aux termes de l'art. 167, le terme « biens » (*property*) comprend :

(1) Art. 21 (2), B. A.

(2) V. Dig. 42.3 *De cessione bonorum*; C. 21 (22), *De prætorio pignore*.

(3) Heilfron & Pick, *Lehrbuch des Konkursrechts*, pp. 45 et s.

« les espèces monnayées, les biens mobiliers, les droits ou choses incorporels et toute sorte de biens réels ou personnels situés en Angleterre ou ailleurs ; également les créances, les servitudes et tout droit ou bénéfice, présent ou futur, dévolu ou éventuel, relatifs aux biens ci-dessus mentionnés. »

Et l'art. 38 précise :

« Les biens du failli partageables entre ses créanciers et dénommés dans la présente loi *l'actif du failli* (*property of the bankrupt*) ne comprendront point les biens suivants :

(1) les biens détenus par le failli en qualité d'agent fiduciaire (*trustee*) pour autrui ;

(2) les outils et instruments de sa profession, les effets nécessaires à son habillement, son lit, ainsi que ceux de sa femme et de ses enfants, à concurrence d'une valeur totale de L. 20 au maximum.

« Mais ils comprendront :

« a) tous les biens appartenant au failli lors du commencement de la faillite et ceux qui peuvent lui échoir ou lui être dévolus avant sa décharge ;

« b) les facultés légales ou les actions que le failli aurait pu exercer à son profit lors de la faillite, ou avant sa décharge (abstraction faite du droit de présentation à un bénéfice ecclésiastique) ;

« c) tous les biens se trouvant, du consentement et de la permission de leur propriétaire véritable (*true owner*), en la possession ou à la disposition du failli au cours de l'exercice normal de son commerce ou de sa profession, dans des circonstances telles que le failli est réputé en être le propriétaire (*reputed owner*). Toutefois ne sont point compris dans les biens au sens du présent article, les choses incorporelles, sauf les créances du failli qui se rattachent à son commerce ou à sa profession ».

La portée fort étendue de ces dispositions exige qu'on étudie plus particulièrement, d'une part, les droits et les biens du failli qui échappent à la règle de l'expropriation, et, d'autre part, les biens qui, tout en appartenant aux tiers, sont susceptibles, dans le régime anglais, d'être englobés dans l'actif du failli, et par suite, affectés au paiement de ses dettes. D'où la division de ce Chapitre en deux Sections.

SECTION PREMIÈRE

DES BIENS ET DROITS DU FAILLI QUI ECHAPPENT

A L'EXPROPRIATION

Il est certains biens et certains droits, dont le failli est ordinairement titulaire, qui peuvent être écartés de son patrimoine, soit à raison des conditions de leur acquisition, qui tendent à en opérer la résolution ou la déchéance en cas de faillite ou insolvabilité, soit à raison des dispositions expresses de la Loi ou des principes généraux de droit.

§ 1. — La condition résolutoire attachée à l'acquisition par la volonté d'un donateur ou testateur à l'effet d'éteindre le droit du bénéficiaire en cas de faillite ou de déconfiture est trop connue dans les systèmes juridiques modernes pour que nous y insistions davantage (1).

§ 2. — Il est des exceptions qui sont fondées sur des dispositions législatives expresses ou sur des principes généraux de droit, et tendent à écarter certains biens de la masse.

1° D'après l'art. 38 (1) B. A., sont exclus de l'actif du failli « les biens par lui détenus en qualité d'agent fiduciaire (*trustee*) pour autrui ».

Les expressions *trust* (fideicommiss) et *trustee* (fideicommissaire) ont une portée très étendue. Elles embrassent toutes les hypothèses de rapports fiduciaires entre deux personnes, en vertu desquels des biens sont confiés aux soins et à la bonne foi de l'une d'entre elles au profit et pour l'usage de l'autre. L'exemple le plus courant dans la pratique est celui d'un commissionnaire auquel son commettant remet certains biens avec mandat de les vendre (*trust for sale*). En cas de faillite du commissionnaire, les biens ou les deniers provenant de leur vente resteront à l'abri de l'expropriation et de la mainmise du Syndic ou du Séquestre Officiel. Le commettant pourra les réclamer sans avoir à prendre position

(1) *Re Sartoris Estate*, (1892), 1 Ch. 11 ; *In re Lye*, (1913), 1 Ch. 298.

comme créancier dans la faillite et à faire acte de production. Il en est de même de la provision versée au commissionnaire pour garantie de son acceptation ou son endossement d'un effet de commerce (*trust for payment of debts*). Au cas où le commissionnaire viendrait à être déclaré en faillite avant d'avoir accepté ou endossé l'effet, la provision dont il est nanti devrait faire retour au commettant, sans passer par les mains du Syndic (1). Il en est de même encore lorsqu'une somme d'argent est déposée entre les mains d'un agent pour l'achat d'un fonds de commerce, alors que l'achat n'a pu être réalisé avant le jugement qui déclare l'agent en faillite (2) ; ou encore, lorsque des chèques sont transmis à une banque aux fins d'encaissement et de distribution des sommes en provenant, et que la répartition n'est pas faite au moment du jugement déclaratif (3).

2° DES BIENS A VENIR. — D'après l'art. 38 (a) précité sont compris dans la masse « les biens qui peuvent échoir ou être dévolus au failli avant sa décharge ». Les termes généraux de ce texte ont, d'ailleurs, été tempérés par une jurisprudence libérale, qui en a exclu certains biens et droits, eu égard aux nécessités matérielles du failli, d'une part, aux intérêts des tiers et du commerce, de l'autre. Les dérogations ainsi apportées à la règle de l'art. 38 (a) peuvent se grouper, en se rapportant aux idées qui les ont inspirées, sous les chefs suivants :

A. — Dérogations créées dans l'intérêt des tiers de bonne foi qui ont traité avec le failli à titre onéreux.

B. — Dérogations motivées, soit par l'intérêt général, soit par des considérations d'humanité envers le failli.

C. — Dérogations relatives à l'exercice des actions en justice.

A. — *Dérogations créées dans l'intérêt des tiers de bonne foi qui ont traité avec le failli à titre onéreux.* — L'arrêt de principe à cet égard a été, pendant longtemps, celui rendu dans l'espèce *Herbert v. Sayer*, (1844), 5 Q. B. 965. Cet arrêt décidait que, de

(1) *Tooke v. Hollingsworth* (1793-1795), 5 T. R. 215.

(2) *Gibbert v. Gonnard* (1885), 54 L. J. Ch. 439

(3) Cf. C. Com. fr., art. 574.

même que la Loi (art. 45) protégeait expressément les actes conclus avec le failli *avant* le jugement déclaratif par des tiers de bonne foi qui ignoraient qu'il avait accompli des *acts of bankruptcy*, la sécurité des affaires exigeait également que les actes qu'ils concluaient avec lui à titre onéreux *postérieurement* à ce jugement soient maintenus, et que les profits en résultant soient attribués au failli lui-même, jusqu'à ce que le Syndic intervînt pour les réclamer pour la masse.

En 1890, un nouvel arrêt, rendu dans l'espèce *Cohen v. Mitchell*, (1890), 25 Q. B. D. 262, confirma et étendit cette jurisprudence, permettant au failli de conserver, sous réserve et jusqu'à l'intervention du Syndic, les bénéfices de toutes les opérations conclues par lui avec des tiers de bonne foi postérieurement à sa déclaration en faillite.

Enfin, l'art 11 du *Bankruptcy and Deeds of Arrangement Act*, 1913 (aujourd'hui remplacé par l'art. 47 de la Loi de 1914) vint donner une consécration législative à cette jurisprudence, et mit fin, en même temps, à ses hésitations relatives aux *opérations immobilières* du failli (1), mais imposa aux établissements de crédit, dès qu'ils acquéraient la connaissance de la faillite d'un de leurs clients, l'obligation de la signaler au Board of Trade et au Syndic. L'art. 47 B. A. sus-mentionné est ainsi conçu :

« (1) Toutes opérations conclues par un failli avec une personne qui traite avec lui de bonne foi et à titre onéreux relativement aux biens mobiliers ou immobiliers qu'il a acquis postérieurement au jugement le déclarant en faillite seront valables à l'encontre du Syndic, si elles ont été achevées avant l'intervention de celui-ci ; et tout bénéfice ou intérêt dans ces biens que la présente Loi confère au Syndic deviendra caduc et sera transmis dans la mesure et conditions nécessaires pour donner effet aux dites opérations.

.....

« En ce qui concerne l'application du présent alinéa, la réception par un banquier de deniers, de titres ou de valeurs négociables directement du failli, ou indirectement sur l'ordre de celui-ci, et tout paiement ou délivrance de

(1) *Re New Land Development Ass. et Gray* (1892), 2 Ch. 138 ; *Bird v. Philpott*, (1900), 1 Ch. 822 ; *Official Receiver v. Cooke*, (1906), 2 Ch. 661.

titres ou valeurs négociables faits par un banquier au failli directement ou sur l'ordre de celui-ci, seront considérés comme des « opérations conclues à titre onéreux » par le failli avec le banquier.

« (2) Tout banquier venant à savoir qu'une personne ayant un compte avec lui est un failli qui n'a pas encore obtenu sa décharge est tenu de dénoncer immédiatement au Syndic et au Board of Trade l'existence du compte, et de ne plus en permettre le retrait d'aucune somme, sans y être requis, soit par une ordonnance judiciaire, soit par une demande du Syndic, à moins que, dans le délai d'un mois à compter de la dénonciation, aucune demande à cet effet n'ait été faite par le Syndic ».

B. — Les *raisons de décence et d'humanité* qui, dans toutes les législations modernes (1), prescrivent l'*insaisissabilité* des biens indispensables à la subsistance et au travail quotidien du débiteur ou de sa famille, se retrouvent, tout d'abord, dans l'art. 38 (2) précité, qui soustrait à la mainmise du Syndic —

« les outils et instruments de sa profession, les effets nécessaires à son habillement, son lit, ainsi que ceux de sa femme ou de ses enfants, à concurrence d'une valeur totale de L. 20 au maximum » (2).

Pour des raisons identiques, auxquelles il faut ajouter celles qui tiennent au maintien de la dignité des fonctionnaires, en exercice ou en disponibilité, la quote-part des appointements ou des pensions de retraite de ceux-ci, susceptible d'être versée aux créanciers, est soumise à l'arbitrage (3) du Tribunal, par l'art. 51 B. A., qui est ainsi conçu :

« (1) Quand le failli est un officier de l'armée ou de la marine, ou un fonctionnaire de l'Etat, le Syndic reçoit, pour en faire la répartition entre les créanciers, la portion de ses appointements qui sera fixée par le Tribunal sur la demande du Syndic et du consentement du Chef de Service auquel ressortit le failli. Le Tribunal devra, avant de rendre une décision en vertu de la présente

(1) Cf. C. Proc. Civ. fr., art. 581, 592 ; C. Com. art. 469.

(2) D'après la Loi sur les Petites Dettes, *Small Debts Act* 1844, (8 et 9. Vict. c. 127), art. 8, la valeur maxima des vêtements, etc., exemptés de la saisie-exécution n'est que de L. 5.

(3) Cf. C. Proc. Civ., art. 581, 582 ; C. Trav., art. 61 à 73.

disposition, communiquer au Chef de Service les indications relatives au montant, aux époques et au mode de paiements à faire au Syndic et obtenir de lui son consentement par écrit à ces conditions.

« (2) Si le failli reçoit des appointements ou un revenu d'une autre espèce, ou a droit à demi-solde, pension ou indemnité accordée par la Trésorerie, le Tribunal, sur la demande du Syndic, adjugera les versements à faire au Syndic. »

« (3) Le présent article ne déroge en rien au pouvoir du Chef du Service Public de révoquer le failli et de le déclarer déchu de sa pension. »

En troisième lieu, la jurisprudence reconnaît maintenant au failli le droit d'ester en justice pour réclamer les émoluments de son travail personnel, tant que le Syndic s'abstient d'intervenir. Mais, suivant l'esprit qui a inspiré les alinéas (a) et (2) précités de l'art. 38, sur les sommes qu'il recouvrera ainsi par la voie judiciaire, il ne peut retenir pour lui-même que ce qui est indispensable à sa subsistance et celle de sa famille, et il est tenu de verser le reliquat entre les mains du Syndic (1).

Cette jurisprudence ne vise toutefois que les gains résultant du *travail strictement personnel* du failli. Elle ne saurait être étendue aux bénéfices d'une *exploitation commerciale* (telle la part sociale dans une *partnership*), fussent-ils dus en grande partie aux efforts personnels du failli. Ces bénéfices restent toujours, conformément à la jurisprudence antérieure, soumis à la règle générale de l'expropriation au profit de la masse (2).

3° EXERCICE DES ACTIONS EN JUSTICE. — C'est surtout à propos des actions en justice que la jurisprudence a restreint la portée absolue de la règle de l'expropriation ; et ces restrictions ont trait notamment aux droits nés de contrats de louage de travail, ou à la réparation du préjudice résultant de fautes ou d'actes

(1) *Re Graydon*, (1896), 1 Q. B. 417 ; *Mercer v. Vans Collina*, (1897), 67 L. J., Q. B. 424 ; *Re Roberts*, (1900), 1 Q. B. 122.

(2) *Crofton v. Poole*, (1830) 1 B. & Ad. 568 ; *Elliott v. Clayton*, (1851), 16 Q. B. 581 ; *Re Dowling, Ex parte Banks*, (1877), 4 Ch. D. 689 ; *Emden v. Clarke*, (1882), 17 Ch. D. 768 ; *Re Rogers*, (1894), 1 Q. B. 425.

délictueux (*torts*). Elles comportent des distinctions assez minutieuses qu'on pourrait résumer, en les classant comme suit :

1) L'acte délictueux d'un tiers, ou l'inexécution d'un engagement contractuel pris vis-à-vis du failli, peut léser ce dernier, soit dans sa personne, soit dans son patrimoine, soit à la fois dans sa personne et dans son patrimoine.

a) L'exercice des actions relatives aux atteintes portées à la personne physique ou morale (par exemple, en diffamation, séduction, etc.), appartient au seul failli, et non pas au Syndic (1). Ce sont, en effet, des « actions exclusivement attachées à la personne », suivant l'expression du Code Civ. fr., art. 1166.

b) Par contre, les droits purement patrimoniaux du failli sont sanctionnés par des actions dont l'exercice est confié au Syndic comme représentant de la masse (2).

c) L'exercice d'une action relative en même temps à la personne et au patrimoine du failli peut se scinder en deux parties : l'une relative au patrimoine (elle appartient au Syndic), l'autre relative à la personne du failli (elle reste personnelle à celui-ci, et est intransmissible). Le Syndic et le failli sont libres, toutefois, d'intenter chacun une instance distincte pour la quote-part des dommages-intérêts leur revenant de droit, ou de s'associer comme demandeurs dans une même action, le Tribunal se chargeant ensuite, s'il y a lieu, de liquider séparément les deux chefs de dommages-intérêts.

2) L'action née de l'inexécution, avant le jugement déclaratif, d'une obligation purement contractuelle, eût-elle trait au travail personnel du failli, est exercée par le Syndic. Elle se trouve en effet, dans le patrimoine du failli lors de l'ouverture de la faillite, au sens de l'art. 38 (a) précité. Mais si l'inexécution se place à une date *postérieure* au jugement déclaratif, seul le failli lui-même, pourrait l'exercer (3).

(1) *Howard v. Crowther*, (1841), 8 M. & W. 601 : *Beckham v. Drake*, (1849), 2 H. L. C. 579 ; *Wilson v. United Counties Bank*, (1920), 1 A. C. 102.

(2) *Stanton v. Collier*, (1854), 23 L. J., Q. B. 116.

(3) *Beckham v. Drake* l. c. ; *Bailey v. Thurston & Co., Ltd.*, (1903).

1 K. B. 137.

§ 3. — *La Déchéance des Droits de l'Acheteur failli ou insolvable.*

D'après la jurisprudence, la simple insolvabilité, et à *fortiori* la faillite, de l'acheteur porte atteinte aux droits qui résultent pour lui du contrat d'achat de biens meublés. Il y a lieu d'envisager deux cas :

a) VENTE DE CHOSSES DE GENRE : DROIT DE RÉTENTION DU VENDEUR. — Si, dans une vente de choses de genre le contrat stipule la livraison par acomptes échelonnés sur une période prolongée et que l'acheteur, avant la livraison complète, devient insolvable, ou est déclaré en faillite, le vendeur peut, encore que la vente soit à crédit, exercer un droit de rétention et refuser de livrer le reste si ce n'est contre paiement comptant (1).

b) VENTE DE CHOSSES DÉTERMINÉES ; DROIT D'ARRÊT EN COURS DE ROUTE AU PROFIT DU VENDEUR (*Stoppage in transitu*). — Mais c'est surtout dans les ventes de choses déterminées qu'une jurisprudence fort ancienne (2) a établi au profit du vendeur non payé un droit, dit de « *stoppage in transitu* » (arrêt en cours de transport) analogue à la « revendication » du Droit français (3). Le vendeur peut reprendre la chose vendue après s'en être dessaisi en vue de la livraison, tant qu'elle est en cours de route, et n'est pas encore parvenue entre les mains de l'acheteur, devenu insolvable ou mis en faillite. Il peut la reprendre à l'encontre non seulement de l'acheteur originaire ou de son Syndic, mais aussi, sous réserve des droits acquis, des tiers sous-acquéreurs. Il n'y a pas de forclusion par le seul laps de temps, comme pour la saisie-revendication française (4) après un délai de 8 jours.

Cette jurisprudence, qui a sans doute inspiré les dispositions des art. 550, 575 à 578 du C. Com. français, a reçu sa consécration législative en Grande-Bretagne aussi dans la Loi sur la Vente des Meubles corporels, *Sale of Goods Act*, 1893 (56 & 57 Vict. c. 71), art. 38 à 48.

(1) *Ex parte Chalmers* (1883), 8 Ch. 289. Et cf. C. Civ. fr., art. 1612, 1613.

(2) *Wiseman v. van de Putt* (1690), Tudor's Merc. et Mar. Cas. 410 ; *Lickbarrow v. Mason*, (1794), 1 Sm. L. C. 681.

(3) C. Civ. fr., art. 2102, 4°, et C. Com. art. 576.

(4) D'après le C. civ. art. 2102, 4°.

SECTION II

DES BIENS DES TIERS COMPRIS DANS L'ACTIF DU FAILLI

RÈGLES DE LA « PROPRIÉTÉ PRÉSUMÉE » (*Reputed Ownership*)

Une règle particulière au Droit anglais et, à première vue, surprenante est celle qui fait rentrer dans le patrimoine du failli même les biens qui ne lui appartiennent point, mais qui se trouvent, lors du « commencement de sa faillite », tel qu'il est défini par la Loi, soit en sa possession, soit à sa disposition (*in the possession, order, or disposition of the bankrupt*), généralement dans ses magasins. Cette règle, connue sous le nom de règle de la « propriété présumée » (*reputed ownership*) a pris naissance en 1623 dans une disposition (art. 11) de la Loi 21 Jac., c. 19, qui avait pour but de prémunir les créanciers d'un commerçant contre les effets fâcheux du crédit qu'ils seraient portés à lui accorder, sur la foi des biens laissés en sa possession par leur véritable propriétaire. C'est une disposition qui semble n'avoir guère reçu d'application pendant plus d'un siècle, jusqu'à ce qu'un arrêt rendu (en 1748) par Lord Hardwicke dans l'espèce *Ryall v Rowles* (1), et quelques autres arrêts célèbres (2) qui le suivirent, ne vinssent en préciser le sens et la portée. Dans des temps plus proches du nôtre, la règle n'a pas été sans provoquer de vives critiques de la part de la jurisprudence (3). On a dit notamment que le crédit, dont elle vise à supprimer les abus, est fondé, en général, bien plus sur les qualités et la réputation personnelles du débiteur que sur la quantité de valeurs ou de marchandises dont on le suppose pro-

(1) 1 Ves. sen. 348 : 1 Atk. 164.

(2) *Mace v. Cadell* (1774), Cowp. 232 ; *Lingham v. Biggs* (1797), 1 Bos. et Pull. 782 ; *Joy v. Campbell* (1804), 1 Schol. et Lef. 328, — toutes les trois espèces se trouvant aujourd'hui rapportées, avec notes, dans *Tudor's Leading Cases on Merc. & Marit. Law*, p. 686 ; *Horn v. Baker* (1808) 2 Sm. Lead. Cas.

(3) V. les observations de Knight-Bruce, L. J. dans *Ex parte Bean* (1851), 1 D. M. & G. 486, et de Pollock, C. B. dans *Prismall v. Lovegrove*, (1862), 6 L. T., N. S. 328.

priétaire ; et on a surtout fait remarquer l'injustice qu'il y a à faire servir les biens d'une personne à payer les dettes d'une autre. La règle n'a cependant jamais cessé de faire partie intégrante des Lois sur la faillite, et se retrouve aujourd'hui dans l'art 38 (c), qui est ainsi conçu :

« Les biens du failli partageables entre ses créanciers, et qualifiés dans la présente Loi d'*actif du failli*, comprendront :

« c) tous les biens se trouvant, du consentement et de la permission de leur propriétaire véritable, en la possession ou à la disposition du failli (*in the possession, order, or disposition of the bankrupt*) au cours de l'exercice normal de son commerce ou de sa profession, dans des circonstances telles que le failli est réputé en être le propriétaire (*reputed owner*). Toutefois ne sont point compris dans les biens au sens du présent article les choses incorporelles, sauf les créances du failli se rattachant à son commerce ou à sa profession ».

§ 1. — *Conditions d'application de la Règle.*

La présomption de propriété ne peut, d'après ce texte, naître que moyennant cinq conditions :

1° Seuls les biens meubles (« *goods* ») peuvent faire l'objet de la présomption. Elle est étrangère aux biens immeubles, ou assimilés aux immeubles, tels que des « *fixtures* », objets incorporés à un fonds comme y ayant été attachés à perpétuelle demeure, ou même simplement placés dans la maison à raison de sa destination spéciale et en vue de l'exploitation à laquelle elle est affectée. Elle est étrangère aussi aux choses incorporelles, telles que les parts sociales d'associé dans une *partnership*, ou les actions ou obligations dans une compagnie (1), ou des polices d'assurances. Les créances professionnelles du failli sont toutefois comprises dans la règle de la « propriété présumée ». En principe, les créances sont réputées être « en la possession ou à la disposition » de celui qui a qualité pour en recevoir le paiement, en donner quittance, et en

(1) *Colonial Bank v. Whinney* (1887) 30 Ch. D. 274 ; 11 A. C. 426, qui écarta la jurisprudence antérieure telle que celle de *Ex parte Union Bank of Manchester* (1891), 12 Eq. 354.

opérer la cession. Par conséquent, une cession de créances faite par le failli, mais non suivie de signification (1) au débiteur, conformément au *Law of Property Act* 1925, art. 136, n'en rendrait pas le cessionnaire propriétaire légal, et la possession et la faculté de disposition dont le failli continuera à être investi, comme auparavant, à titre de « propriétaire présumé », permettra au Syndic de les réclamer au nom de la masse.

2° Le moment décisif pour l'application de la règle est celui du « commencement de la faillite », lequel est reporté, nous le savons, d'après l'art. 37, à la date du premier *act bankruptcy* accompli par le failli où à son encontre dans les 3 mois qui ont précédé la demande de séquestre.

3° Pour que le droit de propriété soit présumé résider dans le failli, il faut, en outre, que les biens se trouvent « en sa possession ou à sa disposition au cours de l'exercice normal de son commerce ou de sa profession » (*in his trade or business*). Cette expression ne signifie pas, toutefois, qu'il doit avoir le pouvoir d'aliéner, ou de les hypothéquer pour les besoins de ses affaires, ou que les biens doivent être utilisés d'une manière apparente dans son commerce. Il suffit que sa possession se rattache à l'exercice de son métier (2).

4° Les circonstances qui entourent la possession des biens par failli doivent être telles que les tiers avec lesquels il traite puissent être légitimement portés à supposer qu'il en était le propriétaire. L'appréciation de ces circonstances, qui sont naturellement variables à l'infini, appartient au juge du fait. Ainsi, les biens qui primitivement appartenaient au failli, et ont continué à être en sa possession après une cession non publiée et jusqu'au jugement déclaratif, sont présumés appartenir encore au failli, et, comme tels, faire partie de l'actif partageable entre ses créanciers (3).

Mais des difficultés peuvent se présenter au sujet des biens a) dont le failli n'était pas primitivement propriétaire, ou b) dont, ayant été propriétaire, il s'est dessaisi au profit d'autrui.

(1) V. ci-dessus p. 87.

(2) *Colonial Bank v. Whinney*, loc. cit.

(3) Art. 38 (a), B. A.

a) Les exigences de la vie quotidienne nécessitent constamment l'emploi de mandataires, le prêt ou la location de divers objets ; et il aurait été trop rigoureux, à moins de fraude manifeste, de faute ou de négligence coupable du propriétaire, d'invoquer à l'encontre de celui-ci la règle de l'art. 38 (c). Aussi la « propriété présumée » est-elle expressément écartée au cas de biens dont le failli est saisi à titre de *trustee* (1), ou qui lui ont été confiés dans un but déterminé. Tel est le cas des traites remises à une banque aux fins d'encaissement.

De même, la présomption de propriété sera détruite par la preuve contraire résultant d'une coutume générale et notoire, d'après laquelle les propriétaires louent, prêtent, ou déposent leurs biens entre les mains de gens pratiquant certains métiers ; ainsi, la coutume des éditeurs de consigner des livres en dépôt aux libraires (2) ; celle des hôteliers de prendre en location le mobilier nécessaire pour l'installation et l'exploitation de leur commerce (3) ; ou encore, celle des marchands de pianos de donner des instruments en location pendant trois ans, avec option d'achat (*hire-purchase system*) (4).

b) Les biens dont le failli, propriétaire originaire, a fait cession ou transport sur la tête d'autrui, tout en continuant à en avoir néanmoins ostensiblement la possession ou la disposition, sans qu'aucune fraude ou faute puisse être reprochée à l'acquéreur, échappent à la mainmise du Syndic. Ainsi, la coutume, d'après laquelle, dans certains genres de commerce (notamment dans celui des vins), l'acquéreur laisse ses achats en dépôt dans les magasins du fabricant, et n'en prend livraison qu'au fur et à mesure de ses besoins, écarte à son profit le jeu de la présomption de propriété.

(1) Y compris l'exécuteur testamentaire ou l'administrateur de la succession d'un défunt. Cf. *Trustee Act*, 1925 (15 Geo. 5, c. 9) et *Administration of Estates Act* 1925 (15 Geo. 5, c. 23) ; *Joy v. Campbell*, loc. cit.

(2) *Whitfield v. Brand*, (1847), 16 M. & W. 282.

(3) *Ex parte Turquand*. Re *Parker* (1884), 14, Q. B. D. 409 ; *Crawcour v. Satter*, (1881), 18 Ch. D. 30.

(4) *Re Blanchard, Ex parte Hattersley*, (1878), 8 Ch. D. 601.

Mais l'hypothèse qui doit retenir plus spécialement notre attention est celle des « *Bills of Sale* » ou actes passés par-devant notaire par le propriétaire de *biens meubles* en vue de constater, soit leur vente, soit leur transmission en gage au créancier, le signataire restant néanmoins en possession. Très voisins par leur nature de l'aliénation fiduciaire (*mancipatio fiduciae causa*) du Droit romain, ces actes, par cela même que leur signataire, dépouillé de la propriété légale des biens, continuait à en avoir encore la jouissance, étaient soumis, par les *Bills of Sale Acts* de 1854 (1) et de 1878 (2), à des formalités rigoureuses (légalisation devant notaire, publicité par enregistrement, etc.), édictées dans l'intérêt des créanciers qui auraient voulu pratiquer des voies d'exécution, ou du Syndic qui aurait désiré établir la consistance de la masse du signataire-failli. L'art. 20 notamment de la Loi de 1878 disposait que les biens compris dans un *Bill of Sale* dûment enregistré, soit un « *absolute Bill of Sale* » (c'est-à-dire, constatant une vente), soit un « *Bill of Sale given by way of security* » (c'est-à-dire, constatant un prêt sur gage) « ne seraient pas considérés comme étant dans la possession ou à la disposition du signataire, au sens de la Loi sur les Faillites », — ce qui revenait à dire que l'acte enregistré était opposable au Syndic si le signataire venait par la suite à être déclaré en faillite.

En 1882, le législateur modifia la Loi de 1878, en s'inspirant d'une autre idée, celle de la nécessité de protéger les débiteurs, ainsi que la masse de leurs créanciers chirographaires, contre les prétentions abusives des usuriers (3) qui se garantissent par cette forme de sûreté. A cet effet il réglementa minutieusement la forme, le mode de passation, et la portée d'un *Bill of Sale given by way of security*, et, par l'art. 15 de la nouvelle Loi de 1882 (4), abrogea l'art. 20 précité de la Loi de 1878, de telle sorte que l'enregistrement

(1) 17 & 18 Vict., c. 36.

(2) 41 & 42 Vict., c. 31.

(3) Parmi les Lois plus récentes inspirées de la même pensée il faut citer les *Money-lenders Acts* de 1900 (63 & 64 Vict., c. 51) et de 1927 (17 & 18 Geo. 5., c. 21).

(4) 45 & 46 Vict. c. 43.

de ces actes de prêt sur gage ne met plus obstacle, en cas de faillite du signataire, à ce qu'on applique la règle de la « propriété présumée » aux biens ainsi gagés.

Quant aux cessions ou ventes globales des créances, le *Bankruptcy Act de 1913*, art. 14 (auquel s'est substitué par la suite l'art. 43, B. A. 1914) prescrit pour leur validité, en plus de la signification requise par l'art. 136, *Law of Property Act*, 1925, la publicité par voie d'enregistrement sous forme d'un *absolute bill of sale* dans la huitaine, conformément au *Bills of Sale Act 1878* (1). Sont dispensés toutefois de cette exigence les cessions des créances déterminées ou spécifiques, c'est-à-dire, celles qui sont a) dues présentement par des débiteurs déterminés ; ou b) nées ou à naître de contrats déterminés ; ou c) comprises dans une vente, faite de bonne foi, d'un fonds de commerce, ou dans une cession globale de l'actif du cédant au profit de la masse de ses créanciers.

5° Enfin, la dernière condition requise pour l'application de la règle de la « propriété présumée », c'est le consentement, expres ou tacite, du véritable propriétaire à ce que le failli ait la possession des biens dont il s'agit ; car, si la possession du failli est entachée de fraude, ou a été obtenue contre la volonté ou sans la permission de leur propriétaire, ni la lettre, ni l'esprit de l'art. 38 (c) ne saurait en dépouiller celui-ci. Du reste, le propriétaire est toujours libre, avant le « commencement de la faillite » (art. 37) de retirer le consentement qu'il a donné, soit en reprenant matériellement possession des biens en question, soit encore en faisant une demande formelle à cet effet.

§ 2. — Application de la Règle à la *Partnership* et à ses Associés.

Le jeu de la présomption de propriété revêt une importance capitale lorsqu'il s'agit d'une *partnership*, car elle se combine alors avec une autre règle, non moins importante, celle qui attribue à chacune des diverses masses en présence un privilège sur le patri-

(1) V. art. 13 les « *Rules of Supreme Court, Bills of Sale Acts, 1878-1882* ».

moine séparé de son propre débiteur (1). Il va sans dire, du reste, que si, par l'effet de la présomption de propriété, les biens appartenant en réalité à la société sont susceptibles d'être compris dans l'actif personnel d'un de ses associés, et inversement, si les biens qui appartiennent à celui-ci peuvent être considérés comme faisant partie du patrimoine social, les proportions dans lesquelles les diverses masses en présence seront respectivement désintéressés peuvent varier profondément.

A. — DES BIENS MEUBLES APPARTENANT A LA PARTNERSHIP. —

1) *Biens en la possession d'un associé.* Il faut, tout d'abord, poser en principe que, puisque chacun des associés a un droit égal à participer à la gestion de la *partnership* (2), et après sa dissolution, à sa liquidation (3), la possession des biens sociaux dont il peut être investi pour l'une ou l'autre de ces deux fins ne donne nullement lieu au jeu de la présomption de propriété, non pour diminuer le patrimoine social, soit pour augmenter le patrimoine propre de l'associé.

En effet, la propriété réelle et la propriété présumée se trouvant confondues entre les mains de la même personne, l'application de la règle de l'art. 38 (c) est écartée (4). Bien mieux, si à la suite de la dissolution de la *partnership*, un des associés continue à avoir la possession des biens sociaux aux seuls fins de la liquidation, il en est considéré comme *trustee* pour ses co-associés (5), et sa propre faillite survenant par la suite ne saurait englober dans l'actif social son (6) patrimoine personnel. A la mort d'un associé, les co-associés survivants sont considérés comme les *trustees* des ayants-droit du décédé (7), et si les co-associés survivants, en violation de leur *trust*, et sans le consentement de ces ayants-droit, aux termes de

(1) Art. 33 (6) B. A.

(2) Art. 24 (5) P. A.

(3) Art. 38, P. A.

(4) *Ryall v. Bowles* (1748), 1 Ves. 348 : 1 Atk. 164.

(5) Art. 38 (1), B. A.

(6) *Ex parte Morley, Re White* (1873), 8 Ch. App. 1026.

(7) *Knox v. Gye*, 5 H. L. 656.

l'art. 38 (c), B. A., continuaient l'exploitation sociale, il n'y aurait pas lieu d'appliquer la présomption de propriété (1).

2) *Biens en la possession d'un tiers.* — Lorsque les biens sociaux qui se trouvent entre les mains d'un tiers sont compris dans une cession faite au profit d'un des associés, la présomption de propriété est susceptible d'être invoquée au profit de la partnership si la cession n'est pas signifiée au tiers détenteur, conformément à l'art. 136, *Law of Property Act*, 1925.

Au cas de biens incorporels, tels que les créances, nous venons de voir que l'art. 43, B. A. 1914, requiert maintenant en plus de cette signification, l'enregistrement de l'acte de cession, effectué conformément au *Bills of Sale Act*, 1878.

B. — DES BIENS APPARTENANT EN PROPRE A UN ASSOCIÉ. — A l'inverse, les biens personnels d'un associé qui sont affectés normalement et régulièrement à l'usage de la partnership seront présumés faire partie du patrimoine social de celle-ci, partageables, par suite, en cas de faillite, par privilège entre les créanciers constituant la masse sociale (2). Mais les biens propres d'un associé, simplement détenus ou emmagasinés dans les locaux de la partnership, sans être affectés à l'usage de celle-ci, demeurent propres à l'associé, et échappent à la présomption en faveur de la partnership (3).

(1) *Ex parte Butcher, re Mellor* (1880), 15 Ch. D. 465.

(2) Art. 33 (6), B. A. ; *Re Rowland & Crankshaw* (1866), 1 Ch. App. 431 ; *Ex parte Hayman, re Pulsford*, (1878), 8 Ch. 11 ; *Ex parte Sheen, re Wright* (1877), 6 Ch. D. 335.

(3) *Ex parte Lovering, re Murrell*, (1883), 24 Ch. D. 31.

CHAPITRE V

LES NULLITÉS DE LA « PÉRIODE SUSPECTE »

Comme le Code de Commerce français (art. 446 et s.), le Droit anglais frappe de nullité certains paiements et certains actes d'aliénation qui ont été faits par un débiteur à la veille de sa faillite, à raison de ce qu'ils privent l'ensemble de ses créanciers des éléments légitimes de leur gage. Quelques-uns de ces actes ont même paru au législateur mériter une seconde sanction (1), et ils entraînent la faillite de leur auteur. Aussi figurent-ils parmi les *acts of bankruptcy* énumérés à l'art. 1 (1), Bankruptcy Act, 1914.

Mais, à la différence de la législation française, où la durée de la « période suspecte » antérieure à la déclaration de faillite est susceptible de varier avec la date de la cessation des paiements, laquelle est fixée en toute liberté par le Tribunal d'après les circonstances de chaque espèce (2), le législateur anglais a établi une série de délais distincts, qui varient avec la gravité des actes incriminés, et sont plus longs pour ceux qui sont entachés de fraude, ou sont de toute autre manière préjudiciables à la masse. Cette « période suspecte », qui autrefois était, en principe, d'une année, et qui fut réduite en 1883 aux trois mois (3) antérieurs à la présentation de la demande de Séquestre (*bankruptcy petition*), se trouve prolongée, au cas d'aliénation à titre gratuit, à deux ans, et parfois même à dix ans ! Bien mieux, l'annulation des transports faits en fraude des créanciers, même en dehors de la faillite (4), ou des actes de cession globale des créances obligatoirement soumis à publicité par la voie d'enregistrement (5) n'est enfermée dans aucun

(1) V. ci-dessus, p. 112.

(2) C. Com., art. 441, 446.

(3) Art. 43, 48, B. A. 1883 ; art. 37, 44, B. A. 1914.

(4) *Law of Property Act*, 1925, art. 172.

(5) Art. 43, B. A.

délai préfixe. Enfin, la rigueur apparente de ces diverses dispositions est atténuée par quelques règles (1) qui ont été édictées dans l'intérêt des tiers de bonne foi.

Nous passerons en revue, d'abord, les dispositions relatives aux actes annulables, et aux actes valables, pour considérer ensuite, brièvement, leur application plus spécialement à la *partnership* et à ses associés.

SECTION PREMIÈRE

ACTES ANNULABLES

1° Comme un créancier demandeur d'un jugement de Séquestre ne peut se prévaloir que d'un *act of bankruptcy* accompli dans les trois mois antérieurs à sa demande (2), le jugement déclaratif de faillite ne reporte, en principe, le point de départ de la faillite qu'à la date du premier *act of bankruptcy* intervenu dans ces trois mois. Ce principe de la « rétroactivité du jugement déclaratif » est énoncé en termes généraux dans l'art. 37, et il en est fait plus particulièrement application aux « préférences frauduleuses » dans l'art. 44 de la loi de 1914.

L'art. 37, al. (1) est ainsi conçu :

« La faillite du débiteur, déclarée soit sur sa propre demande, soit sur celle d'un ou de plusieurs créanciers, aura un effet rétroactif. Elle sera réputée commencer rétroactivement (*have relation back*) à la date à laquelle a été fait l'*act of bankruptcy* qui a donné lieu au Jugement de Séquestre, ou, si le débiteur a accompli plusieurs *acts* (3) de cette nature, à la date à laquelle a été fait le premier de ces *acts* dans les trois mois (2) qui précèdent la demande de Séquestre (*bankruptcy petition*).

(1) Art. 44 (2), 45, 46 B. A.

(2) Cf. art. 4 (1) (c), B. A.

(3) Un jugement de Séquestre prononcé, en vertu de l'art. 107 (4) B. A., au lieu d'une contrainte par corps, compte aussi comme un *act of bankruptcy*, et, par suite, comme point de départ de la faillite, à moins d'être précédé d'autres *acts of bankruptcy* intervenus dans le délai de trois mois antérieurs à la demande de Séquestre (art. 37 (2) et 44 (3). V. ci-dessus, page 114.

« Toutefois, ni cette demande, ni le Jugement de Séquestre ou déclaratif de faillite ne seront nuls à raison de ce qu'un *act of bankruptcy* est antérieur en date à la créance du créancier demandeur ».

Et l'art. 44 ajoute :

« (1) Tout acte de disposition, toute constitution d'un droit réel, tout paiement fait, toute obligation contractée, et tout procès intenté par une personne insolvable, ou qu'elle a laissé instruire contre elle, en faveur d'un créancier ou d'une personne agissant pour lui, dans le but de donner à ce créancier ou aux garants ou cautions de la dette due à ce créancier, une préférence sur les autres, sera présumé fait, intenté, ou subi en fraude des créanciers, et sera nul à l'encontre du Syndic, si le débiteur vient à être déclaré en faillite à la suite d'une demande de Séquestre formée dans les trois mois qui suivent la date où il a fait un de ces actes.

« (2) La présente disposition ne peut porter préjudice aux droits des tiers qui, de bonne foi et à titre onéreux (1), ont contracté avec un créancier du failli ».

Le principe de la nullité des « préférences frauduleuses », à la différence de celui de la « propriété présumée » que nous avons étudié plus haut, est de création purement jurisprudentielle. On en attribue généralement l'origine aux arrêts (2) prononcés par Lord Mansfield (Chief Justice, 1705-1793). Consacré législativement, avec des modifications, par le Bankruptcy Act de 1869 (art. 92), le principe, tel qu'il est proclamé aujourd'hui dans l'art. 44 précité, suppose, pour qu'il y ait « préférence frauduleuse », trois éléments constitutifs. Il faut, en effet, que l'acte ait été consenti :

a) par une personne qui était dans l'impossibilité d'acquitter, à l'aide de ses propres deniers, ses engagements au fur et à mesure de leurs échéances ;

b) avec l'intention d'accorder au créancier bénéficiaire une préférence par rapport aux autres créanciers ; et

c) dans le trimestre qui précède la demande de Séquestre.

(1) Cf. art. 45, 46, B. A. et ci-dessous p. 185 et s.

(2) *Harman v. Fisher* (1774) Cowp. 117 ; *Tudor's Merc. et Marit. Cases*, 773 ; *Rust v. Cooper* (1777) Cowp. 692 ; *Alderson v. Temple* (1767), 4 Burr. 2235 ; 1 W. Bl. 660 ; *Martin v. Pewtress* (1765), 4 Burr. 2477.

La charge de la preuve de ces trois éléments incombe évidemment au Séquestre Officiel ou au Syndic qui, dans l'intérêt de la masse, requiert l'annulation de l'acte suspecte. Mais c'est surtout sur l'élément intentionnel qu'a porté l'effort d'interprétation des tribunaux.

Il ne suffit pas, d'après la jurisprudence, pour constituer une « préférence frauduleuse », que l'acte incriminé ait seulement *pour effet, en fait, d'avantager* un créancier par rapport aux autres ; il importe, en outre, qu'il ait été fait *en vue* de conférer cette préférence. Cependant, il n'est plus nécessaire maintenant, depuis que deux arrêts rendus en 1883 dans les espèces *Ex parte Griffith, re Wilcoxon*, et *Ex parte Hill, re Bird*, 23 Ch. D. 69 et 695, ont fixé la jurisprudence, que l'intention d'établir une cause de préférence en faveur du créancier soit le *seul et unique but* du failli (1). Il suffit que tel ait été, suivant l'expression de la jurisprudence française en matière de donations (2), son « but impulsif et déterminant », en telle sorte qu'il appartient au juge du fond de rechercher, dans chaque espèce, le but ou objet essentiel qui a déterminé la conduite du failli.

D'autre part, il importe de ne pas confondre le *but* ou l'*objet* qu'avait en vue le failli lors de l'accomplissement de l'acte, avec son *motif*. Ainsi, dans l'espèce précitée *Ex parte Griffith, re Wilcoxon*, le *motif* du failli en faisant le paiement était qu'il croyait agir honnêtement, alors que son *but* était bel et bien celui d'avantager le créancier en question. Aussi celui-ci fut-il condamné à rapporter à la masse le paiement indûment reçu (3).

(1) Comme décidait jadis la jurisprudence ; *Ex parte Blackburn, re Cheeseborough*, (1871), 12 Eq. 358 ; *Ex parte Topham, re Walker* (1873) 8 Ch. 614.

(2) Cass. 3 juin 1863, D. 63. I. 429 ; S. 64. I. 269.

(3) Cp. aussi *Ex parte Suffolk, re Fletcher*, (1891), 9 Morr. 8 ; *Re Vingoe & Davis* (1894), 1 Mans. 416. Cependant, le motif peut parfois contribuer à éclairer le but ; *Ex parte Taylor, re Goldsmid* (1887), 18 Q. B. D. 295 ; *New Prince & Saccard's Trustee v. Hunting* (1897), 1 Q. B. D. 697 ; 2 Q. B. D. 19 ; (1899), A. C. 419.

Il importe aussi, pour que le but ait été vraiment déterminant de l'acte ou de l'opération, que le failli ait agi spontanément et sans qu'aucune pression, suggestion ou menace de la part du créancier ne soit venue peser sur sa volonté (1). Il y a là une interprétation restrictive qui souvent ôte toute valeur efficace au texte de l'art. 44, et tend à porter un grave préjudice à la masse des créanciers.

2° Pour les *dispositions à titre gratuit* (notamment, les donations à cause de mariage ou entre époux), qui sont toujours plus dangereuses à raison des facilités particulières qu'elles offrent pour frauder les créanciers (Cf. C. Com. fr. art. 557 à 564), la « période suspecte » de trois mois est portée à *deux ans*, et même, dans certains cas, à *dix ans*, par l'art. 42 (1), qui est ainsi conçu :

« Tout acte de disposition des biens (en dehors
a) des donations faites en faveur de mariage et avant sa célébration,
b) des aliénations ou constitutions d'hypothèques faites à titre onéreux au profit d'un acquéreur ou d'un créancier de bonne foi,
c) des donations faites au profit de la femme ou des enfants du disposant, et portant sur des biens acquis par le disposant en vertu de son mariage comme ayant-cause de sa femme) sera nul et inopposable au Syndic si le disposant vient à être déclaré en faillite dans les *deux ans* qui suivent l'acte.

« Il en sera de même dans le cas où le disposant viendrait à être déclaré en faillite dans les *10 ans* qui suivent l'acte, à moins que les parties intéressées ne prouvent

a) que le disposant était lors de l'acte en état de payer toutes ses dettes sans recourir aux biens qui y sont compris, et
b) en plus, que le droit du disposant sur les dits biens a été transporté en vertu de l'acte au *trustee* chargé de l'exécution de la disposition ».

« L'al. (2) du même art. a été refondu, et l'al. (3) y a été ajouté, afin de parer aux inconvénients résultant d'une jurisprudence fâcheuse (2), qui validait les contrats de mariage par lesquels les époux s'engageaient à se faire des dons réciproques sans aucune

(1) *Bulcher v. Sted*, (1875). H. L. 846 ; *Sharp v. Jackson*, (1899), A. C.

(2) *Ex parte Bishop, re Tonnies*, (1873), 8 Ch. App. 718.

limite. D'après la nouvelle rédaction de l'al. (2), ces engagements ne sont valables qu'autant qu'ils se réfèrent à des biens ou à des sommes d'argent de provenance déterminée, et au cas où l'engagement ne serait pas encore exécuté lors du « commencement de la faillite » (1) d'un des conjoints (c'est-à-dire, lors du premier *act of bankruptcy* qui lui est imputé) l'autre conjoint serait primé, en ce qui concerne les dividendes dans la faillite, par les créanciers à titres onéreux (2).

En outre, les dons mutuels (autres que les primes versées pour les assurances sur la vie) faits en exécution de l'engagement pris dans un tel contrat de mariage sont subordonnées, pour leur validité, par l'al. (3), à des conditions rigoureuses. Ils doivent être faits —

ou bien, a) plus de *deux ans* avant le « commencement » de la faillite (1) ;

ou bien, b) alors que l'époux donateur pouvait acquitter ses dettes sans avoir recours aux biens faisant l'objet de la donation ;

ou bien, c) en exécution d'un contrat qui visait expressément les biens provenant de la succession d'une personne déterminée, alors que la donation a été effectuée dans les trois mois de l'envoi en possession du donateur.

Voici les termes des alinéas (2) et (3) de l'art. 42 :

« (2) Tout contrat passé ou engagement pris par acte sous sceau (*covenant*) par une personne à cause de son propre mariage à l'effet de faire à une époque future à son conjoint ou au profit des enfants à naître du mariage une donation des sommes d'argent ou d'autres biens (hormis les sommes ou les biens qui lui sont acquis en vertu même du mariage, comme ayant-cause de son conjoint), le disposant n'ayant point, lors du mariage, ni un droit de propriété ni aucun autre droit, même éventuel, sur ces sommes d'argent ou autres biens, sera nul et inopposable au Syndic, si le disposant vient à être déclaré en faillite et que le contrat ou l'engagement n'a pas reçu d'exécution à la date du commencement de la faillite.

« Toutefois les personnes intéressées au dit contrat ou engagement auront

(1) V. art. 37 B. A., pour le « commencement de la faillite ».

(2) V. ci-dessous, p. 269.

droit, dans la faillite du disposant, à des dividendes après le paiement intégral des autres créanciers à titre onéreux.

« (3) Tout paiement de sommes d'argent (à l'exclusion du paiement des primes d'une assurance sur la vie) et tout transport de biens faits en exécution du dit engagement ou contrat seront nuls et inopposables au Syndic en cas de faillite du disposant, à moins que les personnes bénéficiaires de ce paiement ou de ce transport ne prouvent :

a) qu'il avait été fait plus de deux ans avant le commencement de la faillite,

ou b) que le disposant était, lors du paiement ou du transport, en état d'acquitter ses dettes sans avoir recours aux deniers ou aux biens précités,

ou c) que le paiement ou le transport avait été fait, d'abord, en exécution d'un engagement sous sceau ou d'un contrat se référant aux deniers ou aux biens à venir de la succession d'une personne déterminée qui y est nominativement indiquée, et, ensuite, qu'il avait été effectué dans les trois mois après que les dits deniers ou biens fussent parvenus en la possession ou au pouvoir du disposant.

« Toutefois, au cas où un tel paiement ou transport serait annulé, les personnes au profit desquelles il avait été fait auront néanmoins droit à réclamer un dividende au même titre que si l'engagement ou contrat n'avait pas été exécuté lors du commencement de la faillite ».

3° Indépendamment et en dehors de la faillite, les aliénations faites en fraude des créanciers étaient toujours annulables (sans que leur nullité puisse être jamais prescrite) en vertu d'une très ancienne Loi, celle du 13 Eliz. c. 5 (de l'année 1571). Elles pouvaient, en outre, servir de fondement à une demande en déclaration de faillite, car elles constituaient un *act of bankruptcy* ; cette dernière disposition continue à figurer aujourd'hui dans l'art. 1 (1) (b) du *Bankruptcy Act*, 1914. Mais à la Loi du 13 Eliz. c. 5 est venu se substituer, avec une légère modification, l'art. 172 du *Law of Property Act*, 1925, conçu dans les termes suivants :

«Sauf ce qui est dit dans le présent article, toute aliénation de biens faite en vue de frauder les créanciers sera annulable à la demande de toute personne lésée.

« (2) Cette disposition ne préjudiciera en rien à la loi sur les faillites.

« (3) Cette disposition ne porte pas atteinte aux droits ou intérêts patrimoniaux aliénés à titre onéreux (*for valuable consideration*) (1) et de bonne foi, ou pour une cause valable (*for good consideration*) (1) et de bonne foi, à une personne qui, lors de l'aliénation, n'avait point connaissance de l'intention frauduleuse ».

Une autre catégorie d'actes de disposition dont l'annulation n'est enfermée dans aucun délai fixe, comprend des actes de *cession globale de créances*. Nous avons indiqué plus haut qu'ils doivent, pour être valables, être enregistrés dans la huitaine, conformément au *Bills of Sale Act, 1878*.

4° La Loi de 1926 (art. 4) vint, à la suite d'une jurisprudence assez étrange, instituer pour certains actes accomplis par des tiers détenteurs sur les biens d'un failli, une situation intermédiaire entre la nullité et la validité.

En 1921, la Cour d'Appel fut appelée à statuer sur une espèce fort intéressante (2). Un jugement de Séquestre ayant été rendu le 8 octobre 1919 à l'égard d'un débiteur nommé Wigzell, celui-ci fit appel et obtint un sursis à la publication du jugement, prescrite (3) cependant par l'art. 11, B. A. et l'art. 186 du Règlement. En appel, le 10 novembre 1919, le jugement de Séquestre fut confirmé, et le 20 novembre, un jugement déclaratif de faillite fut également prononcé contre le débiteur. A la date du jugement de Séquestre, Wigzell avait un compte en banque, au crédit duquel il versa, entre le 8 octobre et le 10 novembre, des sommes s'élevant à 165 livres, provenant des créances qu'il avait recouvrées sur ses débiteurs. Il retira aussi du même compte diverses sommes d'une valeur globale de 200 livres. La banque était d'une entière bonne foi. Elle avait reçu et payé ces diverses sommes au cours normal et

(1) La « *valuable consideration* » comme « cause » d'obligation, en Droit anglais, consiste « en quelque droit, intérêt, profit ou bénéfice acquis par l'une des parties, ou en quelque interdiction, détriment, perte, ou responsabilité, imposée à l'autre » (*Currie v. Misa*, 10 Exch. 162). Par contre, « *good consideration* » est une « cause » qui se rapporte aux liens de sang, c'est-à-dire, à l'affection naturelle qu'une personne porte à sa famille ou à ses propres parents.

(2) *Ex parte Hart, re Wigzell*, (1921), 2 K. B. 835.

(3) V. ci-dessus, p. 126.

régulier des affaires, sans avoir la moindre connaissance du jugement de Séquestre.

Le Syndic, s'appuyant sur les dispositions des art. 18 (1), 37 (1), et 38, B. A., qui l'investissent de la propriété des biens du failli avec effet rétroactif à partir de son *act of bankruptcy*, réclama à la banque la somme de 165 livres, dont elle s'était, prétendit-il, illégalement dessaisie, entre les mains du failli. Il contesta, en outre, à la banque le droit d'opposer en compensation les 200 livres qu'elle avait permis au failli de retirer. La banque invoqua sa bonne foi, les circonstances comparables à celles qui sont prises en considération par les art. 45 et 46, Bankruptcy Act 1914 (1), comme fondant une fin de non-recevoir, et, enfin, son ignorance du jugement de Séquestre, provenant de ce qu'un sursis avait été accordé aux publications prescrites par la Loi.

L'arrêt de la Cour d'Appel, confirmant celui de la Divisional Court, ainsi que le jugement rendu en premier ressort par la County Court, déclara que l'absence de publication du jugement de Séquestre ne saurait dépouiller le Syndic de la propriété des biens dont la Loi l'investissait formellement, et que les art. 45 et 46, qui ne s'appliquaient qu'à la période *antérieure* au jugement de Séquestre ne pouvaient être étendus aux faits *postérieurs* à ce jugement. Par ces motifs, il jugea la prétention du Syndic bien fondée, de sorte que la banque dut lui verser une seconde fois ce qu'elle avait déjà versé au failli lui-même. Cet arrêt provoqua un tel émoi dans l'opinion que le législateur crut devoir intervenir pour pallier à une solution vraiment trop rigoureuse, et il inséra dans le *Bankruptcy (Amendment) Act, 1926*, un art. 4, ainsi conçu :

« Lorsque, postérieurement au prononcé du jugement de Séquestre, mais avant qu'il n'ait été publié dans la *Gazette*, le détenteur de sommes d'argent ou d'autres biens appartenant au failli les a versés ou remis à une tierce personne, et que ce versement ou cette remise sont inopposables au Syndic en vertu de la Loi de 1914, le Syndic ne pourra, néanmoins, au cas où le détenteur prouverait qu'il n'avait point connaissance du jugement, l'actionner en recouvrement de ces sommes ou biens qu'autant que le Tribunal estimera qu'il lui est pratique-

(1) V. ci-dessous, p. 185 et s.

ment impossible d'en obtenir le remboursement ou la restitution du tiers auquel ils ont été versés ou remis ».

Cette disposition, inspirée évidemment par le souci de protéger les intérêts non seulement des banquiers, mais, d'une façon générale, de tous détenteurs des biens d'un failli, aboutit, par son texte verbeux et fort mal rédigé, à créer presque autant de difficultés pratiques qu'elle n'en prétend conjurer. Comment le détenteur peut-il, par exemple, faire la preuve de sa bonne foi et de son ignorance du jugement, si ce n'est au cours même d'une instance intentée par le Syndic ? Mais, d'après le texte, le Syndic ne peut introduire cette instance que si la preuve en question est faite au préalable ! Et comment le Syndic saura-t-il, en outre, que la restitution ou le remboursement par le tiers est « pratiquement impossible » ? Doit-il se fier à la parole de celui-ci, ou se livrer à une enquête, recueillant des témoignages plus ou moins intéressés, plus ou moins dignes de crédit ? Ou bien, doit-il engager carrément des poursuites judiciaires contre ce tiers bénéficiaire pour constater peut-être, après tout, que tous les frais de la procédure ont servi simplement à établir le fait qu'aucun remboursement et aucune restitution n'est « pratiquement possible » ? On tourne vraiment dans un cercle vicieux. En outre, le Tribunal joue ici un rôle par trop secondaire. Dans cet enchaînement inextricable des phrases, il n'est pas appelé à statuer sur la justice ou le bien-fondé des prétentions des parties, mais seulement sur la *possibilité matérielle* de récupérer au profit de la masse les valeurs qui lui ont été sous-traites.

CONSÉQUENCES DE LA NULLITÉ. — 1° La règle de la nullité des « préférences frauduleuses » ayant pour but d'assurer l'égalité de partage entre tous les créanciers qui composent la masse, les biens rapportés leur profiteront à eux tous. Aussi importe-t-il que le Syndic, qui représente la masse, s'abstienne de se prévaloir de l'art. 44 pour réclamer des biens grevés de privilège ou d'hypothèque (1).

(1) *Ex parte Cooper, re Zucco*, (1875), 10 Ch. 510 ; *Willmott v. Celluloid Co.*, (1887), 34 Ch. D. 147.

2° Le Bankruptcy Act 1914, (art. 27), édicte en ce qui concerne les donations à cause de mariage ou entre époux, faites au détriment des créanciers, une dernière sanction. Le Tribunal peut, suivant les circonstances, refuser la décharge du conjoint-donateur déclaré en faillite, ou la subordonner à des conditions assez rigoureuses, s'il estime que soit l'engagement, soit la donation elle-même, avait pour but de tromper ses créanciers, ou ne pouvait se justifier à raison de l'état de ses affaires (1).

SECTION II

ACTES VALABLES

Si le principe de la rétroactivité du jugement déclaratif garantit effectivement les créanciers contre les aliénations que leur débiteur a pu consentir à la veille de sa faillite, ou en prévision de celle-ci, il n'en importe pas moins, pour la sécurité des affaires en général, qu'aucune atteinte ne soit portée à la validité des paiements ou d'autres actes conclus à titre onéreux entre le failli (ou son cessionnaire) et des tiers de bonne foi, dans le cours normal des affaires. Aussi la loi sauvegarde-t-elle par des dispositions expresses (art. 44 (2), 45, et 46) ces actes et paiements, sans déroger toutefois aux nullités prévues aux art. 42 et 44 (1). Les art. 45 et 46 visent les personnes qui traitent directement avec le failli, alors que l'art. 44 (2) ne protège que le sous-acquéreur d'un créancier indûment avantagé par le failli.

Aux termes de l'art. 45 :

« Sauf ce qui est prévu dans les dispositions précédentes de la présente Loi, en ce qui concerne l'effet de la faillite sur les voies d'exécution ou sur la saisie-arêt (2) et la nullité de certains actes d'aliénation (3) et de tous actes ayant pour objet d'avantager certains créanciers (4) en cas de faillite, demeureront valables :

- a) les paiements faits *par* le failli à un de ses créanciers ;
- b) les paiements et délivrances faits *au* failli ;
- c) les aliénations faites par le failli à titre onéreux ;

(1) V. ci-dessous, p. 275.

(2) Art. 40, 41, B. A. 1914.

(3) Art. 42, B. A. 1914.

(4) Art. 44, B. A. 1914.

d) les conventions ou opérations conclues par le failli ou avec lui à titre onéreux ;

A condition toutefois que :

a) les paiements, délivrances, aliénations, conventions, et opérations, suivant les cas, aient eu lieu antérieurement au jugement de Séquestre, et que

b) la personne (autre que le débiteur) à qui, par qui, ou avec qui, le paiement, la délivrance, l'aliénation, la convention ou l'opération a été faite, exécutée ou passée, n'eût pas, lorsqu'une de ces opérations a été faite, connaissance d'un *act of bankruptcy* accompli antérieurement par le failli » (1).

Cet article dans la Loi de 1883 était muet sur le sort des paiements ou des biens remis au failli ou à son cessionnaire, pendant le cours normal des affaires, avant le jugement de Séquestre par un tiers ignorant la demande de Séquestre. La Loi de 1914 (art. 46) consacre la solution de la jurisprudence (2), en maintenant la validité de telles opérations, dans les termes suivants :

« Sera valablement libéré, nonobstant toute autre disposition de la présente Loi, celui qui aura fait un paiement ou délivré un bien à une personne qui vient par la suite à être déclarée en faillite, ou à son cessionnaire, pourvu qu'il ait effectué ces paiement ou délivrance antérieurement au jugement de Séquestre, sans avoir eu connaissance de la demande de Séquestre, étant de bonne foi, et pendant le cours normal des affaires ».

Enfin, l'al. (2) de l'art. 44 sauvegarde les intérêts des tiers sous-acquéreurs (3) qui ont traité de bonne foi et à titre onéreux avec des créanciers bénéficiaires des « préférences frauduleuses ».

(1) V. aussi, parmi les lois récentes, le *Law of Property Act*, 1925, art. 198 (1) ; *Land Registration Act*, 1925, art. 61, 62, et *Land Registration Rules*, 1925, art. 174 ; *Land Charges Act*, 1925, art. 2, 3, 6 et 25.

(2) *Re Teale*, (1912), 2 K. B. 367.

(3) V. ci-dessus p. 177.

SECTION III

APPLICATION A LA PARTNERSHIP ET A SES ASSOCIÉS

RAPPORTS DES ASSOCIÉS FAILLIS AVEC LES TIERS

La faillite d'une partnership entraîne nécessairement sa dissolution (1), et met fin au mandat de ses associés de gérer les affaires sociales (2). Mais cette faillite peut résulter, soit d'un même *act of bankruptcy* accompli solidairement à l'égard de tous les associés, ou par eux tous (tel une cession globale du patrimoine, visée à l'art. 1 (1) (a) B. A.), soit d'*acts of bankruptcy* distincts accomplis à des époques différentes par (ou à l'égard de) chacun d'eux. Le premier cas ne présente aucune difficulté. Les règles ci-dessus exposées recevront leur application normale ; par exemple, la rétroactivité du jugement déclaratif permettra au Syndic de revendiquer les biens qui ont été cédés antérieurement, en violation des art. 37 et s. du B. A. Dans le second cas, pendant l'intervalle de temps qui sépare l'accomplissement des divers *acts of bankruptcy* les uns des autres, seuls les associés pris individuellement, et non pas la partnership, peuvent être considérés comme étant en faillite. Aussi la faillite d'une partnership due à des *acts of bankruptcy* distincts et séparés de chaque associé doit-elle être envisagée comme si elle était composée d'une succession de jugements déclaratifs distincts prononcés à l'égard de chaque associé, l'un après l'autre.

La faillite d'un associé, qui provoque à la fois la dissolution de la partnership, et met fin à son pouvoir d'engager la partnership (3), produit ces deux effets rétroactivement à compter de la date de l'*act of bankruptcy* (4). Par conséquent, les biens sociaux qui sont transmis par un associé failli après son *act of bankruptcy* à un créancier social en vue de lui accorder une « préférence », doivent être rapportés par ce dernier à la masse (4). De même, si

(1) Art. 33 (1), P. A. 1890 ; et ci-dessus p. 67.

(2) Art. 38 P. A., et ci-dessus, p. 81.

(3) *Thomason v. Frère*, 10 East 418 ; Art. 33, P. A., et art. 37, B. A.

(4) *Hague v. Rolleston*, 4 Burr. 2174 ; *Burt v. Moulton*, 1 Cr. & My. 525.

un associé qui a accompli un *act of bankruptcy* paie à un créancier qui a connaissance de ce fait, une dette sociale, et que la *partnership* vient ensuite, à raison des *acts of bankruptcy* des autres associés, à être déclarés en faillite, le Syndic est bien fondé à en réclamer la restitution, le créancier n'ayant pas été « de bonne foi », au sens de l'art. 45, B. A. (1). Il en serait autrement, toutefois, d'après l'art. 46, si le paiement avait été fait pendant le cours normal des affaires antérieurement au jugement de Séquestre à un créancier qui, tout en étant au courant de l'*act of bankruptcy*, ignorait la demande en Séquestre (2).

(1) *Craven v. Edmondson* (1830), 6 Bing. 734, et ci-dessus, p. 185.

(2) *Dickson v. Cass*, (1830), 1 B. & Ad. 343 ; *In re Teale*, (1912) 2 K. B. 367.

CHAPITRE VI

LES ORGANES ET LE PERSONNEL DE LA FAILLITE

Les autorités, administrative et judiciaire, ainsi que les personnes qui interviennent dans les multiples opérations que comporte la procédure de la faillite, sont, dans l'ensemble, les mêmes que celles que connaît la législation française. Quelques-unes d'entre elles sont, cependant, spéciales au régime anglais; mais d'une façon générale, par leur rôle et leurs attributions, elles se séparent des institutions similaires du Continent. Les autorités comprennent le Séquestre Officiel (*Official Receiver*), l'Administrateur Spécial (*Special Manager*), le Syndic (*Trustee in Bankruptcy*), le Comité de Contrôle (*Committee of Inspection*), le Ministère de Commerce (*Board of Trade*), les Tribunaux, et le Ministère Public (*Director of Public Prosecutions*). Les particuliers sont les Associés faillis, d'un côté, et des diverses Masses de Créanciers, de l'autre.

Nous allons nous occuper successivement du rôle de chacun d'eux.

A. — LE SÉQUESTRE OFFICIEL (*OFFICIAL RECEIVER IN BANKRUPTCY*)

C'est là un rouage de toute première importance dans le mécanisme de la faillite, et qui apparaît de fort bonne heure dans la procédure.

Depuis la Loi de 1831 (*Lord Brougham's Act*) (1), qui consacra l'intervention de l'Etat dans l'administration de la faillite, en instituant un Syndic Officiel (*Official Assignee of the bankrupt's Estate*) pour collaborer avec les Syndics désignés par les créanciers.

(1) V. ci-dessus p. 97.

et leur faire en quelque sorte contrepoids, le contrôle administratif, à part une courte éclipse sous l'empire de la Loi de 1861, n'a fait que s'accroître.

Nous savons que la Loi de 1883 est venue diviser la procédure de la faillite en deux phases ; la première, consacrée exclusivement à une enquête destinée à établir la situation financière du débiteur, et à déterminer s'il y a lieu à sa déclaration en faillite, est présidée par un fonctionnaire, le Séquestre Officiel (*Official Receiver of Debtors' Estates*), qui réunit les traits distinctifs de l'ancien *Syndic Officiel* et du Séquestre (*Receiver*), et dont la désignation constituait une des principales manifestations de l'ancienne juridiction de Chancery. En effet, afin d'assurer la sauvegarde et la conservation, durant une instance, de biens litigieux, à l'encontre des parties qui, quoiqu'elles en fussent peut-être les titulaires en droit, risquaient de les dissiper ou de les dilapider, ou étaient mineurs ou autrement incapables, le Tribunal de Chancery nommait un Séquestre impartial qui avait pour mission de recueillir et de conserver, pendant la durée de la procédure en cours, les loyers ou les produits, et parfois même, en qualité de Séquestre-Gérant (*Receiver and Manager*), d'administrer les biens en question. La fusion, accomplie par les Lois sur l'organisation judiciaire de 1873, 1875, 1876 et de 1881, des juridictions d'Equité et de Common Law, prépara la voie à l'extension au régime des faillites de cette institution particulière de *Receiver*, qui avait fait ses preuves dans d'autres domaines, et l'*Official Receiver of Debtors' Estates* (Séquestre Officiel) des patrimoines des débiteurs), qui vint ainsi se substituer, depuis la Loi de 1883, à l'ancien *Official Assignee*, joue actuellement le rôle de *Syndic provisoire* dans ce que nous avons dénommée la « première phase » de la procédure.

Mais sa mission ne s'arrête pas là ; car, au cas où les circonstances révélées au cours de cette première phase seraient de nature à donner lieu à l'ouverture de la « seconde phase », celle de la faillite proprement dite, les créanciers ont la faculté de maintenir le Séquestre Officiel en fonction à titre de *Syndic définitif*, au lieu d'en élire un autre. Son maintien comme *Syndic* est d'ailleurs imposé par la Loi dans un but d'économie dans les fail-

lites dont l'actif ne dépasse pas 300 livres en valeur (1) ; et dans les faillites plus importantes, si les créanciers ne parviennent pas à se mettre d'accord sur le choix d'un Syndic dans un délai de 4 semaines, le Board of Trade intervient pour en nommer un, qui est généralement le Séquestre Officiel. Enfin, même dans les cas où les créanciers éliraient un autre Syndic à la place du Séquestre Officiel, celui-ci n'en continuerait pas moins à y jouer un rôle fort important, quoique, à certains égards, peut-être plus effacé, comme délégué des pouvoirs publics, chargé de veiller dans l'intérêt général à la marche régulière de la liquidation.

Étant donné que nous avons déjà parlé plus haut de ses diverses fonctions et attributions propres à la première phase de la procédure, nous nous bornerons ici à un aperçu général sur son mode de nomination, et ses fonctions pendant la seconde phase, dans le cas où il ne cumule pas les rôles de Syndic et de Séquestre Officiel.

1°. — MODE DE DÉSIGNATION. — Auprès de chacune des juridictions du premier degré (la *High Court of Justice* à Londres ; les *County Courts*, dans les provinces), le Ministère de Commerce (*Board of Trade*) délègue au moins un Séquestre Officiel (2) qui, tout en se trouvant placé sous la dépendance de cet organe administratif, n'en est pas moins un agent judiciaire (*officer of the Court*), agissant sous les ordres du Tribunal auprès duquel il est délégué, et soumis à son contrôle disciplinaire. Par suite du jugement de Séquestre qui est prononcé dans chaque espèce, le Séquestre Officiel devient *de plano*, et sans même que le dispositif le mentionne expressément (3), le Séquestre spécial des biens du débiteur dont il s'agit.

Le Board of Trade peut le révoquer (4) et pourvoir à son remplacement, en cas de vacance, temporaire ou définitive (3).

(1) Art. 129, B. A., et ci-dessous p. 294.

(2) Art. 70, B. A. ; R. art. 306.

(3) Art. 71, B. A.

(4) Art. 75, B. A. ; R. art. 307.

Ses pouvoirs et ses attributions passent alors, automatiquement par le seul effet de sa nomination, à son successeur (1).

Enfin, en cas d'urgence, à défaut d'un Séquestre Officiel, le Greffier du Tribunal exerce valablement les fonctions de Séquestre Officiel, pour pourvoir aux actes les plus indispensables (2).

2°. — **POUVOIRS ET ATTRIBUTIONS.** — Sa mission de contrôle s'applique aux biens et à la personne du failli comme à la gestion du Syndic.

En ce qui concerne la *personne du failli*, il surveille sa conduite afin de pouvoir faire un Rapport au Board of Trade toutes les fois qu'il en sera requis, et notamment, un Rapport au Tribunal lorsque le failli demande sa décharge (3). Et si ce dernier Rapport constate que le failli a commis (4) des délits ou des infractions prévues à l'art. 26 (2), sa décharge peut être subordonnée à des conditions rigoureuses, suspendue, ou même refusée. C'est encore au Séquestre qu'il incombe, indépendamment même de la question de décharge, de dénoncer au Tribunal les délits et les contraventions à la Loi qui ont pu être commis par le failli, et il est alors tenu d'exercer des poursuites, comme représentant du Ministère Public, devant les juridictions sommaires (5).

Son rôle, en ce qui concerne le *patrimoine* du failli, est bien moins important que dans la première phase de la procédure. Il peut demander au Tribunal l'autorisation d'interroger les personnes (telles que la femme du failli) qu'il suppose être débitrices à la masse, ou, tout au moins susceptibles de fournir des renseignements utiles sur les éléments du patrimoine du failli (6).

Le Séquestre Officiel exerce aussi une surveillance générale sur le Syndic. Il joue lui-même le rôle de Syndic provisoire lorsqu'il

(1) R. art. 307 (2).

(2) R. art. 317.

(3) Art. 26, B. A.

(4) Ci-dessous, p. 274.

(5) Art. 161, 165, B. A.

(6) Art. 25, et ci-dessous p. 236.

se produit une vacance (1), convoque l'Assemblée des Créanciers à l'effet de pourvoir à un remplaçant (2), et communique ensuite le choix fait au Board of Trade aux fins d'homologation et de publicité dans la Gazette. Si les créanciers ne désignent pas un remplaçant dans un délai de 3 semaines, il signale le fait au Board of Trade, afin que celui-ci en nomme un. Par l'effet même de la nomination du Syndic, la propriété des biens du failli passe de plein droit du Séquestre au Syndic sans qu'il soit besoin d'aucun acte écrit de cession ou de transport (3). Mais le Séquestre doit (sauf son droit de rétention pour ses frais et débours, ainsi que les intérêts au taux de 4 %, sur les sommes avancées) remettre au Syndic les biens et livres du failli, dont il est saisi, et lui communiquer tous les autres renseignements susceptibles de faciliter la liquidation. Pendant le cours de la gestion du Syndic, c'est lui qui donne, à défaut d'un Comité de Contrôle, les autorisations requises pour la validité de certains actes importants (4). Il se tient au courant des opérations de la liquidation et le Syndic est tenu de lui fournir tous les renseignements et toutes les explications qu'il demande, de lui soumettre les livres, les titres et la comptabilité du failli aux fins de contrôle. Si le Syndic ne se conforme pas aux ordres ou injonctions du Board of Trade ou du Séquestre Officiel, celui-ci peut le dénoncer au Tribunal et requérir contre lui, indépendamment de toute autre sanction, la contrainte par corps (5).

En tant que fonctionnaire et mandataire, il doit lui-même se conformer aux Règlements du Board of Trade, et exécuter les instructions que ce dernier lui donne (6). Il doit notamment verser au « Compte des Faillites » (*Bankruptcy Estates Account*) à la Banque d'Angleterre les sommes qui parviennent entre ses mains et qui appartiennent aux faillis (7). Par contre, il jouit de certains

(1) Art. 74 (1) (g), B. A.

(2) Art. 78.

(3) Art. 53.

(4) Art. 56 à 58, 20 (10), B. A. ; R. art. 324.

(5) Art. 105 (5), B. A.

(6) Art. 70 (1).

(7) Art. 74 (1) (g).

privilèges, particulièrement, celui de ne pas avoir, en général, à supporter les frais lorsqu'étant partie principale ou partie intervenante à un procès, il succombe (1).

B. — L'ADMINISTRATEUR SPÉCIAL (« SPECIAL MANAGER »).

L'entreprise ou le fonds de commerce du débiteur, surtout en cas de faillite d'une *partnership*, peut constituer un des éléments les plus précieux de l'actif. Il importe, pour que sa réalisation éventuelle soit avantageuse, que la continuité de son exploitation ne soit pas interrompue ; mais on ne saurait guère exiger du Séquestre Officiel lui-même une diversité invraisemblable de dons lui permettant de s'adapter à tous les métiers. Aussi est-il autorisé, à la demande des créanciers, à nommer à cet effet, à titre provisoire, un agent salarié, un administrateur spécial (*special manager*), dans le cas où il l'estimerait avantageux dans l'intérêt de la masse, et vu le caractère spécial de l'entreprise ou du patrimoine (2). La décision du Séquestre Officiel à cet égard est souveraine, et ne saurait donner lieu à appel devant les Tribunaux (3).

Le choix de la personne qualifiée à remplir les fonctions de *special manager* peut parfois présenter des difficultés. Il dépendra, dans la plupart des cas, de la composition du patrimoine et du caractère de l'entreprise à gérer. Souvent, lorsqu'il s'agit d'une *partnership*, il y aurait intérêt à laisser les associés, ou, tout au moins, certains d'entre eux, en particulier, leur gérant habituel, à la tête des affaires sociales jusqu'à ce que la première phase de la procédure ait pris fin, soit par un concordat, soit par un jugement déclaratif de faillite. Ce dernier événement peut, d'ailleurs, provoquer la nomination d'un Syndic ayant des aptitudes appropriées.

C'est le Séquestre Officiel qui détermine l'étendue des pouvoirs et des attributions du *special manager* en tenant compte de

(1) Art. 61, B. A. ; R. art. 96, 326.

(2) Art. 10, B. A.

(3) *Re Whittaker*, (1884), 1 Morr. 36.

la nature purement temporaire de ses fonctions. Il peut, au besoin, être autorisé à contracter des emprunts ou à faire des avances de fonds, dans l'intérêt de la masse des créanciers (1).

Avant d'entrer en charge, le *special manager*, tout comme le Syndic (2), est tenu de fournir un cautionnement, dont la valeur et la forme sont déterminées par le Board of Trade (3). Au cours de sa gestion, il doit présenter ses comptes, affirmés sincères sous serment (*affidavit*) au Séquestre Officiel, ce dernier pouvant alors en incorporer les totaux de recettes et de déboursés dans ses propres comptes (4).

Le montant de ses honoraires est déterminé par une « résolution ordinaire » (5) de l'Assemblée des Créanciers (6) ou, à son défaut, par le Board of Trade (7) ; ils sont payés par privilège dans le partage de l'actif (8). Les honoraires d'un associé nommé Special Manager d'une partnership viennent grossir les secours alimentaires qui lui sont attribués pendant la procédure (9).

La durée des fonctions du *special manager* est strictement limitée à la première phase de la procédure. Mais le *special manager* est, en outre, sujet à révocation par le Séquestre Officiel, lorsque celui-ci estime que son emploi n'est plus nécessaire ni utile. Il peut

(1) Art. 74 (1) B. A.

(2) V. ci-dessous, p. 197.

(3) R. art. 353.

(4) Art. 10 (2), B. A. ; R. art. 352, 355.

(5) Aux termes de l'art. 167, B. A., une « résolution ordinaire » est une délibération prise par la majorité en sommes des créanciers présents ou représentés, et ayant voté à une Assemblée des Créanciers, et une « résolution spéciale » est celle qui est prise par la majorité des 3/4 en sommes des dits créanciers ayant voté. V. notes ci-dessus, pp. 141, 142.

(6) Art. 10 (3), B. A.

(7) R. art. 351.

(8) R. art. 117.

(9) R. art. 312.

aussi être révoqué à la suite d'une « résolution » (1) de l'Assemblée des Créanciers (2).

A défaut de nomination d'un *special manager*, le Séquestre Officiel joue lui-même le rôle de *manager*, administrateur judiciaire du patrimoine du débiteur ; il est investi, à ce titre, des pouvoirs et attributions d'un *Receiver and Manager* nommé par le Tribunal de Chancery, à charge toutefois :

a) de solliciter de temps en temps l'avis de l'Assemblée des Créanciers quant aux opérations qui se rattachent à l'administration ;

b) de ne faire, sans l'autorisation spéciale du Board of Trade, aucune dépense qui ne soit absolument nécessaire pour la conservation du patrimoine ou pour la vente des biens périssables qui s'y trouvent (3).

C. — LE SYNDIC (« TRUSTEE IN BANKRUPTCY »)

C'est le Syndic qui constitue, en législation moderne, l'organe central et essentiel, la pierre d'achoppement de toute l'organisation de la faillite. Dans le régime anglais, si le Tribunal, après un premier jugement de Séquestre (*receiving order*), estime qu'il y a lieu de déclarer le débiteur en faillite, il prononce à son encontre un *adjudication order*. Le failli est par là même exproprié de ses biens au profit de ses créanciers : la totalité de son patrimoine, présent et à venir, sous les réserves que nous avons indiquées, est transporté sur la tête, d'abord, du Séquestre Officiel, et ensuite, dès sa nomination, sur celle du Syndic (*Trustee in bankruptcy*). Celui-ci représente la masse des créanciers (4), et a mission d'administrer et de liquider le patrimoine du failli pour leur compte, afin d'en répartir le produit entre eux.

(1) V. p. 195 note (5).

(2) A. art. 318.

(3) Art. 74 (1) (a) et (2), B. A. Notons en passant, que depuis 1890, le *special manager*, fait partie du personnel de la liquidation des « Compagnies enregistrées » : il est alors soumis à une réglementation quelque peu différente (Companies Act, 1929, art. 209 ; Companies Winding-up Rules, 1929, art 48, 49 ; v. ci-dessous p. 368.

(4) Art. 53, B. A.

I. — CHOIX DU SYNDIC. — La désignation du ou des Syndics (car il peut bien y en avoir plusieurs) appartient, en principe, aux créanciers ; mais, à défaut de ceux-ci, le Board of Trade peut procéder à la nomination.

1° *Par les Créanciers.* — La « première Assemblée des Créanciers », en votant l'opportunité de la mise en faillite du débiteur, ou, si celui-ci vient à être déclaré en faillite pour tout autre motif, une Assemblée ultérieure, peut désigner le Syndic au moyen d'une *résolution ordinaire* (1), à moins qu'elle ne se contente de procéder à la nomination d'un Comité de Contrôle (*Committee of Inspection*), et de charger celui-ci du soin de nommer le Syndic.

Si plusieurs Syndics sont nommés, les créanciers doivent établir une répartition de leurs rôles et de leurs fonctions. Ils peuvent aussi désigner les Syndics appelés à remplacer ceux qui *a)* déclinerait le mandat, ou *b)* ne fourniraient pas le cautionnement requis par le Board of Trade (2), ou *c)* ne seraient pas agréés par lui (3), car c'est une règle essentielle du contrôle administratif qui s'exerce sur le Syndic dès l'origine, qu'il ne peut prendre possession de sa charge qu'autant que sa nomination, communiquée par les soins du Séquestre Officiel au Board of Trade, aura été approuvée par ce dernier, et qu'il aura, en outre, donné toutes les garanties désirables pour la bonne exécution de son mandat. Ainsi, le Board of Trade peut (sauf appel à la High Court, interjeté par le Syndic désigné ou par la majorité en sommes des créanciers) annuler la nomination —

a) pour des motifs tenant à son mode de nomination (par exemple, lorsqu'elle n'a pas été votée de bonne foi par la majorité en sommes des créanciers) ;

b) parce qu'il ne considère pas le Syndic désigné comme digne de remplir ces fonctions (par exemple, lorsqu'il est connu comme ayant enfreint les prescriptions relatives au versement en

(1) V. notes ci-dessus, pp. 141, 142, 195, et art. 19, B. A.

(2) R. art. 353.

(3) Art. 77, B. A.

Banque des fonds de la faillite, qu'il a déjà été destitué de sa charge, ou que, sans motif valable, il n'a pas fait vérifier régulièrement ses comptes de gestion) ;

c) parce qu'il ne présente pas l'impartialité requise, vu les rapports existant entre lui et le failli, ou un créancier et lui.

Le Board of Trade, en agréant le Syndic désigné, lui délivre un « certificat de nomination », qui vaut titre (1), en expédie un duplicata, destiné au dossier de l'affaire, au Greffier du Tribunal, et en fait publier, aux frais de la faillite, avis dans la Gazette et dans un journal local.

2°. — *Par le Board of Trade.* — Si les créanciers, dans leur Assemblée ou par l'intermédiaire de leur Comité de Contrôle, n'ont pas désigné le Syndic dans les 4 semaines qui suivent le jugement déclaratif, ou que les pourparlers engagés pour un concordat n'ont pas pris fin dans ce délai, le Séquestre signale le fait au Board of Trade (2), qui procède alors à la désignation du Syndic (qui est fort souvent un des Séquestres Officiels disponibles dans le ressort), lui délivrant un « certificat de nomination », sans préjudice, toutefois, du droit de l'Assemblée des Créanciers ou du Comité de Contrôle, autorisés à cet effet par les créanciers, d'y substituer après un Syndic de leur propre choix, dans les conditions précédemment indiquées (3).

On a recours à la même procédure lorsque la fonction de Syndic est vacante, mais le délai accordé aux créanciers avant que le Board of Trade n'intervienne pour faire la nomination à leur place, est alors de 3 (au lieu de 4) semaines (4).

Au cas de faillite d'une *partnership*, quelque soit l'organe (Assemblée des Créanciers, ou Board of Trade) dont le Syndic tient ses pouvoirs, il n'y a, dans un but de simplification et d'économie,

(1) Art. 19 (2), 53 (4) et 143, B. A.

(2) Art. 19 (6).

(3) Art. 19 (7).

(4) Art. 78 (3).

qu'un seul Syndic pour la masse sociale et pour les diverses masses personnelles des associés (1).

La pratique se généralise de plus en plus, depuis quelques années en Angleterre, de prendre comme Syndic, notamment dans les faillites des *partnerships*, et comme liquidateurs des « Compagnies enregistrées », des experts-comptables diplômés, dénommés « *Chartered Accountants* ».

. II. — RÉMUNÉRATION. — Contrairement aux règles de Chancery, d'après lesquelles les fonctions de *trustee* étaient essentiellement gratuites, le *Trustee in bankruptcy* est, en général, un agent rétribué. Les créanciers peuvent fixer eux-mêmes le montant de son indemnité lors de sa nomination, ou s'en remettre à leur Comité de Contrôle (2).

Au cas de faillite d'une *partnership*, comme il y a unité de Syndic pour la masse sociale et pour les diverses masses personnelles des associés, mais pluralité des Comités de Contrôle, correspondant aux masses distinctes qu'ils représentent (3), la part de l'indemnité du Syndic afférente au patrimoine social est fixée par les créanciers sociaux ou par leur Comité de Contrôle, tandis que la part afférente au patrimoine de chaque associé relève des créanciers personnels de cet associé, ou de leur Comité de Contrôle (4).

Mais cette indemnité, quelle que soit la masse sur laquelle elle est payée, ou l'autorité qui en fixe l'importance, subit certaines limites légales. Elle ne peut prendre la forme que d'une commission ou d'un pourcentage, divisée en deux parties, l'une calculée sur les valeurs réalisées par le Syndic (déduction faite du prix de rachat des hypothèques, gages, et autres sûretés réelles), et l'autre, sur le montant des sommes distribuées aux créanciers à titre de dividendes (5). Les créanciers ou leur Comité de Contrôle sont libres de fixer un taux de pourcentage distinct et différent pour chacune

(1) R. art. 294.

(2) Art. 82, B. A.

(3) R. art. 294.

(4) R. art. 296.

(5) Art. 82, 83 (3), B. A. ; R. art. 334.

de ces deux parties, mais ils ne peuvent, à la différence du Board of Trade, allouer comme indemnité une somme globale, ou même des mensualités fixes (1). Le législateur a voulu stimuler par là le zèle et l'activité du Syndic, et lui enlever toute tentation (c'était là, en effet, la tendance qu'on lui reprochait habituellement jusqu'en 1890) de faire traîner la liquidation en longueur dans l'espoir de grossir ses honoraires et vacations.

Le taux d'indemnité, ainsi établi par les créanciers ou le Comité de Contrôle, est sujet à révision par le Board of Trade, à la demande, soit du failli, soit d'un quart, au moins, en nombre et en sommes des créanciers intéressés.

Les termes de la délibération doivent préciser les catégories de frais qui sont compris dans le taux d'indemnité accordé, et qui doivent, par conséquent, être supportés par le Syndic, et non pas par la masse (2). Dans le cas où le Syndic aurait entrepris ses fonctions gratuitement, il a néanmoins droit, conformément aux principes traditionnels de Chancery, au remboursement de ses frais matériels et nécessaires. Ce remboursement est prélevé sur la masse, avec l'approbation du Board of Trade. Son indemnité et ses frais matériels constituent donc l'extrême limite des émoluments auxquels peut prétendre le Syndic, sauf autorisation spéciale du Board of Trade ou du tribunal. En outre le droit des faillites (suivant, en cela, les principes d'*Equity* relatifs aux personnes qui ont reçu une mission de confiance) interdit expressément au Syndic (3) :

a) d'accepter du failli, ou d'un avoué, d'un commissaire, ou de toute autre personne employée dans la faillite, un don, salaire, ou toute autre rémunération ou avantage en sus de l'indemnité fixée par l'Assemblée Générale ;

b) de faire renonciation ou cession d'une portion quelconque de cette indemnité au profit, soit du failli, soit de toute autre personne employée dans la faillite. Le partage secret des profits du

(1) *Re Christie*, (1900), 1 Q. B. 15.

(2) Art. 82 (3), B. A.

(3) Art. 82 (5).

Syndicat avait, en effet, donné lieu autrefois aux pires abus (1).

En outre, s'il vient à être démontré que la nomination du Syndic a été due aux sollicitations qu'il a faites lui-même ou par une personne interposée, le Tribunal pourra le déclarer déchu de son indemnité, malgré toute décision contraire du Comité de Contrôle, ou de l'Assemblée des Créanciers (2).

III. — RÉVOCATION ET REMPLACEMENT. — En principe, ce sont les autorités dont le Syndic tient ses pouvoirs qui peuvent également y mettre fin. Mais, en outre, le Board of Trade, qui est investi d'un contrôle général sur la faillite, peut révoquer un Syndic nommé par les Créanciers.

1° L'Assemblée des Créanciers, spécialement convoquée à cet effet par un avis envoyé 7 jours à l'avance, peut, par une « résolution ordinaire », révoquer un Syndic nommé par elle, et pourvoir à son remplaçant (3). La convocation se fait (lorsque 1/6^e au moins en sommes des créanciers en manifestent le désir, et en consignent les frais) par les soins, soit d'un membre du Comité de Contrôle, soit du Séquestre Officiel (4).

2° Le Board of Trade, sous réserve d'appel interjeté par le Syndic lui-même ou par les créanciers devant la High Court, peut révoquer un Syndic nommé par les créanciers —

a) s'il l'estime coupable de faute de gestion ou de manquements à ses obligations légales ;

b) s'il estime que la durée de ses fonctions se prolonge démesurément sans aucun avantage pour la masse ;

c) si la démence ou quelque autre infirmité, ou encore l'absence continuelle, du Syndic le rendent inapte à remplir les fonctions de sa charge ;

d) si ses rapports avec le failli ou avec un des créanciers

(1) V. discussion à la Chambre des Communes le 27 février 1890 sur deux projets de loi sur la faillite et sur la liquidation des Compagnies enregistrées, dans Hansard, *Parl. Debates*, 3^e Série, T. 341, pp. 1397 et s.

(2) B. A. Ann. 1, art. 21.

(3) Art. 95.

(4) R. art. 341.

sont de nature à faire naître des doutes sur son impartialité (1).

e) si des fautes de gestion lui ont déjà valu la révocation de ses fonctions dans une autre faillite.

La révocation prononcée par le Board of Trade (2) est signifiée au Greffier du Tribunal du ressort, ainsi qu'au Séquestre Officiel qui y est attaché, et rendue publique par l'insertion d'un avis dans la Gazette (3).

Un Syndic ne peut résigner ses fonctions qu'avec l'assentiment de l'Assemblée des Créanciers, qu'il est tenu de convoquer spécialement à cet effet, en en avisant, en même temps, le Séquestre Officiel au moins 7 jours d'avance (4).

Le mandat du Syndic prend fin aussi, implicitement, par l'effet :

a) d'un jugement de Séquestre prononcé à son encontre (5). Ceci est conforme au bon sens. Il serait choquant de voir l'administration d'une faillite confiée à une personne elle-même insolvable ;

b) du quitus de gestion (*order of discharge*) qui lui est accordé par le Board of Trade (6).

Tout Syndic sortant est tenu de remettre à son successeur, ou au Séquestre Officiel, tous les livres et documents relatifs aux biens du failli (7).

Remplacement. — a) L'Assemblée des Créanciers, spécialement convoquée à l'effet de délibérer sur la révocation ou la démission du Syndic, pourvoit également à son remplacement (8).

(1) *Ex parte Vewill* (1885), 14 Q. B. D. 177 ; et *cp. Sir John Moore Mining Co.*, (1879), 12 Ch. D. 325.

(2) Depuis 1883, l'autorité judiciaire (sauf la High Court, qui juge en appel des révocations prononcées par le Board of Trade) n'a plus le pouvoir de révoquer les Syndics.

(3) R. art. 332.

(4) R. art. 333.

(5) Art. 94, B. A.

(6) Art. 93.

(7) R. art. 367.

(8) Art. 95, B. A.

b) En cas de vacance résultant de toute autre cause, le Séquestre, qui joue le rôle intérimaire du Syndic, convoque l'Assemblée Générale des créanciers à l'effet de désigner le nouveau Syndic, dans les mêmes formes et suivant les mêmes conditions que pour la première nomination. Si, dans un délai de 3 semaines, les créanciers n'ont pas désigné de remplaçant, le Board of Trade peut en nommer un, sous réserve toujours, comme lors de la première nomination (1), du droit des créanciers ou du Comité de Contrôle d'y substituer un remplaçant de leur choix (2).

Nous rappelons que, par l'effet même de sa nomination, le Syndic est investi, de plein droit, de la propriété des biens du failli, sans qu'il soit besoin d'aucun acte translatif de propriété. Mais, dans la pratique, il fait enregistrer au Bureau du Cadastre son « certificat de nomination ».

Aucune irrégularité, aucun vice de forme dans la désignation d'un Syndic ne sauraient être invoqués pour annuler un acte fait par lui de bonne foi.

IV. — POUVOIRS ET ATTRIBUTIONS. — Parmi ses attributions il en est qui se rattachent au recouvrement de l'actif alors que d'autres ont trait à l'administration et à la liquidation du patrimoine du failli.

A) *Recouvrement de l'actif.* — La double règle de l'expropriation du failli et de la transmission de ses biens au Syndic est sanctionnée par l'obligation imposée, d'une part, au Syndic d'en prendre possession, et, de l'autre, à tout détenteur (y compris le failli lui-même) de s'en dessaisir entre les mains du Syndic.

Le Syndic doit, dès sa nomination, se mettre en possession des titres, livres, et autres documents appartenant au failli, et de tous ses autres effets susceptibles de délivrance manuelle (3). A l'inverse, personne n'a le droit de retenir les livres du failli à l'encontre du Syndic, ou du Séquestre Officiel (4). Il n'y a des

(1) Art. 19 (7).

(2) Art. 78.

(3) Art. 48.

(4) R. art. 383.

exceptions, d'après la jurisprudence (1) qu'au cas de dissolution d'une *partnership* si le fonds de commerce a été vendu à l'un de ses associés, avant le jugement déclaratif ; le droit de l'acquéreur du fonds l'emporte alors sur celui du Syndic.

Tout caissier, employé, banquier ou mandataire doit remettre au Syndic (sous peine de contrainte par corps pour « offense à la justice »), les sommes ou valeurs en sa possession qui appartiennent au failli (2).

Le Tribunal peut faciliter, en outre, la tâche du Syndic en rendant, à sa demande, diverses ordonnances. Ainsi, il peut —

a) de temps à autre, ordonner que, pendant une période de trois mois, l'administration des Postes remette entre les mains du Syndic, les lettres, dépêches et colis postaux adressés au failli (3) ;

b) ordonner l'arrestation du failli et la saisie de ses biens afin de l'empêcher de s'enfuir ou de dissimuler ou de détruire ses biens ou ses livres (4) ;

c) ordonner la comparution devant lui, aux fins d'interrogatoire, du failli, de sa femme, des personnes susceptibles de devoir des sommes ou de détenir des effets appartenant au failli, et, enfin, toute personne susceptible de fournir des renseignements (5). Le Tribunal peut également sommer ces personnes de produire les documents qui leur ont été confiés ou se trouvant être entre leurs mains.

B) Dans l'administration et la liquidation de la faillite, le Syndic jouit, en principe, d'une entière liberté (6) et ne s'inspire que de ses propres lumières. Il est tenu, toutefois, de respecter les instructions du Board of Trade, et dans certains cas, de solliciter, pour dégager sa responsabilité, l'avis ou l'autorisation de l'Assem-

(1) *Ex parte Good, re West*, (1882), 21 Ch. D. 868 ; *Re White & Co.* (1884), 1 Morr. 77.

(2) Art. 47 (2), 48 (6). B. A.

(3) Art. 24.

(4) Art. 23.

(5) Art. 25.

(6) Art. 55, 79 (4).

blée des Créanciers, du Comité de Contrôle, ou du Tribunal (1), ce qui alourdit certes parfois le mécanisme de la liquidation, mais est une garantie appréciable pour les intéressés.

1° Le Syndic peut librement, et sous sa seule responsabilité : (2)

a) exercer tous les droits et actions du failli (3), sous les réserves que nous avons précédemment indiquées :

b) faire ou signer tous actes ou procurations nécessaires à l'exercice de ses fonctions ou à l'exécution de la loi. Ainsi, sous sa désignation officielle de « Syndic de la faillite de X » (*Trustee of the property of X, a bankrupt*), il peut partout dans l'Empire Britannique, prendre possession des biens du failli, signer des contrats ou des engagements qui comportent pour lui, ou pour ceux qui lui succéderont dans le syndicat, des obligations (4) ;

c) donner quittance de toutes sommes reçues, le débiteur étant dégagé de toute responsabilité quant à leur emploi ;

d) produire dans la faillite d'un débiteur du failli les créances dues à celui-ci, se faire colloquer, et toucher les dividendes ;

e) vendre tout (5) ou partie du patrimoine du failli, y compris le fonds de commerce (*goodwill*), et même les créances, exigibles ou non, soit aux enchères, soit à l'amiable, à un seul acquéreur ou à un groupement, tel qu'une Compagnie, à la seule condition que la vente soit faite *au comptant*.

2° Les actes qui revêtent une gravité ou une importance particulière nécessitent une autorisation spéciale du Comité du Contrôle pour leur validité. Le Syndic est soumis à cette exigence pour —

a) continuer l'entreprise du failli en tant que cela peut être avantageux pour la liquidation. Il faut rattacher à cet ordre

(1) Art. 56, 79.

(2) Art. 55.

(3) Art. 38 (b).

(4) Art. 76.

(5) Au contraire, le Séquestre Officiel, à raison du caractère essentiellement provisoire de ses fonctions, ne peut vendre que les objets périssables qui se trouvent dans le patrimoine du failli.

d'idées le pouvoir qu'a le Syndic (1) soit de permettre au failli de gérer ses biens, en totalité ou en partie, ou de continuer son commerce ou sa profession dans l'intérêt de la masse, soit d'exiger qu'il aide le Syndic de quelque autre manière que ce soit dans la liquidation :

b) intenter les actions relatives aux biens du failli ou y défendre, en son nom et qualité officiels de « Syndic de la faillite de X » (2). Lorsque, dans une instance engagée relativement aux biens du failli, le Syndic est mis en cause, soit directement comme défendeur, soit comme partie jointe, il n'a pas, sauf ordonnance expresse du tribunal, à en supporter personnellement les frais ; ceux-ci sont, suivant l'expression qui est usitée couramment en pareille matière en France, « employés en frais de Syndicat » (3) ;

c) désigner un avoué (*solicitor*) ou tout autre mandataire pour suivre une procédure, ou pour faire une opération autorisée par le Comité de Contrôle. L'autorisation du Comité de Contrôle doit être obtenue *avant* l'emploi du mandataire, sauf les cas d'urgence, et là encore, le Syndic doit démontrer qu'il n'y a eu aucun retard imputable à sa faute. Les états de frais du Solicitor, etc., ne peuvent figurer dans les comptes du Syndic qu'autant qu'ils ont été taxés, et le Greffier qui les taxe ou les approuve doit vérifier si le recours au solicitor, etc., a bien été autorisé quant aux affaires auxquelles ils se réfèrent (4) ;

d) vendre à crédit. Si le prix de vente d'un bien du failli, au lieu d'être payable au comptant, n'est payable qu'à ferme, la vente est subordonnée à l'autorisation du Comité de Contrôle, qui appréciera les garanties de paiement offertes par l'acheteur ;

e) emprunter, sur hypothèque des biens du failli, les sommes nécessaires pour acquitter le passif ;

f) compromettre ou transiger quant aux dettes ou aux créances existant entre le failli et des tiers.

(1) Art. 57.

(2) Art. 76.

(3) R. art. 96 (3).

(4) Art. 83 (3), B. A.

g) évaluer et partager *en nature* entre les créanciers les biens du failli qui, à raison de leur caractère ou de leur forme, ou pour tout autre cause, ne sont pas susceptibles d'être vendus dans des conditions avantageuses.

3° *L'Assemblée des Créanciers*. — Le Syndic *peut* convoquer des Assemblées Générales des Créanciers afin d'obtenir leur avis sur des questions déterminées. Il est *obligé* de les convoquer —

a) aux époques fixées par une délibération de l'Assemblée ;

b) dans la quinzaine de la réception d'une demande écrite émanant d'un sixième, au moins, des créanciers en sommes, et accompagnée de la consignation des frais de convocation (1).

En cas de divergence entre l'avis du Comité de Contrôle et celui de l'Assemblée des Créanciers, c'est ce dernier qui prévaut comme émanant d'un organe supérieur (2).

4° *Le Tribunal*. — Le Syndic peut également s'adresser au Tribunal s'il éprouve des doutes ou des difficultés dans la conduite de la liquidation, et ce, afin de dégager sa responsabilité (3).

5° *Le Board of Trade*. — En dehors de ces trois organes qui dirigent et surveillent directement les opérations du Syndic, le Board of Trade exerce aussi une surveillance générale qui a pour but d'assurer l'exécution des devoirs de sa charge et l'observation des prescriptions légales. Ainsi le Board of Trade ouvrira une enquête, s'il reçoit une réclamation ou plainte d'un créancier, et prendra toutes dispositions que les circonstances comportent (4) à l'égard du Syndic. Celui-ci est obligé de lui fournir toutes les explications qu'il lui demandera. Le Board of Trade peut même demander au Tribunal d'interroger, sous la foi du serment, soit le Syndic lui-même, soit d'autres personnes, et il peut faire vérifier sur place les livres et documents du Syndic (5).

(1) Art. 79 (2).

(2) Art. 79 (1).

(3) Art. 79 (3).

(4) Art. 81.

(5) Art. 81 (3) et (4).

V. — RECOURS CONTRE LES ACTES DU SYNDIC. — Les actes et décisions du Syndic peuvent être soumis au contrôle judiciaire *postérieur*, de même qu'antérieurement à leur exécution, ils sont dans certains cas, subordonnés à l'autorisation des créanciers, du Comité de Contrôle, du Board of Trade, et parfois même de Justice. Le failli ou un créancier, ou toute autre personne qui est lésée par un acte ou une décision du Syndic peut en appeler au Tribunal du même ressort (1).

VI. — RESPONSABILITÉ, COMPTES, etc., — La responsabilité du Syndic dérive du double caractère de ces fonctions. Il est, d'abord, un mandataire des créanciers ; il est investi, par conséquent, d'un rôle fiduciaire (*trustee*), qui comporte les devoirs et la responsabilité inhérents à tout *trust*. Mais il est aussi un agent judiciaire (*officer of the Court*) ; comme tel, il est soumis aux ordres et à la surveillance disciplinaire du Tribunal, et tenu, d'autre part, à une honnêteté et à une impartialité absolues dans l'exécution de ses fonctions.

C'est ainsi qu'on a trouvé opportun d'interdire au Syndic (comme, d'ailleurs, aux membres du Comité de Contrôle) de faire acquisition d'un bien de la faillite soit directement, soit par personne interposée, sans l'autorisation expresse du Tribunal. Il doit s'abstenir de tout acte susceptible de paraître dicté par son intérêt personnel. L'infraction à cette règle pourrait entraîner l'annulation de l'acte, prononcée à la demande d'un créancier, ou du Board of Trade, agissant dans le haut intérêt de la moralité commerciale (2). D'après la jurisprudence (3), il pourrait même y avoir destitution du Syndic coupable, encore qu'il invoque l'autorisation du Comité de Contrôle pour couvrir l'illégalité (4).

La comptabilité tenue par le Syndic, ainsi que ses manipulations de fonds, ont donné lieu à des dispositions minutieuses,

(1) Art. 80.

(2) R. art. 347.

(3) *Ex parte Reynolds*, 5 Ves. 707 ; *Ex parte Alexander*, 2 M. & A. 492.

(4) *Ex parte Forder, Re Sparkes*, W. N. (1881), 117.

qui constituent encore un trait caractéristique de la législation anglaise sur cette matière.

A). — MANIPULATION DES FONDS. — 1) Le Syndic doit verser toutes sommes reçues par lui au crédit d'un compte intitulé « Compte des Faillites » (*Bankruptcy Estates Account*) à la Banque d'Angleterre ; le Board of Trade lui en délivre ensuite reçu (1). Il lui est interdit de les verser, soit au crédit de son propre compte, soit dans une autre banque que la Banque d'Angleterre. Si, toutefois, le Comité de Contrôle (2) certifie que, soit a) pour la continuation des affaires du failli, soit b) pour obtenir des avances de fonds, soit c) à raison du solde probable en espèces, soit, enfin d) pour toute autre raison, il serait plus pratique, dans l'intérêt même de la liquidation, d'avoir un compte dans une banque à proximité du lieu de la faillite, le Board of Trade peut autoriser le Syndic à verser ses encaissements dans une banque locale recommandée par le Comité de Contrôle, mais au crédit d'un compte inscrit au nom de la faillite, et non pas du Syndic personnellement.

Aucune somme ne peut être retirée (3) de ce compte qu'au moyen de chèques « à ordre », portant en tête le libellé de la faillite à laquelle ils se rapportent, et la signature non seulement du Syndic, mais aussi d'au moins un membre du Comité de Contrôle, et d'une autre personne désignée par ce dernier. A défaut de la signature d'un membre du Comité de Contrôle, il faut la signature d'un délégué du Board of Trade (4). Les retraits des sommes comprises dans le « Compte des Faillites » à la Banque d'Angleterre sont soumis à une réglementation encore plus sévère.

L'ordre de grandeur des intérêts en jeu dans les faillites en Grande Bretagne porte en lui-même la justification de ces mesures de prudence ; c'est ce qui ressort nettement de la statistique suivante (en chiffres ronds) des versements et retraits opérés sur le *Bankruptcy Estates Account* dans les six dernières années. —

(1) V. ci-dessous, pp. 219, 221.

(2) Art. 89.

(3) V. ci-dessous, p. 221.

(4) R. art. 342.

	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930
Versements	£ 1.500.000	1.400.000	1.500.000	1.300.000	1.200.000	1.200.000	1.300.000
Retraits	£ 1.500.000	1.350.000	1.350.000	1.400.000	1.300.000	1.300.000	1.300.000

2) Un Syndic qui, sans juste motif conserverait entre ses mains pendant plus de 10 jours des sommes supérieures à £ 50 (ou telle autre somme que le Board of Trade l'aurait expressément autorisé à conserver) s'expose aux sanctions suivantes, qui peuvent lui être infligées cumulativement :

- a) paiement des intérêts sur les sommes détenues au taux de 20 %, ainsi que des frais occasionnés par sa négligence ;
- b) privation de son indemnité ; et même
- c) révocation par ordre du Board of Trade (1).

B). — COMPTABILITÉ, etc. — Le Syndic est obligé de tenir deux livres qui indiquent l'état d'avancement des opérations de la faillite qui a été confiée à ses soins :

1° Un *Record-Book*, sur lequel sont enregistrés les procès verbaux des Assemblées des Créanciers, et du Comité de Contrôle. Il renferme également tous autres renseignements relatifs à la faillite, à l'exclusion des informations de nature confidentielle.

2° Un *Cash-Book*, livre de caisse ou journal (2). Lorsque le Syndic continue l'entreprise commerciale du failli, il doit en tenir une comptabilité à part, et inscrire chaque semaine dans ce *Cash-Book* les totaux des recettes et des paiements.

Cette comptabilité doit, en outre, de temps à autre être affirmée sincère et véridique par *affidavit*, et soumise au Comité de Contrôle aux fins de vérification (3).

Dans le cas particulier de la faillite d'une *partnership*, les comptes de l'actif social, et ceux des divers actifs personnels doi-

(1) Art. 89 (5), B. A.

(2) Art. 86, B. A. ; R. art. 360, 361.

(3) R. art. 337.

vent être tenus séparément: Aucune partie de l'actif personnel d'un associé ne doit être transportée au crédit de l'actif social de la *partnership*, sous prétexte qu'il n'existe pas de passif à l'encontre de cet actif personnel, sans qu'un avis en soit préalablement publié dans la Gazette, dans le but de vérifier la prétendue absence du passif personnel (1).

Tout créancier, ou son mandataire, peut obtenir communication de ces livres (2). En outre, tout créancier qui a produit peut, contre paiement des droits prescrits, obtenir copie du Cash-Book (3), et s'il obtient l'adhésion du 1/6 du nombre total de créanciers, il peut, en consignnant les frais, exiger la distribution entre eux par le Syndic d'un relevé de ses comptes (4). Enfin, un créancier peut demander aussi au Syndic, moyennant paiement, une liste nominative des créanciers, avec l'indication des créances dues à chacun d'eux (5).

C). — VÉRIFICATION DES COMPTES. — 1) Une première vérification du Cash-Book est faite, au moins une fois par trimestre, par le Comité de Contrôle. Le Syndic est tenu de présenter tous documents et pièces à appui. Après vérification, le Comité y appose sa signature, et délivre, s'il y a lieu, un certificat de bien-trouvé (6).

2) Ensuite, —

a) Le Syndic doit transmettre *tous les six mois* au Board of Trade, aux fins d'une seconde vérification, un duplicata de son Cash-Book, avec toutes pièces justificatives, ainsi que des copies des certificats de vérification délivrés par le Comité de Contrôle (7). Les comptes des six premiers mois doivent, en outre, s'accompagner des résumés des divers Etats de Situation qui avaient été dressés par les faillis à la suite du jugement de Séquestre, et où le Syndic

(1) Art. 33 (6), B. A. ; R. art. 368.

(2) Art. 86, B. A.

(3) R. art. 345.

(4) Art. 85, B. A. ; R. art. 346.

(5) Art. 84, B. A.

(6) R. art. 363.

(7) R. art. 364.

indiquera à l'encre rouge les valeurs réalisées, et expliquera les raisons pour lesquelles, d'autre part, la réalisation du restant de l'actif n'a pu encore s'effectuer (1).

De même, lorsque l'actif aura été entièrement réalisé, ou que le jugement déclaratif aura été rapporté (2), le Syndic enverra ses comptes au Board of Trade, même si la période de six mois ci-dessus indiquée n'est pas échue (3).

S'il n'y a eu ni encaissement ni débours, le Syndic doit, par une mention expresse, signaler le fait dans les comptes qu'il transmet (4).

Tous les comptes du Syndic étant affirmés sincères et véridiques sous la foi du serment (*affidavit*) et envoyés en double (5), le Board of Trade, après vérification, en conserve un exemplaire pour ses propres archives, et adresse l'autre, avec un certificat de vérification et de bien-trouvé, au Greffier du Tribunal du ressort, afin qu'il soit versé au dossier approprié et communiqué, le cas échéant, aux intéressés (6).

b) Le Syndic doit aussi, au moins *une fois par an*, envoyer au Board of Trade un compte-rendu sur l'état d'avancement de la liquidation (7), au reçu duquel, le Board of Trade pourra lui demander des explications sur les fautes, négligences, ou omissions qu'il laisse transparaître, et l'obliger à réparer le préjudice qui a pu en résulter (8).

VII. — QUITUS DE GESTION DU SYNDIC (*Order of Discharge*). — 1^o *Procédure*. — Lorsque le Syndic aura a) réuni tout l'avoir de la faillite ou la partie qu'il estime suffisante (sans prolonger inutilement la durée de ses fonctions) pour distribuer

(1) R. art. 364.

(2) V. ci-dessous, p. 278 ; et art. 39, B. A.

(3) R. art. 364 (2).

(4) R. art. 366.

(5) Art. 92, B. A.

(6) Art. 92, B. A. ; R. art. 365.

(7) Art. 87, B. A. ; R. art. 364, *Form.* 188.

(8) Art. 87, B. A.

un dividende final ; b) terminé ses fonctions par suite de sa démission, de sa révocation ou de l'homologation d'un concordat, il pourra solliciter du Board of Trade son quitus de gestion (1). Au préalable, il doit envoyer un avis de sa demande à tout créancier qui a produit, ainsi qu'au failli lui-même, accompagné d'un relevé de ses recettes et débours (2).

Le Board of Trade ne statuera sur la demande qu'après avoir pris connaissance d'un Rapport qu'il aura fait dresser sur les comptes du Syndic sortant, et après avoir entendu les objections présentées par les créanciers ou tous autres intéressés. Sa décision est sujette à appel devant la High Court. Si le quitus est accordé, il sera rendu public par insertion dans la Gazette aux frais de la masse intéressée (3).

2° *Effets.* — a) L'ordre du Board of Trade accordant au Syndic quitus de sa gestion (sous réserve d'annulation ultérieure pour fraude, pour suppression ou dissimulation de faits matériels) le libère de toute responsabilité pour ses actes ou ses fautes (4).

Par contre, tant qu'il n'a pas obtenu son quitus, il peut toujours être actionné par un créancier, ou tout autre intéressé, en réparation du préjudice subi par suite de ses actes et de ses fautes (5).

b) Au cas où le Syndic n'aura pas déjà résigné ses fonctions ou été révoqué, il met fin, de plein droit, à son mandat. Le Séquestre Officiel prend alors *virtute officii* ses lieu et place comme Syndic.

c) Le Syndic est tenu de remettre au Séquestre Officiel, ou, le cas échéant, au nouveau Syndic, tous les livres de comptabilité, documents et papiers se rapportant à ses fonctions (6).

(1) Art. 93 (1).

(2) R. art. 338.

(3) R. art. 339.

(4) Art. 93 (3). B. A.

(5) R. art. 340, 367.

(6) Art. 93 (2). B. A.

D. — LE COMITÉ DE CONTRÔLE (*Committee of Inspection*)

L'organisation judiciaire des pays britanniques est basée essentiellement sur le principe du « juge unique », et n'admet pas un juge-commissaire, ayant un rôle distinct de celui du Tribunal. Elle confond, ainsi, les deux rôles dans les mêmes mains. Aussi le besoin s'était-il fait sentir d'un organe de contrôle intermédiaire entre le Syndic et la Masse des créanciers, ces derniers étant beaucoup trop nombreux pour pouvoir surveiller effectivement les opérations du premier. Le Séquestre Officiel surveille certes, d'une manière générale, la marche de la liquidation ; mais c'est plutôt dans l'intérêt de la collectivité et de l'ordre public que dans celui, plus spécial, de la Masse des créanciers. Son temps et son attention sont, en outre, dispersés sur l'ensemble des faillites qui se produisent dans son ressort ; et il lui manque cet intérêt personnel et ce contact continu et direct avec les créanciers qui peuvent seuls garantir une vigilance étroite et efficace.

On a donc été amené à modeler l'administration de la faillite sur celle d'une « société anonyme » ou « Compagnie enregistrée », et à attribuer les fonctions de délibérations, d'exécution, et de contrôle à des organes distincts. La Loi votée par le parlement anglais en 1856 (1) sur la faillite en Ecosse (19 & 20 Vict. c. 79) avait institué le *Committee of Inspection* composé d'un petit nombre de créanciers eux-mêmes, et lui avait confié la mission de surveiller les opérations du Syndic. L'utilité pratique de l'innovation fut attestée par le fait qu'un certain nombre de pays l'incorporèrent dans les nouvelles Lois sur la faillite qui furent promulguées dans la seconde moitié du XIX^e Siècle. Tels furent les cas, par exemple, de la Loi autrichienne du 25 décembre, 1868, de la Loi anglaise de 1869, et la *Konkursordnung* de l'Empire allemand du 15 février 1877. Depuis lors, l'institution n'a fait que se généraliser, et elle se retrouve, par exemple, dans la Loi française du 4 mars 1889 (art. 9, 10 et 20), qui l'applique aussi bien aux faillites qu'aux liquidations judiciaires. Dans les faillites des sociétés, telles que les *partnerships*, l'utilité de ce Comité de Contrôle se fait d'autant plus sentir

(1) Aujourd'hui remplacé par le *Bankruptcy (Scotland) Act* du 15 août 1913 (3 & Geo. 5, c. 20).

que les intérêts engagés dans ces groupements sont plus importants. C'est pourquoi, d'ailleurs, la Loi anglaise de 1890 (53 & 54 Vict. c. 63, art. 9) (1) vint doter de cet organe la « liquidation judiciaire » des Compagnies, et, par un dernier développement, le Companies Act, 1929 (art. 240) l'a même étendu à leur « liquidation volontaire » (2).

1° DÉSIGNATION ET COMPOSITION. — La désignation du Comité de Contrôle (*Committee of Inspection*) par les créanciers est essentiellement facultative ; et ils peuvent le désigner, soit dès la « Première Assemblée des Créanciers », lorsqu'ils décident la mise en faillite du débiteur, soit à toute autre assemblée ultérieure (3).

Afin que le Comité puisse assurer une surveillance vraiment sérieuse sur le Syndic (ce qui serait presque impossible si ces membres étaient nombreux), il se compose d'un *minimum* de 3, et d'un *maximum* de 5 membres. En outre, pour éviter les abus de procurations, et l'ingérence d'agents d'affaires véreux, ou même de créanciers fictifs, le législateur, tout en permettant que les membres de ce Comité soient pris parmi les créanciers ou parmi leurs mandataires généraux, décide, cependant, que la nomination ne sera valable qu'autant que le créancier désigné aura produit sa créance, et que celle-ci aura été formellement admise (4).

Au cas de faillite d'une *partnership*, chacune des diverses Masses des créanciers personnels des associés peut choisir son propre Comité de Contrôle ; mais si l'une quelconque de ces Masses personnelles n'élit pas un Comité de Contrôle distinct de celui qui a été choisi par la Masse des Créanciers sociaux, celui-ci sera considéré comme ayant été élu par la Masse personnelle en question (5).

Dans les cas où il n'y a pas de Comité de Contrôle, soit à raison de la modicité de l'actif (6), qui ne justifie guère la multi-

(1) Aujourd'hui remplacé par l'art. 199, *Companies Act*, 1929.

(2) V. ci-dessous p. 385.

(3) Art. 20 (1), B. A.

(4) Art. 20 (2), B. A.

(5) B. art. 294.

(6) Par exemple, dans les « petites faillites », c'est-à-dire, celles dont la valeur ne dépasse pas 300 livres (art. 129, B. A., et ci-dessous, p. 293).

plication des organes de liquidation, soit parce que les créanciers n'ont pas jugé à propos de désigner ce Comité, le Board of Trade, par l'organe de son délégué, le Séquestre Officiel, se substitue au Syndic pour tous actes ou autorisations prévues par la Loi (1).

2° RÔLE ET ATTRIBUTIONS. — Malgré son nom, et le texte de l'art. 20 (1), B. A. qui semblent ne lui assigner que des fonctions de « *surveillance* sur l'administration par le Syndic des biens du failli », le Comité de Contrôle joue en Angleterre, en droit et en fait, un rôle bien plus intéressant. Il complète la capacité du Syndic en lui accordant des *autorisations* pour certains actes importants (2). C'est là, du reste, ce qui lui donne surtout sa valeur pratique, et la différencie de l'institution française des « Contrôleurs » (3), dont le rôle se limite à la seule surveillance du Syndic.

Nous avons déjà énuméré (4) les actes du Syndic qui nécessitent l'*autorisation* du Comité. A la fonction de *surveillance* exercée par ce dernier, se rattache, d'abord, la nomination même du Syndic (5), ainsi que la détermination du taux de son indemnité (6), dans le cas où l'Assemblée des Créanciers, de laquelle relèvent, en premier lieu, ces deux matières, n'y aurait pas pourvu. Puis le Comité vérifie chaque trimestre le *Cash-Book* et le *Record-Book* du Syndic (7), et tous les mois son Compte d'exploitation commerciale (*Trading-Account*) dans le cas où le Syndic aurait été autorisé à continuer l'exploitation soit de la *partnership*, soit des affaires des associés (8). C'est encore au Comité qu'il appartient d'apprécier si, pour les besoins de l'exploitation, pour obtenir des avances de

(1) Art. 20 (10), 56, B. A. ; R. art. 324.

(2) Art. 56, B. A.

(3) Loi du 4 mars 1889, art. 9, 10 et 20.

(4) Page 205 et s.

(5) Art. 19 (1), B. A.

(6) Art. 82 (1).

(7) R. art. 360 à 362.

(8) Art. 56 (1), B. A. ; R. art. 337.

fonds, ou à raison du solde probable en espèces, il ne serait pas plus pratique pour le Syndic d'avoir un compte dans une banque locale (1), au lieu du « Compte des Faillites » ouvert à la Banque d'Angleterre (2). Dans l'affirmative, il appuie la demande du Syndic à cet effet auprès du Board of Trade (3). Le Comité veille aussi à ce que la distribution du *premier* dividende s'effectue dans les quatre mois qui suivent la réunion de la « Première Assemblée des Créanciers » (4), et, si les biens réalisés permettent la mise en distribution d'un dividende final, à ce qu'il soit distribué dans le plus bref délai, afin de hâter la clôture de la liquidation.

Le Comité se réunit, en principe, au moins une fois par mois ; mais il peut être convoqué exceptionnellement par les soins du Syndic, ou d'un de ses propres membres. Il ne peut délibérer valablement que lorsque la majorité de ses membres sont présents (5). Le Syndic est tenu de respecter les ordres du Comité ; mais il doit aussi, déférer à ceux qu'il reçoit de l'Assemblée des Créanciers, et, en cas de divergence ou de conflit, ce sont ces derniers qui prévaudront (6).

Le Board of Trade peut faire convoquer une Assemblée des Créanciers par les soins du Séquestre Officiel, afin de soumettre à leur appréciation les actes ou les résolutions du Comité de Contrôle qu'il estime critiquables (7).

Les fonctions du Comité, en principe, gratuites, peuvent cependant être rétribuées, lorsque le Tribunal l'ordonne, eu égard au caractère particulier des services rendus. Mais, à part cette hypothèse, aucun membre du Comité ne doit retirer, sans l'autorisation du Tribunal, aucun bénéfice ou avantage quelconque de

(1) V. p. 209.

(2) Art. 89, B. A.

(3) Art. 62 (2).

(4) Art. 67.

(5) Art. 20 (3) et (4).

(6) Art. 79 (1).

(7) R. art. 350.

ses fonctions (1), de même qu'il ne doit faire, directement ou indirectement, aucune acquisition des biens provenant de la faillite (2).

3° *Révocation et Remplacement.* — Tout membre du Comité est libre de résigner ses fonctions en en prévenant le Syndic par écrit (3). Il peut, d'autre part, être révoqué par une délibération de l'Assemblée des Créanciers, convoquée sept jours d'avance (4). Son mandat cesse *de plano* par cela même qu'il vient à être déclaré en faillite, qu'il a conclu un concordat (même préventif) avec ses créanciers ou qu'il s'absente de cinq réunions consécutives du Comité (5).

En cas de vacance, il est pourvu au remplacement par une Assemblée des Créanciers spécialement convoquée à cet effet par les soins du Syndic (6). De même, toutes les fois que le nombre des membres du Comité tombe au-dessous de cinq, l'Assemblée des Créanciers peut faire de nouvelles nominations, afin d'obtenir le nombre de 5 (7) ; mais, en attendant, les membres en fonctions peuvent, s'ils ne sont pas moins de deux, expédier valablement les affaires courantes.

E. — LE MINISTÈRE DE COMMERCE (« BOARD OF TRADE »)

C'est là l'autorité qui, dans la conception du législateur, est au sommet de la hiérarchie, et couronne d'édifice administratif des faillites.

Partant de l'idée que la faillite est non seulement une affaire d'intérêt privé, mais encore un désastre social, dont il appartient à l'Etat de conjurer les effets et de contenir les répercussions sur la collectivité, le législateur a, depuis 1883, établi une double surveillance, judiciaire et administrative, sur les faillites. Le contrôle

(1) R. art. 348 (3).

(2) R. art. 347.

(3) Art. 20 (5), B. A.

(4) Art. 20 (7).

(5) Art. 20 (6).

(6) Art. 20 (8).

(7) Art. 20 (9).

administratif dans une matière qui intéresse de si près l'activité commerciale du pays a été confié au Ministère du Commerce (*Board of Trade*), qui était déjà compétent à l'égard d'autres sinistres sociaux (par ex., les incendies, les naufrages, les accidents dans les mines et sur la voie ferrée, etc.). Aussi un nouveau service (1) consacré exclusivement aux faillites et à la liquidation des Compagnies (*Bankruptcy and Companies Winding-up Department*), et présidé par un Inspecteur-Général, s'est-il ajouté à ceux qui existaient auparavant au sein de ce Ministère.

Le Contrôle du Board of Trade, qui s'exerce par l'intermédiaire de ce « *Bankruptcy and Companies Winding-up Department* », porte aussi bien sur le personnel des faillites, que sur les patrimoines des faillis. Le compte des faillites (*Bankruptcy Estates Account*) (2) réunissant l'actif des faillites du pays entier à la Banque d'Angleterre est ouvert en son nom et placé sous sa surveillance. Le Board of Trade promulgue en outre, par sa seule initiative ou d'accord avec le Lord Chancelier, des décrets et arrêtés qui règlent les divers détails de la procédure. Enfin, il rend compte de sa gestion au Parlement en lui présentant chaque année un Rapport, en conformité de l'art. 136 du *Bankruptcy Act*, 1914 (3).

1° Le Board of Trade a, d'abord, la haute main sur le personnel des faillites. Il délègue en permanence un ou plusieurs « Séquestres Officiels des patrimoines des débiteurs » (*Official Receivers of Debtors' Estates*) (4) auprès de chacune des juridictions compétentes, afin qu'ils conservent ces patrimoines, procèdent aux premières mesures d'instruction, et établissent une surveillance constante sur toutes les faillites déclarées dans le ressort. L'administrateur spécial (*special manager*) (5) nommé par le Séquestre Offi-

(1) Les autres services dépendant du Board of Trade, et existant avant 1883, sont ceux : 1° de la Statistique et du Commerce ; 2° des Chemins de Fer ; 3° de la Marine ; 4° des Ports et Hâvres ; 5° des Finances ; et 6° des Pêcheries.

(2) V. ci-dessus, pp. 209, 221.

(3) V. ci-dessous, p. 222.

(4) V. ci-dessus, p. 191.

(5) V. ci-dessus, pp. 194 et 222.

ciel, ou un Syndic désigné par les créanciers, ne peuvent, en outre, prendre possession de leur charge qu'après avoir reçu l'agrément du Board of Trade, et lui avoir fourni, comme garantie de leur bonne gestion, le cautionnement prescrit. Parfois le Board of Trade nomme lui-même le Syndic, et établit le taux de son indemnité (1), c'est de lui qu'émane la réglementation relative aux versements que les Syndics doivent faire au « Compte des Faillites » à la Banque d'Angleterre, et c'est lui qui leur en délivre des reçus. Il autorise, s'il y a lieu, l'ouverture d'un compte pour une faillite dans une banque locale (2). Il fait vérifier les comptes du Syndic tous les 6 mois (3), et lui fait dresser périodiquement, et, au moins une fois par an, afin de pouvoir sanctionner ses fautes, négligences, ou manquements, un état des opérations de la faillite (4). Il peut ordonner une enquête sur la gestion ou la conduite du Syndic, ainsi que l'expertise de ses livres et documents (5). Il peut prononcer, sous réserve d'appel à la High Court, sa révocation (6), ou lui accorder son quitus de gestion (7). Il peut faire convoquer, par les soins du Séquestre Officiel, une Assemblée des Créanciers pour délibérer sur les actes du Syndic ou du Comité de Contrôle (8). Dans les cas où il n'existe pas de Comité de Contrôle, les fonctions de ce dernier sont dévolues au Board of Trade, et peuvent être exercées pour lui par le Séquestre Officiel (9).

Toutefois, vu le caractère essentiellement administratif de son rôle, le Board of Trade ne dispose lui-même d'aucun pouvoir judiciaire ; et il doit, par suite, pour obtenir l'application de sanctions judiciaires, s'adresser aux juridictions compétentes (10). D'autre

(1) Art. 19, 78, 82, B. A. ; R. art. 327 et s.

(2) Art. 89, B. A.

(3) Art. 92, B. A. ; R. art. 364, 365.

(4) Art. 87 B. A.

(5) Art. 81.

(6) Art. 19, 95, 108 (3).

(7) Art. 93, B. A. ; R. art. 338, 339.

(8) R. art. 350.

(9) Art. 20 (10), 56, B. A. ; R. art. 324.

(10) Art. 105 (5), B. A.

(10)

part, la séparation des pouvoirs maintient intangible la suprématie de l'autorité judiciaire. Ainsi, sont susceptibles d'appel auprès de la High Court le refus du Board of Trade d'agréer un Syndic désigné par les créanciers (1), ainsi que les décisions intervenues sur la demande du Syndic à l'effet d'obtenir son quitus de gestion (2) ou sur les réclamations des tiers relatives au fonds et dividendes non distribués (3). En particulier, si une juridiction compétente reconnaît le bien-fondé du droit d'un tiers aux valeurs reçues par le Board of Trade ou par le Séquestre Officiel, le Board of Trade doit y déférer, en en effectuant le paiement à l'intéressé (4).

2° Le contrôle de la gestion financière des faillites est assuré, non seulement par la règle qui exige le versement de tous les fonds, en principe, à la Banque d'Angleterre, mais aussi par celle qui prescrit (5) que les paiements ou retraits ne peuvent en être faits qu'au moyen de chèques « à ordre », portant les signatures des fonctionnaires désignés par le Board of Trade, et, au cas de comptes dans une banque locale, les signatures du Syndic et d'un membre du Comité de Contrôle, ou, à défaut de ce dernier, d'une personne désignée par le Board of Trade (6).

Le Syndic qui a en mains des dividendes non réclamés depuis plus de six mois, de même que tout autre personne qui détient des valeurs appartenant aux faillis, non réclamées depuis plus de deux ans, est tenu de les remettre à la Banque d'Angleterre contre un reçu délivré par le Board of Trade, ce dernier statuant ultérieurement sur les demandes des intéressés (7).

Lorsque le solde porté au crédit du « Compte des Faillites » excède ce qui paraît nécessaire pour la liquidation des diverses faillites en cours, le Board of Trade fait un virement au crédit de la Trésorerie, qui place ensuite les disponibilités en rentes ou autres

(1) Art. 19 (3).

(2) Art. 93 (1), B. A.

(3) Art. 153.

(4) Art. 104.

(5) V. ci-dessus, p. 209.

(6) R. art. 342, 343.

(7) Art. 153, B. A. ; R. art. 373.

fonds de l'Etat au nom de ce compte (1). Les rentes, intérêts, ou dividendes qui en proviennent sont, en vertu de l'art. 13 du l'*Economy (Miscellaneous Provisions) Act*, 1926 (16 & 17 Geo. 5, c. 9), portés par la Trésorerie à un compte à part intitulé « Comptes de Droits Fiscaux sur les Faillites et les Liquidations des Compagnies » (*Bankruptcy and Companies Winding-up Fees Account*), et sont affectés à compléter, s'il y a lieu, les crédits votés chaque année par le Parlement pour l'entretien du « Service des Faillites et de la Liquidation des Compagnies » appartenant au Board of Trade (*Bankruptcy and Companies Winding-up Department*).

La comptabilité du Board of Trade est, à son tour, vérifiée par les soins de la Trésorerie, qui présente ensuite au Parlement chaque année, conformément à l'art. 15 du dit *Economy (Miscellaneous Provisions) Act*, 1926, un compte de l'emploi des fonds provenant des faillites et de la liquidation des Compagnies.

3°. Enfin, le Board of Trade a le pouvoir d'édicter des décrets et arrêtés d'ordre purement administratif, notamment, d'accord avec le Lord Chancelier, des décrets réglementant divers détails de la procédure. Il se charge aussi de l'insertion à la Gazette de toutes annonces prescrites par la Loi ou par ces décrets (2).

Tout Syndic, Séquestre Officiel, Greffier ou autre agent attaché aux diverses juridictions compétentes est tenu en outre de lui envoyer régulièrement des rapports relatifs aux affaires jugées dans leur ressort (3). C'est à l'aide des données ainsi recueillies que le Board of Trade établit et présente au Parlement (conformément à l'art. 136, *Bankruptcy Act*, 1914) son compte-rendu annuel (4) de l'administration des faillites dans tout le royaume. Il se dégage ainsi auprès des représentants du peuple de la responsabilité de la mission que le législateur de 1883 a cru devoir lui confier.

(1) Art. 90 (1), B. A.

(2) V. Form. 200 annexée au R.

(3) Art. 74 (3), 87, 136, B. A. ; R. art. 357 à 359.

(4) V. ci-dessus pp. 194 et 219.

F. LES TRIBUNAUX

Le Tribunal compétent en matière de faillites (la *High Court* à Londres ; les diverses *County Courts* en province) n'a pas seulement à statuer sur les demandes de Séquestre ou en déclaration de faillite. Il peut connaître de tout litige intéressant le failli ou son patrimoine. Plus large que l'art 635 du C. Com. fr., l'art. 105 (1) du Bankruptcy Act, 1914, dans le but de centraliser toutes les contestations relatives à un même failli ou à ses biens, lui attribue

« plein pouvoir de décider toutes questions relatives aux priorités entre créanciers, et toutes autres questions, tant de droit que de fait, nées à l'occasion d'une faillite dont il connaît, ou toutes autres questions qu'il jugera utile ou nécessaire de résoudre pour rendre complète justice, ou pour régler la répartition définitive de l'actif de la faillite. »

De même, l'al. (4) du même art. dispose comme suit en ce qui concerne la *High Court* :

« (4) Lorsqu'un jugement de Séquestre a été rendu par la *High Court*, le Juge qui l'aura rendu aura le pouvoir d'ordonner que la procédure d'une action intentée par le failli ou contre lui, et pendant dans une autre division de cette juridiction, lui soit transmise. »

Pour activer l'expédition des affaires et pour parer à l'encombrement du rôle des audiences, il y a, dans chaque juridiction, une répartition du travail, suivant l'importance et l'urgence des affaires à juger, entre le Juge et son Greffier, ce dernier étant revêtu des attributions d'un Juge délégué (1).

Certaines catégories de matières ou de demandes doivent, en outre, dans l'intérêt général, être jugées en audience publique (*in open Court*), tandis que d'autres peuvent être résolues avec plus de commodité et moins de frais en audience privée (*in Chambers*). Ne peuvent donner lieu qu'à une audience publique (présidée par le Juge ou par les Greffiers) les matières suivantes (2). —

- a) L'interrogatoire public du débiteur (art. 15, B. A.) ;
- b) l'homologation des concordats (art. 16, 21) ;
- c) les demandes du failli tendant à sa « décharge » (art. 26, B. A. ; R. art. 228) ;

(1) V. ci-dessus, pp. 120 et s.

(2) R. art. 6.

d) les appels interjetés contre les décisions du Board of Trade (art. 108 (3) B. A.) ;

e) les demandes d'annulation des actes d'aliénation du failli (art. 1, 12, 124) ;

f) les demandes tendant à l'incarcération d'une personne pour « offense à la justice », *contempt of Court* (art. 14, 16, 22, 26, 48, 124) ;

g) les appels interjetés contre le refus ou l'admission d'une créance produite dans la faillite, lorsque l'objet du litige dépasse £. 200 en valeur (Ann. 11 au B. A.) ;

h) les demandes de constitution d'un jury pour juger des questions de fait, et le jugement effectif de ses questions (art. 105 B. A.) ;

i) les demandes d'un failli afin d'être autorisé à faire partie du Conseil d'Administration d'une Compagnie, ou à participer de quelque autre manière à sa gestion (Companies Act, 1929, art. 275 (1).

Toute autre affaire est susceptible d'être jugée en audience *privée* (*in Chambers*).

Un Juge de la *High Court* est libre d'exercer la plénitude de ses pouvoirs en audience *privée* (1). Il en est tout différemment du *Greffier* qui est tenu de respecter les règles précédentes, relatives à la répartition des affaires entre les audiences *publiques* et les audiences *privées*. Les pouvoirs des Greffiers, aussi bien de la *High Court* que des *County Courts*, s'étendent, à l'exclusion toujours du pouvoir de condamner pour « offense à la justice », aux actes suivants (2). Ils peuvent —

a) connaître des demandes en Séquestre (art. 5, 6), et prononcer des jugements déclaratifs de faillite (art. 7, 18) ;

b) présider l'interrogatoire public du débiteur (art. 15) ;

c) prononcer, lorsque la demande à cet effet n'est pas con-

(1) Art. 101 B. A.

(2) R. art. 6.

testée, la « décharge » d'un failli, ou l'homologation d'un concordat (art. 16, 26) ;

d) prendre des ordonnances sur requête, ou en référé, et exercer tous actes de juridiction légalement susceptibles d'être exercés en audience *privée* ;

e) connaître des demandes non-contentieuses ;

f) citer et interroger les personnes supposées détenir des biens du débiteur, être débitrices envers lui, ou être en mesure de fournir des renseignements sur lui, sur son actif et ses affaires (art. 25).

Toute juridiction compétente en matière de faillite peut réviser, modifier, ou rapporter une décision qu'elle a rendue (art. 108) (1).

Les *appels* en matière de faillite, qui peuvent, en principe, être portés successivement devant les divers degrés de juridiction (car nous savons que le Droit anglais admet, en effet, plus de deux degrés), et sont soumis aux règles générales d'appel en matière civile (2), obéissent, cependant, à quelques règles spéciales :

1) Le délai d'appel est de 21 jours, au lieu de 14, à compter de la date de la décision dont est appel, qu'il s'agisse de la décision d'un tribunal, ou d'une autorité administrative, comme le Séquestre Officiel ou le Board of Trade (3).

2) La partie appelante doit, en général, consigner une provision fixe de £. 20 pour les frais (4), alors que, dans les autres matières civiles, le montant de cette consignation est indéterminé (5), et est fixé, pour chaque espèce, par le Tribunal ou par la Cour d'Appel.

3) Le droit d'appel est parfois restreint, à raison de la nature du jugement, de l'objet du litige, ou de sa modicité. Ainsi, il est subordonné à l'autorisation du Tribunal dont appel, ou bien,

(1) Art. 102.

(2) Art. 108 (2) (c), B. A. ; Rules of Supreme Court, Ordre LVIII. Règles 1 à 19.

(3) R. art. 130 ; art. 108 (3), B. A.

(4) R. art. 131.

(5) Ordre LVIII. R. 15.

de la Cour d'Appel, lorsqu'il s'agit d'un jugement d'accord, ou d'un jugement qui ne porte que sur les frais de la procédure, ou encore quand l'objet de la contestation ne dépasse pas £. 50 en valeur (1).

4) Aucun appel n'est admis contre le *non-exercice* par le tribunal de ses pouvoirs discrétionnaires, à moins que ce *non-exercice* n'équivaille à un *refus* d'exercice tel qu'il constitue un déni de justice (2).

ENTR'AIDE ET SOLIDARITÉ DES JURIDICTIONS BRITANNIQUES EN MATIÈRES DE FAILLITES. — Tous les tribunaux britanniques ayant compétence en matière de faillite, quelle que soit leur situation géographique (qu'il s'agisse de la *High Court*, d'une *County Court*, ou d'un tribunal écossais, de l'Irlande du Nord, ou de l'une quelconque des Colonies), ainsi que leurs divers agents et fonctionnaires, sont tenus de se prêter réciproquement aide et assistance. Par suite, le jugement ou l'ordonnance de l'un d'entre eux adressé, accompagné d'une Commission Rogatoire, à un autre permettra à ce dernier d'exercer tous les pouvoirs dont il est investi dans son ressort (3).

G. LE MINISTÈRE PUBLIC (DIRECTOR OF PUBLIC PROSECUTIONS)

Depuis le « Prosecution of Offences Act, 1879 » (42 & 43 Vict. c. 22), les autorités officielles interviennent dans les poursuites repressives, qui étaient laissées précédemment, en général, à l'initiative privée. Ces poursuites sont confiées à un fonctionnaire spécial, le *Director of Public Prosecutions*, qui joue à peu près le même rôle dans la hiérarchie judiciaire anglaise que le Ministère Public en France (4), et dont la situation juridique et administrative vis-à-vis des autres services de contentieux de l'Etat a fait l'objet de deux autres lois de 1884 et de 1908.

(1) R. art. 129 (a).

(2) R. art. 129 (b).

(3) Art. 122, B. A.

(4) V. de Franqueville, *Le Système Judiciaire de la Grande-Bretagne*, Tome I, pp. 538 et s.

Sous l'empire du Bankruptcy Act, 1883, art. 166, lorsque le Tribunal avait ordonné des poursuites contre une personne déterminée, le *Director of Public Prosecutions* devait les engager et les continuer jusqu'au bout, alors même qu'après une étude approfondie du dossier de l'affaire il était d'avis qu'un non-lieu s'imposait. L'art. 165 du Bankruptcy Act, 1914 (1), qui remplace l'art. 166 précité, tout en maintenant le principe de l'obligation de la poursuite, consacre cependant la liberté d'action du *Director of Public Prosecutions* par l'alinéa suivant qui apporte une importante dérogation à la règle :

« Toutefois, lorsque le Tribunal a ordonné des poursuites à la demande et sur le rapport du Séquestre Officiel, le *Board of Trade* peut, soit lui-même, soit par l'intermédiaire du Séquestre Officiel, introduire et exercer les poursuites ordonnées devant une juridiction inférieure, à moins qu'au cours de ces poursuites, des circonstances ne surviennent nécessitant, de l'avis de la juridiction saisie ou du *Board of Trade*, que les poursuites engagées soient désormais continuées par le *Director of Public Prosecutions* ».

II. LES DIVERSES MASSES DES CRÉANCIERS

Les droits de poursuite individuelle, qui sont suspendus par l'effet du jugement de Séquestre, se centralisent entre les mains du Séquestre Officiel (2). Lors du jugement déclaratif de faillite, ils sont transmis, avec tous les droits dont le failli est exproprié, au Syndic (3), qui représente l'ensemble des créanciers, groupés en une « Masse ».

Mais lorsqu'il s'agit d'une société, surtout, d'une société du genre d'une *partnership*, dépourvue de la personnalité civile, et dont la faillite résulte, par suite, d'un jugement déclaratif prononcé à l'égard de chacun de ses associés (4) tenus solidairement des dettes sociales, il y a, en plus des diverses *Masses spéciales* des

(1) V. ci-dessous, p. 284.

(2) Art. 7, B. A.

(3) R. art. 288.

(4) Art. 18, 38, 53, B. A.

associés faillis, dont chacune comprend, outre les créanciers *personnels* de l'associé, les créanciers *sociaux* (qui sont, par là même, aussi créanciers personnels de chaque associé) une *Masse sociale*, groupant uniquement les créanciers sociaux de la *partnership* (1). Bien mieux, lorsque deux ou plusieurs associés de la *partnership* se réunissent pour constituer une autre *partnership* distincte et indépendante de la première, les créanciers de cette dernière forment encore une Masse à part, au même titre que la Masse personnelle d'un associé (2), et ainsi de suite.

Dans chaque faillite, la Masse appropriée est appelée à jouer un rôle; c'est ce qu'elle fait par l'intermédiaire de trois organes : le Syndic, l'Assemblée des Créanciers, et le Comité de Contrôle. Un même Syndic représente toutes les Masses (3), mais la diversité même de ces Masses, et des individus qui peuvent composer chacune d'elles, a pour conséquence nécessaire la diversité de leurs Assemblées, et, aussi, en principe, la diversité des Comités de Contrôle susceptibles d'être élus par celles-ci. Toutefois, une disposition législative particulière (R. art. 294 *in fine*) prévoit que, si une Masse personnelle ne désigne pas spécialement son Comité de Contrôle, c'est le Comité désigné par la Masse sociale qui la représentera.

LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES. — Par l'organe de son Assemblée Générale, chacune des Masses manifeste sa volonté en émettant un simple avis, ou même en prenant des décisions plus graves. A part deux exceptions, — les délais et le mode de convocation, et les matières susceptibles de faire l'objet de leurs délibérations, — les règles relatives à toutes ces Assemblées sont identiques à celles que nous avons exposées (4) pour l'Assemblée dénommée plus particulièrement la «*Première Assemblée des Créanciers*». La convocation aux Assemblées postérieures est, en principe, *facultative* pour le Séquestre ou le Syndic, mais devient *obligatoire*

(1) V. ci-dessus, p. 153.

(2) R. art. 295.

(3) R. art. 294.

(4) V. ci-dessus pp. 135 et s.

lorsqu'elle est requise par 1/6^e en sommes des créanciers. Il convient de souligner quelques dispositions qui sont communes à toute Assmblée des Créanciers.

PROCURATIONS. — Un créancier qui ne peut, ou ne veut pas, assister à l'Assemblée de la Masse à laquelle il appartient, peut en donnant une procuration, opter entre trois parties. Cette procuration peut être :

1) *Spéciale* (limitée à certains actes, ou à certaines Assemblées déterminées), ou *générale* (s'étendant à toute Assemblée). Elle est donnée au Séquestre Officiel, ce qui lui évitera d'avoir à rechercher un mandataire de confiance, et lui procurera la garantie incontestable de l'honorabilité d'un fonctionnaire éprouvé (1).

2) *Générale*. Elle n'est autorisée (en dehors du cas précédent) qu'en faveur du gérant, commis, ou autre employé permanent du créancier, et le texte de la procuration doit d'ailleurs indiquer nettement les rapports existant déjà entre le mandant et le mandataire (2), ceci pour prévenir l'ingérence d'agents d'affaires qui vise (ainsi que l'expérience l'avait trop souvent démontré) leur intérêt personnel plutôt que celui de leur mandant (3) ;

3) *Spéciale*. Elle est valable pour une Assemblée déterminée ou, en cas de remise, pour une Assemblée postérieure. Elle peut être donnée indistinctement à toute personne sans restriction. Elle oblige toutefois le mandataire à ne voter que sur certaines matières déterminées, c'est-à-dire, sur

a) une proposition donnée de concordat ; ou

b) la désignation ou le maintien en fonctions comme Syndic ou comme membre du Comité de Contrôle d'une personne déterminée ; ou bien

c) toute autre question susceptible de se présenter au cours de cette Assemblée (4).

(1) B. A., 1914, Ann. 1, art. 22.

(2) Ann. 1, art. 18.

(3) V. ci-dessus, p. 139.

(4) Ann. 1, art. 19.

DÉLIBÉRATIONS DES ASSEMBLÉES. — L'Assemblée des créanciers ne délibère valablement que quand elle réunit un *quorum*, composé d'au moins trois créanciers. Si le nombre total des créanciers est inférieur à trois, il faut qu'ils soient tous présents en personne ou représentés (1). Si ce *quorum* n'est pas réuni dans une demi-heure après le moment fixé pour la réunion, l'Assemblée est remise à huitaine, ou à une autre date dans les 21 jours (2).

Les décisions sont prises à la majorité ; celle-ci est calculée de façon différente selon la catégorie de résolutions qu'il importe de voter. La Loi (art. 167) prévoit, en effet, deux sortes de résolutions : (3)

1° Celle dite « ordinaire », qui est une décision prise par la majorité en *sommes* (et non pas seulement en nombre, comme en France) des créanciers présents en personne ou par mandataire, et ayant voté ;

2° Celle dite « spéciale », et qui est une décision prise par une simple majorité en *nombre*, plus une majorité des 3/4 en *sommes* des créanciers présents ou dûment représentés, et ayant voté.

Les résolutions « ordinaires » sont la règle ; les résolutions « spéciales » l'exception, celles-ci étant généralement requises à propos des questions qui revêtent une certaine gravité, comme, par exemple, un concordat (4).

Le président de chaque Assemblée est tenu d'en consigner, dans un Registre spécial (*Record-Book*) (5), le procès-verbal signé, soit par lui-même, soit par le président de l'Assemblée suivante (6). L'intérêt pratique de cette disposition est considérable au point de vue de la preuve, lorsque, par exemple, la validité d'une déli-

(1) Ann. 1, art. 24.

(2) Ann. 1, art. 25.

(3) V. notes ci-dessus p. 141.

(4) Art. 16 (2), 21, B. A.

(5) V. ci-dessus p. 210.

(6) Ann. 1, art. 26.

bération est mise en doute. L'art. 138 du Bankruptcy Act, 1914, prévoit la difficulté, en disposant comme suit. —

« (1) L'original du procès-verbal d'une Assemblée des Créanciers, signé dans la même séance ou dans la séance suivante, par une personne se désignant comme président, ou paraissant avoir cette qualité, fera preuve absolue de son contenu.

« (2) Jusqu'à preuve du contraire, toute Assemblée des Créanciers dont le procès-verbal a été signé par le président, sera réputée avoir été dûment et régulièrement convoquée et tenue ; et toute résolution qui y aura été prise et tout acte qui y aura été fait, seront également réputés réguliers et valables. »

DROITS INDIVIDUELS DES CRÉANCIERS. — Malgré la formation des différentes Masses, et leur faculté d'agir collectivement par l'intermédiaire des trois organes sus-indiqués, l'exercice individuel de certains droits est expressément réservé aux créanciers. Il va de soi, tout d'abord, que tout créancier a le droit individuel de produire sa créance, et même d'agir en justice pour la faire reconnaître, si elle est contestée. Il peut aussi se faire communiquer, avant la réunion de la Première Assemblée des Créanciers, le bordereau de production de ses concurrents (1), et à tout moment le dossier de l'affaire au Greffe (2), ainsi que le *Record Book* et le *Cash-Book* du Syndic (3). Il peut conserver le produit des saisies qu'il a pratiquées et achevées avant le jugement de Séquestre, si, au moment de les pratiquer, il était de bonne foi et ignorait l'*act of bankruptcy* reproché au failli (4). Il peut même, moyennant autorisation du Tribunal, intenter de nouvelles instances, ou poursuivre des voies d'exécution contre le failli (5), provoquer la nomination par le Séquestre Officiel d'un administrateur Spécial (6) ; si sa créance a déjà été reconnue valable, s'opposer

(1) Ann. II, art. 1, 7.

(2) R. art. 12.

(3) Art. 86, B. A. ; R. art. 360, 361.

(4) Art. 40, B. A.

(5) Art. 7 (1).

(6) Art. 10.

à l'homologation du concordat (1), ou à la « décharge » du failli (2) ; prendre part à l'interrogatoire public (3) ; contrôler la gestion du Séquestre Officiel ou du Syndic et, à cette fin, se faire délivrer par eux (contre paiement, bien entendu) :

a) une liste nominative des créanciers, avec indication de leurs créances respectives (4) ;

b) un relevé de compte de la liquidation (5) ;

S'il réunit l'adhésion d'un sixième en valeur de tous les créanciers, il peut provoquer la convocation d'une Assemblée Générale en vue de délibérer sur une question donnée (6). Enfin, étant une « personne intéressée », il a le droit individuel de former appel contre toute décision, judiciaire ou administrative, par laquelle il s'estime lésé (7).

Pas plus en Droit anglais qu'en Droit français, un créancier nanti de sûretés particulières, telles qu'hypothèques ou gages (*secured creditor*) ne subit l'absorption de ses droits individuels dans ceux de la Masse (8). Ces droits lui restent propres, et peuvent être exercés par lui librement, à l'encontre de la Masse. La faillite ne comprend, en principe, que les créanciers chirographaires (*unsecured creditors*) ; et un créancier hypothécaire ou gagiste ne peut, par conséquent, concourir avec eux au partage du patrimoine du failli qu'à l'une ou l'autre des trois conditions suivantes :

a) en réalisant sa sûreté, et en produisant alors pour le solde de sa créance non couvert ;

b) en faisant abandon de sa sûreté, au profit de la Masse, et en produisant alors pour la totalité de sa créance ;

c) en évaluant, dans son bordereau de production, sa sûreté et en ne produisant comme créancier que pour le solde non cou-

(1) Art. 16 (6) et S.

(2) Art. 26 (7).

(3) Art. 15 (4).

(4) Art. 84, B. A. ; R. art. 346.

(5) Art. 85, B. A. ; R. art. 345.

(6) Art. 79 (2) ; Ann. 1, art. 5.

(7) Art. 108 (2).

(8) V. ci-dessus, p. 121.

vert par son estimation. Le Syndic, dans ce cas, peut racheter pour la Masse, et au prix estimé, le bien qui fait l'objet de la sûreté.

I. L'ASSOCIÉ DÉCLARÉ EN FAILLITE

Le failli (c'est-à-dire, chacun des associés de la *partnership*, car le jugement déclaratif de faillite n'a été rendu, nous le savons, en vertu de l'art 288 du Règlement (1), qu'à l'égard des associés nominativement, et non pas de la *partnership* collectivement) qui est exproprié de ses biens, dont certains actes de disposition sont annulés, qui voit porter certaines atteintes à ses conditions de vie matérielle, subit aussi quelques restrictions à sa liberté individuelle, et est même frappé de déchéances politiques (dont nous parlerons au Chapitre IX).

Sa liberté personnelle subit des atteintes notamment en ce que, dès le *jugement de Séquestre*, il est obligé de se mettre à la disposition du Séquestre Officiel (2), de dresser l'Etat de Situation de ses affaires personnelles, et de concourir également, dans le délai prescrit, à la préparation de celui qui a trait plus particulièrement aux affaires et au patrimoine de la *partnership* (3), d'assister à la « Première Assemblée des Créanciers », alors même qu'il n'aurait reçu aucune convocation formelle, afin de fournir les explications nécessaires sur sa faillite ainsi que sur celle de la *partnership* (4). Il doit ensuite, d'une façon générale, se tenir constamment à la disposition du Séquestre, pour lui fournir, sous peine de sanctions judiciaires, tous les comptes, pièces, ou renseignements que celui-ci jugera opportun d'exiger, notamment le compte de son exploitation commerciale, le compte de ses profits et pertes, son livre de caisse et son inventaire pour les deux ans précédents (5).

(1) V. ci-dessus, pp. 93, 150, 227.

(2) R. art. 179.

(3) R. art. 287.

(4) R. art. 240.

(5) R. art. 325.

Enfin, il est tenu de subir, en audience publique, devant le Tribunal, un interrogatoire relatif à ses biens et à ses affaires (1).

A la suite du *Jugement déclaratif*, il doit, en outre, prêter tout son concours à la réalisation de l'actif social, comme du sien propre, et à leur répartition égalitaire entre les Masses intéressées (2).

Cette restriction à sa liberté peut même revêtir une forme plus grave, en ce qu'il peut être arrêté et incarcéré, si, dès le commencement de la procédure de faillite :

a) il se dispose à s'enfuir du pays dans le but de se dérober, soit au paiement de ses dettes, soit à la procédure engagée ;

b) il tente d'aliéner, de détruire ou de dissimuler ses biens ou ses livres pour les soustraire à la justice ou à ses créanciers, ou s'il s'est déjà dessaisi des biens pour une valeur supérieure à £. 5, sans l'autorisation du Séquestre Officiel ou du Syndic ;

c) sans justifier d'une cause valable, il ne se présente pas à l'audience au jour fixé pour son interrogatoire public ;

d) il se rend coupable de tout autre acte rentrant dans la catégorie d'offenses à la justice (*contempt of Court*).

Il peut aussi encourir des poursuites en justice pour des crimes et délits (« banqueroute ») punis par le droit des faillites (3).

Au point de vue matériel, si le jugement déclaratif le dépouille presque entièrement de son patrimoine pour l'affecter au paiement de ses dettes, il lui laisse néanmoins (4) l'outillage indispensable pour l'exercice de son métier, des vêtements et des lits pour lui et sa famille jusqu'à concurrence d'une valeur de £ 20. Le failli conserve aussi, ainsi que nous l'avions précédemment fait remarquer (5), l'exercice des actions d'ordre personnel et, notamment, de celles qui tendent à la réparation du préjudice résultant d'actes délictueux (*torts*) commis par des tiers à l'encontre de sa

(1) Art. 15, B. A.

(2) Art. 22 (3).

(3) V. ci-dessous, pp. 283 et s.

(4) V. ci-dessus, p. 158, et art. 38, B. A.

(5) W. ci-dessus, p. 163.

personne, ou encore de l'inexécution de conventions purement personnelles. Il a également droit, dès le jugement de Séquestre, à des secours alimentaires pour lui-même et sa famille ; le montant en est déterminé par le Séquestre Officiel (1) et, à partir du jugement déclaratif, par le Syndic (2) ; il sera plus élevé dans le cas où le failli est employé à surveiller l'administration de ses biens ou ceux de la *partnership* (3). Il se dégage, cependant de la jurisprudence au sujet de l'allocation des secours alimentaires à allouer aux associés, les principes suivants :

a) L'associé n'est en droit de réclamer aucun secours alimentaire (4), à moins qu'il ne fournisse un dividende appréciable aussi bien à la masse sociale qu'à sa masse personnelle. Si on prévoit qu'un dividende suffisant sera versé à toutes les masses, chacun des associés déclarés en faillite aura droit à ces secours, alors même qu'il y en aurait qui personnellement n'auraient rien ajouté au dividende attribué à la masse sociale (5).

b) Si un seul des associés est déclaré en faillite et est parvenu à désintéresser intégralement ses créanciers personnels, aucun secours alimentaire ne saurait lui être versé, au préjudice de la masse sociale, sur l'actif social (6).

c) Un associé failli n'a point droit à une *double* allocation de secours, une première sur l'actif personnel, et une seconde sur l'actif social, mais à *une seule*, qui est proportionnelle à la valeur réunie de son patrimoine personnel et de sa part sociale dans le patrimoine de la *partnership* (7).

(1) R. art. 312.

(2) Art. 370.

(3) Art. 57, 58, B. A.

(4) *Ex parte Goodall*, 2 Gl. et J. 281 ; *Ex parte Farlow*, 1 Rose. 421 ; *Ex parte Powell*, 1 Madd. 68. Et cp. art. 33 (6), B. A.

(5) *Ex parte Gibbs*, et *Ex parte Morris*, 1 Mon. 105 et 505.

(6) *Ex parte Holmes*, 3 V. et B. 137.

(7) *Ex parte Lomas*, 1 Mon. et Ayr. 525.

CHAPITRE VII

CONSTATATION ET RÉALISATION DE L'ACTIF

VÉRIFICATION DU PASSIF. — RÉPARTITION

Par cela même que la période préparatoire (qui, en Angleterre, précède le jugement déclaratif), a abouti à la faillite, une seule solution s'impose, la vente et la distribution de l'actif, comme dans l'hypothèse dite d'*Union* (1) en Droit français. Ce n'est cependant pas à dire que de nouvelles tentatives aux fins de concordat soient désormais prohibées ; elles sont même expressément autorisées, et peuvent se renouveler sans aucune restriction jusqu'à ce que la majorité prescrite (majorité simple en nombre et de 3/4 en sommes des créanciers) soit réunie (2).

Ayant déjà eu l'occasion, au cours de notre étude des divers organes de la faillite, notamment à propos des pouvoirs et attributions du Syndic, dans le dernier Chapitre, d'indiquer d'une manière générale les principes qui régissent les diverses opérations de constatation et de recouvrement de l'actif, de fixation du passif et de répartition, nous nous bornerons, dans le présent Chapitre, à signaler quelques règles particulières qui sont caractéristiques du système anglais en cette matière.

(1) C. com., art. 529 à 541. Toutefois, une différence importante sépare l'*Union* du Droit français, de l'administration des faillites en Droit anglais, en ce que la première ne comporte, pour le failli, aucune libération du solde de son passif, non couvert par son actif, alors que le législateur anglais a placé celle-ci, sous forme de « décharge » (v. ci-dessous, p. 271), au premier plan de ses préoccupations

(2) V. note (3), ci-dessus, p. 146, et art. 21, B. A.

SECTION I

CONSTATATION, RECouvreMENT ET RÉALISATION DE L'ACTIF

L'apposition des scellés et la préparation de l'inventaire du failli par le Syndic (C. Com. fr., art. 455, 479) sont remplacés en législation britannique par l'Etat de Situation que tout failli est obligé de dresser sous la foi du serment (1). Le Syndic est documenté également par des procès-verbaux de l'interrogatoire *public* (2), ainsi que par les renseignements recueillis par le Séquestre Officiel au cours de la « Première Assemblée des créanciers ». L'art. 25, Bankruptcy Act (3) institue, en outre, à côté de l'interrogatoire public et obligatoire de l'art. 15, un interrogatoire facultatif et privé qui est un moyen d'investigation efficace et énergique, étant donné qu'il est sanctionné par les poursuites et les peines que comportent les faux témoignages.

La Loi permet aussi au Syndic de renoncer à certains biens trouvés dans le patrimoine du failli qui sont grevés de charges onéreuses ou qui, pour toute autre raison, ne peuvent être réalisés.

Enfin, la consistance de l'actif social et de l'actif personnel des associés faillis dépend, en dehors des règles générales, de certains accords intervenus entre eux antérieurement à la faillite.

§ 1. — *L'interrogatoire privé*

Le Syndic ou le Séquestre Officiel qui se heurtent à la mauvaise foi ou à la mauvaise volonté du failli ou des personnes de son entourage, peuvent solliciter du Tribunal l'autorisation de les interroger sous la foi du serment. Le texte de l'art 25 (1) pré-

(1) Art. 14, B. A. ; R. art. 189, 190, 287 ; et ci-dessus, p. 130.

(2) Art. 15, B. A.

(3) Cet article, à raison de son caractère inquisitorial, est connu dans la pratique sous la dénomination de « clause de la Chambre Etoilée » (*Star-Chamber clause*), par un souvenir de la redoutable juridiction de ce nom qui, siégeant au xvi^e siècle dans la « Chambre Etoilée », fut un des instruments les plus puissants de la tyrannie des Tudors, et fut supprimée en 1640 (v. Macaulay, *Histoire d'Angleterre*, Tome I, Ch. 1).

voit, en effet, de nombreuses hypothèses où il est fait application de cette mesure d'instruction. Il en est ainsi :

a) lorsqu'il est certain que le failli, sa femme, ou encore des tiers ont en leur possession des biens ou effets appartenant au failli, qu'ils s'obstinent à ne pas remettre au Syndic ;

b) lorsque le Syndic, sans en être absolument certain, a de bonnes raisons de croire que la femme ou des tiers détiennent ces biens ou sont débiteurs du failli, et désire être fixé sur la légitimité de ses soupçons et l'opportunité d'exiger la remise des biens ou le paiement des dettes en question ;

c) lorsque ces tiers, sans être ni détenteurs des biens du failli ni ses débiteurs, paraissent néanmoins être à même de fournir des renseignements utiles sur ses affaires ou son patrimoine.

Le pouvoir d'interroger comporte celui d'examiner les livres et documents que la personne citée à cet effet (par cela même, désignée sous le nom de « témoin ») doit produire. Le refus de celle-ci, après citation, de comparaître ou de les produire, peut entraîner la contrainte par corps pour « offense à la justice » (*contempt of Court*).

FORME ET PROCÉDURE DE L'INTERROGATOIRE. — L'interrogatoire a lieu sous la présidence du Juge ou du Greffier en audience privée (*in Chambers*) (1). Seules les personnes qui y prennent une part active peuvent y assister. Le « témoin » cité (soit le failli lui-même, soit un tiers) est interrogé généralement de vive voix, après prestation de serment. L'interrogatoire, aux termes mêmes de l'art. 25, ne doit pas s'étendre au-delà de ce qui a trait aux agissements du failli, à ses affaires ou à ses biens. Théoriquement aussi, c'est le Tribunal qui administre l'interrogatoire, mais dans la pratique, l'avocat ou l'avoué du « témoin » est admis à suggérer toute question susceptible d'éclairer les réponses ou les points douteux.

Les règles ordinaires de la procédure et des preuves judiciaires permettent à tout témoin de refuser de répondre aux questions dont les réponses tendraient à violer le secret professionnel,

(1) V. ci-dessus, pp. 223 à 224.

ou à l'exposer ultérieurement à des poursuites criminelles (*incriminating questions*). Seul le failli ne saurait se prévaloir d'aucune exemption de cette sorte, toute la procédure de la faillite ayant un but disciplinaire à son égard, et visant à obtenir de lui des renseignements sincères et complets, sans réticences ni artifices de procédure (1). Tout « témoin » qui se refuse au serment ou qui ne répond point avec la franchise ou la sincérité voulues aux questions qui lui sont légitimement posées, est passible de la contrainte par corps pour « offense à la justice », sans préjudice de poursuites devant les juridictions répressives pour « parjure » ou « faux témoignage ». Il appartient au Président de décider, au fur et à mesure de l'interrogatoire, si une question proposée est légitime, ou si la réponse qui y est faite par le témoin est suffisante.

Si le tiers qui est « témoin » reconnaît, au cours de son interrogatoire, être débiteur envers le failli ou avoir en sa possession des biens lui appartenant, le Président peut, sur la demande du Syndic (ou du Séquestre Officiel) rendre sur-le-champ un jugement à l'effet de le condamner à payer ou à remettre, suivant le cas, au Syndic les sommes ou les biens en question et ce, d'après les modalités qu'il déterminera. Il statue aussi sur les frais occasionnés par l'interrogatoire (2). Par là, l'interrogatoire change de caractère: de simple mesure d'instruction ou de constatation de l'actif qu'il était, il devient un moyen de recouvrement.

Les dépositions des « témoins » interrogés sont consignées dans des procès-verbaux et signées par les déposants. Elles sont ensuite versées au dossier de l'affaire. Mais, à la différence des autres pièces composant ce dossier (3), aucun intéressé ne peut, en raison du caractère strictement privé de l'interrogatoire, en obtenir communication, si ce n'est avec l'autorisation spéciale du Greffier (4).

(1) Cf. ci-dessus, p. 134.

(2) AL. (4) et (5) de l'art. 25, B. A.

(3) R. art. 12.

(4) *Re Beall* (1894), 2 Q. B. 135 ; *Re Standard Gold Mining Co.* (1895), 2 Ch. 545.

§ 2. — *Renonciation par le Syndic aux « Biens Onéreux »*

(« *Disclaimer of Onerous Property* », art. 54, B. A.)

Pas plus que l'héritier romain n'était tenu de faire addition d'une *damnosa hereditas*, le Syndic n'est obligé de conserver dans l'actif des biens qui sont invendables ou qui augmentent le passif à raison de ce qu'ils sont grevés de charges onéreuses. Tel est le cas de baux ou d'autres droits immobiliers assortis de loyers ou de redevances élevés, de valeurs mobilières non entièrement libérées, ou de contrats de travaux ou de fournitures entraînant des forts déboursés. Dans un but d'économie et en vue d'activer la liquidation, la Loi autorise le Syndic à renoncer à ces biens embarrassants, sous certaines conditions, destinées à garantir les tiers qui pourraient être lésés.

I. — CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DE RENONCIATION. —

1° *Son champ d'action*. — Le droit accordé au Syndic s'étend à tous les biens qui se trouvent dans l'actif, sans distinguer s'ils sont ou non partageables entre les créanciers (1), sous cette seule réserve qu'ils entrent bien dans le cadre défini par l'al. (1) —

a) fonds de terre ou tenures grevés de charges,

b) actions ou parts dans des sociétés,

c) contrats désavantageux,

d) autres biens qui ne peuvent être vendus ou ne peuvent l'être que difficilement, en raison de ce que leur possesseur est tenu d'accomplir un acte onéreux ou de payer une somme d'argent.

2° *Délai*. — Le Syndic doit se décider rapidement, au plus tard dans le délai d'un an à partir de son entrée en fonctions, ou de sa connaissance des biens en question (2).

3° *Déchéance du droit du Syndic*. — Au cas où le Syndic, ayant été mis en demeure par une personne intéressée d'opter pour

(1) *Re Maugham*, 14 Q. B. D. 956.

(2) AL (7) de l'art. 54, B. A.

conservation ou la renonciation, n'aura pas signifié sa décision, il sera censé avoir voulu conserver les biens en question, et ne pourra plus y renoncer (1).

4° *Formes de la Renonciation.* — Le renonciation ne peut, tout d'abord, se faire que par écrit (2).

2) La renonciation des baux est, en outre, assujettie à des formes spéciales (3) en vue de sauvegarder les droits des tiers intéressés (le bailleur, le cessionnaire, le créancier hypothécaire, et les sous-locataires du failli) : —

a) Au cas où il n'y a eu ni sous-location, ni hypothèque consentie par le failli, et où les seules parties en présence sont, par suite, le failli et le bailleur, alors que le loyer stipulé et la valeur annuelle de l'immeuble n'excèdent pas £ 20, le Syndic signifie l'avis de renonciation au bailleur, en en déposant, en même temps, une copie au Greffe, et si, dans la *huitaine*, le bailleur ne demande pas que la justice soit saisie, la résiliation s'opère de plein droit.

b) Si, par contre, le failli a sous-loué ou hypothéqué le fonds, le Syndic doit déposer l'avis de renonciation au Greffe et le signifier au bailleur, ainsi qu'aux sous-locataires, et aux créanciers hypothécaires. La renonciation ne sera effective qu'autant que, dans la *quinzaine*, il n'aura reçu aucune réponse, et que ni l'un ni l'autre des intéressés n'aura demandé l'intervention judiciaire.

Dans un cas comme dans l'autre, le Tribunal saisi de la demande en résiliation statue aussi sur les indemnités à attribuer pour améliorations, et sur le sort des objets que le failli a placés sur le fonds ou y a attachés à perpétuelle demeure, sur la transmission de la propriété (*vesting*) du fonds qui fait l'objet du bail, et sur l'exécution des diverses obligations qui en découlent.

II. — EFFETS DE LA RENONCIATION OU DE LA RÉSILIATION. — Il faut distinguer ses effets à l'égard 1° du failli, 2° du Syndic, et 3° des tiers intéressés (1).

(1) Al. (4).

(2) Al. (3) B. A. ; et R. art. 276.

(3) Al. (1).

(4) Art. 54 (2), B. A.

1° A partir de la date de renonciation ou de résiliation, tous les droits du failli prennent fin, et il est, ainsi que ses biens, délivré de toute charge.

2° Le Syndic est affranchi de toute responsabilité personnelle quant aux biens qui font l'objet de la renonciation, avec effet rétroactif à partir de la date où, aux termes de l'art. 53, il a été légalement investi de la propriété. Toutefois, cette libération ne s'étend pas aux conséquences des actes délictueux qu'il a pu commettre (1) ni aux obligations qu'il a pu volontairement contracter. Ainsi, par le fait qu'il entre en jouissance des immeubles occupés par le failli, le Syndic s'engage virtuellement à payer l'impôt foncier y afférent (2), et la jurisprudence décide que, malgré la renonciation, l'impôt reste à sa charge, l'obligation de la payer ayant pris naissance, non pas en vertu du bail, mais dans l'acte volontaire et indépendant du Syndic qui s'installe dans le local.

3° Comme l'exonération accordée à l'une des parties peut porter atteinte aux droits d'une autre, il est expressément prévu, dans les al. (5) et (8), que la réparation du préjudice qui en résulte doit subir la loi du dividende dans la liquidation de la faillite.

Al. (5). — « Le Tribunal, sur la demande d'une personne qui a droit, à l'encontre du Syndic, au bénéfice d'un contrat conclu avec le failli ou est soumise aux charges qui en dérivent, peut rendre un jugement résiliant le contrat et condamnant l'une ou l'autre des parties, pour l'inexécution du contrat à des dommages-intérêts. La créance de ces dommages-intérêts est ensuite admissible à la faillite. »

Al. (8). — « Toute personne lésée par suite d'une renonciation sera considérée comme créancière de la faillite jusqu'à concurrence des dommages-intérêts auxquels elle a droit, et sa créance sera admise à la faillite. »

Ainsi, si, par suite de la résiliation, l'immeuble ne se loue pas au même prix, le bailleur peut produire dans la faillite pour la perte qu'il éprouve pour la période restant à courir (3).

(1) *Re Lister* (1926) 1 Ch. 163.

(2) *Schofield v. Hincks* (1889), L. J. Q. B. 147 ; *Re Finley* (1888), 21 Q. B. D. 485.

(3) *Ex parte Llynir Coal & Iron Co.* (1871), 7 Ch. 28 ; *Re Hooley* (1899), 2 Q. B. 579.

4° En dehors des cas ci-dessus indiqués, les droits et obligations des tiers restent intacts, sauf dans la mesure nécessaire pour libérer, d'une part, le failli et, d'autre part, le Syndic (1). Il en est ainsi notamment en cas de sous-location ou de cession de bail, ou encore d'un bail garanti par des sûretés personnelles. Si le preneur qui sous-loue vient à être déclaré en faillite, la résiliation de son bail par le Syndic n'empêche pas le bailleur de pratiquer une saisie-gagerie (*distress*) pour les loyers sur les biens du sous-locataire. De même, si la location a été faite pour un loyer inférieur à celui du bail, le sous-locataire, après la résiliation, pourra produire dans la faillite de son propre bailleur, failli, pour l'excédent du loyer qu'il est obligé de payer (2). Toutefois, la caution ou sûreté personnelle qui avait garanti l'exécution par le failli des obligations du bail résilié, n'est plus tenue des loyers échus après la résiliation, car si elle restait tenue, elle aurait un droit corrélatif de produire pour autant dans la faillite, ce qui en aggraverait le passif (3).

§ 3. — *Composition de l'Actif social d'une Partnership*

A. — RÈGLES GÉNÉRALES. — Etant donné la règle de l'art. 33 (6), Bankruptcy Act, que nous examinerons plus loin, et qui établit, pour la liquidation d'une *partnership*, une sorte de « séparation des patrimoines » de la Société et de chaque associé (4), il convient d'analyser ici la consistance de l'actif social. D'une façon générale, en font partie —

1° Le capital et l'ensemble du fonds social dont la société était propriétaire à sa naissance, augmentés de toutes les acquisitions, meubles et immeubles, qui ont été réalisées au cours de l'existence sociale, y compris les créances (5).

A cet égard, le Partnership Act, 1890, édicte une double présomption, qui tend à faire considérer, jusqu'à preuve contraire, a)

(1) Al. (2) de l'art 54.

(2) *Ex parte Walton* (1881), 17 Ch. D. 746.

(3) *Stacey v. Hill* (1901), 1 K. B. 660.

(4) Ci-dessous, p. 256.

(5) Art. 20 (1), P. A. 1890.

comme biens sociaux, ceux qui ont été payés avec les deniers de la partnership (1) ; et b) comme biens meubles par détermination de la loi, la part sociale des associés dans les immeubles appartenant à la partnership (2).

2° En principe, tout ce qui est acquis en vue d'être affecté à l'usage ou aux besoins de la partnership, fait, par là même partie du patrimoine social. Il en est ainsi, par exemple, des locaux qui servent à l'exploitation sociale, ou du droit au bail. Toutefois, si, lors de la constitution de la société, ces locaux appartenaient en propre à un associé et qu'aucun acte translatif n'est intervenu, ils rentreront, en cas de dissolution, dans le patrimoine personnel de l'associé (3). De même, les immeubles ou les terrains qui, appartenant en co-propriété à deux personnes, sont affectés à l'exploitation minière ou fermière d'une partnership, dans laquelle ils sont associés, n'appartiennent pas, par cela seul, à la partnership, à moins qu'ils n'aient été acquis à titre gratuit ou onéreux, en vue de l'exploitation sociale, et y aient été régulièrement affectés (4).

Par contre, nous savons que les biens meubles, tels que le mobilier de bureau, l'outillage industriel ou commercial qui appartiennent à un associé, mais sont utilisés par la société, peuvent, en vertu de la règle de la « propriété présumée », être incorporés à l'actif social (5).

3° Les bénéfices occultes d'un associé. Tout associé est tenu de rapporter à la masse sociale les profits occultes qu'il a touchés, soit pendant le cours de la partnership, soit après sa dissolution. Aux termes de l'art. 29, Partnership Act, 1890.

« (1) Tout associé est comptable envers la partnership de tous les bénéfices qu'il a retirés, sans l'assentiment de ses co-associés, soit d'une opération intéressant la société, soit de l'usage fait par lui des biens sociaux, de la raison sociale, ou de l'achalandage de la société.

(1) Art. 21, P. A., 1890.

(2) Art. 22.

(3) *Featherstonhaugh v. Fenwick*, 17 Ves. 308.

(4) *Brown v. Oakshott*, 24 Beav. 354 ; *Crowshay v. Maule*, 1 Swanst. 523.

(5) V. ci-dessus, p. 166.

« (2) Il en est de même des opérations entreprises postérieurement à la dissolution de la partnership par décès d'un associé et antérieurement à la clôture de sa liquidation, par l'un des associés survivants ou par l'ayant-droit de l'associé décédé. »

Par conséquent, si, après la dissolution de la partnership, un associé obtient, par exemple, le renouvellement du bail en son propre nom, ou fait des bénéfices avec une partie quelconque de l'actif social, il en doit rapport à la masse sociale (1).

B. — MODIFICATIONS CONVENTIONNELLES DE L'ACTIF SOCIAL. — L'autonomie de la volonté des associés, tant qu'ils sont tous solvables, leur permet de conclure librement entre eux tout accord à l'effet de faire passer les biens qui composent le patrimoine social dans le patrimoine propre de l'un d'entre eux, et, inversement, les biens propres de l'un d'entre eux dans le patrimoine social. Ces accords translatifs sont, d'après une jurisprudence constante depuis 1801 (2), valables, et opposables aux tiers. Par suite, les biens qui en sont l'objet figureront, en cas de faillite, dans le patrimoine auquel les associés ont entendu les attribuer, sous deux conditions :

1° que l'accord ait été conclu entre les associés de bonne foi, et non pas en fraude des tiers ;

2° que l'accord ait été suivi de la réalisation complète et régulière du transport, en fait et en droit, de la propriété des biens en question, avant le commencement de la faillite », c'est-à-dire, au sens de l'art. 37 (1), B. A., avant l'accomplissement du premier *act of bankruptcy* dans les trois mois qui précèdent la demande de Séquestre. Ainsi, la seule convention n'ayant pas, en Droit anglais, d'effet translatif de propriété, la rédaction devant notaire, et l'enregistrement d'un acte spécial de transport serait nécessaire au cas où il s'agirait de biens *immeubles* (3). Pour les biens *meubles*, il faudrait non seulement une simple convention

(1) *Featherstonhaugh v. Fenwick*, loc. cit.

(2) *V. Land Registration Act*, et *Land Registration Rules*, de 1925.

(3) *Ex parte Ruffin* (1801), 6 Ves. 119 ; *Tudor's Marc et Mar. Cases*, 591.

verbale, mais encore la délivrance matérielle ; et pour les créances ou les biens qui se trouvent en la possession des tiers, le transport ne saurait être légalement efficace aux yeux de la Loi qu'autant que la signification en aurait été faite au débiteur ou au tiers détenteur, conformément à l'art. 136, *Law of Property Act*, 1925.

SECTION II

CONSTATATION DU PASSIF

Des règles générales déterminent les catégories des créances qui sont légalement admissibles à la faillite, et prescrivent les formalités à remplir en vue de leur production et de leur vérification.

En ce qui concerne la question spéciale de la compensation, celle-ci n'est possible dans la faillite qu'autant que le créancier qui entend s'en prévaloir a fait acte formel de production.

Enfin, la détermination du passif commun de la *partnership* et du passif propre des associés obéit à des règles particulières.

§ 1. — *Les Créances admissibles à la Faillite*

Toute la procédure de la faillite vise à atteindre un double but : assurer, d'une part, la répartition égalitaire et proportionnelle entre les créanciers de l'actif du failli ; d'autre part, libérer ce dernier pour l'avenir du surplus de ses dettes non couvertes par l'actif, à condition qu'il ait apporté toute la bonne volonté désirable à la liquidation de ses affaires et ait satisfait à toutes les exigences de la Loi.

Dans ce double but, le législateur a ouverte toute grande la porte aux créanciers pour qu'ils puissent faire valoir leurs réclamations à l'encontre du failli. En principe, sont admissibles à la faillite toutes les créances de source contractuelle. Aux termes de l'article 30 (3), *Bankruptcy Act*, 1914 :

« Tous engagements ou dettes, présents ou futurs, certains ou éventuels, dont le failli est tenu au moment du jugement de Séquestre, ou auxquels il est soumis avant sa décharge à raison d'un contrat antérieur à ce jugement, sont susceptibles d'être admis dans la faillite. »

Les seules réserves à faire aux termes généraux de cette disposition sont les suivantes :

a) Quelle que soit la masse dont il s'agit, masse sociale de la *partnership*, ou masse personnelle d'un des associés, nous savons qu'un créancier nanti d'une sûreté réelle (*secured creditor*) reste en dehors de la faillite. Mais il peut y être admis à condition, soit de faire abandon de sa sûreté, soit de ne produire que pour la partie de sa créance non couverte par la valeur estimée, ou par le prix de vente de cette sûreté (1). Le Syndic a la faculté de la racheter, moyennant paiement de la valeur à laquelle le créancier l'a estimée (2).

b) Seuls les créanciers qui ont agi de bonne foi, c'est-à-dire ont traité avec le failli en ignorant qu'il avait accompli un *act of bankruptcy*, sont admis au partage de son patrimoine ; car, aux termes de l'art. 30 (2).

« Une personne ayant connaissance d'un *act of bankruptcy* dont on peut se prévaloir contre le failli ne peut être admise à la faillite pour les dettes ou engagements contractés par celui-ci après qu'elle a acquis connaissance de cet *act*. »

c) Sont écartées de la faillite les demandes en réparation du préjudice causé par des actes délictueux (*tort*), à moins que le montant n'en ait été préalablement liquidé par un jugement d'une juridiction compétente. L'al. (1) du dit art. 30 dispose, en effet, comme suit. —

« Les demandes ayant pour objet des dommages-intérêts non liquides dus pour d'autres causes qu'un contrat, une promesse ou un abus de confiance (*breach of trust*), ne sont point admissibles à la faillite. »

d) Même les créances incertaines, futures ou éventuelles (*contingent*), les rentes viagères par exemple, sont admissibles à la faillite à condition que leur valeur présente soit susceptible d'évaluation. Aux termes des al. (2), (4), (5) et (6) de l'art. 30. —

« Le Syndic doit procéder à une estimation de toutes dettes ou engagements susceptibles d'être admis dans la faillite qui, à raison de la ou des conditions

(1) Ann. 11 du B. A. 1914, art. 10 à 12 ; et v. ci-dessus, pp. 137, 232.

(2) Ann. 11, art. 13.

dont ils dépendent, ou pour toute autre raison, n'ont pas une valeur certaine.

« Toute personne lésée par cette estimation peut en appeler au tribunal.

« Si le tribunal estime que la dette ou l'engagement ne peuvent pas être estimés exactement, un jugement le déclare, et, par suite, ils sont considérés, comme n'étant pas susceptibles d'être admis à la faillite. »

Ces dispositions avaient, à l'origine, pour but de sauvegarder les intérêts du conjoint du failli et de ses enfants, bénéficiaires des libéralités prévues dans un contrat de mariage (1).

L'al. (8) élargit aussi la portée de l'expression « dette ou engagement admissible à la faillite » de façon à y comprendre l'engagement personnel de payer une somme d'argent, ou susceptible d'avoir ce résultat, encore que le paiement soit, quant à la *quotité*, d'une somme liquide ou non-liquide, et, quant à la date d'*exigibilité*, présent ou futur, pur et simple ou à terme, ou encore conditionnel. Un créancier dont la créance à terme n'est pas encore devenue exigible peut néanmoins la produire, déduction faite toutefois de la part qui correspond à la période restant encore à courir jusqu'à l'exigibilité, ou, si la créance porte des intérêts, déduction faite des intérêts au taux de 5 % (2).

§ 2. — *Les Formalités de Production et de Vérification*

A. — PRODUCTION (*Proof of debts*). — Le créancier qui n'a pas produit sa créance aux fins de *vote* avant la Première Assemblée des Créanciers peut toujours produire après le jugement déclaratif. Il n'a le droit de voter dans les assemblées et de participer aux dividendes qu'autant qu'il aura fait, soit personnellement, soit par mandataire, acte formel de production (3). Si c'est un mandataire qui produit la créance, il doit dans l'acte de pro-

(1) Cp. art. 42 (2), B. A. (ci-dessus, p. 179 et s.), qui, tout en annulant certaines donations par contrat de mariage, n'en permet pas moins aux bénéficiaires (le conjoint et les enfants nés du mariage) d'être colloqués pour un dividende dans la faillite pour le reliquat de l'actif, après le paiement de tous les créanciers à titre onéreux.

(2) Ann. II, art. 20, 22.

(3) Art. 65, 68 et Ann. II, art. 1.

duction mentionner son pouvoir et déclarer d'où il tient la preuve de l'existence de la créance produite (1).

L'acte de production (*proof*) consiste en une déclaration sous serment (*affidavit*) (2) qui affirme la sincérité de la créance. Elle est accompagnée d'un bordereau détaillé énumérant les pièces justificatives. Celles-ci devront être tenues à la disposition du Syndic (3). Le bordereau qui accompagne l'*affidavit* d'un prêteur de profession doit contenir, en outre (4), indication :

a) des sommes d'argent réellement prêtées, des dates de prêts, ainsi que des sommes remboursées, avec les dates respectives des remboursements ;

b) du solde restant dû, en distinguant le capital des intérêts, et les remboursements imputés sur l'un ou l'autre ;

et c) lorsque le solde comprend des intérêts à un taux supérieur à 5 %, du chiffre auquel se réduiraient les intérêts calculés au taux de 5 %.

Tout *affidavit* de production doit également mentionner la sûreté réelle que possède le créancier produisant ; sinon, celui-ci risque d'être appelé à faire abandon de sa sûreté à la masse. Toutefois le Tribunal peut autoriser la modification de l'*affidavit* si l'omission est due à une inadvertance (5).

Plusieurs ouvriers du failli peuvent se réunir afin de ne présenter qu'un seul *affidavit* de production, déclaré soit par l'un d'eux, soit par leur contremaître (6).

B. VÉRIFICATION DES CRÉANCES PRODUITES. — C'est le Syndic, qui, comme le Sequestre Officiel lors de la Première Assemblée des Créanciers, vérifie seul les créances produites, sans avoir à recourir au concours ou aux conseils de la masse. La décision du Syndic intervient dans les 28 jours de la production.

(1) Ann. II, art. 3.

(2) R. art. 250 ; Form. 60.

(3) Ann. II, art. 4.

(4) *Money-lenders' Act* 1927, art. 9 (2).

(5) Ann. II, art. 5, modifié par l'art. II, Loi de 1926.

(6) R. art. 251.

Le rejet de la créance doit être signifié au créancier intéressé (1), celui-ci pouvant ensuite en interjeter appel auprès du Tribunal dans un délai de 21 jours (2). L'admission de la créance l'est notifiée au créancier par cela même qu'il reçoit un avis de dividende (3).

C. DÉFAUT DE PRODUCTION DANS LES DÉLAIS LÉGAUX. —

Un créancier qui n'a pas produit avant la réunion de l'Assemblée des Créances » (*proof of debts*), immédiatement à la suite de celle produite avant l'annonce d'un dividende, il n'est pas entièrement forclo et déchu de ses droits. Il peut toujours se faire payer sur les valeurs qui restent entre les mains du Syndic, mais il ne saurait critiquer le mode de répartition des dividendes antérieurs (4). Le Syndic est tenu, d'ailleurs, de mettre en réserve, lorsqu'il calcule ou distribue des dividendes, les sommes afférentes aux créanciers non domiciliés dans le ressort, ou dont les créances sont contestées (5).

3. — La Compensation (« Set-Off »)

La question de la compensation (*set-off*) est très étroitement liée à celle de la production. La disposition qui s'y rapporte (art. 31, B. A.) est placée, d'ailleurs, sous la rubrique « Production des Créances » (*Proof of debts*), immédiatement à la suite de celle (art. 30, B. A.) qui précise les « créances admissibles à la faillite » (*debts provable in bankruptcy*), ce qui prouve que, dans la conception du législateur, la compensation n'est admise que de la part du créancier produisant.

Il importe, cependant, de ne pas confondre la compensation du Droit des faillites avec l'autre forme de compensation, également désignée sous le nom de *set-off*, qui découle du Droit général, et a été consacrée par la Loi sur l'organisation judiciaire, le Judi-

(1) Ann. II, art. 23.

(2) Ann. II, art. 25, et R. art. 262.

(3) R. art. 261.

(4) Art. 64.

(5) Art. 61, B. A.

cature Act, 1873; art. 24 (3), aujourd'hui remplacé par le *Supreme Court of Judicature (Consolidation) Act, 1925*, art. 39 (1). Cette dernière forme de compensation, qui a quelques affinités avec la « compensation judiciaire » du Droit français, a pour but et pour fondement la simplification de la procédure. Elle tend à réduire le nombre d'instances susceptibles de naître entre deux mêmes personnes, et à les centraliser dans une procédure unique. Aux termes de la disposition précitée, le Tribunal saisi de deux affaires connexes entre les mêmes parties peut les juger « définitivement et dans la même instance ». Aussi est-elle réglementée, ainsi que la « demande reconventionnelle » (*counterclaim*) avec laquelle elle présente des analogies, par les Règles générales de procédure civile (1). Par contre, la compensation du Droit des faillites n'est pas fondée sur des raisons de procédure, mais, comme dans le Droit allemand (2), sur des motifs tirés de la justice et de l'équité. Il serait, en effet, illogique et injuste que, lorsqu'il y a deux personnes qui sont à la fois créancières et débitrices l'une de l'autre, l'une puisse toucher sa créance en ne payant pas sa dette, ou, à l'inverse, doive payer l'intégralité de sa dette, pour ne recevoir qu'un dividende, peut-être infime. S'inspirant de cette pensée, l'art. 31 du *Bankruptcy Act* dispose comme suit. —

Art. 31. — « Lorsqu'il y a des dettes et des créances réciproques (*mutual credits, mutual debts*) ou d'autres opérations réciproques (*mutual dealings*) entre un débiteur contre lequel a été rendu un jugement de Séquestre et une autre personne qui a fait admettre, ou demande à faire admettre, une créance à la suite de ce jugement, il doit être fait le compte de ce que l'une des parties doit à l'autre à raison de ces opérations réciproques, et la somme due à l'une doit être compensée (*set off*) avec celle due à l'autre ; seul l'excédent peut être réclamé ou payé par l'une ou l'autre partie. Toutefois une personne ne peut être admise, en vertu du présent article, à se prévaloir de la compensation contre le débiteur si, au moment où elle lui a fait crédit, elle avait connaissance d'un *act of bankruptcy* accompli par lui, et dont on peut se prévaloir à son encontre ».

(1) *Rules of the Supreme Court*, Order XIX. R. 3, et Order XXI. R. 10 et s.

(2) *Bürgerliches Gesetzbuch*, art. 388, 389 ; *Konkursordnung* du 17 mai 1898, art. 54, 55.

Cette disposition appelle les remarques suivantes :

1° De même que le Droit français n'admet la compensation légale qu'entre des obligations qui ont pour objet de l'argent ou des choses fongibles de la même espèce (1), la jurisprudence anglaise interprète restrictivement l'expression « créances et dettes réciproques » (*mutual credits, mutual debts*) qui figure aux textes. Elle n'y comprend que des opérations d'ordre pécuniaire, ou celles qui, par leur nature ou par la force des circonstances, doivent nécessairement se traduire, pour chacun des contractants, en des créances de sommes d'argent, permettant ainsi, par une simple soustraction, d'établir le reliquat dû à l'un ou à l'autre (2). Il serait, par suite, impossible (sous réserve de ce qui sera dit plus loin au sujet des « opérations réciproques » et de la condition de « mutualité ») de compenser une créance de sommes d'argent, par exemple, avec une dette des biens meubles à livrer (3).

2° Si le champ d'application de l'art. 31 précité se confond ainsi, à certains égards, avec celui, fort restreint, de la compensation légale du Droit français, il s'élargit par ailleurs presque à l'infini, car l'expression « opérations réciproques » (*mutual dealings*) embrasse toutes les réclamations ou créances dont l'art. 30 autorise la production à la faillite. Il importe peu qu'elles aient leur source dans des contrats synallagmatiques ou dans des contrats indépendants, qu'elles soient liquides ou non, exigibles ou non. Il suffit qu'elles soient : a) susceptibles d'évaluation en argent, aux termes de l'art. 30 (6) précité, et b) aux termes de l'art. 31, se prêtent à une comptabilité réciproque. Cette dernière exigence suppose des opérations qui peuvent se traduire, de part et d'autre, facilement en des créances de sommes d'argent ; tel serait le cas de réclamations en dommages-intérêts pour garantie des vices ou d'éviction dans une vente mobilière, qui seraient opposées au prix de vente (4). Au contraire, il serait matériellement impossible

(1) C. Civ. art 1291. 1°.

(2) *Rose v. Hart*, (1818), 2 Sm Lead. Cas. (12^e Edn.), p. 296.

(3) *Eberle's Hotels v. Jones* (1887), 18 Q. B. D. 459 ; *In re G. E. G.* (1903), 2 K. B. 340 ; *Lord v. Great East. Ry. Co.* (1908), 2 K. B. 54, 76.

(4) *Jack v. Kipping* (1882), 9 Q. B. D. 113.

d'opposer l'une à l'autre, pour en faire ressortir la différence, une créance de sommes d'argent et une créance de dommages-intérêts résultant d'actes délictueux (celle-ci n'étant pas admissible à la faillite, d'après l'art. 30, qu'après avoir été préalablement liquidée par jugement) (1).

3° La réciprocité entre les deux créances, exigée par le texte, fait obstacle à ce que des créances dues à la *partnership* soient opposées en compensation aux dettes personnelles des associés, ou inversement (2).

Signalons, en passant, que la jurisprudence, interprétant l'art 262 du *Companies Act*, 1929, applique la disposition de l'art. 31 précité, avec toutes ses conséquences, à la liquidation des Compagnies (3).

§ 4. — *Le Passif commun de la Partnership
et le Passif propre de chaque Associé*

En Droit anglais, les obligations se divisent en trois catégories, selon qu'elles sont :

a) individuelles ou personnelles (*several*) à un débiteur ou à chacun de plusieurs débiteurs ;

ou b) conjointes (*joint*), ce qui est une variété atténuée de l'obligation « solidaire » du Droit français ;

ou c) *joint and several*, c'est-à-dire solidaires, au sens propre du mot (C. Civ. art. 1197 à 1216). Il en est ainsi lorsque les divers débiteurs s'engagent, non seulement « conjointement », comme dans le cas précédent, mais encore individuellement et chacun pour son propre compte. Cette solidarité, comme celle du Droit civil français (C. Civ. art. 1202), ne se présume pas. Si, donc, les divers co-débiteurs ne se sont pas obligés individuellement et chacun pour son propre compte (*severally*), ils sont réputés ne s'être liés que conjointement (*jointly*), mais non pas soli-

(1) *Eberle's Hotels v. Jones*, 1. c. ; *Palmer v. Day* (1895), 2 Q. B. D. 618.

(2) *Ex parte Twogood* (1805), 11 Ves. 517 ; *Ex parte Ross, re Fisher* (1817), Buck 125 ; *Staniforth v. Fellowes* (1814), 1 Marsh. 184 ; *New Quebrada Co., v. Carr*, (1869), L. R., 4 C. P. 651.

(3) V. ci-dessous, p. 428.

dairement (*jointly and severally*). Inversement, lorsqu'une promesse a été faite, ou qu'une dette est due, à plusieurs créanciers conjointement, chacun de ces co-créanciers ne peut pas poursuivre séparément le débiteur pour sa part dans la créance commune. L'action ne peut être intentée, sauf convention contraire ou à moins que les intérêts respectifs soient absolument distincts, que par l'ensemble des créanciers, et pour la dette entière.

D'après l'art. 9 du *Partnership Act*, 1890, un associé n'est pas, en principe, personnellement tenu des dettes contractuelles (*joint debts*) de la *partnership* (1), pas plus qu'un mandataire n'est tenu des dettes de son mandant. Il n'est tenu personnellement de ces dettes sociales *ex contractu* que s'il s'y est personnellement engagé, ou si la dette est née (2) du préjudice causé à des tiers par des actes *délictueux* (fraudes, détournement ou abus de confiance) imputables soit à la société, soit à un associé, accomplis pendant le cours normal des affaires sociales ou en exécution du mandat social.

Mais, par ailleurs, une dette primitivement conjointe et intéressant seulement la *partnership* peut se transformer, avant la faillite, en dette personnelle d'un des associés, de même qu'à l'inverse, une dette personnelle d'un associé peut se convertir en dette conjointe, par l'effet, soit de la novation acceptée par le créancier, soit du *merger* ou l'absorption de la créance primitive dans une créance comportant une sûreté d'ordre supérieur (telle un jugement, ou bien, un acte scellé). Ainsi, un acte sous sceau, fait par un associé avant la faillite à l'effet de garantir personnellement le paiement d'une dette conjointe de la *partnership* substitue une dette personnelle de l'associé à la dette sociale, qu'il éteint (1). De même, un jugement prononcé avant la faillite par une juridiction compétente

(1) V. ci-dessus, p. 37.

(2) Art. 10 à 12 de la même Loi.

(3) *Ex parte Higgins* (1858), 3 D. & J. 33 ; *Kendall v. Hamilton* (1879), 4 A. C. 504.

contre un des associés relativement à une dette conjointe substituée à celle-ci une dette personnelle à la charge de l'associé (1).

La faillite d'une *partnership* met en présence deux groupes de Masses (2) ; d'un côté, la Masse sociale, composée des créanciers de la *partnership*, titulaires partant de créances conjointes (*joint debts*) ; de l'autre, autant de Masses personnelles qu'il y a d'associés, chaque Masse personnelle comprenant les créanciers qui ont des créances à faire valoir à l'égard de l'un ou l'autre associé individuellement (*several debts*). La production des créances, et la répartition des divers actifs entre les Masses intéressées, après la faillite d'une *partnership*, sont régies par des règles particulières qu'il est intéressant de signaler.

L'art. 33 (6), *Bankruptcy Act*, consacre d'abord un principe jurisprudentiel qui a été formulé en 1728 par Lord Chancelier King (3) comme précepte d'équité et de bon sens pratique plutôt que comme une règle légale. Après s'être heurté pendant quelques temps à la résistance de ses successeurs, notamment de Lord Thurlow (4), il fut définitivement assis dans la jurisprudence au début du XIX^e Siècle, sous Lord Loughborough (5) et Lord Eldon (6). De là il pénétra dans la législation sur les faillites. Tel qu'il est énoncé aujourd'hui dans l'art. 33 (6), *Bankruptcy Act*, il aboutit à établir une sorte de « séparation des patrimoines » dans la faillite d'une *partnership* ; en voici le texte :

Art. 33 (6). — « Dans le cas où il s'agit d'associés, l'actif social sera appliqué, en premier lieu, au paiement du passif social ; l'actif propre de chaque associé le sera en premier lieu, au paiement de son passif propre. S'il reste

(1) *Ex parte Flintoff* (1844), 3 M. D. & G. 726 ; *Ex parte Hernaman* (1848), 12 Jur. 643.

(2) V. ci-dessus, p. 153, 227.

(3) Dans l'espèce *Ex parte Cooke* (1715), 2 P. Wms. 500.

(4) Dans les espèces *Ex parte Cobham* (1780), 1 Bro. C. C., et *Ex parte Hodgson* (1783) 2 Bro. C. C.

(5) *Ex parte Clay* (1802) 6 Ves. 813.

(6) *Ex parte Taillt* (1809) 16 Ves. 193.

un excédent sur l'actif propre, il sera joint au passif social. S'il reste un excédent sur l'actif social, il sera joint, à titre d'actif propre, à l'actif propre de chaque associé en proportion à sa part sociale ».

Une hypothèse voisine est prévue à l'art. 295 du Règlement. Lorsque plusieurs associés se réunissent pour constituer une *partnership* distincte et indépendante, les créanciers de cette nouvelle société forment une Masse distincte au même titre que les Masses personnelles ; et l'excédent d'actif de cette nouvelle société après le règlement de son passif sera reporté, conformément à la disposition précitée, au crédit des actifs propres de chacun des associés proportionnellement à leurs parts sociales respectives.

Puis, afin de bien déterminer la composition de chaque Masse, l'art. 368 du Règ. prescrit au Syndic de tenir une comptabilité séparée pour le patrimoine social de la *partnership* et pour les patrimoines propres des associés. Il ne doit opérer aucun report de l'actif personnel à l'actif social, avant que la publication qu'il a dû effectuer dans la Gazette n'ait fait apparaître l'absence de tout passif propre.

Il importe de préciser successivement la situation des —

I. — Créanciers sociaux (*Joint creditors*).

II. — Créanciers personnels des Associés (*Separate creditors*) ;

III. — Créanciers de dettes solidaires, au sens propre du mot (*Joint and several creditors*).

IV. — Associés créanciers les uns des autres.

I. — LES CRÉANCIERS SOCIAUX (*Joint creditors*). —

1) L'actif social, quelque insignifiant qu'il soit, est affecté, en premier lieu, au paiement de la Masse sociale, dont les créances sont assorties d'intérêts (1) au taux de 5 % jusqu'à la date du jugement de Séquestre (2). Ce n'est qu'après le prélèvement du montant de ces créances que le reliquat (s'il y en a) peut venir grossir les actifs propres des associés, pour être réparti entre les créanciers qui com-

(1) *Ex parte Ogle* (1830), Mont. 350 ; *Ex parte Reeve* (1804), 9 Ves. 588.

(2) *Ex parte Findlay, Re Collie* (1881), 17 Ch. D. 334 ; *Ex parte Harris*, 2 V. & B. 210 ; et art. 66, B. A.

posent les diverses Masses personnelles, aux termes de l'art. 33 (6) précité.

Mais 2), la Masse sociale peut concourir avec la Masse personnelle d'un associé dans le partage de son actif propre —

a) lorsqu'il n'existe point d'actif social du tout ;

ou b) lorsque l'associé auquel appartient cet actif propre a diverti ou détourné des biens sociaux à son profit personnel ;

ou c) lorsque, chose d'ailleurs fort rare, il n'y a point de passif propre correspondant à un actif propre. C'est l'hypothèse envisagée par l'art. 368 précité du Règlement.

Enfin, 3), le créancier social qui désintéresse intégralement le créancier personnel d'un associé peut se subroger à lui à l'égard de l'actif propre de l'associé (1).

II. — LES CRÉANCIERS PERSONNELS DES ASSOCIÉS (*Separate Creditors*). — Les créanciers qui composent la Masse personnelle de chaque associé sont payés d'abord, par privilège sur son actif propre. Leurs créances comprennent, en plus du capital, les intérêts aux taux de 5 % jusqu'à la date du jugement de Séquestre. Le reliquat de l'actif, après ce prélèvement, est ensuite porté au crédit de l'actif social, pour servir au paiement de la Masse sociale (2). De même, lorsque deux ou plusieurs associés de cette première société constituent entre eux une seconde société, les créanciers de celle-ci forment encore une Masse distincte, et le solde qui reste après le règlement du passif de cette seconde société sera reporté au crédit des actifs propres de chacun des associés proportionnellement à leurs parts sociales respectives (3).

Mais la Masse personnelle peut parfois venir concourir avec la Masse sociale dans le partage de l'actif social. Il en est ainsi notamment dans deux ordres de cas. —

(1) *Ex parte Taïtt* (1809), 16 Ves. 193 ; et l'art. 63 (1), B. A. Dans la faillite d'un seul associé, bien que les créanciers sociaux aient le droit d'assister, avec ses créanciers propres, aux Assemblées des Créanciers et d'y voter (Ann. I. art. 13 ; R. art. 291), ils sont primés dans le partage de l'actif propre par ces créanciers propres.

(2) Art. 33 (6) et 66, B. A. ; R. art. 368.

(3) R. art. 295.

a) Elle peut exercer, en représentation de son propre débiteur, le droit de rétention (*lien*) de ce dernier sur la part sociale de ses co-associés dans l'actif social (1).

b) Lorsqu'il y a eu divertissement d'un bien propre du débiteur personnel par ses co-associés au profit de la partnership (2).

III. — LES CRÉANCIERS DES DETTES DITES « JOINT AND SEVERAL DEBTS » (« dettes solidaires », au sens de l'art. 1200 C. Civ. fr.). — D'après une règle jurisprudentielle bien connue (*Rule against double proof*) (3), le créancier vis-à-vis duquel les associés sont obligés solidairement ne saurait être colloqué simultanément à l'actif social et aux actifs propres des associés. Il doit opter entre les deux groupes d'actifs. S'il opte pour l'actif social, et produit sa créance à cet actif, il ne viendra au partage des actifs propres des associés qu'au cas d'insuffisance de l'actif social. Si, par contre, il préfère produire aux actifs propres, il ne viendra au partage de l'actif social qu'autant que sa créance ne sera pas entièrement couverte par les actifs propres.

Il y a là une règle qui se justifie par le principe de la distribution égalitaire qui est à la base même de la Loi des faillites. Si un créancier ayant une créance solidaire était libre de produire aux deux groupes d'actifs à la foi, il réduirait, par là même, et les actifs propres au détriment de la Masse sociale, et l'actif social au détriment des diverses Masses personnelles, et il se créerait une situation avantageuse vis-à-vis de tous les autres créanciers.

Toutefois, une dérogation à cette règle est édictée, en ce qui concerne les dettes *contractuelles*, par l'art. 19 de l'Annexe II, *Bankruptcy Act*, qui est ainsi conçu :

« Si un débiteur était, lors du jugement de Séquestre, obligé en vertu de contrats distincts, soit comme associé dans deux ou plusieurs sociétés, soit

(1) Art. 39, 41, *Partnership Act*, 1890.

(2) *Ex parte Harris*, 1 V. & B. 210.

(3) *Ex parte Bond* (1738), 1 Atk. 98 ; *Ex parte Rowlandson* (1730), 3 P. &

à la fois comme contractant individuel, et comme associé dans une société, le fait que les sociétés se composent, en totalité ou en partie, des mêmes personnes ou que le débiteur obligé seul est aussi l'un des contractants solidaires n'empêche pas le créancier de produire sa créance à chacun des actifs. »

Cette disposition ne fait pas obstacle à la production simultanée à tous les patrimoines des créances nées d'une source *délictuelle* : fraudes, abus de confiance, ou détournements, qui sont, comme nous l'avons fait remarquer précédemment (1), des causes génératrices d'obligations solidaires, qui lient aussi bien la société que ses associés pris individuellement (art. 9 à 12, *Partnership Act*, 1890).

IV. — LES ASSOCIÉS CRÉANCIERS DE L'ACTIF SOCIAL ET DES ACTIF PROPRES DE LEURS CO-ASSOCIÉS

A. — *A l'égard de l'Actif social.* Une règle consacrée par la jurisprudence (2) s'oppose à ce qu'un associé vienne concourir avec les créanciers sociaux de l'actif social. Cela se conçoit. Les créanciers sociaux, étant, en réalité, ses propres créanciers, on ne saurait leur permettre de venir diminuer le gage de ceux qui sont non seulement créanciers de la société, mais aussi les siens propres. Par conséquent, ni l'associé qui a une créance à faire valoir contre la *partnership*, ni ses créanciers personnels ne sont admis à la produire à l'actif social et à concourir, par là, avec les créanciers sociaux (2).

Toutefois, cette règle souffre des exceptions dans trois séries de cas :

1) Les biens propres d'un associé, frauduleusement divertis par ses co-associés au profit de la société, conservent leur caractère de biens propres. Ils donnent naissance, par suite, à une créance propre, que l'associé lésé (ou plutôt la Masse de ses créanciers personnels) peut produire à l'actif social, en concurrence avec la Masse sociale (3).

(1) V. ci-dessus, p. 255.

(2) *Ex parte Sillitoe* (1823), 1 Gl. & J. 382 ; *Ex parte Hargreaves* (1788), 1 Cox, 440.

(3) *Ex parte Sillitoe*, l. c. ; *Ex parte Harris*, l. c.

2) Lorsque deux *partnerships* qui ont quelques associés en commun, exploitent des fonds de commerce distincts, et sont en relation d'affaires l'une avec l'autre, celle des deux qui est créancière de l'autre peut produire à l'actif social de celle qui est sa débitrice, en concurrence avec la Masse sociale de celle-ci (1).

3) L'associé qui a été libéré de ses dettes sociales, soit par une ordonnance de « décharge », soit par tout autre mode d'extinction reconnu par la loi, peut devenir ensuite créancier de la société (2). Il serait d'ailleurs plus exact de dire que comme, dans ce cas, il aura cessé d'être débiteur de la Masse sociale, il n'y aura plus concours de sa double qualité de débiteur et de créancier dans le partage du même actif social.

B. — 4 *l'égard des Actifs propres des Associés*. La même prohibition de concours entre un associé et ses propres créanciers joue encore ici. En effet, d'après l'art. 33 (6) précité, l'actif propre de chaque-associé répond aussi du passif commun, après libération du passif propre. L'excédent de l'actif propre qui sert ainsi à acquitter le passif commun risquerait d'être réduit si un co-associé venait concourir avec les autres créanciers personnels à son partage (3).

Il est apporté toutefois des dérogations à la règle dans les cas suivants :

1) Lorsqu'il y a eu divertissement frauduleux d'un bien social par l'associé ;

2) Lorsqu'il y a deux sociétés, composées en partie d'associés communs, mais qui ont des fonds de commerce distincts (4) ;

3) Lorsque, après qu'un associé a versé à l'associé failli une prime pour l'achat de sa part sociale, la société est prématurément

(1) *Ex parte Cooke* (1830), Mont. 228 ; *Ex parte Kaye*, 9 Morr. 269.

(2) *Ex parte Smith* (1885) 14 Q. B. D. 394 ; *Ex p. Atkies* (1820), Buck.

479.

(3) *Ex parte Collinge* (1864), 4 De G. J. & S. 533 ; *Ex parte Carter* (1826), 2 Gl. & J. 233.

(4) *Ex parte Maude* (1867), 2 Ch. 550.

dissoute. Il naît ainsi une créance en restitution partielle ou totale de la prime versée (art. 41), *Partnership Act* 1890 (1).

4) Lorsqu'un associé est subrogé aux créanciers sociaux qu'il a désintéressés, intégralement (2).

SECTION III

RÉPARTITION DE L'ACTIF

Les règles relatives à la répartition de l'actif entre les divers créanciers qui composent chaque Masse ont trait : 1° aux formalités prescrites pour la distribution des dividendes ; 2° à l'ordre de collocation des créanciers.

§ 1. — *Formalités relatives aux dividendes*

Le Syndic doit procéder aussi rapidement que possible à annoncer et à distribuer des dividendes aux créanciers qui ont produit leurs créances. Il doit distribuer le premier dividende, en principe, dans un délai de 4 mois à partir de la Première Assemblée des Créanciers, et les dividendes suivants de 6 mois en 6 mois (3). Les dividendes afférents à l'actif social et aux actifs propres des associés doivent être annoncés simultanément, sauf ordre contraire du Board of Trade (4).

Toute distribution de dividende est soumise à une publicité minutieuse.

a) D'abord, deux mois avant d'annoncer un dividende, le Syndic fait publier, par les soins du Board of Trade, un avis dans la Gazette. En même temps, il envoie lui-même un avis individuel à chacun des créanciers mentionnés dans les Etats de Situation et qui n'ont pas encore produit, leur fixant un délai d'au moins 14 jours dans lequel ils doivent produire s'ils entendent participer au dividende (5). La vérification des créances produites est faite par

(1) *Ex parte Broome*, 1 Rose, 69. W. ci-dessus, p. 87 et s.

(2) *Ex parte Moore* (1826), 2 Gl. & J. 166.

(3) Art. 62, B. A.

(4) Art. 63 (2).

(5) R. art. 268, Form. 172, 200 (12).

le Syndic dans les 28 jours, et sa décision à l'effet de rejet d'une créance est signifiée à l'intéressé par écrit. Afin de ne pas retarder la distribution du dividende, le délai d'appel est, dans ce cas, réduit de 21 jours (1) à 7 jours (2).

Le Syndic, en annonçant le dividende, doit toujours prendre la précaution de mettre en réserve une somme suffisante pour couvrir le montant du dividende afférent à la créance qu'il a rejetée, ainsi que les frais d'appel.

b) A l'expiration du délai d'appel, le Syndic annoncera le dividende en faisant publier un nouvel avis à cet effet dans la Gazette (3), et en envoyant un aussi à chaque créancier dont la créance a été admise, avec un état des divers actifs et passifs.

c) Si le Syndic croit, en raison des circonstances, devoir différer la distribution du dividende au delà du délai de 2 mois sus-indiqué, il doit insérer un nouvel avis à cet effet dans la Gazette, mais il est alors dispensé d'envoyer des avis individuels aux créanciers qui n'ont pas produit.

d) Le dividende final. — Lorsque tous les biens des divers patrimoines, ou, tout au moins, ceux que le Syndic et le Comité de Contrôle ont estimé pouvoir réaliser sans prolonger inutilement la durée des fonctions de Syndic, auront été vendus, le Syndic annoncera la distribution d'un *dernier dividende*, non sans avoir donné avis, toutefois, aux personnes qui prétendent être créancières, mais qui n'ont pas encore justifié leurs réclamations, que, si elles n'établissent pas leur droit en justice dans un délai déterminé, il distribuera un dividende sans tenir compte de leurs prétentions (4). Avant de fixer la quotité du dividende, le Syndic doit prélever, sur la valeur de l'actif disponible (5) les frais de réalisation et de justice (6), et mettre en réserve des fonds destinés à servir des dividendes :

(1) R. art. 262.

(2) R. art. 268.

(3) Form. 200 (13).

(4) Art. 67, B. A.

(5) Art. 64.

(6) *Id.* ci-dessous, p. 265.

a) aux créanciers retardataires ou domiciliés hors du ressort, et qui n'ont pas produit en temps voulu ;

b) aux créances admissibles aux termes de l'art. 30, mais dont le chiffre n'est pas encore liquidé ;

c) aux créances qui sont l'objet des contestations.

Dix jours, au moins, avant la date fixée pour la distribution, le Syndic transmet au Board of Trade un bordereau nominatif des créanciers, indiquant les sommes qui reviennent à chacun d'eux à titre de dividende. Tous les dividendes sont payés par des chèques tirés sur le « Compte des Faillites » à la Banque d'Angleterre ou par des mandats-postaux, préparés par les soins du Board of Trade, et transmis au Syndic pour être distribués aux intéressés.

Il n'en est autrement que dans le cas où un compte a été ouvert dans une banque locale.

§ 2. — *L'ordre de Collocation des Créanciers*

Le principe de l'égalité de tous les créanciers devant la loi, est consacré par l'art. 33 (7).

« Toutes créances admises à la faillite seront payées *pari passu*. »

Ce principe souffre néanmoins quelques dérogations. Certains créanciers se voient accorder un rang préférentiel, tandis que d'autres sont relégués à un rang inférieur, qui ne leur permet d'être remboursés qu'après le paiement intégral de tous les autres. Les créances se divisent, par suite, en trois catégories, suivant le rang qui leur est assigné dans l'ordre de collocation. —

I. Les créances privilégiées.

II. Les créances chirographaires, y compris l'intérêt conventionnel au taux légal maximum de 5 % (1), et l'intérêt non-conventionnel, mais exigible après mise en demeure, au taux maximum de 4 % (2) jusqu'à la date du jugement de Séquestre (3).

(1) Art. 66 (1).

(2) Ann. 11, art. 21.

(3) V. ci-dessous, p. 270.

III. Les créances de rang inférieur, c'est-à-dire, celles qui ne sont payées que sur le reliquat de l'actif après paiement des deux catégories précédentes.

Nous allons indiquer tour à tour les éléments constitutifs de la première et de la dernière de ces trois catégories.

I. LES CRÉANCES PRIVILÉGIÉES. — Selon qu'ils portent sur la généralité des biens ou sur certains biens déterminés, on peut grouper les privilèges comme suit :

A. Privilèges Généraux

I. Frais de réalisation (R. art. 117).

II. Frais de Justice (art. 33 (3), B. A. et R. art. 117) qui se décomposent comme suit :

A). *Frais de la Première Phase (ou Période préparatoire)*. — Ils doivent être répartis par le Séquestre Officiel entre l'actif social et les divers actifs propres (R. art. 120, 121), notamment dans le cas où un de ces derniers actifs s'avèrerait insuffisant. Ils comprennent :

1° Les frais exposés par le Séquestre Officiel pour la conservation de l'actif ou pour la continuation des affaires du failli.

2° Les frais et droits proportionnels prescrits par le Tarif B du 30 Juillet 1930 (1), et tous les autres frais exposés par le Séquestre Officiel, tels que les frais de sténographie pour l'interrogatoire public (R. art. 118).

3° Le droit proportionnel prescrit par le même Tarif pour la vérification par le Board of Trade du Journal (*Cash-Book*) tenu par le Séquestre Officiel.

4° La restitution au créancier demandeur de la provision qu'il a versée (£ 7. 10 s.) pour les frais lors de sa demande de Séquestre (R. art. 149, 163) (2).

5° Les honoraires de l'Administrateur spécial (art. 10, B. A. ; R. art. 351) (3).

(1) V. W. N., 6 Sept. 1930, p. 265.

(2) V. ci-dessus, p. 123.

(3) V. ci-dessus, p. 194.

6° Les frais taxés de l'avoué du Créancier ou du débiteur.

7° Les frais et honoraires du comptable employé pour aider le failli à dresser les divers Etats de Situation (art. 74 (1), B. A.).

8° Les secours alimentaires alloués au débiteur par le Séquestre Officiel (art. 58 ; R. art. 312).

9° Les frais taxés de tout sténographe nommé par le Tribunal.

B). *Frais postérieurs au Jugement déclaratif.* — Ils sont répartis entre les divers actifs, notamment dans le cas où l'un quelconque de ces derniers serait insuffisant, par les soins du Syndic, avec l'autorisation du Comité de Contrôle, ou, à défaut de celui-ci, du Tribunal (art. 63 (2), B. A. ; R. art. 120-121). Ils comprennent :

1° Les frais déboursés par le Syndic.

2° Les frais et honoraires de toute personne employée par le Syndic avec l'autorisation du Comité de Contrôle.

3° Les secours alimentaires alloués au failli par le Syndic avec l'autorisation du Comité (art. 58 ; R. art. 370).

4° L'indemnité due au Syndic (art. 82, B. A. ; R. 334 à 336). Elle a dû être répartie par l'Assemblée des Créanciers ou par le Comité entre les divers actifs (R. art. 296).

5° Les frais déboursés par le Comité, sauf approbation du Board of Trade.

6° Les frais exposés par le trustee chargé de l'exécution d'un concordat préventif, qui vient ensuite à être annulé en raison de la survenance de la faillite (Deeds of Arrangement Act, 1914, art. 21).

III). Certaines autre créances ont été favorisées par le législateur à raison de ce que leurs titulaires ont concouru à la création de l'actif ou à sa mise dans le patrimoine du failli, ou encore qu'ils sont, à d'autres égards, dignes d'intérêt (art. 33). Ce sont :

a) Les Impôts. — Les contributions locales dues à la date du jugement de Séquestre et mises en recouvrement dans les 12 mois qui précèdent, et tous autres impôts, y compris la contribution foncière et l'impôt sur le revenu dûs pour l'exercice budgé-

taire clos le 5 avril (1) qui précède le jugement de Séquestre.

b) Les Gages et Salaires des Employés. — 1) Tous les gages et salaires, même ceux payables par voie de commission ou pourcentage à un commis ou employé, pour les quatre mois qui précèdent le jugement de Séquestre, jusqu'à concurrence de £ 50 ; 2) les gages d'un journalier ou ouvrier, payable au temps ou à la pièce, pour les deux mois qui précèdent le jugement de Séquestre, jusqu'à concurrence de £ 25. Toutefois, si un ouvrier agricole a convenu d'être payé en bloc, à la fin de chaque année, d'une partie de ses gages, il aura privilège pour cette partie ou pour telle fraction que le Tribunal estimera lui être due aux termes de son contrat, en proportion de la durée de ses services.

c) Les indemnités ou contributions dues aux ouvriers et employés en vertu de certaines lois sociales, notamment : 1) les rentes ou indemnités résultant d'accidents du travail (2), pourvu que le droit soit né avant le jugement de Séquestre ; 2) les contributions patronales de la Loi d'assurance contre le chômage du 9 août 1920, *Unemployment Insurance Act*, 1920 (10 & 11 Geo. 5, c. 30), art. 26 (4), pour les quatre mois qui précèdent le jugement de Séquestre.

Ces impôts, gages, salaires, indemnités et contributions ont un rang égal entre eux et sont payés intégralement, à moins que l'actif ne soit insuffisant, au quel cas ils sont réduits proportionnellement (art. 33 (2), B. A.).

d) La créance en restitution d'une part, proportionnelle à la durée d'apprentissage restant à courir, des droits versés au failli par un ouvrier ou clerc apprenti (art. 34).

e) Il faut citer, en outre, certains privilèges édictés par diverses autres lois particulières. Ainsi, la loi de 1863 sur les Caisses

(1) L'exercice budgétaire pour la détermination et la libération de l'impôt se compte en Angleterre du 5 Avril d'une année au 5 Avril de l'autre (*Income Tax Act*, 1918, art. 2).

(2) La Loi actuellement en vigueur est le *Workman's Compensation Act*, 1925 (15 & 16 Geo. 5, c. 84), modifié en 1926, 1930 et 1931, Cp. en France, C. Civ., art. 2101, al. 6°, inséré par la loi du 9 avril 1898, art. 23.

Mutuelles d'Épargne, *Trustee Savings Bank Act*, 1863 (26 & 27 Vict. c. 87), art. 14, a créé un privilège au profit de ces Caisses pour toutes sommes qui leur sont dues par leurs préposés; de même, la Loi sur les Sociétés de Secours Mutuels, *Friendly Societies Act*, 1896 (59 & 60 Vict. c. 25), art. 35, accorde à ces sociétés un privilège sur l'actif de leur débiteur failli.

B. — *Privilèges Spéciaux*

I) Le bailleur à privilège, garanti par le droit de pratiquer la saisie-gagerie (*distress*) sur les meubles garnissant les lieux loués, pour les loyers échus *avant* ou *après* le « commencement de la faillite » (1). L'étendue du privilège *après* la date du « commencement de la faillite » est limitée aux 6 mois de loyers échus antérieurement au jugement de Séquestre; pour l'excédent de sa créance, le bailleur sera payé au marc le franc avec les créanciers chirographaires (art. 35).

II) Le créancier saisissant qui a *achevé la saisie* avant le jugement de Séquestre, et avant qu'il ait eu connaissance, soit de la demande de Séquestre, soit de l'accomplissement par le failli d'un *act of bankruptcy* (2). La saisie est réputée « achevée » lorsqu'il s'agit de biens mobiliers, par leur vente; lorsqu'il s'agit de la saisie-arrêt, par le paiement de la dette; lorsqu'il s'agit de biens immobiliers, par l'enregistrement de l'exploit de saisie au cadastre, et enfin, lorsqu'il s'agit de droits reconnus en Équité, par la désignation d'un Séquestre.

III) Sont encore privilégiés, les frais d'une saisie-exécution pratiqués sur les biens du failli dans les 14 jours précédant l'acte introductif de la procédure de faillite, mais non encore achevée ayant le jugement de Séquestre (art. 41).

IV) L'art. 60, *Bankruptcy Act*, 1914, qui fait suite à la nouvelle Loi sur la propriété littéraire et artistique, *Copyright Act* 1911 (1 & 2 Geo. 5, c. 46) accorde aux droits d'auteur un privilège, dans la faillite de la maison d'édition, sur le produit de la cession des droits

(1) V. définition de cette expression à l'art. 37, B. A.

(2) Art. 40, B. A. et *In re Ford* (1900) 1 Q. B. 264; *In re Brelsford* (1932), 1 Ch. 24.

de reproduction ou de représentation d'un ouvrage littéraire ou artistique (1).

II. — CRÉANCES DE RANG INFÉRIEUR. — 1° Aux termes des art. 2 (3) (d) et (e), et 3, *Partnership Act, 1890*, celui qui a fait un prêt d'argent à un commerçant moyennant un taux d'intérêt dépendant des bénéfices réalisés par l'emprunteur dans son entreprise, ou a vendu un fonds de commerce avec participation dans les bénéfices, ne reçoit de dividende dans la faillite de l'emprunteur, ou de l'acheteur, que s'il y a un reliquat d'actif après le paiement intégral des autres créanciers à titre onéreux.

Opérations financières entre époux. a) Les créances nées de prêts, faits par l'un des conjoints à l'autre pour besoins professionnels, sont primés dans sa faillite, d'après l'art 36, B. A. par toutes les autres créances à titre onéreux, tant les créances propres que les créances sociales de la *partnership* dans laquelle il est associé (2).

b) Le même principe est étendu par l'art. 42 (2), B. A. aux donations futures qu'un des conjoints s'engage, par un contrat de mariage, à faire à l'autre ou aux enfants à naître du mariage. Si le conjoint promettant vient à être déclaré en faillite avant d'avoir, en fait, réalisé la donation promise, les bénéficiaires de la promesse ne viendront au partage de son patrimoine qu'après que tous ses autres créanciers à titre onéreux (les créanciers sociaux comme les créanciers personnels) auront été intégralement désintéressés (3).

3° Les créances d'intérêts, c'est-à-dire,

a) les intérêts conventionnés supérieurs au taux légal de 5 % jusqu'à la date du jugement de Séquestre (art. 66 (1), B. A.) :

b) les intérêts à 4 % à partir du jugement de Séquestre (art. 33 (8), B. A.) ne seront payés qu'autant qu'il restera de l'actif après que toutes les autres créances sus-énoncées auront été acquittées.

Le reliquat net de l'actif, après le paiement de tout le passif, est réparti entre les associés (art. 69).

(1) Antérieurement à cette disposition, la jurisprudence (*In re Grant-Richards*, 1907, 2 K. B. 33) décidait le contraire.

(2) *In re Cumming & West* (1929), 1 Ch. 534, et v. ci-dessus, pp. 161-162.

(3) V. ci-dessus, p. 181.

CHAPITRE VIII

LA DÉCHARGE DU FAILLI. RÉVOCATION DU JUGEMENT

DÉCLARATIF DE FAILLITE

La libération de l'associé-failli de la part de ses dettes non couverte par l'actif, qui constitue un des buts essentiels de la procédure anglaise de faillite — et son trait distinctif par rapport aux systèmes du droit continental — ne peut être prononcée que par le Tribunal, sous forme de « décharge » (*order of discharge*). Par ailleurs, la procédure de faillite peut prendre fin par un jugement révoquant le Jugement déclaratif (*annulment of adjudication*).

Nous consacrons une Section à chacune de ces matières.

SECTION I

LA DÉCHARGE (« ORDER OF DISCHARGE »)

La faillite, qui est, pour les créanciers, une voie collective d'exécution, est, en même temps, pour le débiteur, un mode d'extinction de ses dettes, même sans le consentement de ses créanciers. Le législateur a ainsi voulu lui permettre de refaire librement son chemin dans l'existence.

Une Loi de 1706 (4 Ann. c. 17 (1) (1) en avait déjà posé les bases, en autorisant la majorité des créanciers à délivrer au failli un « certificat de conformité », lequel, s'il venait ultérieurement à être confirmé par le Lord Chancelier, valait pour le failli libération de toutes ses obligations antérieures. L'évolution législative a trans-

(1) V. ci-dessus, p. 96.

formé ce « certificat de conformité » en une ordonnance de décharge (*order of discharge*) prononcée par l'autorité judiciaire. Ce n'est pas à dire, cependant, que de graves atteintes puissent être ainsi facilement portées aux droits des créanciers sans tenir le moindre compte de leur volonté ; et on verra par les conditions assez rigoureuses dont est entouré l'octroi de la décharge (large publicité, faculté pour tout intéressé de faire valoir ses objections, etc.) que le législateur n'a point entendu sacrifier les intérêts des créanciers à ceux de leur débiteur.

A. — CONDITIONS PRESCRITES POUR LA DÉCHARGE. —

1° L'Ordonnance de décharge ne peut être rendue qu'à la suite d'une demande expresse, que le failli est libre de présenter à tout moment, mais qui ne saurait être prise en considération qu'après la clôture de son « interrogatoire public », le Tribunal étant alors à même d'apprécier, en pleine connaissance de cause, si le failli la mérite (1). La demande (qui est assujettie à un droit de timbre assez élevé de 30 shillings, plus 1 shilling pour la notification à envoyer à chaque créancier) (2) doit s'accompagner d'un certificat du Séquestre Officiel indiquant (3) le nombre total des créanciers, alors même que ceux-ci n'auraient pas tous produit leurs créances.

2° Publication. — Le Greffier, fait signifier la demande, au moins 28 jours avant l'audience, au Syndic et au Séquestre Officiel. Ce dernier se charge ensuite d'en envoyer l'avis au Board of Trade aux fins de publication dans la Gazette, et aussi de le signifier, au moins 15 jours avant l'audience, à chaque créancier (4).

3° Le Tribunal statue après avoir entendu contradictoirement tous les intéressés, y compris le Séquestre Officiel, le Syndic et les créanciers pris individuellement, ceux-ci ayant la faculté de présenter leurs dires et objections tant par écrit que de vive voix. Le Séquestre Officiel, en sa qualité de gardien de l'intérêt public,

(1) Art. 26 (1), B. A.

(2) V. Tarif du 30 juillet 1930 ; W. N. (1930), 265.

(3) R. art. 227.

(4) Art. 26 (7) B. A. ; R. art. 227 (2).

doit, comme au cas d'une demande en homologation d'un traité de concordat (1), déposer au Greffe et signifier au failli 8 jours avant l'audience, un Rapport, basé notamment sur le procès-verbal de l'interrogatoire public, et où il exprime son avis sur l'état des affaires et la conduite du failli (2). Ce dernier a, à son tour, le droit d'y formuler une réplique, qu'il doit verser au dossier, après l'avoir signifié au Séquestre Officiel 2 jours francs avant l'audience. De même, tout créancier compris, soit dans la Masse sociale de la *partnership*, soit dans la Masse personnelle de l'associé-postulant, doit, s'il entend s'opposer à la demande en décharge, consigner ses objections au préalable dans un écrit qui est versé au dossier, et signifié au Séquestre Officiel et au failli 2 jours francs avant l'audience (3).

4° Pouvoirs du Tribunal. — Les débats se déroulent en audience publique (4), et le Tribunal, dans l'exercice de ses larges pouvoirs discrétionnaires, peut prendre l'un ou l'autre des partis suivants :

1) faire droit à la demande, en accordant la décharge pure et simple ;

2) la refuser ;

3) accorder la décharge, mais sous des réserves, —

a) en ordonnant qu'il soit sursis à ses effets pendant un délai déterminé, et qui sera d'autant plus long que la conduite du failli aura été moins irréprochable ;

b) en la subordonnant à l'acceptation par le failli de certaines charges sur ses biens à venir (y compris ses gains personnels, etc.).

Il y a généralement décharge sous réserves, ou même parfois le refus, dans le cas où le failli n'a pas pu fournir un dividende d'au moins 50 %, ou s'est rendu coupable de banqueroute, simple ou frauduleuse. Voici, en effet, à ce sujet les dispositions particulières des art. 26 (2)) modifié par la Loi de 1926) et 27. —

(1) V. ci-dessus, p. 143, et art. 16, B. A.

(2) R. art. 230.

(3) R. art. 231.

(4) R. art. 5.

« Si le failli a commis un *misdeemeanour* puni par la présente Loi ou par les Lois antérieures qu'elle a abrogées ou tout autre *misdeemeanour* ou *felony* se rattachant à la faillite, ou si l'un des *faits ci-après énumérés* vient à être prouvé contre lui, le Tribunal pourra :

- i) refuser la décharge,
- ii) ordonner qu'il soit sursis à ses effets pendant un délai déterminé, ou jusqu'à ce qu'un dividende d'au moins 50 % ait été payé,
- iii) exiger du failli, comme condition de sa décharge, son consentement à ce qu'un jugement soit inscrit contre lui et au profit du Séquestre Officiel ou du Syndic pour le solde impayé de ses dettes admissibles à la faillite, ce solde devant être recouvré sur les gains futurs ou sur les biens acquis par le failli postérieurement, dans les conditions que le Tribunal déterminera, mais ce jugement ne sera exécutoire qu'après l'autorisation expresse du Tribunal, accordée sur preuve que le failli a, depuis sa décharge, acquis des biens ou des gains pouvant servir au paiement de ses dettes.

« Toutefois, si, après l'expiration du délai de deux ans à partir de la date d'un jugement inscrit conformément à cet article, le failli prouve qu'il lui est impossible d'exécuter les conditions, le Tribunal pourra en modifier les termes ».

Les *faits* visés à la disposition précitée peuvent consister en ce que le failli —

« a) n'a pas d'actif valant au moins 50 % de ses dettes chirographaires, à moins qu'il ne prouve que ce fait est dû à des causes qui ne sauraient lui être imputées à faute ;

(b) n'a pas les livres qu'il est d'usage de tenir dans son genre d'affaires et sont propres à faire connaître ses opérations et sa situation financière pendant les trois années antérieures à sa faillite ;

(c) a continué son commerce après s'être rendu compte de son insolvabilité ;

(d) a contracté une dette admissible à la faillite sans avoir eu, lors du contrat, l'espoir plausible ou bien fondé (la preuve en est à sa charge) de pouvoir la payer ;

(e) n'a pas rendu un compte exact des causes de la perte ou de l'insuffisance de son actif.

(f) a provoqué sa faillite par des opérations de pur hasard (*rash and hazardous speculations*) ou par ses habitudes de vie dépensières ;

(g) a occasionné, sans raison, à ses créanciers des frais, en leur opposant, dans une instance légitimement intentée contre lui, des moyens de défense abusifs ou vexatoires ;

(h) a provoqué ou aggravé sa faillite en engageant des frais excessifs pour intenter et poursuivre une instance abusive ou vexatoire ;

(i) a, dans les trois mois qui ont précédé la date du jugement de Séquestre, alors même qu'il ne pouvait pas payer ses dettes au fur et à mesure de leur échéance, accordé un droit de préférence illégitime à un de ses créanciers ;

(j) a, dans les trois mois précédant la date du jugement de Séquestre, contracté des dettes en vue d'augmenter son passif au point que son actif ne représente plus qu'une valeur égale à 50 % de son passif chirographaire ;

(k) a déjà précédemment été déclaré en faillite, ou a conclu avec ses créanciers un concordat ou un règlement ;

(l) s'est rendu coupable d'une fraude ou d'un abus de confiance frauduleux » (1).

Art. 27. — « Le Tribunal peut refuser de prononcer l'ordonnance de décharge, ou ordonner qu'il soit sursis à ses effets, ou la subordonner à des conditions..... de la même manière que si le débiteur avait commis un acte frauduleux (1) dans chacun des cas suivants (2) :

i) si le débiteur a fait une donation à cause de mariage, alors qu'il n'était pas en état de payer toutes ses dettes sans les biens compris dans cette donation ;

ii) si le débiteur a contracté une obligation sous sceau (*covenant*) ou a fait un contrat de mariage, s'engageant à faire une donation à une époque future, au profit de sa femme ou de ses enfants, d'argent ou de biens ne lui appartenant pas lors du mariage et n'appartenant pas à sa femme, ou ne lui venant pas du chef de sa femme » (3).

(1) Une décharge, même pure et simple, ne saurait le libérer des dettes qui ont leur source dans la fraude ; Cp. p. 276 ci-dessous, et art. 28 (1) (b).

(2) V. art. 26 (3) (1.) que nous venons de citer ci-dessus.

(3) Les actes visés à cet art. sont ceux qui sont annulables en vertu de l'art. 42. V. ci-dessus, p. 180 et s.

B. EFFETS. — 1° Comme le concordat, l'ordonnance de décharge à partir de la date où elle devient exécutoire, libère le failli et ses biens à venir, en principe, de « toutes dettes susceptibles d'être admises à la faillite » (1), avec cette différence, toutefois, que nous avons d'ailleurs signalé précédemment, que cette libération est l'œuvre du pouvoir judiciaire, et non pas des créanciers. Cependant, trois catégories de dettes survivent à cet effet extinctif (2) :

a) Celles qui sont dues à l'Etat ou au fisc ;

b) Celles qui résultent d'un acte de fraude ou d'abus de confiance commis par le failli, et celles pour lesquelles il a obtenu par fraude des délais de ses créanciers. En effet, les premiers résultent d'actes qui font obstacle à la décharge pure et simple (3) ; ce sont des actes de spoliation, dont il serait choquant de laisser le bénéfice au failli. Quant aux secondes, elles sont également le fruit des ruses et de manœuvres dont le failli a usé vis-à-vis de ses créanciers : on ne saurait permettre qu'elles lui profitent.

c) Celles qui résultent d'une condamnation en dommages-intérêts pour séduction ou adultère, ou au versement d'une pension alimentaire à un enfant naturel. Il y a là une règle qui s'inspire de considérations de moralité et d'équité.

2° La décharge peut être accordée à un des associés d'une *partnership*, à l'exclusion de ses co-associés. Dans ce cas, ces derniers restent tenus du passif social non acquitté par l'associé déchargé (4). D'autre part, celui-ci est libéré de tout son passif social ou personnel, y compris les dettes dont il était tenu vis-à-vis de ses co-associés dans la faillite (5).

3° Etant donné que la déchargé peut, aux termes de l'art. 26 (1), intervenir à tout moment à partir du jugement déclaratif,

(1) Art. 28 (2) et 30, B. A.

(2) Art. 28 (1).

(3) Art. 26 (3) (1).

(4) Art. 28 (4).

(5) *Wood v. Dodgson*, 2 M. & S. 195 ; *Ex parte Yale* (1730), 3 P. W. 24 n ; *Ex parte Hammond* (1873), 16 Eq. 614.

elle n'a pour effet (et ce n'est que logique) ni de mettre fin à la procédure, ni de replacer le failli à la tête de ses affaires, ni de lui restituer la propriété des biens dont le jugement déclaratif l'a exproprié. Ses biens *présentement* liquidés ou en cours de liquidation restent acquis à la Masse, et le Tribunal a la faculté d'y joindre même, d'après l'art. 26 (2) (iii) précité, ses biens *à venir*, y compris ses gains et revenus personnels. Mais une décharge *pure et simple* libère tous les biens *à venir* du failli, alors même que la faillite ne soit par encore close (1).

4° Malgré sa décharge, le failli n'en demeure pas moins astreint à l'obligation d'aider de son mieux le Syndic dans le recouvrement et la répartition de ses biens, sous peine: a) d'emprisonnement pour « offense à la justice », et b) de retrait de sa décharge, sans toutefois qu'il soit porté atteinte aux droits acquis par des tiers à raison des paiements, ventes ou autres actes de disposition, régulièrement effectués entre la date de la décharge et celle de son retrait.

C. VOIES DE RECOURS. — Le Syndic ou le Board of Trade peuvent se pourvoir en appel devant la Cour d'Appel contre une ordonnance de décharge (2).

SECTION II

LA RÉVOCATION DU JUGEMENT DÉCLARATIF (ANNULMENT OF ADJUDICATION)

La faillite peut être close par la révocation du jugement qui en avait prononcé l'ouverture, et il va de soi que cette révocation comme la faillite, ne peut procéder que du pouvoir judiciaire.

A) MOTIFS DE RÉVOCATION. — Il y a lieu à la révocation lorsque d'après l'art. 29 (1), le Tribunal a) estime que le débiteur n'aurait jamais dû être déclaré en faillite, b) constate que les dettes du failli ont été intégralement payées, c) lorsqu'il homologue un traité de concordat conclu entre le failli et ses créanciers (3). En

(1) *Exbs v. Boulnois*, 10 Cl. 479.

(2) R. art. 229.

(3) Art. 21.

vue de prévenir des retards, la Loi (1) considère que le failli a « intégralement acquitté ses dettes » lorsque : a) il en a garanti le paiement par des cautions acceptées par le Tribunal, ou b) son ou ses créanciers restant introuvables, il a fait un dépôt judiciaire du montant de leurs créances à la Caisse des Dépôts et Consignations.

B. DEMANDE AUX FINS DE RÉVOCATION. — La demande en révocation peut être présentée par toute personne intéressée (2), y compris le failli, ou un créancier. Elle doit être signifiée, avec copie des affidavits qui articulent les faits et moyens sur lesquels elle est appuyée, au Séquestre Officiel, 8 jours au moins avant l'audience (3). Si elle est fondée sur le paiement intégral du passif, au sens de l'art. 29 (1) précité, le Séquestre Officiel doit verser au dossier, 4 jours francs avant l'audience, comme au cas d'une demande en homologation de concordat ou en décharge, un Rapport sur la situation et la conduite du failli (4). Tous les intéressés, y compris les créanciers pris individuellement, ainsi que le Syndic, sont, en outre, entendus contradictoirement, et le Tribunal ne statue qu'après avoir pris connaissance du dit Rapport (5).

C) PUBLICATION DE LA RÉVOCATION. — Suivant toujours le principe de la correspondance des formes, le jugement de révocation doit être notifié, comme le jugement déclaratif l'avait été, par le Greffier au Board of Trade, et publié, par les soins de ce dernier, dans la *Gazette* (6) et dans un journal local (7).

D) EFFETS DE LA RÉVOCATION. — 1° D'une manière générale, la révocation a pour effet de clore la procédure de la faillite et de remettre l'associé-failli dans l'état où il se trouvait

(1) Art. 29 (4).

(2) Art. 29 (1).

(3) R. art. 188.

(4) V. ci-dessus, pp. 143, 293.

(5) R. art. 188 A.

(6) R. art. 226.

(7) Art. 29 (3), B. A.

avant le jugement déclaratif. Ses biens notamment seront dévolus à la personne désignée par le Tribunal dans le dispositif même du jugement révocatoire, ou, à défaut, au failli lui-même (1). Toutefois, dans l'intérêt de la sécurité des affaires et la sauvegarde des droits acquis, tous les paiements et actes de disposition régulièrement effectués, ainsi que tous autres actes conclus par le Séquestre Officiel, le Syndic, ou les personnes agissant sous leur autorité, ou encore par le Tribunal, demeurent valables.

2° Les créances produites dans la faillite, mais rejetées par le Syndic, ne peuvent plus être réclamées, après la révocation (2).

3° La révocation ne dispense pas le Syndic de l'obligation de rendre les comptes de sa gestion au Board of Trade (3).

E. VOIE DE RECOURS. — Comme pour la décharge, le Syndic et le Board of Trade peuvent interjeter appel auprès de la Cour d'Appel contre un Jugement de révocation qui a été motivé par le paiement intégral du passif (2).

(1) *Bird v. Philpott* (1900), 1 Ch. 322, et art. 29 (2), B. A.

(2) *Brandon v. Mc Henry* (1891), 1 Q. B. 538.

(3) R. art. 226 (2) et ci-dessus, p. 211.

(4) R. art. 229.

CHAPITRE IX

DÉCHÉANCES ENCOURUES PAR LES ASSOCIÉS FAILLIS INFRACTIONS COMMISES DANS LES FAILLITES

Si la faillite n'est pas en elle-même un acte délictueux et peut parfois être envisagée comme un malheur, soit individuel, soit même, à certains égards, social, elle n'en comporte pas moins certaines déchéances politiques pour les associés faillis et aussi des pénalités, lorsqu'il y a eu des infractions commises par eux ou par des tiers.

SECTION I

DÉCHÉANCES ENCOURUES PAR LES ASSOCIÉS FAILLIS

Le *Bankruptcy Act*, 1914, qui a abrogé les Lois antérieures sur la faillite, en a cependant laissé subsister quelques dispositions éparses (1), notamment les art. 32 à 34 de la Loi de 1883, et l'art. 9 de la Loi modificative de 1890, en vertu desquels le failli cesse d'être éligible au Parlement ou au Conseil Municipal, et ne peut plus être nommé aux fonctions de Maire, de Juge de Paix, ni à diverses autres fonctions publiques. Mais à la différence du failli français, s'il perd l'éligibilité, il reste électeur. Ses incapacités peuvent prendre fin à la suite de : a) la révocation du jugement déclaratif ; b) un certificat d'excusabilité accordé par le Tribunal simultanément avec la décharge ; c) l'expiration du délai de 5 ans à compter de la décharge (2).

(1) V. ci-dessus, p. 106.

(2) Art. 9, B. A. 1890.

SECTION II

CRIMES ET DÉLITS COMMIS DANS LES FAILLITES

Les infractions au droit des faillites commises par les faillis ou par des tiers font l'objet du Titre VII (art. 154 à 166) de la Loi de 1914, modifiée en 1926, et d'une disposition (art. 13) encore en vigueur, de la loi du 9 août 1869 sur les débiteurs (*Debtors' Act*, 1869).

Depuis le XVIII^e Siècle, sans doute par une réaction contre les rigueurs excessives de la législation antérieure, le Droit anglais s'était abstenu d'édicter des peines contre un failli coupable de simples fautes ou d'imprudence professionnelles, c'est-à-dire, contre le « banqueroutier simple » du Droit continental. Il s'était contenté de le priver de certaines faveurs, en soumettant, par exemple, sa « décharge » à des conditions particulières, ou en suspendant les effets de cette décharge pendant une période plus ou moins longue (1) ; mais la Loi de 1913 dans ses art. 3 et 4 (2) a prévu des poursuites répressives contre le failli qui ne tient pas le livre-inventaire ni d'autres livres de comptabilité réguliers et complets, ou dont l'insolvabilité est due, en totalité ou en partie, à des opérations de jeu et de spéculation.

Le législateur a, d'autre part, maintenu la distinction historique (3) entre le *misdemeanour* et la *felony*, bien que, depuis la suppression de la peine de mort pour la seconde de ces infractions, cette distinction ait perdu presque tout intérêt pratique. Parmi les infractions visées par les dispositions ci-dessus, une seule, le fait de s'enfuir du pays en emportant des biens d'une valeur de £ 20, est une *félonie* (art. 159) ; toutes les autres sont des *misdemeanours*.

(1) Art. 26, B. A.

(2) Remplacés maintenant par les art. 157 et 158, B. A. 1914, dont le second a encore été refondu récemment par l'art. 7 de la Loi modificative de 1926.

(3) V. de Franqueville, le *Système Judiciaire de la Grande Bretagne*, Tome I, p. 440 et s.

Les juridictions compétentes pour connaître de ces poursuites ne sont point les juridictions civiles compétentes en matière de faillites (1), mais les juridictions répressives (la Cour d'Assises, et les Tribunaux de simple police présidés par un Magistrat). Elles ne peuvent, cependant, être saisies des poursuites criminelles qu'en vertu d'une ordonnance expresse d'autorisation, rendue, aux termes de l'art. 161 (modifié par l'art. 8, B. A. 1926) par une des juridictions civiles. —

a) à la suite d'un Rapport du Séquestre Officiel, ou du Syndic, concluant à la culpabilité des personnes visées, ou d'une dénonciation émanant d'un créancier ou d'un membre du Comité de Contrôle :

et b) après vérification, non seulement du bien-fondé de la prévention, mais aussi de ce que les circonstances sont, dans l'ensemble, de nature à commander la poursuite, *et à rendre une condamnation probable*. Cette dernière exigence s'explique par le dilemme dans lequel se trouvait placé le législateur, — ou bien laisser toute latitude au Ministère Public (*Director of Public Prosecutions*), malgré l'ordonnance, de ne pas engager des poursuites répressives, ou de s'en désister dans les cas, où, après une étude approfondie du dossier, il estimerait qu'un non-lieu s'imposait, ce qui aurait porté une grave atteinte à la dignité des juridictions civiles, — ou bien, attribuer une force impérative à l'ordonnance (2), mais exiger alors du Tribunal Civil qu'il envisage, au préalable, les probabilités d'une condamnation.

A QUI INCOMBENT LES POURSUITES ? — En principe, c'est le Ministère Public (*Director of Public Prosecutions*) qui commence les poursuites ordonnées et soutient lui-même l'accusation ; mais, dans le cas des poursuites intentées sur le Rapport du Séquestre Officiel, c'est celui-ci ou un autre délégué du Board of Trade qui remplace le Ministère Public auprès des juridictions inférieures,

(1) V. ci-dessus, p. 119 et s.

(2) Art. 165, B. A.

sauf à demander l'intervention de celui-ci ultérieurement en cas de besoin (art. 165) (1).

EXCEPTIONS ET MOYENS DE DÉFENSE. — Ni la « décharge » du failli, ni l'homologation d'un concordat ne sauraient être obstacle aux poursuites répressives (2), à condition, toutefois que la prescription ne soit pas acquise. Les délais de prescription (3) diffèrent suivant la personne qui met en mouvement les organes répressifs. Ils sont :

a) au cas de poursuites provoquées par un créancier ou un membre du Comité de Contrôle, de 3 ans, à partir de la commission de l'acte incriminé ;

b) au cas de poursuites engagées à la suite d'un Rapport du Séquestre Officiel ou du Syndic, de 1 an à compter de la date où l'acte reproché fut porté à leur connaissance.

L'art. 164 (3) permet, en outre, au prévenu d'invoquer la bonne foi ou l'absence d'intention dolosive (*no guilty intent* — *no intention to defraud*) comme moyen de défense contre tous les *misdemeanours* devant les juridictions inférieures (Tribunaux de simple Police), et l'art. 154, contre certains *misdemeanours* devant les juridictions supérieures (Cours d'Assises).

PEINES. — En règle générale, toutes les infractions indiquées (*felony* ou *misdemeanour*) sont punies d'une peine d'emprisonnement (avec ou sans travaux forcés) d'un maximum de deux ans en Assises, et de un an devant les juridictions inférieures. Mais les art. 156 et 160 dérogent à cette règle, en réduisant le maximum en Assises à un an, et l'art. 154 l'augmente, pour les *misdemeanours* compris dans les par. (13), (14) et (15) de son al. (1), à 5 ans de travaux forcés (*penal servitude*).

Etant donné le caractère spécial de ces dispositions pénales, il convient, malgré la verbosité traditionnelle des textes juridiques

(1) V. ci-dessus, p. 227.

(2) Art. 162.

(3) Art. 164.

britanniques, de les citer ici *in extenso*. On peut en distinguer deux catégories, suivant qu'elles se rapportent : A) aux infractions commises par les faillis eux-mêmes (y compris les débiteurs à l'égard desquels il n'a été prononcé qu'un jugement de Séquestre), ou B) aux infractions commises par des tiers. Celles de la première catégorie sont visées aux art. 154 à 159, *Bankruptcy Act, 1914*, et à l'art. 13, *Debtors Act 1869* ; celles de la seconde se trouvent inscrites aux art. 154 (3) et 160, *Bankruptcy Act, 1914*.

A) *Infractions commises par le failli*. — Actes du débiteur supposant une fraude, et punis de deux ans d'emprisonnement en Cour d'Assises et de un an devant les Magistrats de Police.

ART. 154. « (1) Sera coupable d'un *misdemeanour* dans chacun des cas suivants tout débiteur déclaré en faillite ou contre lequel aura été prononcé un jugement de Séquestre de ses biens. —

« 1) s'il ne déclare pas, en toute sincérité, l'intégralité de son actif au Syndic (1) et ne lui indique pas comment, au profit de qui, pour quelle cause, et à quelle époque il a disposé d'une partie de cet actif, sauf la partie dont il a disposé dans l'exercice habituel de son commerce ou dans les dépenses ordinaires de sa maison, à moins qu'il ne prouve qu'il n'avait pas d'intention frauduleuse ;

« 2) si, conformément à la loi, il ne délivre pas au Syndic (1) ou aux personnes désignées par celui-ci telle partie de son actif mobilier ou immobilier se trouvant en sa possession ou sous sa surveillance, à moins qu'il ne prouve qu'il n'avait pas d'intention frauduleuse ;

« 3) s'il ne remet pas au Syndic (1) ou aux personnes désignées par celui-ci les livres, documents, pièces et écrits concernant ses biens et ses affaires, et qui se trouvent en sa possession ou sous sa surveillance, à moins qu'il ne prouve qu'il n'avait pas d'intention frauduleuse ;

« 4) si, après la présentation d'une demande de Séquestre par ou contre

(1) Le terme « Syndic », dans cet article, comprend aussi le Séquestre Officiel.

lui, ou dans les 12 mois (1) antérieurs, il réçèle une partie de son actif pour une valeur de £. 10 au moins, ou dissimule une de ses créances ou de ses dettes, à moins qu'il ne prouve qu'il n'avait pas d'intention frauduleuse ;

« 5) si, après la présentation d'une demande de Séquestre par ou contre lui, ou dans les 12 mois (1) antérieurs, il divertit frauduleusement une partie de son actif pour une valeur de £. 10 au moins ;

« 6) s'il fait une omission importante dans son Etat de situation, à moins qu'il ne prouve qu'il n'avait pas d'intention frauduleuse ;

« 7) si, sachant ou croyant qu'une personne a produit dans la faillite une créance fictive, il s'abstient pendant un mois de la dénoncer au Syndic (2) ;

« 8) si, après la présentation d'une demande de Séquestre par ou contre lui, il empêche la représentation, d'un livre ou d'un document, d'une pièce ou d'un écrit concernant ses biens ou ses affaires, à moins qu'il ne prouve qu'il n'avait pas d'intention de dissimuler l'état de ses affaires ou de violer la loi ;

« 9) si, après la présentation d'une demande de Séquestre par ou contre lui, ou dans les 12 mois (1) antérieurs, il réçèle, détruit, endommage, ou falsifie comme auteur principal ou comme complice, un livre ou un document concernant ses biens ou ses affaires, à moins qu'il ne prouve qu'il n'avait pas d'intention de dissimuler l'état de ses affaires, ou de violer la loi ;

« 10) si, après la présentation d'une demande de Séquestre par ou contre lui, ou dans les 12 mois (1) antérieurs, il porte une fausse mention dans un livre ou dans un document concernant ses biens ou ses affaires, ou est complice d'un fait de cette nature, à moins qu'il ne prouve qu'il n'avait pas l'intention de dissimuler l'état de ses affaires ;

« 11) si, après la présentation d'une demande de Séquestre par ou contre lui, ou dans les 12 mois (1) antérieurs, il se dessaisit frauduleusement d'une pièce concernant ses biens ou ses affaires, altère une pièce de cette sorte, y fait une omission, ou est complice d'un fait de cette nature ;

(1) Ce délai, qui primitivement (dans le *Debtors Act*, 1869) était de 4 mois, a été porté, en 1913, à 6 mois, et à 12 mois par la Loi de 1926, en vue d'atteindre les débiteurs qui, se faisant concéder par des créanciers trop crédules des prorogations répétées de leurs échéances, ou abusant des longues périodes de crédit qui sont habituellement accordées dans certains commerces saisonniers, parvenaient à éluder les sanctions de la Loi.

(2) V. page précédente, note (1).

« 12) si, après la présentation d'une demande de Séquestre par ou contre lui, ou dans une Assemblée des Créanciers tenue dans les 12 mois antérieurs (1), il tente d'expliquer la disparition d'une partie de son actif par des pertes ou des dépenses fictives ;

« 13) si, dans les 12 mois antérieurs (1) à la demande de Séquestre par ou contre lui, ou, au cas d'un jugement de Séquestre prononcé en vertu de l'art. 107 de la présente Loi, antérieurs à la date de ce jugement, ou après la présentation de la demande mais avant le prononcé du jugement de Séquestre, il a par une fausse déclaration ou par une fraude, obtenu des biens à crédit, et ne les a pas payés (2) ;

« 14) si, dans les 12 mois antérieurs (1) à la présentation de la demande de Séquestre par ou contre lui, ou, au cas d'un jugement de Séquestre prononcé en vertu de l'art. 107 de la présente Loi, antérieurs à la date de ce jugement ou après la présentation de la demande mais avant le prononcé du jugement de Séquestre, il a obtenu, en alléguant faussement qu'il était commerçant et qu'il opérait dans les conditions ordinaires de son commerce, des biens à crédit, et ne les a pas payés, à moins qu'il ne prouve qu'il n'avait pas d'intention frauduleuse (2).

« 15) si, dans les douze mois (1) antérieurs à la présentation de la demande de Séquestre par ou contre lui, ou au cas d'un Jugement de Séquestre prononcé en vertu de l'article 107 de la présente Loi, antérieurs à la date de ce Jugement, ou après la présentation de la demande mais avant le prononcé du Jugement, il donne en gage (3) des biens qu'il a obtenus à crédit et qu'il n'a pas payés, ou dispose de ces biens en dehors des conditions ordinaires de son commerce, à moins que, dans tous ces cas, il ne prouve qu'il n'avait pas d'intention frauduleuse (2).

« 16) S'il est coupable d'une fausse déclaration ou de toute autre fraude faite ou commise dans le but d'obtenir le consentement de ses créanciers à une convention relative à ses affaires ou à sa faillite ».

(1) V. page 286, note (1).

(2) La peine maxima en Assises des infractions figurant aux par. 13), 14) et 15), a été aggravée par la Loi de 1926, à 5 ans de travaux forcés (*penal servitude*).

(3) La personne qui reçoit ces biens est susceptible, d'après la Loi modificative de 1926, d'être poursuivie aussi pour *complicity*.

ART. 155. « Sera coupable d'un *misdemeanour* tout failli qui, n'ayant pas obtenu sa décharge —

a) seul ou avec d'autres personnes, se fait consentir un crédit jusqu'à concurrence de £. 10 ou un crédit supérieur, sans déclarer sa situation à celui avec lequel il contracte ;

ou b) exerce un commerce ou une profession sous un nom ou une raison commerciale différents (1) de ceux sous lesquels il avait été déclaré en faillite, sans faire connaître à tous ceux avec lesquels il contracte, son nom tel qu'il est porté au jugement déclaratif de faillite ».

L'art. 13 du *Debtors Act, 1869* et l'art. 156, *Bankruptcy Act, 1914* (modifié par l'art. 6, *Bankruptcy Act, 1926*) renferment des dispositions similaires, à cette différence près que le premier s'applique à tout débiteur, alors que le second ne vise que le débiteur qui a été déclaré en faillite, ou à l'égard duquel a été prononcé un jugement de Séquestre. Les *misdemeanours* visés dans un cas comme dans l'autre consistent dans les faits suivants :

« a) en contractant une dette ou une obligation, d'avoir obtenu crédit sous de faux prétextes ou au moyen de toute autre fraude ;

« b) dans le dessein de frauder les créanciers, d'avoir fait directement ou indirectement un don ou transport de ses biens, ou d'avoir constitué sur eux un droit réel.

« Le fait de faire pratiquer, dans l'intention de frauder ses créanciers, la saisie sur ses propres biens, directement ou de connivence avec le saisissant, est considéré comme un acte de transport des biens, au sens de cette disposition.

« c) dans le dessein de frauder ses créanciers, d'avoir dissimulé ou séquestré une partie de ses biens depuis qu'à été rendu contre lui un jugement le condamnant à payer une somme d'argent ou dans les 2 mois antérieurs à ce jugement, lequel jugement est resté impayé ».

Les art. 157 (relatif aux opérations de pur hasard et de jeu) et 158 (relatif aux livres de comptabilité et à l'inventaire) sont des innovations du législateur de 1913. Elles sont inspirées directe-

(1) Pour passer à ces manœuvres, le *Registration of Business Names Act 1916* a rendu obligatoire l'enregistrement de tous noms d'emprunt des personnes et des raisons sociales des Sociétés.

ment des législations française (1) et allemande (2) sur la « banque-route ».

ART. 157 « 1) Sera coupable d'un *misdemeanour* tout débiteur déclaré en faillite ou à l'égard duquel un jugement de Séquestre de ses biens a été prononcé, si, ayant contracté des dettes à raison de son commerce ou de sa profession.

« a) il a, dans les deux ans précédant la présentation de la demande de Séquestre, sérieusement aggravé son insolvabilité en faisant des opérations de pur hasard (*rash and hazardous speculations*) et de jeu ne se rattachant pas à son commerce ou à sa profession ;

« ou b) il a, entre la date de la présentation de la demande et celle du jugement de Séquestre, perdu une partie de son avoir en se livrant à des opérations de jeu ou de pur hasard ;

« ou c) étant sommé par le Séquestre Officiel, ou, au cours de son interrogatoire public, par le Tribunal, à s'expliquer sur la perte d'une partie importante de son avoir survenue dans l'année précédant la date de la présentation de la demande de Séquestre, il n'en fournit pas une explication satisfaisante.

« Toutefois, pour déterminer si les opérations étaient de pur hasard (*rash and hazardous speculations*) au sens du présent article, il faut tenir compte de la situation financière du prévenu au moment où il s'y engagea.

« 2) Les poursuites repressives ne pourront être intentées en vertu du présent article que sur l'ordonnance du Tribunal.

ART. 158. « (1) Sera coupable d'un *misdemeanour* tout débiteur qui est déclaré en faillite, ou à l'égard duquel a été prononcé un jugement de Séquestre de ses biens, si, exerçant un métier ou un commerce, il n'a pas tenu tous les livres de comptes appropriés, pendant une époque quelconque dans les 2 années précédant la présentation de la demande de Séquestre, ou au moment où il continuait à exercer ce métier ou ce commerce entre la date de la présentation de la demande et celle du jugement de Séquestre, ou s'il n'a pas conservé ces livres

« Toutefois, le débiteur qui n'a pas tenu ou qui n'a pas conservé de tels livres de comptabilité ne sera pas considéré comme coupable de l'infraction ci-dessus visée :

« a) si ses dettes chirographaires à la date du jugement de Séquestre

(1) C. Com., art. 8 à 17, 585, 586, 589 ; C. Instr. Crim., art. 38 à 47.

(2) *Handelsgesetzbuch* du 10 mai 1897, art. 38 à 47 ; *Konkursordnung* du 17 mai 1898, art. 239 et s.

n'excédaient pas (pour un débiteur qui n'avait jamais auparavant été déclaré en faillite, ou conclu un concordat avec ses créanciers) £ 500 et, dans tout autre cas, £. 100 ;

« ou b) s'il établit que, étant donné les conditions dans lesquelles il exerçait son métier ou son commerce, l'omission était due à son ignorance et est excusable.

« (2) Les poursuites repressives en vertu de cet article ne pourront être intentées que sur ordonnance du Tribunal.

« (3) Sera considéré avoir contrevenu aux prescriptions du présent article, relative à la tenue des livres de compte le débiteur qui n'aura pas tenu des livres ou des comptes mentionnant ou expliquant ses opérations et sa situation financière professionnelle, y compris un ou plusieurs livres présentant clairement jour par jour toute somme reçue ou payée, et, si son commerce ou sa profession se réfère à des marchandises, son inventaire annuel, ainsi que (sauf pour les marchandises vendues au détail directement au consommateur) le compte de toutes marchandises achetées et vendues, indiquant nettement les vendeurs et les acheteurs, de façon à permettre d'identifier ces marchandises et les vendeurs et acheteurs ».

A la différence de toutes les autres dispositions de ce Titre VII, qui ne prévoient que des *misdemeanours*, l'art. 159 vise, dans les termes suivants, une *felony*. —

ART. 159. « Sera coupable d'une *felony* tout débiteur déclaré en faillite ou à l'égard du patrimoine duquel a été prononcé un jugement de Séquestre, et qui, après la présentation d'une demande de Séquestre par ou contre lui, ou dans les 6 mois antérieurs à cette demande, quitte l'Angleterre ou tente de la quitter en emportant avec lui une partie quelconque de son actif partageable entre ses créanciers, jusqu'à concurrence d'une valeur de £. 20, à moins de prouver qu'il n'avait pas d'intention frauduleuse ».

B) *Infractions commises par d'autres que le Failli*

ART. 154 (3). « Toute personne qui, en connaissance de cause, prend en gage ou reçoit de toute autre manière un bien du débiteur dans des conditions telles que celui-ci commet un *misdemeanour* visé au par. (15) de l'art. 154 (1) sera lui-même coupable d'un *misdemeanour* et passible, en cas de condamnation, de la même peine que s'il avait reçu le bien en violation de la loi et de mauvaise foi ».

ART. 160. « Sera coupable d'un *misdemeanour* et passible, après condamnation en Assises, d'un an d'emprisonnement au plus, avec ou sans travaux forcés, tout créancier ou toute personne prétendant avoir cette qualité qui, dans une faillite, présente volontairement et dans une intention frauduleuse une fausse réclamation, ou un affidavit de production, une déclaration, ou un relevé des comptes qui, sur un point important, est inexact ».

CHAPITRE X

LES « PETITES FAILLITES »

LEUR « LIQUIDATION SOMMAIRE »

Il nous faut, en terminant cette Première Partie de notre étude, signaler les dispositions édictées, toujours dans un but d'économie et de célérité, pour les faillites peu importantes, ce qui, malheureusement n'est pas souvent le cas pour les faillites des Sociétés.

Dans les « petites faillites » (*small bankruptcies*), celles dont l'actif en jeu n'excèdera vraisemblablement pas £ 300 en valeur (1), il y a lieu à une liquidation sommaire (*summary administration*). Elle est caractérisée notamment par les particularités suivantes (2) :

1° Aucune publicité n'est faite dans un journal local.

2° Toutes les questions de droit ou de fait sont jugées par un Juge, sans le concours du Jury.

3° Le Tribunal peut déclarer le débiteur en faillite d'office :

a) s'il apparaît, d'après un Rapport du Séquestre Officiel, que le débiteur n'a présenté aucun projet de concordat, dans les 4 jours de son Etat de Situation, qu'il n'a pas l'intention d'en présenter un, que le projet qu'il a présenté n'est pas avantageux pour l'ensemble des créanciers, ou, enfin, que le débiteur a pris la fuite ;

ou b) s'il ressort de son interrogatoire public qu'il ne mérite pas le bénéfice d'un concordat.

4° Il n'y a pas lieu de nommer ni un Syndic autre que le Séquestre Officiel, ni un Comité de Contrôle. La liquidation toute entière est confiée au Séquestre Officiel, qui fournit toutes les ga-

(1) Art. 129, B. A.

(2) R. art. 298.

ranties désirables d'une bonne et honnête gestion, sous le contrôle du Board of Trade.

5° Les avis de convocation aux assemblées (autre que la « Première Assemblée ») des créanciers, et la notification des audiences du Tribunal ou de la demande formée par le failli sollicitant sa « décharge » (1) sont envoyés seulement aux créanciers dont les créances sont supérieures à £ 2.

6° Le Séquestre Officiel peut, sans l'autorisation judiciaire, résilier les baux que le failli n'a ni sou-loués ni hypothéqués, à la condition d'en signifier l'avis au bailleur 7 jours d'avance et d'en déposer une copie au Greffe (R. art. 276).

7° L'actif doit être réalisé le plus tôt possible afin d'en effectuer la répartition complète par un seul dividende, qui est distribué dans les six mois de la réunion de la Première Assemblée des créanciers.

Cependant, la simplification et la rapidité de la procédure ne comportent nullement un relâchement de la surveillance administrative ou judiciaire : le failli demeure notamment soumis à l'interrogatoire public ; sa « décharge » obéit aux mêmes conditions de forme et de fond que dans les faillites plus importantes ; et les valeurs appartenant à la faillite sont versées au « Compte des Faillites » à la Banque d'Angleterre.

(1) V. ci-dessus, p. 271.

DEUXIÈME PARTIE

La Liquidation
d'une "Compagnie Enregistrée"
(Incorporated Company)

DEUXIÈME PARTIE

La Liquidation d'une " Compagnie Enregistrée " (Incorporated Company)

INTRODUCTION

Avec cette Seconde Partie de notre étude, qui concerne plus particulièrement les « Compagnies enregistrées » (lesquelles correspondent à peu près aux « Sociétés anonymes » du Droit français), nous nous trouvons en présence de textes encore plus complets que dans la Partie précédente. Une expérience presque centenaire (la première Loi est de 1844) (1) du fonctionnement pratique des « Compagnies enregistrées » dans ce pays qui fut le berceau même de ces organismes a, en effet, familiarisé le législateur avec les moyens propres à concilier les intérêts du grand commerce et la protection de l'épargne. La liquidation de ces Compagnies fut dès le début calquée sur la procédure des Faillites, et la Loi du 10 mai 1929, le Companies Act, 1929, est venue apporter les dernières retouches à cette œuvre d'assimilation.

Une Compagnie, régulièrement constituée et enregistrée conformément aux dispositions des divers « Companies Acts » qui se sont succédés depuis 1844, ne peut prendre fin que :

1° par sa radiation, effectuée administrativement par le *Registrar of Joint-Stock Companies* sur le Registre des Compagnies, où elle avait été enregistrée à sa naissance, en vue d'être dotée de la personnalité civile :

(1) V. ci-dessus, p. 46.

2° par sa dissolution, qui n'est plus ici, comme dans le cas des *partnerships* simples, *préliminaire* à sa liquidation, mais *consécutif* à celle-ci, et entraîne la disparition de la Compagnie.

1° *La Radiation* est prévue par la Loi de 1929 (art. 295) pour deux catégories de cas :

A. — Une Compagnie qui :

a) n'a jamais commencé son activité commerciale ;
ou b) l'ayant commencée, l'a interrompue ou l'a définitivement cessée, sans passer par la procédure de liquidation, et n'a plus d'actif à répartir ;

B. — Une Compagnie :

a) qui, ayant été mise en liquidation, n'a plus de liquidateur ;
ou b) dont la liquidation, achevée en fait, n'a pas été régulièrement signifiée au Registrar of Companies (art. 245, 256).

Dans toutes ces hypothèses, le Registrar peut, après avoir procédé à certaines formalités préliminaires (sommation aux fins d'explication, publication dans la Gazette, délai de 3 mois, etc.), effectuer la radiation de la Compagnie sur le Registre des Compagnies ; ce qui a pour effet de la dissoudre, de l'anéantir comme entité juridique ; mais ses administrateurs, préposés, et associés n'en restent pas moins tenus de leurs obligations, et responsables vis-à-vis des tiers.

Cette radiation peut d'ailleurs, dans l'intérêt des tiers, être révoquée par le Tribunal à la requête, soit de la Compagnie elle-même, soit de tout intéressé (associé ou créancier lésé) dans un délai de 20 ans (1), avec effet rétroactif au jour de sa radiation (art. 295).

2° *La Dissolution après Liquidation*. — La liquidation peut revêtir l'une ou l'autre des trois formes suivantes (art. 156, C. A.) :

I. — Liquidation judiciaire ou obligatoire (*Winding-up by the Court*, ou *Compulsory Winding-up*).

II. — Liquidation volontaire ou consensuelle (*Voluntary Winding-up*).

(1) V. note (6) ci-dessous, p. 301.

III. — Liquidation sous la surveillance judiciaire (*Winding-up under the supervision of the Court*).

Le premier de ces trois modes — la Liquidation Judiciaire — est celui que le législateur a envisagé comme la forme typique. Il lui a consacré le plus grand nombre des dispositions spéciales (art. 163 à 224) du Titre V, *Companies Act*, 1929, qui sont empruntées, en grande partie, au *Bankruptcy Act*. Les deux autres modes, qui sont considérés comme des variantes du premier, font l'objet d'un très petit nombre de dispositions particulières, — art. 225 à 255, pour la Liquidation *Volontaire*, et art. 256 à 260, pour la Liquidation *sous la Surveillance Judiciaire*.

Dans la pratique, cependant, c'est la Liquidation Volontaire qui, étant à la fois la moins coûteuse, la plus rapide, et la plus simple de toutes, a toujours été accueillie avec le plus de faveur. Environ 90 %, en effet, des liquidations chaque année dans le Royaume-Uni revêtent cette forme (1), ainsi qu'il ressort des statistiques suivantes établies pour les cinq dernières années et tirées du Compte rendu annuel présenté par le Board of Trade au Parlement (2).

	1926		1927		1928		1929		1930	
	Angl.	Ecos.	Angl.	Ecos.	Angl.	Ecos.	Angl.	Ecos.	Angl.	Ecos.
Liquidation Judiciaire.	235		222	8	218	5	242	9	349	17
» Volontaire	2.503		2.482	220	2.843	184	2.707	178	2.760	231
» sous Sur. Jud.	3		3	1	6	2	9	—	8	1
	2.741		2.707	229	3.067	191	2.958	187	3.117	249

L'ouverture de la liquidation, quel que soit le mode choisi, a pour effet de mettre fin à l'existence indépendante et à l'activité

(1) De nombreuses liquidations volontaires chaque année ont pour seul but la reconstitution de la C^{ie}, ou sa fusion avec d'autres.

(2) Conformément à l'art. 376, C. A.

normale de la Compagnie, qui ne subsiste, dès lors, comme organisme juridique qu'autant que cela peut être nécessaire pour sa liquidation. Elle ne peut plus entreprendre de nouvelles affaires, ou conclure de nouveaux engagements. Ses Administrateurs sont dessaisis de leurs pouvoirs, et remplacés par un Liquidateur. Celui-ci a pour mission de liquider les biens et les affaires, de répartir l'actif entre les créanciers, et le reliquat entre les divers associés proportionnellement à leurs droits et intérêts respectifs, et, enfin, la liquidation achevée, de provoquer la dissolution, but final de toute la procédure.

I. — La procédure de la *Liquidation Judiciaire* « *Winding-up by the Court* », ou « *Compulsory Winding-up* » est déclenchée, ainsi que l'indique, d'ailleurs, son nom, par un jugement, prononcé à la demande d'une personne intéressée (un créancier, un associé, la Compagnie elle-même, ou le Séquestre Officiel). L'exécution du jugement est confiée à un Liquidateur, qui est généralement, au début, le Séquestre Officiel attaché au Tribunal. Il fait fonction *virtute officii* de Liquidateur provisoire, jusqu'à ce que la Première Assemblée des Créanciers ait désigné un Liquidateur définitif de son choix. Ce jugement d'ouverture de la liquidation inaugure une procédure collective et égalitaire de recouvrement des dettes. Après la réception de l'Etat de Situation de la Compagnie (1), le Séquestre Officiel adresse au Tribunal un Rapport (2) dit « Rapport préliminaire », résumant l'actif et le passif de la Compagnie, avec ses conclusions sur les causes de son insolvabilité. Il peut parfois déposer un Second Rapport dit « Rapport complémentaire », lorsqu'il relève des fraudes à la charge des personnes qui ont pris part à la constitution ou à la gestion de la Compagnie.

Le Séquestre Officiel ou le Liquidateur arrête la liste des créanciers et celle des « contribuables » (3) de la Compagnie, réalise

(1) Art. 181, C. A.

(2) Art. 182.

(3) Chacun des associés d'une Compagnie en liquidation qui sont tenus de faire un apport (contribuer) à l'actif social est désigné dans la loi sous le vocable de *contributory*, que nous traduisons, faute de mieux, par « contribuable ». V. ci-dessous, p. 391.

l'actif, acquitte le passif, et règle les droits des « contribuables » entre eux. Il est surveillé et parfois aidé, dans ces diverses opérations par un Comité de Contrôle (*Committee of Inspection*).

Le Tribunal peut, dans certains cas, ordonner : a) l'interrogatoire public des Administrateurs et autres dirigeants de la Compagnie, afin qu'ils s'expliquent sur le rôle qu'ils ont joué dans la constitution ou l'administration des affaires de la Compagnie (1), et b) l'interrogatoire public ou privé, aussi bien des Administrateurs et dirigeants, que des fondateurs, ou autres personnes supposées détenir des biens de la Compagnie, ou susceptibles de fournir des renseignements intéressants sur les affaires sociales (2).

Le Board of Trade exerce un contrôle étroit sur la marche de la liquidation, et vérifie les comptes du Liquidateur (3). D'autre part, malgré le caractère collectif de la procédure et le rôle représentatif du Liquidateur, toute personne intéressée peut s'adresser librement et individuellement au Tribunal pour défendre ses intérêts ou pour faire lever les doutes ou trancher les difficultés qui peuvent se présenter au cours de la liquidation (4).

A la clôture de liquidation, le Tribunal prononce la dissolution de la Compagnie (5), et la Compagnie est alors radiée du Registre par le Registrar des Compagnies. Son existence juridique prend ainsi fin, sauf toutefois révocation de la dissolution, sur preuve des justes motifs dans un délai de 2 ans (6).

1) Art. 216.

2) Art. 214.

3) Art. 193 et s.

4) Art. 252.

5) Art. 221.

6) L'art. 294. L'écart considérable qui sépare les deux délais accordés aux intéressés pour venir solliciter la révocation, — 20 ans, d'après l'art. 295 (ci-dessus, p. 298), et 2 ans, d'après l'art. 294 — s'explique par le fait que la *radiation* (de l'art. 295) s'effectue *administrativement*, sans que les tiers soient entendus, tandis que la *dissolution* (de l'art. 294) est prononcée *judiciairement* ou *quasi-judiciairement*, tous les intéressés ayant la faculté de présenter leurs objections, soit devant le Tribunal (art. 221), soit aux Assemblées générales (art. 236, 245). V. ci-dessous, p. 447.

II. — *La Liquidation Volontaire ou Consensuelle* (« *Voluntary Winding-up* ») — A la différence de la précédente, la Liquidation Volontaire n'est pas l'œuvre du Tribunal. Elle résulte 1° au cas d'une Compagnie encore *solvable*, de l'accord des associés, exprimé sous forme d'une résolution de leur Assemblée Générale ; 2° au cas où la Compagnie est *insolvable*, de la résolution de l'Assemblée Générale des Associés, approuvée, expressément ou implicitement, par une Assemblée Générale des Créanciers.

La nouvelle Loi de 1929, en vue de permettre aux Créanciers d'intervenir pour la sauvegarde de leurs intérêts, a prévu deux formes de Liquidation Volontaire.

A) La première, dite « Liquidation Volontaire par les Associés » (*Members' Voluntary Winding-up*), est celle où les Administrateurs, estimant que la Compagnie est solvable et à même de faire face à tous ses engagements dans un délai d'un an, souscrivent une déclaration formelle dans laquelle ils consignent cette opinion. Ils la présentent ensuite à une Assemblée Générale des Associés qui est appelée à délibérer sur l'opportunité de la Liquidation Volontaire de la Compagnie.

Si l'Assemblée vote la mise en Liquidation Volontaire par une résolution spéciale (c'est-à-dire, par une majorité de $\frac{3}{4}$ des voix, après préavis de 21 jours), elle désigne un Liquidateur, dont elle fixe l'indemnité. Les Administrateurs sont, dès lors, dessaisis de leurs pouvoirs.

Si la liquidation dure plus longtemps que le délai d'un an prévu dans la Déclaration des Administrateurs, le Liquidateur doit soumettre, à la fin de chaque année, son compte de gestion à l'Assemblée Générale, ainsi qu'un compte de clôture, lorsque la liquidation est définitivement achevée. Il doit, en outre, envoyer aux fins d'enregistrement, procès-verbal de la dernière Assemblée au Registrar of Companies, avec une expédition de son compte de clôture. Trois mois après l'enregistrement, la Compagnie sera censée dissoute.

B) La « Liquidation Volontaire par les Créanciers » (*Creditors' Voluntary Winding-up*) est celle qui se produit lorsque les Administrateurs n'ont pas souscrit une déclaration attestant la solvabilité de la Compagnie. Ils sont alors tenus de convoquer, simultanément avec l'Assemblée Générale des Associés, appelée à délibérer

sur la mise en Liquidation Volontaire, une Assemblée Générale des Créanciers pour la mettre au courant de la situation financière de la Compagnie

Si la mise en Liquidation Volontaire est votée par l'Assemblée des Associés, chacune des deux Assemblées peut procéder à la désignation d'un Liquidateur. Le choix des créanciers l'emporte cependant, en cas de désaccord, sur celui des Associés, sauf décision contraire du Tribunal.

Chacune des Assemblées a aussi la faculté, à tout moment, de nommer un Comité de Contrôle, organe qui, avant la Loi de 1929, n'existait que dans la Liquidation Judiciaire (1).

Comme dans le cas précédent, la nomination du Liquidateur a pour effet, normalement, de dessaisir les Administrateurs de leurs pouvoirs.

Le Liquidateur présente ses comptes de gestion, à la fin de chaque année, à une Assemblée Générale des Associés et à une Assemblée Générale des Créanciers. Il en est de même du compte de clôture, dont il envoie une expédition, avec le procès-verbal de la dernière Assemblée des Associés et des Créanciers, dans la huitaine, aux fins d'enregistrement au Registrar of Companies. La dissolution résulte *de plano* de l'expiration d'un délai de 3 mois à partir de l'enregistrement du compte et du procès-verbal.

Dans une forme comme dans l'autre, la Liquidation volontaire conserve son caractère d'acte essentiellement consensuel, entre les Associés, dans le premier cas, entre les Associés et les Créanciers réunis, dans le second. Par suite, elle ne produit pas des effets identiques à ceux de la Liquidation Judiciaire. Ainsi, a) il n'y a suspension des poursuites, et nullité des saisies individuelles que si une ordonnance du Tribunal l'aura expressément décidé. Par contre, la Liquidation Volontaire arrête l'exploitation de l'entreprise sociale ; elle ne subsiste que dans la mesure où cela est absolument nécessaire pour la liquidation.

b) La Liquidation empêche, sauf autorisation du liquidateur, la cession des actions émises par la Compagnie, ainsi que tout autre acte susceptible de modifier le statut des actionnaires ;

(1) V. ci-dessous, p. 385.

Mais c) la personnalité juridique de la Compagnie, subsiste pendant la liquidation, jusqu'à la dissolution.

Dans l'ensemble, la Liquidation Volontaire, étant affranchie des formalités judiciaires, se caractérise par sa simplicité et son économie. Il n'y a, par exemple, aucun Etat de Situation à établir. Le Séquestre Officiel ne fait pas de Rapport au Tribunal ; son intervention, comme celle du Board of Trade, a un caractère facultatif et exceptionnel (par exemple, dans le cas où le Séquestre Officiel estime prudent, en vertu de l'art. 170 (2) de solliciter un jugement de Liquidation Judiciaire). Les Administrateurs et autres dirigeants de la Compagnie ne sont soumis à aucun interrogatoire *public*, mais le Tribunal peut, le cas échéant, ordonner leur interrogatoire *privé* (1). Et tout associé, créancier, ou Liquidateur peut s'adresser au Tribunal pour lui soumettre les doutes ou difficultés qui se présentent au cours de la liquidation (2).

III. — La « Liquidation sous la Surveillance Judiciaire » (*Winding-up under the supervision of the Court*) procède de deux premiers modes de liquidation, en ce que, débutant comme Liquidation Volontaire, elle se transforme, par la suite, à peu de choses près, en Liquidation Judiciaire. Le Tribunal peut à tout moment, à la demande d'une personne intéressée, ordonner (3) qu'une « Liquidation Volontaire en cours soit continuée sous la surveillance judiciaire ». A cet effet, il peut nommer un ou plusieurs Liquidateurs adjoints, pour collaborer avec le Liquidateur en fonctions.

Nous retrouvons ici, par conséquent, un mélange des caractères des deux autres modes de Liquidation : arrêt des poursuites individuelles (4), nécessité de l'approbation par le Comité de Contrôle, ou de l'homologation en justice des transactions (5), taxation obligatoire des frais et dépens, etc.

A la clôture de la Liquidation, la dissolution est prononcée par le Tribunal, à la demande du Liquidateur.

(1) Art. 214.

(2) Art. 252.

(3) Art. 256.

(4) Art. 177.

(5) Art. 191 (1) et 261 (1).

CHAPITRE PREMIER

CONDITIONS D'OUVERTURE DE LA LIQUIDATION

Il convient d'envisager successivement les conditions de fond et de forme de chacun des trois modes de Liquidation.

SECTION PREMIÈRE. — La Liquidation dite « Judiciaire » (*Winding-up by the Court* ou *Compulsory Winding-up*).

§ I. — Conditions de Fond. Motifs de la mise en Liquidation Judiciaire.

De même que le Bankruptcy Act, 1914, art. 1 (1), énumère les divers actes (*acts of bankruptcy*) qui sont susceptibles d'entraîner la déclaration de faillite d'une personne ou d'une *partnership* (1), l'art. 168 du Companies Act, 1929, énumère les faits qui peuvent donner lieu à la mise en Liquidation Judiciaire d'une Compagnie enregistrée. Il en est ainsi dans les cas suivants :

« 1° Si la Compagnie a décidé par résolution spéciale de se faire mettre en Liquidation Judiciaire.

« 2° Si le rapport prescrit par la Loi (*statutory report*) n'a pas été remis au Registrar of Companies, et si la première Assemblée (*Statutory Meeting*) n'a pas été tenue conformément à la Loi.

« 3° Si la Compagnie n'a pas commencé ses opérations dans le délai d'un an à partir de son incorporation, ou si elle les a suspendues pendant une année entière.

« 4° Si le nombre de ses associés devient inférieur à deux pour une Compagnie privée, et à sept, pour toute autre Compagnie.

« 5° Si elle se trouve dans l'impossibilité de payer ses dettes.

« 6° Si le Tribunal estime qu'il est juste et équitable de la mettre en liquidation. »

Deux autres dispositions de la Loi autorisent le Tribunal, dans l'exercice de ses pouvoirs discrétionnaires, à substituer la Liquida-

(1) V. ci-dessus, p. 110.

tion Judiciaire, à une Liquidation Volontaire ou à une Liquidation sous la Surveillance Judiciaire actuellement en cours. Aux termes de l'art. 255, en effet :

« La Liquidation Volontaire d'une Compagnie ne met pas obstacle au droit appartenant à un créancier ou à un contribuable de faire mettre la Compagnie en Liquidation Judiciaire, mais, au cas de demande formée par un contribuable, le Tribunal doit estimer que la Liquidation Volontaire serait préjudiciable aux contribuables ».

Et aux termes de l'art. 170 (2).

« Lorsqu'une Compagnie est en Liquidation Volontaire ou en Liquidation sous la Surveillance Judiciaire en Angleterre, une demande peut être présentée par le Séquestre Officiel attaché au Tribunal..... mais le Tribunal ne pourra ordonner la Liquidation Judiciaire que s'il lui est démontré que la Liquidation Volontaire ou la Liquidation sous la Surveillance Judiciaire s'avère impropre à sauvegarder les intérêts des créanciers et des contribuables ».

Enfin, la Loi de 1909 sur les Compagnies d'Assurances (8 Edw. 7, c. 49), art. 23, prévoit aussi la mise en Liquidation Judiciaire de ces Compagnies en cas d'infraction à certaines dispositions de cette Loi.

1° « Si la Compagnie a décidé par une Résolution Spéciale de se faire mettre en Liquidation Judiciaire ».

Ce premier motif (1) ne fait que traduire la volonté des associés eux-mêmes, quant au sort de leur entreprise. Vu la gravité de la décision qu'ils sont appelés à prendre, leur délibération doit revêtir la forme toute particulière d'une « résolution spéciale », dont les caractères ressortent des définitions suivantes contenues dans l'art. 117 de la Loi de 1929. L'Assemblée Générale peut prendre trois sortes de résolutions :

a) Une résolution « *ordinaire* », c'est-à-dire, votée à la simple majorité des voix présentes ou représentées.

(1) Art. 168, C. A. 1929.

b) Une résolution « *extraordinaire* ». Elle doit réunir les voix d'au moins $\frac{3}{4}$ en nombre des associés ayant droit d'assister à l'assemblée, et votant, soit en personne, soit, dans les cas où les procurations sont autorisées, par un mandataire. L'avis de convocation à l'assemblée doit indiquer la matière qui devait former l'objet de la résolution.

c) Une résolution « *spéciale* ». Elle est votée à la même majorité, et dans les mêmes conditions qu'une résolution « *extraordinaire* », mais l'avis de convocation, portant indication de la matière soumise à la délibération, doit être donné au moins 21 jours à l'avance, — ceci afin d'assurer un vote mûrement réfléchi de l'ensemble des intéressés (1). C'est pourquoi le législateur a jugé qu'une mesure de l'importance de la mise en liquidation ne pouvait être sollicitée qu'à la suite d'une résolution « *spéciale* ». Cependant, ce procédé est fort peu usité dans la pratique, à raison de ce qu'il fait double emploi avec la Liquidation *Volontaire*, qui est à la fois plus rapide et plus économique (2).

2° « Si le rapport prescrit par la Loi (*Statutory Report*) n'a pas été remis au Registrar of Companies, ou si la Première Assemblée (*Statutory Meeting*) n'a pas été tenue conformément à la Loi ».

Lorsqu'il s'agit d'une Compagnie « *publique* » (par opposition à une Compagnie « *privée* ») à responsabilité limitée, l'art. 113, afin d'instruire le plus tôt possible les associés de la situation de l'organisme qu'ils ont concouru à constituer, impose aux Administrateurs la double obligation :

(1) Les actes les plus importants de la vie d'une Compagnie nécessitent une *résolution spéciale*; ainsi, la modification de l'objet ou du but de la Compagnie (art. 5); la modification de ses statuts, notamment à l'effet de convertir une Compagnie « *publique* » en Compagnie « *privée* » (art. 10); la modification de la raison sociale (art. 19); le report de son capital non versé au compte des réserves (art. 49); la réduction du capital (art. 55); la mise en liquidation *volontaire* pour des motifs autres que l'insolvabilité, ou la consommation de la négociation (art. 225 (1)); la vente ou cession globale de l'actif contre attribution d'actions dans la Compagnie cessionnaire (art. 234).

(2) V. ci-dessous, p. 319.

1° de convoquer une Assemblée Générale des Associés, dans un délai de 1 à 3 mois à compter de l'enregistrement de la Compagnie ;

2° d'envoyer à chacun des associés, au moins 7 jours avant la date de la réunion de l'Assemblée, un Rapport signé de deux Administrateurs, avec indication :

a) du nombre total des actions réparties, en distinguant celles qui ont été entièrement libérées de celles qui ne l'ont été qu'en partie ou autrement qu'en espèces, et en spécifiant, en cas d'actions partiellement libérées, de combien elles l'ont été, et, dans tous les cas, la somme d'argent contre laquelle elles ont été allouées ;

b) du montant total reçu en espèces pour souscription d'actions, en observant la distinction sus-indiquée ;

c) des recettes de la Compagnie en capital (contre actions ou obligations) et des paiements effectués par elle. Cet état doit être arrêté huit jours avant la date du Rapport, et indiquer, sous des rubriques distinctes, les recettes de la Compagnie (actions, obligations ou autres sources), ses paiements, les sommes restées en caisse, et l'évaluation des frais de constitution de la Compagnie ;

d) des nom, prénoms, adresse, et profession de chacun des Administrateurs, des Vérificateurs des Comptes (*auditors*), des gérants, et du secrétaire ;

e) de tous détails relatifs aux contrats dont la modification doit être obligatoirement soumise à l'Assemblée, ainsi que le texte de la modification proposée à l'Assemblée ;

En ce qui concerne les renseignements qui figurent ci-dessus, aux numéros a), b) et c), le Rapport doit, en outre, être accompagné d'un certificat de leur exactitude, signé par les Vérificateurs de Comptes et un double doit en être envoyé au *Registrar of Companies* aux fins d'enregistrement.

Les dispositions relatives à ce Rapport et à cette Première Assemblée (qui répondent, en législation anglaise, aux mêmes buts que la Déclaration de Souscription et de Versement, et l'Assemblée Constitutive, prescrites par les art. 1 et 4 de la Loi française du 24 juillet 1867 sur les Sociétés) comportent une double sanction, à savoir : 1° une amende de £ 50, à l'égard des Administrateurs négligents, et 2° ce qui nous préoccupe pour le moment, la mise en Liquidation Judiciaire de la Compagnie. D'après l'art. 170 (1) (b), toutefois, seul un associé peut se prévaloir de ce motif, l'art.

113 ayant été édicté dans le seul intérêt des associés, et non pas dans l'intérêt des tiers : et le Tribunal peut (1) alors, au lieu de faire droit à la demande en prononçant l'ouverture de la Liquidation Judiciaire, accorder des délais de grâce pour le dépôt du Rapport et la convocation de la Première Assemblée, et condamner les Administrateurs personnellement, s'il y a lieu, au paiement des frais occasionnés par leur négligence.

3° « Si la Compagnie n'a pas commencé ses opérations dans le délai d'un an à partir de son incorporation, ou si elle les a suspendues pendant une année entière ».

Si elle n'a pas pendant une période assez longue (un an, par exemple) commencé les opérations en vue desquelles elle avait été constituée, il est à présumer, ou qu'elle y a renoncé, ou qu'elle a, en fait, cessé d'exister. Il n'y a, par suite, aucune raison pour qu'elle continue à figurer sur le Registre des Sociétés, il en est de même si, ayant commencé ses opérations, elle les a ensuite suspendues pendant la même durée.

Si, toutefois, ce retard ou cette interruption dans les affaires s'explique par des difficultés temporaires, et que la reprise régulière de l'exploitation paraît probable, le Tribunal hésitera à en prononcer la liquidation.

4° « Si le nombre de ses associés devient inférieur à deux, pour une Compagnie privée, et à sept, pour toute autre Compagnie ».

Un nombre minimum d'associés (deux, pour une Compagnie « privée » ; sept, pour une Compagnie « publique ») étant une condition essentielle pour la constitution et pour l'existence juridique de la Compagnie (2), il va de soi que celle-ci ne peut plus exister dès que cette condition fait défaut. D'ailleurs, sa Liquidation Judiciaire s'impose encore pour un autre motif ; la prolongation de l'existence sociale dans les conditions indiquées entraîne, en effet, pour les associés, aux termes de l'art. 28 C. A., la déchéance de leur responsabilité limitée, et chacun d'eux est désormais tenu du passif social sur tous ses biens personnels.

(1) Art. 171 (2).

(2) Art. 1 (1), C. A. 1929.

5° « Impossibilité de payer ses dettes ».

Il y a là un motif très fréquemment invoqué dans la pratique. Le législateur, poursuivant son but d'assimilation de la Liquidation à la faillite, a créé des présomptions légales d'insolvabilité à l'encontre d'une Compagnie, comme il a fait rentrer dans les *acts of bankruptcy* des faits qui constituent des indices d'insolvabilité à l'égard d'une personne ou d'une *partnership* (1). Aux termes de l'art. 169 du Companies Act, 1929 :

« Une Compagnie sera censée être dans l'impossibilité de payer ses dettes :

« 1° si un créancier, originaire ou cessionnaire, dont elle est débitrice d'une somme exigible supérieure à £ 50, lui a signifié à son siège social une mise en demeure à l'effet de payer la dite somme, et que la Compagnie est restée trois semaines sans s'acquitter envers lui, et sans conclure avec lui aucune transaction ni lui fournir aucune garantie de paiement (1) ;

« 2° si, en Angleterre ou dans l'Irlande du Nord, une voie d'exécution ayant été pratiquée à la suite d'un jugement au profit d'un créancier de la Compagnie, procès-verbal de carence a été dressé ;

« 4° s'il est démontré au Tribunal que la Compagnie se trouve dans l'impossibilité de payer ses dettes. En appréciant si une Compagnie peut ou ne peut pas payer ses dettes, le Tribunal devra tenir compte de ses dettes et engagements tant présents que ceux à venir ou éventuels ».

C'est à ce dernier alinéa 4° qu'on recourt le plus souvent pour faire la preuve de l'état d'insolvabilité de la Compagnie. On démontre qu'une créance déterminée, malgré des demandes réitérées de paiement, n'a pas encore pu être acquittée, d'où la présomption de l'impossibilité *générale* pour la Compagnie de faire face à ses engagements. La Compagnie pourrait, toutefois, combattre la présomption en contestant, soit l'existence même de la créance, soit sa validité, au point de vue légal (2).

Les Companies Acts depuis 1907 (3), à l'imitation de la

(1) Cp. art. 1 (1) (g), *Bankruptcy Act*, 1914 ; et ci-dessus, p. 110.

(2) *Re Gold Hill Mines* (1883), 23 Ch. D., 210.

(3) W. aujourd'hui art. 261, C. A. 1929, et ci-dessous, p. 320 et 428.

Loi sur les faillites de 1883 (art. 37) (1), admis au passif les « dettes et engagements futurs et éventuels » (telles que des rentes viagères dues en vertu des polices d'assurances), il était logique de les faire entrer aussi en ligne de compte pour l'appréciation de la solvabilité de la Compagnie, au seuil même de la procédure.

6° « Si le Tribunal estime qu'il est juste et équitable de la mettre en liquidation ».

La phrase « juste et équitable », que nous avons déjà rencontré dans l'art. 35 (f) du Partnership Act, 1890 (2) et que nous retrouvons ici, bien qu'elle paraisse à première vue ne donner lieu à aucune controverse, a cependant, dès l'origine, suscité des difficultés d'interprétation. Elle est, en effet, d'une imprécision voulue, destinée à élargir les pouvoirs d'appréciation du Tribunal.

La jurisprudence tendait, dans les premiers temps (de 1844 à 1897) à appliquer la phrase d'après la règle, bien connue en Droit anglais, de *ejusdem generis*, ou *noscitur a sociis* (3), c'est-à-dire, en lui attribuant un sens proche des cas visés aux alinéas précédents, — ce qui avait pratiquement pour effet de restreindre les pouvoirs d'appréciation du Tribunal. Ainsi, il fut jugé que la mauvaise gestion des Administrateurs ne pouvait être invoquée comme un moyen rendant la liquidation « juste et équitable », car on pouvait facilement y remédier en remplaçant les Administrateurs

(1) V. aujourd'hui art. 30, B. A. 1914, et ci-dessus, p. 247 et s.

(2) V. ci-dessus, p. 76.

(3) Voici un exposé de ce que comporte la règle dite *ejusdem generis* ou *noscitur a sociis*, en Droit anglais. — « Lorsque plusieurs mots, susceptibles de significations analogues, se trouvent réunis, *noscuntur a sociis* ; on les interprète comme ayant été employés dans un sens proche l'un de l'autre. Ils déteignent, pour ainsi dire, les uns sur les autres, le mot le plus général prenant le sens restreint de celui qui est moins général. Mais c'est l'emploi d'un terme général à la suite d'un ou de plusieurs termes moins généraux *ejusdem generis* qui offre l'exemple le plus fréquent de la règle *generi per speciem derogatur*. Le mot général qui suit des mots particuliers de la même catégorie leur emprunte leur signification et est présumé restreint au même genre (*genus*) que ceux-ci ; autrement dit, il est interprété de façon à ne pas comprendre que des choses du même genre que celles précédemment désignées. » (Maxwell, *Interpretation of Statutes*, pp. 461-468).

fautifs, sans pour cela mettre un terme à l'existence de la Compagnie (1). Cette interprétation restrictive, qui allait à l'encontre même du but du législateur, était d'autant plus illogique que le texte même du dernier alinéa de l'art. 168, où se trouvait l'expression « juste et équitable », se rapportait nettement à l'opinion du Juge, alors que les alinéas précédents prescrivaient les conditions indispensables pour la recevabilité de la demande. Aucun principe juridique ne pouvait donc venir entraver la liberté d'opinion du Juge en lui imposant les limites indiquées par les alinéas précédents. Aussi depuis 1897, la jurisprudence (2) s'est-elle orientée vers une interprétation plus large, et aussi plus simple, de l'expression permettant ainsi au Juge d'apprécier, en toute liberté, les circonstances de chaque espèce, en s'inspirant de la justice et de l'équité. Il peut même prononcer l'ouverture de la liquidation dans des hypothèses exorbitantes du cadre des cinq autres alinéas de l'article. Voici, en résumé, d'après cette nouvelle interprétation, les diverses hypothèses où la Liquidation Judiciaire s'impose à raison de ce qu'elle est « juste et équitable » à l'égard de tous les intéressés.

a) Lorsque le *substratum* de la société, la base essentielle et fondamentale de son existence, a disparu. Pour connaître le véritable *substratum* d'une Compagnie, son but primordial, il faut se reporter, non seulement à ses statuts (*Articles of Association*) et à l'acte de société (*Memorandum of Association*), mais aussi aux prospectus qui ont été distribués au public lors de sa constitution, et à toutes les circonstances qui ont entouré la naissance de la Compagnie. Ainsi, dans une espèce où les actes constitutifs avaient en vue comme objet de la Compagnie l'acquisition et l'exploitation d'une mine déterminée, alors que cette mine était épuisée ou était demeurée introuvable, la Cour d'Appel décida que, l'objet n'étant plus réalisable, le *substratum* de la Compagnie pouvait être considéré comme évanoui, et que « la justice et l'équité » commandaient la Liquidation Judiciaire de la Compagnie, même à l'encontre

(1) *Anglo-Greek Steam Co.*, (1886), 2 Eq. 1.

(2) *Re Australian Joint Stock Bank* (1897), W. N. 48; *Re Sailing Ship Kentemere Co.* (1897), W. N. 58; *Re Amalgamated Syndicate* (1897), 2 Ch. 600.

des désirs de la majorité des actionnaires (1). Il en est de même lorsque rien ne permet plus d'espérer que le contrat ou toute autre opération (telle, l'obtention d'un brevet d'invention) en vue desquels la société a été fondée, puissent encore être réalisés (2).

b) Lorsque la Compagnie a été fondée en vue d'opérations de pur hasard et de spéculation (« Bubble Company », du genre de celles qui se formaient au début du XVIII^e siècle) (3), et non pas pour se livrer, de bonne foi, à un commerce sérieux et légitime (4).

c) Lorsque le mode de constitution et d'exploitation de la Compagnie laissent entrevoir des desseins illicites, ou même frauduleux, de la part des fondateurs et des dirigeants. Il importe, alors dans l'intérêt général, d'ordonner des mesures d'instruction afin de tirer au clair ces agissements (5).

d) Lorsqu'une mésintelligence profonde divise les Administrateurs, et entrave sérieusement la gestion des affaires sociales (6).

e) Lorsque le capital est entièrement épuisé.

f) Lorsqu'un des principaux sociétaires, étant détenteur de la plupart des actions, refuse obstinément de communiquer aux autres les comptes et les bilans relatifs à l'exploitation sociale, ou de distribuer des dividendes (7).

7° Le Séquestre Officiel. Le pouvoir conféré par l'art. 170 (2) au Séquestre Officiel d'intervenir pour requérir la conversion d'une

(1) *Re Haven Gold Mining Co* (1881), 20 Ch. D. 151; *Re Red Rock Gold Mining Co* (1889), 61 L. T. 785; *Coolgardie Consol. Gold Mines* (1897), 76 L. T. 269.

(2) *Blériot Manufg. Aircraft Co* (1916), 32 T. L. R. 253; *German Date Coffee Co* (1882), 20 Ch. D. 169.

(3) V. ci-dessus, pp. 44, 45.

(4) *Anglo-Greek Steam Co* (1866), 2 Eq. 6; *London & C. Coal Co* (1866), 3 Eq. 355.

(5) *Re Krasnapolsky Restaurant Co* (1892), 3 Ch. 174; *T. E. Brinsmead & Sons* (1897), 1 Ch. 45 et 406; *Peruvian Amazon Co* (1913), 29 T. L. R. 384.

(6) *Yenidje Tobacco Co* (1916), 2 Ch. 426; *American Pioneer Leather Co* (1918), 1 Ch. 556.

(7) *Loch v. Blackwood, Ltd.* (1924), A. C. 783.

Liquidation Volontaire en Liquidation Judiciaire ou sous la Surveillance Judiciaire n'est qu'une manifestation de sa double qualité de délégué du Board of Trade et d'agent judiciaire (*officer of the Court*), tant en ce qui concerne la liquidation des Compagnies, que les faillites (1). Ce pouvoir d'intervention est, cependant, rarement utilisé dans la pratique (2).

8° Tout créancier ou « contribuable », peut, à titre individuel, pendant le cours d'une Liquidation Volontaire, solliciter la transformation de celle-ci en Liquidation Judiciaire ; mais alors que le *contribuable*, par cela même qu'il ne vient au partage de l'actif que s'il reste quelque chose après paiement du passif, est tenu de faire la preuve de ce qu'il est lésé par la Liquidation Volontaire en cours, le *créancier* est, au contraire, d'après la nouvelle rédaction de l'art. 255 dans le C. A. 1929, dispensé de cette preuve. Il est recevable, de plein droit, à requérir la Liquidation Judiciaire.

9° Les Compagnies d'assurances de toute sorte (sur la vie humaine, contre incendie, accidents, etc.), enregistrées conformément aux Companies Acts, sont assujetties, quant à leur liquidation aussi, aux dispositions particulières de ces Lois, modifiées par l'Assurance Companies Act, 1909. Et l'art. 23 de cette dernière Loi, entre autres, prévoit un nouveau cas de liquidation, en disposant qu'une Compagnie d'assurances peut être mise en liquidation si dans un délai de 3 mois après avertissement du Board of Trade, elle n'exécute pas certaines obligations légales.

(1) V. ci-dessus, p. 191 et s.

(2) Les recueils de jurisprudence ne rapportent qu'une seule espèce (*Jubilee Sites Syndicate* (1899), 2 Ch. 204), où la Liquidation Judiciaire fut substituée à la Liquidation Volontaire sur l'initiative du Séquestre Officiel. Dans une autre espèce, *Re Industrial Contract Corporation* (1899), le Séquestre Officiel intervint à seule fin de provoquer l'*interrogatoire public* (mesure d'instruction qui n'existe pas dans les Liquidations Volontaires) des administrateurs (art. 216). Le Tribunal fit droit à sa demande, et l'*interrogatoire public* eut lieu séance tenante.

§ 2. — Conditions de Forme

Par cela même que la Liquidation Judiciaire est l'œuvre de la justice, il importe d'indiquer d'abord, les juridictions compétentes (ainsi que les limites de leur compétence) et, ensuite, les moyens par lesquels elles sont saisies, à l'effet d'ouvrir la procédure de liquidation.

A) Les Juridictions Compétentes

Nous retrouvons ici les mêmes juridictions que pour la liquidation des *partnerships* simples (1). Le *Companies Act*, 1929, art. 163, a toutefois apporté en cette matière des modifications importantes aux attributions des juridictions de premier degré, La *High Court*, les Tribunaux de Comté (*County Courts*), et les *Chancery Courts* des Comtés Palatins de Durham et Lancashire.

Les *County Courts*. — Le *Companies Winding-up Act* de 1890 (53 et 54 Vict. c. 63), en vue de mettre la procédure de la liquidation à la portée des Compagnies qui opéraient en province, attribua pour la première fois compétence aux Tribunaux de Comté, compétence limitée, toutefois, aux seules Compagnies ayant leur siège social (*registered office*) dans leur ressort, et dont le capital versé n'excédait pas £ 10.000. En outre, les juridictions dénommées « *Stannaries Courts* » (2), qui avaient une compétence exceptionnelle dans les régions minières de Cornwall, furent abolies en 1896, et l'intégralité de leurs fonctions et de leur compétence fut attribuée aux *County Courts* ordinaires du Comté de Cornwall.

Les *Chancery Courts* de Durham et de Lancashire. — La compétence de la *Chancery Court* de Lancashire, quant aux Compagnies ayant leur siège social dans son ressort territorial, remonte à une Loi de 1850 (13 et 14 Vict. c. 43) ; celle de la *Chancery Court* de Durham, à une Loi de 1889 (52 et 53 Vict. c. 47). Cette compétence, avant le *Companies Act*, 1929, n'était, ni dans un cas ni dans l'autre, exclusive, car, dès que le capital versé de la Compa-

(1) *IV*. ci-dessus, p. 71 et s.

(2) Du latin *stannum*, étain. L'origine de ces juridictions remonte, d'après certains auteurs, à une époque bien antérieure à la Charte de 1305, qui ne fit que les reconnaître formellement.

gnie dépassait le chiffre de £ 10.000, la *High Court* était également compétente (1).

Cette attribution concurrente de compétence donnait lieu, d'ailleurs, à des complications et à des anomalies fâcheuses. Ainsi : 1° l'art. 131 de la Loi de 1908, auquel nous venons de faire allusion, a) attribuait, d'une façon générale, compétence exclusive à la *High Court* lorsque le capital versé dépassait £ 10.000 ; b) si, toutefois, pendant les six mois antérieurs à la présentation de la demande en liquidation, le siège social se trouvait dans le ressort de la Cour Palatine, cette dernière avait, avec la *High Court* une compétence égale et concurrente ;

2° lorsque le capital versé de la Compagnie n'atteignait pas £ 10.000, et que son siège social était fixé dans le ressort d'une *County Court* compétente à tous autres égards, cette *County Court* avait compétence exclusive ;

3° lorsqu'il s'agissait d'une Compagnie minière opérant dans les régions des « Stannaries », quel que fut le chiffre du capital versé, ou le lieu du siège social, les *Stannaries Courts* avaient compétence exclusive.

Il en résultait que, si la *High Court* avait, la plupart du temps, compétence *exclusive* pour la liquidation des Compagnies enregistrées en Angleterre, dans certains cas elle n'avait qu'une compétence *concurrente* avec d'autres juridictions, et que, dans une troisième catégorie de cas encore, elle n'était point compétente du tout. Cette répartition des compétences, illogique dans le principe, était loin de donner satisfaction dans la pratique. Basée sur le seul chiffre du capital versé, elle ne tenait compte ni de la valeur de l'actif social (qui peut souvent dépasser de beaucoup le capital), ni du caractère et de la difficulté des questions juridiques soumises à la décision de ces juridictions. Or, l'examen de ces questions requiert parfois une expérience et une formation professionnelle toute particulière, que ne possédaient pas toujours les juges proposés aux juridictions de province. Aussi, l'art. 163 du *Companies Act*, 1929, a-t-il remédié à cette situation en posant le principe de la compétence absolue de la *High Court* pour toute l'Angleterre

(1) Art. 131 du *Companies (Consolidation) Act*, 1908.

pour tout ce qui concerne une Compagnie enregistrée dans le pays. Les autres juridictions n'ont qu'une compétence accessoire et concurrente avec elle. Ainsi :

a) les *Chancery Courts* des Comtés Palatins ont compétence concurremment avec la *High Court* pour la liquidation de toute Compagnie ayant son siège social dans leurs ressorts respectifs (1)

b) lorsque le capital social versé n'excède pas la limite de £ 10.000, et que le siège social se trouve dans le ressort territorial d'une *County Court* compétente en matière de faillites (2), celle-ci est désormais (sauf décret contraire du Lord Chancelier) investie d'une compétence concurrente avec celle de la *High Court* (3) ;

c) de même, dans le cas où primitivement les *Stannaries Courts* avaient compétence exclusive, la *County Court* de Cornwall a désormais compétence concurremment avec la *High Court* (4).

Un second principe domine encore l'attribution des compétences. Toute juridiction en Angleterre qui a compétence pour la liquidation d'une Compagnie est, dans l'exercice de cette compétence, investie de tous les pouvoirs et de toutes les attributions de la *High Court*. Ainsi, une *County Court* qui est compétente pour prononcer l'ouverture de la liquidation peut connaître de toutes questions qui s'y rattachent, par exemple, de l'annulation (5) des actes de « préférence frauduleuse » (6) ou de « charge flottante » (7).

La compétence de la *High Court* est exercée par le Juge de la *Chancery Division* qui est préposée aux faillites (8). Les instances en faillite, autrefois attribuées à la *King's Bench Division* ont été, depuis le 15 août 1921, portées au rôle de la *Chancery Division* (9),

(1) Art. 163 (2).

(2) V. art. 96 (2), *Bankruptcy Act*, 1914.

(3) Art. 163 (3) et (5).

(4) Art. 163 (4), 375, 380 (1).

(5) *Re F. & E. Stanton* (1928), 1 K. B. 464.

(6) V. ci-dessous, p. 357 et art. 265.

(7) V. ci-dessous, p. 357 à 359, et art. 266.

(8) Art. 164.

(9) V. ci-dessus, p. 120.

de sorte que les faillites des *partnerships* et les liquidations des *Companies* sont, à l'heure actuelle, centralisées entre les mains de la même autorité judiciaire, comme elles relèvent administrativement du même Ministère, le *Board of Trade*.

Toutes les juridictions ci-dessus indiquées tiennent, en outre, de l'art. 165, soit à la demande des intéressés, soit d'office, de larges pouvoirs de renvoi des affaires pendantes de l'une à l'autre d'entre elles.

En Ecosse, la *Court of Session* est la juridiction suprême, et universelle (correspondant à la *High Court* anglaise). Elle a la faculté, après avoir prononcé le jugement d'ouverture de la liquidation, de renvoyer l'affaire devant le *Lord Ordinary*.

Les juridictions des degrés supérieurs en Angleterre sont celles que nous avons précédemment (1) indiquées pour les *partnerships*, et les règles générales (2) qui régissent l'appel en matière civile (*Rules of the Supreme Court, Orders LVIII et LIX*) sont applicables à la liquidation des Compagnies.

B) *Les Modes de Saisine du Tribunal.*

La question de savoir par quels moyens les diverses juridictions compétentes peuvent être amenées à statuer sur l'opportunité de la mise en liquidation d'une Compagnie, comporte la détermination des personnes qui ont qualité pour former la demande, et l'examen des différentes formalités de procédure.

I. — *Qui peut provoquer le jugement d'Ouverture ?*

Aux termes de l'art. 170 (1) de la Loi, la demande en Liquidation Judiciaire d'une Compagnie peut être adressée au Tribunal par la Compagnie elle-même, par un ou plusieurs créanciers (encore que leurs créances ne soient que conditionnelles ou éventuelles), par un ou plusieurs « contribuables », ou, enfin, par toutes ces catégories de personnes réunies. En outre, nous savons (3), que d'après l'art. 170 (2), lorsqu'une Compagnie est en Liquidation

(1) V. ci-dessus, p. 72.

(2) V. ci-dessus, p. 36.

(3) V. ci-dessus, p. 306.

Volontaire ou sous la Surveillance Judiciaire en Angleterre, le Séquestre Officiel attaché au Tribunal a aussi le droit, dans l'intérêt général, de former la demande en Liquidation Judiciaire.

Reprenons successivement chacune de ces catégories de personnes :

1° La Compagnie elle-même peut présenter la demande par l'organe de ses Administrateurs, ou au cas où elle serait déjà en Liquidation Volontaire) de son Liquidateur. Ces personnages doivent avoir été régulièrement autorisés à cet effet par une résolution de l'Assemblée Générale des associés. Dans la pratique, la Compagnie s'offre rarement le luxe d'une Liquidation Judiciaire, car la Liquidation Volontaire atteint, en général, le même but, mais avec beaucoup moins de frais et plus de rapidité (1). Il se peut, toutefois, que le Conseil d'Administration, à raison de l'insolvabilité de la Compagnie, ou bien, d'une mésintelligence absolue entre les Administrateurs, préfère laisser l'autorité judiciaire se charger de toute la procédure de la liquidation, plutôt que de la confier aux soins des actionnaires ou des créanciers. Parfois même, les Administrateurs recourent à une combinaison intermédiaire. Ils s'arrangent avec un créancier complaisant pour qu'il dépose une demande en Liquidation Judiciaire, en attendant qu'ils procèdent, de leur côté, à la convocation d'une Assemblée Générale à l'effet de voter la mise en Liquidation Volontaire, en sorte qu'au jour de l'audience, la Liquidation Volontaire déjà votée sera convertie en Liquidation sous la Surveillance Judiciaire (2).

2° Bien plus nombreuses sont les demandes qui émanent des Créanciers. En effet, depuis la Loi de 1907, art. 28 (2), les « créanciers admissibles à la liquidation » comprennent même les créances conditionnelles ou éventuelles. Les catégories des créanciers qui peuvent solliciter la Liquidation Judiciaire ont donc été, par là même, étendue. D'après cet article, qui, à l'instar de l'art. 30 du *Bankruptcy Act*, 1914 (4), est le texte fondamental en ce qui concerne le règlement des dettes d'une Compagnie.

(1) V. ci-dessus, p. 307.

(2) Art. 256, *Companies Act*, 1929.

(3) Aujourd'hui reproduit dans l'art. 261, C. A. 1929. V. ci-dessous, p. 428.

(4) V. ci-dessus, p. 247 et s.

« Dans toute liquidation (sous réserve, au cas de Compagnies insolvable, de l'application, conformément à la présente Loi, des dispositions de la Loi sur les faillites) toutes créances éventuelles, et toutes réclamations contre la Compagnie, soit présentement exigibles, soit à terme, d'une somme certaine et liquide, ou bien des dommages-intérêts, sont admises à production contre la Compagnie. Mais une estimation équitable doit, aux fins de cette production, être faite, dans la mesure du possible, de la valeur des créances et des réclamations qui sont sujettes à condition, ou qui se réfèrent à des dommages-intérêts, ou qui, pour toute autre raison, ne sont pas liquides ».

L'art. 164 (4) répond à la même idée, nous avons déjà eu l'occasion de le faire remarquer (1), en disposant que les « créances mêmes éventuelles ou futures » (*contingent and prospective liabilities*) entrent en ligne de compte dans l'appréciation par le Tribunal de l'état de solvabilité ou d'insolvabilité de la Compagnie, et de l'opportunité d'ouvrir la Liquidation Judiciaire. D'une façon générale, on peut affirmer qu'est « créancier » et, par suite, a qualité pour requérir la mise en Liquidation Judiciaire celui qui a des droits pécuniaires ou patrimoniaux, et susceptibles d'évaluation en argent, à faire valoir à l'encontre de la Compagnie ou de l'actif social. La demande de mise en Liquidation Judiciaire devient, par là même, un moyen propre et légitime de recouvrement des créances.

Mais le droit, en apparence très large, qui est ainsi conféré aux créanciers, est atténué par la restriction qui figure à l'art. 170 (1) (c), et en vertu de laquelle une demande formée par un créancier éventuel ou futur (2) ne peut être inscrite au rôle d'audience du Tribunal que si le créancier-demandeur a) consigne les frais, et b) administre des preuves *primâ facie* suffisantes pour démontrer le bien-fondé de sa demande.

(1) V. ci-dessus, p. 311.

(2) Ainsi, un obligataire (*debenture-holder*) dont le titre ne comporte pas l'exigibilité immédiate de sa créance; *Chapel House Colliery Co* (1883), 24 Ch. D. 259; *Olathe Silver Mining Co* (1884), 27 Ch. D. 278.

A la différence de la procédure de la faillite (1), un créancier peut requérir la Liquidation Judiciaire, quel que soit le chiffre de sa créance, et sans qu'il y ait lieu de distinguer s'il est créancier chirographaire ou hypothécaire (2), ni s'il est créancier originaire ou cessionnaire (3). Bien mieux, un tiers qui ne devient créancier que pendant le cours de la Liquidation Volontaire a qualité pour se présenter comme demandeur (4).

Mais, d'autre part, et à l'inverse, certaines personnes, bien qu'étant « créanciers » au sens large du mot, ne sont pas considérées par la jurisprudence comme ayant qualité pour requérir, aux termes de l'art. 170 (1), la mise en Liquidation Judiciaire. Ce sont, notamment : a) le créancier dont la créance fait l'objet d'une saisie-arrêt (5) ;

b) le vendeur d'immeubles non payé, tant que l'origine de son titre n'a pas été reconnu valable par l'acheteur ou son notaire (6) ;

c) la caution qui n'a encore déboursé aucune somme en exécution de sa garantie (7) ;

d) la personne qui prétend à des dommages-intérêts, dont la quotité n'a pas encore été liquidée par un jugement (8).

Quant aux créanciers dont les créances sont liquides et exigibles, non seulement leur demande est recevable, mais le jugement d'ouverture de la Liquidation Judiciaire est de plein droit, ou, suivant l'expression consacrée en jurisprudence anglaise, *ex debito*

(1) Art. 4 (1) (a), *Bankruptcy Act*, 1914. V. ci-dessus, p. 116.

(2) *Moor v. Anglo-Italian Bank* (1879), 10 Ch. D. 681 ; *Great Western Coal C^o* (1882), 21 Ch. D. 769 ; *Borough of Portsmouth Tramways C^o* (1892), 2 Ch. 362.

(3) *Re Paris Skating Rink* (1877), 5 Ch. D. 959.

(4) *Bank of South Australia* (1895), 1 Ch. 578.

(5) *Europeen Banking C^o* (1866), 2 Eq. 521.

(6) *Milford Docks C^o* (1883), 23 Ch. D. 292.

(7) *Kron Colliery C^o* (1882), 20 Ch. D. 442.

(8) *Pen-y-Van Colliery C^o* (1877), 6 Ch. D. 477. Mais un créancier qui a obtenu un jugement contre la compagnie, a qualité, malgré appel intimé, de requérir sa mise en liquidation judiciaire, ni l'appel ni le délai d'appel n'étant, en Droit anglais, en eux-mêmes suspensifs ; *Amalgamated Properties of Rhodesia* (1917), 2 Ch. 115.

justice (1). Les larges pouvoirs discrétionnaires du Tribunal apportent, toutefois, un tempérament à la forme absolue de cette règle, et d'après l'art. 288 de la Loi (2), les vœux et les avis de l'ensemble des intéressés (tant les associés que les créanciers), exprimés, s'il y a lieu, dans les délibérations de leurs Assemblées respectives, peuvent influencer sur l'appréciation du Tribunal, sans toutefois le lier. D'autre part, l'intérêt public et le souci de la moralité commerciale peuvent commander l'ouverture de la Liquidation Judiciaire, si les circonstances qui ont entouré la fondation ou la constitution de la Compagnie, ou l'émission par elle d'obligations ou d'autres titres semblent suspectes et appellent une enquête impartiale sous le contrôle de l'autorité publique (3). Dans cet ordre d'idées, il convient de citer deux dispositions (art. 171 (1) *in fine*, et art. 255, du C. A. 1929, qui mettent en relief le rôle du Tribunal comme gardien de l'intérêt général, et au-dessus des intérêts particuliers du demandeur.

ART. 171 (1) *in fine*. — « Le Tribunal ne doit pas refuser de prononcer un jugement ouvrant la Liquidation Judiciaire par cela seul que l'actif social se trouve hypothéqué pour une somme égale ou supérieure à sa valeur ou qu'il est même inexistant ».

ART. 255. — « La Liquidation Volontaire d'une Compagnie ne met pas d'obstacle au droit d'un créancier ou d'un contribuable d'en solliciter du Tribunal la Liquidation Judiciaire... ».

Titulaires de polices d'assurances. — Une Compagnie d'Assurances enregistrée conformément aux *Companies Act*, est par cela même, assujettie, pour sa liquidation, aux mêmes conditions que toute autre Compagnie. Le titulaire d'une police d'assurance émise par elle devrait logiquement pouvoir, en sa qualité de « créancier éventuel ou futur », au sens des art. 169 (4), 170 (1) et 261 précités, requérir sa mise en Liquidation Judiciaire. Mais

(1) *Bowes v. Hope Life Co* (1865), 11 H. L. C. 389 ; *West of Canada Oil Co* (1874), 17 Eq. 1 ; *Chapel House Colliery Co*, l. c.

(2) V. ci-dessous, p. 393.

(3) *Re Krasnapolsky Restaurant* (1892), 3 Ch. 174 ; *Re Clandown Colliery Co* (1915), 1 Ch. 369 ; *Re Crighton Coal Co* (1906), 2 Ch. 32.

une disposition spéciale (art. 15) de l'*Assurance Companies Act* de 1909, vient restreindre son droit à cet égard, en prescrivant que sa demande doit : a) réunir l'adhésion d'au moins 10 titulaires de polices d'une valeur globale de £ 10.000 (1) et b) être soumise préalablement à l'approbation du Tribunal ; c) La dite approbation ne sera accordée (suivant la règle prescrite par l'art. 170 (1) (c) pour tout « créancier éventuel ou futur ») qu'après consignation du montant des frais, et la production des preuves à première vue concluantes (*prima facie proof*). Ces restrictions ne font pas obstacle, cependant, semble-t-il, à ce qu'un seul créancier puisse obtenir la mise en Liquidation Judiciaire de la Compagnie, lorsque sa police est déjà arrivée à échéance, et que sa créance n'est plus, par conséquent, une créance « éventuelle ou future », mais bien exigible et certaine.

Le titulaire de *debentures* ou de *debenture-stock* (obligations) a qualité pour requérir la mise en Liquidation de la Compagnie, encore qu'il ait déjà procédé à la nomination d'un Séquestre (2), en vertu des art. 306 et s., *Companies Act*, 1929.

3° Un « contribuable » (*contributory*), terme spécial aux *Companies Acts*, et qui signifie un associé susceptible, en cas de liquidation de la Compagnie, d'être appelé à « contribuer », ou faire un apport de fonds, à la caisse sociale pour permettre au liquidateur d'acquitter le passif (3). Nous préciserons ultérieurement les conditions auxquelles est subordonnée cette obligation de compléter la mise. Qu'il nous suffise, pour le moment, de dire que le montant de cette part contributive dépend, d'une manière générale, lorsqu'il s'agit d'une Compagnie « limitée par actions », de la valeur nominale des actions qu'il possède, et, lorsqu'il s'agit d'une Compagnie « limitée par garantie », du chiffre auquel s'est engagé l'associé lors de la constitution de la Compagnie ; et qu'enfin, dans une Compagnie à responsabilité illimitée, ses « contributions » ou « apports » n'ont d'autre limite que le montant du passif.

(1) *British Equitable Bond Corporation* (1910), 1 Ch. 574.

(2) V. ci-dessous, p. 389 ; *Borough of Portsmouth Tramways* (1892), 2 Ch. 362.

(3) Art. 157, 158. V. aussi ci-dessous, p. 391 et s.

Le droit de requérir la Liquidation Judiciaire n'est, au fond, que la contre-partie de l'obligation de « contribuer » au passif, mais ce droit subit d'importantes restrictions.

1) L'actionnaire actuellement inscrit sur les Registres de la Compagnie, qui n'est pas souscripteur originaire de ses actions, ne peut, aux termes de l'art. 170 (1) (a), demander sa mise en liquidation que dans deux hypothèses :

a) lorsque le nombre total des actionnaires, au cas d'une « Compagnie privée » tombe au-dessous de deux, et, au cas d'une « Compagnie publique », au-dessous de sept, c'est-à-dire, dans un cas comme dans l'autre, au-dessous du nombre minimum requis pour l'existence légale de la Compagnie (1) :

b) lorsque les actions qui constituent son titre auront été en sa possession, et inscrites à son nom sur les Registres de la Compagnie, pendant, au moins, 6 mois, sur les 18 qui ont précédé le « commencement de la liquidation » (2), ou lui étoient par succession. Il y a là une disposition qui a pour but de prévenir les manœuvres par lesquelles des tiers de mauvaise foi se rendraient acquéreur des actions uniquement en vue de faire tomber la Compagnie grâce à la prépondérance de leurs votes, ou en faisant un usage abusif de leurs droits, afin de s'emparer ensuite de l'actif.

2) Les actions inscrites pendant cette période de 6 mois sur les 18 qui ont précédé le « commencement de la liquidation », au nom d'une femme mariée dont le mariage a eu lieu avant 1883, c'est-à-dire, avant l'entrée en vigueur du *Married Woman's Property Act*, 1882 (45 et 46 Vict. c. 75), donnent droit au mari, à condition qu'il soit lui-même actionnaire à titre personnel, de présenter une demande en Liquidation Judiciaire de la Compagnie (3). Ces réserves s'expliquent ici encore par le souci de déjouer les manœuvres d'accapareurs malveillants.

(1) Art. 1 (1), et 168 (4).

(2) D'après l'art. 175, la liquidation est censée, en principe, « commencer » rétroactivement du jour du dépôt de la demande au Greffe.

(3) Art. 162 et 170 (3) combinés.

3) Pendant longtemps, la jurisprudence (1) n'accueillait la demande d'un titulaire d'actions entièrement libérées qu'autant que son intérêt à la liquidation était démontré, c'est-à-dire, si les actionnaires pouvaient raisonnablement compter sur un dividende après l'acquittement du passif. Si, par contre, le demandeur se fondait sur le fait qu'il n'y avait plus d'actif, et que la mise en liquidation de la Compagnie était par suite « juste et équitable », au sens de l'art. 168 (6), il risquait d'être déclaré non-recevable, et d'être même condamné aux frais (2). Cette jurisprudence était, au fond, assez logique, car les actions étant, par hypothèse, entièrement libérées, et leur titulaire étant par suite déchargé de toute responsabilité, on ne voyait pas, au premier abord, quel intérêt il pouvait avoir à solliciter la liquidation de la Compagnie.

Mais des raisons d'ordre supérieur, telles que la recherche des causes qui ont amené la disparition de l'actif, et la nécessité de protéger l'épargne publique, justifient également la mise en Liquidation Judiciaire. C'est pourquoi l'art. 171 (1), rompant avec la jurisprudence primitive, et reproduisant l'art. 141 de la Loi de 1908, dispose que, même en l'absence ou en cas d'insuffisance de l'actif, il peut y avoir lieu à ouverture de la Liquidation Judiciaire.

4) L'actionnaire qui n'a pas répondu aux appels des versements n'est recevable à demander la Liquidation Judiciaire que dans des cas tout à fait exceptionnels. La recevabilité de sa demande pourrait même être subordonnée à la consignation à la Caisse des Dépôts et Consignations de l'arriéré dû, ou au dépôt d'un cautionnement (3).

Motifs dont peut se prévaloir un « contribuable ». — Étant donné que les « contribuables » disposent d'une juridiction interne (l'Assemblée Générale) pleinement compétente pour trancher toute difficulté susceptible de se produire dans la gestion de l'entreprise commune, et même pour prononcer, le cas échéant,

(1) *National Savings Bank Association* (1886), 1 Ch. 547; *Rica Gold Washing Co* (1879), 11 Ch. D. 36; *Diamond Fuel Co* (1879), 13 Ch. D. 400; *Doré Gallery* (1891), W. N. 98.

(2) *Kaslo Slovan Mining Corporation* (1910), W. N. 13.

(3) *Diamond Fuel Co*, loc. cit.; *Crystal Reef Gold Mining Co* (1892), 1 Ch. 408.

la Liquidation Volontaire, les Tribunaux accueillent rarement une demande en Liquidation Judiciaire présentée par un contribuable, et, en fait, de telles demandes ne sont pas très fréquentes.

Le motif le plus souvent invoqué par un contribuable, c'est que la liquidation est « juste et équitable » en raison de ce que « tout le substratum de la Compagnie a disparu » (1). En effet, si le but principal de la Compagnie ne peut plus être réalisé, on conçoit que l'associé veuille mettre un terme à l'existence d'une entreprise qui ne comporte pour lui que des risques (2).

Parfois aussi, le contribuable argue de la mauvaise gestion ou des fautes des Administrateurs pour affirmer que la Liquidation Judiciaire est « juste et équitable » (3). Mais la jurisprudence décide que l'appréciation de ce motif relève, en tout premier lieu, de l'Assemblée Générale ; c'est elle qui peut, à son gré, voter la Liquidation Volontaire ou autoriser une demande en justice, auquel cas, la « justice et l'équité » de la Liquidation Judiciaire se trouverait démontrée.

De même, la jurisprudence refusait autrefois à l'associé, lorsqu'une Liquidation Volontaire était en cours, le droit de présenter une demande en Liquidation Judiciaire, parce qu'il était lié par les décisions prises par la majorité de ses co-associés (4). On ne dérogeait à cette règle que dans les cas où il était démontré :

a) que la majorité était composée des personnes qui avaient agi uniquement dans leur propre intérêt, ou au mépris des droits de la minorité (5), ou bien, b) que le fonctionnement de la Liquidation Volontaire portait préjudice aux intérêts de l'associé deman-

(1) V. ci-dessus, p. 319.

(2) *Suburban Hotel Co* (1867), 2 Ch. 737; *German Date Co* (1882), 20 Ch. D. 169; *Haven Gold Co* (1882), 20 Ch. D. 151.

(3) *Professional Building Society* (1871), 6 Ch. 856.

(4) *Bank of Gibraltar* (1865), 1 Ch. 74; *Imperial Bank of China* (1866), 1 Ch. App. 339; *London & Mercantile Discount Co* (1865), 1 Eq. 277; *Doré Gallery, W. N.* (1891), 98.

(5) *Re Varieties* (1893), 2 Ch. 255; *Haycroft Gold Co* (1900), 2 Ch. 230; *Consolidated South Rand Mines Co* (1909), 1 Ch. 491 (profits occultes provenant de la liquidation volontaire qui avait pour but la reconstitution de la Compagnie).

deur (1). Ces tempéraments trouvèrent leur consécration définitive dans l'art. 197 du *Companies Act*, 1908 (aujourd'hui remplacé par l'art. 255, *Companies Act*, 1929) :

« La Liquidation Volontaire d'une Compagnie ne met pas obstacle au droit d'un contribuable de faire mettre la Compagnie en Liquidation Judiciaire, si le Tribunal estime que la Liquidation Volontaire sera préjudiciable aux contribuables. »

Il importe d'ajouter que toute convention, même par des clauses statutaires, à l'effet de restreindre ou de supprimer ce droit légal d'un associé de s'adresser à la justice pour demander la mise en liquidation de la Compagnie, est nulle, de plein droit (2).

4° Le Séquestre Officiel. Nous n'avons plus rien à ajouter ici sur le droit, auquel nous avons déjà fait allusion plus haut (3), pour ce fonctionnaire d'intervenir, dans l'intérêt général, pour demander la substitution de la Liquidation Judiciaire, ou sous la Surveillance Judiciaire, à une Liquidation Volontaire en cours.

II. — La Procédure en Justice.

La procédure de la Liquidation Judiciaire des Compagnies est en grande partie une réplique de celle de la faillite. Ce n'est pas d'ailleurs pour nous étonner, puisque la première Loi de 1844, consacrée à la liquidation (*Winding-up*) des Compagnies, fondait la procédure, à l'instar de la Loi sur les faillites, sur l'accomplissement de certains *acts of bankruptcy* (4).

A. — LES FORMALITÉS RELATIVES A LA DEMANDE se déroulent en plusieurs étapes :

1° *Forme ; Rédaction*. — La demande revêt la forme d'une Pétition (5), adressée au Juge préposé aux liquidations. Elle doit,

(1) *Re National Co for Distribution of Electricity* (1902), 2 Ch. 34 ; *Re Gutta Percha Corporation* (1900), 2 Ch. 665 (liquidation volontaire en vue de reconstitution, qui échoua).

(2) *Re Peveril Gold Mines* (1898), 1 Ch. 122.

(3) Pp. 313, 314.

(4) V. ci-dessus, p. 46.

(5) Art. 170 (1), C. A. 1929 ; Formules 4 et 5 du Règlement.

pour être recevable (1), contenir un exposé succinct de tout ce qui est de nature à faire ressortir le bien-fondé de la demande, et à amener, dans l'esprit du Juge, la conviction que la Liquidation Judiciaire s'impose, en fait comme en droit, pour la sauvegarde de tous les intérêts en jeu. Ainsi, un « contribuable » demandeur doit, par exemple, indiquer s'il se présente en qualité de souscripteur originaire d'actions ou d'acquéreur ayant acquis ses titres dans les six derniers mois (2). De même, une demande qui allègue en termes généraux, suivant la formule de l'art. 168 (6) précité, que « la mise en Liquidation Judiciaire de la Compagnie est juste et équitable », doit exposer, d'une manière concise mais précise, les faits d'où il tire cette allégation. Il en serait de même au cas où le demandeur se prévaudrait de fraudes ou de fautes de gestion des Administrateurs ou autres dirigeants de la Compagnie. Et si la Compagnie est déjà en Liquidation *Volontaire*, la demande doit préciser les faits et les raisons qui appellent une Liquidation Judiciaire.

2° *Présentation*. — La juridiction compétente est saisie de la demande par sa « présentation » ou son dépôt en triple exemplaire (dont un portant un timbre de £ 2) au Greffe (3). Le Greffier y inscrit immédiatement, au verso, le jour et l'heure qu'il lui assigne au rôle d'audience.

3° *Signification*. — Toute demande en Liquidation Judiciaire (hormis, bien entendu, celle qui est formée par la Compagnie elle-même) doit être portée à la connaissance de la Compagnie visée, afin de lui permettre, si elle le juge utile, de la contester. La signification se fait (4) : 1° à la personne, c'est-à-dire, par la remise d'une expédition de la demande entre les mains d'un actionnaire, d'un préposé, ou d'un employé de la Compagnie se trouvant au siège social, ou, si celle-ci n'a pas de siège social, à

(1) *Wear Engine Works* (1875), 10 Ch. 189; *Rica Gold Washing Co*, loc. cit.; *Wallingford v. Mutual Society* (1880), 5 A. C. 685.

(2) Art. 170 (1) (a).

(3) R. art. 26.

(4) R. art. 28.

son principal établissement, ou à l'adresse connue comme étant celle de son principal établissement ; 2) si aucun actionnaire, préposé, ou employé ne s'y trouve, par le simple dépôt de cette expédition au dit siège social ou principal établissement, suivant les cas ; 3) par la remise de l'expédition entre les mains de l'actionnaire, du préposé, ou de l'employé qui sera désigné par le Tribunal.

En outre, la demande qui a trait à une Compagnie déjà en Liquidation Volontaire, doit être signifié à son Liquidateur (1).

Après la signification, l'huissier ou la personne qui l'a effectuée, en dresse procès-verbal sous serment (*affidavit of service*, Form. 7 et 8).

4° *Publications* (R. art. 27). — Il importe aussi de porter la demande à la connaissance des créanciers et des associés de la Compagnie. A la différence de la demande en faillite, la demande en liquidation doit être publiée (à peine de radiation du rôle d'audience, ou de substitution d'un autre demandeur) (2), au moins 7 jours francs avant l'audience, à la diligence du demandeur ou de son avoué, par une insertion (3) dans la *Gazette*, et en plus, dans un journal quotidien de Londres ou de la ville où se trouve le siège social ou principal établissement de la Compagnie. L'insertion doit indiquer les noms, prénoms, et adresses du demandeur et de son avoué, et, à peine de nullité, contenir l'invitation expresse à ceux qui voudraient se présenter à l'audience pour appuyer la demande, ou pour s'y opposer, de faire connaître préalablement leur intention (4).

5° *Affirmation de la sincérité des faits exposés dans la Demande* (R. art. 29). — Afin de prévenir des demandes abusives ou même purement vexatoires, le demandeur est tenu, dans un délai de 4 jours à compter du dépôt de sa demande, de déposer également au Greffe un *affidavit* par lequel il déclare sincères et

1) Form. 8.

2) R. art. 36.

3) Form. 6.

4) R. art. 33.

véridiques tous les faits qui y sont articulés (1). C'est cet *affidavit* qui fera foi s'il n'est pas contredit par les personnes comparaissant à l'audience. Les *affidavits* contradictoires doivent être déposés au Greffe dans la huitaine, et signifiés au demandeur et à son avoué, ceux-ci ayant alors la faculté de déposer des *affidavits* par voie de replication dans les 3 jours suivants (2).

6° *Comparution devant le Greffier* (R. art. 32). — Nous n'avons pas encore épuisé toute la série de précautions par lesquelles la Loi a voulu écarter les demandes peu sérieuses. Il faut, en effet, que le demandeur se présente à nouveau, avant le jour de l'audience, au Greffe (sous peine de voir déclarer sa demande non-recevable) pour justifier :

a) des publications prescrites par l'art. 27 du Règlement ;

b) du dépôt des 2 *affidavits* sus-indiqués, l'un attestant la signification à la Compagnie (3), et l'autre affirmant la sincérité des déclarations contenues dans la demande (4) ;

c) d'une manière générale, de l'accomplissement de toutes les formalités légales ; ainsi notamment, si sa créance n'est qu'éventuelle ou future, la consignation du montant des frais et l'administration d'un commencement de preuve à l'appui de la demande (5).

7° L'affaire sera, dès lors, en état, et conservera au Rôle d'audience le rang que lui avait assigné le Greffier tout au début. Toutefois, une dernière formalité reste encore à accomplir. Le demandeur doit, avant l'audience, verser au dossier : a) une liste nominative des personnes qui lui ont fait connaître leur intention de se présenter à l'audience ; b) au cas où il n'aurait reçu aucun avis de cette sorte, une déclaration négative dans ce sens (6).

(1) Form. 9 et 10.

(2) R. art. 35.

(3) R. art. 28.

(4) R. art. 29.

(5) Art. 170 (1) (c), C. A. 1929.

(6) R. art. 34 ; Form. 13.

B. — L'AUDIENCE. — Les débats se déroulent, comme pour la faillite, en audience publique (1). Non seulement le demandeur et la Compagnie, mais aussi les créanciers et les « contribuables » de celle-ci, bref, tous ceux qui ont dûment signifié au demandeur leur intention de comparaître, ont le droit de s'y faire entendre, seuls ou assistés de leur avoués ou avocats.

Le Tribunal jouit d'une entière liberté d'appréciation, et peut, entre autres choses (2) :

a) faire droit à la demande, et prononcer l'ouverture de la Liquidation Judiciaire, ou, le cas échéant, de la Liquidation sous la Surveillance Judiciaire ;

b) débouter le demandeur, avec ou sans frais ;

c) ajourner la demande, soit purement et simplement, soit sous condition ;

d) rendre un jugement provisoire, ou tout autre jugement qu'il estime convenable.

Dans son appréciation, il tiendra compte, non seulement des vœux du demandeur, mais aussi de l'ensemble des intéressés (créanciers et « contribuables »). Il ordonnera, au besoin, avant de se prononcer définitivement, la convocation de leurs Assemblées Générales respectives pour faire apparaître leurs opinions, mais il n'est nullement lié par leurs délibérations (3). Au cas où la Compagnie paraît solvable, c'est évidemment à l'avis des seuls « contribuables », puisque ce sont eux qui sont le plus directement intéressés au sort de la Compagnie, que le Tribunal s'en rapportera ; dans le cas contraire, ce sera, par identité des motifs, l'avis des créanciers qui comptera. Le Tribunal veille aussi, indépendamment de la protection qu'il accorde à ces groupes d'intéressés, à la sauvegarde de l'intérêt public en général et de la moralité commerciale. Il n'hésitera pas, en conséquence, malgré l'insuffisance ou l'absence d'actif, à prononcer l'ouverture de la Liquidation

(1) R. art. 5 (1) (a), et 6 (1) (a).

(2) Art. 171 (1), C. A.

(3) Art. 288.

Judiciaire, s'il se trouve en présence de faits ou de transactions suspectes, qui appellent une enquête dans l'intérêt de l'épargne (1).

Le Jugement, Minutes, Signification, Publication. — Si le Tribunal rejette la demande, tout est naturellement fini, sauf appel possible par le demandeur. La Compagnie échappe à la liquidation, et est libre de reprendre son activité normale ; ou, si elle est en Liquidation Volontaire, le liquidateur en fonctions continue ses opérations. Rien n'empêche toutefois un autre intéressé de présenter une nouvelle demande, en invoquant des moyens et motifs nouveaux.

Mais, à supposer que le Tribunal ait donné suite à la demande et déclaré ouverte la Liquidation Judiciaire (ou bien, la Liquidation sous la Surveillance Judiciaire), il reste encore certaines formalités à accomplir, soit par le Greffier, soit par le Séquestre Officiel, pour faciliter la mise à exécution du jugement.

I. — Il incombe d'abord au *Greffier* de rédiger les minutes du jugement (2) à l'aide des pièces qui ont été fournies par le demandeur ou son avoué (3), ainsi que par ceux qui se sont présentés à l'audience. Le dispositif en est, en général, conçu de la manière suivante :

« Le Tribunal ordonne que la Compagnie X soit liquidée par ce Tribunal conformément aux dispositions du Companies Act, 1929, et il nomme le Séquestre Officiel attaché à ce Tribunal (3), liquidateur provisoire des affaires de la dite Compagnie ;

« Et il ordonne en outre que les frais du demandeur, ainsi que ceux de M.

(1) *Krasnapolsky Restaurant Co* (1892), 3 Ch. 174 ; *New Oriental Bank Corporation* (1892), 3 Ch. 563 ; *J. H. Evans & Co* (1892), W. N. 126 ; *General Phosphate Corporation* (1893), W. N. 142 ; *Medical Battery Co* (1894), 1 Ch. 444 ; *Alfred Melson & Co* (1906), 1 Ch. 841 ; *Bishop & Sons, Ltd.* (1900), 2 Ch. 254 ; *Crigglestone Coal Co* (1906), 2 Ch. 327 ; *Clandown Colliery* (1915), 1 Ch. 369.

(2) Form. 16.

(3) R. art. 38.

(4) Le nouvel art. 180 autorise le Tribunal, dans un but d'économie et de rapidité, à nommer comme liquidateur provisoire le Séquestre Officiel du Tribunal du ressort où la Compagnie avait son siège social ou principal établissement. V. ci-dessous p. 366.

et de N., créanciers de dite Compagnie, se rattachant à la poursuite de cette demande, soient taxés et payés sur l'actif de la dite Compagnie. »

Toute expédition des minutes délivrée aux fins de signification doit contenir l'avertissement suivant à l'adresse de la Compagnie et de ses dirigeants (1).

« Toute personne obligée en vertu de la Loi de préparer, seule ou avec le concours d'autres personnes, l'Etat de situation financière de la Compagnie, doit se tenir à la disposition du Séquestre Officiel au lieu et heures par lui indiqués, afin de lui fournir tous renseignements qu'il demandera. »

Le Greffier avise en même temps le Séquestre Officiel du prononcé du Jugement (2), pour qu'il prenne possession des biens appartenant à la Compagnie, le plus tôt possible, et lui envoie trois expéditions des Minutes (3).

II. — Le *Séquestre Officiel* attaché au Tribunal qui, par le seul effet de l'ouverture de la Liquidation, sans même qu'il soit expressément nommé dans le dispositif du jugement (4) devient, s'il n'y a pas eu d'autre nomination, *virtute officii*, Liquidateur Provisoire de la Compagnie (5), répartit ces trois expéditions de la manière suivante. Il en conserve une pour son propre dossier comme son titre exécutoire, afin de pouvoir prendre possession de l'actif social ; il en envoie une seconde, sous pli recommandé, à la Compagnie, et la troisième, au *Registrar of Companies* (6), fonctionnaire chargé de la surveillance générale de toutes les manifestations de la vie et de l'activité juridique d'une « Compagnie incorporée », depuis sa naissance jusqu'à et y compris sa dissolution.

Il envoie également avis du Jugement, aux fins de publication, a) au Board of Trade, pour insertion dans la Gazette, et b) directement aux journaux locaux (7).

(1) Art. 181 (2), C. A. ; R. art. 40.

(2) R. art. 37.

(3) R. art. 41 (1) (a).

(4) Art. 180, C. A. ; et v. ci-dessus, p. 191.

(5) Art. 185 (1), C. A.

(6) Art. 176.

(7) R. art. 41 (1).

LIQUIDATEUR INTÉRIMAIRE (*Provisional Liquidator*). — Dès la présentation de la demande, et sans attendre le jour fixé pour l'audience, le Tribunal peut, en cas d'urgence, et en vue de sauvegarder l'actif social, nommer un Liquidateur intérimaire (*Provisional Liquidator*). Là encore, il y a parallélisme entre les dispositions concernant les Compagnies (1) et celles qui se rapportent aux faillites (2). La demande interlocutoire à cet effet peut, comme la demande principale, être faite, soit par un créancier, soit par un contribuable, soit par la Compagnie elle-même.

Le Liquidateur intérimaire n'est pas nécessairement le Séquestre Officiel. Il peut être librement choisi par le Tribunal. Son mandat est restreint, tant dans sa durée que dans son étendue. Ses fonctions ne durent que jusqu'au jour du Jugement définitif qui intervient sur la demande principale. Le dispositif du Jugement interlocutoire qui le nomme délimite ses pouvoirs, et précise les biens qui sont confiés à sa charge (3).

SECTION II

LA LIQUIDATION DITE « VOLONTAIRE » OU « CONSENSUELLE » (*Voluntary Winding-Up*)

Ce mode de liquidation a été institué en 1856 (19 et 20 Vict. c. 47) par une réaction, en quelque sorte, individualiste contre les tendances excessives d'interventionnisme qui s'étaient manifestées dans la Loi de 1844 (7 et 8 Vict. c. 111). Il a fini par devenir, dans la pratique, le mode le plus populaire (4), répondant ainsi pleinement au vœu du législateur, qui a toujours estimé qu'il appartenait essentiellement aux associés eux-mêmes, mieux qualifiés, à cet égard, que toute autre personne, de veiller à la bonne gestion

(1) Art. 184, C. A.; R. de 1929, art. 31.

(2) Art. 8, B. A.; R. de 1915, art. 160 et s. V. ci-dessus, p. 126.

(3) R. art. 31.

(4) Voir la table de statistique, ci-dessus p. 299. Il convient de se rappeler qu'un grand nombre des Compagnies recourent à la Liquidation Volontaire dans le seul but de procéder à leur reconstitution.

de leur entreprise dans toutes les phases de sa vie juridique, dont la liquidation ne constitue qu'une des dernières étapes.

A la différence de la Liquidation Judiciaire, la Liquidation Volontaire n'est accessible qu'aux « Compagnies enregistrées », puisque le terme « Compagnie », qui se trouve dans le texte de l'art. 225, est limité, d'après l'art. 380, aux seules « compagnies constituées et enregistrées conformément à la présente Loi, ou aux compagnies actuellement existantes ». La Liquidation Volontaire est, en effet, une création spéciale du droit positif ; il était donc naturel que le législateur en ait restreint le bénéfice à certaines sociétés. Il ne l'étend notamment pas aux sociétés dont les actes constitutifs ou l'organisation interne sont, soit inconnus du public, soit en désaccord avec les principes traditionnels anglais. On ne peut, par conséquent, leur accorder une faculté de liquidation libre et autonome, sans risquer de porter une grave atteinte aux intérêts des tiers. Rien n'empêche ce genre d'organismes cependant, d'acquérir le droit à la Liquidation Volontaire, en se soumettant aux formalités d'enregistrement prescrites par le Titre IX (art. 321 à 326) (1).

BIFURCATION POSSIBLE EN DEUX FORMES. — Jusqu'à ces dernières années, c'est-à-dire, jusqu'aux Lois de 1928-1929, toute la procédure de la Liquidation Volontaire était presque exclusivement entre les mains des associés. Ils étaient maîtres d'en décider l'ouverture, comme ils désignaient librement leur Liquidateur, pourvoyaient à son remplacement, fixaient ses émoluments, l'habilitaient pour les actes d'une certaine gravité, vérifiaient ses comptes, et, d'une façon générale, surveillaient eux-mêmes, tant bien que mal, les diverses opérations se rattachant à la liquidation, dont ils faisaient leur affaire plutôt que celles de leurs créanciers. L'inconséquence de ce régime, qui durait depuis 1856 et tenait les créanciers absolument à la discrétion de leur débiteur, était d'autant plus frappante que les associés, parfois titulaires d'actions partiellement libérées, n'étaient intéressés au sort de la Compa-

(1) Cp. *Southall v. British Mutual Life Assurance Co* (1871), 6 Ch. App. 614 ; et l'art. 321 dit expressément que l'enregistrement ne sera pas nul par cela seul qu'il a été effectué en vue de mettre la Compagnie en liquidation.

gnie que dans la mesure où ils devaient faire face à leur obligation de compléter leurs mises. Par ailleurs, il arrivait assez souvent que le Liquidateur, tenant ses pouvoirs des seuls associés, et s'imaginant que les créanciers, déjà éprouvés par la perte de leurs capitaux, seraient peu enclins à consentir les frais de poursuites judiciaires contre les Administrateurs qui avaient provoqué la ruine de l'entreprise, s'abstenait de traduire ceux-ci en justice. Les dirigeants coupables restaient ainsi souvent impunis, et les sanctions pénales prévues par la Loi étaient rarement appliquées (1). Il y avait certes des correctifs dans le cadre même de la Loi, mais ils avaient une valeur plus théorique que pratique ; ainsi :

a) la Loi de 1900, art. 25 (actuellement reproduite dans l'art. 252) avait accordé au créancier le droit de réclamer individuellement auprès du Tribunal contre les actes du Liquidateur ; mais ce recours, par cela même qu'il entraînait des frais, ne pouvait guère être utilisé que dans des cas assez graves ;

b) la Liquidation sous la Surveillance Judiciaire était encore à la disposition des créanciers qui avaient à se plaindre de la marche de la Liquidation Volontaire ; mais c'était là encore un moyen fort coûteux, et qui, de plus, en arrivait à changer la physionomie de la liquidation, car il enlevait le contrôle direct aux intéressés, pour le confier aux délégués de la justice ;

c) enfin, la Loi de 1907, art. 27 (qui fut reproduit dans l'art. 188 de la Loi codificative de 1908) avait imposé au Liquidateur l'obligation de convoquer, dans la huitaine de sa nomination, une Assemblée des Créanciers à l'effet d'élire, s'ils le jugeaient à propos, un second Liquidateur. Mais cette disposition, dont la valeur pratique, même pour une Compagnie *solvable*, était presque nulle, se révéla, dans le cas d'une Compagnie *insolvable*, pleine d'inconvénients. Cela menait, en effet, à laisser en fonctions et en possession de l'actif social, pendant plusieurs jours au moins avant que les créanciers ne fussent consultés, un Liquidateur agissant sous les seuls ordres des associés. Or, une grande proportion des Liquidations Volontaires, abstraction faite, bien entendu, de celles qui ont pour but de reconstituer la Compagnie, sont dues à l'insolva-

(1) ¹V. ci-dessous, p. 451 et s.

bilité. Il eût donc été juste et logique que les créanciers jouissent, eux aussi, de certains droits, sans que la Liquidation Volontaire perdît son caractère autonome.

Les Lois de 1928-1929 ont, en s'inspirant de ces idées, attribué aux créanciers un droit plus énergique d'intervention et de surveillance. Elles ont créé une sorte de bifurcation dans la Liquidation Volontaire, selon qu'il s'agit d'une Compagnie *solvable* (le contrôle prépondérant étant alors aux mains des associés, — *Members' Voluntary Winding-up*), ou d'une Compagnie *insolvable* (auquel cas ce sont les créanciers qui jouent le rôle prépondérant, — *Creditors' Voluntary Winding-up*).

CONDITIONS D'EXISTENCE DE LA LIQUIDATION VOLONTAIRE. — Toute Liquidation Volontaire exige (c'est la condition évidemment essentielle) une délibération par laquelle la Compagnie manifeste sa volonté de se mettre en liquidation. Mais elle requiert, en outre, deux autres conditions préliminaires, dont l'une vise la Liquidation Volontaire par les Associés, et l'autre, la Liquidation Volontaire par les Créanciers.

1° *Liquidation par les Associés ; Déclaration de la Solvabilité de la Compagnie.* — Aux termes de l'art. 230, C. A. 1929 (abrogeant l'art. 188 précité de la Loi de 1908) :

« (1) Lorsque la Liquidation Volontaire d'une Compagnie est envisagée, les Administrateurs, ou, s'il s'agit d'une Compagnie ayant plus de deux Administrateurs, la majorité d'entre eux, pourront à l'une des réunions du Conseil qui se tiendra avant la date à laquelle seront envoyés les convocations à l'Assemblée Générale qui aura à délibérer sur la liquidation projetée, faire une Déclaration conforme à la Loi de 1835 (1), attestant qu'à la suite d'un examen approfondi de la situation de la Compagnie, ils sont d'avis que la Compagnie pourra acquit-

(1) Le *Statutory Declarations Act de 1835* (5 et 6 Guillaume 4, c. 62) attribue, dans certaines matières administratives, la force probante du serment aux déclarations ou affirmations conçues dans la forme suivante :

« Je soussigné..... déclare solennellement et sincèrement que..... »

« Et je fais cette déclaration solennelle croyant véridique selon ma conscience, et conformément aux dispositions du *Statutory Declarations Act, 1835.* »

De telles déclarations ne sauraient servir de preuve en justice ; mais leur inexacti-

ter intégralement ses dettes dans un délai de moins d'un an à partir du commencement de la Liquidation (1).

« (2) La déclaration n'aura effet qu'autant qu'elle aura été communiquée au Registrar of Companies aux fins d'enregistrement avant la date mentionnée dans l'alinéa précédent.

« (3) Une liquidation dans laquelle pareille Déclaration aura été faite et communiquée est désignée dans la présente Loi sous le nom de « Liquidation Volontaire par les Associés » (*Members' Voluntary Winding-up*), et une Liquidation dans laquelle elle n'aura pas été ainsi faite et communiquée est appelée « Liquidation Volontaire des Créanciers » (*Creditors' Voluntary Winding-up*) ».

2° *Absence de Déclaration de Solvabilité ; Convocation simultanée des Assemblées des Créanciers et des Associés.* — Faisant application de la distinction établie par l'art. précédent, l'art. 238 dispose :

« (1) La Compagnie fera convoquer une Assemblée des Créanciers pour le jour même ou pour le lendemain du jour où se réunira l'Assemblée de ses Associés à l'effet de délibérer sur la mise en Liquidation Volontaire. Elle adressera par la poste aux Créanciers des avis de convocation, en même temps que seront envoyés les avis de convocation à l'Assemblée des Associés.

« (2) La Compagnie fera publier l'avis de convocation à l'Assemblée des Créanciers par une insertion dans la Gazette et au moins dans deux journaux locaux vendus dans la région de son siège social ou de son principal établissement.

« (3) Les Administrateurs de la Compagnie :

a) feront communiquer à l'Assemblée des Créanciers ainsi réunis un état détaillé de la situation de la Compagnie, ainsi qu'une liste nominative des Créanciers, et un état de la valeur estimative des créances ;

b) délègueront un d'entre eux pour présider la dite Assemblée ;

titude ou leur fausseté est sanctionnée par les poursuites et les pénalités du faux serment ou du faux témoignage (*perjury*).

(1) La déclaration ne pourrait, par conséquent, guère être faite lorsque « l'impossibilité de payer ses dettes » constitue le motif même (conformément à l'al. c) de l'art. 225, C. A.) de la mise en liquidation volontaire de la Compagnie.

« (4) L'Administrateur ainsi délégué sera tenu d'assister à l'Assemblée des Créanciers et de la présider. »

Les alinéas (3) et (4) ci-dessus ont pour but d'obliger les dirigeants de la Compagnie à s'expliquer le plus tôt possible devant l'Assemblée des Créanciers, et à lui fournir tous les renseignements relatifs à leur gestion de l'entreprise sociale.

Enfin, pour le cas où l'Assemblée des Créanciers aurait voté sa résolution avant l'Assemblée des associés, l'alinéa (5) dispose que :

« Si l'Assemblée des Associés appelée à délibérer sur la Liquidation Volontaire est ajournée et, que la résolution est votée à une Assemblée ajournée, toute résolution votée à l'Assemblée des Créanciers, réunie dans les conditions prévues à l'al. (1) du présent article, sortira effet comme si elle avait été votée immédiatement à la suite de la résolution décidant la mise en Liquidation de la Compagnie. »

3° Que les Administrateurs fassent ou non, selon les circonstances, la déclaration de solvabilité de leur Compagnie, la Liquidation Volontaire ne peut s'ouvrir qu'en vertu d'une *résolution* de l'Assemblée Générale des associés de la Compagnie. La forme et les modalités de cette résolution varient suivant les cas. L'art. 225 dispose, en effet, que :

a) lorsque le terme prévu par les statuts vient à expiration, ou que se produit l'événement qui statutairement devait mettre fin à l'existence de la Compagnie, il suffit d'une *résolution ordinaire* (1), pour mettre la Compagnie en Liquidation Volontaire :

b) lorsque la Compagnie est dans l'impossibilité de continuer ses affaires en raison de l'importance de son passif, seule une *résolution extraordinaire* (1) attestant cette situation peut déclencher la Liquidation Volontaire ;

c) dans tout autre cas, une *résolution spéciale* (1) est requise ;

(1) V. l'explication des trois catégories de résolution ci-dessus, p. 306-7.

Le premier de ces cas, bien qu'il paraisse devoir être d'une application très courante, se présente fort rarement. Si, cependant, les statuts prévoient expressément une durée déterminée pour la Compagnie, les Administrateurs doivent, à l'expiration de celle-ci, procéder à la convocation d'une Assemblée Générale à l'effet de décider formellement que, les objets visés, lors de la constitution ayant été réalisés, ou que le terme prévu pour son existence étant arrivé, la liquidation s'impose. Etant donné qu'on est en présence d'événements prévus, réguliers et normaux, la résolution n'est subordonnée à aucune condition spéciale ; c'est une résolution *ordinaire* votée à la simple majorité des associés présents.

Par contre, les deux autres alinéas précités visent des hypothèses anormales et imprévues ; d'où l'exigence d'une résolution *spéciale* ou *extraordinaire*. La résolution spéciale est, en fait, la règle pour toute liquidation pour cause imprévue ou fortuite. Il faut noter seulement qu'en cas d'insolvabilité, la Loi afin d'éviter des retards, a supprimé l'exigence du préavis de 21 jours aux intéressés (résolution *spéciale*), ne maintenant que celle d'une majorité spéciale (résolution *extraordinaire*).

CONDITIONS DE VALIDITÉ. — La validité de la Liquidation Volontaire est étroitement liée à celle de la résolution même qui lui donne ouverture. Or, cette résolution, d'après la jurisprudence, n'est valable qu'autant qu'elle satisfait aux conditions suivantes :

- 1) Elle doit avoir été d'abord régulièrement votée ;
- 2) L'Assemblée qui l'a votée doit avoir été régulièrement convoquée, dans les formes et conditions prévues, soit par les statuts, soit, à défaut, par les dispositions comprises dans la Table A de l'Ann. I du Companies Act, 1929 (1). L'avis de convocation à l'Assemblée a dû notamment être envoyé en exécution de la décision

(1) *Bridport Old Brewery* (1867), 2 Ch. 101 ; *Patent Floorcloth Co* (1869), 8 Eq 464 ; *Tiessen v. Henderson* (1899), 1 Ch. 861 ; *Allison Johnson & Forster* (1904), 2 K. B. 327.

d'un Conseil d'Administration régulièrement convoqué (1), et ce Conseil a dû statuer après avoir réuni un quorum (2) ,

3) La résolution votée par l'Assemblée doit être identique à celle qui figurait sur l'Ordre du Jour de l'avis de convocation (3).

PUBLICATIONS. — Quelle que soit la résolution votée, elle doit être portée à la connaissance des tiers et de « l'officier de l'état civil » des Compagnies : le *Registrar of Companies* (4). Elle est publiée, à la diligence de la Compagnie et de ses dirigeants (Administrateurs, gérants, secrétaire), ou de son Liquidateur, dans la *Gazette* dans la huitaine, à peine d'une amende de £ 5 par jour de retard (art. 226), et notifiée aux fins d'enregistrement au Registrar of Companies dans un délai de 15 jours (art. 118), sous peine d'une amende de £ 1.

SECTION III

LA LIQUIDATION SOUS LA SURVEILLANCE JUDICIAIRE

(*Winding-Up under the Supervision of the Court*)

Ce troisième mode de Liquidation n'est, en réalité, qu'un composé des deux premiers. Prenant naissance comme une Liquidation Volontaire, il vient par la suite à être assujéti comme la Liquidation Judiciaire, au contrôle du Tribunal, d'où son nom. A raison même de son origine, il est inapplicable aux « Compagnies non-enregistrées » (art. 338) (5).

(1) *Harken v. Phillips* (1883), 2 Ch. D. 14; *Haycroft Gold Co* (1900), 2 Ch. 280; *State of Wyoming Syndicate* (1901), 2 Ch. 431.

(2) *Cambrian Peat Co* (1874), 31 L. T. 773.

(3) *Teede v. Bishop* (1901), L. J., Ch. 409. Il a cependant été jugé dans une espèce assez récente, *Oxted Motor Co* (1921), 3 K. B. 32, que la présence, sans une convocation spéciale, de la totalité des actionnaires, suffisait pour constituer une Assemblée générale, ayant qualité pour délibérer valablement et voter la liquidation volontaire, le vice de forme résultant de l'absence de convocation étant couvert par la présence de tous ceux qui composaient la Compagnie.

(4) V. ci-dessous, p. 387.

(5) V. ci-dessus, p. 335.

Inconnue des premières Lois (de 1844 à 1856) relatives à la liquidation des Compagnies, la Liquidation sous la Surveillance Judiciaire ne fit son apparition qu'en vertu de la Loi de 1857 (20 & 21 Vict. c. 14), et elle reçut son organisation définitive l'année suivante dans la Loi du 21 et 22 Vict. c. 60. Le fait que ces trois différents modes de liquidation ont été ainsi institués dans l'espace de moins de 15 ans (de 1844 à 1858) témoigne des tâtonnements et des hésitations du législateur, qui, après avoir commencé par consacrer un principe étatique, en exigeant l'intervention des pouvoirs publics dans la liquidation des entreprises alimentées par l'épargne, cédaît quelques années plus tard à une réaction individualiste pour créer la Liquidation Volontaire, et enfin finissait, comme nous venons de le dire, en 1857-1858, par instituer un système intermédiaire, qui est déjà depuis longtemps tombé en désuétude (1). Il semble même qu'à la suite des remaniements importants que la Liquidation Volontaire vient de subir dans la Loi de 1929, à l'effet d'accroître le rôle des créanciers, la Liquidation sous la Surveillance Judiciaire ait désormais perdu toute raison d'être, et que le jour n'est pas loin où elle disparaîtra comme mode de liquidation distincte. On pourrait s'étonner que cette disparition n'ait pas été consacrée par la Loi de 1929. Un petit nombre de *dispositions particulières*, 5 en tout (art. 256 à 260), en plus des *dispositions générales* (art. 157 à 162, 261 à 305) qui régissent tous les trois modes de liquidation, continue, en effet, à porter la rubrique « Liquidation sous la Surveillance Judiciaire ». Aux termes de l'art. 256 :

« Lorsqu'une Compagnie a voté une résolution décidant sa mise en liquidation, le Tribunal pourra ordonner que cette liquidation se continue, mais sous la Surveillance Judiciaire, et avec faculté pour les créanciers, les contribuables, et autres intéressés, de s'adresser au Tribunal, et d'une façon générale, qu'elle soit subordonnée aux termes et conditions que le Tribunal estimera juste de prescrire. »

La Liquidation sous la Surveillance Judiciaire constitue ainsi, au fond, un recours pour ceux qui, mécontents de la Liquidation Volontaire en cours, veulent se prémunir contre les erreurs ou les

(1) Voir la statistique ci-dessus, p. 299.

abus d'un liquidateur affranchi de tout contrôle, judiciaire ou administratif. Le Tribunal peut à tout moment effectuer la transformation, et nommer un nouveau liquidateur pour remplacer celui qui a été désigné par les associés ou les créanciers, ou pour collaborer avec lui.

§ 1. — Conditions de Fond

1° La Liquidation Volontaire en cours doit être valable (1) légalement. Si, par exemple, la résolution même qui l'a ouverte est entachée d'une nullité dans la forme ou dans le fonds, il n'y a pas, au point de vue juridique, de Liquidation Volontaire qui pourrait être continuée conformément à l'art. 256.

2° Il faut, en outre, faire la preuve de ce que la Liquidation Volontaire en cours est insuffisante, c'est-à-dire qu'elle fonctionne d'une manière préjudiciable aux droits des intéressés (créanciers ou contribuables). En effet, les faits invoqués à l'appui de la demande en liquidation sous la Surveillance Judiciaire doivent être, en principe, de nature à justifier l'application des dispositions législatives qui visent la Liquidation Judiciaire (2). Avant 1929, le plus souvent une demande formulée par un créancier, avait pour but d'obtenir la nomination, soit d'un nouveau liquidateur, pour remplacer celui qui avait été choisi par les Associés, ou pour collaborer avec lui, soit d'un Comité de Contrôle, organe que ne connaissait pas, à cette époque la Liquidation Volontaire (3). La Liquidation Volontaire par les créanciers », instituée par le *Compagnies Act*, 1929 (4), offre maintenant ces deux garanties aux intéressés, sans qu'il soit besoin de recourir au Tribunal ou de changer le mode de liquidation. Mais le recours à la Liquidation sous la Surveillance Judiciaire s'explique encore par d'autres raisons qui, d'après les

(1) V. ci-dessus, p. 340 ; *Caloric Engine Co* (1885), 52 L. T. 846 ; *Callao Bis. Co* (1889), 42 Ch. D. 169.

(2) *Bank of Gibraltar* (1865), 1 Ch. App. 69 ; *Jubilee Sites Syndicate* (1879), 2 Ch. 204.

(3) *Wm. Watson & Sons* (1891), 2 Ch. 55.

(4) Art. 230, 237 à 245.

Recueils de jurisprudence, semblent être déterminantes et montrent les intérêts pratiques de cette institution : ce sont :

a) la nécessité de suspendre les poursuites et saisies individuelles à l'encontre de la Compagnie (1) ;

b) l'importance des sommes engagées, ainsi que le nombre et la difficulté des questions juridiques à résoudre (2) ;

c) la nécessité de soumettre à la taxe les honoraires et vacations des avoués, comptables, gérants, et autres mandataires employés par le liquidateur, et aussi d'obliger le liquidateur lui-même à rendre périodiquement compte de l'état de la liquidation. Le jugement ordonnant la Liquidation sous la Surveillance Judiciaire contient, dans son dispositif, une clause de style (3) qui impose expressément ces obligations au liquidateur.

§ 2. — Conditions de Forme

La conversion de la Liquidation Volontaire en Liquidation sous la Surveillance Judiciaire, ou plutôt, pour nous en tenir à l'expression consacrée par le législateur, la « continuation de la Liquidation Volontaire, mais sous la Surveillance Judiciaire », est l'œuvre du Tribunal (4), mis en mouvement par la demande d'un intéressé, qui peut être un créancier, un « contribuable », le Séquestre Officiel, ou même le liquidateur lui-même (5).

Les règles de compétence sont les mêmes qu'en ce qui concerne la Liquidation Judiciaire. Aux termes de l'art. 257, en effet :

« Toute demande à l'effet de continuer une Liquidation Volontaire sous la Surveillance Judiciaire est, quant à la compétence, considérée comme étant une demande en Liquidation Judiciaire. »

La demande se fait au moyen d'une « Pétition », conçue dans des termes semblables à ceux d'une demande en Liquidation Judi-

(1) Art. 177, 260 (2).

(2) Art. 252.

(3) V. R. art. 41 (2) et Form. 18.

(4) Art. 256.

(5) Art. 170 et 255.

ciaire (1), avec articulation, toutefois, des motifs qui font ressortir les défauts de la Liquidation Volontaire en cours, et l'opportunité de la soumettre à un contrôle judiciaire permanent (2).

A) *Qui peut provoquer la Liquidation sous la Surveillance Judiciaire ?*

Ainsi que nous venons de le dire plus haut, les personnes qui peuvent solliciter la conversion sont, en principe, celles qui, d'après l'art. 170, peuvent demander la mise en Liquidation Judiciaire (3). Le Liquidateur même est admis (4), de par les art. 191 et 248, à faire la demande au nom de la Compagnie. Quelques mots s'imposent ici en ce qui concerne la situation relative des créanciers et des « contribuables ».

Sous l'empire de la Loi de 1862, dont l'art. 138 ne permettait qu'aux *associés* ou « contribuables » (à l'exclusion des créanciers) de s'adresser au Tribunal pour la solution des difficultés surgissant au cours d'une Liquidation Volontaire, la jurisprudence cependant tendait à accueillir favorablement une demande en Liquidation sous Surveillance Judiciaire émanant des *créanciers*, notamment : a) lorsque la Liquidation Volontaire trainait trop en longueur ; b) lorsque les créanciers invoquaient l'absence de contrôle sur la gestion du liquidateur nommé par les seuls associés ; c) d'une façon générale, lorsque les créanciers, ne pouvant obtenir communication, même avant l'ouverture de la liquidation, des livres, des pièces, ou de documents relatifs aux affaires de la Compagnie, se trouvaient privés de tout moyen de contrôle efficace sur les opérations des Administrateurs. A l'inverse, pendant longtemps, la jurisprudence, malgré le texte de l'art. 138 précité, et par une interprétation tout à fait restrictive, déclarait non-recevable la demande d'un « contribuable », à moins qu'elle ne fût motivée par des fraudes ou des pressions exercées à l'occasion du vote de la résolution de Liquida-

(1) B. art. 25.

(2) V. un modèle de demande dans *Palmer's Company Precedents*, Tome II, N° 33, et aussi la Formule N° 4, annexée au Règlement de 1929.

(3) *Pen-y-Van Co* (1877), 6 Ch. D. 477.

(4) *Hooker's Cream Milk Co* (1879), 23 Sol. Jo. 231.

tion Volontaire (1). La Liquidation sous la Surveillance Judiciaire était d'ailleurs souvent prononcée comme une transaction entre la Liquidation Judiciaire sollicitée par un créancier, et la Liquidation Volontaire déjà votée par l'Assemblée Générale avant que cette demande vînt à être débattue en audience (2).

L'art. 25 du *Companies Act*, 1900, (aujourd'hui l'art. 252, *Companies Act*, 1929) modifia l'art. 138 précité du *Companies Act*, 1862, de façon à permettre à *tout intéressé*, y compris même les créanciers, de s'adresser au Tribunal, au cours d'une Liquidation Volontaire, pour faire trancher toute difficulté, ainsi que pour provoquer l'exercice par le Tribunal de ses pouvoirs, ce qui a sensiblement diminué l'utilité de la Liquidation sous la Surveillance Judiciaire comme moyen de recours distinct pour la sauvegarde des droits des créanciers. Enfin, en instituant la « Liquidation Volontaire par les Créanciers », qui fournit aux créanciers, à bien moins de frais, toutes les garanties désirables pour la défense de leurs intérêts, le législateur de 1929 a, en réalité, enlevé à la Liquidation sous la Surveillance Judiciaire le peu d'intérêt pratique qu'elle présentait auparavant.

B) *Procédure en Justice.*

Les règles (3) relatives à la forme de la demande, et à toutes les autres formalités (présentation, publication, etc.) jusqu'à l'audience, sont identiques à celles prescrites pour une demande en Liquidation Judiciaire. La signification de la demande doit obligatoirement être faite au Liquidateur de la Compagnie (4).

L'Audience. — L'article 288, *Companies Act*, 1929 (5), trouve ici encore son application. Le Tribunal, en appréciant l'opportunité d'une surveillance judiciaire, superposée à la Liquidation Volontaire, ne s'arrêtera pas aux seuls désirs du demandeur. Il tiendra

(1) *London & Mercantile Disc. Co* (1865), 1 Eq. 277; *Re Beaujolais Wine, Ex parte Wragge* (1867), 3 Ch. 15.

(2) V. ci-dessus, p. 319.

(3) R. art. 25 à 36.

(4) R. art. 28; Form. 8.

(5) V. ci-dessus, p. 322.

compte aussi des vœux et opinions de la collectivité des créanciers et des associés, exprimés sous forme des délibérations de leurs Assemblées respectives, qu'il pourra, au besoin, faire convoquer spécialement à cet effet. La demande émanant d'un associé pourrait, par suite, être repoussée, si elle paraissait aller à l'encontre des désirs de la majorité des autres associés ; elle serait, par contre, agréée si elle faisait ressortir que la résolution qui a décidé la mise en Liquidation Volontaire était, au fond, l'œuvre de l'influence prépondérante et abusive d'un seul associé ou actionnaire.

Publication et Signification du Jugement. — Le jugement de Liquidation sous la Surveillance Judiciaire doit être publié dans la *Gazette* par les soins du demandeur dans un délai de 12 jours. Mais le Greffier ainsi que le Séquestre Officiel sont dispensés de le signifier ou d'en envoyer des expéditions. Aucune signification n'est faite à moins que le Tribunal ne l'ordonne expressément (1).

A part les règles spéciales dont il a été question jusqu'à présent au sujet des publications et significations dans chacun des trois modes de liquidation, la Loi de 1929 vient d'édicter une disposition générale (2), qui s'applique à toute liquidation. De même que l'art. 93 exige, dès l'enregistrement et « l'incorporation » de la Compagnie, la publication de sa raison sociale, par voie d'enseignes et de mentions sur tous ses documents et papiers d'affaires, le nouvel Article 280 prescrit à la Compagnie, ainsi qu'à ses Administrateurs, gérants, secrétaire et liquidateur, sous peine d'une amende de £ 20, de faire inscrire nettement sur toutes ses factures, commandes de marchandise, ou lettres d'affaires, une mention indiquant qu'elle est « en liquidation ».

(1) R. art. 41 (2).

(2) Art. 280.

CHAPITRE II

EFFETS D'OUVERTURE DE LA LIQUIDATION

Ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, la liquidation (*Winding-up*) d'une Compagnie est une procédure instituée par la Loi en vue de mettre fin à ses opérations, de réaliser son actif, d'en partager le produit, en premier lieu, *pari passu* entre ses créanciers, et le reliquat ensuite, s'il en existe, entre ses associés (« contribuables ») au *prorata* de leurs droits et intérêts respectifs, et, enfin, de provoquer sa dissolution, c'est-à-dire son extinction définitive comme entité juridique. L'ouverture de la liquidation, quel qu'en soit le mode, fait cesser l'activité normale et l'indépendance de la Compagnie. La personnalité morale de celle-ci n'en continue pas moins à subsister, mais aux seules fins de la liquidation. Ses Administrateurs sont remplacés par un Liquidateur, auquel sont confiés les opérations de la liquidation, et, éventuellement, de sa dissolution.

Point de départ de la Liquidation. — Il faut, tout d'abord, poser en principe qu'au point de vue de ces divers effets, la liquidation est réputée prendre naissance, non seulement du jugement ou de la délibération de l'Assemblée qui lui a formellement donné ouverture, mais remonte dans le passé à une date bien antérieure. En effet, la nouvelle rédaction de l'art. 175 (remplaçant les art. 139, 183 et 197 de la Loi de 1908, et mettant fin à la jurisprudence assez confuse et embarrassée qui s'était évertuée à concilier les trois textes qui régissaient les différents modes de liquidation) fixe maintenant le point de départ, ou le « commencement », de la liquidation, d'une manière uniforme.

ART. 175. — « (1) Si, avant la présentation de la demande en liquidation Judiciaire, une résolution avait été votée par la Compagnie décidant sa mise en Liquidation Volontaire, sa liquidation sera réputée commencer au moment du vote de ladite résolution, et, à moins que le Tribunal, sur preuve de fraude ou d'erreur, n'en dispose autrement, toute procédure commencée au cours de la Liquidation Volontaire demeurera valable.

« (2) Dans tout autre cas, la Liquidation Judiciaire sera réputée commencer au moment de la présentation de la demande au Tribunal. »

Il nous faut passer maintenant en revue les divers effets juridiques de l'ouverture de la liquidation, dont certains sont communs aux trois modes, tandis que d'autres sont particuliers à l'un ou à l'autre d'entre eux.

SECTION I

EFFETS COMMUNS AUX TROIS MODES DE LIQUIDATION

Nous retrouvons ici, d'une façon générale, les effets du jugement déclaratif de faillite (*Adjudication Order in Bankruptcy*) ; mais il en est d'autres qui découlent de la réglementation spéciale des Compagnies.

§ 1. — Dessaisissement

L'ouverture de la liquidation, qui est, en général, accompagnée ou suivie de la nomination d'un liquidateur, a pour effet, tout d'abord, de dessaisir les Administrateurs de la Compagnie de leurs pouvoirs, pour les conférer au liquidateur. Ce dernier est, dans une Liquidation Judiciaire, au début, le Séquestre Officiel, mais ce peut être ultérieurement une autre personne, nommée par le Tribunal après désignation par les intéressés (associés et créanciers). Dans une Liquidation Volontaire, ce sont toujours les intéressés seuls qui, dès le début, nomment le liquidateur ; et la Liquidation sous la Surveillance Judiciaire ne fait que continuer la Liquidation Volontaire antérieure, avec parfois l'adjonction ou la substitution à l'ancien d'un nouveau liquidateur nommé par le Tribunal.

Le dessaisissement se manifeste, non seulement en ce qui concerne l'administration du patrimoine social, mais plus particulièrement en

ce que tout acte juridique de disposition, accompli désormais par les Administrateurs sur ce patrimoine, est frappé de nullité (1). Toutefois, la jurisprudence tend à valider les opérations qui ont été faites de bonne foi pendant le cours normal des affaires, et achevée avant le jugement d'ouverture de la Liquidation (2). Au contraire, celles qui n'ont pas encore été exécutées ouvrent seulement à la partie lésée le droit de produire dans la liquidation pour des dommages-intérêts découlant de l'inexécution (3). Les paiements faits aux Administrateurs après le « commencement de la liquidation » ont aussi effet libératoire (4). Par contre, un créancier auquel les Administrateurs auraient effectué le paiement de sa créance serait tenu de la rapporter à la masse, et d'attendre ensuite, avec les autres créanciers, la distribution d'un dividende proportionnel (5).

Le dessaisissement comporte, quant à son étendue, certaines réserves :

1° Dans la Liquidation Volontaire, la Loi, tout en exigeant que l'exploitation de l'entreprise sociale, tout au moins en tant qu'elle n'est pas utile à la Liquidation, cesse (6), laisse toutefois une certaine latitude aux intéressés ou à leurs représentants pour apprécier la mesure dans laquelle les Administrateurs conserveront l'exercice de leurs pouvoirs. Ainsi, le dessaisissement est, en principe, général, à moins que, dans une Liquidation Volontaire par les Associés », l'Assemblée Générale ou le liquidateur (7) et, dans une « Liquidation Volontaire par les Créanciers », le Comité de

(1) Art. 173.

(2) *Re Parke Ward & Co* (1926), Ch. 828.

(3) *Wiltshire Iron Co* (1868), 3 Ch. 443; *Oriental Bank Corporation* (1885), 38 Ch. D. 634.

(4) *Mersey Steel & Iron Co v. Naylor, Benzon* (1884), 9 A. C. 434; *Contract Corporation* (1868), 3 Ch. 105.

(5) *Brown & Tylden's Case* (1874), 18 Sol. Jo. 781; *Liverpool Civil Service Association* (1874), 9 Ch. 511.

(6) Art. 228.

(7) Art. 232.

Contrôle ou l'Assemblée Générale des Créanciers, n'en décide autrement (1).

Dans la Liquidation Judiciaire, il n'y a pas cessation obligatoire de l'entreprise sociale ; l'exploitation peut continuer, mais aux seules fins d'une liquidation, et d'une vente avantageuse. Cette exploitation, ainsi que la liquidation de l'actif, en général, est enlevée aux Administrateurs, et confiée au Liquidateur.

2° Le dessaisissement des Administrateurs ne fait pas disparaître la personnalité morale (*corporate capacity*) dont était revêtue la Compagnie en vertu de son enregistrement et son « incorporation ». Elle continue à subsister pour les besoins de la liquidation (2) et, à la clôture de celle-ci, elle ne disparaîtra que par la « dissolution » de la Compagnie (3).

3° A la différence du jugement déclaratif de faillite (4), l'ouverture de la liquidation d'une Compagnie n'emporte pas expropriation des biens. La Compagnie continue à avoir la propriété juridique de tous ses biens jusqu'à ce qu'elle vienne à en être dépouillée par un jugement formel (*vesting order*) rendu au profit du liquidateur, et à la requête de celui-ci (5). La règle de la « propriété présumée » (6) est également étrangère à la liquidation des Compagnies.

4° Le dessaisissement ne met pas fin aux obligations contractuelles qui lient la Compagnie à des tiers, ou même à ses propres employés. Il en est, ainsi, en ce qui concerne :

a) les conventions intervenues entre des tiers étrangers et la Compagnie. Le liquidateur peut exécuter les obligations en découplant à la Compagnie, de même qu'il peut, à l'inverse, exiger l'exécution de la contrepartie : et en cas d'inexécution, chaque partie a droit à des dommages-intérêts ;

b) les contrats de louage de travail intervenus entre la Compa-

(1) Art. 241 (2).

(2) Art. 228.

(3) Art. 221, 236, 245.

(4) Art. 18, 53, *Bankruptcy Act*, 1914.

(5) Art. 190.

(6) V. ci-dessus, p. 146.

guie et son personnel. Si l'exploitation sociale continue, ces contrats, à raison du dessaisissement, prennent fin, en principe, à l'égard de la Compagnie, mais ils sont renouvelés par tacite reconduction avec le liquidateur (1). La cessation de l'exploitation de l'entreprise sociale peut donner lieu à des dommages-intérêts pour rupture de contrat ou « renvoi injustifié », pour lesquels l'employé pourra produire dans la liquidation. Il a même été jugé qu'un gérant, qui s'était engagé, par une clause spéciale du contrat, à ne pas s'établir, après la fin de l'emploi, en concurrence avec la Compagnie, regagne, par l'effet de la mise en liquidation de la Compagnie, sa liberté entière, et est désormais affranchi de l'observation de la stipulation restrictive (2).

Par exception c) le dessaisissement met fin au mandat des agents ou autres mandataires de la Compagnie (3).

§ 2. — *Nullité des Cessions d'Actions effectuées
après le « commencement » de la Liquidation*

Cette nullité est consacrée par trois textes distincts, à savoir, les art. 173, 229 et 258.

ART. 173. — « Dans une Liquidation Judiciaire, toute cession d'actions et toute modification dans la situation des associés de la Compagnie vis-à-vis de celle-ci, effectuées après le commencement de la liquidation, sont nulles, sauf décision contraire du Tribunal. »

ART. 229. — « Dans une Liquidation Volontaire, toutes cessions d'actions faites après le commencement de la liquidation, hormis celles faites au liquidateur ou avec son autorisation, sont nulles ; et est nulle également toute modification dans la situation des associés de la Compagnie vis-à-vis d'elle. »

ART. 258. — « Une Liquidation sous la Surveillance Judiciaire est, au point de vue de l'application de l'art. 173, considérée comme une Liquidation Judiciaire. »

(1) *Ex parte Harding* (1868), 2 Eq. 341.

(2) *Reid v. Explosives Co* (1887), 19 Q. B. D. 264; *Measures Bros. v. Measures* (1910), 2 Ch. 248.

(3) *Re Oriental Bank Corporation, Ex parte Guillemin* (1885), 28 Ch. D. 640; *Gosling. v. Gaskell* (1897), A. C. 575; *Thomas v. Todd* (1926), 2 K. B. 511.

D'ailleurs, même en temps normal, et antérieurement à l'ouverture de la liquidation, toute cession d'actions doit, pour avoir entier effet, notamment pour être translatrice de propriété, être inscrite sur le Registre des Associés (1). Ce Registre ne peut être rectifié qu'en vertu d'un jugement rendu à la demande d'un intéressé, en vue, soit de fixer le droit aux dividendes (2), soit d'obliger les associés, au cours de la liquidation, au versement du complément des mises (3).

§ 3. — Arrêt des Poursuites individuelles

La règle de l'interdiction des poursuites individuelles à l'encontre de la Compagnie, qui, en Droit français n'est proclamée par aucun texte législatif, mais se déduit du principe du dessaisissement et de la concentration de l'administration entre les mains du Syndic, se trouve, par contre, expressément énoncée dans plusieurs dispositions du *Companies Act*, 1929. Il faut distinguer ici entre la Liquidation Judiciaire ou sous la Surveillance Judiciaire, d'un côté, et la Liquidation Volontaire, de l'autre.

Dans une Liquidation Judiciaire ou sous la Surveillance Judiciaire, toute poursuite individuelle est, en principe, par l'effet du jugement d'ouverture, comme après un jugement de Séquestre dans la procédure de faillite (4), automatiquement arrêtée, à moins que le Tribunal n'en permette, à titre exceptionnel, la continuation (5) : mais, dans une Liquidation Volontaire, la règle est inverse,

(1) Art. 95 et s.

(2) Art. 100.

(3) Art. 263, 290.

(4) Art. 7, *Bankruptcy Act*, 1914.

(5) Art. 177 et 260 (2). Même antérieurement à l'ouverture de la Liquidation Judiciaire, dès le dépôt de la demande à cet effet, le Tribunal peut, dans l'exercice de ses pouvoirs discrétionnaires, ordonner l'arrêt des poursuites individuelles, dans l'intérêt général de l'ensemble des créanciers et associés (art. 172), pour permettre, par exemple, aux pourparlers engagés aux fins d'une transaction d'aboutir; *Bowkett v. Fuller's United Electric Works* (1923), 1 K. B. 160.

c'est-à-dire que les poursuites individuelles ne sont pas suspendues de plein droit ; elles peuvent suivre leur cours, à moins d'être expressément interdites par le Tribunal à la requête du liquidateur ou de tout autre intéressé (1). Dans la pratique, d'ailleurs, il est rare que le Liquidateur s'abstienne de solliciter la suspension de ces poursuites, et que le Tribunal ne fasse pas droit à sa demande.

Un arrêt récent, rendu dans l'espèce *Anglo-Baltic and Mediterranean Bank* contre *Barker & Co Ltd.* (2), fait ressortir cette manifestation du principe de l'égalité entre les créanciers qui domine toute liquidation, qu'elle soit judiciaire ou même volontaire.

Il s'agissait dans l'espèce des traites que le gérant d'une Compagnie (*Barker & Co. Ltd.*) avait frauduleusement endossées au nom de celle-ci sans aucune autorisation. L'*Anglo-Baltic and Mediterranean Bank*, devenue porteur de ces titres, dont la valeur était de £ 24.000, en réclama à la Compagnie le paiement, et à cet effet lui intenta une action. La Compagnie alors à son tour, le 2 mars 1921, actionna la banque où le dit gérant avait son compte particulier (*Barclay's Bank*) en réparation du préjudice lui résultant de ce que celle-ci, en escomptant et encaissant les traites, avait favorisé par sa faute ou par sa complicité, les fraudes du gérant. La Compagnie s'étant quelques jours après, le 8 mars 1921, mise en Liquidation Volontaire, l'*Anglo-Baltic Bank* obtint le 28 juillet 1921, du consentement du liquidateur, un jugement d'accord contre elle pour la dite somme de £ 24.000. D'autre part, l'action intentée par la Compagnie elle-même contre *Barclay's Bank* fut l'objet d'une transaction, aux termes de laquelle cette banque s'engagea à payer à la Compagnie £ 9.730, pour solde de tout compte.

Le 11 avril 1924, l'*Anglo-Baltic Bank*, munie de son jugement, fit saisie-arrêt (*garnishee-order*) de cette dernière somme entre les mains de *Barclay's Bank*. Le liquidateur de *Barker & Co. Ltd.* en demanda mainlevée, en se fondant sur les art. 127, 186 et 193 du *Companies Act*, 1908 (c'est-à-dire, art. 172, 247 et 252 de la Loi actuelle), d'après lesquels la créance de £ 9.730 devait rentrer

(1) Art. 252.

(2) (1924), 2 K. B. 410.

dans la masse de la Compagnie en liquidation, pour être partagée au marc le franc entre tous ses créanciers, sans que l'Anglo-Baltic Bank seule puisse y réclamer un droit de priorité ou de privilège.

La Cour d'Appel, par son arrêt du 27 mai 1924, fit droit aux conclusions du Liquidateur, et prononça mainlevée de la saisie-arrêt, par ce motif que, lorsqu'une Compagnie en Liquidation Volontaire est condamnée au paiement d'une dette, il est de principe que le Tribunal, sauf circonstances d'ordre tout à fait exceptionnelles, suspende toute voie d'exécution à son égard. Or, le seul fait que la créance de la Compagnie à l'encontre du tiers-saisi tirait, au fond, son origine de la créance dont la Compagnie était elle-même débitrice envers le créancier saisissant, ces deux créances étant, par suite, intimement liées l'une à l'autre comme cause et effet, ne saurait constituer une raison exceptionnelle de nature à justifier, en dérogation de la règle générale, la rupture de l'égalité entre les créanciers (1).

Le nouvel art. 268 du Companies Act, 1929 (2), sauvegardé encore plus étroitement cette égalité, en prescrivant qu'un créancier saisissant ne saurait prétendre à aucun privilège sur les biens saisis à moins qu'il n'eût « complété » la saisie avant l'ouverture de la liquidation.

§ 4. — Nullités de la Période Suspecte

Le principe de la distribution égalitaire ou *pari passu* (3) entre les divers ayants-droit conduit naturellement à cet autre principe,

(1) Le principe ci-dessus indiqué vient d'être mis en application dans le domaine du droit international privé par un arrêt de la Cour de Rouen, 1^{re} Chambre, en date du 21 juillet 1928 (à paraître prochainement au Sirey). Dans l'espèce, une Compagnie hollandaise, la « *Stoomvaart Maatschappij Prinsenhaug* », créancière d'une Compagnie anglaise « *Johnson, Engelhardt & Co* » (qui était en cours de liquidation volontaire, et avait même conclu un concordat avec ses créanciers), avait élevé la prétention de saisir-arrêter entre les mains d'une Société française, « *Quitard et Co* », établie à Rouen, les sommes dont cette dernière était débitrice à la Compagnie liquidée. La Cour, s'inspirant des motifs de l'arrêt anglais précité, rejeta cette prétention et annula la saisie-arrêt.

(2) V. p. 264 et 435.

(3) Cf. p. 264 et 435 ; et Art. 247, 261, 262.

qui n'en est que le corollaire, de la nullité de certains actes accomplis par la Compagnie antérieurement à la liquidation en vue d'assurer à certains créanciers un avantage au détriment des autres. L'esprit qui a inspiré les art. 446 et s. du Code du Commerce français, ainsi que les art. 42 et s., *Bankruptcy Act*, 1914, se retrouve dans deux dispositions (art. 265 et 266) du *Companies Act*, 1929, mais la « période suspecte » est ici limitée, dans le premier cas, aux 3 mois, et dans le second, aux 6 mois, qui précèdent le « commencement de la liquidation », au sens de l'art. 175 précité.

A. — LES « PRÉFÉRENCES FRAUDULEUSES ». — L'art. 265 du *Companies Act* 1929, reprenant les dispositions de l'art. 44, *Bankruptcy Act*, 1914, déclare :

« (1) Tout acte de disposition, de constitution d'hypothèque, de livraison de marchandises, de paiement, d'exécution, ou autre acte concernant les biens qui, s'il avait été fait par un individu, ou à son préjudice, serait, en cas de faillite, réputé constituer une « préférence frauduleuse », sera, lorsqu'il aura été fait par une Compagnie en liquidation, ou à son préjudice, une préférence frauduleuse de ses créanciers, et, en conséquence, nul.

« (2) Pour l'application de cet article, l'ouverture de la Liquidation correspondra à la présentation de la demande de Séquestre (*Bankruptcy Petitions*) lorsqu'il s'agit d'une personne ».

Etant donné que ce texte applique en bloc aux liquidations des Compagnies le droit des « préférences frauduleuses » de la faillite, nous n'insisterons pas davantage sur cette matière, que nous avons assez longuement traitée plus haut (1).

B. — LE NANTISSEMENT GÉNÉRAL (*floating charge*). — Le même souci de maintenir l'égalité entre les créanciers a inspiré l'art. 266, aux termes duquel :

« Lorsqu'une Compagnie est en liquidation, un nantissement général (*floating*

(1) V. ci-dessus, p. 176 et s.

charge) consenti sur son entreprise ou son patrimoine dans les 6 mois (1) qui précèdent l'ouverture de la liquidation ne sera valable, sauf preuve de la solvabilité de la Compagnie immédiatement après la signature de l'acte, que jusqu'à concurrence de la somme versée à la Compagnie en espèces, lors de la signature de l'acte ou après, comme contre-partie du privilège ainsi consenti, et de l'intérêt de cette somme au taux de 5 % l'an. »

Le *floating charge*, auquel ce texte fait allusion, est un nantissement ou gage général sur l'ensemble du fonds de commerce de la Compagnie, portant aussi bien sur l'entreprise que sur les biens de toute sorte (meubles ou immeubles, corporels ou incorporels), actuels ou à venir, et même les créances de la Compagnie (2). Sa validité juridique, jadis douteuse, a été définitivement reconnue par la jurisprudence depuis 1870 (3). Dans la pratique courante, le *floating charge* prend naissance en vertu d'une clause de style insérée dans les obligations (*debentures* ou *debenture-stock*) émises par la Compagnie. Il n'entrave nullement l'exploitation ni l'indépendance de la Compagnie. Celle-ci reste libre, par exemple, durant le cours normal de ses affaires, d'aliéner ou d'hypothéquer les biens compris dans le *floating charge*, sous réserve, toutefois, des droits des créanciers qui en sont titulaires. Ces derniers ne peuvent porter atteinte aux droits de libre jouissance ou de disposition de la Compagnie, tant que ne se produisent pas les événements ou conditions (tels que la mise en liquidation de la Compagnie) auxquels est subordonnée, aux termes mêmes de la clause conventionnelle, la transformation, ou « cristallisation », du *floating charge* en « charge fixe », ayant alors des effets identiques à ceux d'une hypothèque ordinaire.

La validité d'un *floating charge* est subordonnée, en outre, à la double condition suivante : a) Il doit être publié par voie d'enregistrement dans un délai de 21 jours au bureau du Registrar of

(1) Ce délai, qui était de 3 mois, d'après l'art. 212 de la Loi de 1908, vient d'être porté à 6 mois par la Loi de 1929, à raison des dangers de fraude qu'offre ce genre de nantissement.

(2) Cp. l'art. 9 de la Loi française du 17 mars 1909, sur la vente et le nantissement des fonds de commerce.

(3) *Re Panama Royal Mail Co* (1870), 5 Ch. App. 318.

Companies (1) ; et *b*), au cas où la Compagnie viendrait à être mise en liquidation dans les 6 mois de la constitution du nantissement (d'après l'art. 266 précité), il faut établir qu'elle était encore solvable après l'avoir consenti, et qu'elle avait reçu en espèces, lors de la signature de l'acte ou quelques jours après (2), les sommes qu'il avait pour but de garantir. Le *floating charge* ne saurait donc garantir des prêts antérieurs (3), sans quoi, elle aboutirait à permettre des « préférences frauduleuses » (l'art. 265).

Si les conditions sus-indiquées ne sont pas réalisées, c'est le nantissement qui est frappé de nullité, mais non la créance (4) qu'il a pour but de garantir.

C. — CESSIION GLOBALE DES BIENS. — Aux termes de l'art. 265 (3) :

« Tout acte de transmission ou de cession des biens d'une Compagnie aux *trustees* en faveur de tous ces créanciers sera absolument nul et non avenu ».

Non seulement ces cessions constituent un aveu d'insolvabilité et privent les commerçants des moyens de continuer leur exploitation (elles figurent, par conséquent (5), au premier rang parmi les *acts of bankruptcy* énumérés à l'art. 1 (1), mais encore elles orientent l'administration et la répartition des biens d'une Compagnie en liquidation dans un sens tout autre que celui voulu par la Loi, en les soustrayant aux créanciers pour les confier à des personnes désignées, non par ceux-ci, mais par la Compagnie liquidée. C'est pourquoi la Loi les frappe de nullité.

D. — Il reste, enfin, à rappeler que l'art. 172 du Law of Property Act, 1925 (6) qui annule les actes translatifs de biens faits en fraude des créanciers, s'applique aussi bien aux actes des Com-

(1) Art. 79.

(2) *Columbian Fireproofing Co* (1910), 2 Ch. 120 ; *Re E. & F. Stanton* (N° 2), (1929), 1 Ch. 180.

(3) *Re Orleans Motor Co* (1911), 2 Ch. 41 ; *Christy v. Hayman, Christy, & Lilley, Ltd* (1919), 1 Ch. 283.

(4) *In re Parkes Garage* (1929), 1 Ch. 139.

(5) V. ci-dessus, p. 111, 112.

(6) Remplaçant la vieille loi 13 Eliz. c. 5 (de l'année 1571). V. ci-dessus, p. 182.

pagnies que ceux des individus ou des simples *partnerships*, indépendamment de toute question de faillite ou de liquidation.

§ 5. — La liquidation produit aussi, en Droit anglais, deux effets tout à fait particuliers.

1° Dans la Liquidation d'une Compagnie, les intéressés ne peuvent avoir que les droits que leur reconnaissent le *Companies Act* et le Règlement de 1929. En conséquence, si les Statuts de la Compagnie sont incompatibles avec les dispositions de ces textes, ils ne peuvent recevoir application. Tel serait, par exemple, le cas d'une clause statutaire qui restreindrait, ou exclurait le droit de la Compagnie (ou de son liquidateur) de faire appel aux associés pour le versement de leurs mises (1), le droit des créanciers ou des associés de requérir la communication des livres et documents de la Compagnie (2), ou, encore, qui leur accorderait, en cas de Liquidation Volontaire de la Compagnie en vue de sa reconstitution, des droits autres que ceux prévus à l'art. 234 (3).

2° Le commencement de la liquidation opère aussi une sorte d'interruption civile de la prescription à l'égard des dettes dues par la Compagnie (4), et elle allonge les délais prefix établis pour certaines réclamations. Ainsi, les états de frais d'un avoué, qui normalement, d'après l'art. 37 (3) du *Solicitor's Act*, 1843, doivent être soumis à taxe dans un délai de 12 mois à partir de leur présentation, peuvent être taxés au cours de la liquidation, à la condition toutefois que le délai ne fût déjà pas expiré avant l'ouverture de celle-ci (5).

Enfin, à certains égards, le système anglais s'écarte de la législation française. —

(1) *Newton v. Anglo-Australian Investment Co* (1895), A. C. 244.

(2) *Birmingham Banking Co* (1867), 36 L. J., Ch. 150; *Yorkshire Fibre Co* (1870), 9 Eq. 650.

(3) V. ci-dessous, p. 460 et s.

(4) *Joint Stock Discount Co's Claim* (1872), 7 Ch. 646; *Wryghte's Case* (1852), 5 de G. et Sm. 244.

(5) *Ex parte Quilter* (1851), 4 de G. et Sm. 183; *Ex parte Evans, re Marseilles Extension Railway Co* (1870), 11 Eq. 151; *Re Foss, Bilborough & Co* (1912), 2 Ch. 161.

a) L'exigibilité des créances à terme (C. Com. fr. art. 444) n'est admise dans la liquidation des Compagnies, comme d'ailleurs dans la faillite (1), que dans une mesure très restreinte, c'est-à-dire, déduction faite de la partie de la créance qui correspond à la période restant encore à courir, ou, au cas où la créance en question compterait des intérêts, déduction faite des intérêts afférents à cette période au taux de 5 % (2).

b) La cessation du cours des intérêts (C. Com. fr. art. 445) n'est admise en Droit anglais, ni dans la liquidation des Compagnies, ni dans la faillite (3), et ceci est vrai (3), même des intérêts *échus* après le commencement de la liquidation, à condition que le passif ait été intégralement acquitté.

c) L'enregistrement (conformément à l'art. 185, *Land Registration Rules* du 3 novembre 1925) dans le Registre foncier, de la délibération ou du jugement qui a donné ouverture à la liquidation assure à la masse des créanciers la même garantie que l'hypothèque prévue à l'art. 490, C. Com. fr.

d) Le *Land Registration Act*, 1925, art. 29, sans interdire après l'ouverture de la liquidation, l'inscription des titres des créanciers privilégiés ou hypothécaires, se contente de leur attribuer un ordre de priorité qui correspond à leur ordre d'enregistrement au dit Registre foncier.

SECTION II

EFFET PARTICULIER DE LA LIQUIDATION VOLONTAIRE

Alors que, dans une Liquidation Judiciaire, étant donné que le patrimoine social est mis, par l'effet du jugement d'ouverture, sous mains de justice, l'exploitation de l'entreprise sociale peut, sans aucun danger, être continuée, la résolution qui ouvre, au contraire,

(1) V. ci-dessus, p. 152.

(2) R. Art. 97, 99, reproduisant les dispositions des art. 20, 22 de l'Annexe II, *Bankruptcy Act*, 1914. V. ci-dessus, p. 153.

(3) En vertu des art. 98, 99 du Règlement de 1929, reproduisant textuellement les art. 21, 22 de l'Ann. II, *Bankruptcy Act*, 1914.

une Liquidation Volontaire arrête immédiatement les opérations de cette entreprise, tout au moins celles qui ne sont pas nécessaires aux besoins de la liquidation (1). Il n'aurait été, en effet, ni prudent, ni logique que la Compagnie puisse décider sa propre mise en Liquidation, et rester, en même temps, libre de contracter de nouveaux engagements. L'Assemblée Générale doit donc procéder, lors de l'ouverture de la Liquidation Volontaire, ou aussitôt que possible après, à la désignation d'un liquidateur, et fixer ses émoluments (2).

SECTION III

EFFETS PARTICULIERS DU JUGEMENT DE LIQUIDATION SOUS LA SURVEILLANCE JUDICIAIRE

Le jugement qui ouvre la Liquidation sous la Surveillance Judiciaire laisse subsister, en principe, la Liquidation Volontaire, ainsi que toutes les opérations qui ont été accomplies sous son empire. D'autre part :

1° Le Tribunal peut nommer un ou plusieurs nouveaux Liquidateurs, soit pour remplacer le Liquidateur déjà en fonctions, soit pour collaborer avec lui (3).

2° Certains effets importants de la Liquidation *Judiciaire* viennent se greffer sur la Liquidation Volontaire, notamment, *a*) la nullité des aliénations faites par la Compagnie de ses biens sociaux, et des cessions d'actions faites par ses associés (4) ; *b*) la nullité de toute saisie individuelle pratiquée sur l'actif social après le « commencement de la Liquidation » au sens attribué à ce terme par l'art. 175.

3° La situation intermédiaire entre la Liquidation Judiciaire et la Liquidation Volontaire qu'occupe la Liquidation sous la Surveillance Judiciaire s'accuse tant dans les pouvoirs du Liquidateur que dans la marche générale de la liquidation (art. 260) :

(1) Art. 228.

(2) Art. 232, 238.

(3) Art. 259.

(4) Art. 173.

a) Le Liquidateur peut exercer librement, comme auparavant, sans recourir à l'autorisation du Tribunal, tous ses pouvoirs, sauf quand il s'agit de payer intégralement des catégories déterminées de créanciers, ou de conclure des concordats avec des créanciers, ou des transactions avec des débiteurs de la Compagnie (1). Ces actes, en raison de leur gravité, nécessitent, pour leur validité, l'autorisation du Tribunal, ou (si la liquidation précédente était une « Liquidation Volontaire par les Créanciers ») l'autorisation, soit du Tribunal, soit du Comité du Contrôle.

b) Par contre (2), certaines dispositions légales relatives à la Liquidation Judiciaire sont expressément écartées. Ainsi, il n'y a pas lieu de faire dresser un Etat de Situation financière de la Compagnie, et le Séquestre Officiel ne fait pas de Rapport « préliminaire » ou « complémentaire » au Tribunal (3) ; le liquidateur n'est pas tenu de convoquer des Assemblées de Créanciers ou de Contribuables, et ni sa comptabilité ni sa gestion en général ne sont soumises à la surveillance du Board of Trade (4) ; il n'y a lieu ni à la nomination d'un Administrateur Spécial (5), ni à l'interrogatoire public des fondateurs, administrateurs, et autres dirigeants de la Compagnie (6). Il n'est pas interdit aux personnes convaincues de fraude de prendre part à l'avenir à l'administration des Compagnies (7). Enfin, aucun des pouvoirs du Tribunal (celui d'arrêter la Liste des Contribuables, ou de faire des appels de fonds, par exemple), ne peut être délégué au Liquidateur (8). Il y a toutefois une réserve importante à faire. — lorsque la Liquidation sous la Surveillance Judiciaire est consécutive à une « Liquidation Volontaire par les Créanciers » dans laquelle un Comité de Contrôle a déjà été désigné, toutes les dispositions (art. 199, parag.

(1) Art. 191.

(2) Art. 260 (2) et Ann. IX du *Companies Act*, 1929.

(3) Art. 181 à 188.

(4) Art. 192 à 201.

(5) Art. 209.

(6) Art. 216.

(7) Art. 217.

(8) Art. 220.

2 à 8) relatives à la composition de ce Comité de Contrôle, ainsi qu'à ses actes et délibérations, doivent recevoir leur pleine application.

CHAPITRE III

LES ORGANES ET LE PERSONNEL DE LA LIQUIDATION

Le principe de la répartition des fonctions, pendant la vie normale d'une Compagnie, entre des organes distincts d'exécution, de délibération, et de contrôle (1) a influé sur l'aménagement de sa liquidation. Le Séquestre Officiel (*Official Receiver in Bankruptcy*), l'Administrateur Spécial (*Special Manager*), et le Liquidateur exercent, à la place des Administrateurs et des Gérants dessaisis, les fonctions exécutives ; des Assemblées représentant la Masse des Créanciers, d'une part, et la Masse des Associés ou « Contribuables », d'autre part, viennent se substituer au Conseil d'Administration, dans les fonctions délibératives ; et, enfin, le Comité de Contrôle (*Committee of Inspection*), le Tribunal, le Ministère de Commerce (*Board of Trade*), le *Registrar of Companies*, et le Ministère Public (*Director of Public Prosecutions*) tiennent les rênes de la surveillance qui étaient antérieurement confiés aux seuls Vérificateurs des Comptes (*Auditors*).

On retrouve donc ici, à quelques exceptions près, les mêmes organes que dans la faillite (2). Toutefois, le Liquidateur vient ici se substituer au Syndic de la Faillite (*Trustee in Bankruptcy*). Les intéressés, d'autre part, forment deux catégories de Masses au lieu d'une, — d'abord, la Masse des Créanciers et, ensuite, la Masse des « Contribuables ». Enfin, le *Registrar of Companies* est, en quelque sorte, l'Officier de l'état de l'état civil des Compagnies, alors qu'il est étranger au régime des faillites. Les Fondateurs, Administrateurs, Secrétaire et autres préposés de la Compagnie prennent aussi une

(1) Cf. ci-dessus, p. 214.

(2) V. ci-dessus, p. 189 et s.

certaine part à la marche de la liquidation, mais leur rôle est surtout passif.

Tous ces organes sont, en principe, régis par les règles de la faillite. Nous n'aurons donc à insister ici que sur les particularités qui se rattachent à la liquidation des Compagnies, et sur les innovations introduites par la législation de 1928-1929.

A. — LE SEQUESTRE OFFICIEL (OFFICIAL RECEIVER IN BANKRUPTCY)

Dans une Liquidation Judiciaire, le Séquestre Officiel entre de très bonne heure en scène. Le jugement d'ouverture a pour effet de le constituer de plein droit liquidateur *provisoire* (1). En outre, un jugement interlocutoire antérieur, susceptible d'être prononcé dès le dépôt de la demande en Liquidation Judiciaire, peut le nommer liquidateur *intérimaire* (2) ; et ces fonctions de liquidateur provisoire peuvent maintenant, d'après le nouvel art. 180, être conférées par le *Tribunal saisi de la demande*, non pas à son propre Séquestre Officiel, mais aussi, pour des raisons d'économie et de commodité, au Séquestre Officiel attaché au Tribunal du *siège social de la Compagnie*. Ainsi, la *High Court* de Londres peut nommer le Séquestre Officiel attaché au Tribunal de Liverpool comme liquidateur provisoire d'une Compagnie établie à Liverpool (3).

En cette qualité de liquidateur provisoire, le Séquestre Officiel est chargé, dans la Première Phase de la Procédure, tout comme en matière de faillite, de prendre possession de l'actif social et de le conserver. Il doit procéder aux premières recherches et constatations sur la situation financière de la Compagnie, et sur les causes qui ont déterminées sa liquidation. Il doit faire dresser, par les dirigeants ou employés de la Compagnie qui lui paraissent le plus qualifiés, un Etat de Situation financière de la Compagnie (4), convoquer les « Premières Assemblées » des Créanciers et des Contribuables pour délibérer sur le choix d'un Liquidateur définitif et d'un Comité de Contrôle, et enfin, saisir le Tribunal du résultat

(1) Art. 185.

(2) Art. 184.

(3) V. ci-dessus, p. 332.

(4) Art. 181.

de ses recherches au moyen d'un Rapport dit « préliminaire ». Au cas où il constate que des fraudes ont été commises au cours de la constitution ou de l'administration de la Compagnie, il dépose un Rapport « complémentaire » (1).

Même après qu'il a cessé, dans une Liquidation Judiciaire, d'être liquidateur, le Séquestre Officiel n'en continuera pas moins à y jouer un rôle important comme délégué du Board of Trade, chargé, dans l'intérêt public et de la moralité commerciale, d'exercer une surveillance générale, mais vigilante, sur la marche de la liquidation, et de signaler, au besoin, les fraudes ou les irrégularités qu'il constate soit au Board of Trade, soit au Tribunal, qui prendra alors les sanctions appropriées. Il étend sa surveillance à toutes les Liquidations (soit Judiciaires, soit Volontaires, soit sous la Surveillance Judiciaire), qui s'ouvrent dans le ressort du Tribunal auquel il est attaché. Ainsi, il peut présenter une demande en Liquidation Judiciaire à l'égard d'une Compagnie dont la Liquidation Volontaire ou sous la Surveillance Judiciaire actuellement en cours ne lui paraît pas sauvegarder suffisamment les droits de tous les intéressés. De même, lorsqu'à défaut de Comité de Contrôle, le rôle de celui-ci est rempli auprès du Liquidateur par le Board of Trade, c'est encore au Séquestre Officiel, en tant que délégué du Board of Trade, qu'il appartient de donner les autorisations et de faire les actes nécessaires pour habiliter le liquidateur à certains actes (2). De même encore, lorsqu'il a déposé un « Rapport complémentaire » relevant des fraudes commises soit dans la constitution, soit dans la gestion de la Compagnie (3), il est tenu de provoquer l'interrogatoire public des personnes qu'il estime coupables de ces fraudes (4) ; il peut aussi demander l'application des sanctions civiles ou pénales contre les Administrateurs coupables de « commerce frauduleux », ou de « *misfeasance* » ou « *breach of trust* » (5).

(1) Art. 182.

(2) Art. 200 ; R. art. 211.

(3) Art. 182.

(4) Art. 216.

(5) Art. 275, 276.

Toutes les fois qu'il se produit une vacance des fonctions de liquidateur, le Séquestre Officiel devient, dans une Liquidation Judiciaire, le Liquidateur provisoire. Il est alors désigné sous le titre de « Séquestre Officiel et Liquidateur » (*Official Receiver and Liquidator*) de la Compagnie, par opposition au Liquidateur non officiel, qui ne porte que le titre de « Liquidateur » tout court (1).

B. — L'ADMINISTRATEUR SPÉCIAL (« SPECIAL MANAGER »)

Des raisons d'ordre technique peuvent commander la nomination d'un Administrateur Spécial (*Special Manager*) pour l'entreprise d'une Compagnie en Liquidation Judiciaire, comme pour celle d'un individu ou d'une *partnership* déclarés en faillite. La réglementation est pareille dans les deux cas (2), sauf les exceptions suivantes :

La nomination n'est pas faite ici par le Séquestre Officiel lui-même à la demande d'un créancier (3), mais, vu l'importance des intérêts qui pourraient être en jeu dans une Compagnie, par le Tribunal sur la proposition du Séquestre Officiel, et après un Rapport de celui-ci, indiquant le chiffre d'honoraires qu'il convient d'allouer à l'Administrateur désigné (4). C'est le Tribunal également qui fixe ses honoraires, détermine l'étendue de ses pouvoirs et attributions, ainsi que la durée de ses fonctions ; celles-ci peuvent (ce qui n'a pas lieu dans la faillite) survivre au remplacement du Séquestre Officiel par un liquidateur désigné ultérieurement par les Premières Assemblées des Créanciers et des Contribuables.

Le Séquestre Officiel est tenu (5) de remettre au Board of Trade une expédition du jugement qui nomme l'Administrateur Spécial, et celui-ci n'entre en fonctions qu'après avoir satisfait à tous les règlements, et à toutes les conditions (notamment en ce qui con-

(1) Art. 185.

(2) V. art. 209, *Companies Act*, 1929, et R. de 1929, art. 48, 49, 57 et 58, modifiés sur l'art. 10, *Bankruptcy Act*, 1914, et R. de 1915, art. 352 et 353.

(3) V. ci-dessus, p. 194 et s.

(4) R. art. 48 (1).

(5) R. art. 48 (3).

cerne le cautionnement à fournir pour sa bonne gestion) imposées par le Board of Trade.

C. — LE LIQUIDATEUR.

Tout comme le Syndic dans la liquidation des faillites (*Trustee in bankruptcy*) (1), le Liquidateur constitue la cheville ouvrière du mécanisme de la liquidation des Compagnies. Le réglementation dans les deux cas s'inspire de principes identiques. Aussi ne signalerons-nous ici que des particularités qui tiennent, soit au rôle de première importance que jouent les Compagnies dans le commerce et l'économie modernes, soit à l'existence de trois modes différents de liquidation des Compagnies.

I. — SA NOMINATION. — 1° Une règle capitale domine, d'abord, toute liquidation. En vue de combattre l'emprise croissante des « *holding companies* » ou « *holding trusts* », et, en même temps, de faciliter l'application des sanctions légales assurant la bonne administration de la liquidation, le nouvel article 278 du Companies Act, 1929, interdit, à peine de nullité et d'une amende maximum de £ 100, la nomination d'une personne morale (*body corporate*) comme liquidateur d'une Compagnie. Seule une personne physique peut donc assumer dorénavant ses fonctions.

2° A) Dans une *Liquidation Judiciaire*. — Depuis l'introduction de la demande en liquidation, l'administration du patrimoine social peut être successivement confiée à diverses personnes. D'abord, afin de protéger l'actif contre des dilapidations ou des détournements jusqu'au jour où la demande principale viendra à l'audience, le Tribunal peut nommer, à la requête d'un créancier, d'un associé, ou de la Compagnie elle-même, un Liquidateur *intérimaire* (2). Lorsque le Tribunal, statuant définitivement sur cette demande, aura prononcé l'ouverture de la Liquidation Judiciaire, le Séquestre Officiel deviendra *virtute officii*, nous l'avons vu, Liquidateur *provisoire* jusqu'à la réunion des « Premières

(1) V. ci-dessus, p. 196.

(2) Art. 184.

Assemblées » des Créanciers et des Contribuables (1). Enfin, à la suite de ces Assemblées, le Tribunal, tenant compte de leur choix, mais sans cependant être nullement lié par lui, statuera sur l'opportunité du maintien du Séquestre Officiel comme Liquidateur définitif, ou, au contraire, de son remplacement par un autre.

B) Dans la *Liquidation Volontaire*. — Distinguant entre deux formes de cette liquidation, la loi de 1929 a dû modifier aussi le mode de nomination du Liquidateur. Sous l'empire de la Loi de 1908 (2), le Liquidateur pouvait être désigné par l'Assemblée des Associés qui avait décidé la mise en liquidation de la Compagnie. Mais, afin de permettre aux créanciers de critiquer le choix fait par les associés et, au besoin, de faire nommer un autre Liquidateur par le Tribunal, le Liquidateur nommé par les associés devait procéder immédiatement (dans la quinzaine) à la convocation d'une Assemblée des Créanciers. La valeur pratique de cette disposition était fort discutable ; car il n'y avait guère lieu de convoquer une Assemblée des Créanciers si la Compagnie était solvable, et dans le cas contraire — plus fréquent — la prudence même conseillait de ne pas laisser en possession de l'actif social un délégué des seuls associés, pour si peu de temps que ce soit, avant que les créanciers ne fussent consultés. La Commission Greene (3) ayant fait ressortir ces inconvénients, le législateur de 1928-1929 a abrogé l'ancien art. 188, et divisé la Liquidation Volontaire en deux catégories selon que la Compagnie est solvable (« Liquidation Volontaire par les Associés ») ou insolvable (« Liquidation Volontaire par les Créanciers »). Il a attribué à l'Assemblée des Associés seule, dans le premier cas (4), et à l'Assemblée des Créanciers aussi bien qu'à l'Assemblée des Associés dans le second cas, le droit de désigner, dès le début, le Liquidateur. Le Tribunal n'intervient qu'au cas où leurs choix seraient divergents (5).

(1) Art. 185.

(2) Art. 188, *Companies Act*, 1908 ; Cf. ci-dessus, p. 336.

(3) V. ci-dessus, p. 49.

(4) Art. 232, *Companies Act*, 1929.

(5) Art. 239.

C) Dans la *Liquidation sous la Surveillance Judiciaire*. — Le Jugement qui soumet la Liquidation Volontaire à la surveillance judiciaire maintient généralement en fonctions le Liquidateur déjà désigné par les intéressés conformément aux art. 232 et 239 sus-indiqués, sauf faculté pour le Tribunal de lui adjoindre ou de lui substituer, le cas échéant, un ou plusieurs autres Liquidateurs (1).

II. — SA RÉMUNÉRATION. — Un premier principe, applicable aux trois modes de liquidation, se dégage de son rôle de mandataire, chargé, comme le Syndic d'une faillite, d'une mission de confiance. Le Liquidateur ne doit avoir aucun intérêt personnel dans la liquidation, ni en recueillir aucun bénéfice occulte en dehors de son indemnité légale (2). Mais il est aussi des règles particulières qui sont propres à chacun des modes de Liquidation.

A) Dans une *Liquidation Judiciaire*. — Les appointements du Séquestre Officiel, qui est un fonctionnaire dépendant du Board of Trade, sont fixés par le Board of Trade. Ils sont alimentés, en dernière analyse : a) par les droits fiscaux imposés sur les divers actes de procédure afférents à la liquidation (3) ; b) par les rentes et intérêts provenant des placements des disponibilités appartenant aux « Compte des Faillites et des Liquidations » à la Banque d'Angleterre (4).

En ce qui concerne les liquidateurs autres que le Séquestre Officiel, deux hypothèses sont à envisager, suivant qu'il existe ou non un Comité de Contrôle dans la liquidation.

1° Il y a un Comité de Contrôle. Aux termes de l'art. 157 du R. (5) :

« La rémunération du Liquidateur, sauf décision contraire du Tribunal, sera déterminée par le Comité de Contrôle, et revêtira la forme d'un pourcentage ou d'une commission, dont une partie sera calculée d'après le montant des valeurs

(1) Art. 259.

(2) R. art. 158 à 160, C. A. 1929, reproduisant l'art. 82 (5), *Bankruptcy Act*, 1914, et R. de 1915, art. 347 et 348 (1).

(3) V. Tarif du 11 octobre 1929.

(4) V. *Economy (Miscellaneous Provisions) Act*, 1926, art. 13 à 15.

(5) Reproduisant l'art. 82 (1), *Bankruptcy Act*, 1914, et l'art. 334, R. de 1915.

réalisées, déduction faite des sommes payées aux créanciers garantis (autres que les obligataires) sur le produit de vente des biens qui leur avaient été affectés en garantie, et dont l'autre sera calculée d'après le montant des sommes *distribuées* à titre de dividende ».

Toutefois, à la demande du Board of Trade, le Tribunal peut réduire le taux de pourcentage alloué par le Comité de Contrôle (1). D'autre part, comme il se peut que l'actif réalisé soit complètement absorbé par les frais, par exemple, au cas d'un litige prolongé intéressant la Compagnie, ou encore, que le Comité de Contrôle, composé en grande partie de personnes hostiles au Liquidateur, ne lui ait accordé qu'un taux de pourcentage tout à fait insignifiant par rapport au travail à accomplir au cours de la liquidation, il semble que, malgré le silence du législateur, le Liquidateur pourrait s'adresser au Tribunal pour élever le taux de rémunération en se prévalant peut-être de l'art. 183 (2) du Companies Act, 1929, qui est ainsi conçu :

« Un liquidateur autre que le Séquestre Officiel recevra tel salaire ou rémunération, par voie de pourcentage ou autrement, que le Tribunal ordonnera. S'il y a plusieurs Liquidateurs, leur rémunération sera répartie entre eux dans les proportions déterminées par le Tribunal ».

2° *S'il n'y a pas de Comité de Contrôle*, l'indemnité du Liquidateur est fixée, sauf jugement contraire du Tribunal, suivant le tarif (actuellement celui du 11 octobre 1929) des droits de pourcentages payables sur les valeurs réalisées et distribuées par le Séquestre Officiel.

B) *Liquidation Volontaire*. — Ici encore il faut distinguer :

1° Dans une « Liquidation Volontaire par les Associés », c'est l'Assemblée des Associés qui fixe librement l'indemnité du Liquidateur (2), mais la forme facultative dans laquelle est rédigée ce texte (« la Compagnie peut fixer la rémunération... ») laisse supposer que le Tribunal pourra, à défaut de l'Assemblée, la détermi-

(1) R. art. 157 (2).

(2) Art. 232 (1).

ner, ce qu'il fera naturellement, dans la plupart des cas, en s'inspirant du Tarif des pourcentages sus-mentionné.

2° Dans une « Liquidation Volontaire par les Créanciers », c'est, en premier lieu, au Comité de Contrôle, et à son défaut, à l'Assemblée des Créanciers, qu'il appartient de fixer le montant de l'indemnité (1).

3° L'art. 239, qui prévoit l'hypothèse de Liquidateurs différents choisis par l'Assemblée des Créanciers, d'un côté, et par l'Assemblée des Associés, de l'autre, et qui déclare que, dans ce cas, le Tribunal sera appelé à les répartir, est cependant muet quant au mode de détermination de l'indemnité du Liquidateur qui viendrait à être définitivement nommé. Aussi semble-t-il prudent de s'en tenir encore ici à la solution fournie par l'art. 241 (1) dans l'hypothèse précédente.

4° Normalement, si une Liquidation Volontaire venait à être annulée pour irrégularité ou vice de forme, le Liquidateur ne devrait avoir droit, suivant la règle « Ce qui est nul à cet effet », à aucune indemnité. Cependant, dans la mesure où ses services ont été utiles ou ses actes ont été ratifiés par le Séquestre Officiel ou par le Liquidateur dans la Liquidation Judiciaire, le Tribunal lui allouera une indemnité proportionnelle à son travail (*quantum meruit*) (2).

C) *Liquidation sous la Surveillance Judiciaire*. — C'est, soit l'art. 232, soit l'art. 241 qui s'appliquera, suivant que la Liquidation Volontaire antérieure était une « Liquidation Volontaire par les Associés » ou une « Liquidation Volontaire par les Créanciers ».

III. — RÉVOCATION ET REMPLACEMENT. — A) *Liquidation Judiciaire*. — Les fonctions de Liquidateur, comme celles de Syndic d'une faillite, peuvent devenir vacantes par suite : 1° de son décès ; 2° de sa démission, acceptée par les Assemblées des Créanciers et des Associés ; 3° de sa révocation par le Board of Trade ou par le Tribunal ; 4° enfin, par suite de son quitus (*order of discharge*) accordé par le Board of Trade.

Le décès se passe de commentaires.

(1) Art. 241 (1).

(2) *Re Allison, Johnson & Foster, Ltd; Ex parte Burkenshaw* (1904), 2 K. B. 327.

1^{re} Démonstration. Aux termes de l'art. 165, R. de 1929 (1), la démission doit être soumise à des Assemblées distinctes des Créanciers et des Associés, que le Liquidateur est tenu de convoquer spécialement à cet effet. Puis, a) si les deux Assemblées, votant des résolutions ordinaires, sont d'accord pour l'accepter le Liquidateur envoie un procès-verbal de leurs délibérations au Greffier du Tribunal ainsi qu'au Séquestre Officiel, et, dès lors, la démission devient effective ; b) dans le cas contraire, après l'envoi du procès-verbal au Greffier et au Séquestre Officiel, le Tribunal doit statuer sur l'opportunité d'accepter ou non la démission.

2^o La révocation du Liquidateur peut être prononcée, soit par le Board of Trade, soit par le Tribunal. Elle résulte aussi de plein droit de sa faillite (2) ou de son quitus prononcé par le Board of Trade.

a) Le Board of Trade peut révoquer le Liquidateur si, contrairement aux prescriptions de l'art. 194 (3), Companies Act, il garde par-devers lui des sommes supérieures à £ 50 pendant plus de 10 jours.

b) Le Tribunal peut le révoquer (3) pour de justes motifs : démission, absence prolongée du pays, inconduite ou incapacité constatée dans ses fonctions : par exemple, pour avoir reçu des bénéfices occultes (4), s'être obstiné, contre le gré des créanciers, à continuer des procès auxquels seuls les associés étaient intéressés, être en relations d'amitié avec un Administrateur dont les agissements sont suspects, ou bien, s'être ingénié à créer des obstacles continuels contre la poursuite en justice des Administrateurs fautifs (5). De même, un Liquidateur qui ne fournit pas, ou qui ne renouvelle pas le cautionnement qui garantit sa bonne gestion peut être révoqué par le Tribunal, sur la plainte du Séquestre Officiel (6).

(1) Modelé sur l'art. 333, R. de 1915.

(2) R. art. 166.

(3) Art. 188, C. A.

(4) R. art. 158 à 160.

(5) *Sir John Moore Gold Mining Co* (1879), 12 Ch. D. 325 ; *Ex parte Newitt*, (1884), 14 Q. B. D. 177.

(6) R. art. 58.

c) Enfin, le Board of Trade est compétent pour prononcer le quitus (*order of discharge*) du Liquidateur, comme celui du Syndic. Aux termes de l'art. 197, C. A., et de l'art. 202, R. de 1929 (1), le Liquidateur peut adresser au Board of Trade une demande aux fins d'obtenir son quitus quand il a : a) réalisé l'avoir de la Compagnie qu'il estime nécessaire pour distribuer un dernier dividende aux créanciers, et réglé les droits mutuels des contribuables en leur versant un dernier acompte en restitution de leurs capitaux, ou b) quand il a résigné ses fonctions, ou c) en a été révoqué. Il doit d'ailleurs, au préalable, signifier aux créanciers et aux contribuables sa demande de quitus, accompagnée d'un état des recettes et des paiements pendant le cours de la liquidation.

La procédure relative à cette demande, ainsi que les effets du quitus par le Board of Trade étant en tous points identiques à ceux que nous avons exposés en matière des faillites, nous n'avons plus besoin d'y insister ici.

Toutes les fois qu'il se produit une vacance dans les fonctions du Liquidateur (hormis le cas du quitus), il est pourvu à son remplacement définitif dans les mêmes formes et conditions que pour la nomination du Liquidateur originaire (2), le Séquestre Officiel, en sa qualité de Liquidateur provisoire, étant tenu, à la demande d'au moins 1/10 en sommes des créanciers et contribuables, de convoquer à cet effet leurs Assemblées respectives. En cas de vacance résultant du quitus du Liquidateur, c'est le Séquestre Officiel qui devient Liquidateur définitif (3). Il ne serait guère raisonnable, en effet, de procéder aux formalités d'une nouvelle élection alors que la liquidation est presque entièrement achevée.

B) *Liquidation Volontaire*. — 1° La démission d'un Liquidateur volontaire n'est expressément prévue par aucun texte, mais les arts. 233 et 242 C. A. la supposent en autorisant l'Assemblée Géné-

(1) Cp. art. 93, B. A. 1914, et R. 1915, art. 338 à 340, et 367.

(2) R. art. 58 (3).

(3) R. art. 56 (7).

rale des Associés, dans une « Liquidation Volontaire par les Associés », et l'Assemblée Générale des Créanciers dans une « Liquidation Volontaire par les Créanciers », à pourvoir au remplacement d'un Liquidateur démissionnaire. Force est donc de conclure que la démission ne peut être tenue pour acquise qu'après l'acceptation par l'Assemblée appropriée, et suivant la procédure prescrite pour une Liquidation Judiciaire.

2° La révocation peut être prononcée par le Tribunal pour de « justes motifs », comme dans la Liquidation Judiciaire, et être suivie de la nomination d'un nouveau Liquidateur (1).

La demande en révocation ne peut être introduite que par un créancier ou par un associé. Celle qui serait formée par la Compagnie cessionnaire de l'actif de la Compagnie en liquidation elle-même ne serait pas recevable. D'autre part, la Compagnie en liquidation elle-même ne peut révoquer un Liquidateur qu'elle a nommé (2).

3° Quant au quitus (*order of discharge*), c'est une institution spéciale à la Liquidation Judiciaire, et, comme le Board of Trade n'exerce pas une surveillance aussi étroite sur une Liquidation Volontaire que sur une Liquidation Judiciaire, ce sont les Assemblées des Créanciers et des Associés, qui sont seules compétentes pour connaître d'une demande en quitus présentée par un Liquidateur qu'elles ont nommé (3). Il semble toutefois que le texte de l'art. 252 est assez large pour permettre qu'une demande de ce genre puisse être adressée au Tribunal.

C) Les règles qui régissent la Liquidation Volontaire s'appliquent à la *Liquidation sous la Surveillance Judiciaire*. Le quitus n'est pas donné par le Board of Trade (l'art. 260 et l'Ann. IX du C. A., écartant expressément l'application de l'art. 197).

IV. — POUVOIRS ET ATTRIBUTIONS. — A) *Liquidation Judiciaire*.

1° Le premier devoir du Liquidateur est évidemment de se mettre en possession de tous les biens, livres et documents de la

(1) Art. 249.

(2) *New De Kaap, Ltd.* (1908), 1 Ch. 589.

(3) Art. 233, 242.

Compagnie (1), ce qui comporte une obligation corrélatrice pour tout détenteur (sous réserve, en ce qui concerne le Séquestre Officiel, de déduction de ses frais et déboursés) de les remettre au Liquidateur (2).

2° En vue de déterminer l'apport à faire par les divers associés à l'actif social en vertu de leurs actions ou de leurs garanties respectives, le Liquidateur doit dresser une « Liste des Contribuables » (3), et ensuite, avec l'autorisation du Comité de Contrôle, ou à son défaut, du Tribunal, faire à chacune des personnes portées sur cette Liste un appel de versement (*call*) dans la mesure requise par la liquidation (4).

3° S'il désire s'informer de façon précise sur la consistance de l'actif social ou sur les actes qu'il croit avoir été accomplis au détriment de cet actif par des tiers, il doit faire interroger ceux-ci par le Tribunal (5).

4° Si les agissements des fondateurs, administrateurs, ou préposés de la Compagnie lui ont été préjudiciables, il lui appartient également d'intenter des poursuites spéciales (en *misfeasance*, etc.) pour sanctionner leur responsabilité (6).

5° Il doit arrêter le passif en vérifiant les créances produites par les divers créanciers (7), et distribuer, au fur et à mesure de ses recouvrements, des dividendes après préavis d'au moins 2 mois aux créanciers, pour permettre aux retardataires de produire et de faire leurs réclamations (8).

En principe, le Liquidateur exerce ses diverses fonctions en toute liberté, s'inspirant uniquement de ses propres lumières et de l'intérêt des créanciers et des associés ; mais il doit se conformer, en toutes choses, aux instructions spéciales qui lui sont données par

(1) Art. 189.

(2) Art. 204, C. A. ; R. art. 76, 77, 164.

(3) R. art. 78.

(4) R. art. 84, 85.

(5) Art. 214.

(6) Art. 276, 277.

(7) R. art. 104 et s.

(8) R. art. 117.

les Assemblées des Créanciers ou des Associés (1). Il est libre de convoquer ces Assemblées quand bon lui semble, mais il est *obligé* de les convoquer lorsqu'il en est requis par 1/10 au moins en sommes des intéressés. Il peut aussi, à tout moment, s'adresser au Tribunal pour obtenir des instructions ou pour faire résoudre les difficultés qui peuvent se présenter au cours de la liquidation.

L'accomplissement de ses fonctions lui est facilitée par des pouvoirs assez larges (2). Certains actes cependant en raison de leur gravité, nécessitent l'autorisation préalable, soit du Tribunal, soit du Comité de Contrôle (3) ; quant aux autres, quoique dispensés de toute autorisation (4), ils n'en demeurent pas moins sujets au contrôle du Tribunal, à la demande d'un intéressé.

I. — L'autorisation du Tribunal ou du Comité de Contrôle est requis pour habiliter le Liquidateur aux actes suivants :

a) intenter une action ou toute autre procédure judiciaire, ou y défendre, au nom et pour le compte de la Compagnie ;

b) continuer les affaires sociales dans la mesure où cela peut être avantageux à la liquidation ;

c) avoir recours à un avoué ou homme d'affaires (5) pour l'aider dans l'exécution de ses fonctions ;

d) payer intégralement des catégories déterminées de créanciers ;

e) conclure des concordats avec les créanciers, ou des arrangements ou règlements avec des contribuables ou autres débiteurs, et leur donner quittance.

II. — Il peut, par contre, sous sa seule responsabilité, et sans aucune autorisation, faire les actes suivants :

a) vendre les biens de la Compagnie, soit aux enchères, soit à l'amiable ;

(1) Art. 192, C. A.

(2) Cp. art. 55, 56, B. A. 1914, et ci-dessus, p. 204 et s.

(3) À défaut du Comité de Contrôle, l'autorisation est donnée par le Board of Trade (art. 200, C. A.), soit directement, soit par l'organe de son délégué, le Séquestre Officiel (R. art. 211).

(4) Art. 191, C. A.

(5) Leurs états de frais et vacations ne peuvent être payés qu'après avoir été taxés (R. art. 186).

b) conclure des traités, et faire tous actes ou signer tous documents sous le sceau social de la Compagnie ;

c) produire la dette due par un contribuable en sa qualité personnelle, se faire colloquer dans sa faillite, et recevoir des dividendes ;

d) tirer, accepter, émettre, ou endosser, au nom et pour le compte de la Compagnie, des lettres de change ou des billets à ordre engageant la responsabilité de la Compagnie comme avant sa mise en liquidation ;

e) faire des emprunts en engageant l'actif social ;

f) se faire nommer administrateur de la succession d'un contribuable décédé ;

g) nommer un mandataire ou un agent pour faire toutes opérations qu'il ne peut faire lui-même ;

h) prendre toutes autres dispositions nécessaires pour liquider les affaires sociales, et répartir l'actif entre les ayants-droit.

III. — Certains autres pouvoirs, qui appartiennent, en principe, à l'autorité judiciaire, sont aussi, en vue d'assurer la liquidation rapide et économique, dévolus au Liquidateur (1). Il peut ainsi :

a) arrêter la « Liste des Contribuables » (2) et rectifier le « Registre des Associés » (3) ;

b) adresser, avec l'autorisation du Tribunal ou du Comité de Contrôle, des appels de fonds aux contribuables inscrits sur la dite Liste (4).

c) fixer les délais de production des créances passés lesquels les

(1) Art. 220, C. A. ; R. art. 78 et s.

(2) R. art. 78 à 83.

(3) Le Registre des Associés (art. 95 à 102) est indispensable pour fixer, d'un côté, le droit de chaque associé au partage des bénéfices (dividendes), et de l'autre, son obligation, en cas de liquidation de la Compagnie, à faire un apport correspondant à la valeur de sa garantie ou des actions inscrites à son nom à la date du « commencement de la liquidation », ou depuis un an auparavant (art. 157, 171, C. A.).

(4) R. art. 84 à 88.

créanciers seront forclos pour la prochaine distribution de dividende (1) ;

d) convoquer des Assemblées des créanciers et des associés pour leur demander leur avis sur une question déterminée (2) ;

B) *Liquidation Volontaire*. — Les pouvoirs et les obligations du Liquidateur sont ici, en principe, déterminés par les intéressés (créanciers ou associés) desquels il tient ses fonctions. La Loi précise, cependant, quelques-unes de ses obligations. Ainsi, il doit :

a) notifier sa nomination, sous peine d'une amende de £ 5 par jour de retard, au Registrar of Companies (3) ;

b) affecter l'actif social, en premier lieu, au remboursement des diverses dettes *pari passu*, et en répartir, ensuite, le reliquat entre les associés proportionnellement à leurs droits et intérêts respectifs (4) ;

c) signaler immédiatement au Ministère Public (*Director of Public Prosecutions*) tout acte venant à sa connaissance au cours de la liquidation, et paraissant de nature à justifier des poursuites repressives contre un administrateur, gérant, ou autre préposé de la Compagnie, en vertu des art. 271 et suiv. du Companies Act (5).

Ses pouvoirs sont extrêmement étendus, car, en plus des pouvoirs d'un Liquidateur Judiciaire (6), il a des pouvoirs propres (7). Ainsi

1° Il a, d'abord, tous les pouvoirs que confère l'art. 191 précité au Liquidateur Judiciaire, sous cette réserve toutefois que, lorsqu'il s'agit de payer intégralement certaines catégories déterminées de créanciers, de conclure un concordat avec les créanciers, ou de transiger avec des débiteurs, il doit se faire autoriser :

a) au cas d'une « Liquidation Volontaire par les Associés », par une résolution extraordinaire de leur Assemblée Générale ;

(1) Art. 210, C. A. ; R. art. 104 et s.

(2) Art. 288, C. A. ; R. art. 125.

(3) Art. 250.

(4) Art. 247.

(5) Art. 277 ; v. ci-dessous, p. 455.

(6) Art. 191.

(7) Art. 248.

b) Dans une « Liquidation Volontaire, par les Créanciers », par soit le Tribunal, soit le Comité de Contrôle (1).

2° Il a le pouvoir, en outre :

a) d'arrêter la « Liste des Contribuables », de rectifier le Registre des Associés, et d'adresser aux Contribuables des appels de fonds ;

b) de convoquer les Assemblées Générales des Associés pour obtenir leur autorisation, par voie de résolution extraordinaire ou spéciale, à certains actes ou projets, ou pour tout autre objet quelconque ;

c) de payer les dettes sociales, et de régler les droits des Contribuables entre eux (2) ;

d) de s'adresser au Tribunal, pour lui demander de résoudre certaines difficultés, ou d'exercer les pouvoirs qui lui appartiennent dans une Liquidation Judiciaire (3) ;

e) d'effectuer, dans les formes et aux conditions prescrites aux art. 234 et 243, la vente ou la cession globale de l'actif et de l'entreprise de la Compagnie à une autre Compagnie, moyennant attribution d'actions, polices ou autres titres émis par cette dernière (4).

3° Au cas où plusieurs Liquidateurs sont simultanément en fonctions, le concours d'au moins deux d'entre eux est, en général et sauf disposition contraire dans leur titre de nomination, requis pour la validité de chaque acte (5).

C) Par cela même que la *Liquidation sous la Surveillance Judiciaire* ne fait que prolonger, en somme, la Liquidation Volontaire déjà en cours, maintenant en général, le Liquidateur désigné par les intéressés, la situation juridique de celui-ci ne s'en trouve pas beaucoup modifiée. A deux égards, toutefois, le dispositif du jugement qui ouvre la Liquidation sous la Surveillance Judiciaire restreint dans sa forme type (6), la liberté d'action du Liquidateur, en

(1) Art. 248 (1) (a)

(2) Art. 248.

(3) Art. 252.

(4) V. p. 465 et s.

(5) Art. 248 (3).

(6) V. Modèle N° 18, annexé au R. de 1929.

tions de la liquidation, et b) à ne payer les frais et indemnités des agents ou mandataires employés par lui qu'après taxe. A tous autres égards, il est investi des pouvoirs énumérés à l'art. 191 précités, sous réserve des autorisations du Tribunal ou du Comité de Contrôle dans les cas prévus aux art. 248 et 260 (1). Par ailleurs, les opérations qu'il accomplit restent les mêmes que dans une Liquidation Judiciaire, en ce qui concerne le recouvrement et la répartition de l'actif, la vérification des créances, la confection de la « Liste des Contribuables », et les appels de fonds.

Il en résulte que le Tribunal peut, selon qu'il applique ces restrictions à la lettre, ou, au contraire, d'une manière large, transformer une Liquidation Volontaire en une Liquidation sous la Surveillance Judiciaire, ou en une Liquidation Judiciaire, atteignant, dans ce dernier cas, le même but que s'il prononçait directement un Jugement de Liquidation Judiciaire à la suite d'une Liquidation Volontaire (1).

V. — RECOURS CONTRE LES ACTES DU LIQUIDATEUR. — Toute personne lésée par les actes ou décisions du Liquidateur peut en appeler devant le Tribunal (2).

VI. — RESPONSABILITÉ. COMPTES. CARACTÈRE JURIDIQUE DU RÔLE DU LIQUIDATEUR. — Une controverse s'est élevée pendant longtemps, tant en jurisprudence qu'en doctrine, sur la question de savoir si le Liquidateur était un *trustee* (au sens courant de ce terme dans la jurisprudence de Chancery), tenu, par conséquent, de tous les devoirs et soumis à toutes les responsabilités que comporte cette situation.

Pour soutenir l'affirmative, on invoquait notamment sa mission fiduciaire et le fait qu'il est chargé de recueillir, de conserver, et d'administrer, comme tout *trustee*, les biens confiés à sa charge dans l'intérêt des ayants droit, de les répartir entre ceux-ci conformément aux prescriptions de la Loi, et de leur fournir, en attendant, tous les renseignements utiles. On appuyait aussi sur l'interdiction qui

(1) Art. 170 (2).

(2) Art. 192 (5), C. A., reproduisant l'art. 80, B. A., 1914, et l'art. 252, C. A.

lui est faite de toucher des bénéfices occultes, ou de faire acquisition, directement ou par personne interposée, des biens de la Compagnie (1).

Cependant, un abîme profond sépare le Liquidateur du *trustee* en général et du Syndic des faillites, en particulier ; et le législateur qui, depuis 1869, a dénommé ce dernier *trustee in bankruptcy* (2), s'est bien gardé d'attribuer au Liquidateur une qualification semblable. En outre, à la différence d'un *trustee*, le Liquidateur n'est point investi de la propriété du patrimoine social qu'il est chargé d'administrer. Le jugement d'ouverture de la Liquidation Judiciaire, par exemple, à la différence du jugement déclaratif de faillite (3), n'a pas pour effet, nous l'avons vu, d'exproprier *de plano* la Compagnie, ni de transporter la propriété de ses biens sur la tête du Liquidateur. La Compagnie, conservant sa personnalité juridique pendant la liquidation, demeure aussi investie de la propriété de ses biens, à moins d'en être dépouillée par un jugement spécial (*vesting order*) rendu au profit et à la demande du Liquidateur (4).

La question n'est cependant pas encore résolue. La jurisprudence continue à donner des demi-solutions, qui sont des solutions d'espèces, et reviennent à dire que le Liquidateur n'est pas un véritable *trustee* proprement dit, mais un *quasi-trustee*. Il est tenu d'agir honnêtement et impartialement vis-à-vis des intéressés, mais il ne peut, en principe, être actionné par eux en réparation du préjudice résultant de ses actes qu'au cas où il aurait agi de mauvaise foi ou en fraude de leurs droits (5). Cependant, la procédure spéciale prévue à l'art. 276 (*misfeasance*, et *breach of trust*) sanctionne toute sorte de défaillances ou de manquements préjudiciables aux intéressés, même en l'absence de fraude ou de mauvaise foi, et des décisions récentes ont été jusqu'à dire qu'un Liquidateur actionné

(1) R. art. 158 à 160.

(2) V. ci-dessus, p. 99.

(3) Art. 18, 53, B. A. 1914.

(4) Art. 190, C. A. ; v. ci-dessus, p. 352.

(5) *Knowles v. Scott* (1891), 1 Ch. 723 ; *Silkstone & Haigh Moor Coal Co v. Edey* (1900), 1 Ch. 167 ; *Pulsford v. Devenish* (1903), 2 Ch. 625.

en dommages-intérêts ne saurait invoquer, pour se défendre, des dispositions protectives des *trustees* qui se trouvent édictées dans l'art. 30 et suiv. du *Trustee Act*, 1925 (1).

Pour préciser les obligations du Liquidateur, il faut toujours distinguer entre les trois modes de liquidation :

1) *Liquidation Judiciaire*. — Nous retrouvons ici les règles de la faillite, notamment en ce qui concerne la comptabilité que le Liquidateur doit tenir et son mode de vérification (2), les versements de recettes au compte intitulé « Liquidation des Compagnies » (*Companies Liquidation Account*) à la Banque d'Angleterre (3), l'investissement des disponibilités (4), et la surveillance générale par le Board of Trade (5).

B) *Liquidation Volontaire*. — 1° La comptabilité et sa vérification sont, en principe, de la compétence de l'Assemblée Générale. Toutefois, l'art. 170 (3) du Règ. prévoit que, dans une « Liquidation par les Créanciers », le Comité de Contrôle, ou à son défaut, les créanciers, décideront quels livres de comptabilité doivent être tenus par le Liquidateur, et se chargeront également de leur vérification.

Des comptes semestriels doivent être déposés par le Liquidateur, sous peine d'une amende de £ 50 par jour de retard, au Bureau du Registrar of Companies, indiquant l'état de toute liquidation qui se prolonge au delà de la première année. Communication peut en être obtenue par tout créancier ou associé, moyennant paiement des droits prescrits (6).

A la fin de chaque année (7), ainsi qu'après la clôture de la liquidation (8), le Liquidateur soumet ses comptes à l'approbation

(1) *Windsor Steam Coal Co* (1928), 1 Ch. 609; (1929), 1 Ch. 151 (C. A.).

(2) Art. 193, 195, C. A. ; R. de 1929 art. 169 à 179. Cp. art. 86, 92, B. A. 1914 ; R. 1915, art. 337, 360 à 639.

(3) Art. 194, C. A. ; R. art. 167, 168. Cp. art. 89, B. A. ; R. art. 342, 343.

(4) Art. 300, 301, C. A. ; R. art. 171. Cp. art. 89, 90, B. A. et art. 13 à 16 de la Loi du 16 juin 1926 intitulée « *Economy (Miscellaneous Provisions) Act*, 1926 ».

(5) Art. 196, C. A. Cp. art. 81, B. A.

(6) Art. 284, C. A. ; R. art. 194, 195.

(7) Art. 235, 244.

(8) Art. 236, 245.

de l'Assemblée des Associés ou aux Assemblées des Créanciers et des Associés, suivant la catégorie de Liquidation Volontaire dont il s'agit.

2° Manipulation des Fonds. — Aucune disposition législative ne vient ici entraver la liberté du Liquidateur, si ce n'est l'art. 285, C. A., qui lui prescrit de verser au compte « Liquidations des Compagnies » à la Banque d'Angleterre toute somme faisant partie de l'actif social, et qui n'a été ni réclamée ni distribuée depuis plus de 6 mois.

3° Le placement des fonds disponibles, et la vente des titres se font par l'intermédiaire du Board of Trade sur la demande formée par le Comité de Contrôle, ou, à son défaut, par le Liquidateur lui-même (1).

(1) Nous avons indiqué ci-dessus les dispositions relatives soit à la Liquidation Volontaire, soit à la Liquidation Judiciaire qui s'appliquent également à la *Liquidation sous la Surveillance Judiciaire*.

D. — LE COMITÉ DE CONTRÔLE (« COMMITTEE OF INSPECTION »)

Le Comité de Contrôle, qui, depuis 1869, fait partie du personnel des faillites, et, depuis 1890, de celui de la Liquidation Judiciaire des Compagnies (2), a fini aussi, avec la Loi de 1929, par pénétrer dans la Liquidation Volontaire, mais (pour des motifs que nous avons de la peine à comprendre), la Liquidation sous la Surveillance Judiciaire (3) demeure dépourvu de cet organe.

I. *Liquidation Judiciaire*. — La réglementation est, dans l'ensemble (4), empruntée à l'art. 20, Bankruptcy Act, 1914. Quelques différences toutefois sont à signaler.

La nomination du Comité est toujours facultative. Les « Premières Assemblées » des créanciers et des associés, convoquées, en principe, pour désigner le Liquidateur définitif, peuvent élire aussi les membres du Comité, mais leur choix est, dans l'un et l'autre

(1) R. art. 171.

(2) V. ci-dessus, p. 214, 215.

(3) Art. 260, et Ann. IX du C. A. 1929.

(4) Art. 198 à 201, C. A.

cas, subordonné à l'approbation du Tribunal (1). Le Comité se compose des créanciers et des associés, ou de leurs mandataires généraux (2), mais il n'y a point, à cet égard, de nombre fixe, ni de proportions établis par la Loi. A défaut d'accord entre les deux Masses en présence, c'est le Tribunal qui détermine le nombre éligible par chacune d'elles. Il pourrait même, si un important groupe de créanciers n'était pas suffisamment représenté au Comité, faire convoquer une nouvelle Assemblée Générale des Créanciers à l'effet de refondre le Comité par une nouvelle élection.

RÔLE DU COMITÉ. — Quoique l'art. 198, C. A. le charge de « collaborer avec » (*act with*) le Liquidateur, alors que l'art. 20, B. A. 1914, lui attribue une mission de « surveillance » sur les actes du Syndic, le Comité réunit, en réalité, ces deux attributions d'assistance et de surveillance. Ainsi, les divers actes du Liquidateur énumérés à l'art. 191, C. A. requièrent, pour leur validité, l'autorisation du Tribunal ou du Comité. En outre, le Liquidateur est tenu de se conformer aux instructions qui lui sont données par le Comité, ou par les Assemblées des Créanciers et des Associés, celles des Assemblées l'emportant toutefois, en cas de divergence, sur celles du Comité.

II. *Liquidation Volontaire.* — C'est seulement dans la « Liquidation Volontaire par les Créanciers » qu'il y a un Comité. L'Assemblée des Créanciers peut, lors de sa première réunion, nommer un Comité de cinq membres au maximum, et, dans ce cas, l'Assemblée des Associés peut en désigner un nombre égal comme ses délégués au Comité de Contrôle ; mais les créanciers ont le droit de les récuser. Le Tribunal intervient alors pour trancher le différend et faire la nomination définitive (3). Pour tout le reste, la réglementation est identique à celle de la Liquidation Judiciaire.

(1) Art. 198.

(2) Art. 191.

(3) Art. 240.

E. — LE MINISTÈRE DU COMMERCE (« BOARD OF TRADE »)

Le contrôle exercé par le Board of Trade depuis 1883 sur la liquidation des faillites, surtout au point de vue financier, et, depuis 1890, sur la Liquidation Judiciaire des Compagnies, est centralisé dans un même service, le *Bankruptcy and Companies Winding-up Department* de ce Ministère, et la réglementation contenue à ce sujet dans le Companies Act 1929, est en tous points parallèle aux dispositions du Bankruptcy Act, 1914 (1).

F. — LES TRIBUNAUX

Les juridictions compétentes en matière de Liquidation des Compagnies, et les nouvelles règles édictées par l'art. 163, et suiv. du Companies Act, 1929, en ce qui concerne la répartition des compétences entre elles, ont déjà été précédemment indiquées (2). Il nous suffira d'ajouter ici que les affaires à juger (3), sont distribuées entre le Juge et le Greffier, comme entre le rôle de l'audience publique (*in open Court*) et celui de l'audience privée (*in Chambers*), conformément aux règles empruntées à la procédure des faillites (4).

G. — LE REGISTRAR OF COMPANIES

Ce fonctionnaire joue en quelque sorte le rôle d'un Officier de l'état civil d'une « Compagnie enregistrée ». Il préside à la naissance juridique de la Compagnie, en enregistrant ses actes constitutifs, et en lui délivrant ensuite un certificat d'enregistrement (5), qui leur permet de commercer son activité sociale et la revêt de la personnalité morale (*incorporation*). D'autre part, c'est lui qui opère sur ses Registres la radiation de toute Compagnie qui a cessé en fait d'exister (6), ou qui vient à être dissoute par suite de la clôture de sa liquidation (7). Dans l'intervalle de ces

(1) V. ci-dessus p., 218 et s.

(2) V. ci-dessus, p. 315 et s.

(3) R. art. 4 et s.

(4) V. ci-dessus, p. 223 et s.

(5) Art. 12.

(6) Art. 295. V. ci-dessus, p. 298 et s.

(7) Art. 221, 236, 245.

deux faits capitaux, c'est-à-dire, pendant la vie juridique de la Compagnie, tout acte important ayant trait à sa constitution ou à son organisation intérieure doit être obligatoirement, et sous peine de poursuites, signifié au Registrar aux fins d'enregistrement. Citons, comme exemples, l'augmentation du capital social (1), la modification de la raison sociale (2), l'allocation d'actions aux divers souscripteurs (3), le séquestre des biens sociaux (4), les comptes et bilan annuels lorsqu'il s'agit d'un capital social divisé en actions (5), les procès-verbaux des délibérations de la Compagnie (6), le jugement prononçant sa mise en Liquidation Judiciaire (7) ou sous la Surveillance Judiciaire (8), toute nomination de Liquidateur (9), la déclaration des Administrateurs affirmant la solvabilité de la Compagnie avant sa mise en Liquidation Volontaire (10), le procès-verbal des Assemblées des Créanciers et des Associés convoquées à l'effet d'approuver les comptes de clôture de la Liquidation Volontaire (11), et enfin, le rapport (annuel, dans les Liquidations Judiciaires, et semestriel dans les Liquidations Volontaires ou sous la Surveillance Judiciaire) indiquant l'état d'avancement des liquidations non terminées dans le courant de chaque année (12).

H. — LE MINISTÈRE PUBLIC (« DIRECTOR OF PUBLIC PROSECUTIONS »)

Ce fonctionnaire intervient pour engager des poursuites pénales :
a) *avant* la Liquidation d'une Compagnie, contre des tiers quel-

(1) Art. 7.

(2) Art. 19.

(3) Art. 42.

(4) Art. 86.

(5) Art. 108.

(6) Art. 118.

(7) Art. 176.

(8) Art. 260; R. art. 41.

(9) Art. 186.

(10) Art. 230.

(11) Art. 236, 245.

(12) Art. 284, et R. art. 193 à 195.

conques, sur la dénonciation notamment des Inspecteurs du Board of Trade (1) ; et b) pendant la Liquidation, contre un Administrateur, un gérant, ou tout proposé de la Compagnie, ou encore contre un de ses associés, sur la dénonciation du Liquidateur (2). Le Liquidateur, ainsi que tous autres préposés ou agents (actuels ou anciens) de la Compagnie (3), sont, en outre, tenus d'aider de tout leur pouvoir le *Director of Public Prosecutions* dans les poursuites (4).

Mais le droit d'intervention du *Director of Public Prosecutions* ne porte nullement atteinte au droit de tout intéressé d'entreprendre personnellement ces poursuites (5).

I. — LA MASSE DES CRÉANCIERS ET LA MASSE DES « CONTRIBUABLES » (*Contributories*)

A) LA MASSE DES CRÉANCIERS. — Les créanciers d'une Compagnie peuvent être, comme dans une faillite, soit des créanciers chirographaires (*ordinary creditors*), soit des créanciers garantis (*secured creditors*). Ces derniers comprennent la catégorie importante des obligataires, titulaires de *debentures* ou de *debenture-stock*, titres émis par la Compagnie pour constater le prêt, et qui comportent fort souvent, comme garantie du remboursement du prêt et des intérêts, un nantissement (6) *floating charge*) sur l'ensemble ou sur une partie du patrimoine social. Ces obligataires, en outre de la procédure de la liquidation, disposent d'un recours spécial, consistant en la faculté de faire nommer par le Tribunal un Séquestre (*Receiver*) ou un Séquestre-Administrateur (*Receiver and Manager*) (7) pour la sauvegarde de leurs seuls intérêts.

(1) Art. 136.

(2) Art. 277.

(3) Sauf, bien entendu, l'avoué (*Solicitor*) du prévenu, qui, étant lié par le secret professionnel, est exempté de l'obligation de dévoiler les communications que son client en tant que tel lui a faites (art. 369).

(4) Art. 277 (6).

(5) Art. 368.

(6) Cf., ci-dessus, p. 357 et s.

(7) Titre VI (art. 306 à 311), *Companies Act*, 1929.

Un créancier garanti, qui doit, en règle générale, s'en tenir à sa sûreté, peut toutefois faire partie de la Masse aux mêmes conditions que dans la faillite (1), savoir, soit de faire abandon ou rapport à la Masse de la sûreté dont il est nanti, soit de ne figurer au passif que pour la part de sa créance qui excède la valeur d'estimation ou de réalisation de cette sûreté (2).

Bien que l'ouverture de la liquidation arrête les poursuites individuelles (3), et inaugure une procédure collective de règlement par le Liquidateur représentant des deux Masses, chacun des créanciers n'en conserve pas moins, d'après de nombreuses dispositions de la Loi, le droit d'agir individuellement ; ainsi :

a) pour obtenir communication de l'Etat de Situation financière de la Compagnie, dressé immédiatement après l'ouverture de la Liquidation Judiciaire (4), ainsi que des livres et pièces appartenant à la Compagnie (5) ;

b) pour prendre part à l'interrogatoire public des dirigeants de la Compagnie (6) ;

c) pour réclamer contre la renonciation aux « biens onéreux » faite par le Liquidateur (7) ;

d) pour demander la suspension de la procédure de Liquidation (8), ou, au contraire, sa réouverture, en faisant annuler la dissolution de la Compagnie (9) ;

e) pour s'adresser au Tribunal, dans une Liquidation Volontaire (10) ou dans une Liquidation sous la Surveillance Judiciaire (11), pour lui soumettre toute difficulté.

(1) Ann. II, art. 11 à 18, B. A. 1914.

(2) R. 1929, art. 138 à 142, et ci-dessous, p. 430.

(3) Art. 177, G. A.

(4) Art. 181.

(5) Art. 212.

(6) Art. 216.

(7) Art. 277 (6) ; R. art. 74.

(8) Art. 202.

(9) Art. 294.

(10) Art. 252.

(11) Art. 256.

B. LA MASSE DES « CONTRIBUABLES » (*Contributories*). — Les diverses catégories d'associés d'une Compagnie en liquidation, qui sont obligés, sous certaines conditions, de faire un apport (ou « contribution ») à l'actif social, sont désignés collectivement par la Loi (1) sous le nom de *contributories* (que nous traduisons, faute de mieux, par « contribuables »).

I. OBLIGATION DES CONTRIBUABLES, SON ÉTENDUE. — Cette obligation est étroitement circonscrite, quant à son montant, tant absolu que relatif, par une double limite.

a) La contribution exigée de l'associé ne saurait dépasser la somme nécessaire pour 1° acquitter les dettes contractées par la Compagnie, ainsi que les frais de la liquidation, et 2° régler les droits des contribuables les uns à l'égard des autres. D'autre part, nul contribuable n'est tenu, dans une Compagnie limitée *par actions*, au delà du montant qui demeure encore impayé sur ses actions, et, dans une Compagnie limitée *par garantie*, au delà de la somme pour laquelle il s'était engagé dans l'acte constitutif (2).

Puis b), aucun ancien associé (*past member*) n'est tenu de contribuer aux dettes 1° s'il est sorti de la Compagnie (par exemple, par la vente ou cession de ses titres, etc.) *un an* au moins avant la liquidation (3), 2° si les dettes sont postérieures à sa retraite, ni 3° si le Tribunal n'estime pas que les associés actuels (*present members*) sont hors d'état de désintéresser les créanciers.

Toutefois, dans une Compagnie à constitution mixte, combinant les caractères de plusieurs formes de *Companies* (4), les obligations des contribuables afférentes à chacune de ces formes se cumulent. Ainsi, dans la liquidation d'une Compagnie limitée *par garantie*, mais ayant aussi un capital divisé en *actions*, chaque associé est tenu, en plus de la somme fixe qu'il a promis de verser en cas de

(1) Art. 158 et s.

(2) V. ci-dessus, p. 51 et s.

(3) Le motif de cette restriction est d'assurer à la Compagnie les fonds nécessaires pour son exploitation. Cp. l'art. 3 de la Loi française du 24 juillet 1867 sur les Sociétés, qui interdit la négociation des actions pendant 2 ans à partir de sa constitution définitive.

(4) V. ci-dessus, p. 54 et s. les diverses combinaisons possibles.

liquidation, de parfaire la mise sur chacune de ses actions (1). De même, si, dans une Compagnie à responsabilité *limitée*, celle des Administrateurs ou gérants est stipulée comme étant *illimitée*, leurs contributions qui sont *limitées* en leur qualité d'associés simples se cumulent avec celles qui correspondent à leur quote-part dans le passif social entier (2), et qui, celles-là, sont *illimitées*.

TRANSMISSION DE L'OBLIGATION DU CONTRIBUABLE. — L'obligation de l'associé de contribuer à l'actif social en cas de liquidation se transmet, non seulement par l'aliénation volontaire du titre, mais aussi de plein droit par son décès, sa faillite, et parfois, au cas d'une femme mariée contribuable, par son mariage (3). Ainsi, au décès du contribuable, son représentant légal (exécuteur testamentaire ou administrateur), de même que ses héritiers et légataires, sont tenus de faire l'apport nécessaire. Par suite de sa *faillite*, le Liquidateur peut produire entre les mains de son Syndic pour les contributions déjà exigibles, ainsi que pour celles qui ne sont pas encore échues (4). La contribution d'une femme qui s'est mariée avant l'entrée en vigueur du *Married Woman's Property Act*, 1882, c'est-à-dire, avant le 1^{er} Janvier, 1883, est à la charge de son mari pendant la durée du mariage (5).

Le législateur a, en outre, pour mieux assurer l'exécution de l'obligation des contribuables et faciliter la liquidation, élevé la contribution au rang d'une créance dite *specialty* (6), c'est-à-dire qu'elle jouit d'un régime de faveur, notamment en matière de preuves, de procédés de recouvrement, et de prescription (le délai est de 20 ans, au lieu de 3 ans, établi pour les dettes contractuelles ordinaires, *simple contract debts*).

(1) Art. 157 (3).

(2) Art. 157 (2).

(3) Art. 160 à 162.

(4) Art. 161, 191 (2) (c).

(6) Art. 162.

(7) Art. 159.

II. DROITS DES CONTRIBUABLES. — Les contribuables n'ont pas que des obligations : ils ont aussi des droits, dont le plus important est celui de venir au partage du surplus de l'actif social après que tous les créanciers ont été intégralement désintéressés. On peut donc dire qu'ils constituent collectivement une *seconde Masse* dans la liquidation, à côté de la première composée des seuls Créanciers, et ont un intérêt presque aussi grand qu'eux à la bonne marche de la liquidation. C'est pourquoi, la Loi leur accorde divers droits accessoires, tels que celui de demander au Tribunal la mise en liquidation de la Compagnie (1), de réclamer auprès du Tribunal ou du Board of Trade contre la mauvaise gestion du Liquidateur (2), et surtout de se réunir en Assemblée Générale tout comme la Masse des Créanciers, pour exprimer leur avis ou donner leur autorisation par voie des « résolutions », sur les questions qui leur seraient soumises par le Séquestre Officiel ou par le Liquidateur.

Cependant, tout en étant représentés collectivement par le Liquidateur et par leur Assemblée Générale, les contribuables conservent leurs droits individuels pour la défense de leurs intérêts. Ce sont les mêmes dispositions (3) qui prévoient expressément le recours individuel à la fois des créanciers et des contribuables.

C) LES ASSEMBLÉES DES CRÉANCIERS ET DES CONTRIBUABLES. —

I. Règles Générales. — Les Assemblées Générales, soit des Créanciers, soit des Contribuables, font l'objet d'une réglementation minutieuse, calquée sur celle des Assemblées des Créanciers dans une faillite. Le Règlement du 29 août 1929 s'est surtout occupé (4) de la réglementation des Assemblées dans la Liquidation Judiciaire et dans la Liquidation Volontaire par les Créanciers, qu'il tend à traiter, sous ce rapport, de façon identique. Fort peu de dispositions spéciales sont consacrées, soit à la Liquidation Volontaire par les Associés (car le législateur n'a pas voulu empiéter sur l'autonomie des Associés), soit à la Liquidation sous la Surveillance Judiciaire (car elle est essentiellement une Liquidation

1) Art. 170 (1).

(2) Art. 196, 252.

(3) V. ci-dessus, p. 390.

(4) Art. 119 à 154.

Volontaire, à laquelle on a adjoint la surveillance judiciaire).

1^o. — *Convocation des Assemblées.* — Le Tribunal peut toujours faire convoquer des Assemblées des Créanciers ou des Contribuables à tout moment de la liquidation, afin de connaître l'opinion des intéressés sur la question qui lui est soumise. Aux termes de l'art. 288, en effet :

« (1) Le Tribunal peut, pour tout ce qui a trait à la liquidation d'une Compagnie, tenir compte des vœux et opinions, dûment prouvés, des Créanciers et des Contribuables, et peut, afin de faire apparaître ces vœux et opinions, ordonner la convocation, comme bon lui semblera, des Assemblées des Créanciers et des Contribuables, et désigner la personne qui doit présider ces Assemblées, et celle-ci doit lui faire un compte rendu de leurs délibérations.

« (2) En ce qui concerne les créanciers, il sera tenu compte de la valeur de la créance de chacun d'eux.

« (3) En ce qui concerne les Contribuables, il sera tenu compte du nombre de voix attribués par la présente Loi ou par les statuts de la Compagnie à chacun d'eux. »

Dans la pratique, ce pouvoir du Tribunal est cependant fort rarement exercé, en raison de ce que les intéressés de l'une ou de l'autre Masse font entendre leurs dires et objections en se présentant devant le Tribunal en personne.

2^o En général, les Assemblées sont convoquées par le Liquidateur, soit de sa propre initiative, soit à la demande d'un intéressé. Dans une Liquidation Judiciaire, la convocation de toutes les Assemblées, sauf aux « Premières Assemblées » des Créanciers et des Contribuables (qui doivent être convoquées par le Séquestre Officiel, au plus tard, dans les 6 semaines du jugement d'ouverture en vue de l'élection d'un nouveau Liquidateur et d'un Comité de Contrôle), est facultative pour le Liquidateur, à moins que un dixième en sommes des Créanciers ou des Contribuables ne fasse une demande par écrit à cet effet (1).

Dans une « Liquidation Volontaire par les Associés », la convocation de l'Assemblée des Créanciers n'est jamais obligatoire, celle de l'Assemblée des Associés est tantôt obligatoire, tantôt facultative, suivant les cas. Aux termes de l'art. 248 (1) (c), C. A., en

(1) Art. 192.

effet, le Liquidateur peut convoquer des Assemblées des Associés de temps à autre pour obtenir leur autorisation, sous forme de résolution *spéciale* ou *extraordinaire*, à un projet donné, ou pour tout autre objet. Cependant, certaines matières requièrent, pour leur validité, une résolution *ordinaire*, *spéciale*, ou *extraordinaire* d'une Assemblée des Associés. Ainsi, il faut :

a) une résolution *ordinaire*, pour pourvoir au remplacement d'un Liquidateur (1) ;

b) une résolution *extraordinaire*, pour payer intégralement certaines catégories de créanciers, pour conclure un concordat avec des créanciers ou une transaction avec des débiteurs (2) et pour disposer des livres de la Compagnie à la suite de sa dissolution (3) ;

c) une résolution *spéciale*, pour vendre ou céder l'actif social contre attribution d'actions ou autres titres émis par la Compagnie cessionnaire (4).

En outre, les comptes de chaque exercice, et ceux de la clôture de la liquidation, doivent être obligatoirement soumis par le Liquidateur à une Assemblée Générale des Associés (5).

Dans une « Liquidation Volontaire par les Créanciers », le choix d'un nouveau Liquidateur en cas de vacance requiert une résolution *ordinaire* de l'Assemblée Générale des Créanciers (6). Un concordat avec les créanciers ne lie la Masse des Associés que s'il est approuvé par eux par une résolution *extraordinaire*, et ne lie la Masse entière des Créanciers que s'il est approuvé par une majorité de $\frac{3}{4}$ en nombre et en sommes d'entre eux (7). Les comptes de fin d'année et de clôture de la liquidation doivent recevoir l'approbation distincte des Assemblées des Associés et des Créanciers (8).

Que la liquidation soit Judiciaire, ou Volontaire, de la catégorie

(1) Art. 233.

(2) Art. 248, 251.

(3) Art. 283.

(4) Art. 234.

(5) Art. 235, 236.

(6) Art. 242.

(7) Art. 251.

(8) Art. 244, 245.

dite « par les Créanciers », les Assemblées sont convoquées par un avis signifié au moins 7 jours à l'avance, accompagné de formules de procurations générales et spéciales, pour le cas où l'intéressé jugerait à propos de les utiliser (1) ; mais, alors même que l'avis de convocation n'aurait pas été reçu par quelques-uns des intéressés, les délibérations des Assemblées n'en seraient pas moins valables, sauf décision contraire du Tribunal (2).

Chaque Assemblée est présidée, en principe, par celui qui l'a convoquée (Séquestre Officiel, ou Liquidateur) ou par son délégué. Si elle est convoquée à la demande des intéressés, ceux-ci élisent le Président lors de la réunion (3).

2° *Délibérations.* — Aucune délibération (à l'exclusion de celles qui se réfèrent à l'élection du Président, à la vérification des créances, ou à l'ajournement de l'Assemblée) ne saurait commencer sans la présence d'au moins trois intéressés (créanciers ou contribuables, suivant le cas), pour former un *quorum* ; faute de quoi, l'Assemblée doit être ajournée à huitaine (4).

Le droit de vote dans ces Assemblées (5) est subordonné aux mêmes conditions (en ce qui concerne la production des créances à l'Assemblée des Créanciers, et à la validité des procurations pour l'Assemblée des Créanciers ou des Contribuables) que dans les faillites (6). Signalons pourtant quelques particularités :

a) Le mandataire d'une personne morale (*corporation*) (7) doit justifier de sa qualité, en produisant une expédition de la délibération qui l'autorise à prendre part, et à voter, à l'Assemblée, revêtue du sceau social de la *corporation*, ou certifiée conforme par le secrétaire de celle-ci ou par un de ses Administrateurs (8).

b) Alors que, dans une faillite (9) un créancier, ne peut donner

(1) R. art. 146.

(2) R. art. 134.

(3) R. art. 131.

(4) R. art. 136.

(5) R. art. 137 à 143.

(6) Ann. I, art. 7 à 28, B. A. 1914, et ci-dessus, p. 137.

(7) V. ci-dessus, p. 33.

(8) R. art. 144.

(9) V. ci-dessus, p. 140.

une procuration générale qu'au Séquestre Officiel ou à l'un de ses propres employés permanents (1), un Créancier ou un Contribuable dans la liquidation d'une Compagnie peut valablement nommer maintenant comme son mandataire général n'importe quelle personne (2). Ayant à choisir entre deux maux, — l'abus des procurations générales données à des étrangers, et les difficultés pratiques nées des dispositions restrictives de l'art. 142 du Règl. de 1909, aux termes desquelles ces procurations ne pourraient être données qu'aux seuls employés du mandant, — le législateur a opté pour le premier, et l'art. 147 du nouveau Règl. de 1929 (qui remplace maintenant l'art. 142 précité de 1909) laisse le créancier entièrement libre de désigner son mandataire général.

c) Résolution ordinaire. — A partir de l'ouverture de la liquidation, la majorité requise pour une résolution ordinaire se compte tant en *nombre* qu'en *sommes* des voix des Créanciers ou Contribuables, présents ou représentés, et ayant voté sur le projet ; les sommes, pour les Contribuables, sont le nombre de votes qui leur est attribué par les statuts de la Compagnie (3).

Dans la Liquidation Judiciaire, une expédition de toute résolution votée doit être transmise au Greffier du Tribunal par les soins du Liquidateur (ou Séquestre Officiel, suivant les cas) pour être versée au dossier de l'affaire (4).

II. Les « *Premières Assemblées* » des Créanciers et des Contribuables, que le Séquestre Officiel, en sa qualité de Liquidateur Provisoire, est tenu de convoquer séparément tout de suite après l'ouverture de la liquidation Judiciaire (5), ont pour objet essentiel de délibérer sur l'opportunité de la désignation : a) d'un Liquidateur définitif, à la place du Séquestre Officiel, et b) d'un Comité de Contrôle (6). Elles correspondent à la « Première Assemblée des Créanciers » dans la procédure de la faillite (7), et sont

(1) Ann. I, art. 18, B. A. 1914.

(2) R. art. 147.

(3) R. art. 132.

(4) R. art. 133.

(5) Art. 185, C. A.

(6) Art. 198.

(7) Art. 13 et Ann. I, B. A. 1914 ; R. 1915, art. 240 à 249, et ci-dessus, p. 135.

régies, en principe, par les mêmes règles, sauf les dérogations suivantes :

a) Le délai prescrit pour la réunion de ces Premières Assemblées, au lieu d'être de 14 jours, est, en règle générale, de 1 mois, mais il est augmenté à 6 semaines, à dater du jugement d'ouverture, au cas où le Séquestre Officiel, ayant à solliciter du Tribunal la nomination d'un Administrateur Spécial (1), a eu à faire des recherches et démarches nombreuses à cet égard ;

b) Les Administrateurs et autres préposés de la Compagnie, dont le Séquestre Officiel estime la présence nécessaire, ne sont tenus d'assister aux Assemblées qu'autant qu'ils ont été avisés au moins 7 jours à l'avance (2), alors que, dans la procédure de la faillite (3) le débiteur, qui doit, en principe, être convoqué par un avis signifié 3 jours à l'avance, est tenu de se présenter à l'Assemblée, même s'il ne le reçoit pas.

c) Un créancier ne peut voter à la Première Assemblée des Créanciers, en cas de Liquidation Judiciaire, que s'il a produit sa créance, dans le délai prescrit par son avis de convocation (4). Dans la procédure de faillite, il suffit qu'il ait produit avant l'heure fixée pour la réunion de l'Assemblée (5).

J) LES FONDATEURS ET DIRIGEANTS (ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET SECRÉTAIRES) DE LA COMPAGNIE

Les personnes qui ont présidé aux destinées de la Compagnie, même avant sa constitution, ont aussi un rôle assez important à jouer dans la liquidation, rôle cependant qui, en raison du désaisissement, est plus passif qu'actif.

Aux Administrateurs, Gérants, et Secrétaire incombe, d'abord, le devoir, dans une Liquidation Judiciaire, de dresser l'Etat de situation financière (6), et de remettre au Séquestre Officiel ou au

(1) V. ci-dessus, p. 369.

(2) R. art. 123 ; Form. 73.

(3) R. 1915, art. 240.

(4) R. 1929, art. 137.

(5) Ann. I, art. 8, B. A. 1914.

(6) V. ci-dessus, p. 302, 337.

Liquidateur tous les biens et documents appartenant à la Compagnie (1).

Ils peuvent, en outre, ainsi que les Fondateurs (*promoters*) être interrogés en audience *privée* du Tribunal (2) relativement aux effets sociaux dont ils sont supposés être détenteurs, ou des dettes qu'ils doivent à la Compagnie, ou bien, tout simplement relativement à la manière dont elle a été constituée ou gérée. Dans le cas où le Séquestre Officiel aurait déposé un « Rapport complémentaire » les inculquant de fraude (3), ils peuvent être sommés à s'expliquer devant le Tribunal en audience *publique* (4) et, s'ils ne parviennent pas à se disculper, subir une interdiction judiciaire (5) de prendre part, pendant 5 ans, directement ou indirectement à l'administration d'une Compagnie, ceci sous peine d'un emprisonnement, en cas de condamnation en correctionnelle, de 2 ans, et par le Tribunal de Simple Police, de 6 mois, avec une amende de £ 500.

Les Administrateurs d'une Compagnie solvable, qui prennent le parti de proposer sa mise en Liquidation Volontaire (par exemple, aux fins de fusion ou de reconstitution) sont tenus de remettre au Registrar of Companies leur déclaration sous serment (*statutory declaration*) (6), attestant leur opinion que la Compagnie pourra acquitter son passif dans le délai d'un an. Ils doivent aussi faire convoquer, simultanément avec l'Assemblée des Associés appelée à délibérer sur la mise en Liquidation Volontaire de la Compagnie, une Assemblée des Créanciers. Dès que l'Assemblée des Associés a voté la résolution décidant la mise en Liquidation de la Compagnie, un des Administrateurs doit présider l'Assemblée des Créanciers, et leur faire un exposé de la situation de la Compagnie, ainsi que des raisons qui ont déterminé sa mise en liquidation (7).

(1) Art. 204, C. A.; R. art. 77.

(2) Art. 214, C. A.

(3) Art. 182.

(4) Art. 216.

(5) Art. 217.

(6) V. ci-dessus, p. 302. 337.

(7) Art. 238.

Des sanctions civiles et pénales, assez sévères (1), quelque soit le mode de liquidation, protègent l'épargne contre la rapacité des fondateurs, et assurent la bonne et honnête gestion des affaires sociales par les Administrateurs, Gérants et tous autres préposés.

(1) Art. 271 et 2.

CHAPITRE IV

FONCTIONNEMENT DE LA LIQUIDATION

Les Deux Phases de la Procédure dans la Liquidation Judiciaire.

— La Liquidation Judiciaire des Compagnies comporte, comme la procédure de la faillite, deux phases successives, séparées l'une de l'autre par une Assemblée des intéressés.

I. — *Première Phase.* — Dans la *première*, un délégué des pouvoirs publics (le Séquestre Officiel), vient plutôt dans l'intérêt de la collectivité que dans l'intérêt particulier des créanciers ou des associés, procéder aux investigations et constatations essentielles relatives au mode de constitution et à la gestion de la Compagnie, ainsi qu'à sa situation financière. Il en rend compte ensuite au Tribunal, et convoque les créanciers et les associés en Assemblées Générales afin d'élire, s'ils le jugent à propos, un Liquidateur définitif et un Comité de Contrôle. Cette Première Phase (qui répond au même but que la procédure d'apposition de scellés et d'inventaire, en Droit latin), n'a toutefois pas pour but essentiel, comme la Première Phase dans le régime des faillites (1), de préparer la voie à un concordat. Les deux masses d'intéressés (les créanciers et les associés) se réunissent en « Premières Assemblées » distinctes, essentiellement afin de délibérer sur le choix du Liquidateur définitif, et, au besoin, d'un Comité de Contrôle. Une proposition de concordat peut certes y être envisagée et discutée, mais son acceptation par les Assemblées n'entraînera pas nécessairement l'arrêt de procédure.

Le rôle du Séquestre Officiel dans cette Première Phase se réduit donc, en somme, à trois genres d'actes : a) à faire dresser l'Etat de Situation financière ; b) à convoquer et présider les « Premières Assemblées Générales » des créanciers et des associés ; et c) à rendre

(1) Art. 13 et 16, B. A. 1914, et ci-dessus, p. 122.

compte au Tribunal du résultat de ses recherches et donner ses conclusions sur les faits qu'il a constatés.

A) L'ETAT DE SITUATION d'une Compagnie est régi par des règles (1) identiques à celles que nous avons rencontrées à propos de la faillite (2), sauf les particularités suivantes :

1° L'Etat de situation d'une *Compagnie* doit comprendre, en plus des éléments déjà indiqués pour une *partnership* (3), des bordereaux distincts qui contiennent :

a) l'énumération des diverses catégories de titres (actions de fondateur, actions ordinaires, actions de préférence, *debentures*, etc.) émis par la Compagnie ;

b) le compte déficitaire (*deficiency accounts*) établissant, dans le cas d'une Compagnie ayant plus de 3 ans d'existence, une comparaison avec ses bilans annuels antérieurs à la liquidation ;

c) un bilan et inventaire résumant la situation financière vis-à-vis 1° des créanciers, et 2° des associés.

2° Le délai accordé pour la confection de cet Etat de situation est, en raison de l'importance considérable des intérêts qui sont parfois en jeu dans les Compagnies modernes, et de la complexité de leurs transactions, non pas de 7 jours (4), mais, en principe et sauf prorogation, de 14 jours, à partir du jugement d'ouverture. Ce délai permet aux intéressés, s'ils le jugent utile, de se faire communiquer l'Etat déposé, dans la quinzaine qui précède la réunion des « Premières Assemblées » (5).

3° L'obligation légale de préparer l'Etat de situation incombe à de nombreuses personnes, parmi lesquelles le Séquestre Officiel à la faculté de choisir celles qui lui paraissent le mieux qualifiées, le plus compétentes, et le plus susceptibles de lui fournir des renseignements exacts et complets. Ainsi sont tenus de cette obligation :

a) les Administrateurs, le Secrétaire ou les autres préposés (actuels ou anciens) de la Compagnie ;

(1) Art. 181. C. A. ; R. art. 50 et s., Form. 22.

(2) Art. 14. B. A. et R. 1915, art. 189, 190, 287, 311, 313 ; et ci-dessus, p. 130 et s.

(3) Ci-dessus, p. 131.

(4) Art. 14. B. A.

(5) Art. 181 (6). C. A. ; R. art. 124.

b) les personnes qui, dans le courant de l'année précédente, ont concouru à la constitution de la Compagnie ;

c) toutes autres personnes qui, lors de l'ouverture de la liquidation, ou dans le courant de l'année précédente, étaient employées par la Compagnie, et que le Séquestre Officiel estime pouvoir donner des renseignements utiles ;

d) le personnel d'une « *holding Company* » ou « *holding trust* » (1) qui, dans le courant de l'année précédente, gérât les affaires de la Compagnie actuellement en liquidation.

4° L'obligation de préparer l'Etat de Situation est sanctionnée par une amende de £ 10 par jour de retard. Mais le Tribunal peut, pour des motifs reconnus justes, et consignés par le Séquestre Officiel dans son Rapport, dispenser de la préparation de l'Etat de Situation (2).

B) PREMIÈRES ASSEMBLÉES. — En vue surtout du choix d'un Liquidateur définitif et, le cas échéant, d'un Comité de Contrôle, le Séquestre doit convoquer les « Premières Assemblées » des deux Masses dans le délai d'un mois (ou de 6 semaines, s'il a dû faire nommer un Administrateur Spécial) (3), à partir du jugement d'ouverture (4).

Les règles relatives à la tenue et aux délibérations de ces Assemblées ayant déjà été exposées au Chapitre précédent (5), nous ajouterons seulement ici que le compte rendu de ces délibérations fait partie du « Rapport Préliminaire » (6) adressé par le Séquestre Officiel au Tribunal. C'est celui-ci, en effet, qui décidera en dernier lieu de la suite à leur donner, notamment en ce qui concerne les nominations proposées pour remplir les fonctions de Liquidateur et de membres du Comité de Contrôle. Le Tribunal peut, par exemple, faire convoquer à nouveau les Assemblées en vue d'une refonte du Comité de Contrôle, s'il estime que les désignations faites ne

(1) V. aussi art. 127 et 128, *Companies Act*, 1929.

(2) Art. 182, R. art. 55.

(3) Ci-dessus, p. 369.

(4) Art. 181, 198, C. A. ; R. art. 119.

(5) V. ci-dessus, p. 397 et s.

(6) Art. 182, C. A. ; et R. art. 56.

représentent pas exactement les intérêts en jeu (1).

Si un nouveau Liquidateur définitif vient remplacer le Séquestre Officiel, celui-ci doit transmettre le plus tôt possible au *Board of Trade* une expédition du jugement de nomination, aux fins, entre autres, de publication dans la *Gazette*, aux frais de la Compagnie. C'est le Liquidateur qui s'occupe des autres publications, soit de sa propre nomination, soit de celle du Comité de Contrôle (2).

C) LES RAPPORTS DU SÉQUESTRE OFFICIEL AU TRIBUNAL. — Après avoir complété ses investigations à l'aide de l'Etat de Situation, le Séquestre Officiel adresse au Tribunal un compte rendu de toutes ses recherches, sous forme d'un « Rapport Préliminaire » (3), qui fait ressortir :

a) le capital de la Compagnie représenté par des titres émis, souscrits ou libérés, ainsi que la valeur estimative de son actif et de son passif ;

b) au cas où la liquidation serait motivée par l'insolvabilité de la Compagnie (4), les causes qui ont déterminé cette insolvabilité ;

c) ses conclusions personnelles sur l'opportunité de procéder à un complément d'information sur les circonstances qui ont entouré la fondation, la constitution ou la gestion de la Compagnie, ou sur l'embarras de ses affaires.

Il transmet à chacun des créanciers et des contribuables avant la réunion des « Premières Assemblées » un résumé de l'Etat de Situation, accompagné d'une copie de son « Rapport Préliminaire ».

Lorsqu'il est d'avis que des fraudes ou d'autres agissements suspects ont été commis, soit lors de la fondation ou de la constitution de la Compagnie, soit depuis, il saisit le Tribunal de ces faits au moyen d'un ou plusieurs « Rapports Complémentaires ».

Ces « Rapports complémentaires » revêtent une importance capitale par ce qu'ils constituent le point de départ de mesures ultérieures d'instruction, de poursuites, et aussi des sanctions spéciales.

(1) *Re Radford v. Bright*, (1901), 1 Ch. 272, 735 ; *Re Rubber & Produce Investment Trust* (1915), 1 Ch. 382.

(2) R. art. 56.

(3) Art. 182, C. A.

(4) L'insolvabilité n'est qu'une des causes qui pourraient fonder la mise en liquidation judiciaire d'une Compagnie, d'après l'art. 168, C. A.

telles que l'interrogatoire public (1), l'interdiction de prendre part à l'administration d'une Compagnie (2), l'action en réparation du préjudice causé par des actes de *misfeasance* ou de *breach of trust* (3). Aussi leur rédaction par le Séquestre officiel est-elle étroitement contrôlée par le Board of Trade avant qu'ils ne soient déposés au Greffe.

II. — *Deuxième Phase.* — Avec la nomination du Liquidateur, quel qu'il soit, que le Séquestre Officiel soit maintenu comme Liquidateur définitif ou qu'un autre vienne se substituer à lui, la Liquidation Judiciaire entre dans sa deuxième phase, celle de la liquidation proprement dite. Le Liquidateur y procède au recouvrement de l'actif, à la vérification du passif, et à la répartition, d'abord, du patrimoine entre les créanciers, et puis, du reliquat entre les associés, au *prorata* de leurs droits et intérêts respectifs.

Au recouvrement de l'actif se rattachent deux institutions propres à la Liquidation Judiciaire: l'interrogatoire privé (4), et la mise en recouvrement (5) des « contributions » dues par les associés (*calls*). La Loi prévoit, en outre, pour toute liquidation, quelque en soit la forme (6), un recours spécial contre les fondateurs, administrateurs ou autres préposés qui se sont rendus coupables d'actes de *misfeasance* ou de *breach of trust* (3).

SECTION I

CONSTITUTION ET RECOUVREMENT DE L'ACTIF

A) Moyens propres à la Liquidation Judiciaire

§ 1. — L'Interrogatoire Privé (art. 214, C. A.)

Nous retrouvons encore ici une mesure d'instruction que nous avons déjà rencontrées (6) dans le régime des faillites, l'art. 214 du Companies Act, 1929, reproduisant *mutatis mutandis* les dispositions de l'art. 25, Bankruptcy Act, 1914. Il y a toutefois des différences capitales entre les deux textes :

(1) Art. 216.

(2) Art. 217.

(3) Art. 276.

(4) Art. 214.

(5) Art. 157.

(6) V. ci-dessus, p. 238.

a) L'alinéa (2) de l'art. 214 C. A. prescrit, à la différence de l'art. 25, B. A., la signature de chaque déposant au procès-verbal de son interrogatoire ;

b) L'al. (3) de l'art. 214 C. A. innove sur l'art. 25 B. A. en maintenant le droit de rétention (*lien*) du « témoin », sommé à produire des documents qui sont en sa possession, mais qui appartiennent à la Compagnie. « La production a lieu sans préjudice du droit de rétention », dit l'al. (3), « et le Tribunal a tout pouvoir au cours de la liquidation pour décider de toute contestation s'y rapportant ».

En matière de faillite, au contraire, l'art. 383 du Règ. 1915 (1) dispose, en ce qui concerne les livres de comptabilité du débiteur :

« Nul ne pourra retenir, à l'encontre du Séquestre ou du Syndic, les livres de comptabilité, appartenant au débiteur, ou invoquer un droit de rétention à leur sujet ».

c) L'art. 214 C. A., à la différence de l'art. 25, al. (4) et (5), B. A., ne renferme aucune disposition relative au cas où le « témoin » interrogé s'avouerait débiteur ou détenteur de biens de la Compagnie. Le Tribunal ne peut donc en ordonner le paiement ou la restitution au cours même de l'interrogatoire.

A) PRINCIPAUX INTÉRÊTS PRATIQUES DE L'INTERROGATOIRE. — Cependant, l'interrogatoire de l'art. 214 est un auxiliaire précieux, et souvent utilisé, notamment dans les hypothèses suivantes :

a) comme mesure d'instruction préliminaire à une procédure en *misfeasance* ou *breach of trust*, que l'état de la comptabilité de la Compagnie semble déjà suffisamment justifier (2) ;

b) lorsque le Liquidateur veut s'informer sur le parti qu'il y a lieu de prendre relativement à une instance intentée contre la Compagnie et actuellement en cours (3) ;

c) lorsqu'il importe de savoir si l'émission ou le transfert de certains titres (actions ou obligations) par la Compagnie est entaché de nullité ou engage la responsabilité de ses dirigeants :

(1) V. ci-dessus, p. 203.

(2) Art. 276 ; *Re Hendrey* (1876), 1 Ch. D. 533.

(3) *Massey v. Allen* (1878), 9 Ch. D. 164 ; *Re Contract Corporation* (1867), 15 W. R. 524 ; *Metrop. (Brush) Electric Co* (1885), 51, L. T. 817.

d) lorsque des « contribuables » qui n'ont pas effectué le versement de leurs mises, demeurent introuvables (1), et qu'il importe de découvrir leurs domiciles.

Par contre, l'art. 214 ne saurait être invoqué à l'encontre d'un simple créancier de la Compagnie, qui, selon toute vraisemblance, est incapable de fournir des renseignements utiles, à moins qu'il n'ait été mandataire de la Compagnie ; tel serait le cas, par exemple, d'un commissionnaire qui réclamerait à la Compagnie une rémunération pour services rendus.

B) DROIT DU SÉQUESTRE OFFICIEL D'ASSISTER A L'INTERROGATOIRE. — Le caractère *privé* de l'interrogatoire n'exclut pas le droit du Séquestre Officiel, comme représentant des pouvoirs publics, d'y assister et de prendre des notes pour son usage personnel, et même d'interroger le témoin avec l'autorisation du Tribunal (2).

C) LE PROCÈS-VERBAL DE L'INTERROGATOIRE. — Le caractère privé de l'interrogatoire s'accuse, non seulement dans l'interdiction qui est faite à tous (sauf au Séquestre Officiel) de prendre des notes, mais aussi dans le fait que le procès-verbal, à la différence des autres pièces de la procédure, n'est pas versé au dossier, mais déposé au cabinet du Greffier, où seul le Séquestre Officiel et le Liquidateur peuvent en demander communication (3).

(1) C'est là, en fait, l'hypothèse qui a fourni, dans la pratique, les cas les plus nombreux où l'art. 214 pourrait être avantageusement utilisé. Ainsi, ont été interrogés : la sœur et le neveu d'un contribuable qui n'avait pas versé sa mise (*Swan's case* (1870), 10 Eq. 675) ; sa belle-mère (*Fricker's case* (1871), 13 Eq. 178) ; l'agent de change qui avait procuré des actions de la Compagnie à un contribuable mineur (*Clement's case* (1868), 13 Eq. 179n) ; une personne qui avait souscrit aux actions sous un nom d'emprunt (*Pugh & Shorman's case* (1872), 13 Eq. 506) ; le Directeur de la banque où le contribuable avait un compte (*Bloxam's case* (1867), 36 L. J. Ch. 687 ; *Druitt's case* (1872), 14 Eq. 6), et un débiteur du contribuable (*Trower & Lawson's case* (1872), 14 Eq. 8). L'art. 218 édicte même des mesures sévères (arrestation, saisie des biens, etc.), à l'égard des contribuables récalcitrants ou qui se disposent à prendre la fuite (v. ci-dessous, p. 413).

(2) R. art. 72 (1).

(3) R. art. 72 (2).

Les réponses consignées dans ce procès-verbal peuvent servir de preuve en justice contre le déposant lui-même, mais non point contre des tiers.

D) APPLICATION DE L'INTERROGATOIRE PRIVÉ AUX LIQUIDATIONS VOLONTAIRES. — Quoique faisant partie des dispositions (art. 202 à 221) comprises sous la rubrique « *Pouvoirs généraux des Tribunaux dans une Liquidation Judiciaire* », l'interrogatoire privé peut être étendu à la Liquidation Volontaire, en vertu de l'art. 252, aux termes duquel :

« (1) Dans la Liquidation Volontaire d'une Compagnie, le Liquidateur, un créancier, ou un contribuable peut s'adresser au Tribunal pour faire résoudre toute question soulevée par la liquidation, ou pour exercer, en ce qui concerne l'obligation de répondre aux appels de fonds, ou toute autre matière, les pouvoirs qui lui sont attribués dans une Liquidation Judiciaire.

« (2) Si le Tribunal est d'avis que sa décision sur la question, ou que l'exercice de son pouvoir s'impose en raison de considérations d'équité et d'intérêt général, il pourra faire droit à la demande en totalité ou en partie, et à telles conditions qu'il estimera justes, ou il pourra prononcer tout autre jugement qui lui paraîtra approprié ».

§ 2. — *Les Apports des « Contribuables »*

Les contributions dues par les associés à raison de leurs actions ou de leurs garanties constituent un élément important de l'actif dans la liquidation de la Compagnie.

Il faut, tout d'abord déterminer quelles sont les personnes légalement tenues de l'obligation de « contribuer » au passif social et fixer l'étendue de l'obligation de chacune d'elles. Ce sont là des opérations délicates. En effet, le « commencement de la liquidation » est reporté parfois à une date bien antérieure à son ouverture de fait (1), l'obligation de contribuer est subordonnée à des conditions assez minutieuses, dont il importe d'apprécier la portée pour chaque associé avant que l'exigibilité de son contribution ne puisse être prononcée (2), et enfin, même entre deux contribuables, il y a lieu de déterminer la quotité due par chacun d'eux. Il convient, à cet égard, surtout de se rappeler que les contributions sont

(1) Art. 175.

(2) Art. 157 et s.

requis, non seulement en vue d'acquitter le passif, mais aussi, alors même que le passif serait entièrement payé, pour établir une péréquation des droits des contribuables, quant au reliquat de l'actif (1) ; et, dans ces hypothèses, il se peut que même les titulaires d'actions entièrement libérées, par exemple, soient compris parmi les « contribuables ». Ainsi, si, alors que certains actionnaires ont versé £ 10 au capital social, d'autres n'en ont versé que £ 5, ces derniers peuvent être appelés à verser le complément nécessaire pour rétablir un équilibre entre eux tous (2).

Le Registre des Associés, tenu par la Compagnie elle-même, ne constitue qu'une *présomption*, mais non point une preuve irréfragable, de la qualité d'associé, pour motiver une demande de contribution de ceux qui y sont inscrits. Mais, en dehors des cas (3) où la Loi autorise expressément le Tribunal à rectifier ce Registre, la jurisprudence admet de nombreuses hypothèses où cette rectification s'impose. Il en est ainsi lorsque l'associé inscrit demande à être radié en alléguant le dol du vendeur dont il tient ses titres (4), ou, au contraire, lorsqu'un associé dont le nom était autrefois porté sur le Registre vient à être à tort déclaré par la Compagnie, déchu de ses titres, et, par suite, rayé (5), ou bien encore, lorsqu'il y a une contestation au sujet de certains titres entre le vendeur et l'acquéreur (6).

Vu la gravité de l'opération, les difficultés et les contestations auxquelles elle est susceptible de donner lieu, c'est au Tribunal qu'il appartient en principe, d'établir la *Liste des Contribuables* (7) ; mais, pour plus de célérité et d'économie, le soin en est laissé au Liquidateur (8). Bien mieux, lorsqu'aucune demande de contribu-

(1) V. ci-dessus, 391 et s. *In re City of London Ins. Co. Ltd* (1932), W. N. 8.

(2) *Ex parte Maude* (1871), 6 Ch. App. 51.

(3) Lorsque a) sans motif valable, un nom y a été inscrit, ou en a été omis, ou que son inscription a été retardée ; b) la radiation du nom d'un ancien associé n'a point été effectuée, ou ne l'a été que tardivement (art. 100, C. A.).

(4) *Stewart's Case*, 1 Ch. App. 574 ; *Anderson's Case*, 17 Ch. D. 373.

(5) *Ystalyfera Gas Co.*, W. N. (1887), 30.

(6) *Ex parte Shaw*, 2 Q. B. D. 463.

(7) Art. 203.

(8) Art. 220 ; R. art. 78 et s.

tions ne paraît nécessaire, ni pour faire face au passif, ni pour régler les droits des contribuables les uns à l'égard des autres, le Tribunal peut déclarer qu'il n'y a pas lieu de procéder à la confection de la Liste des Contribuables (1).

Une fois les contribuables déterminés et leurs noms, ainsi que la valeur pécuniaire de leurs obligations, définitivement inscrits sur la Liste des Contribuables (suivant les formalités que nous allons bientôt décrire), la mise en recouvrement des contributions se fait au moyen d'Appels de fonds (*calls*) adressés à chacun des Contribuables portés sur la Liste. C'est au Tribunal que normalement incombe cette tâche (2), mais ici encore elle a été confiée, dans un but de simplification, au Liquidateur, muni toutefois de l'autorisation préalable du Comité de Contrôle ou, à son défaut, du Tribunal (3).

A) LA LISTE DES CONTRIBUABLES. — La confection de cette Liste se divise aussi en deux phases. La première est consacrée à la préparation de la Liste (dite « Liste A ») qui comprend les seuls associés actuels (*present members*), ceux qui faisaient partie de la Compagnie lors du « commencement de sa liquidation », et qui sont, par suite, tenus en tout premier lieu d'acquitter son passif ; plus tard, dans la seconde phase, est dressée la Liste (couramment dénommée la « Liste B ») qui comprend les anciens associés (*past members*), c'est-à-dire, ceux qui n'étaient plus associés lors du « commencement de la liquidation », mais qui s'étaient retirés de la Compagnie moins de 12 mois avant cette date. Ils ne demeurent tenus du passif que sous certaines conditions ; il n'y a lieu de dresser cette Liste B que si (4) :

a) le passif social se compose de dettes contractées avant la retraite de ces associés ;

b) le Tribunal estime les associés actuels, portés sur la Liste A, hors d'état d'acquitter entièrement le passif.

(1) Art. 203.

(2) Art. 206.

(3) Art. 220 ; R. art. 84, 85.

(4) Art. 157 (1). V. ci-dessus, p. 391.

FORMALITÉS DE LA CONFECTION DE LA LISTE DES CONTRIBUABLES. — Qu'il s'agisse de la Liste A ou de la Liste B, la procédure à suivre est identique (1).

Aussitôt que possible après sa nomination, le Liquidateur dresse une « Liste provisoire » des Contribuables (2), qui énonce le nom et l'adresse de chaque contribuable, la valeur de ses titres ou parts sociales, et dans quelle mesure ils ont été libérés. La Liste est divisée en deux parties ; la première se réfère aux associés qui sont contribuables en vertu de leurs propres titres ; la seconde, à ceux qui sont contribuables à raison des titres d'autrui (3). Tous ceux dont les noms figurent sur cette « Liste provisoire » sont cités à venir, à une date déterminée, présenter leurs dires et objections contre leur inscription définitive ; puis le Liquidateur arrête la « Liste définitive » en statuant sur les objections présentées (4), et signifie en même temps par écrit sa décision (qui est sujette à appel dans un délai de 21 jours) à ceux qu'il a décidé d'y inscrire (5).

Il est permis au Liquidateur de modifier ultérieurement cette Liste, par la radiation ou l'addition de certains noms, à condition toutefois de suivre, dans chaque cas, la procédure ci-dessus indiquée (6). Le législateur n'a pas voulu, en effet, que des modifications puissent être faites à la légère.

B) LA MISE EN RECouvreMENT DES CONTRIBUTIONS. FORMALITÉS. —

1° Le Liquidateur réunit le Comité de Contrôle ; à cette fin, il envoie au moins 7 jours d'avance (7), un avis indiquant les motifs de l'appel de fonds, et le montant de la contribution qu'il se propose de demander à chaque contribuable ; de plus, il fait insérer une annonce au moins dans un journal de Londres, et, si la liquidation relève d'un Tribunal autre la *High Court*, dans un journal local publié dans le ressort de ce Tribunal. Cette annonce doit

(1) R. art. 77 à 83.

(2) R. art. 78, Form. 38.

(3) Art. 160 à 162, C. A.

(4) R. art. 80, Form. 41.

(5) R. art. 81, Form. 42.

(6) R. art. 83.

(7) R. art. 84, Form. 46.

indiquer les jour et lieu de réunion du Comité, et inviter les contribuables à y venir présenter, de vive voix ou par écrit, leurs dire et objections (1). Le Comité de Contrôle, après avoir entendu les observations présentées, statue à la majorité des voix (2).

Si aucun Comité de Contrôle n'a été nommé, c'est au Tribunal qu'il faut s'adresser pour obtenir l'autorisation nécessaire. La demande à cet effet, qui se fait en référé (*Summons in Chambers*), doit préciser la somme qu'on veut demander à chaque contribuable. Elle doit être, ou bien, signifiée à chaque contribuable 4 jours d'avance, ou bien, publiée avec l'autorisation du Tribunal par la voie d'une insertion dans les journaux (3).

2° A la suite de la résolution du Comité de Contrôle ou de l'ordonnance du Tribunal, approuvant le projet du Liquidateur, celui-ci dépose au Greffe sa déclaration (4) — valant appel de fonds (*coll*), — et, envoie, en même temps, à chaque contribuable (5) un avis précisant la somme qu'il doit verser, avec une expédition, suivant les cas, de la résolution ou de l'ordonnance, comme pièce justificative.

EFFETS. — L'exigibilité du versement est, dès lors, acquise, et la dette du contribuable revêt désormais le caractère d'une *specialty*, laquelle jouit, dans le système juridique anglais, d'un régime de faveur et justifie l'exercice par le Liquidateur ou par le Tribunal de certains pouvoirs accessoires à son égard (6). Ainsi notamment, le Liquidateur peut, en cas de faillite d'un contribuable, produire entre les mains de son Syndic pour le montant de son apport et se faire colloquer pour les dividendes y afférents (7) ; bien mieux, il peut produire, non seulement pour les apports déjà mis en recouvrement, mais encore pour la valeur d'estimation de ceux qui ne viendront à l'échéance que dans l'avenir (8). Il peut, en outre,

(1) Form. 47.

(2) Form. 48.

(3) R. art. 85, Form. 49 à 52.

(4) R. art. 86, Form. 53.

(5) R. art. 86, Form. 54, 55.

(6) V. ci-dessus, p. 392.

(7) Art. 191 (2) (c).

(8) Art. 161 (2).

transiger avec un contribuable dans une Liquidation Judiciaire (1) ou, dans une « Liquidation Volontaire par les Créanciers » (2), avec l'autorisation, soit du Tribunal, soit du Comité de Contrôle, et, dans une « Liquidation Volontaire par les Associés », avec l'autorisation de l'Assemblée Générale des Associés, donnée sous forme d'une Résolution Spéciale.

SANCTIONS ET MOYENS DE CONTRAINTE. — 1° Il va de soi que le Liquidateur peut, en cas de non-versement des apports exigibles, actionner le contribuable en justice par les voies de droit commun (*suit* ou *action*) pour recouvrement des sommes dues.

Mais 2° l'art. 205 prévoit encore un autre moyen plus rapide et plus économique. Il consiste à demander au Juge en référé (par *Summons in Chambers*) une ordonnance condamnant le contribuable défaillant au paiement du solde dû (*Balance-order*) dans un délai de 4 jours (3). En principe, la contribution sera versée intégralement sans aucune déduction des sommes que la Compagnie peut devoir au contribuable. D'ailleurs, aux termes de l'art. 157 (1) (g.) :

« Une somme due à un associé en tant que tel, soit à titre de dividendes ou de bénéfices, soit à tout autre titre, n'est pas considérée comme constituant une dette de la Compagnie payable au dit associé, lorsqu'il y a concurrence entre lui et d'autres créanciers étrangers à la Compagnie. »

Admettre la *compensation* dans ce cas serait, en effet, créer au profit d'un contribuable créancier un privilège sur ses propres contributions au détriment des tiers créanciers non contribuables. Ce privilège, rompant l'égalité entre les créanciers, qui est à la base même de toute liquidation collective, constituerait une injustice d'autant plus frappante que la contribution dans une Compagnie à *responsabilité limitée*, est rigoureusement limitée, alors que la créance du contribuable ne le serait pas. L'inégalité serait, sans doute, moindre au cas d'une Compagnie à responsabilité *limitée* dont l'acte constitutif prévoit explicitement la responsabilité *illimitée* des administrateurs ou gérants (4), ou bien encore, dans le cas

(1) Art. 191 (1) (f).

(2) Art. 248 (1) (a).

(3) R. art. 88; Form. 56 à 58.

(4) Art. 146.

où, toutes les dettes ayant été intégralement payées, il n'y aurait plus aucune question de « concurrence » entre les créanciers-contribuables et les créanciers étrangers à la Compagnie, et où il ne s'agirait que du règlement des droits réciproques des contribuables, les uns à l'égard des autres. C'est surtout cette dernière hypothèse qui est visée à l'art. 157 (1) (g.) *in fine*, lequel dispose que les sommes dues par la Compagnie au contribuable à titre de dividendes ou de bénéfices, ou à tout autre titre :

« peuvent entrer en ligne de compte pour le règlement des droits respectifs des contribuables entre eux ».

Tout ce que nous venons de dire est résumé à l'art. 205, d'après lequel le Tribunal peut, en ordonnant le paiement des contributions, autoriser une déduction par voie de compensation :

a) au profit d'un contribuable, s'il s'agit d'une Compagnie à responsabilité *illimitée*, des sommes qui, en vertu d'une transaction ou d'un contrat distinct et indépendant, mais non à titre de dividendes ou bénéfices, sont dues par la Compagnie ;

b) s'il s'agit d'une Compagnie à responsabilité *limitée*, au profit des Administrateurs et gérants dont la responsabilité est stipulée dans l'acte constitutif comme illimitée ;

c) s'il s'agit d'une Compagnie à responsabilité *limitée* ou *illimitée*, de toutes sommes, dues à quelque titre que ce soit, par la Compagnie au contribuable dès que le passif est intégralement acquitté.

C'est en raison de cette compensation que l'ordonnance rendue en pareil cas par le Juge a reçu le nom de « *Balance-order* ».

Enfin, 3^e comme dernière sanction, le contribuable qui se dispose à prendre la fuite ou à quitter le Royaume-Uni, à déplacer ou dissimuler ses biens, dans le but d'éviter le paiement des contributions appelées, peut être arrêté sur mandat lancé par le Tribunal, et détenu pendant un délai déterminé, et avoir ses livres, papiers, et biens mobiliers saisis (1).

(1) Art. 218. C'est une disposition qui n'est heureusement pas souvent invoquée en pratique. Les recueils de jurisprudence n'en rapportent qu'une seule espèce, et celle-là de l'année 1868, *Imperial Mercantile Credit Co* (1868), 5 Eq.

B) *Moyens de Constataion et de Recouvrement de l'Actif applicables à toute Liquidation*

I. — Poursuites pour *Misfeasance* ou *Breach of Trust* contre les Fondateurs et Dirigeants de la Compagnie (art. 276).

A côté de l'action ordinaire (*actio mandati* du Droit Romain) en dommages-intérêts qui peut être intentée contre les dirigeants de la Compagnie en leur qualité de mandataires lorsque la violation des règles de leur mandat a causé un préjudice aux associés, l'art. 276 met à la disposition des intéressés une procédure plus pratique qui répond au même but. Aux termes de cet article :

« 1° Si, au cours de la liquidation d'une Compagnie, il apparaît qu'une personne qui a pris part à sa fondation ou à sa constitution, ou un de ses Administrateurs, gérants ou liquidateurs (actuels ou anciens) ou l'un quelconque de ses préposés a détourné de leur emploi (*misapplied*) ou retenu des deniers ou des biens de la Compagnie, ou en est comptable ou responsable, ou qu'il a commis des actes de malversation ou de malfaçon (*misfeasance*) ou a agi en violation de son trust (*breach of trust*) (1) au préjudice de la Compagnie, le Tribunal, à la demande du Sequestre Officiel, du Liquidateur, d'un créancier ou d'un contribuable, pourra ouvrir une enquête sur sa conduite, et le contraindre à rembourser les dits deniers ou à restituer les dits biens, avec les intérêts à un taux qu'il déterminera ou à verser à l'actif social, à titre de réparation du préjudice causé par le détournement, la retention, la *misfeasance* ou la violation de *trust*, telle somme qu'il estimera juste.

« 2° Cette disposition ne préjudicie en rien aux poursuites pénales auxquelles les actes précités peuvent donner lieu.

« 3° Le jugement rendu, au cours d'une liquidation en Angleterre, en exécution du présent article, condamnant au paiement d'une somme d'argent, sera considéré comme « un jugement final », au sens de l'art. 5 (1) (g.) du *Bankruptcy Act* 1914, susceptible de fonder, par suite, une *Bankruptcy Notice* entraînant la déclaration en faillite de la personne contre laquelle il a été rendu ».

264, où une telle intervention du Tribunal fut sollicitée à l'encontre d'un *Administrateur*.

(1) Le *breach of trust* dont il est question ici, s'entend *lato sensu*, de tout acte indigne de la situation d'un mandataire fiduciaire. Il se distingue par là du *criminal breach of trust* ou *embezzlement* (abus de confiance) passibles, d'après les lois pénales, telles que le *Larceny Act* 1861, des peines correctionnelles.

La jurisprudence s'est mise à l'œuvre pour dégager de ce texte, si verbeux, les idées directrices, dont la première est qu'il n'a point pour but de créer, à la charge des diverses personnes qu'il énumère des obligations ou des responsabilités nouvelles, ni d'aggraver celles qui découlent des principes généraux, mais uniquement de centraliser dans une même procédure et devant une même juridiction, les demandes multiples qui seraient susceptibles d'être formées à l'encontre des fondateurs ou des dirigeants de la Compagnie.

Il convient d'envisager successivement :

- a) les personnes tenues à réparation ou à restitution ;
- b) les actes dommageables qui y donnent lieu ;
- c) les personnes qui peuvent se prévaloir de cette disposition ;
- d) la procédure prescrite, avec les exceptions et les moyens de défense qui peuvent y être opposés.

A) LES PERSONNES CONTRE LESQUELLES L'ART. 276 PEUT ÊTRE INVOQUÉ. — Etant donné les termes très larges du texte :

« Toute personne qui a pris part à la fondation ou à la constitution de la Compagnie, un de ses Administrateurs, gérants ou liquidateurs (actuels ou anciens), ou un de ses préposés (*officers*). »

la jurisprudence en a précisé la portée dans un sens restrictif.

Il va sans dire que les fondateurs de la Compagnie sont nettement visés par le début du texte. Mais rentrent aussi, d'après la jurisprudence, dans la catégorie des « préposés » (*officers*) le Secrétaire (1), le Liquidateur, et les Vérificateurs de Comptes (*Auditors*) (2). A l'inverse, il faut en exclure les banquiers (3), les avoués,

(1) *Barrow's case* (1880), 38 W. R. 370; *McKay's case* (1875), 2 Ch. D. 1; *Coventry & Dixon's case* (1880), 14 Ch. D. 670; *Re Sales Hotel Co, Ex parte Hesketh* (1896), 78 L. T. 365.

(2) *Re London & General Bank* (1895), 2 Ch. 116. Le législateur de 1929 a pris soin d'étendre le bénéfice de l'excusabilité (art. 372 (4) ; ci-dessous, p. 422) aux Vérificateurs des Comptes, sans définitivement prendre parti sur la question de savoir s'ils sont ou non des « préposés », et de considérer comme des Administrateurs coupables de « commerce frauduleux » (art. 275 (3) même les personnes dont les Administrateurs n'ont fait qu'exécuter les ordres ou les instructions.

(3) *Re Imperial Land Co of Marseilles* (1870), 10 Eq. 208.

les hommes d'affaires ou notaires (*solicitors*) (1), à moins qu'ils ne reçoivent un chiffre global de rémunération (2), et non point des vacations basées sur un tarif légal ; enfin, les courtiers de Bourse ou agents de change, rémunérés selon un tarif des frais établis par leur Syndicat. Le critérium de la qualité de « préposé » (*officer*) consiste donc : a) dans l'emploi régulier et permanent de celui-ci, et b) dans son mode de rémunération, qui est un chiffre déterminé conventionnellement, et non pas variable selon un tarif ayant force légale.

B) ACTES DOMMAGEABLES. — La formule du texte prévoit cinq hypothèses :

« une personne a détourné de leur emploi (*misapplied*)..... a retenu est comptable ou responsable..... a commis des actes de malfaçon ou de malversation (*misfeasance*)..... a commis des actes de violation de *trust* ».

La jurisprudence en a élargi le cadre de manière à y comprendre tous les actes susceptibles de porter atteinte aux intérêts pécuniaires de la Compagnie, soit en augmentant son passif, soit en réduisant son actif. En voici quelques exemples :

1° *Réception de bénéfices occultes*. — Tous ceux qui ont retiré un avantage occulte, au détriment de leur mandant, de la mission fiduciaire dont ils sont chargés, en sont comptables (3). C'est ainsi que les sommes d'argent ou les titres entièrement libérés qu'auraient reçus clandestinement les fondateurs, administrateurs, ou secrétaire, de la Compagnie en rétribution de leurs bons offices pendant les pourparlers de fusion de la Compagnie, doivent être restitués à celle-ci pour être compris dans l'actif social (4).

2° *Distribution de dividendes fictifs*. — La distribution de dividendes qui ne sont pas justifiés par des bénéfices véritablement réa-

(1) *Great West Forest of Dean C°* (1886), 31 Ch. D. 496 ; *Great Wheel Pol-glooth C°* (1883), 53 L. J. Ch. 42.

(2) *Liberator Building Syndicate* (1894), 71 L. T. 406.

(3) Cp. ci-dessus, p. 290, 371.

(4) *De Runigne's Case* (1877), 5 Ch. D. 306 ; *Pearson's Case* (1877), 5 Ch. 336 ; *Metcalf's Case* (1879), 13 Ch. D. 236 ; *McKay's Case*, loc. cit.

lisés, mais sont pris sur le capital, a les conséquences les plus fâcheuses ; elle provoque une hausse factice des titres émis par la Compagnie et elle n'augmente son crédit qu'en trompant le public sur sa situation financière, et en privant la Compagnie elle-même des ressources nécessaires pour son exploitation. Les administrateurs qui font de telles distributions agissent en violation de leur mandat, et sont *individuellement et solidairement* tenus de rembourser à la caisse sociale les sommes qu'ils ont ainsi fait parvenir aux associés ou qu'ils ont eux-mêmes touchés, avec les intérêts à 5 % l'an (1).

3° *Fautes de gestion.* — Elles comprennent : a) des contraventions aux clauses statutaires relatives au placement des fonds disponibles (2) ou aux dépenses à faire pour des objets limitativement déterminés (3) ; ou b) des actes de simple négligence. Ainsi, les vérificateurs des comptes qui manquent à leur devoir de vérifier méticuleusement la comptabilité de la Compagnie (4), les administrateurs qui signent des chèques sans se donner la peine de vérifier les objets auxquels ils sont destinés (5), les fondateurs qui laissent le public dans l'ignorance des faits qui compromettent la solidité de l'entreprise à laquelle il est invité à confier son épargne (6), doivent, en vertu de cet article, réparation du préjudice causé.

Les administrateurs qui, en violation des art. 173 et 175, aliènent des biens de la Compagnie, ou effectuent des paiements en dehors des nécessités de l'exploitation, dans la période comprise entre la

(1) *Flitcroft's Case* (1882), 21 Ch. D. 519.

(2) *British Guardian Co* (1890) 14 Ch. D. 335 ; *National Funds Co* (1876), W. N. 192, 239 ; *Joint Stock Disc. Co v. Brown* (1869), 8 Eq. 381.

(3) *Imperial Land Co of Marseilles*, 10 Eq. 298 (gratifications données aux employés d'une banque pour consentir un découvert) ; *Evans v. Coventry* (1857), 8 D. M. et G. 835 (rachat de ses propres actions) ; *Cullerne v. London & Suburban Building Society* (1890), 39 W. R. 88 (avances non autorisées de fonds aux associés) ; *Hardy v. Metropolitan Land Co* (1872), 7 Ch. App. 427 (prêts non autorisés) ; *Hirsche v. Sims* (1894), A. C. 654 (émissions d'actions au-dessus du pair ; ces émissions sont maintenant autorisées par l'art. 47, C. A. 1929).

(4) *London & General Bank* (1895), 2 Ch. 67 ; *Kingston Cotton Mills* (1896), (1896), 2 Ch. 279.

(5) *Joint Stock Discount Co v. Brown*, loc. cit.

(6) *Leeds & Hanley Theatres Co* (1902), 2 Ch. 809.

présentation de la demande en Liquidation Judiciaire et le jugement qui en prononce l'ouverture, sont également responsables, en vertu de cet article (1). De même, étant dessaisis, dès le commencement de la Liquidation Volontaire (2), de tous leurs pouvoirs, ils ne peuvent plus tirer ou endosser d'effets de commerce qu'à leurs risques et périls. Enfin, ils ont à répondre de la nullité déclarée des « préférences frauduleuses » (3) ou des nantissements généraux (*floating charges*) (4) conformément à cet article (5).

4° *Abus de pouvoirs des Administrateurs.* — Ces abus peuvent consister en ce que les administrateurs : a) s'attribuent, par exemple, des honoraires indus ou excessifs (6) ; b) s'abstiennent, de faire des appels de fonds portant sur leurs propres titres (7) ; c) accélèrent la réunion de l'Assemblée Générale pour prévenir la présence et le vote des nouveaux actionnaires (8) ; d) prononcent, par collusion, radiation de certains titres en vue de permettre à leur propriétaire d'échapper aux paiements qui y sont attachés (9).

C) PERSONNES QUI PEUVENT SE PRÉVALOIR DE L'ART 276. — Il ressort de l'ordre même de l'art. 276 qu'il appartient, en tout premier lieu, au Séquestre Officiel ou au Liquidateur, dans l'intérêt collectif des associés et des créanciers, d'engager les poursuites nécessaires. A leur défaut, un créancier ou un associé peut exercer son droit individuel de requérir la mise en application de l'art., à condition toutefois, d'après la jurisprudence :

(1) *Re Neath Harbour Works* (1887), 35 W. R. 827 ; *Re Repertoire Opera C^o* (1895), 2 Man. 314 ; *Re Park, Ward & C^o* (1926), Ch. 828.

(2) Art. 232, 241.

(3) Art. 265, C. A.

(4) Art. 266, C. A.

(5) *British American Skate Manuf. C^o Ltd.* (19 juin 1912) ; *J. W. Draper, Ltd.* (2 mai 1911).

(6) *George Newman & C^o* (1895), 1 Ch. 674 ; *Oxford Benefit Society* (1886), 35 Ch. D. 502 ; *Leeds Society v. Shepherd* (1887), 36 Ch. D. 787 ; *Shaw v. Holland* (1900), 2 Ch. 305.

(7) *Alexander v. Automatic Telephone C^o* (1900), 2 Ch. 56.

(8) *Cannon v. Trask* (1875), 20 Eq. 669.

(9) *London & Provincial Coal C^o* (1877), 5 Ch. D. 525 ; *Esparto Trading C^o* (1879), 12 Ch. D. 191.

a) que l'acte dommageable sur lequel sa demande est fondée ait lésé non seulement le demandeur, mais aussi la Compagnie tout entière. Ainsi, un créancier oublié par le Liquidateur dans la distribution des dividendes ne pourrait recourir à la procédure spéciale de l'art. 276, mais rien ne s'opposerait à ce qu'il intente une action ordinaire en dommages-intérêts contre le Liquidateur (1) ;

b) qu'il établisse, en outre, l'existence d'un intérêt, c'est-à-dire de l'avantage pécuniaire qui résultera pour lui du succès de sa demande. Ainsi, le créancier ou le contribuable qui se plaint de ce que les administrateurs ont touché des profits illicites doit démontrer que, si les sommes ainsi indûment reçues avaient été versées à la caisse de la Compagnie, il en serait résulté une distribution avantageuse pour la catégorie d'ayants-droit dont il fait lui-même partie, c'est-à-dire, à la Masse des créanciers s'il est créancier, et à la Masse des contribuables, s'il est contribuable. Par contre, si le demandeur étant un contribuable, la restitution ou le remboursement qu'il sollicite du Tribunal ne devait vraisemblablement servir qu'à payer un dividende aux seuls créanciers, sans laisser de surplus à partager entre les contribuables, sa demande serait irrecevable(2).

D) PROCÉDURE DE L'ART. 276. — La demande revêt la forme d'une demande incidente, et est introduit, à la *High Court*, par la voie d'un *Summons in Chambers*, inscrit au rôle de l'audience privée, et, dans les juridictions inférieures, par une *Motion* portée sur le rôle de l'audience publique. Elle doit s'accompagner, dans un cas comme dans l'autre, d'un *affidavit* articulant les faits et les motifs sur lesquels elle est fondée (3). Signification doit en être faite à la personne mise en cause 8 jours avant l'audience. Le Tribunal peut ordonner que des conclusions écrites soient déposées et signifiées de part et d'autre. Le procès-verbal ou la sténographie de l'interrogatoire public administré conformément à l'art. 216 C. A. (4) peut servir de preuve contre le défendeur, à condition « qu'il y fut pré-

(1) *Hill's Waterfall Co* (1896), 1 Ch. 947.

(2) *Bentinek v. Fenn* (1887), 12 A. C. 652 ; *New Travellers Chambers Ltd.* (1895), T. L. R. 579.

(3) R. art. 66 à 69.

(4) V. ci-dessous, p. 449 et s.

sent ou eût la faculté de s'y présenter » (1), c'est-à-dire qu'il eût reçu avis en temps opportun des jour et lieu où devait se tenir l'interrogatoire public (2).

Exceptions et Moyens de Défense. — Des moyens derrière lesquels le défendeur serait tenté de se retrancher, il faut, tout d'abord, écarter la compensation, la clause statutaire d'exonération, et l'ordre de « décharge » après faillite :

1° La compensation est inopposable pour cette raison, que la procédure de l'art. 276 a un caractère répressif. Or, il est de règle en jurisprudence anglaise (3), surtout depuis 1880, que les créances pénales doivent être intégralement acquittées, sans aucune déduction.

2° Les clauses statutaires. — Des clauses excluant ou, tout au moins, restreignant la responsabilité des administrateurs, sauf en cas de faute volontaire (*wilful default*) étaient fort répandues autrefois, mais sont apparues, au cours de récents et retentissants procès (4) comme étant de nature à donner lieu à des abus scandaleux. Aussi viennent-elles d'être formellement interdites par le nouvel art. 152 du C. A. 1929.

Enfin, 3° l'ordre de décharge d'un administrateur failli (5) ne le libère pas, non plus, de l'obligation de rapporter à la Compagnie, par exemple, les profits occultes qu'il a pu toucher (6), surtout s'il y avait déjà été condamné en vertu de l'art. 276 (7).

D'autres moyens (remise de dettes, prescription, décès) sont admis, mais sous certaines réserves :

1° *Remise de dettes.* — Une remise absolue de toutes dettes, consentie par la Compagnie à un de ses administrateurs, ne saurait

(1) V. ci-dessous, p. 449.

(2) V. ci-dessous, p. 453.

(3) *Ex parte Pelly* (1882), 2 Ch. 492; *Flitcrofts' case*, loc. cit.; *Carriage Co-operative Supply Association* (1884), 27 Ch. D. 422; *Leeds & Hanley Theatre of Varieties* (1902), 2 Ch. 809; *In re Debtor* (1927), 1 Ch. 40; *Re Etic* (1928), Ch. 861.

(4) *Brazilian Rubber Co Ltd.* (1911), 1 Ch. 425; *City Equitable Fire Insurance Co* (1925), Ch. 407.

(5) Art. 26, B. A. 1914, et ci-dessus p. 276.

(6) Art. 28 (1), B. A.

(7) *Emma Silver Mining Co* (1881), 17 Ch. D. 122.

avoir d'effet extinctif qu'autant que la Compagnie savait, lorsqu'elle avait accordé la remise, que l'administrateur avait accompli certains des actes visés à l'art. 276. Si ces actes ne lui étaient révélés que postérieurement à la remise, bien qu'ils aient été accomplis antérieurement, ils ne seraient pas couverts par elle, et la responsabilité de celui à qui ils sont imputables n'en serait nullement atténuée (1).

2° *Décès*. — Ici deux hypothèses sont à envisager :

a) D'après le principe *actio personalis moritur cum persona*, la responsabilité de l'administrateur ou de tout autre préposé ne saurait être mise en œuvre après sa mort qu'autant qu'il en est résulté un enrichissement sans cause de son patrimoine. Cet enrichissement est, en général, plus facile à apprécier en cas de violations de *trust* et de réception de bénéfices occultes que de fautes de gestion, pures et simples (2).

b) Rien n'empêche, au contraire, que les administrateurs survivants soient assignés en restitution ou en remboursement après la mort d'un de leurs collègues (3).

3° *La Prescription*. — La prescription spéciale de 6 ans, édictée par le *Statute of Limitations*, et par le *Trustee Act* de 1888 (51 et 52 Vict. c. 59), art. 8, peut être invoquée à l'encontre des poursuites fondées sur les violations de *trust*, sauf dans les cas de fraude ou de distribution de dividendes fictifs (4).

LE JUGEMENT. — 1) *Le Jugement d'Excusabilité ou d'Exonération*. — Le texte de l'art. 276 précité, de même que les textes antérieurs (art. 165 de la loi de 1862, et art. 215 de la Loi 1908) est d'une rigueur extrême pour les administrateurs qui, bien qu'étant d'une parfaite bonne foi et s'étant munis de l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale des Associés, n'en courent pas moins le risque de

(1) *Joint Stock Trust & Finance Corporation* (1913), Sol. J. 272.

(2) *Overend, Gurney & Co v. Gibbs* (1872), 5 H. L. 480; *Peek v. Gurney* (1874), 6 H. L. 377.

(3) *British Guardian Co* (1880), 14 Ch. 335.

(4) *Lands Allotment Co* (1894), 1 Ch. 616; *National Co for Distribution of Electricity* (1902), 2 Ch. 34; *National Bank of Wales* (1899), 2 Ch. 629; *Sales Hotel & Botanical Gardens Co* (1897), W. N. 174.

voir leurs initiatives ou leur gestion en général, remises en question devant la justice, et peut-être même d'encourir parfois eux-mêmes une condamnation au paiement de dommages-intérêts à la Compagnie (1). Aussi le législateur avait-il dès 1907 essayé (2) d'apporter un tempérament à cette disposition, en permettant au Tribunal de prononcer l'excusabilité des *administrateurs*, à la condition toutefois : a) qu'ils eussent agi, non *seulement* honnêtement et de bonne foi, mais aussi d'une manière *raisonnable* (3), et b) qu'on ne pût, en toute justice, leur adresser aucun blâme (4). Mais ces conditions restrictives, et aussi le fait que le tempérament ne visait que les seuls *administrateurs*, à l'exclusion des diverses autres catégories de personnes que les textes de principe obligeait à la réparation envers la Compagnie, lui enlevaient une grande partie de son intérêt pratique.

A ce premier défaut, il s'en ajoutait d'ailleurs, un autre. Dans l'économie des Compagnies modernes, il est rare de rencontrer des administrateurs qui connaissent à fond tous les multiples rouages de l'entreprise sociale, ou qui puissent en surveiller tous les services avec une égale compétence. Souvent une personne est appelée à assumer les fonctions d'administrateur, soit à raison de sa formation spécialisée dans une partie déterminée, soit encore, tout simplement, à cause de ses relations, supposées à tort ou à raison susceptibles de fournir des affaires intéressantes pour la Compagnie. Le bon sens conseillait donc, en pareil cas, la limitation de la responsabilité de l'administrateur (5). C'est pourquoi le législateur de 1929, en interdisant (art. 152) les clauses statutaires d'exonération (6), a chargé le Tribunal appréciant dans chaque espèce, les mérites de l'Administrateur, de prononcer ou non son excusabilité. Aux termes de l'art. 372 actuel (qui remplace maintenant l'art. 279 de 1908) :

(1) *Callerne v. London & Suburban Building Society* (1890), 25 Q. B. D. 485.

(2) L'art. 32 de la loi modificative de 1907, devenu plus tard l'art. 279 dans la loi de refonte de 1908.

(3) *Re Dive, Dive v. Roebuck* (1909), 1 Ch. 328.

(4) *National Trustees Co of Australia v. General Finance Co* (1905), A. C. 373.

(5) V. Rapport de la Commission Greene, parag. 46, 47.

(6) V. ci-dessus, p. 421.

« 1° Si, au cours d'une instance ou d'une poursuite quelconque engagée contre les personnes ci-après indiquées à l'alinéa 4° du présent article, et fondé sur une faute de gestion, une omission, un manquement aux devoirs de leurs charges ou une violation de *trust*, le Tribunal estime que le défendeur est, ou peut être responsable, mais qu'il a agi honnêtement et d'une manière raisonnable, et que, en égard à toutes les circonstances de fait y compris celle qui se rattachent à sa nomination, les actes qu'on lui reproche, sont en toute justice excusables, il peut le déclarer, en totalité ou en partie, exonéré de toute responsabilité, à telles conditions qu'il lui plaira d'imposer.

« 2° Si l'une des personnes énumérées à l'alinéa 4 ci-après craint d'être l'objet d'une procédure en responsabilité pour les faits précités elle pourra adresser une demande en exonération au Tribunal qui aura par suite le même pouvoir d'exonération que s'il avait été saisi aux termes du présent article, d'une instance en responsabilité intentée contre cette personne.

« 3° Lorsqu'une instance ou une poursuite à l'effet sus-indiqué est jugée par un Juge assisté d'un Jury, le Juge s'il estime, après avoir reçu toutes les preuves, que le défendeur mérite, aux termes de l'alinéa 1° du présent article, d'être exonéré de toute responsabilité, peut soustraire l'affaire, en totalité ou en partie, à l'appréciation du Jury, et prononcer un Jugement en faveur du défendeur, aux conditions qu'il estimera justes, en ce qui concerne tant les frais que toute autre matière.

« 4° Les personnes visées par le présent article sont :

- a) l'Administrateur d'une Compagnie ;
- b) les gérants de celle-ci ;
- c) ses préposés (*officers*) (1) ;
- d) les personnes employées par la Compagnie comme vérificateurs de ses comptes (*Auditors*), encore qu'elles ne soient pas considérées comme ses préposés (*officers*) ».

II) *Jugement de Condamnation*. — A défaut de moyens de défense ou de motifs d'exonération valables, le Tribunal peut, à titre de réparation du préjudice éprouvé par la Compagnie, condamner le défendeur :

- a) à restituer au Liquidateur les biens, ou à lui rembourser les valeurs, dont il a été question, avec les intérêts, qui sont généralement calculés au taux de 5 % ;

(1) V. ci-dessus, p. 416.

b) à lui verser une somme déterminée ;

c) à payer les frais de la procédure ;

le tout sans préjudice des poursuites répressives auxquelles pourraient donner lieu les mêmes actes, en vertu, non seulement des dispositions pénales (art. 271 et s.) du Companies Act, 1929, mais aussi de divers autres lois pénales (1).

Le jugement de condamnation, s'il n'est pas exécuté, justifie une demande en déclaration de faillite à l'adresse du défendant (2).

§ 2. — Renonciation aux « Biens et contrats onéreux »

(Disclaimer of Onerous property and Contracts, — art. 267, C. A.)

Dans la faillite, la faculté, qui est accordée au Syndic de renoncer aux « biens onéreux » (3) apparaît comme étant le corollaire de l'expropriation forcée qu'entraîne le Jugement déclaratif (4), à laquelle elle vient apporter un sage tempérament.

Mais la mise en liquidation d'une Compagnie n'ayant pas pour effet d'exproprier celle-ci de son patrimoine, le besoin de reconnaître au Liquidateur un pouvoir de renonciation ne se faisait pas sentir sous l'empire des lois antérieures au Companies Act, 1929 ; et une jurisprudence constante rejetait la thèse d'après laquelle l'art. 10 de la loi de 1875 sur l'organisation judiciaire (5), devait être interprétée comme transportant implicitement dans le domaine de la Liquidation des Compagnies les dispositions contenues à ce sujet dans la Loi des faillites (6).

La Companies Act, 1929, a apporté une double modification à cet état de choses. D'après l'art. 190, d'abord, le Liquidateur peut, s'il le juge à-propos, solliciter du Tribunal le transport sur sa

(1) V. ci-dessous, p. 452 et s.

(2) Art. 276, 3^o, C. A., et art. 1 (1) (g), B. A. 1914.

(3) Art. 54, B. A., et ci-dessus, p. 241.

(4) Art. 53, B. A.

(5) V. ci-dessus, p. 429 et s.

(6) Art. 55, Bankruptcy Act, 1883 ; art. 54, Bankruptcy Act, 1914. V. ci-dessus, p. 429, et *Westbourne Grove Drapery Co* (1877), 5 Ch. D. 248 ; *Hill v. East & West India Dock Co* (1884), 9 A. C. 461, note.

propre tête (*vesting order*) de certains biens déterminés de la Compagnie. Il n'en sera, d'ailleurs, investi qu'autant que le Tribunal aura agréé sa demande. Mais, d'autre part, si les biens qui lui sont transmis sont grevés de charges trop lourdes pour l'actif de la Compagnie, afin d'éviter qu'il n'ait à y faire face avec ses propres deniers, l'art 267 C. A. (à l'instar de l'art. 54, B. A.) vient à son secours, et l'autorise, sous certaines conditions, à s'en dessaisir par la voie de la renonciation.

Des différences importantes toutefois séparent la renonciation en matière de la faillite de celle qui est prévue en ce qui concerne la liquidation des Compagnies.

1° Alors que, dans la faillite, le Syndic peut renoncer librement, par sa seule initiative et sous sa propre responsabilité, sauf pour certains baux, où la loi l'oblige à se munir de l'autorisation préalable du Tribunal (1), dans la liquidation d'une Compagnie, au contraire, toute renonciation du Liquidateur est soumise à l'approbation judiciaire (2). La même autorité qui lui a transmis la propriété doit apprécier s'il y a lieu de la lui enlever. Il aurait été illogique et dangereux, en effet, que le Liquidateur pût changer d'avis sans aucun contrôle.

2° Le délai accordé pour l'exercice de cette faculté de renonciation est le même — un an — dans les deux cas : seul le point de départ diffère. Dans la faillite, le délai ne commence à courir qu'à partir de la nomination du Syndic, c'est-à-dire, à partir de l'ouverture de la faillite proprement dite, la phrase préparatoire à la déclaration de la faillite étant écartée du calcul. La loi sur les Compagnies (3) le fait courir du « commencement de la Liquidation », lequel peut parfois se placer à une date bien antérieure (de plusieurs mois, peut-être) à la date de l'ouverture *en fait* de la liquidation (4), et abréger, par suite, considérablement le délai nominal d'un an. La possibilité de prorogation du délai, dans un cas comme dans l'autre, remédie toutefois à cet inconvénient.

(1) Art. 54 (3), B. A. ; R. art. 276. V. ci-dessus, p. 242.

(2) *In re Katherine et Co, Ltd.* (1932), 1 Ch. 70.

(3) Art. 267 (1).

(4) Art. 175, C. A.

3° Mais la différence la plus importante se rencontre dans les effets respectifs des deux systèmes de renonciation. Alors que, dans la faillite, la renonciation a pour effet de libérer non seulement le failli, mais encore le Syndic « de toute obligation relativement à ces biens à partir de la date à laquelle ils lui ont été transmis » (1), au contraire, la loi de 1929 ne renferme aucune disposition analogue à l'égard du Liquidateur.

Ce silence s'explique aisément. Le failli étant exproprié automatiquement au profit du Syndic par le jugement déclaratif de faillite, et rétroactivement à partir du premier *act of bankruptcy* accompli dans les trois mois précédant la demande de Séquestre, il pourrait arriver que le Syndic ait, malgré lui, à faire face à de lourdes obligations, inhérentes à la propriété des biens qui lui ont été ainsi transmis. Il pourrait, par exemple, avoir à acquitter les charges prévues dans des baux d'immeubles consentis au failli, ou à supporter les frais d'actions judiciaires intéressant le patrimoine de celui-ci. Le Liquidateur, au contraire, n'encourrait ces charges et obligations qu'autant qu'une ordonnance translatrice de propriété (*vesting order*) aura été prononcée à son profit, sur sa propre demande (2). Tant qu'il s'abstient de faire cette demande, sa responsabilité personnelle n'est pas engagée.

4° Le sort des *contrats* jugés onéreux par le Liquidateur est douteux, car l'art. 267 (5), C. A., copié pourtant textuellement sur l'art. 54 (5), B. A., est muet à ce sujet. La seule autorisation judiciaire, non accompagnée d'une résiliation également judiciaire, serait, semble-t-il, inefficace pour mettre fin à un contrat régulier et valable liant la Compagnie.

SECTION II

CONSTATATION ET VÉRIFICATION DU PASSIF

Nous avons maintenant à déterminer quels sont les créanciers d'une Compagnie en liquidation, et les créances au paiement desquelles ils peuvent légitimement prétendre : enfin, le mode de production et de vérification de ces créances.

(1) V ci-dessus, p. 243.

(2) Art. 190, C. A.

Nous nous trouvons ici encore en présence d'une réglementation (1) qui a été calquée sur celle des faillites (2). Aussi nous bornerons-nous à souligner les traits distinctifs de la liquidation des Compagnies, en renvoyant pour le reste à ce que nous avons déjà dit en traitant de la faillite d'une *partnership*.

§ 1. — *Les Créanciers et les Créances admissibles à la Liquidation*

Nous rencontrons d'abord deux dispositions d'importance capitale, les articles 261 et 262. Ils appliquent expressément à « la production des créances et à leur collocation » (*Proof and ranking of claims*) dans la liquidation des Compagnies, d'une façon générale, le droit qui régit les faillites. Le premier de ces articles est ainsi conçu :

ART. 261. — « Dans toute liquidation (sauf l'application, en cas de Compagnies insolubles, du droit des faillites, conformément aux dispositions de la présente Loi), toutes créances éventuelles, et toutes réclamations contre la Compagnie, soit présentement exigibles, soit à terme, d'une somme certaine et liquide, ou bien des dommages-intérêts, peuvent être produites dans la liquidation de la Compagnie, mais une juste estimation doit être faite, dans la mesure du possible, des créances ou réclamations en dommages-intérêts, ou de celles qui sont subordonnées à une condition, ou qui, pour une raison quelconque, ne comportent pas une valeur liquide ou déterminée. »

L'article suivant affirme encore l'analogie entre la procédure de la faillite, et celle de la liquidation des Compagnies, sans cependant les assimiler complètement :

ART. 262. — « La liquidation d'une Compagnie insolvable, qui est enregistrée en Angleterre, sera régie par les règles concernant les droits respectifs des créanciers chirographaires et des créanciers garantis, les créances admissibles, ainsi que l'estimation des rentes viagères, et des créances futures et éventuelles qui régissent pour le moment en vertu du droit de faillites, les patrimoines des faillis. »

Ce dernier article existait en germe dans l'art. 16 de la Loi de 1875 sur l'organisation judiciaire (3), disposition qui avait pour

(1) R. 1929, art. 89 à 116.

(2) Ann. II, B. A. 1914; R. 1915, art. 250 et s.

(3) *Judicature Act*, 1875 (38 et 39 Vict. c. 77).

but essentiel de faire échec à la jurisprudence antérieure du Tribunal de Chancery (1), laquelle permettait à un créancier gagiste ou hypothécaire de produire, dans la liquidation, sa créance intégrale, et de conserver en même temps le produit de sa sûreté réalisée ultérieurement. Depuis 1876, dans la liquidation des Compagnies, comme dans celle des faillites, il est tenu, soit de réaliser ou d'évaluer sa sûreté, et de ne produire que pour l'excédent de sa créance sur cette valeur d'estimation ou de réalisation, soit de faire abandon de sa sûreté à la Masse (2). Mais de telles controverses se sont élevées sur le sens et la délimitation précise du champ d'application de ce texte que les tribunaux ont été appelés souvent à l'interpréter.

A) D'abord, quand pouvait-on dire qu'une Compagnie était « insolvable » ? Fallait-il que tous ses biens sans exception fussent recueillis, et ses créances recouvrées, pour qu'on pût invoquer ce texte ? Une telle solution aurait abouti à diviser parfois la procédure en deux parties disparates. De plus, l'état de l'actif seul, sans la connaissance du passif, est loin de suffire à établir la solvabilité ou l'insolvabilité d'une Compagnie, et c'est précisément pour faire apparaître le passif (« créances admissibles ; « estimation des créances futures et éventuelles ») que le texte a fait ici application de la procédure des faillites. On semblait donc tourner dans un cercle vicieux. Finalement, un arrêt de la Cour d'Appel (3) résolut le problème, en 1884, en interprétant la disposition dans un sens extensif et en posant le principe que toute Compagnie en liquidation devait être présumée « insolvable » jusqu'à preuve du contraire. L'article précité devait, par suite, s'appliquer dès le commencement de la liquidation, à moins qu'il ne fût démontré que son actif suffirait à couvrir le passif et les frais de liquidation (4).

B) Il s'agissait, en second lieu, de savoir quelles dispositions au juste de la Loi ou du Règlement sur les faillites le législateur avait

(1) *Mason v. Bogg*, 2 My. et Cr. 445 ; *Kellock's case* (1868), L. R. 3 Ch., App. 69.

(2) V. ci-dessus, p. 137, 390.

(3) *Milan Tramways Co, Ex parte Theys* (1884), 25 Ch. D. 587.

(4) Nous savons que la Liquidation Judiciaire (art. 168, C. A.) ou Volontaire (art. 225) d'une Compagnie peut s'ouvrir pour des motifs autres que son insolvabilité.

eu en vue en rédigeant cet art. 10 du Judiciaire Act, 1875 (aujourd'hui remplacé par l'art. 262, Companies Act, 1929). Ici, après maintes hésitations, la jurisprudence (1) dût se rallier à la thèse restrictive, et décider que seules s'appliquaient à la liquidation des Compagnies les dispositions de la Loi et du Règlement sur les faillites qui ont trait aux matières limitativement énumérées dans son texte :-

a) aux droits respectifs des créanciers chirographaires et des créanciers garantis (y compris les droits des divers créanciers chirographaires les uns vis-à-vis des autres, et les droits des divers créanciers garantis les uns vis-à-vis des autres) ;

b) aux créances admises à production ;

c) à l'estimation de la valeur actuelle des rentes viagères, et des autres créances futures ou éventuelles ;

d) à la compensation (2).

En revanche, demeurent sans effet dans la liquidation des Compagnies les dispositions qui, dans les faillites, portent sur :

a) les créances privilégiées (3) ;

b) les « préférences frauduleuses » (4) ;

c) la « propriété présumée » (5) ;

d) la renonciation aux biens et aux contrats « onéreux » (6) ;

1) *Re Whittaker, Whittaker v. Palmer* (1901), 1 Ch. 9, écartant la jurisprudence antérieure de *Re Maggi, Winehouse v. Winehouse* (1882), 20 Ch. D. 545.

2) *Albion Steel & Wire Co* (1878), 7 Ch. D. 54; *Withernsea Brick Works* (1881), 16 Ch. D. 337; *Williams v. Hopkins* (1881), 18 Ch. D. 370; *Tadman v. D'Epineuil* (1882), 20 Ch. D. 217; *Mersey Steel & Iron Co v. Naylor Benzon* (1884), 9 Q. B. D. 648 ; 9 A. C. 434 ; *Sovereign Life Ass. Co v. Dodd* (1892), 2 Q. B. 573. Ci-dessous, p. 432.

3) Art. 33, B. A. ; *Albion Steel & W. Co*, loc. cit.

4) Art. 44, B. A. ; *Withernsea Brick Works*, loc. cit., L'art. 265 actuel cependant applique l'art. 44, B. A. aux Compagnies.

5) Art. 38 c) ; *Crumlin Viaduct Works Co* (1899), 11 Ch. D. 755 ; *Gorringe v. Irwell* (1886), 34 Ch. D. 128.

6) Art. 54, B. A. ; Ci-dessus, p. 425.

e) le privilège des créanciers saisissants (1) ;

f) le privilège accordé aux droits d'auteur en vertu de l'art. 60, B. A. 1914 (2).

Cependant, à l'encontre de cette jurisprudence, une tendance de plus en plus marquée s'accuse en législation vers le rapprochement des deux systèmes de règlement collectif — la faillite, et la liquidation des Compagnies, — ainsi qu'en témoigne les art. 264 (relatif aux créances privilégiées), 265 (relatif aux « préférences frauduleuses »), et 267 (relatif à la renonciation aux biens et aux contrats onéreux).

Malgré les controverses, et les développements législatifs de ces dernières années, on peut dire que le transport au domaine de la liquidation des Compagnies des règles régissant les Faillites aboutit à deux résultats essentiels :

1° D'abord, en ce qui concerne les créances chirographaires, on ouvre la porte toute grande aux réclamations fondées sur des obligations contractuelles. En effet, de même que le droit des faillites vise au règlement rapide des dettes du failli afin de lui permettre, après avoir obtenu son « ordre de décharge », de refaire sa vie, de même toute la procédure de liquidation d'une Compagnie vise au règlement expéditif des réclamations de tous les intéressés, afin d'assurer promptement la « dissolution » et la radiation de la Compagnie du Registre des Compagnies. C'est pourquoi on a élargi le cadre du passif de manière à comprendre, non seulement les créances présentement dues et exigibles, mais aussi celles qui n'arriveront à échéance qu'ultérieurement. D'autre part, sont « créanciers » aux fins de liquidation même les titulaires d'engagements susceptibles, en cas d'inexécution dans l'avenir, de donner naissance à une créance de dommages-intérêts (3). Deux conditions

(1) Art. 40 et 41 (3), B. A. ; *Pratt v. Inman* (1889), 43 Ch. D. 175 ; *Hasluck v. Clark* (1898), 2 Q. B. 28 ; (1899), 1 Q. B. 699 ; *Withernsea Brick Works*, loc. cit. ; *Watkins v. Barnard* (1897), 2 Q. B. 531.

(2) *In re Health Promotion, Ltd.* (1932), 1 Ch. 65.

(3) Cp. aussi l'art. 191 (2) (c), d'après lequel le Liquidateur peut, dans la faillite d'un « contribuable », produire le montant aussi bien des contributions déjà exigibles, que de celles qui ne sont pas encore échus. V. ci-dessus, p. 412.

seulement sont imposées pour la production des créances, dans la liquidation des Compagnies, comme dans la faillite :

a) Les créances éventuelles, futures, ou non liquides doivent être susceptibles d'une « juste évaluation » (1).

b) Les créances en réparation du préjudice résultant d'actes délictueux étant, par leur nature même, de valeur indéterminée, ne sont admissibles qu'autant qu'elles ont été liquidées, conventionnellement ou judiciairement.

2° Un créancier nanti de sûretés réelles (*secured creditor*) n'est pas obligé de produire sa créance, ni de faire partie de la Masse des créanciers. Il peut s'en tenir à ses sûretés. Si, toutefois, il prend le parti de produire, et de venir ainsi, avec les créanciers qui composent la Masse des créanciers, au partage de l'actif général, il est tenu, soit de faire abandon à la Masse de sa sûreté, soit de la réaliser ou d'en estimer la valeur, et ne produire que pour l'excédent (2).

§ 2. — Production et Vérification des Créances

La production des créances, obligatoire, en principe, dans une Liquidation Judiciaire, n'est que facultative dans une Liquidation Volontaire (3).

En principe aussi il appartient au Tribunal, dans une Liquidation Judiciaire, de « fixer les délais dans lesquels les créanciers doivent produire et affirmer leurs créances, sous peine d'être exclus d'une répartition effectuée avant leur production » (4). Mais, dans un but de simplification et de célérité, ce pouvoir a été dévolu au Liquidateur (5). Il fixe, en général, un délai de 14 jours au moins, à compter d'un avis qu'il est tenu de publier par une insertion dans un journal de son choix, et d'envoyer à chacun des créanciers dont il a connaissance (6).

(1) *Hardy v. Fothergill* (1885), 13 App. Cas. 351.

(2) R. 1929, art. 92, 139, 140 et ci-dessus, p. 137, 390.

(3) R. art. 89.

(4) Art. 210, C. A.

(5) Art. 220, C. A. ; R. art. 104 2^e et V. ci-dessus, p. 409.

(6) R. art. 104.

A) ESTIMATION DES CRÉANCES ÉVENTUELLES OU FUTURES A L'ÉGARD DES COMPAGNIES D'ASSURANCES. — La Loi de 1909 sur les Compagnies d'Assurances (*Assurance Companies Act*, 1909), art. 17 et Annexes V et VII, renferme des règles minutieuses, en ce qui concerne l'évaluation des rentes viagères et des assurances en cas de décès, d'incendie, d'accident de travail, et d'autres sinistres.

B) LA COMPENSATION. SITUATION JURIDIQUE DES CONTRIBUABLES. — Une jurisprudence constante, interprétant l'art. 262 C. A. (ou plutôt, l'art. 10 de l'ancien *Judicature Act* de 1875) (1), applique à la liquidation des Compagnies l'art. 31 du *Bankruptcy Act*, 1914, relatif à la compensation des « dettes et créances mutuelles, ou d'autres opérations réciproques » (2). Il est dérogé, toutefois, à ce principe dans deux hypothèses :

La première dérogation est de création jurisprudentielle (3). La compensation ne saurait être opposée par les personnes actionnées ou condamnées, en vertu de l'art. 276 (4), pour des actes de spoliation (*misfeasance* ou *breach of trust*). La compensation aboutirait, en effet, alors à atténuer la sanction d'actes que la Loi a voulu reprimer.

La seconde dérogation fait l'objet de textes législatifs, que nous avons, d'ailleurs déjà rencontrés(5) :

a) Tout d'abord, tant que les créanciers n'ont pas été intégralement payés, les contribuables ne sauraient opposer, en compensation du complément de leurs mises, les sommes que la Compagnie leur doit à titre de dividendes ou d'autres bénéfices. En effet, permettre la compensation en pareil cas, équivaldrait à permettre au contribuable de se payer intégralement, et de créer ainsi un privilège à son profit, et au détriment de la Masse des créanciers. Il y aurait alors rupture de cette égalité entre les créanciers, sur

(1) V. ci-dessus, p. 430.

(2) V. ci-dessus, p. 251.

(3) *Ex parte Pelly* (1882), 2 Ch. 492 ; *Flikeroff's case* (1882) 2 Ch. D. 519 ; *Milan Tramway Co.* (1884), 25 Ch. D. 587 ; *Carriage Co-operative Supply Association* (1884), 27 Ch. D. 322 ; *Leeds et Hanley Theatre of Varieties* (1902), 2 Ch. 809 ; *In re a Debtor* (1927), 1 Ch. 410.

(4) Art. 157 (1) (g), et 205. — V. ci-dessus, pp. 413 et s.

(5) W. ci-dessus, pp. 413 et s.

laquelle doit reposer tout sain système de liquidation. Les contribuables doivent donc payer intégralement leurs mises, et subir la loi du dividende, avec tous les autres créanciers compris dans la Masse (1).

Par contre, pour la production de leurs créances, la compensation joue librement lorsque :

1) les créanciers étant entièrement désintéressés, il ne reste plus qu'à établir la péréquation des droits des « contribuables » entre eux (1) ;

2) le « contribuable » est mis en faillite. L'art. 31, B. A. s'applique alors avec toute sa force (2).

b) Par application du même principe, l'art. 205 envisage trois hypothèses dans lesquelles la « compensation judiciaire » peut intervenir, pour réduire les appels de versement faits à un associé. Il faut distinguer, en effet, suivant qu'il s'agit d'une Compagnie à responsabilité *illimitée*, d'une Compagnie à responsabilité *limitée*, ou de toute autre espèce de Compagnie.

1) Au cas d'une Compagnie à responsabilité *illimitée*, le Tribunal peut, en ordonnant au « contribuable » de verser ses mises, autoriser la déduction des sommes que la Compagnie lui doit, non pas à titre de dividendes ou de bénéfices (ce à quoi s'oppose formellement l'art 157 (1) (g.) précité), mais à raison de transactions ou d'obligations distinctes et indépendantes qui seraient intervenues entre elle et lui en qualité de simple particulier. Si l'on avait écarté la compensation, on aurait abouti, à l'inverse du cas précédent, à consacrer un privilège au profit de la Compagnie. D'autre part, la responsabilité des associés étant, par hypothèse, *illimitée*, aucun préjudice sérieux ne peut résulter pour les autres créanciers de la Compagnie.

2) Dans une Compagnie dans laquelle la responsabilité de tous

(1) Art. 157 (1) (g) ; *Grisell's case* (1866), 1 Ch. App. 528 ; *Calisher's case*, 5 Eq. 214 ; *Black & Co's case*, 8 Ch. 254 ; *Barnett's case*, 19 Eq. 449 ; *Re Wittehouse & Co* (1878), 9 Ch. D. 595 ; *Re Washington Diamond Co* (1893), 3 Ch. 95 ; *Re Hiram Maxim Lamp Co* (1903), 1 Ch. 70 ; *Re West Coast Gold Fields Ltd.* (1906), 1 Ch. 1.

(2) *Re Duckworth* (1867), 2 Ch. App. 578 ; *Ex parte Strang*, 5 Ch. 492 ; *Re G. E. B.* (1903), 2 K. B. 340.

les associés, sauf celle des administrateurs et gérants (comme dans les « Sociétés en commandite », en France) est *limitée*, il dépend encore du Tribunal d'accorder ou non la « compensation judiciaire ». Les Administrateurs et les gérants se trouvent ici, en réalité, dans la même situation que les associés d'une Compagnie à responsabilité *illimitée* (cas précédent).

3) Dès que la Compagnie à responsabilité limitée ou illimitée a désintéressé tous ses créanciers, il ne reste plus à régler que les droits des contribuables entre eux. Aucune raison de principe ne s'oppose donc plus au jeu normal de la compensation, quelles que soient les sommes dues par la Compagnie, et quel que soit le titre auquel elles sont dues (1).

SECTION III

RÉPARTITION DE L'ACTIF

Il y a, en ce qui concerne la répartition de l'actif, deux Masses en présence, celle des créanciers, et celle des associés. La seconde ne peut venir au partage du patrimoine social que s'il reste quelque chose après que la première (la Masse des créanciers) a été intégralement désintéressée.

§ I. — Les Créanciers

Comme dans la faillite, les créanciers qui font partie de la Masse, abstraction faite des créanciers garantis (*secured creditors*) (2), sont, ou bien privilégiés, ou bien chirographaires.

I. CRÉANCIERS PRIVILÉGIÉS. — Parmi ces créanciers, il faut distinguer ceux qui sont titulaires de privilèges *généraux* et ceux qui sont titulaires de privilèges *spéciaux*.

A) Les *Privilèges Généraux* se rencontrent dans les hypothèses suivantes :

I) Frais de réalisation et de conservation de l'actif (3) ;

II) Frais de justice (4), qui se décomposent de la même manière qu'en cas de faillite (5). En sont exclus toutefois :

(1) Art. 205 (3).

(2) Ci-dessus, pp. 137, 390, 432.

(2) R. art. 164 et 192.

(3) R. art. 192.

(5) Ci-dessus, p. 265 ; R. de 1915, art. 117.

a) les frais que nous avons dénommés plus particulièrement les « frais de la première phase », exception faite des honoraires de l'administrateur spécial, qui est, nous le savons, un organe commun à la faillite et à la liquidation des Compagnies ;

b) les secours alimentaires accordés aux débiteurs ou aux faillis, de tels secours étant étrangers à la liquidation des Compagnies.

En revanche, il faut y ajouter les frais des poursuites répressives pour infractions contre le droit des Compagnies (1).

Tous ces frais, ceux de justice, comme ceux qui se rattachent à la réalisation ou la conservation de l'actif, sont privilégiés aussi bien dans une Liquidation Judiciaire ou sous la Surveillance Judiciaire (2), que dans une Liquidation Volontaire (3), sous cette réserve que si, dans une Liquidation Judiciaire, l'actif s'avère insuffisant pour acquitter le passif, le Tribunal peut modifier l'ordre de collocation de ces divers éléments de frais (4).

III) a) Impôts, b) gages et salaires des employés, ainsi que c), dans les cas où la Liquidation Volontaire de la Compagnie serait motivée par des raisons autres que sa fusion ou sa reconstitution (5), indemnités et contributions dont bénéficient les employés par l'effet des divers Lois sociales (6). Ils sont privilégiés au même rang (7), et dans les mêmes conditions que dans la Faillite (8).

Un nouvel alinéa, l'al. (3), inséré dans l'art. 264, C. A., est venu consacrer une jurisprudence (9) aux termes de laquelle le

(1) Art. 277 (8), C. A. ; Ci-dessous, p. 465.

(2) R. art. 192.

(3) Art. 254, C. A.

(4) Art. 213, C. A.

(5) V. ci-dessous, p. 463 et s.

(6) *Workmen's Compensation Act*, 1925 (15 et 16 Geo. 5, c. 84) ; *National Health Insurance Acts*, 1924-1928, (14 et 15 Geo. 5, c. 38, art. 106 ; 18 et 19 Geo. 5, c. 14, art. 19) ; *Widows', Orphans' and Old Age Contributory Pensions Act*, 1925 (15 et 16 Geo. 5, c. 70, art. 10) ; *Unemployment Insurance Acts*, 1920-1929, (10 et 11 Geo. c. 30, art. 26 ; 17 et 18 Geo. 5 c. 30, Ann. IV).

(7) Art. 264, C. A.

(8) Art. 35, B. A.

(9) *Re Lamplugh Ore Co* (1927), 1 Ch. 308.

baillieur de fonds, qui avait avancé de quoi payer les gages des commis, employés, ouvriers ou journaliers de la Compagnie, était subrogés aux droits et rang de ceux-ci dans la liquidation, pour le recouvrement de son prêt.

Toutes ces créances privilégiées sont sujettes à une réduction proportionnelle en cas d'insuffisance de l'actif. Mais, en revanche, dans le calcul de l'actif sur lequel s'exerce leur privilège, il faut comprendre même les biens qui font l'objet d'un « nantissement général » (*floating charge*) (1). Elles priment, par suite, des obligataires (*debenture-holders*) titulaires de ce nantissement, mais non point les créanciers nantis d'autres gages ou hypothèques sur un ou plusieurs biens déterminés.

B) Privilèges Spéciaux

I) Le bailleur d'immeuble qui a pratiqué la saisie-gagerie (*distress*) sur les biens garnissant l'immeuble dans les 3 mois qui précèdent le jugement d'ouverture de la Liquidation Judiciaire a un privilège sur les deniers en provenant (2).

II) Le créancier qui a « complété » une saisie-exécution avant le « commencement » de la Liquidation Judiciaire, au sens de l'art. 175, ou avant qu'il ait eu connaissance de la réunion d'une Assemblée Générale des Associés convoquée à l'effet de délibérer sur la mise en Liquidation Volontaire de la Compagnie, a également un privilège sur le produit de sa saisie (3).

III) Les frais d'une saisie-exécution pratiquée, mais non encore « complétée », avant l'ouverture de la liquidation, doivent être payés à l'huissier saisissant (*Sheriff*), avant que celui-ci puisse remettre les biens saisis au Liquidateur (4).

II. CRÉANCIERS CHIROGRAPHAIRES (*Ordinary Creditors*). — Le principe du paiement proportionnel ou *pari passu*, qui est énoncé à l'art. 247 (sous la rubrique consacrée aux Liquidations Volontaires), n'en est pas moins d'une application tout-à-fait générale.

(1) Cp. art. 78 et 266, C. A.

(2) Art. 264 (6), C. A. Pour la faillite; V. art. 33 (4), et 35, B. A., et ci-dessus, p. 268.

(3) Art. 268; C. A. Cp. pour la faillite, art. 40, B. A., et ci-dessus, p. 268.

(4) Art. 269, C. A., Cp. art. 41, B. A., et ci-dessus, p. 268.

Il s'applique à tous les modes de Liquidation (1), et ni les créanciers titulaires d'un jugement, ni même l'Etat ne jouissent actuellement, à cet égard, d'un privilège (2).

Formalités relatives à la Distribution des Dividendes. — Aucune disposition législative ne porte ici atteinte à la liberté du Liquidateur dans une Liquidation Volontaire. En ce qui concerne la Liquidation Judiciaire, étant donné que les opérations d'une Compagnie sont, en général, beaucoup plus importantes, et complexes que celles d'un individu ou d'une *partnership*, le législateur n'a pas cru devoir imposer au Liquidateur, à la différence du Syndic (3), un délai pour la distribution des dividendes. Il les annoncera donc et en effectuera la distribution au fur et à mesure des disponibilités. Toutefois, il doit observer rigoureusement les formalités prescrites par l'art. 117 du Règ. de 1929 (4), notamment en ce qui concerne l'avertissement à donner aux créanciers deux mois avant le dividende, l'avis à signifier au Board of Trade, la mise en réserve des sommes destinées à payer les créances contestées, etc.

Il est de la plus haute importance que le Liquidateur, avant de procéder à la distribution d'un dividende, s'informe soigneusement de l'existence de toutes créances susceptibles d'être produites à l'encontre de l'actif social, et cela, non seulement en faisant publier des annonces, mais aussi, par exemple, en adressant des lettres individuelles à chaque créancier retardataire dont il a connaissance. En effet, si la répartition définitive de l'actif, suivie de la dissolution (5) de la Compagnie, était faite sans tenir compte d'un groupement important de créanciers, ceux-ci pourraient exercer à l'encontre du Liquidateur personnellement le recours spécial pour *misfeasance* ou *breach of trust* prévu à l'art. 276, C. A. (6).

(1) *Black & Cos' Case* (1877), & Ch. App. 262.

(2) *Re H. J. Webb & Co* (1922), 2 Ch. 369 ; confirmé sous le titre *Food Controller v. Cork* (1923), A. C. 647.

(3) Art. 62, 63, B. A. et ci-dessus, p. 262.

(4) Reproduisant les art. 268, 270 et 271 du R. de 1915 pour la faillite, v. ci-dessus, p. 262 à 264.

(5) V. ci-dessous, p. 443.

(6) *Pulsford v. Devenish* (1903), 2 Ch. 625 ; *Argyll's Ltd. v. Coxeter* (1913), 29 T. L. R.

§ 2. — *Les Associés*

Si, une fois les dettes payées, il reste encore quelque chose de l'actif social, le reliquat revient aux associés. Il doit être partagé entre eux proportionnellement à leurs droits et intérêts respectifs dans la Compagnie. La détermination de ceux-ci est confiée, dans une Liquidation Judiciaire, au Tribunal (1), et dans une Liquidation Volontaire, au Liquidateur (2).

Mais quels sont ces droits et intérêts ? Comment peut-on les déterminer, et les régler ?

A. Le principe qui domine ici est celui de l'autonomie de la volonté des associés. Les actes constitutifs de la Compagnie — le *Memorandum of Association* (acte de société), et les *Articles of Association* (statuts) — ont, sans doute, fixé les conditions dans lesquelles se feraient la liquidation et le partage de l'actif social, au cas où le pacte social viendrait à être terminé par l'un ou l'autre des moyens prévus par la Loi. Ils ont dû également déterminer la consistance et l'étendue des droits de chaque associé. C'est ainsi qu'il est permis de stipuler, dans l'acte constitutif, que des droits différents seront attribués à différentes catégories d'actions, certaines d'entre elles jouissant de droits de priorité en cas de liquidation, ou que les actions ordinaires partageront « tout le surplus de l'actif » après paiement des dettes et des frais, ou bien encore, que les bénéfices et les pertes seront pour les actionnaires, proportionnellement au capital versé sur leurs titres, de sorte que les titulaires d'actions *partiellement libérées* ne seront point appelés à verser le complément au profit de ceux qui posséderont des actions *entièrement libérées* (3).

La signification de l'expression « surplus de l'actif » (*surplus assets*), quoique d'un usage courant dans les statuts, n'a pu encore être fixé par la jurisprudence (4) pour tous les cas. Aussi donne-t-elle souvent lieu à des difficultés. Elle peut désigner, en effet, l'actif restant après le paiement des créanciers et des frais de liqui-

(1) Art. 211, G. A.

(2) Art. 247, 248, C. A.

(3) *Re Kintan Rubber, Ltd* (1923), 11 Ch. 124.

(4) *Re Bridgwater Navigation Co* (1891), 2 Ch. 317 ; *Re New Transvaal Co* (1891), 2 Ch. 750 ; *Re Madam Tussaud & Sons* (1927), 1 Ch. 657.

dation (1), ou déduction faite, en outre, des sommes remboursées aux actionnaires pour les versements effectués sur la valeur nominale des actions (2). Quoi qu'il en soit, les mises non-versées rentrent toujours dans le « surplus d'actif » (3).

Si les statuts disposent que le « surplus de l'actif » après paiement des dettes et des frais de liquidation, sera partagé au *pro rata* du capital versé (*capital paid up*) sur les actions, il faut y comprendre les versements faits à tout moment, soit avant, soit même pendant la liquidation (4).

Lorsque les statuts attribuent des dividendes préférentiels à une catégorie déterminée d'actions (« actions privilégiées »), si aucun dividende n'a été, en fait, annoncé *avant* la liquidation, alors cependant, que les bénéfices résultant de l'exploitation, et accusés par la comptabilité, en auraient pleinement justifié l'annonce et la distribution, les titulaires de ces actions ne sauraient prétendre, *dans la liquidation*, à des droits supérieurs à ceux des actionnaires ordinaires, car un dividende non annoncé ne saurait légalement être mis en distribution (5).

B. Mais, à défaut de telles clauses statutaires, voici *grosso modo* les règles de partage qui se dégagent de la jurisprudence.

1° Il va sans dire que, si toutes les actions émises par la Compagnie comportent des droits identiques, et qu'elles sont toutes libérées au même degré, il y aura égalité de partage entre tous les actionnaires.

2° Si, au contraire, la valeur nominale de toutes les actions étant la même, les unes sont entièrement libérées, alors que d'autres ne le sont que partiellement, la question est moins simple. La jurisprudence distingue selon que le reliquat suffit ou ne suffit pas à restituer tout le capital versé :

(1) *Re Crichton's Oil Co* (1912), 2 Ch. 86.

(2) *Re Ramel Syndicate* (1911), 1 Ch. 749.

(3) *Welton v. Saffery* (1897), A. C. 299.

(4) *Anglo-Continental Corporation of Western Australia* (1898), 1 Ch. 327.

(5) *In re J. W. Hall & Co* (1909), 1 Ch. 251; *In re New China Antimony Co Ltd.* (1916), 2 Ch. 115; *In re Springbok Agricultural Estates Ltd.* (1920), 1 Ch. 563; *In re Roberts & Cooper* (1929), 2 Ch. 383; *In re Dominion Tar & Chem. Co* (1929), 2 Ch. 387.

a) Si le « surplus de l'actif » est suffisant pour rembourser tout le *capital versé* il est affecté, en premier lieu, à ce remboursement au prorata de la *valeur nominale* des titres de chaque associé (1).

b) Si par contre, ce surplus de l'actif ne suffit pas à rembourser la totalité du *capital versé*, la répartition en est faite de manière à faire supporter le déficit aux associés proportionnellement au *capital nominal* indiqué dans leurs titres. Autrement dit, à valeurs nominales égales, bénéfices et pertes égaux ; à valeurs nominales différentes, bénéfices et pertes proportionnés à ces valeurs (2).

3° a) Les actions de priorité, sous réserve, toujours des dispositions expresses des statuts, ne jouissent d'aucun régime de faveur ou de préférence dans la liquidation (3).

b) S'il existe diverses catégories d'actions, libérées dans des proportions ou à des degrés différents, il y a lieu à un appel de fonds, dont la quotité diffèrera de manière à assurer la péréquation des diverses titres, et à établir un même niveau d'égalité entre elles toutes (4).

c) En vertu d'un raisonnement analogue, les actions émises au-dessous du pair (5) doivent être considérées comme débitrices de l'escompte dont elles ont bénéficié (6).

Ces principes s'appliquent même à la liquidation et partage d'une Compagnie à responsabilité *illimitée* et au capital divisé en actions (7).

Formalités de Partage entre les associés dans une Liquidation Judiciaire. — Toute ordonnance autorisant dans une Liquidation Judiciaire le partage du reliquat de l'actif entre les associés doit

(1) *Birch v. Cropper* (1889), 14 A. C. 525.

(2) *Ex parte Maude* (1870), 6 Ch. App. 51 ; *Re Wakefield Rolling Stock* (1892), 3 Ch. 165 ; *Re Anglo-Continental Corporation*, loc. cit. ; *Re Driffield Gas Light Co* (1898), 1 Ch. 451.

(3) *Welton v. Saffery*, loc. cit. ; *Re Madam Tussaud & Sons Ltd.*, loc. cit.

(4) *Ex parte Maude*, loc. cit.

(5) Défendue autrefois, l'émission des actions au-dessous du pair vient d'être autorisée, sous certaines conditions, par l'art. 47, C. A. 1929.

(6) *Welton v. Saffery*, loc. cit. ; *Re Bridgwater Navigation Co*, loc. cit.

(7) *Re Driffield Gas Light Co*, loc. cit.

porter, en annexe, un bordereau (1), dressé par les soins du Liquidateur, qui indique notamment leurs noms et adresses, la quotité qui revient à chacun d'eux, les transferts des titres, et les modifications (2) qui sont intervenus dans la Liste nominative des « contribuables » depuis que cette Liste a été arrêtée. Le Liquidateur doit envoyer avis du remboursement à chaque associé.

SECTION IV

DISSOLUTION DE LA COMPAGNIE, ET MATIÈRES CONNEXES

§ 1. — La Dissolution

La dissolution constitue la dernière étape dans la vie d'une Compagnie enregistrée. La clôture de la liquidation n'a pour effet que de terminer ses affaires pécuniaires et patrimoniales, mais non point son existence juridique. Celle-ci ne peut s'éteindre que par la dissolution. A cet égard, la Compagnie enregistrée diffère d'une Compagnie *non-enregistrée* (3), et d'une *Partnership* simple (4), où la dissolution souvent précède et ouvre la voie à la liquidation.

I. PROCÉDURE. — Il faut distinguer deux procédures distinctes, selon le mode de liquidation auquel la dissolution fait suite :

a) Au cas d'une Liquidation Judiciaire, un jugement spécial rendu à la requête du Liquidateur, après la clôture de la Liquidation (*when the affairs of the company have been completely wound-up*), prononce la dissolution mettant fin à l'existence juridique de la Compagnie. Le Liquidateur est chargé d'en assurer la publicité, en la notifiant, aux fins d'enregistrement, au *Registrar of Companies*, dans un délai de 14 jours, et ce sous peine d'une amende de £ 5 par jour de retard (5).

La pratique cependant est toute différente. En fait, aucune requête en dissolution n'est présentée au Tribunal. C'est le *Regis-*

(1) R. art. 118, et Form. 70.

(2) V. ci-dessus, p. 409.

(3) Art. 338 (1) (d), C. A. V. ci-dessous, p. 476.

(4) Art. 32 et s., *Partnership Act* (1890). V. ci-dessus, p. 61 et 63.

(5) Art. 221, C. A.

Registrar of Companies qui, deux ans après que le Liquidateur a reçu son *quitus*, transmet au Séquestre Officiel une Liste des Compagnies en liquidation qui attendent leur dissolution, et, sauf avis contraire du Séquestre Officiel, il en effectue ensuite la radiation sur le Registre des Compagnies, sans en référer au Tribunal.

b) Dans les Liquidations Volontaires, le Liquidateur doit soumettre à l'approbation d'une Assemblée Générale des Associés (ainsi que d'une Assemblée Générale des Créanciers, s'il s'agit d'une « Liquidation Volontaire par les Créanciers ») un compte de clôture de la liquidation, et il doit en outre (sous peine d'une amende de £ 5 par jour de retard), envoyer dans la huitaine au Registrar of Companies aux fins d'enregistrement, un exemplaire de ce compte accompagné du procès-verbal des réunions.

La dissolution se produit alors de plein droit trois mois après l'enregistrement de ces pièces, sauf jugement du Tribunal, rendu à la requête du Liquidateur ou de tout autre intéressé, à l'effet de différer la date de la dissolution. Dans ce cas, le requérant est tenu, sous peine d'une amende de £ 5 par jour de retard, d'expédier ce jugement aux fins d'enregistrement au Registrar of Companies (1).

c) L'art. 160 (2), C. A. fait application à la Liquidation sous la Surveillance Judiciaire des dispositions précitées de l'art. 221.

II. EFFETS. — 1° L'effet principal de la dissolution, c'est l'extinction juridique de la Compagnie en tant qu'être moral. La personnalité fictive ou juridique (*body corporate*, ou *corporation*), dont elle était dotée en vertu de son enregistrement, disparaît. Le Registrar of Companies procède, par suite, à la radiation de la Compagnie sur le Registre dont il tient la garde, et où il l'avait inscrite lors de son enregistrement et de son « incorporation ». Une nouvelle Compagnie est libre, dès lors, de s'y faire enregistrer sous la raison sociale de la Compagnie dissoute et rayée.

2° Le sort des biens (créances, droits au bail, ou actions en justice) dont la Compagnie dissoute était encore titulaire était, sous l'empire des anciennes lois, souvent incertain. Alors que la jurisprudence tendait à attribuer les biens meubles (*personal property*)

(1) Art. 236, 245.

à l'Etat, pour les immeubles (*real property*), au contraire on suivait, en général, l'opinion doctrinale exprimée par Coke (1628) dans ses *Commentaires sur Littleton*, 23 b (2), aux termes de laquelle ils devaient faire retour au donateur ou à ses héritiers ; et les baux étaient censés résiliés (3).

L'art. 296 du C. A. 1929 a posé maintenant une règle uniforme tirée du Droit Romain (4), d'après laquelle les biens de quelque nature qu'ils soient (meubles ou immeubles) deviennent des « biens vacants » (*bona vacantia*), et sont dévolus comme tels, sauf jugement contraire du Tribunal, à l'Etat.

3° La procédure sommaire et spéciale instituée par l'art. 276 pour réparation du préjudice résultant des actes de *misfeasance*, etc., ne peut plus être mise en jeu après la dissolution, ce qui ne veut pourtant pas dire que les droits qu'elle sanctionne soient périmés. La procédure de droit commun demeure toujours accessible aux intéressés, et un actionnaire pourrait, par exemple, fort bien demander des dommages-intérêts à un Liquidateur qui, ayant eu connaissance de l'existence de certaines créances, n'en aurait pas tenu compte, ou n'y aurait pas pourvu en mettant des fonds en réserve avant de partager définitivement l'actif social, ou de provoquer la dissolution de la Compagnie (5).

4° Sort des Livres et Documents. — Le Tribunal dans une Liquidation Judiciaire ou sous la Surveillance Judiciaire, une résolution extraordinaire de l'Assemblée Générale dans une « Liquidation Volontaire par les Associés », et enfin, le Comité de Contrôle, ou, à son défaut, l'Assemblée Générale des Créanciers, dans une « Liquidation Volontaire par les Créanciers », déterminent le sort (vente, destruction, etc.) qui doit être fait aux livres et papiers de la Compagnie, ainsi qu'à ceux qui se rapportent à la Liquida-

(1) *Re Hugginson, Ex parte Attorney-General* (1899), 1 Q. B. 325.

(2) V. Prof. H. Lévy-Ullmann, *Système Juridique d'Angleterre*, Tome I, p. 247 et s.

(3) *Hastings Corporation v. Letton* (1905), 1 K. B. 375.

(4) Dig. 44.3.10.1 ; 49.4.1.2 ; Cod. 10.10 ; Inst. 11.6.9. ; Cp. C. Civ. fr., art. 539, 713.

(5) *London & Calcutta Marine Insurance Co* (1899), 11 Ch. D. 144 ; *Pulsford v. Devenish* (1903), 2 Ch. 625.

tion (1), devenus, par suite de la dissolution, plus encombrants qu'utiles.

Toute demande présentée au *Tribunal* à l'effet de détruire ces livres et documents *avant* l'expiration de *cinq ans* à partir de la dissolution doit être signifiée 8 jours avant l'audience au Board of Trade (2). Et la *résolution* de l'Assemblée Générale autorisant la destruction ne deviendra exécutoire qu'après l'expiration de ce même délai de *cinq ans* à partir de la dissolution (3).

Ce délai une fois expiré, la Compagnie, son Liquidateur, et tout tiers dépositaire sont déchargés de toute responsabilité quant à l'existence de ces pièces (4).

b) Le Board of Trade, qui peut, même pendant le cours d'une Liquidation Judiciaire, autoriser, à la demande du Séquestre Officiel ou du Liquidateur, la vente ou destruction des livres et papiers qui ne sont plus utiles (5), a également, pendant les cinq années consécutives à la liquidation, pour interdire la destruction sous peine d'une amende de £ 100 (6).

§ 2. — Révocation de la Dissolution

La dissolution suppose, comme condition préalable et essentielle, que la liquidation de la Compagnie est achevée (*fully or completely wound up*). Si cette condition faisait défaut, la dissolution tomberait, et elle pourrait, par suite, être révoquée à la demande du Liquidateur, ou de tout autre intéressé, présentée, dans un délai de deux ans (7).

MOTIFS. — Pour établir que la liquidation n'a pas, en réalité, été complètement achevée, et qu'il y a lieu, par suite, de révoquer la dissolution, divers moyens peuvent être invoqués ; par exemple, au cours d'une reconstitution, la nouvelle Compagnie qui s'était engagée à acquitter tout le passif de l'ancienne, celle-ci étant, par

(1) Art. 283 (1) C. A.

(2) R. art. 203 (5).

(3) R. art. 203 (4).

(4) Art. 283 (2) C. A.

(5) R. art. 178 (2).

(6) R. art. 203.

(7) Art. 294, C. A. V. ci-dessus, p. 298, 301.

suite, mise en liquidation et dissoute, ne tient pas son engagement. Autre espèce : la Compagnie A avait cédé tout son actif (y compris son fonds de commerce), à la suite d'un traité de reconstitution, à la Compagnie B, conservant toutefois 500 actions partiellement libérées dans l'entreprise d'une tierce Compagnie C. Après la dissolution de la Compagnie A, la Compagnie B ne voulant pas prendre à sa charge la libération complète des 500 actions sus-mentionnées, la Compagnie C, étant créancière des compléments dûs sur ces actions, avait demandé la révocation de la dissolution de la Compagnie A, sous prétexte que la liquidation ne pouvait être censée « achevée » tant qu'elle n'avait pas entièrement libéré les dites actions. Le Tribunal fit droit à la demande (1).

Mais des réclamations fantaisistes en dommages-intérêts prétendus dûs et non payés ne sauraient fonder une demande en révocation. La Cour d'Appel a posé, à cet égard, dans l'espèce *London et Calcutta Marine Insurance Co* (1879), II Ch. D. 144, des principes qui font jurisprudence.

« Il faut attribuer, dit l'arrêt, un sens pratique et intelligent à l'expression « aussitôt que la liquidation sera achevée » (*when the affairs of the Company, have been completely wound up*), — expression qui sous-entend, à notre avis, un membre de phrase tel que « dans la mesure où le Liquidateur peut raisonnablement et matériellement l'achever », — c'est-à-dire, lorsqu'il a fait tout son possible pour liquider la Compagnie, qu'il a vendu de l'actif tout ce qu'il pouvait vendre pour le réaliser, qu'il a recouvré du complément des mises dû par les associés autant qu'il pouvait en recouvrer, qu'il a payé toutes les dettes dont il avait connaissance, a fait, en somme, tout ce qu'il lui était possible de faire afin de liquider les affaires, s'est acquitté des fonctions de sa charge dans toute la mesure du possible, et est *functus officio* ».

EFFETS. — La révocation a pour effet de ressusciter la Compagnie comme personne morale. Son existence juridique, interrompue par la dissolution, reprend à nouveau, en l'état où elle était pendant la liquidation. Cette renaissance ne rend pas valables toutefois les actions judiciaires intentées contre elle dans l'intervalle qui s'est écoulé entre la dissolution et la révocation (2).

(1) *Spottiswood v. Dixon, Hunting, Ltd.* (1912), 1 Ch. 410.

(2) *Morris v. Harris* (1927), A. C. 252.

La personne qui a provoqué la révocation est tenue d'envoyer dans la huitaine, sous peine d'une amende de £ 5 par jour de retard, une expédition du Jugement révocatoire au *Registrar of Companies* aux fins d'enregistrement (1).

§ 3. — Arrêt de la Liquidation

La liquidation peut non seulement prendre fin, après avoir suivi son cours normal, par la clôture, mais aussi être soit arrêtée définitivement, soit suspendue provisoirement, par le Tribunal, à la demande du Séquestre Officiel, du Liquidateur, d'un créancier ou d'un associé (2).

En appréciant l'opportunité de la demande, le Tribunal s'inspirera, comme lorsqu'il est saisi d'une demande en révocation d'un jugement de Séquestre, ou d'un jugement déclaratif de faillite (2), de considérations d'intérêt général, et de moralité commerciale. Ainsi, il ne suffira pas, par exemple, que la demande formulée par un créancier ait l'appui de la majorité des créanciers, et des associés de la Compagnie. S'il est démontré que les administrateurs n'avaient pas remis au Séquestre Officiel l'Etat de Situation financière de la Compagnie, et s'étaient abstenus de lui fournir les renseignements nécessaires, et que le fondateur avait, d'autre part, reçu secrètement du vendeur des actions entièrement libérées, et avait, à son tour, également fait don d'actions similaires aux administrateurs, le Tribunal sera peu enclin à faire droit à la demande (3).

D'après le nouvel al. (2), qui a été ajouté à l'art. 202 dans la Loi de 1929, le Tribunal, afin d'être à même de se prononcer en connaissance de cause, peut demander un Rapport au Séquestre Officiel.

(1) Art. 294 (2), *Companies Act*, 1929.

(2) Art. 202, 252, *C. A.*

(3) Art. 21, 29, *B. A.*, et ci-dessus, p. 277.

(4) *Re Telescriptor Syndicate, Ltd.* (1903), 2 *Ch.* 175.

CHAPITRE V

SANCTIONS CIVILES ET PÉNALES

Le Companies Act 1929 a renforcé considérablement les sanctions, tant pénales que civiles, qui se rattachent à la constitution, à l'administration, ou à la liquidation d'une Compagnie enregistrée, et a groupé les principaux délits et crimes, à l'exemple du Bankruptcy Act 1914 (auquel ils ont, d'ailleurs, été empruntés, en grande partie) sous une rubrique spéciale (art. 271 à 277) intitulés « Infractions commises avant ou pendant le cours de la liquidation ».

Par cela même que certaines de ces dispositions sont particulières à la Liquidation Judiciaire, alors que d'autres, au contraire, s'appliquent indifféremment aux trois modes de liquidation, notre exposé se divisera naturellement en deux Sections.

SECTION I

DISPOSITIONS SPÉCIALES A LA LIQUIDATION JUDICIAIRE

Ces dispositions, qui ne comportent pas de peines privatives de liberté, ont trait à l'interrogatoire public, et au « commerce frauduleux » (*fraudulent trading*) ; les premières étant empruntées à la réglementation de la faillite, et les secondes étant une innovation de la législation de 1928-1929.

§ 1. — *L'Interrogatoire Public* (art. 246, C. A.)

L'article 246 C. A. reproduit, en grande partie, les dispositions de l'art. 15 B. A. (1). Toutefois, l'interrogatoire public revêt, dans la Liquidation Judiciaire des Compagnies, des caractères différents.

1) Il y a, tout d'abord, des différences en ce qui concerne l'origine et le but de l'interrogatoire public. Dans la faillite, l'interrogatoire public est une mesure d'instruction obligatoire, à laquelle le Séquestre Officiel doit procéder dans la « Première Phase » pour recueillir les renseignements essentiels sur la situation du débiteur et sur les causes de son insolvabilité, et les transmettre ensuite au Tribunal, afin de permettre à celui-ci d'apprécier s'il y a lieu ou non de prononcer un Jugement déclaratif de faillite. Dans la Liqui-

(1) V. ci-dessus, p. 132 et s.

dation Judiciaire d'une Compagnie, au contraire, l'interrogatoire public est essentiellement facultatif. Il n'a lieu qu'autant que le Tribunal l'aura expressément ordonné. Certes le Tribunal peut l'ordonner à tout stage de la procédure, mais il ne peut l'ordonner que si le Séquestre Officiel lui a fait un second Rapport (un « Rapport Complémentaire ») (1), indiquant que des fraudes ont été commises, soit par des fondateurs, à l'occasion de la fondation ou de la constitution de la Compagnie, soit par des administrateurs ou d'autres membres du personnel.

Au surplus, le but de cet interrogatoire n'est pas de savoir si la liquidation qui est déjà ouverte doit ou non suivre son cours (car ici, à la différence de la faillite, la « Première Phase » n'est pas provisoire, et le Jugement d'ouverture de la liquidation est bien définitif), mais plutôt et surtout, de mettre les personnes que le « Rapport Complémentaire » du Séquestre Officiel a inculpées de fraude à même de se disculper en venant s'expliquer publiquement sur le rôle qu'elles ont joué dans les opérations qui leur sont reprochées.

2) Ces premières différences expliquent aussi les différences de procédure qui existent entre les deux systèmes.

A) Aux termes de l'al. (6) de l'art. 216, C. A. :

« Toute personne dont l'interrogatoire public est ordonné aura droit, avant l'interrogatoire, de recevoir, moyennant paiement, un exemplaire du Rapport du Séquestre Officiel, de constituer, à ses propres frais, un avoué, et de se faire assister d'un avocat, lesquels pourront lui poser toutes questions que le Tribunal estimera de nature à lui permettre d'expliquer ou de restreindre la portée de ses réponses.

« Si la personne interrogée demande au Tribunal d'être déchargée (2) des inculpations dont elle est l'objet, le Séquestre Officiel sera tenu de se présenter à l'audience et d'attirer l'attention du Tribunal, sur les matières dont il convient de tenir compte. Si le Tribunal après avoir reçu les preuves administrées, et entendu les témoins appelés par le Séquestre Officiel, fait droit à la demande, il pourra accorder au demandeur tels frais qu'il jugera convenables ».

2) Art. 182 (2), C. A. et ci-dessus, p. 359.

(2) V. art. 372 (2) C. A. et ci-dessus, p. 423.

B) Le procès-verbal de l'interrogatoire est, après lecture, signé par le déposant. Il peut, dès lors, tout comme en matière de faillite (1), servir de preuve dans toute procédure ultérieure contre lui, **compagnies (2) également** —

« contre toute personne contre laquelle la demande en interrogatoire public avait été formée auprès du Tribunal, et qui en vertu de l'art. 216 et de l'ordonnance du Tribunal était de fait présenté à l'audience lors de l'interrogatoire, ou avait la faculté de s'y présenter, et d'y prendre part ».

Toutefois un tel usage du procès-verbal est subordonné à certaines conditions, d'ailleurs naturelles et équitables.

a) La personne qui entend l'utiliser ainsi doit, au moins 15 jours à l'avance, signifier à celui contre qui elle veut l'invoquer, avis contenant citation textuelle des passages dont elle entend se prévaloir ;

b) la personne contre laquelle le procès-verbal est invoqué a toute facilité pour interroger à nouveau le déposant.

L'interrogatoire est donc susceptible de constituer une preuve importante dans les poursuites intentées pour fraudes, celles intentées en vertu, par exemple, de l'art. 217 (interdiction aux personnes coupables de fraude de prendre part à l'administration des Compagnies) (3), ou de l'art. 275 (commerce frauduleux) ou de l'art. 276 (*misfeasance*) (4). Les statistiques démontrent, cependant, le peu d'usage qu'on en fait. Voici, à cet égard, les chiffres les plus récents.

Année	Nombre de Liq. Jud.	Nombre de personnes interrogées en vertu de l'art. 216
1925	236	8
1926	231	10
1927	221	—
1928	215	3
1929	239	10
1930	345	5

(1) Art. 216 (7), C. A., reproduisant l'art. 15 (8), B. A.

(2) R. art. 69.

(3) V. ci-dessous, p. 451.

(4) V. ci-dessus, p. 415.

Ils ne répondent pas du tout aux espérances qu'on avait fondées sur le transport (par l'art. 8 de la Loi de 1890) de l'interrogatoire public du domaine des faillites à celui de la liquidation des Compagnies. C'est qu'en effet les partisans de l'institution avaient tant insisté sur ses vertus, comme remède préventif de la mauvaise gestion des Compagnies qu'on en faisait, au début, un usage vraiment abusif. On voyait partout des administrateurs indécis, et on assimilait volontiers (mais à tort) la situation du personnel d'une Compagnie en liquidation à celle d'un débiteur failli (1). On perdait de vue que la liquidation d'une Compagnie peut fort bien tenir à d'autres causes qu'à son insolvabilité, et qu'encore qu'elle soit insolvable, il ne s'ensuit pas du tout que ses Administrateurs ou autres dirigeants le soient aussi, ou qu'ils aient provoqué cette insolvabilité de la Compagnie, ou que les pertes ou les préjudices éprouvés par les créanciers ou les associés leur soient imputables. Ce n'est que petit à petit qu'on se rendit un compte exact de ces distinctions et finalement la jurisprudence, par deux arrêts célèbres (l'un de la Chambre des Lords en 1896 (2) et l'autre de la Cour d'Appel, en 1899 (3) exigea, pour que le Séquestre Officiel obtienne l'autorisation de procéder à l'interrogatoire public, non seulement qu'il conclue dans son « Rapport Complémentaire » à la commission de fraudes par certaines personnes déterminées, mais encore qu'il précise les faits et agissements dont résulte l'inculpation. C'est là une des causes principales de la désuétude pratique dans laquelle est tombée en fait l'interrogatoire public, et du recours plus général à l'interrogatoire privé de l'art. 214 (4) comme moyen d'instruction.

§ 2. — *Interdiction aux personnes coupables de fraudes de prendre part à l'administration des Compagnies (art. 217, C. A.)*

C'est au même ordre d'idées qu'il faut attacher la disposition contenue dans le nouvel art. 217 du Companies Act. 1929, aux termes de laquelle le Séquestre Officiel peut, à la suite de son « Rapport Complémentaire », demander au Tribunal d'interdire aux personnes contre lesquelles il a relevé des fraudes de prendre part,

(1) *Trust & Investment Corporation of South Africa* (1892), 3 Ch. 332.

(2) *Ex parte Barnes* (1896), A. C. 146.

(3) *Civil, Naval & Military Outfitters* (1899), 1 Ch. 215.

(4) Ci-dessus, p. 405.

pendant une période de 5 ans, au maximum, directement ou indirectement, à la gestion des affaires d'une Compagnie.

Vu la gravité de l'accusation sur laquelle est fondée la demande, signification doit en être faite aux personnes mises en cause, 10 jours au moins avant l'audience, et, comme dans l'hypothèse précédente, le Séquestre Officiel doit se présenter en personne à l'audience pour soutenir la demande et les conclusions de son Rapport, et, au besoin, attirer l'attention du Tribunal sur les matières qu'il estime dignes d'intérêt.

Cette interdiction n'empêche pas les sanctions qui pourraient être prononcées par une juridiction répressive pour les mêmes actes. En outre, toute contravention à l'interdiction entraîne une peine supplémentaire, qui, en cas de condamnation du délinquant en Assises, peut aller jusqu'à 2 ans de prison, et, en cas de condamnation par un Tribunal de simple Police, jusqu'à 6 mois de prison, plus 1.500 d'amende.

Il nous reste à signaler en passant, une troisième disposition (art. 275, C. A.) par laquelle le législateur de 1928-1929 a complété ce faisceau de mesures répressives, et que nous exposons dans la Section suivante (1). Elle vise plus particulièrement les argutefins, qui, dans ces derniers temps, s'étaient fait un métier de pratiquer de vastes escroqueries, sous l'égide de la raison sociale d'une Compagnie anonyme.

SECTION II

DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTE LIQUIDATION

§ 1. — *Dispositions empruntées au Droit des Faillites*

1° L'art. 271, C. A. 1929, sanctionne des mêmes pénalités que l'art. 154, B. A. 1914 (tel qu'il a été modifié par l'art. 5 B. A. 1926) (2) à l'égard d'une « personne déclarée en faillite, ou à l'égard de laquelle a été prononcée un Jugement de Séquestre de ses biens » les 16 délits (*misdemeanours*) commis par « un administrateur, gérant ou autre préposé, actuel ou ancien, d'une Compagnie qui est déjà en liquidation ou sur le point d'être mise en liquidation ».

(1) P. 454.

(2) V. ci-dessus, p. 285.

2° De même, l'art. 273 C. A. édicte des peines contre les administrateurs ou autres préposés de la Compagnie coupables d'actes frauduleux du genre de ceux qui sont prévus à l'art. 156 B. A. 1914 (tel qu'il vient d'être modifié par l'art. 6 B. A. 1926) (1); mais les peines sont ici plus sévères, 2 ans d'emprisonnement, au maximum, en Cour d'Assises, et 1 an d'emprisonnement devant le Tribunal de simple police.

3° Au contraire, l'art. 274 C. A. emprunté également à l'art. 158 B. A. 1914 (modifié par l'art. 7 B. A. 1926) (2), qui, à son tour, fut inspiré de la législation française sur la « *banqueroute simple* » (3), édicte des peines moins rigoureuses que dans la faillite — un an d'emprisonnement en Assises, et 6 mois devant le Tribunal de simple Police.

§ 2. — *Dispositions propres au Droit des Compagnies*

1° L'art. 272 C. A. punit, à l'exemple de la législation française (4), l'altération et la soustraction des livres et pièces de la Compagnie, dans les termes suivants :

« Tout Administrateur, gérant ou autre préposé, ou tout contribuable, d'une Compagnie en liquidation, qui détruit, détériore, altère ou falsifie les livres, pièces, titres ou autres documents, ou fait, soit par lui-même, soit de complicité avec d'autres personnes, des faux dans les écritures, appartenant à la Compagnie, dans l'intention de frustrer ou de frauder quelqu'un, se rend coupable d'un délit, puni d'un emprisonnement de 2 ans au maximum avec ou sans travaux forcés ».

Cette disposition est une reproduction (sauf en ce qui concerne le « contribuable ») de l'art. 166 de l'ancien Companies Act de 1862. Elle semble maintenant faire double emploi avec les alinéas (i), (j) et (k) de l'art. 271 (1), C. A. 1929, dont le texte vient d'être emprunté, ainsi que nous venons de le voir (5) aux alinéas (9), (10) et (11) de l'art. 154, B. A. 1914.

2° L'art. 275, C. A., fait partie du groupe des dispositions pro-

(1) V. ci-dessus, p. 288.

(2) V. ci-dessus, p. 289.

(3) C. Com., art. 8 à 17, 585, 586, 589; et Code d'Instr. Crim., art. 637, 638.

(4) C. Pén., art. 147, 405; et C. Com., art. 591.

(5) Ci-dessus, p. 452.

posées par la Commission Greene (1) dans le but d'enrayer les fraudes dont le nombre et l'importance sans cesse croissants avaient vivement ému l'opinion. Un soi-disant commerçant, qui détenait la presque totalité, ou même la totalité des actions d'une « Compagnie privée » (2), faisait dresser en sa faveur un acte de nantissement général (*floating charge*) (3), et remplissait ensuite son local de marchandises obtenues à crédit. Puis, étant à la veille de la faillite, il se prévalait de sa qualité de créancier muni d'un nantissement général pour nommer un Séquestre (4) qui était généralement un ami ou comparse. Il parvenait ainsi à s'emparer de la totalité de l'avoir de la Compagnie, et frustrait les créanciers qui lui avaient fourni les marchandises. L'art. 275, dont le texte est extrêmement long et verbeux, édicte des sanctions contre ce « commerce frauduleux » (*fraudulent trading*). On peut les résumer brièvement comme suit :

Si une Compagnie s'est livrée à un commerce frauduleux au préjudice soit de ses créanciers, soit de toute autre personne, ceux de ses administrateurs qui en ont été les complices peuvent encourir séparément ou cumulativement les peines, condamnations et déchéances suivantes :

a) Une responsabilité illimitée pour tout le passif social, cette responsabilité étant sanctionnée par :

1° une hypothèque judiciaire sur la totalité du patrimoine propre des administrateurs coupables :

2° la déclaration en faillite des administrateurs, en cas de non-paiement de ce passif.

b) Un emprisonnement d'un an au maximum, sans préjudice des sanctions prévues par d'autres lois pénales en cas de condamnation devant une juridiction répressive.

c) L'interdiction (sous peine, en cas de contravention, d'un emprisonnement supplémentaire, atteignant jusqu'à 2 ans, après condamnation en Assises, ou 6 mois, avec une amende de £ 100, après condamnation par un Tribunal de simple police) d'être

(1) V. le Rapport de la Commission, parag. 61 et s.

(2) V. art. 26, C. A., et ci-dessus, p. 41.

(3) V. art. 78, 79, 266, C. A., et ci-dessus, p. 357.

(4) Art. 306 et s., C. A.

administrateur, ou de participer, soit directement, soit indirectement, à l'administration d'une Compagnie quelconque pendant une période de 5 ans au maximum (1.)

3° D'après l'art. 362, qui se trouve sous la rubrique « Infractions diverses » du C. A. 1929 :

« Toute personne qui, dans un compte rendu, rapport, certificat, bilan ou autre document dont la confection est prescrite par la présente Loi, commet volontairement et sciemment une inexactitude importante »,

sera passible, non seulement de peines prévues par la Loi de 1911 sur le faux serment (2), mais encore de 4 ans de prison et d'une amende de £ 100.

4° En dehors de la législation spéciale sur les Compagnies, le Larceny Act, 1861 punit aussi certains crimes et délits commis par « un administrateur, gérant ou autre préposé d'une Compagnie publique » ; par exemple, le détournement frauduleux des biens de la Compagnie (art. 81), le faux en comptabilité (art. 82), la destruction ou détérioration des livres, la suppression des éléments essentiels dans les comptes, etc. (art. 83), la publication de déclarations ou de comptes frauduleux (art. 84).

§ 3. — *Dispositions relatives à la procédure, aux frais, etc.*

Il arrivait fréquemment, sous l'empire des lois antérieures, que des délinquants échappassent aux poursuites en raison de ce que les créanciers et les associés de la Compagnie, afin de ne pas avoir à supporter des frais supplémentaires, s'abstenaient de toute dénonciation. L'art. 109 de la Loi de 1908 (aujourd'hui modifié et remplacé par l'art. 135, C. A. 1929) prévoyait, il est vrai, même avant la liquidation, l'ouverture d'une enquête par le Board of Trade à la suite d'une requête formulée par les associés. Mais cette requête devait être accompagnée de versement d'une provision, parfois très élevée, pour les frais, et, en outre, le Board of Trade n'était pas toujours disposé à l'accueillir avec faveur. Après l'ouverture de la liquidation, les frais d'une action publique étaient

(1) V. ci-dessus, p. 452.

(2) *Perjury Act*, 1911, (1 et 2 Geo. 5, c. 6).

encore à la charge de l'actif social, d'après l'art. 217, C. A., 1908; et dans l'hypothèse particulière d'une Liquidation Volontaire, le liquidateur nommé par les associés croyait souvent bien agir dans l'intérêt des créanciers en leur évitant les frais des poursuites répressives (1).

Ce concours de circonstances aboutissait à faire tomber presque en désuétude les quelques dispositions pénales que renfermaient les anciennes lois sur les Compagnies. Aussi la Commission Greene proposa-t-elle (2) la modification de la législation à l'effet, non seulement d'assurer aux créanciers, de la manière que nous avons précédemment indiquée, un contrôle plus direct et plus sérieux sur les opérations de la Liquidation Volontaire (3), mais aussi de réorganiser tout le mécanisme des poursuites répressives se rattachant à la législation sur les Compagnies, et de les confier, dans l'intérêt général, et, autant que possible, aux frais de l'Etat, au Ministère Public (*Director of Public Prosecutions*) (4). Aux termes du nouvel art. 277, qui est venu, à la suite de ces recommandations, se substituer à l'art. 217 de 1908, la marche à suivre pour intenter des poursuites répressives, soit contre « un administrateur, un gérant, ou tout autre préposé de la Compagnie », ou encore contre un associé, pour des infractions commises relativement aux affaires sociales, est maintenant la suivante :

a) Le Tribunal compétent en matière de liquidation qui estime, au cours d'une Liquidation Judiciaire ou sous la Surveillance Judiciaire, qu'il y a lieu d'intenter des poursuites, peut ordonner au Liquidateur, soit de les engager lui-même, soit d'en référer au *Director of Public Prosecutions* ;

b) Le Liquidateur d'une Liquidation Volontaire, dès qu'il a connaissance de telles infractions, est tenu d'en saisir directement le *Director of Public Prosecutions*, en lui communiquant toutes les pièces à appui. Ce fonctionnaire peut à son tour demander, au *Board of Trade* un complément d'information :

(1) V. ci-dessus, p. 336.

(2) V. son Rapport, parag. 58 à 60, 77 et 80.

(3) V. art. 230 et 245, C. A., et ci-dessus, p. 335 et s.

(4) V. ci-dessus, p. 389.

c) Au cas où le Director of Public Prosecutions ne croirait pas devoir engager lui-même les poursuites, le Liquidateur peut les intenter, avec l'autorisation préalable du Tribunal ;

d) Si, au contraire, le Director of Public Prosecutions les engage lui-même, le Liquidateur, ainsi que tout préposé et agent quelconque, actuel ou ancien, de la Compagnie (y compris son banquier, son avoué ou homme d'affaires, et son Vérificateur des comptes, mais à l'exclusion naturellement du prévenu lui-même) sont tenus de lui accorder toute l'aide nécessaire, sous peine d'y être contraints par un jugement du Tribunal et d'être alors condamnés aux frais. Il n'est dérogé à cette règle que pour le Liquidateur dont l'inertie provient du fait qu'il n'a pas les fonds disponibles qui lui permettent d'intenter les poursuites, et pour l'avoué du prévenu. Ce dernier, en effet, n'a pas à divulguer les communications qu'il a reçues sous le sceau du secret professionnel (art. 369 C. A.).

e) Les frais des poursuites sont, en principe, prélevés par privilège sur l'actif social (1) ; mais le Board of Trade, peut, d'après l'art. 13 (3), *Economy (Miscellaneous Provisions) Act, 1926*, d'accord avec la Trésorerie, les faire supporter par le fonds spécial constitué par les bénéfices résultant des placements des disponibilités des Faillites et Liquidations. En outre, d'après l'art. 367 C. A., la juridiction qui inflige une amende peut ordonner qu'elle soit affectée au paiement des frais de la poursuite, ou à récompenser la personne grâce à la dénonciation ou à la poursuite de laquelle la dite amende a été recouvrée.

Mais si les poursuites sont maintenant à la charge de l'Etat, les particuliers n'en restent pas moins libres, comme autrefois, de les intenter et de les continuer, si bon leur semble (art. 368 C. A.).

Signalons, en terminant, que l'art. 135 C. A. 1929 a modifié l'ancien art. 109 de la Loi de 1908 (2), en fixant à un maximum de £ 100 la provision que les associés doivent réunir pour solliciter du Board of Trade l'ouverture d'une enquête sur l'administration des affaires sociales, et supprimé l'al. (7), qui mettait les frais de l'enquête à la charge des intéressés :

(1) V. ci-dessus, p. 436.

(2) V. ci-dessus, p. 455.

CHAPITRE VI

LES MODALITÉS DE LA LIQUIDATION. RÈGLEMENTS AMIABLES RECONSTITUTIONS. FUSIONS

Trois modalités de liquidation sont prévues par le Companies Act, 1929 : le règlement amiable (*arrangement*), terme générique qui embrasse les deux autres, la reconstitution (*reconstruction*), et la fusion (*amalgamation*). Sous la désignation d'*arrangement* sont comprises aussi les conventions concordataires, analogues à celles qui interviennent dans la faillite.

D'après les principes généraux, il faudrait, pour que ces divers projets fussent valables, l'accord unanime de tous les intéressés (créanciers et associés) ; mais l'unanimité étant de nos jours, pour des raisons multiples, chose pratiquement impossible, il est devenu d'usage d'insérer dans les Statuts de la Compagnie d'avance, une clause d'après laquelle l'avis d'une majorité assez élevée, conjuguée parfois avec d'autres conditions spéciales, vaudra assentiment de tous les intéressés. Le législateur a progressivement généralisé l'approbation majoritaire, mais soucieux des intérêts de la minorité, il a imposé, comme condition, l'homologation judiciaire.

SECTION I

RÈGLEMENTS AMIABLES ET TRANSACTIONS

§ 1. — Règlement avec les Créanciers ou les Associés pendant ou en dehors de la Liquidation

Les règlements et transactions (*arrangements*), dont la loi primitive de 1862 s'était peu préoccupée, furent l'objet quelques années plus tard d'une loi spéciale, le *Joint Stock Companies' Arrangement Act*, du 10 août 1870 (33 et 34 Vict. c. 104) (1). L'art.

(1) V. ci-dessus, p. 48.

2 de cette Loi autorisa le Tribunal à homologuer les projets de transaction ou de règlement intervenus entre une Compagnie en liquidation et ses créanciers, et approuvés par une majorité d'au moins $\frac{3}{4}$ en valeur des créanciers. Cette loi cependant était bien insuffisante, car : a) elle ne visait que les accords qui intervenaient au cours d'une liquidation ; elle était étrangère à ceux, bien plus fréquents, qui avaient pour but surtout d'éviter la liquidation ; b) elle ne s'occupait que des règlements avec les créanciers, et non de ceux qui intéressaient les *associés*. Il fut remédié à cette dernière lacune par la Loi de 1900, mais ce fut seulement le C. A. de 1907, art. 38, qui étendit la portée de ces dispositions à toute Compagnie, sans distinguer si elle était ou non en liquidation. Toute cette réglementation, après avoir été réunie dans l'art. 120 du *Companies (Consolidation) Act 1908*, a été encore remaniée, pour recevoir un domaine d'application plus étendu, dans l'art. 153 du *Companies Act 1929*. D'après l'al (5) de ce texte, le terme *arrangement* s'applique désormais à la réorganisation du capital-actions de la Compagnie, soit par la réunion de diverses catégories d'actions en une seule, soit à l'inverse, par la division des actions en plusieurs catégories, soit encore par la combinaison de l'un ou de l'autre de ces procédés. Les autres alinéas de l'art. 153 exigent, en outre en substance, l'approbation d'une majorité spéciale des intéressés (créanciers ou associés, selon les cas), suivie de l'homologation judiciaire et la publication de celle-ci par l'enregistrement. Aux termes de cet article :

« (1) Lorsqu'un règlement ou une transaction est proposé : a) entre une Compagnie et ses créanciers, ou quelques-uns d'entre eux, ou b) entre la Compagnie et ses associés, ou quelques-uns d'entre eux, le Tribunal peut, soit à la demande de la Compagnie, d'un créancier ou d'un associé, soit, au cas où la Compagnie serait en cours de liquidation, à la demande de son Liquidateur, ordonner la convocation d'une Assemblée des Créanciers, ou d'une Assemblée des Associés, suivant le cas, dans les formes et conditions qu'il lui plaira de prescrire.

« (2) Si le projet est approuvé par une majorité en nombre représentant les $\frac{3}{4}$ en sommes des créanciers ou d'une catégorie des créanciers, ou des associés ou d'une catégorie des associés, présents et votant en personne ou par mandataire, et est ensuite homologué par le Tribunal, il liera, soit tous les créanciers ou

toute la catégorie des créanciers, soit tous les associés ou toute la catégorie des associés, suivant les cas, ainsi que la Compagnie, ou, au cas d'une Compagnie en liquidation, son Liquidateur et ses associés.

« (3) Toutefois le jugement d'homologation ne sera exécutoire qu'après qu'une expédition en aura été remise au *Registrar of Companies* aux fins d'enregistrement. Une copie du jugement doit aussi, sous peine d'une amende de £ 1 par jour de retard, être désormais annexée à tout exemplaire des actes constitutifs déposé au public ».

Si la loi exige la publicité du jugement d'homologation pour que le règlement soit opposable *erga omnes*, l'homologation elle-même n'est subordonnée à aucune condition, sauf celle sous-entendue, que le projet soit « juste et raisonnable ». Le Tribunal en a la libre appréciation suivant les circonstances de chaque espèce (1).

§ 2. — Règlement avec les créanciers pendant la Liquidation

Il est un autre moyen de règlement avec les créanciers, bien plus ancien (car il remonte à l'art. 136 du *Companies Act*, 1862, et fait l'objet aujourd'hui de l'art. 251 *Companies Act*, 1909) qui est aussi plus simple, car il ne nécessite qu'exceptionnellement l'intervention du Tribunal. Aux termes de l'art. 251, en effet :

« (1) Tout règlement conclu avec ses créanciers par une Compagnie sur le point de se liquider volontairement ou en cours de Liquidation Volontaire, lie cette Compagnie, sous réserve d'appel, s'il est approuvé par une *résolution extraordinaire*, et il lie également les créanciers s'il est approuvé par les 3/4 des créanciers en nombre et valeurs possédés.

« (2) Tout créancier ou contribuable peut, dans les trois semaines qui suivent la conclusion d'un règlement, faire appel au Tribunal contre le dit règlement, et le Tribunal peut, en conséquence, réformer, varier ou confirmer le règlement.

L'approbation des 3/4 des créanciers peut être exprimée par leurs seules signatures sans qu'ils se réunissent en une Assemblée pour les donner.

(1) *Alabama New Orleans Co* (1891), 1 Ch. 213; *British & American Corporation v. Cowper* (1894), A. C. 399.

SECTION II

RECONSTITUTIONS ET FUSIONS

La reconstitution (*reconstruction*) d'une Compagnie se fait généralement sous forme de fusion (*amalgamation*) avec une autre, de réunion en une seule Compagnie de deux ou plusieurs Compagnies jusqu'alors distinctes, ou l'absorption par une Compagnie nouvelle de l'universalité des biens des autres qui, dès lors, disparaissent. L'évolution économique moderne, basée sur l'intégration et la concentration des entreprises, favorise ces combinaisons qui ont incontestablement, entre autres, le mérite de diminuer les frais généraux d'exploitation, de combattre la concurrence et même parfois de sauver du désastre des entreprises modestes ou isolées.

Ce sont ces avantages qui expliquent les motifs de la plupart des reconstitutions de nos jours. La rédaction rigide des actes constitutifs (*Memorandum of Association* et *Articles of Association*) d'une Compagnie peuvent, par exemple, faire obstacle à l'élargissement de l'entreprise au delà de certains objets limitativement déterminés, ou bien la Compagnie a besoin de nouvelles ressources. Pour attirer des capitaux frais, il lui faut offrir aux associés, en échange de leurs titres actuels plus un versement en espèces complémentaires, l'attrait d'actions, partiellement libérées, dans une nouvelle Compagnie, plus importante. Le but visé peut être atteint, soit pendant l'existence normale de la Compagnie, soit (ce qui est beaucoup plus fréquent et plus pratique) en procédant à sa liquidation. Mais, quelqu'en soit la forme, l'opération étant de caractère exceptionnel ne saurait être comprise dans les pouvoirs normaux des administrateurs ou des liquidateurs. Les administrateurs doivent être habilités à cet effet, par des clauses statutaires expresses, et les Liquidateurs ou les administrateurs, par l'Assemblée Générale ou par le Tribunal.

La Loi envisage plusieurs procédés comportant l'apport ou la cession globale des biens ou des actions d'une Compagnie à une autre :

1° La vente ou cession globale, en exécution des clauses statutaires de la Compagnie cédante ainsi que de la Compagnie cessionnaire.

2° Un règlement amiable soumis à l'homologation et à la surveillance judiciaires, conformément à l'art. 154, C. A. 1929, sans qu'il y ait aucune liquidation.

3° Sans liquidation, encore, un simple échange d'actions d'une Compagnie contre celles d'une autre (art. 155), la valeur d'échange variant dans chaque espèce.

4° La Liquidation Volontaire de la Compagnie absorbée (art. 234 et 243).

§ 1. — *Vente ou cession globale de l'actif en vertu des Statuts*

Ce moyen était autrefois très en vogue. On dressait un acte de vente, sujette à une condition résolutoire, comportant l'émission par la Compagnie cessionnaire de nouveaux titres (actions ou obligations), ce qui permettait à celle-ci de recevoir de nouveaux capitaux. En cas de défaillance de la condition, la vente était de plein droit résiliée ; chacune des parties reprenait sa liberté, et l'entreprise sociale suivait son cours normal. La liquidation n'était nécessaire que si la condition prévue se réalisait.

Ce procédé avait aussi un autre avantage : il paraît d'avance aux manœuvres de pression ou de « chantage » auxquelles se livraient parfois les associés dissidents, abusant de droits que leur accordaient les dispositions légales (1) relatives à la Liquidation Volontaire.

La cession de la totalité de l'actif se faisait contre l'attribution des titres émis par la Compagnie cessionnaire. Elle était suivie normalement par la Liquidation Volontaire de la Compagnie cédante, le liquidateur étant autorisé, après le paiement du passif, à répartir le surplus du prix de la cession (à savoir, les nouvelles actions) entre les associés proportionnellement à leurs parts et intérêts dans la Compagnie cédante.

Tolérées, et même approuvées, pendant longtemps par la jurisprudence, ces clauses statutaires furent, à l'étonnement général, déclarées illégales et *ultra vires* par la Cour d'appel en 1907 dans un arrêt célèbre rendu dans l'espèce *Bisgood v. Henderson's Trans-*

(1) Art. 161, C. A., 1862, et art. 192, C. A., 1908 (aujourd'hui remplacés par l'art. 234, C. A.).

vaal Estates (1908), 1 Ch. 743, et cela notamment pour les motifs suivants :

1° Les Statuts ne régissent la Compagnie que jusqu'au jour de sa mise en liquidation. Il ne sauraient, par suite, prescrire le mode de répartition de l'actif, opération essentielle de la liquidation (1).

2° L'attribution, en paiement du prix de la cession, de nouvelles actions partiellement libérées, entraîne pour les associés de la Compagnie cédante une charge nouvelle en dehors de celle qu'ils ont consenti à supporter lors de leur entrée dans la Compagnie, et peut parfois même aboutir à les dépouiller de tous leurs intérêts et droits dans la Compagnie cédante.

Autrement dit, une Compagnie, est libre de vendre une partie de son actif, sous l'égide de ses statuts, mais à condition d'affecter le produit de la vente aux besoins de son exploitation (tel serait le cas d'une Compagnie d'armateurs qui vendrait son unique navire pour en acheter un autre, qu'elle ferait naviguer pour le profit commun). Au contraire, si le projet de vente et de reconstitution vise la liquidation de la Compagnie, et se résout, en dernière analyse, en une vente, une liquidation, et une répartition, il faut, pour légitimer la vente contre l'attribution d'actions (par opposition à la vente contre espèces) se conformer rigoureusement aux prescriptions des art. 234 et 243 C. A. 1929. La jurisprudence est maintenant bien fixée dans ce sens (2), malgré les très vives critiques qu'a provoqué l'arrêt précité dans la doctrine (3); et actuellement les statuts n'autorisent plus la vente du fonds social que dans le cas où on ne recherche pas de nouveaux capitaux, et où la vente peut s'effectuer sans une liquidation (4).

(1) V. ci-dessus, p. 360.

(2) *Etheridge v. Central Uruguay Railway* (1913), 1 Ch. 425.

(3) V. pour un résumé de ces critiques, Palmer, *Company Law*, 8^e à 11^e Editions, p. 412 et s., et *Company Precedents* du même auteur, Tome I, 2^e Edition, p. 1431.

(4) D'après la jurisprudence, un pouvoir statutaire de vendre purement et simplement sans plus, n'autorise la vente que contre espèces, et non pas contre attribution de titres (*Payne v. Cork Co* (1900), 1 Ch. 308); tandis qu'un pouvoir de vendre « dans les formes et conditions que la Compagnie estimera justes » autorise la vente contre réception des titres (*Wm. Thomas & Co* (1915), 1 Ch. 325).

§ 2. — *Fusion par la voie de règlement ou de transaction*

Un second moyen de reconstitution ou de fusion a été institué par la Loi de 1929 sur les bases du procédé (exposé dans la Section I ci-dessus) des règlements et des transactions.

L'art. 154, dû à l'initiative de la Commission Greene (1), fournit un moyen de fusion indépendamment de toute procédure de liquidation (ce dernier mot comportant le plus souvent pour les commerçants un certain discrédit), mais sous réserve de l'homologation judiciaire. D'après cet article, lorsqu'un projet de règlement ou de transaction, qui est soumis au Tribunal aux fins d'homologation, conformément à l'art. 153, se rattache à un projet de reconstitution ou de fusion avec la cession des biens d'une Compagnie à une autre, le Tribunal peut, dans le dispositif, soit de son jugement d'homologation, soit d'un jugement ultérieur, prendre des dispositions concernant :

- a) la cession de tout ou partie de l'actif ou du passif d'une de ces Compagnies ;
- b) l'attribuer par la Compagnie cessionnaire des titres émis par elle, conformément aux termes de règlement ou de la transaction, à des personnes déterminées ;
- c) la continuation par ou contre la Compagnie cessionnaire des poursuites judiciaires en cours relativement à la Compagnie cédante ;
- d) la dissolution de la Compagnie cédante, sans liquidation ;
- e) la sauvegarde des droits et intérêts des personnes qui, dans un délai déterminé, n'auraient pas signifié leur assentiment au projet ;
- f) toute autre matière de nature à assurer l'exécution efficace du projet.

Une expédition de tout jugement rendu en vertu de cet article doit, à la diligence de toutes les Compagnies intéressées, et sous peine d'amende, être remise au *Registrar of Companies*, aux fins d'enregistrement.

(1) V. son Rapport, parag. 82, 85 II.

§ 3. — *Cession globale d'actions d'une Compagnie à une autre*

Le troisième procédé est également l'œuvre du législateur de 1929. Il importe parfois que la Compagnie qui va être absorbée par un organisme plus important ne disparaisse pas complètement, et que la fusion puisse s'opérer par voie de cession, non pas du fonds tout entier, mais seulement d'une catégorie déterminée des titres qu'elle a émis. Plusieurs raisons peuvent conseiller ce procédé : entre autres, la nécessité de conserver la clientèle attachée au nom commercial, ou bien l'incessibilité, de fait ou de droit, d'une fraction du patrimoine social (par exemple, le droit d'exploitation d'un brevet, dont la cession est subordonnée à l'agrément du titulaire du brevet, alors que cet agrément ne peut être obtenu). La Compagnie cessionnaire acquiert ainsi un contrôle prépondérant sur l'entreprise de la Compagnie cédante, mais les deux Compagnies continuent à avoir une existence juridique indépendante : ce n'est que dans la répartition des bénéfices que l'unité se manifestera.

Cependant, il arrivait souvent qu'un projet visant la cession globale des actions échouât, parce qu'un petit nombre d'actionnaires y restaient indifférents, ou bien, s'y opposaient en vue d'obtenir des conditions plus avantageuses, ce qui équivalait, en somme, à la minorité faisant la loi à la majorité. L'art. 155 du Companies Act 1929, pour surmonter cette difficulté, a fixé une limite : il suffit que 9/10 en valeur des actionnaires aient approuvé le projet. Et, d'autre part, il a accordé aux actionnaires récalcitrants, de larges délais pour réfléchir et revenir sur leurs refus. Cet article dispose, en résumé, comme suit :

1^o Lorsqu'un projet ou traité comportant la cession des actions d'une Compagnie à une autre a été dans un délai de 4 mois, approuvé par une majorité comptant au moins 9/10 en valeur des actionnaires de la première Compagnie, la Compagnie cessionnaire peut, dans les 2 mois qui suivent l'expiration du délai susmentionné, adresser à un actionnaire dissident (1) une mise en

(1) Expression qui, d'après l'al. (4), comprend aussi bien un actionnaire qui n'a pas donné son *assentiment* au projet, que celui qui s'est abstenu ou s'est refusé à céder ses actions.

demeure (1) de céder ses actions, dans un délai de 1 mois, aux conditions approuvées par la majorité de ses co-actionnaires (3) ; à défaut de cette cession, ses actions seront réputées de plein droit acquises à la Compagnie aux conditions précitées, à moins d'un jugement contraire, rendu à la demande de l'actionnaire dissident.

2° S'il n'intervient aucun jugement dans un délai de un mois, la Compagnie cessionnaire devra acquitter le prix des actions à l'actionnaire dissident, et transmettre une copie conforme de la mise en demeure précitée à la Compagnie cédante aux fins d'enregistrement.

Bref, un projet de cession globale d'actions devient exécutoire dès qu'il est approuvé par 90 % en valeur des actionnaires, et la Compagnie cessionnaire est, après un délai limité, mais fort large, et suffisant, en tous cas, pour permettre un appel au Tribunal, investie de plein droit de la propriété des titres des actionnaires dissidents, aux mêmes termes et conditions qu'elle est investie de la propriété des titres des actionnaires compris dans la majorité.

§ 4. — *Fusion par Liquidation Volontaire*

A la différence de l'art. 154, qui ne suppose pas nécessairement la liquidation de la Compagnie cédante, ni la répartition du produit de la cession, le procédé de fusion prévu aux art. 234 et 243 envisage la mise en Liquidation Volontaire de la Compagnie, suivie de la répartition entre ses associés des nouvelles actions résultant de la cession.

Pour céder ou vendre les biens d'une Compagnie contre les titres émis par une autre, la Compagnie venderesse doit (3) procéder au vote de deux résolutions spéciales, dont l'une décide sa mise

(1) Une formule de cette mise en demeure est prescrite par le « *Companies Forms* » (N° 2), *Order* » du 30 nov. 1929.

(2) Ce membre de phrase vise plus particulièrement les actions des Compagnies non admises à la cote officielle en Bourse, et dont il serait, par conséquent, impossible de déterminer avec précision la valeur actuelle.

(3) Art. 225 (1) (b) et art. 234 combinés.

en Liquidation Volontaire, et l'autre autorise son Liquidateur (1) à effectuer la cession (ou vente) projetée de l'actif social. Cette autorisation peut être, soit générale, soit spéciale et limitée à la cession prévue dans le projet soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale. L'avis de convocation à l'Assemblée doit, pour la validité des délibérations, donner un aperçu du projet inscrit à l'ordre du jour, et indiquer nettement si les administrateurs doivent retirer un bénéfice quelconque de la mise à exécution du projet (2), ou toucher une indemnité à raison de la cessation prématurée de leur mandat (3).

ASSOCIÉS DISSIDENTS. — Tout associé qui n'a pas voté pour la résolution spéciale a le droit de s'opposer à la mise à exécution du projet, en adressant au liquidateur, dans la huitaine du vote, un avis le mettant en demeure, soit de surseoir à l'exécution, soit de faire acquisition de ses droits et actions à un prix à arbitrer, à défaut d'entente, à dire d'experts. Si le liquidateur opte pour l'achat, il n'est pas obligé d'en acquitter immédiatement le prix ; il pourra le faire dès qu'il aura des fonds suffisants en main, pas plus tard toutefois que la dissolution de la Compagnie, car la dissolution, en mettant fin à l'existence juridique de la Compagnie, exclut, en principe, toute réclamation fondée sur des faits antérieurs (4).

Un projet de « règlement » (5) comportant la cession des biens sociaux (6), doit obligatoirement, sous peine de refus d'homologation, désintéresser les associés dissidents (7). D'autre part, toute

(1) Dans une « Liquidation Volontaire par les créanciers », c'est soit le Tribunal, soit le Comité de Contrôle (et non pas la résolution spéciale de l'Assemblée générale) qui habilite le Liquidateur à effectuer la cession.

(2) *Southall v. British Mutual Life Assurance Co* (1871), 6 Ch. App. 614 ; *Clarkson v. Davies* (1923), A. C. 100.

(3) Art. 150, C. A.

(4) Art. 234.

(5) Art. 153 à 155.

(6) Art. 234, 243.

(7) *Re Canning Jarrah Timber Co* (1900), 1 Ch. 708 ; *Re General Motor Cab Co* (1913), 1 Ch. 377 ; *Re Sandown Park Colliery Co, Ltd.* (1914), 1 Ch. 589.

clause statutaire excluant, ou même restreignant, les droits assurés aux associés dissidents par le art. 155 ou 234 sont, par là même, frappées de nullité, car aucune convention ne saurait aller à l'encontre des dispositions législatives édictées dans l'intérêt général (1).

Au cas où une Liquidation Judiciaire ou sous la Surveillance Judiciaire viendrait ultérieurement à remplacer la Liquidation Volontaire, l'art. 234 (5) dispose que la résolution spéciale qui autorise la cession, doit, pour sa validité, être soumise à l'homologation judiciaire.

QUI PEUT-ÊTRE CESSIONNAIRE ? — La question se pose de savoir, à propos des trois derniers moyens de reconstitution que nous venons de passer en revue, qui peut être cessionnaire. Cette question se décompose, d'ailleurs, en deux autres :

1° Un individu peut-il être cessionnaire ?

2° Peut-on céder l'entreprise sociale à une société étrangère, moyennant notamment une attribution d'actions ?

1° La première question est résolue par le texte même des art. 154, 155, 234 et 243, qui porte que la cession ne peut se faire qu'à une autre Compagnie ; par conséquent, elle ne saurait être faite à un individu, si ce n'est en tant qu'agent, ou mandataire, ou *trustee* d'une Compagnie en cours de constitution, et non pas pour son profit personnel (2).

Rien n'empêche le Liquidateur, cependant, de faire une cession valable au profit d'un individu *a*) s'il le fait au comptant, et dans l'exercice de ses pouvoirs généraux (3), sauf à justifier que le prix stipulé est un prix raisonnable, ou bien *b*) si la cession fait partie d'un règlement ou d'une transaction prévue aux art. 153 et 154.

(1) *Payne v. Cork Co* (1900), loc. cit. ; et V. ci-dessus, p. 360.

(2) *Bird v. Bird's Patent Sewage Co* (1874), 9 Ch. App. 388 ; *Re Hesler & Co* (1881), 44 L. T. (N. S.), 757.

(3) Art. 248.

2° la cession de l'art. 154 ne peut se faire qu'à une « Compagnie constituée et enregistrée conformément au Companies Act 1929, ou aux lois sur les Compagnies promulguées depuis 1862 » ; c'est-à-dire, à une Compagnie anglaise (v. définition du terme « Compagnie » à l'art. 380, C. A.).

Mais il n'en est pas de même des cessions prévues aux art. 155, 234 et 243. Le législateur a, à deux reprises, changé d'attitude à l'égard des sociétés étrangères, et la jurisprudence a dû suivre ses errements.

Sous l'empire de la loi primitive du 7 août 1862, art. 161 (disposition qui a été successivement remplacé par l'art. 192 du C. A. 1908, et l'art. 234 du C. A. actuel de 1929), la jurisprudence, poussée, sans doute, par un sentiment de réciprocité internationale (1), décidait que la cession pouvait se faire indistinctement au profit de toute Compagnie, quelque fût le pays de sa constitution (2).

La loi de 1908 étant expressément limitée dans sa portée aux seules Compagnies constituées et enregistrées conformément à l'une ou l'autre des diverses Lois sur les Compagnies votées entre 1862 et 1908, la jurisprudence, par suite, décida que l'art. 192 (qui avait remplacé l'art. 161 de 1862) ne visait que les cessions projetées au profit des Compagnies anglaises (3), sous cette réserve, comme auparavant, qu'une cession à une Compagnie étrangère qui n'était qu'accessoire à un règlement, resterait valable (4).

Mais les art. 155 et 234 du C. A. 1929, en intercalant un membre de phrase, « qu'elle soit ou non une Compagnie, au sens de la présente Loi » (*whether a Company within the meaning of this Act or not*), aboutissent à rétablir la jurisprudence antérieure à la Loi de 1908.

(1) L'Angleterre était alors en pourparlers avec les principaux pays européens au sujet de la liberté d'exploitation des Compagnies anglaises en pays étrangers. La convention franco-britannique du 30 avril 1862 a été un des résultats de ces négociations.

(2) *Ex parte Fox* (1871), 6 Ch. App. 183.

(3) *Thomas v. United Butter Companies of France* (1909), 2 Ch. 484.

(4) *Re Anglo-Continental Supply Co* (1922), 2 Ch. 723.

RÉGIME FISCAL. — Antérieurement à 1927, les droits de timbre (sur le capital de chaque Compagnie et sur l'acte de cession) imposés par le Stamp Act 1891, art. 112 (modifié successivement par la Loi du Budget de 1899, art. 7, et de 1920, art. 39) grevaient lourdement les ressources des entreprises modestes ou naissantes, et faisaient obstacle aux reconstitutions, qui, même au point de vue de l'économie nationale, méritaient d'être encouragées. Il y avait une double perception, d'abord, lors de la constitution de la Compagnie primitive, et, ensuite, lors de sa fusion ; et dans chaque cas, il fallait acquitter :

- a) un droit proportionnel de £ 1 par £ 100 de capital social ;
- b) un droit sur les cessions, proportionnel et progressif, suivant le prix de cession.

Répondant aux vœux de la Commission Greene (1), la Loi du Budget de 1927 (Finance Act, 1927, art. 55), modifiée par la Loi de 1928 (Finance Act, 1928, art. 31) a établi un régime extrêmement favorable aux fusions et reconstitutions ; de sorte qu'à l'heure actuelle, a) lorsque 90 % du capital de la Compagnie cessionnaire se compose du capital qui appartenait déjà à l'ancienne Compagnie cédante, le droit sur le capital n'est perçu que sur l'excédent du nouveau capital sur l'ancien, et b) il n'y a plus de droits à acquitter sur la cession.

(1) V. son Rapport, paragr. 82, 85, I.

TROISIÈME PARTIE

La Liquidation
des
"Compagnies non-enregistrées"

TROISIEME PARTIE

La Liquidation des “ Compagnies non - enregistrées ”

La liquidation des Compagnies qui n'ont pas été enregistrées conformément aux dispositions de l'art. 12 du Companies Act, 1929, ou des Lois qui le précèdent (les *Joint Stock Companies Acts*, le *Companies Act* de 1862, ou le *Companies (Consolidation) Act* de 1908) fait l'objet des art. 337 à 342 du Companies Act, 1929.

Mais une question préliminaire se pose : Quelles sont ces « Compagnies non-enregistrées » ?

Voici des exemples qui nous sont fournis par la jurisprudence, mais la liste est loin d'être complète. Ce sont :

1° Les « Societies » (*Building Societies ; Industrial and Provident Societies ; Friendly Societies*) auxquelles nous avons fait allusion à la fin de notre Introduction (1).

2° Les Caisses Mutuelles d'Epargne (*Trustee Savings Banks*).

3° Les *Partnerships* simples, et les *Limited Partnerships* constituées en Ecosse, groupant, les unes et les autres, plus de 7 associés. Les *partnerships* simples d'une certaine importance (de 8 associés, au moins) peuvent donc se liquider, soit d'après les règles que nous avons exposées dans la Première Partie (2), soit d'après les art. 337 à 342, C. A., que nous allons étudier brièvement ici.

(1) V. ci-dessus, p. 55 et s.

(2) P. 61 à 294.

1° Les Compagnies incorporées par une Loi spéciale (*private Act of Parliament*) ou par une Charte Royale, ou enregistrées en vertu de la loi primitive de 1844.

5° Les Sociétés étrangères, quelque soit le nombre de ses associés, à condition qu'elles aient un établissement de commerce (et non pas seulement un représentant), et un actif, dans le ressort des Tribunaux anglais.

Par contre, la désignation de « Compagnie non-enregistrée » ne saurait comprendre, d'après l'art. 337 C. A. :

a) les Compagnies de chemin de fer « incorporées » par une loi spéciale ;

b) les *partnerships* simples qui ne groupent pas plus de 7 associés. Leur liquidation n'est régie que par les principes exposés dans la Première Partie (1).

c) les *limited partnerships* constitués, soit en Angleterre, soit en Irlande du Nord. La liquidation de ces dernières relève, depuis 1922, de la législation promulguée par le Parlement de ce pays. Celles qui sont enregistrées en Angleterre peuvent se liquider de deux façons, soit à l'amiable, d'après les règles du Droit Coutumier, tout comme une *partnership* simple (2), soit judiciairement, suivant les dispositions du Bankruptcy Act 1914, art. 127, et du Règlement de 1915 sur la Faillite. Nous leur consacrerons notre Quatrième Partie (3).

Ceci dit, on peut poser en principe que toute la réglementation ci-dessus exposée pour la liquidation des « Compagnies enregistrées », notamment en ce qui concerne les pouvoirs du Tribunal et du Liquidateur, s'applique également (4) à la liquidation des « Compagnies non enregistrées ». Les seules réserves à faire ont trait : a) aux modes de liquidation possibles, b) aux juridictions compétentes, c) aux motifs qui peuvent fonder la mise en liquidation, d) à l'arrêt des poursuites individuelles à l'encontre des associés, et e) aux apports dûs par eux.

(1) Ci-dessus, p. 61 à 294.

(2) V. ci-dessus, pp. 61 à 92.

(3) Ci-dessous, p. 483 et s.

(4) Art. 338 (1), pr. 339 (2), et 342, C. A.

Ces réserves tiennent à deux raisons : 1° à ce que le mode de constitution et d'organisation de ces « Compagnies non-enregistrées », ou bien, n'est pas soumis à la publicité du tout, ou bien, n'est pas soumis aux mêmes conditions de publicité que les « Compagnies enregistrées » ; 2° à ce qu'elles sont dépourvues de la personnalité morale, et que leurs associés sont, par suite, personnellement tenus des dettes sociales.

A) MODES DE LIQUIDATION POSSIBLES. — Seule la Liquidation Judiciaire est ici possible (1). La Liquidation Volontaire est écartée, et, par là même, aussi la Liquidation sous la Surveillance Judiciaire, qui n'en est qu'une variante. Cela se conçoit fort bien. La constitution et l'organisation intérieure de ces groupements n'étant pas soumis aux mêmes règles d'enregistrement que les Compagnies proprement dites, et n'offrant pas, par suite, au public les mêmes garanties, il aurait été dangereux de les autoriser à se mettre de leur propre gré en liquidation, après avoir commencé leur activité, et obtenu peut-être du crédit.

B) JURIDICTIONS COMPÉTENTES. — Par cela même que la réglementation de certaines de ces Compagnies leur permet d'avoir plus d'un siège social ou local de commerce (*place of business*), et que, dans d'autres cas, aucun siège social (2) n'est obligatoirement enregistré (*registered office*), c'est la situation du principal établissement (*principal place of business*) qui détermine la juridiction compétente pour la liquidation (3).

C) MOTIFS QUI PEUVENT FONDER LA MISE EN LIQUIDATION. — Ils sont au nombre de trois. Deux sont identiques à ceux (4) qui sont exigés pour la Liquidation Judiciaire des « Compagnies enregistrées », à savoir que la Compagnie est hors d'état de payer ses dettes, et que le Tribunal estime qu'il est « juste et équitable » de la mettre en liquidation. Un troisième est spécial à la « Compagnie non-enregistrée », à savoir, que la Compagnie a déjà été

(1) Art. 338 (1) et (2), C. A.

(2) V. ci-dessus, p. 39 et 315.

(3) Art. 338 (1) (a) et (b), C. A.

(4) C. art. 168 (5) et (6), C. A. 1929, et ci-dessus, p. 305.

dissoute, ou a cessé ses opérations, ou n'opère plus qu'en vue de sa liquidation (1).

Quant à l'état d'insolvabilité d'une « Compagnie non enregistrée », il se présume d'après le même genre de faits (2) que pour une « Compagnie enregistrée ». Il y a toutefois quelques différences à souligner :

1° La présomption peut résulter d'actions judiciaires et de voies d'exécution suivies de procès-verbaux de carence, quand même ces actions ou voies d'exécution ne seraient dirigées que contre un mandataire ayant qualité pour représenter la Compagnie en justice, ou contre un associé de la Compagnie en sa qualité d'associé. En effet aux termes des paragr. (ii) et (iii) de l'art. 338 (1) (e), il y a lieu de présumer l'insolvabilité de la « Compagnie non-enregistrée ». —

« (ii) Si une action ou autre procédure a été commencée contre un associé pour une dette ou une réclamation de paiement dûs ou prétendus dûs par la Compagnie ou par l'associé à titre d'associé, et si notification de cette action ou procédure a été faite à la Compagnie..... sans que, dans un délai de 10 jours après cette notification, la Compagnie ait payé, gagé, ou arrangé la dette ou répondu à la demande, ou ait obtenu suspension de la procédure, ou ait indemnisé le défendeur dans une juste mesure tant en ce qui concerne l'action ou procédure que les frais et dommages encourus par lui en conséquence;

« (iii) Si, en Angleterre ou en Irlande du Nord, une voie d'exécution ayant été pratiquée à la suite d'un jugement ou d'une ordonnance rendus au profit d'un créancier contre la Compagnie ou contre un de ses associés à titre d'associé, ou contre un mandataire ayant qualité pour représenter la Compagnie en justice, procès-verbal de carence a été dressé. »

Ces dispositions s'expliquent par le fait qu'une Compagnie qui n'est pas enregistrée n'est pas, non plus « incorporée » (dotée de la personnalité juridique) (3). Chacun de ses associés est, par suite, débiteur du passif social. De même, les poursuites contre une Compagnie étrangère ne peuvent être dirigées que contre le mandataire qualifié pour la représenter en Angleterre.

(1) V. art. 338 (1) (d) (i).

(2) Cp. art. 169, C. A. 1929, et ci-dessus, p. 310.

(3) V. art. 13, C. A. 1929.

2° A la différence des « Compagnies enregistrées » (1), les dettes futures et éventuelles d'une « Compagnie non-enregistrée » n'entrent pas en ligne de compte dans l'appréciation par le Tribunal de sa solvabilité ou de son insolvabilité.

Quant au motif, spécial à la « Compagnie non-enregistrée », consistant en ce qu'elle « a déjà été dissoute, ou a cessé ses opérations, ou n'opère qu'en vue de sa liquidation », il est à remarquer que la *dissolution* ici, à la différence de ce qui a lieu pour les « Compagnies enregistrées », *précède* la liquidation au lieu de lui faire suite. Elle en est le point de départ, et non pas l'aboutissement final. Ce n'est là, d'ailleurs, que la généralisation d'une règle que nous avons déjà rencontrée à propos des *partnerships* simples (2).

Rappelons que le nouvel al. (2) de l'art. 338 consacre maintenant la jurisprudence récente de la Chambre des Lords (3), en disposant qu'une Compagnie étrangère qui a cessé d'opérer en Grande-Bretagne peut être liquidée à titre de « Compagnie non-enregistrée », encore qu'elle ait été dissoute ou autrement cessé d'exister en tant que Compagnie selon la législation de son pays d'origine.

D) ARRÊT DES POURSUITES INDIVIDUELLES CONTRE UN ASSOCIÉ POUR UNE DETTE SOCIALE. — Une personnalité civile, distincte de celles des associés, faisant défaut à une « Compagnie non-enregistrée », un créancier peut, en temps normal, actionner individuellement les associés pour le recouvrement des créances que lui doit la Compagnie. Mais, à partir de la demande en liquidation, les art. 340 et 341, afin de ne pas porter atteinte à la procédure collective qu'ils envisagent, prévoient l'arrêt de ces poursuites individuelles sous certaines conditions.

1° Dans l'intervalle qui sépare le dépôt de la demande du prononcé du Jugement d'ouverture de la liquidation, le Tribunal

(1) V. art. 169 (4), C. A. 1929, et ci-dessus, p. 310.

(2) V. ci-dessus, p. 61.

(3) *Russian Commercial & Industrial Bank v. Comptoir d'Escompte de Mulhouse* (1925), A. C. 148.

peut, à la requête d'un créancier, interdire ou bien arrêter toute poursuite de la part d'autres créanciers contre un associé (1).

Cette disposition diffère sur deux points du régime des « Compagnies enregistrées » (2). D'abord, dans le cas d'une Compagnie enregistrée, seules les poursuites dirigées contre la Compagnie elle-même peuvent être ainsi arrêtées ou interdites. En effet, les créanciers d'une telle Compagnie ne sauraient rechercher individuellement les associés, lesquels ne sont pas directement tenus vis-à-vis des créanciers des dettes sociales (la Compagnie enregistrée étant une personne juridique distincte et indépendante des associés dont elle se compose). En outre, cette requête aux fins d'arrêt ou d'interdiction de la procédure, lorsqu'il s'agit d'une « Compagnie enregistrée », peut émaner soit de la Compagnie elle-même, soit d'un créancier, soit d'un associé (art. 172), alors qu'au cas d'une « Compagnie non-enregistrée », elle ne saurait émaner que d'un créancier (art. 340).

2° Après le jugement d'ouverture de la liquidation d'une « Compagnie non-enregistrée », toute poursuite individuelle contre un associé fondée sur une dette sociale est, en principe, arrêtée, sauf autorisation expresse du Tribunal (art. 341, C. A.), de même que l'ouverture de la Liquidation Judiciaire d'une « Compagnie enregistrée » arrête *de plano* toute poursuite individuelle dirigée contre elle (3).

E) APPORTS (« CONTRIBUTIONS ») DUS PAR LES ASSOCIÉS. — Toutes les dispositions qui concernent les obligations des « contribuables » dans une « Compagnie enregistrée » (4) s'appliquent également dans le cas d'une « Compagnie non-enregistrée », à cette exception près, que l'art. 339, à la différence de l'art. 157, ne fait aucune distinction entre un associé actuel (*présent member*) et un ancien associé (*past member*), et, par suite, n'affranchit pas l'associé qui est, par exemple, sorti d'une « Compagnie non-enregistrée » depuis

1) Art. 340.

(2) Art. 172. V. ci-dessus, p. 354.

3) Art. 177. V. ci-dessus, p. 354 et s.

(4) V. ci-dessus, p. 391 et s.

plus d'un an du paiement des dettes sociales contractées avant son départ.

Seul dans les régions minières du Comté de Cornwall (*Stannaries*) (1) un associé qui s'est retiré depuis plus de 2 ans avant, soit la cessation des opérations minières de la Compagnie, soit le jugement de mise en liquidation, sera dispensé de l'obligation de faire des versements à la caisse sociale.

(1) V. ci-dessus, p. 315.

QUATRIÈME PARTIE

La Liquidation
d'une "Limited Partnership"

QUATRIEME PARTIE

La Liquidation d'une « Limited Partnership »

Ainsi que nous l'avions précédemment (1) fait remarquer, les *limited partnerships*, instituées par le *Limited Partnerships Act* 1907, peuvent être liquidées de deux manières :

1° Sans l'intervention judiciaire, tout comme des *partnerships* simples, suivant les règles du Droit Coutumier et le *Partnership Act* 1890 (2) :

2° Avec l'intervention du Tribunal et dans les formes et conditions prescrites pour les Compagnies par les *Companies Acts*. Mais en cette matière de la liquidation, comme en mainte autre matière, concernant l'organisation de ce nouveau type de société, le législateur, pressé de copier une institution qui n'avait pris racine sur le Continent européen qu'après une longue expérience, a manqué de décision et d'unité de vues. Le *Limited Partnerships Act*, 1907, contenait à l'origine, une disposition (art. 6 (4), d'après laquelle la Liquidation Judiciaire d'une *limited partnership* était régie par les mêmes règles que celles prescrites (notamment par le *Companies Act*, 1862) pour la Liquidation Judiciaire d'une « Compagnie enregistrée », sous réserve :

a) des dispositions d'un Décret qui devait être rendu ultérieurement par le Lord Chancellor d'accord avec le Président du Board of Trade ;

b) de la substitution de l'expression « *general partner* » au mot « administrateur » (*director*) dans le texte du *Companies Act*, 1862,

(1) V. ci-dessus, p. 43.

(2) Art. 7, *Lim. P. Act*, 1907.

Le Décret en exécution de cette disposition fut, en effet, rendu le 19 décembre 1908, mais le *Companies (Consolidation) Act*, 1908, qui fut promulgué deux jours après, c'est-à-dire le 21 décembre 1908, abrogea l'art. 6 (4) précité, et partant le Décret, et classa les *limited partnerships* parmi les « Compagnies non-enregistrées ». Elles furent régies, par suite, pour leur liquidation jusqu'en 1914, par des dispositions spéciales contenues dans le Titre VIII (art. 267 à 273) de cette Loi, ainsi que par un Décret rendu le 29 Mars 1909 et intitulé *Limited Partnerships Winding-up Rules*, 1909.

Après 5 années d'expérience de ce régime, on se ravisa. La Loi du 15 août 1913 sur la faillite et les concordats préventifs (*Bankruptcy and Deeds of Arrangement Act*, 1913)(1), qui entra en vigueur le 1^{er} Avril 1914, distingua, pour la liquidation des *limited partnerships* (art. 24 (2)), selon qu'elles avaient été constituées en Angleterre ou en dehors de l'Angleterre (en Ecosse ou en Irlande, par exemple). Pour les premières, elle abrogea les dispositions précitées du *Companies (Consolidation) Act*, 1908, et assimilant désormais la liquidation des *limited partnerships* constituées en Angleterre, tout comme celle des *partnerships* simples, à la procédure de la faillite (et non plus à la liquidation des Compagnies), elle décida qu'à la suite de la déclaration en faillite de tous les *general partners* (les commandités) composant une *limited partnership*, la propriété de l'actif social serait transmise d'office au Syndic. Elle laissa subsister pour les *limited partnerships* qui avaient été constituées hors de l'Angleterre la procédure de la Loi de 1908, Titre VIII.

Le *Bankruptcy Act* 1914, art. 127, ayant intégré l'art. 24 (2) de la loi de 1913, la Liquidation Judiciaire des *limited partnerships* en Angleterre est, à l'heure actuelle, soumise à la même réglementation que les *partnerships* simples en faillite, en vertu de cette loi et du Règlement sur les faillites de 1915 (notamment ses art. 282 à 284, 286, 289 et 290).

Chacun de ces deux modes (judiciaire et extra-judiciaire) de liquidation possibles pour une *limited partnership* suppose une dissolution préalable de la société.

(1) V. ci-dessus, p. 104.

CHAPITRE PREMIER

LIQUIDATION EXTRA-JUDICIAIRE

Une *Limited partnership* dans n'importe quelle partie de la Grande-Bretagne peut être liquidée suivant les règles ci-dessus exposées pour la liquidation d'une *partnership* simple, le Tribunal n'intervenant qu'exceptionnellement pour résoudre des difficultés qui peuvent se présenter.

Nous n'avons donc à signaler ici que les différences qui existent dans la réglementation de la liquidation de ces deux genres de *partnership*.

D'abord, à la différence des *partnership* simples, où tous les associés ont le droit de prendre part à la liquidation (1), dans une *limited partnership* sauf jugement contraire, seuls les *general partners* (commandités) ont le droit d'administrer la liquidation, à l'exclusion des *limited partners* (commanditaires), d'après l'art. 6 (3), L. P. Act, 1907.

Quant aux causes de dissolution, le L. P. Act déroge sur les points suivants aux règles prescrites par le *Partnership Act*, 1890.

A) RENONCIATION. — Alors que les art. 26 (1) et 32 (c) du P. A. permettent à tout associé d'une *partnership* simple à durée indéfinie de la dissoudre à tout moment en signifiant à ses co-associés avis de sa renonciation à la société (2), l'art. 6 (5) (e) du L. P. Act décide, que, sauf stipulation contraire entre les associés, un *limited partner* ne peut dissoudre la *limited partnership*.

(1) Art. 38, *Partnership Act*, 1890.

(2) V. ci-dessus, p. 61.

B) FAILLITE OU DÉCÈS. — De même, l'art. 6 (2) du L. P. Act dispose, contrairement à l'art. 33 (1) du P. A., (1) qu'une *limited partnership* « ne sera pas dissoute » (*shall not be dissolved*) par la mort ou la faillite d'un *limited partner*. Mais ce texte a soulevé quelques difficultés d'interprétation.

a) D'abord, alors que les diverses causes de dissolution prévues pour une *partnership simple* par le P. A. (art. 32 et 33) sont expressément subordonnées à la condition qu'il n'existe aucune convention contraire entre les associés, le texte précité de l'art. 6 (2) L. P. A., ne contient aucune réserve semblable, et on a, par suite, discuté pour savoir si une convention contraire était nécessairement interdite. On s'accorde cependant généralement pour décider la négative en se basant sur les principes généraux, ainsi que sur l'art. 7 du L. P. Act, qui est ainsi conçu :

« Sous réserve des dispositions de la présente Loi, le *Partnership Act*, 1890, et les Règles d'Équité et du Droit Coutumier applicables aux *partnerships*, sauf en tant qu'elles seraient incompatibles avec les dispositions expresses de cette dernière Loi, s'appliqueront également aux *limited partnerships*. »

b) Une seconde difficulté s'est élevée sur la portée de la phrase « ne sera pas dissoute » (*shall not be dissolved*). Signifie-t-elle : 1) qu'il ne s'ensuivra aucune dissolution, auquel cas les héritiers et exécuteurs testamentaires du *limited partner* décédé, ou le Syndic du *limited partner* failli, suivant les cas, se substitueront comme associés, au défunt ou au failli ? ; ou 2) que la dissolution s'ensuivra, mais n'atteindra pas les autres créanciers, ainsi que le laisserait supposer la phrase finale de l'al. (2) :

« à moins d'impossibilité de déterminer ou de réaliser la part du *limited partner* atteint d'aliénation mentale. » (2).

Cette dernière interprétation semble être par trop étroite et en conflit avec l'art. 33 (1) P. A., aux termes duquel :

(1) V. ci-dessus, p. 67.

(2) V. ci-dessous, p. 187.

« Sauf convention contraire entre les associés, toute *partnership* est dissoute à l'égard de tous les associés par la mort ou la faillite de l'un quelconque d'entre eux. »

D'autre part, la première interprétation semble commandée par le rapprochement de plusieurs textes du L. P. A. lui-même, notamment l'art. 4 (3), qui interdit au limited partner le retrait de son apport pendant la durée de la société, et l'art. 6 (5), qui lui interdit également, à défaut de convention préalable, de dissoudre la société par simple avis de renonciation.

Il semble donc qu'en cas de décès (ou de faillite) d'un limited partner, les associés survivants (ou solvables) auraient le droit de conserver son apport dans la société jusqu'à l'expiration du terme convenu pour sa durée, ou jusqu'à sa dissolution par l'un ou l'autre des autres moyens prévus par la loi. Mais il n'y a aucune jurisprudence sur ce point, jusqu'à présent.

C) ALIÉNATION MENTALE. — A l'encontre du P. A., art. 35 (a) (1) et du Lunacy Act 1890, l'art 6 (2) *in fine* du L. P. A. déclare que l'aliénation mentale d'un limited partner ne constitue pas un motif de dissolution judiciaire de la société, à moins qu'il soit impossible de déterminer autrement ou de réaliser la part sociale du limited partner frappé d'aliénation. C'est là encore un texte bien embarrassant, qui trahit l'œuvre hâtive et peu réfléchi du législateur. En effet, si l'aliénation du limited partner ne dissout pas la société, *a fortiori* n'y aurait-il pas lieu à la restitution de son apport, ni à l'évaluation de sa part sociale.

D) SAISIE-ARRÊT DE LA PART SOCIALE D'UN LIMITED PARTNER (« *Charging Order* »). — Le L. P. A., art. 6 (5), déroge à la règle de l'art. 33 (2), P. A. (2), en disposant que :

« les autres co-associés n'ont pas le droit de dissoudre la société à raison de ce que la part sociale d'un *limited partner* a été mise sous saisie-arrêt pour ses dettes personnelles. »

(1) V. ci-dessus, p. 78.

(2) V. ci-dessus, p. 68.

Par contre, l'art. 6 (5), qui interdit à un limited partner de dissoudre la société par avis de renonciation, ne jouerait, semble-t-il, pas dans le cas où ce serait la part sociale d'un general partner qui aurait fait l'objet de la saisie-arrêt, et l'art. 33 (2), P. A. reprendrait alors son effet normal, en permettant au limited partner d'opter pour la dissolution de la société, sans que l'exercice de cette option puisse être taxé d'immixtion illégale dans l'administration sociale (1), ou considéré comme valant renonciation par avis, au sens de l'art. 6 (5) (e) précité.

(1) Art. 6 (1), L. P. A. 1907.

CHAPITRE II

LIQUIDATION JUDICIAIRE OU APRES FAILLITE DES LIMITED PARTNERSHIPS EN ANGLETERRE

Aux termes de l'art. 127, B. A. 1914 :

« Sauf les modifications contenues dans le Règlement en exécution de la présente Loi, les dispositions de celle-ci s'appliqueront aussi bien aux *limited partnerships* qu'aux *partnerships* simples, et lorsque tous les *general partners* d'une *limited partnership* auront été déclarés en faillite, la propriété de l'actif de la *limited partnership* sera transmise de plein droit au Syndic. »

Les « modifications » auxquelles ce texte fait allusion sont celles qui sont contenues dans les art. 282 à 284, 286, 289 et 290 du Règlement de 1915 (*Bankruptcy Rules 1915*) :

Les seules différences qui existent entre le régime de la faillite des *partnerships* simples et celui de la Liquidation Judiciaire des *limited partnerships* se rapportent : a) au moyen de déterminer la juridiction compétente ; b) à la forme et à la signification de la Demande aux fins de Liquidation ; c) aux effets du Jugement de Séquestre 1° sur les *general partners*, et 2° sur les *limited partners* ; d) à la forme du Jugement déclaratif de faillite ; et e) aux apports des *limited partners*.

A) MOYEN DE DÉTERMINER LA JURIDICTION COMPÉTENTE. — Les juridictions compétentes *ratione materiae* demeurent évidemment les mêmes (la *High Court* et les *County Courts*) (1) ; mais ce n'est

(1) V. art. 96, 97, 99, B. A. 1914 ; ci-dessus, p. 119 et s.

plus, d'abord, le lieu soit de la résidence du débiteur, soit de ses opérations pendant les 6 mois qui précèdent la demande (1), mais la situation de son siège principal (*principal place of business*) (2), qui détermine le Tribunal compétent *ratione personae*. Aux termes de l'art. 284 pr., du Règ. :

« La demande de Séquestre (*Bankruptcy Petition*) présentée par une *limited partnership*, ou contre elle comme débitrice sera présentée au Tribunal ayant compétence en matière de faillite dans le ressort où est situé son siège (*registered office*) » (2) ;

Puis les pouvoirs de renvoi (3) ne sont plus conférés à toutes les juridictions. Ils sont limités à la *High Court*, car, d'après le même art. 284, *in fine* :

« Le Juge préposé aux faillites à la *High Court* peut à tout moment pour de justes motifs ordonner le renvoi de la procédure devant toute autre juridiction compétente en matière de faillite. »

B) FORME ET SIGNIFICATION DE LA DEMANDE. — 1° *Demande formée par un Créancier*. — Il n'y a pas lieu ici de signifier la demande à tous les associés (4), car la faillite de l'un d'eux ne met en cause que les *general partners*, et non pas les *limited partners* (5). Aux termes de l'art. 282 du Règ. :

« La demande de Séquestre (*Bankruptcy Petition*) présentée par un créancier contre une firme enregistrée conformément au *Limited Partnerships Act, 1907*, sera signifiée, sauf ordonnance contraire du Tribunal, à son principal établissement, tel qu'il est inscrit au Registre des *Limited Partnerships*, par la remise d'une expédition de la Demande, scellée du sceau du Tribunal, à un des *general partners* se trouvant sur les lieux, ou à toute autre personne investie, lors de la signification, de la direction ou de l'administration de l'entreprise sociale. »

(1) V. art. 98, B. A. 1914.

(2) V. art. 8, L. P. A. 1907.

(3) V. art. 100, B. A. 1914.

(4) R. art. 279. V. ci-dessus, p. 123.

(5) L. P. A., art. 4 (2); B. A. 1914, art. 127.

2° *Demande émanant de la Limited Partnership elle-même.* — L'art. 283 n'est qu'une variante de l'art. 281 (1) consacré aux *partnerships simples*, et il dispose comme suit :

« Une *Limited partnership* enregistrée conformément au L. P. A. peut présenter une demande en Séquestre (*Bankruptcy Petition*) comme débitrice au nom de la firme. La Demande sera signée par un *general partner*, et énoncera les noms et prénoms des *general partners*, et si elle est signée sous la raison sociale de la firme, elle devra être accompagnée d'un *affidavit* juré par le *general partner* dont elle porte la signature, et attestant le consentement de tous les *general partners*. »

C) LE JUGEMENT DE SÉQUESTRE (*Receiving Order*) ; SES EFFETS. — L'art. 286 du Règ. reproduit pour la *Limited Partnership* les dispositions de l'art. 285 (2) qui ont trait à une *partnership simple*, mais en restreignant, conformément aux idées directrices du *Limited Partnership Act*, 1907, les effets du jugement de Séquestre aux seuls *general partners* :

« Un jugement de Séquestre rendu contre une firme enregistrée conformément au L. P. A. 1907, produira les mêmes effets que s'il avait été prononcé contre chacune des personnes qui, lors du jugement, était un *general partner* de la firme. »

Rappelons parmi ces effets, notamment l'obligation pour les *general partners* :

a) de confectionner les Etats de situation financière individuels relativement à leurs patrimoines propres, et un Etat collectif relatif aux biens de la société (art. 14, B. A.) ;

b) de se présenter à la Première Assemblée des Créanciers (art. 13, B. A.), de se tenir à la disposition du Séquestre Officiel, et de lui fournir tous les renseignements qu'il demandera ;

c) de se soumettre à l'interrogatoire public (art. 15, B. A.).

Un *limited partner*, actuel ou ancien, a, par contre, à la suite du jugement de Séquestre (3), les mêmes droits qu'un créancier qui a produit sa créance. Il peut :

(1) V. ci-dessus, p. 122, et s.

(2) V. ci-dessus, p. 124.

(3) R. art. 289.

a) demander communication du dossier de l'affaire au Greffe (R. art. 12) ;

b) assister aux assemblées des créanciers (B. A. Ann. 1, art. 8) ,

c) se présenter à l'audience, soit pour prendre part à l'interrogatoire public d'un *general partner* (art. 15, B. A.), soit pour élever des dires et objections contre sa demande de décharge (art. 26, B.A.).

D) FORME DU JUGEMENT DÉCLARATIF DE FAILLITE. — De même que pour une *partnership* simple (1), il n'y a aucun jugement déclaratif à l'égard de la *limited partnership*, mais un ou plusieurs jugements déclarant chacun des *general partners* nominativement en faillite, car une *limited partnership*, quoique enregistrée, n'est pas une personne morale. Le jugement n'en a pas moins pour effet d'opérer la transmission de l'actif social au Syndic (2).

E) APPORTS DES LIMITED PARTNERS ET DES GENERAL PARTNERS. — D'après les règles constitutifs (3) d'une *limited partnership*, un *general partner* est tenu sans limite de toutes les dettes sociales, et un *limited partner* n'en répond que dans une mesure déterminée, à condition toutefois qu'il ait fait, au moment de son entrée dans la société, un apport en nature ou en espèces et ne l'ait pas retiré.

Par cela même que la situation des uns est moins onéreuse que celle des autres, il importe, lorsque la faillite survient, de veiller à ce qu'aucun d'eux ne se dérobe à ses obligations, en passant d'une catégorie à l'autre, en aliénant ses parts, en retirant ses apports, ou même en faisant un règlement amiable. C'est pourquoi l'art. 290 du Règ. édicte les dispositions suivantes :

« L'actif d'une *limited partnership*, dont la propriété, au cas où tous les *general partners* seraient déclarés en faillite, est, d'après l'art. 127, Bankruptcy Act, 1914, transportée sur la tête du Syndic, comprend l'obligation des *limited partners* et des anciens *general partners* de contribuer à cet actif. Cette obligation peut être mise en jeu par le Syndic par la voie judiciaire sous les réserves suivantes :

(1) R. art. 288. V. ci-dessus, pp. 93 et 150.

(2) Art. 127, B. A. ; R. art. 290.

(3) V. art. 4, L. P. A. et ci-dessus, p. 38 ; Cf. aussi *In re Barnard* (1931), W. N.

« L'actif d'une *limited partnership*, dont la propriété, au cas où tous les *general partners* seraient déclarés en faillite, est, d'après l'art. 127, Bankruptcy Act, 1914, transportée sur la tête du Syndic, comprend l'obligation des *limited partners* et des anciens *general partners* de contribuer à cet actif. Cette obligation peut être mise en jeu par le Syndic par la voie judiciaire sous les réserves suivantes :

« (1) Nul *limited partner*, actuel ou ancien, ne sera tenu de verser à l'actif social de la *limited partnership* au delà de la quotité qui est restée impayée ou qu'il a retirée ou reprise sur son apport depuis le jour où il est devenu *limited partner*, ou pendant qu'il avait cette qualité. Abstraction est faite des cas d'un *limited partner* actuel qui était autrefois un *general partner*, et d'un ancien *limited partner* qui est actuellement un *general partner*.

« (2) Nul *general partner* ne sera tenu de contribuer à l'actif social de la *limited partnership* pour acquitter les dettes et engagements sociaux, si ce n'est ceux contractés pendant qu'il était encore *general partner*.

« Toutefois, tout ancien *general partner* qui est devenu *limited partner* sera tenu de verser (en plus des sommes requises pour acquitter les dettes et engagements sociaux contractés pendant qu'il était encore *general partner*) une somme égale à la quotité de son apport de *limited partner* qui est restée impayée ou qu'il a reprise ou retirée sur l'actif social depuis qu'il est devenu *limited partner*, ou pendant qu'il avait cette qualité.

« (3) Nul ancien associé (qu'il soit *general partner* ou *limited partner*) n'est tenu de contribuer à l'actif social d'une *limited partnership* que si le Tribunal estime celui-ci insuffisant pour acquitter intégralement les dettes sociales et les frais de la faillite ».

CONCLUSION

Arrivé au terme de notre tâche, il importe de jeter un regard en arrière sur le chemin que nous avons parcouru.

Nous avons essayé de tracer, tout d'abord, en raccourci l'histoire du développement, et d'analyser les caractères distinctifs, des diverses catégories de Sociétés connues du Droit anglais. Nous avons démontré que seules les *Companies* constituées en vertu des Chartres royales ou des Lois spéciales, ou enregistrées conformément aux Companies Acts, ainsi que certaines *Societies*, jouissent de la personnalité morale, alors que les *Partnerships* simples et les *Limited Partnerships* en sont dépourvues.

Nous nous sommes efforcé ensuite, en nous plaçant au point de vue français, de présenter une synthèse des règles auxquelles obéit la liquidation de chacune de ces catégories, règles dont l'origine remonte tantôt au Common Law, tantôt à l'Equity, tantôt (surtout dans les temps modernes) à la Législation écrite (*Statute-Law*). Cependant, l'ampleur même du sujet imposait des restrictions ; et notre exposé ayant déjà débordé, sur certains points, le cadre modeste que nous nous étions tracé au début, bien des questions, et non des moins intéressantes, ont dû être laissées de côté. Aussi nous sommes-nous attaché surtout à dégager les traits les plus saillants du Droit sur cette matière, tels qu'ils se présentent à l'heure actuelle dans le Royaume Uni.

Maintes institutions du régime britannique de la Liquidation, qui frappent l'étranger, à première vue, par leur apparente bizarrerie, s'avèrent cependant, regardées de plus près, en parfaite harmonie avec l'ensemble de l'économie juridique du pays. Il en est ainsi notamment : 1° de l'expropriation du failli, et de la transmission (*vesting*) automatique de son patrimoine sur la tête du Syndic ; 2° de la « propriété présumée » de certains biens détenus par le failli,

quoique appartenant, en réalité, à des tiers ; 3° de l'interrogatoire public du débiteur contre lequel a été introduite une instance en faillite ; 4° de la vérification, indépendamment de l'assemblée des créanciers, des créances produites dans la faillite ou dans la liquidation d'une Compagnie ; 5° de la durée extrêmement longue de la « période suspecte » pendant laquelle le sort de certains actes de disposition consentis par le failli demeure en suspens ; et 6° de la libération (*discharge*) du failli, sans le consentement de ses créanciers, de son passif non couvert par l'actif. Ce sont là des sujets qui n'ont pas manqué d'attirer les observations assez sévères de la part des juristes rompus aux systèmes juridiques d'inspiration latine. Nous avons tenté d'en diminuer quelque peu la force, si non d'y répondre complètement. Il faut se rappeler aussi que si la Grande-Bretagne, dans son « splendide isolement », et avec son attachement tenace aux traditions, persiste néanmoins à conserver ces institutions, c'est que son aménagement commercial et son sens pratique s'en accommodent à merveille, et les trouvent même indispensables à la sécurité des affaires.

Il est toutefois d'autres principes et institutions qui, ayant pris naissance Outre-Manche, ont depuis longtemps acquis droit de cité dans les législations ou la jurisprudence continentales, ou bien, sont en train d'y prendre pied progressivement. Qu'il nous suffise, dans cet ordre d'idées, de citer à titre d'exemples : 1° la division de la liquidation judiciaire ou en cas de faillite en deux phases, dont la première est provisoire, destinée à faciliter la conclusion d'un concordat préventif, et la seconde, définitive, consacrée à la liquidation proprement dite ; 2° le Comité de Contrôle, appelé à surveiller, dans l'intérêt des créanciers, l'administration du Syndic ou du Liquidateur ; 3° le droit du vendeur de meubles non payé d'arrêter, en cas de faillite ou même d'insolvabilité de l'acheteur, la livraison en cours de route (« *Stoppage in transitu* ») ; 4° la double surveillance — administrative et judiciaire — sur les liquidations ; 5° la publicité abondante, tant sous forme d'enregistrement que d'avis insérés dans le Journal Officiel (et parfois même dans d'autres journaux) et de notifications individuelles aux intéressés, des principales opérations de la liquidation ; 6° la faculté pour tous les intéressés de porter individuellement et en personne leurs doléances aux pouvoirs publics (les Tribunaux ou le Board of Trade) alors que leurs

intérêts sont collectivement représentés et défendus par des organes tels que le Syndic ou le Liquidateur, le Comité de Contrôle, et l'Assemblée des Créanciers ou des Associés.

Mais il est deux caractères qui, s'ils s'expliquent par des raisons tirées de l'histoire, sont loin de se justifier par les nécessités pratiques du XX^e siècle. Nous faisons allusion, d'abord, à l'extrême verbosité des textes législatifs anglais. La rédaction des lois souffre de cette tendance fatale, née, sans doute, d'un souci légitime et méticuleux de clarté et de minutie, mais qui engendre de fréquentes et fastidieuses répétitions, et aussi une multiplication d'expressions synonymes. Le législateur a souvent cherché à englober ainsi dans une même disposition légale toutes les hypothèses imaginables, mais sa pensée, au lieu d'en être éclaircie, finit parfois par s'obscurcir. C'est un mal qui atteint malheureusement aussi la rédaction des actes notariés, et même les jugements et arrêts (1).

On ne peut que regretter également la multitude des dispositions législatives qui régissent actuellement la matière de Liquidation, et les nombreuses modalités de procédure auxquelles, par conséquent, elles donnent lieu, suivant la forme de la Société dont il s'agit, le lieu du siège social, le nombre des associés, ou la cause qui a provoqué la dissolution. Il y a là des éléments qui introduisent une complication bien inutile dans le mécanisme de la liquidation, et qui déroutent parfois même le praticien. Si la liquidation apparaît dans le système anglais comme comprenant, au fond, deux catégories, — la liquidation judiciaire, d'un côté, et la liquidation extra-judiciaire, ou amiable, ou volontaire, de l'autre, — les permutations et les combinaisons possibles entre elles suivant le type de la Société sont si diverses qu'elles constituent un véritable dédale. Ainsi :

(1) Par exemple, dans toutes les juridictions qui consistent de plus d'un Juge, (sauf au Judicial Committee du Privy Council), il est de tradition que chacun de ceux-ci prononce un jugement individuel, ne serait-ce que pour dire

« Je suis de l'avis de mon docte Frère ».

Aussi n'est-il pas rare de rencontrer, dans les Recueils de jurisprudence, des espèces dont les rapports occupent, de ce fait, jusqu'à 50 ou 75 pages !

1° Pour une *partnership simple*, la liquidation amiable est régie, en principe, par le Common Law, tel qu'il est complété par le Partnership Act de 1890. Mais si la *partnership* compte plus de sept associés, elle peut être liquidée judiciairement, à titre de « Compagnie non enregistrée », conformément au Companies Act de 1929 ; et enfin, si elle est mise en faillite, cette liquidation judiciaire obéit aux dispositions du Bankruptcy Act de 1914, complété par le Règlement de 1915 !

2° Une « Compagnie enregistrée » est, en principe, soumise à la liquidation judiciaire, volontaire, ou sous la surveillance judiciaire, dans les formes et conditions tracées au Titre V (art. 156 à 305) du Companies Act de 1929. Mais de nombreuses dispositions (1) intercalées dans ce Titre visent plus particulièrement les Compagnies établies en Ecosse, et le Titre X prescrit encore d'autres règles spéciales pour la liquidation judiciaire de nombreuses formes de Sociétés (notamment, les *limited partnerships* constituées en Ecosse) qu'il fait rentrer dans la catégorie de « Compagnies non-enregistrées » !

3° La Liquidation des *limited partnerships*, type de Société mort-né sur le sol anglais, a, dès l'origine, beaucoup embarrassé le législateur. Celui-ci, après maints tâtonnements, et malgré le peu d'intérêt pratique que présente cet organisme dans l'économie nationale, ne lui a pas assigné moins de quatre différents modes de liquidation : a) la liquidation amiable, suivant les règles du Common Law et du Partnership Act de 1890 ; b) la liquidation judiciaire en cas de sa faillite, d'après les dispositions du Bankruptcy Act de 1914, et du Règlement de 1915, si la *limited partnership* a été constituée en Angleterre ; c) selon le Titre X précité du Companies Act, 1929, si elle a été constituée en Ecosse, et groupe plus de sept associés ; et d) d'après la législation promulguée par les Parlements d'Irlande, si elle a été constituée dans ce pays ! Ce n'est vraiment pas là une réglementation réduite à sa simple expression.

On ne peut cependant pas nier les mérites appréciables qui viennent compenser les défauts du système de liquidation anglais, tel qu'il se présente notamment dans le Bankruptcy Act de 1914, et le Companies Act de 1929

(1) Par exemple, les art. 166, 167, 174, 187, 201, 215, 222, 224, 270, 286, 291 et 292.

1° Il constitue une réglementation fort complète, la plus complète même, croyons-nous, qui existe à l'heure actuelle, de la matière. Il prévient par là les incertitudes inhérentes aux systèmes où, comme en France, par exemple, la liquidation est régie, en grande partie, par des principes formulés par la jurisprudence.

2° Il conjugue d'une manière heureuse le principe de l'individualisme, dont s'inspire, en général, les législations latines, avec le principe de l'interventionnisme, qui, préconisé à l'origine par le juriste espagnol, Salgado de Somoza, au *xvii^e* siècle, trouva sa réalisation la plus vivante dans la législation des pays germaniques. C'est ainsi que, pour chacune des catégories de Sociétés que nous avons passées en revue, il existe, à côté de la liquidation autonome par les associés, un autre moyen de liquidation, où l'Etat, par ses organes judiciaires ou administratifs, intervient non seulement pour en prononcer l'ouverture, mais aussi pour en surveiller ensuite la marche générale.

3° Reconnaissant l'importance primordiale de la publicité dans toute liquidation, pour l'assainissement de la vie commerciale et la défense de l'épargne, il en prescrit l'emploi sous des formes diverses, de manière à atteindre tous les intéressés; à quelque monde qu'ils appartiennent. Les sanctions, tant civiles que pénales, que le législateur de 1929 a renforcées en y adjoignant celles du Bankruptcy Act de 1914, complètent cette œuvre de relèvement des mœurs financières d'après-guerre, et favorisent le développement des entreprises commerciales honnêtes.

4° Enfin, la révision et la refonte périodiques des lois permettent de donner satisfaction aux idées de modernisme en même temps qu'elles en assurent l'adaptation aux nécessités économiques nouvelles. C'est là que s'affirme, en effet, la souplesse du système législatif anglais, par rapport au système rigide de Codes qui est en faveur dans les pays du Continent.

Mais dans quel sens ce droit de la liquidation s'oriente-t-il ?

Deux tendances semblent nettement se dessiner avec le principe du maintien de deux modes de liquidation, pour chaque catégorie de Sociétés, la liquidation amiable (ou volontaire), et la liquidation judiciaire. L'ingérence des créanciers s'accroît, en effet, dans la liquidation amiable, tandis que, d'autre part, la liquidation

judiciaire, qui s'est déjà tant rapprochée de l'administration des faillites, semble destinée à se confondre bientôt avec celle-ci.

Il n'est pas difficile d'abord de prévoir que la liquidation volontaire des Compagnies, tout au moins sous une des formes que le Companies Act, 1929, vient de lui assigner, celle dite de la « Liquidation Volontaire par les Créanciers », ne tardera pas à supplanter complètement dans le domaine législatif la « Liquidation sous la Surveillance Judiciaire », déjà pratiquement tombée en désuétude. En outre, si nos prévisions sont fondées, aucune raison sérieuse, ne s'opposera non plus à ce que l'intervention active des créanciers soit autorisée de la même manière dans la liquidation des *partnerships* simples, et généralement, de toutes les catégories de Sociétés.

L'assimilation de la liquidation judiciaire des Compagnies à la liquidation des faillites, qui a été franchement posée en principe dans la Loi primitive de 1844, n'a fait que gagner du terrain, et son point culminant semble avoir été atteint dans le Companies Act de 1929. Aussi serait-on justifié à se demander si, au lieu d'avoir une réglementation composée de textes dispersés dans plusieurs Lois, telles que le Partnership Act de 1890, le Limited Partnerships Act de 1907, le Bankruptcy Act de 1914 avec le Règlement de 1915, et le Companies Act de 1929 avec le Règlement de 1929, il ne conviendrait pas mieux de les réunir tous, à la prochaine occasion, dans une seule Loi d'ensemble sur la liquidation des Sociétés, à quelque catégorie qu'elles appartiennent. Le Royaume Uni a devant les yeux l'exemple de quelques pays étrangers, et il semble tendre insensiblement, depuis une cinquantaine d'années, vers la codification de certaines matières de Droit commercial, et il faut bien le dire, le public en général, le monde du commerce, et les juristes en particulier, gagneraient à l'unification de la législation en cette matière si importante.

Le temps ne nous a malheureusement pas permis, comme nous l'aurions désiré, de nous étendre davantage sur certains aspects de la liquidation des Sociétés au point de vue du Droit comparé et du Droit international privé. Nous espérons pouvoir bientôt consacrer quelques pages à ces sujets profondément attrayants. Mais nous ne saurions guère terminer le présent travail sans faire allusion aux réformes qui préoccupent actuellement quelques pays européens.

En France, la révision de la Loi du 24 juillet 1867 sur les Sociétés est à l'ordre du jour depuis plusieurs années. On est unanime à penser qu'il faut en combler les lacunes, surtout en ce qui concerne la liquidation. La Ligue pour la Réforme de la Législation sur les Sociétés, ainsi que la Société d'Etudes Législatives, s'en occupe activement. Cette dernière a même rédigé un Projet de texte modificatif (1).

Des préoccupations analogues retiennent l'attention des pays environnants. Un nouveau Projet de Code de Commerce, fruit des travaux des Commissions présidées respectivement par le Professeur Vivante, et par M. Amelio (Président de la Cour de Cassation), et dont le Livre IV est consacré à la faillite et à la liquidation, est pendant devant les Chambres italiennes, comme l'est également un Projet de loi sur les Sociétés, inspiré, en grande partie, du Companies Act, 1929, devant le Reichstag allemand.

En Roumanie, la matière des faillites figure à titre provisoire, dans le nouveau Projet de Code de Commerce, en attendant que l'unification, qui se prépare actuellement pour toutes les provinces, de la Procédure et du Code Civil, ait réalisé l'idée de la liquidation du patrimoine des non-commerçants, ce qui facilitera l'unification de toute cette matière et son exclusion éventuelle du Droit Commercial.

Au moment même où le Parlement anglais discutait les nouveaux Projets de Lois sur les Compagnies (1928 et 1929), la Hollande, par deux Lois promulguées respectivement le 2 juillet 1928 et le 25 juin 1929, modifiait son Code de Commerce, notamment le Titre III (art. 36 à 58), relatif aux Sociétés anonymes (*Naamloze vennootschap*) et à leur liquidation.

A une époque où la science a presque supprimé les distances, et où les besoins économiques et financiers rapprochent les pays les plus éloignés, on a le regret de constater qu'il n'y ait pas, en matière de liquidation, comme il existe déjà pour l'extradition, une base d'entente entre les différentes nations en vue d'arriver à l'entraide réciproque. Les difficultés proviennent, sans doute, des

(1) V. *Bulletin de la Société d'Etudes Législatives*, 1922, p. 238 et s.; 1923, p. 17 et s.; Dolbeau, *Manuel Formulaire des Liquidateurs amiables*, p. 584 et s.

divergences, non pas tant des législations sur la liquidation elle-même que de l'organisation judiciaire de chaque pays. Mais déjà l'*International Law Association* s'est attaqué au problème (1), et est en train d'élaborer un texte d'accord sur la Faillite et la Liquidation des Sociétés. Il est à souhaiter que ses efforts soient couronnés de succès.

Vu : Le Président de la Thèse,

Vu : Le Doyen,

Henri LEVY-ULLMANN,

H. BERTHELEMY.

Vu ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLETY.

(1) V. *International Law Association Report of 36^e Conference, 1930, p. 278 et s.*

TABLE DES MATIERES

I. BIBLIOGRAPHIE

II. TABLE ALPHABÉTIQUE DE LA JURISPRUDENCE

(CITÉE AU COURS DU PRÉSENT OUVRAGE)

III. TABLE DES ABRÉVIATIONS

RENOYANT AUX DIVERS RECUEILS DE JURISPRUDENCE

	Page
INTRODUCTION. — Source tripartite du Droit anglais :	
Common Law, Equity, Statute-law.....	29
Classification des Sociétés en Droit anglais.....	31
Aperçu de la législation relative à	
A. La <i>Partnership</i> simple (<i>Ordinary</i> ou <i>Common Law Partnership</i>)	35
B. La <i>Limited Partnership</i>	38
C. La <i>Company</i> , « incorporée » ou « non-incorporée »....	42
D. D'autres catégories de Sociétés.....	55

PREMIERE PARTIE

LIQUIDATION D'UNE PARTNERSHIP SIMPLE	60
--------------------------------------	----

TITRE PREMIER

LIQUIDATION EN DEHORS DE LA FAILLITE	61
--------------------------------------	----

CHAPITRE I. — LA DISSOLUTION.....	63
-----------------------------------	----

SECTION I. — DISSOLUTION EXTRA-JUDICIAIRE. SES CAUSES.....	63
--	----

§ 1. — Causes tenant à la Volonté des Associés.....	64
---	----

1° Expiration du terme, ou consommation de la négociation	64
---	----

2° Avis de renonciation.....	64
------------------------------	----

Appendice. 1) Retraite.....	66
-----------------------------	----

2) Expulsion	66
--------------------	----

§ 2. — Causes indépendantes de la Volonté des Associés.....	67
---	----

1° Mort ou Faillite d'un Associé.....	67
---------------------------------------	----

2° Saisie-arrest de la part sociale d'un Associé (<i>Charging Order</i>)	68
3° Illégalité de la Société.....	69
SECTION II. — DISSOLUTION JUDICIAIRE OU QUASI-JUDICIAIRE.....	70
§ 1. — <i>Dissolution judiciaire. Juridictions compétentes</i>	71
§ 2. — <i>Causes de Dissolution Judiciaire</i>	73
A) Motifs fondés sur des fautes imputables aux Associés..	74
1° Dol (<i>fraud</i>) ou faux renseignements (<i>misrepresentation</i>)	74
2° Conduite préjudiciable aux intérêts sociaux.....	75
3° Manquement aux obligations découlant des conventions, et disparition de la confiance mutuelle....	75
4° Dissolution devenue « juste et équitable ».....	76
Cas de a) mariage d'une femme associée.....	76
b) cession des parts ou intérêts de l'Associé	77
B) Motifs tirés des circonstances extérieures.....	78
1° Incapacité ou infirmité permanente (y compris démence ou folie).....	78
2° Exploitation se soldant en pertes.....	79
SECTION III. — POINT DE DÉPART DE LA DISSOLUTION. EFFETS.	
PUBLICITÉ	79
Effets de la Dissolution. Survie des droits et obligations des Associés (y compris le mandat réciproque).....	81
Publicité de la dissolution.....	82
CHAPITRE II. — LA LIQUIDATION.....	85
Vente de l'actif, le <i>goodwill</i> , et les créances (<i>book-debts</i>)..	86
Ordre de collocation des créanciers. Privilège pour la répartition des » primes ».....	87
CHAPITRE III. — LE PARTAGE.....	91

TITRE DEUXIEME

LIQUIDATION APRES FAILLITE

CHAPITRE I. — APERÇU HISTORIQUE DE LA LÉGISLATION	95
CHAPITRE. — CONDITIONS D'OUVERTURE DE LA FAILLITE	109
SECTION I. — CONDITIONS DE FOND.....	109
§ 1. — <i>L'Act of Bankruptcy</i>	110
§ 2. — <i>La Dette</i>	116

	Page
SECTION II. — CONDITION DE FORME. DOUBLE JUGEMENT.	
<i>Receiving Order</i> (Jugement de Séquestre) et <i>Order of Adjudication in Bankruptcy</i> (Jugement déclaratif de Faillite).	
Deux Phases de la Procédure.....	117
§ 1. — <i>Juridictions compétentes</i>	119
§ 2. — <i>Première Phase de la Procédure (Période préparatoire). Modes de Saisine du Tribunal</i>	121
A) Qui peut provoquer le Jugement de Séquestre ?.....	121
1° Les créanciers.....	
2° Les associés de la <i>Partnership</i>	122
B) Forme de la Demande. Présentation. Signification....	123
C) Jugement de Séquestre (« <i>Receiving Order</i> »).....	124
I. Minutes du Jugement. Signification. Publication.....	126
II. Effets du Jugement.....	127
Rôle du Séquestre Officiel (<i>Official Receiver</i>).....	129
A. Les Etats de Situation.....	130
B. L'interrogatoire public des Associés.....	132
C. La « Première Assemblée des Créanciers ».....	135
I) Production des créances.....	137
II) Vérification des procurations (<i>proxies</i>).....	139
III) Délibérations de l'Assemblée.....	141
Propositions de Concordat.....	141
A. Cas d'acceptation.....	143
Effets d'homologation.....	145
Sanctions.....	146
B. Cas de rejet.....	146
§ 3. — <i>Deuxième Phase de la Procédure. Jugement déclaratif de Faillite (« Adjudication Order »)</i>	147
Forme. Publicité. Signification.....	149
CHAPITRE III. — EFFETS DU JUGEMENT DECLARATIF..	151
CHAPITRE IV. — L'EXPROPRIATION DE LA PARTNERSHIP ET DES ASSOCIÉS FAILLIS.....	155
SECTION I. — BIENS ET DROITS QUI ÉCHAPPENT À L'EXPROPRIATION.....	159
§ 1. — <i>Acquisitions résolubles en cas de Faillite</i>	159

	Page.
§ 2. — <i>Dispositions législatives ou principes généraux de droit écartant certains biens</i>	159
1° Failli trustee pour autrui (art. 38 (1), B. A.).....	159
2° Biens à venir (art. 38 (a), B. A.).....	160
Tempéraments apportés par la jurisprudence et par la législation	
A. Dans l'intérêt des tiers (art. 47).....	160
B. Dans l'intérêt du failli.....	162
i) Moyens de subsistance (art. 38 (2)).....	162
ii) Appointements et pensions de retraite des fonctionnaires (art. 51).....	162
iii) Gains personnels.....	163
§ 3. — <i>Déchéance des droits de l'acheteur failli (« Stoppage in transitu »)</i>	165
SECTION II. — BIENS DES TIERS COMPRIS DANS L'EXPROPRIATION.	
LA « PROPRIÉTÉ PRÉSUMÉE » (REPUTED OWNERSHIP).....	166
§ 1. — <i>Conditions d'application de la Règle de l'art. 38 (c)</i>	167
1° Biens meubles.....	167
2° « Commencement de la faillite ».....	168
3° En la possession ou à la disposition de la partnership ou des associés au cours normal des affaires.....	168
4° Circonstances donnant lieu à la présomption. <i>Bills of Sale Acts</i> de 1878 et de 1882. <i>Bankruptcy Act</i> , 1914 art. 43.....	168
5° Consentement du propriétaire légitime (<i>true owner</i>)..	171
§ 2. — <i>Application de la Règle à la partnership et aux associés</i>	171
A. Biens appartenant à la partnership.....	172
B. Biens propres d'un associé.....	173
CHAPITRE V. — LES NULLITÉS DE LA « PÉRIODE SUSPECTE » (art. 37, 42 à 46, B. A.).....	175
SECTION I. — ACTES ANNULABLES.....	176
1° dans les 3 mois.....	176
2° dans les 2 ans (ou 10 ans).....	179
3° sans limite de délai.....	181
4° d'après l'art. 4. <i>Bankruptcy (Amendment) Act</i> , 1926.	182
Conséquences de la nullité.....	184

SECTION II. — ACTES VALABLES (ART. 44 (2), 45, 46, B. A.)..	185
SECTION III. — APPLICATION DES DISPOSITIONS CI-DESSUS AUX PARTNERSHIPS ET AUX ASSOCIÉS.....	187
CHAPITRE VI. — LES ORGANES ET LE PERSONNEL DE LA FAILLITE.....	189
A. Le Séquestre Officiel (« <i>Official Receiver</i> »).....	189
1° Mode de désignation.....	191
2° Pouvoirs et Attributions.....	192
B. L'Administrateur Spécial (« <i>Special Manager</i> »).....	194
C. Le Syndic (« <i>Trustee in Bankruptcy</i> »).....	196
I. — Choix du Syndic.....	197
1° Par les Créanciers.....	197
2° Par le Board of Trade.....	198
II. — Rémunération	199
III. — Révocation et Remplacement.....	201
IV. — Pouvoirs et Attributions.....	203
A) Recouvrement de l'actif.....	203
B) Administration et liquidation.....	204
V. — Recours contre actes du Syndic.....	208
VI. — Responsabilité, Comptes, etc.....	208
A) Manipulation des fonds.....	209
B) Comptabilité	210
C) Vérification	211
VIII. — Quitus de gestion.....	212
D. Le Comité de Contrôle (« <i>Committee of Inspection</i> »).....	213
1° Désignation et Composition.....	215
2° Rôle et attributions.....	216
3° Révocation et Remplacement.....	218
E. Le Ministère de Commerce (« <i>Board of Trade</i> »).....	218
F. Les Tribunaux.....	223
G. Le Ministère Public (« <i>Director of Public Prosecutions</i> »).....	226
H. Les diverses Masses des Créanciers.....	227
I. Les Associés faillis.....	233
CHAPITRE VII. — CONSTATATION ET RÉALISATION DE L'ACTIF. CONSTATATION DU PASSIF. RÉPARTITION.	237
SECTION I. — CONSTATATION, RECouvreMENT, ET RÉALISATION DE L'ACTIF.....	238

	Page
§ 1. — <i>L'Interrogatoire privé</i> (art. 25, B. A.).....	238
§ 2. — <i>Renonciation par le Syndic aux « biens et contrats onéreux »</i> (« disclaimer of onerous property and contracts »)	241
§ 3. — <i>Actif de la Partnership</i>	244
A. Règles générales.....	244
B. Modifications conventionnelles.....	246
SECTION II. — <i>CONSTATATION DU PASSIF</i>	247
§ 1. — <i>Les Créances admissibles</i>	247
§ 2. — <i>Production et vérification des créances</i>	249
§ 3. — <i>La Compensation</i> (« Mutual credit and set-off », art. 31, B. A.).....	251
§ 4. — <i>Passif commun de la partnership, et passif propre de chaque associé</i>	254
SECTION III. — <i>RÉPARTITION DE L'ACTIF</i>	257
§ 1. — <i>Formalités relatives aux dividendes</i>	262
§ 2. — <i>Ordre de collocation des créanciers</i>	264
I. Créances privilégiées	265
A. Privilèges généraux	265
B. Privilèges spéciaux.....	268
II. Créances de rang inférieur.....	269
CHAPITRE VIII. — <i>DÉCHARGE DU FAILLI. RÉVOCATION DU JUGEMENT DÉCLARATIF DE FAILLITE</i>	271
SECTION I. — <i>LA DÉCHARGE</i> (« order of discharge »).....	271
A. Conditions	272
B. Effets	276
C. Voie de recours.....	277
SECTION II. — <i>RÉVOCATION DU JUGEMENT DÉCLARATIF</i> (« Annulment of Adjudication »).....	277
A. Motifs de la Révocation.....	277
B. Demande aux fins de Révocation.....	277
C. Publication	278
D. Effets	278
E. Voie de recours.....	279

	Page
CHAPITRE IX. — DÉCHÉANCES ENCOURUES PAR LES ASSOCIÉS FAILLIS. INFRACTIONS COMMISES DANS LES FAILLITES	281
SECTION I. — DÉCHÉANCES.....	281
SECTION II. — CRIMES ET DÉLITS COMMIS DANS LES FAILLITES..	282
A. Par les faillis.....	285
B. Par des tiers.....	290
CHAPITRE X. — LES « PETITES FAILLITES » ; LEUR « LIQUIDATION SOMMAIRE ».....	293

DEUXIÈME PARTIE

LA LIQUIDATION D'UNE COMPAGNIE ENREGISTRÉE (« INCORPORATED COMPANY »)

INTRODUCTION. — Aperçu général des modes d'extinction d'une Compagnie. Trois modes de liquidation (Liquidation <i>Judiciaire</i> , Liquidation <i>Volontaire</i> , et Liquidation <i>sous la Surveillance Judiciaire</i>).....	297
CHAPITRE I. — CONDITIONS D'OUVERTURE DE LA LIQUIDATION	305
SECTION I. — LA LIQUIDATION DITE « JUDICIAIRE » (<i>Winding-up by the Court</i> , ou <i>Compulsory Winding-up</i>).....	305
§ 1. — Conditions de Fond. Motifs.....	305
1° Résolution spéciale de l'Assemblée Générale.....	306
2° Défaut de dépôt du Premier Rapport, ou de convocation de l'Assemblée constitutive.....	307
3° Suspension de l'activité sociale pendant un an.....	309
4° Réduction du nombre des Associés au-dessous du minimum légal	309
5° Insolvabilité	309
6° Liquidation opportune parce que « juste et équitable »	311
7° Conversion de la Liquidation Volontaire en Liquidation Judiciaire à la requête d'un créancier ou d'un « contribuable »	313

8° Conversion de la Liquidation Volontaire en Liquidation Judiciaire ou sous la Surveillance Judiciaire) à la requête du Séquestre Officiel.....	314
9° Contravention par une Compagnie d'assurances des prescriptions légales	314
§ 2. — Conditions de forme. — Jugement d'ouverture.....	315
A. Juridictions compétentes.....	315
B. Modes de saisine du Tribunal.....	318
I. Qui peut provoquer la Liquidation Judiciaire ?.....	318
II. La procédure en Justice.....	327
A) La Demande	
1° Forme et Rédaction.....	327
2° Présentation, ou Dépôt.....	328
3° Signification	328
4° Publication	329
5° Affirmation de la sincérité des faits exposés dans la Demande.....	329
6° Comparution devant le Greffier.....	330
7° Liste nominative des personnes qui comparaitront à l'Audience.....	330
B) L'Audience	331
Jugement, Minutes, Signification.....	332
Rôle 1° du Greffier.....	332
2° du Séquestre Officiel.....	333
Liquidateur Intérimaire (<i>Provisional Liquidator</i>).....	334
SECTION II. — LA LIQUIDATION DITE « VOLONTAIRE » (<i>Voluntary Winding-up</i>)	334
Bifurcation possible en deux formes, « Liquidation Volontaire par les Associés » (<i>Members' Voluntary Winding-up</i>), et « Liquidation Volontaire par les Créanciers » (<i>Creditors' Voluntary Winding-up</i>).....	335
Conditions d'Ouverture.....	342
Publications	341
SECTION III. — LA LIQUIDATION DITE « SOUS LA SURVEILLANCE JUDICIAIRE » (<i>Winding-up under the Supervision of the Court</i>)	341
Conditions d'Ouverture.....	337

§ 1. — Conditions de Fond.....	343
§ 2. — Condition de Forme. — Jugement.....	344
A. Qui peut provoquer la Liquidation sous la Surveillance Judiciaire ?.....	345
B. La Procédure en Justice.....	346
L'Audience. Le Jugement.....	346
Publication, et Signification.....	347

CHAPITRE II. — EFFETS D'OUVERTURE DE LA LIQUIDATION. SON POINT DE DÉPART..... 348

SECTION I. — EFFETS COMMUNS AUX TROIS MODES DE LIQUIDATION 350

§ 1. — Dessaisissement.....	349
§ 2. — Nullité de cessions d'actions par les associés.....	352
§ 3. — Arrêt des poursuites individuelles.....	353
§ 4. — Nullités de la « Période suspecte ».....	355
A) Préférences frauduleuses (art. 265, C. A. 1929).....	356
B) Nantissement général (« floating charge », art. 266).....	357
C) Cession globale de l'actif social (art. 265 (3)).....	358
D) Cession frauduleuse (art. 172, Law of Property Act, 1925).....	358
§ 5. — 1° Nullité des clauses statutaires incompatibles avec la Loi	359
2° Interruption de la Prescription, et prorogation des délais préfix.....	359

SECTION II. — EFFET PARTICULIER A LA LIQUIDATION VOLONTAIRE 360

SECTION III. — EFFETS PARTICULIERS A LA LIQUIDATION SOUS LA SURVEILLANCE JUDICIAIRE..... 361

CHAPITRE III. — LES ORGANES ET LE PERSONNEL DE LA LIQUIDATION 365

A. Le Séquestre Officiel (« Official Receiver in Bankruptcy »).....	366
B. L'Administrateur Spécial (« Special Manager »).....	368
C. Le Liquidateur.....	369
I. — Choix du Liquidateur.....	369
II. — Rémunération.....	371

	Page
Effets	412
Sanctions et Moyens de contrainte.....	413
Compensation	413
B) MOYENS COMMUNS AUX TROIS MODES DE LIQUIDATION....	415
§ 1. — <i>Poursuites pour « Misfeasance »</i> (art. 276, C. A.)....	415
A) Personnes contre lesquelles elles peuvent être dirigées	416
B) Actes dommageables.....	417
C) Personnes qui peuvent se prévaloir de l'art. 270.....	419
D) Procédure. Exceptions et Moyens de défense.....	420
Jugement i) d'exonération ou d'excusabilité.....	422
ii) de condamnation.....	422
§ 2. — <i>Renonciation aux « biens et contrats onéreux »</i> (art. 267	
C. A.).....	425
Comparaison avec l'art. 31, Bankruptcy Act, 1914.....	426
SECTION II. — CONSTATATION ET VÉRIFICATION DES CRÉANCES..	427
§ 1. — <i>Créances admissibles</i>	428
§ 2. — <i>Production et Vérification des Créances</i>	432
A) Estimation des créances éventuelles ou futures à l'égard	
des Compagnies d'Assurances.....	433
B) La Compensation (« <i>mutual credit and set-off</i> »). Situa-	
tion juridique des « contribuables ».....	433
SECTION III. — REPARTITION DE L'ACTIF.....	435
§ 1. — <i>Païement des Créanciers</i>	435
I. Créanciers privilégiés.....	435
§ 2. — <i>Révocation de la Dissolution</i> (art. 294).....	445
I. Motifs	445
II. Effets	446
A) Privilèges généraux.....	435
B) Privilèges spéciaux.....	437
II. Créanciers chirographaires.....	437
Formalités relatives aux dividendes.....	438
§ 2. — <i>Partage du reliquat entre les Associés</i>	439
Formalités relatives au remboursement du capital.....	441
SECTION IV. — DISSOLUTION DE LA COMPAGNIE, ET MATIÈRES	
CONNEXES	442
§ 1. — <i>Dissolution</i> (art. 221, 236, 245, C. A.).....	442
I. Procédure	442
II. Effets	446

	Page
§ 3. — <i>Arrêt de la Liquidation</i> (art. 202).....	447
CHAPITRE V. — <i>SANCTIONS CIVILES ET PÉNALES</i>	448
SECTION I. — <i>DISPOSITIONS SPÉCIALES À LA LIQUIDATION JUDI-</i> <i>CAIRE</i>	448
§ 1. — <i>L'Interrogatoire public</i> (art. 216, C. A.).....	448
<i>Comparaison avec le régime des faillites</i>	499
§ 2. — <i>Interdiction d'être Administrateur d'une Compagnie</i> <i>(art. 217, C. A.)</i>	451
SECTION II. — <i>DISPOSITIONS COMMUNES À TOUTE LIQUIDATION</i> ..	452
§ 1. — <i>Dispositions empruntées au Droit des Faillites</i>	452
§ 2. — <i>Dispositions propres au Droit des Compagnies</i>	453
§ 3. — <i>Procédure, frais, etc.</i> (art. 277, 367 à 368, C. A.)....	455
CHAPITRE VI. — <i>MODALITÉS DE LA LIQUIDATION ; RÉ-</i> <i>GLEMENTS AMIABLES ; RECONSTITUTIONS ; FUSIONS</i>	458
SECTION I. — <i>RÈGLEMENTS AMIABLES ET TRANSACTIONS</i>	458
§ 1. — <i>Règlements avec les créanciers ou les associés pendant</i> <i>ou en dehors de la liquidation</i> (art. 153).....	458
§ 2. — <i>Règlements pendant la liquidation avec les créanciers</i> <i>(art. 251)</i>	460
SECTION II. — <i>RECONSTITUTIONS ET FUSIONS ; FORMES ET PRO-</i> <i>CÉDÉS</i>	461
§ 1. — <i>Vente ou cession globale de l'Actif en vertu des Statuts</i>	462
§ 2. — <i>Fusion par voie de règlement ou transaction</i> (art. 154)	463
§ 3. — <i>Cession globale d'actions</i> (art. 155).....	465
§ 4. — <i>Fusion par voie de Liquidation Volontaire d'une des</i> <i>Compagnies</i> (art. 234 et 243).....	466
<i>Qui peut être cessionnaire ?</i>	468
<i>Régime fiscal des reconstitutions et des fusions</i>	470

TROISIÈME PARTIE

LIQUIDATION D'UNE « COMPAGNIE NON-ENREGISTRÉE »

Signification du terme « Compagnie non-enregistrée ».....	473
Comparaison entre leur liquidation et celle des « Compagnies enregistrées », quant	
A) aux modes de liquidation possibles.....	475
B) aux juridictions compétentes.....	475

	Page
C) aux motifs qui peuvent fonder la mise en liquidation	475
D) à l'arrêt des poursuites individuelles contre les associés	477
E) aux apports dûs par les associés.....	478

QUATRIÈME PARTIE

LIQUIDATION D'UNE « LIMITED PARTNERSHIP »

CHAPITRE I. — LA LIQUIDATION EXTRA-JUDICIAIRE....	485
Différences avec la <i>Partnership</i> simple en ce qui concerne certaines causes de dissolution	
A) Renonciation	485
B) Faillite ou décès.....	486
C) Aliénation mentale.....	487
D) Saisie-arrêt de la part sociale d'un associé (<i>charging order</i>)	487

CHAPITRE II. — LA LIQUIDATION JUDICIAIRE OU APRES FAILLITE D'UNE « LIMITED PARTNERSHIP » EN ANGLETERRE.

Différences avec une « *Partnership* » simple quant —

A) au mode de déterminer la juridiction compétente	489
B) à la forme et à la signification de la Demande....	490
C) aux effets du Jugement de Séquestre.....	491
D) à la forme du Jugement déclaratif de Faillite....	492
E) aux apports respectifs des <i>Limited partners</i> et des <i>General partners</i>	492

CONCLUSION	495
------------------	-----

TABLE ANALYTIQUE DES MATIERES.....	503
------------------------------------	-----



